

rhm

مجلة التاريخ المتوسطي

REVUE D'HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

ISSN 2716 - 764X | E-ISSN 2716-7747

Revue d'histoire méditerranéenne

مجلة التاريخ المتوسطي

Revue académique internationale semestrielle.
Editée par l'université de Béjaïa.



Volume: 02, Numéro: 02, Décembre 2020



UNIVERSITÉ ABDERRAHMANE MIRA - BEJAIA
FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

rhm مجلة التاريخ المتوسطي
REVUE D'HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

Revue académique internationale semestrielle.

Éditée par l'université de Bejaia

ISSN : 2716 – 764X

E- ISSN : 2716 - 7747

Dépôt légal : décembre 2019

URL: www.univ-bejaia.dz/rhm

Volume 02, numéro 02, décembre 2020.

Le directeur et rédacteur en chef de la Revue :

Dr. AIT MEDDOUR Mahmoud

L'adjoint de directeur :

Pr. OUATMANI Settar.

Secrétariat de la revue :

Mme. MAZRI Sabrina, Maitre-assistant, université de Bejaia.

Les rédacteurs associés.

- AILLET Cyrille (U. Lumière, Lyon 2).
- AISSANI Djamil (U. de Bejaia)
- AIT HABOUCHE Hamid (U. d'Oran).
- BAIZIG M. Salah (U. de Tunis).
- BALA Sadek (U. de Bejaia).
- BOUAZZA Boudersaia (U. d'Alger2)
- CHAFOU Redhouane (U. d'El Oued).
- CHAIB Kedadra (U. de Guelma).
- CHOUITAME Arezki (U. d'Alger 2)
- FARADJI M. Akli (U. de Bejaia).
- GREVIN Benoît (EHESS, Paris).
- GUENFISSI Hayette (U. de Bejaia).
- HADIAIWASH Huda (U. de Baghdad).
- HANIFI Helaili (U.Sidi Bel Abbés)
- JADLA Brahim (U. Menouba, Tunis).
- KINZI AZZEDINE (U.de T. Ouzou).
- MEGROUS née MEHENDEL Djahida (Université d'Alger 2).
- NAILI Abdelkader (U. de Djelfa)
- OUATMANI Settar (U. de Bejaia)
- REMILI Nedjma, née SERRADJ (Université d'Alger 2).
- SAIDI Meziane (ENS de Bouzaréah, Alger)
- SALEM Merouane (U. de Diyala, Irak).
- SIDALI AHMED Messaoud (U. de M'sila).
- TIDJET Mustapha (U. de Bejaia).
- TLEMCANI Ben Youcef (U. de Blida).
- VALERIAN Dominique (U. de Paris 1 Panthéon – Sorbonne).
- WSHEH Gasan (Université islamique de Ghaza, Palestine).

Comité de lecture (reviewers).

- ABBACI Madjid (U. de Bejaia).
- AILLET Cyrille (U. Lumière, Lyon 2).
- AISSANI Djamil (U. de Bejaia)
- AIT HABOUCHE Hamid (U. d'Oran).
- AIT MEDDOUR Mahmoud (U. de Bejaia).
- AJGOU Ali (U. de Batna).
- ALALI Mahmoud (U. de Laghouat).
- AOUARIB Lakhdar (U. d'Ouargla).
- BAITICHE Abdelhamid (U.Batna 01)
- BAIZIG M. Salah (U. de Tunis).
- BAKA Rachid (U. de Batna).
- BALA Sadek (U. de Bejaia).
- BEN HADJ Miloud (U. de Djelfa).
- BENAMAR Hamadadou (U.Oran 1)
- BOUAZZA Boudersaia (U. d'Alger2)
- BOUMEGOURA Naim (U. de Bejaia).
- CHAFOU Redhouane (U. d'El Oued).

- CHAIB Kedadra (U. de Guelma).
- CHETOUANE Nadira (U. de Blida 2).
- CHOUIEM Arezki (U. d'Alger 2)
- FARADJI M. Akli (U. de Bejaia).
- GREVIN Benoît (EHESS, Paris).
- GUELIANE Nora (EHESS, Paris)
- GUEN Mohammed (U. de Djelfa).
- GUENFISSI Hayette (U. de Bejaia).
- HADIAIWASH Huda (U. de Baghdad).
- HAMMOUME Khaled (U. de Sétif 2).
- HANAFI Aicha (U. d'Alger 2)
- HANIFI Helaili (U.Sidi Bel Abbés)
- IKHERBANE M. Akli (U. de T. Ouzou).
- JADLA Brahim (U. Menouba, Tunis).
- KACIMI Zine dine (U. de Bouira)
- KAOUANE Fares (U. de Sétif 2)
- KENDEL Djamel (U. Hassiba Ben Bouali, Chelef).
- KERKAR Abdelkader (U. d'El Oued)
- KHALED Taher (U.de M'Sila)
- KHALFI Djamilia (U. Khemis Melliana)
- KINZI Azzedine (U.de T.Ouzou).
- KOUICEM Mohamed (U. de Skikda).
- MAKHLOUFI Abdelouhab (U. de Batna)
- MANSOURIA Achour (U. de Batna 1)
- MANZANO Miguel Angel (U. de Salamanque).
- MEGROUS née MEHENTEL Djahida (Université d'Alger 2).
- MERAH Aissa (U. de Bejaia).
- MOUSSAOUI Fella (U. d'Alger 2).
- MOUHOUN Leila (U. de Bejaia).
- OUATMANI Settar (U. de Bejaia)
- OULARBI Houria (ABDENEBI) (Université de Tizi-Ouzou)
- RAHMANI Belkacem (U.Alger 02).
- RAMDANI Hacina (Lyon 2).
- REMILI Nedjma, née SERRADJ (Université d'Alger 2).
- SAAIDIA Oissila (Directrice IRMC)
- SAIDI Meziane (ENS de Bouzaréah, Alger)
- SALEM Merouane (U. de Diyala, Irak).
- SALHI Kamel (U. de Tizi-Ouzou)
- SALHI Mezhoura (U. de Tizi-Ouzou)
- SAOUDI Yasmina (U. d'Alger 2).
- SIDALI AHMED Messaoud (U. de M'sila).
- SOUALMIA Abderahmane (U. de Bejaia).
- TIDJET Mustapha (U. de Bejaia).
- TLEMCANI Ben Youcef (U. de Blida).
- TOUAHRI Hakima, (U. d'Alger 2)
- TOUMI Rafika (U. d'Alger 2).
- VALERIAN Dominique (U. de Paris 1 Panthéon – Sorbonne).
- WSHEH Gasan (Université islamique de Ghaza, Palestine).
- ZERKAOUI Noureddine (U.de Bejaia)
- ZERKOUK Mohamed (U. Khemis Melliana).

Comité de rédaction

Mr. Farid ASSIAKH, Dr. Mahrez BOUICH, Mme. Zahia AYOUDJ, Mr. Hanafi CHEURFA, Mr. Zerouk DJIDJIK, Mme. Zineb KHETAB, Mme Fouzia YAHIAOUI.

Vérification et correction des textes.

ABBACI Madjid.

BOUCHER Boubkeur

CHEMOUNE Arezki.

IDRI Nadia

MEKSEM Zahir

TIDJET Mustapha.

Correspondances :

Vos articles doivent être soumis via le lien suivant :

<https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/605>

Pour toute autre demande d'information, contactez-nous à l'adresse
suivante :

Revue.hm@gmail.com

Revue d'histoire méditerranéenne

Présentation de la Revue :

La Revue d'Histoire Méditerranéenne est une revue académique internationale semestrielle éditée par la faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Bejaia. Si ce titre annonce un penchant pour les études relatives à l'histoire des pays des rives Sud, Nord et Est de la Méditerranée, une région considérée comme bastion de la civilisation humaine et contrée influente dans le monde depuis la préhistoire jusqu'à la période contemporaine, il est clair que les portes seront ouvertes pour toutes les contributions historiques traitant le passé de tous les états du monde sous leurs différents aspects : la société dans toutes ses dimensions, l'agriculture, l'industrie, le commerce, la politique, la culture, les coutumes et traditions etc.

La Revue s'est dotée d'un comité scientifique international pour l'évaluation de tous les travaux qui lui sont soumis. Il s'agit d'une évaluation anonyme effectuée par deux lecteurs extérieurs au comité de rédaction de la revue. Ces procédures d'évaluation sont conformes aux standards internationaux.

Les langues de publication : Les articles sont acceptés dans 04 langues : Tamazight, Arabe, Français et Anglais.

La Revue d'Histoire Méditerranéenne est téléchargeable intégralement et sans restriction en format PDF sur le site de l'université de Bejaia.

Les règles de publication :

Dans le cadre de la soumission des articles, l'équipe de rédaction de la revue demande aux auteurs de rédiger en se conformant strictement aux règles de présentation suivantes :

1. **L'originalité :** Un article soumis à la publication doit respecter le principe d'originalité, justifier sa contribution au développement des connaissances scientifiques.
2. **Le volume de l'article :** Les auteurs respecteront le volume de 10 à 15 pages. Le volume commandé s'entend notes, bibliographie et illustrations comprises. Le comité de rédaction de la revue se réserve le droit de refuser un article ne respectant pas ce volume.
3. **La première page** est une page de titre et métadonnées qui doit contenir les informations suivantes :
 - a. Nom et prénom du ou des auteurs, fonction et grade, adresse postale de leur institution de rattachement, adresse électronique, adresse postale et numéro de téléphone personnel.
 - b. Le titre de l'article et sa traduction dans une autre langue.
 - c. Un résumé dans la langue de l'article et un autre dans une autre langue (chaque résumé doit contenir entre 150 et 200 mots).
 - d. Des mots-clés d'indexation en deux langues.
4. **L'introduction :** Elle doit contenir entre autres, les éléments suivants : Présentation du sujet et de son importance, la problématique de recherche, présentation des études antérieures et une description de l'approche théorique utilisée.
5. **La conclusion :** Elle doit être une synthèse des résultats et proposer des pistes de recherches futures.
6. **La police d'écriture :** La police en caractères latins est Times New Roman taille 12 pour le corps de texte et 10 pour les notes. La police d'écriture arabe est Traditionnel Arabic taille 16 pour le corps de texte et 12 pour les notes.
7. **Interlignes :** 1,5

Revue d'histoire méditerranéenne

8. **Les marges** d'une page sont 2cm de chaque côté.
9. **Notes de bas de page** : Les notes sont présentées en numérotation continue en bas de page et limitées aux choses essentielles (éclaircissements ou des articles de presse seulement, car les références bibliographiques sont mises en intra-texte). L'appel de note doit être accolé au mot précédent et non à un signe de ponctuation.
Ex. doit être accolé¹. Non pas : doit être accolé.¹
10. **Les références bibliographiques** sont intégrées dans le corps du texte comme suit : (Nom, l'année d'édition : p). Ex : (ADJAOUD, 2012 :57). Quant au renvoi aux documents d'histoire de type source, ils sont présentés comme suit : (le nom, le premier mot du titre ou le 2^e si le premier n'est pas significatif : p.) ex : (Ibn Kheldoun, *El Ibar* : 50).
11. **Normes de ponctuation** : les signes simples ou triples (**le point, la virgule et les trois points de suspension**) doivent être collés au mot précédent, les signes doubles (**deux points, point-virgule, point d'interrogation et point d'exclamation**) sont séparés du mot précédent par un espace insécable.
12. **Citations, utilisation des guillemets et italiques** : Les citations sont toujours entre guillemets français « ... » et en caractères romains. Lorsque leur longueur excède 03 lignes, il convient de les individualiser en créant un paragraphe distinct, en retrait (1 cm à droite et à gauche), dans un corps de lettre inférieur au reste de texte (11 pour les textes en latin et 14 pour les textes en arabe).

Exemple :

La mort de l'administrateur Dupuy de Guentis, poste reculé entre les Nememchas et les Aurès, le bouleversa.

« Ah ! jurons de tout faire, déclare Jacques Soustelle devant le cercueil de l'administrateur à Tébessa, oraison funèbre, sans rien ménager, pour venger ceux qu'on nous a pris et pour que se poursuive, en dépit de tout, l'œuvre française pour laquelle ils ont donné leur vie ».

13. **Utilisation des caractères italiques** : Les caractères italiques sont utilisés uniquement pour les termes étrangers. Lorsque ces termes sont d'usage courant (s'ils figurent dans le dictionnaire), on utilisera les caractères romains.
14. **Bibliographie** : Les références bibliographiques sont regroupées en fin de l'article par ordre alphabétique, et pour un même auteur, par ordre chronologique de parution. ***Les titres d'ouvrages et les noms des revues sont écrits en italique, mais les titres d'articles sont écrits en romain.***

On sépare les références en groupes distincts :

- **Les archives.**
- **Les sources.**
- **Les études (livres et articles).**
- **La presse (les journaux).**
- **Les instruments de recherche (Dictionnaires et encyclopédies)**

La règle utilisée est **APA** (Pour plus de détails, téléchargez un fichier sur les règles de la norme **APA** sur le site de la Revue : www.univ-bejaia.dz/rhm ou contactez-nous par e-mail : revue.hm@gmail.com pour vous envoyer le fichier.

Revue d'histoire méditerranéenne

Exemples :

- **Les archives :** on doit citer le nom de l'établissement ou du centre d'archives en abréviation. Le code ou le numéro de la boîte. Le non du dossier. Le nom de sous dossier. Le titre du document.
Ex. AOM. 1K5/2. Préfecture d'Alger. Cabinet de préfet d'Alger (1858-1962). Grèves de la période du Front populaire (1936-1938). Courriers. Extrait de registre des délibérations du conseil municipal de la commune d'Ouled Fayet en date du 18 Juillet 1936.
- **Les références bibliographiques des sources anciennes :**
Nous écrivons le NOM de l'auteur Source en majuscule et le nom de l'éditeur ou directeur ou traducteur en minuscule suivi de la mention (éd.) pour l'éditeur ou (dir.) pour le directeur ou (trad.) pour le traducteur.
AL-YAQŪBI, G. Wiet (trad.). (1937). *Les Pays (Mu'gam al-Buldān)*. Le Caire : Institut français d'archéologie orientale.
- **Pour les ouvrages à auteur unique, on l'écrit de la façon suivante**

TEGUIA, M. (1988). *L'Algérie en guerre*. (2^e éd.). Alger : O.P.U.
- **Pour les ouvrages électroniques à auteur unique :** c'est de même avec un ouvrage imprimé, en ajoutant le lien à la fin.

Mercier, E. (1868). *Histoire de l'Afrique septentrionale (la Berbérie) depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française en 1830*. Paris : Ernest Leroux Editeur.
<https://www.algerie-ancienne.com/livres/histoire/histoire2.htm>.
- **Pour les ouvrages à auteur unique traduits :** On ajoute le nom du traducteur après le titre, ensuite la date de la publication originale à la fin.
- **Pour les ouvrages à auteur unique et à plusieurs volumes :**

Mercier, E. (1868). *Histoire de l'Afrique septentrionale (la Berbérie) depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française en 1830*. (Vol.2). Paris : Ernest Leroux Editeur.
- **Pour les ouvrages à plusieurs auteurs :**

CHIAUZI, G. (1991). *Maghreb médiéval. L'apogée de la civilisation islamique dans l'Occident arabe*. Aix-en-Provence : Edisud.
- **Pour les articles imprimés :**

Nom, P. (année). Titre de l'article. Titre de la revue, n° du volume (numéro du fascicule), pagination.

Dans le cas où la revue ne présente pas de fascicule, le numéro prendra sa place en italique.

AGERON, Ch. R. (1977). Instituteurs algériens (1883-1939). *Annales*, 32(4), 717-720.
- **Pour les articles électroniques :** la différence par rapport à l'imprimé est l'ajout d'une zone de DOI ou d'URL.

Revue d'histoire méditerranéenne

EMERIT, M. (1962). Enquête sur le niveau de vie des populations rurales de la conquête jusqu'en 1919 : Essai d'histoire économique et sociale. *Annales*, 17(6), 1214- 1219.
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1962_num_17_6_420936_t1_1214_0000_2.

- **Pour un chapitre d'un ouvrage collectif :**

Nom, P. (année). Titre du chapitre. Dans P. Nom du ou des éditeurs scientifiques de l'ouvrage collectif (Ed.), Titre de l'ouvrage (pp.). Lieu : éditeur.

Cungi, C. (2006). L'alliance thérapeutique. Dans O. Fontaine & P. Fontaine (Ed.), Guide clinique de thérapie comportementale et cognitive (pp. 395-447).

Paris : Retz.

- **Actes de colloque ou de congrès :** S'ils sont publiés, on applique les mêmes règles que celles d'un chapitre dans un ouvrage.

Ouatmani, S. (2019). Les syndicats français et la Révolution algérienne : L'exemple de la C.G.T et de la C.F.T.C. Dans M. Ait Meddour (dir.), Le mouvement syndical en Algérie durant la période coloniale. (pp. 7-13). Bejaia : faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Bejaia.

- **Mémoires et thèses :** On utilise les mêmes règles d'un ouvrage, à condition d'ajouter la mention (mémoire ou thèse).

Nom, P. (année). Titre (Mémoire). Université, Ville.

MARSEILLE, J. (1984). Empire coloniale et capitalisme français (Thèse de Doctorat d'Etat). Université de Paris I.

Revue d'histoire méditerranéenne

Presentation:

The Mediterranean History Review is an international biannual academic magazine edited by the Faculty of Human and Social Sciences of the University of Béjaia .If this title scrutinizes or looks into studies related to the history of the South, North and East bank Mediterranean countries, a region considered as the human civilization bastion and an influencing land in the world from prehistory till the contemporary era, it is clear that doors are wide open for all the historical contributions that treat the past of all the world states under their different aspects: A society as regards all its dimensions ,agriculture, industry, trade, politics, culture, customs and so on..

The Magazine is made up of an international scientific committee for evaluating all the works submitted. It has an anonymous evaluation carried out by two outer readers at the magazine redaction committee. These procedures of evaluation are compliant with the international standards.

The languages of publication: The articles are accepted in four languages: Tamazight, Arabic, French and English.

The Mediterranean History Magazine is fully downloaded without restrictions in format PDF on the site of Béjaia University.

Rules of publication:

As regards submitting the articles, the redaction team of the review requests to the authors to write in strict compliance with the rules of the following presentations:

- 1) Originality:** The article submitted must respect the principle of originality; justify its contribution to the development of scientific knowledge.
- 2) Size of the article:** The authors are to respect the size from 10 to 15 pages. The recommended size includes notes, bibliography and illustrations. The redaction committee of the magazine has the right to decline any article that doesn't respect that size.
- 3) The first page** is the page of title and metadata that should contain the following information:
 - a) First name and family name of the author(s), profession, grade, postal address of their institutions, electronic address, postal address and personal phone number.
 - b) The article title and its translation into another language.
 - c) A summary in the language of the article and another one in another language (each summary should contain about 150 and 200 words)
 - d) The key words in two languages.
- 4) Introduction:** It should include besides other elements, the following ones: Presentation of the topic and its importance, the problematic of research, anterior studies presentations and a description of the theoretical approach used.
- 5) Conclusion:** It should include a synthesis of the results and suggest paths of future researches.
- 6) Mode of writing:** The Latin characters are Times New Roman 12 for the body of the text and 10 for notes. The Arabic mode is Traditional Arabic of 16 for body of text and 12 for notes.
- 7) Interlines:** 1, 5
- 8) The margins of the page** are 2 cm from each side
- 9) Notes of bottom page:** The notes are presented with continuous numbering at bottom of page and limited to essential things (clarifications or press articles only....). The note appeal should be joined to the preceded word not to a punctuation sign.

Revue d'histoire méditerranéenne

Punctuation norms: The simple or triple symbols (' period or full stop, comma, and suspension dots) should be joined with the precedent word ,the double symbols or signs (colon, semi colon, question mark, and exclamation mark are separated from preceded words by insecure space.

10) Bibliographical references: They are integrated in the body of the text as follows (Name, year of edition) Eg: (ADJAOUD, 2012; 57).As for the reference to documents of history of source type, they are presented as follows :(Name, the first word of the title or the second one if the first is not significant :p) Eg: (Ibn Kheldoun, El Ibar: 50)

11) Punctuation norms (standards): The simple or triple symbols (the full stop or period, the comma, question mark and exclamation mark) are separated from the preceded word by an insecure space.

12) Quotes, use of inverted marks and italics: Quotations are always written between inverted marks «..." and in Roman characters. When the length exceeds 03 lines, it is admitted to be individualized by creating an indented, distinct passage (1 cm on the right and on the left), in a body of letters inferior to the remaining text. (11 for Latin texts and 14 for Arabic texts).

Example:

The death of the administrator Dupuy de Guentis, the back moved post between the Nememchas and the Aures, shook him.

«Ah! Swearing of doing everything, declares Jacques Soustelle in front of the coffin of the administrator in Tebessa, funeral oration, without managing anything to revenge those who were taken away from us and to keep up, in spite of everything, the French achievement for which they gave their lives."

13) Bibliography: The bibliographic references are aggregated or gathered at the end of the article in an alphabetical order, and for the same author in a chronological order. The works titles and names of journals are written in italics, but the titles are written in Roman.

We separate the references in distinct groups:

- The archives.
- The sources
- The studies (books and articles)
- The press (Newspapers)
- Research tools (dictionaries and encyclopaedias)

The rule used is APA (for further details download the documents on the rules of the norm APA on the Journal site www.univ-bejaia.dz/rhm or contact us

Examples:

The archives:

We should cite the name of the establishment or the center of archives in abbreviations. The code or the number of the box. The name of the file. The name of the subfolder .The title of the document.

Eg: AOM 1K5/2 Prefecture of Algiers. Cabinet of the Prefect of Algiers (1858-1962).Strikes in the period of popular Front (1936-1938).Mail .Extract of register of deliberations of the municipal council of Ouled Fayet County dated on July 18, 1936.

The bibliographic references of ancient sources:

We write the names of the Source author in capitals and the name of the editor or director or translator in small letters followed by the mention (ed.) for the editor or (dir.) for director or (tran.) for translator.

Revue d'histoire méditerranéenne

- Al-YAQUI, G. Wiet (tran). (1937) .Les Pays (Mu'gam al-Buldan). Le Cairo: Oriental French archaeological institute.

For works of one unique author, we write in this way:

- TEGUIA, M (1088). L'Algérie en guerre (Algeria in War) (2nd ed.) Algiers: O.P.U

For electronic works of one unique author:

It's the same with a work printed and we add the link at the end.

- Mercier, E (1868) .Histoire de l'Afrique Septentrionale (La Berberie) since the times of the most back till the French conquest in 1830. Paris : Ernest Leroux Editor. https://www.algerie-ancienne.com/books/history/history_2.htm

For the works of one unique author and of several volumes:

- Mercier, E (1868) Histoire de l'Afrique septentrionale (la Berbérie) from times of the most back till the French conquest in 1830 .(Vol.2) Paris. Ernest Leroux Editor.

For the works of different authors:

CHIAUZI, G (1991) Maghreb médiéval. L'apogée de la civilisation islamique dans l'Occident arabe. Aix-en-Provence : Edisud.

For printed articles:

Name, P (year).Title of article .Title of journal, N° of volume (number of leaflet), pagination.

In case the journal does not present a leaflet, the number takes its position in italics.

- AGERON, Ch. (1977).Instituteurs algériens (1883-1939) Annales ,32(4) ,717-720.

For electronic titles: The difference with printed is the adding of an area of DOI or 'URL.

- AMERIT, M.(1962). Enquête sur le niveau de vie des populations rurales de la conquête jusq'en 1919 .Essai d'histoire économiques et sociale

17(6), 1214-1219.[http://www, perse.fr/web/](http://www.perse.fr/web/Revue/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1962_NUM_17_6-420936-t1_1214_0000_2)

Revue/home/prescript/article/ahess_0395-

2649_1962_NUM_17_6-420936-t1_1214_0000_2

For a chapter of a collective work:

Name, P. (year).Title of chapter. In P, Name of the editor(s) of the scientific collective work(Ed), Title of work (pp).Place: editor.

Cungi.C, (2006). L'alliance thérapeutique. In O.Fontaine & P. Fontaine (Ed), Guide clinique de thérapie comportementale et cognitive (pp 395-447) Paris : Retz.

Colloquium or congress acts:

If they are published, we apply the same rules with those of a chapter in a work.

- Ouatmani, S, (2019).Les syndicats français et la révolution algérienne : l'exemple de la C G T et de la C F T C, In M. Ait Meddour (dr.), Le mouvement syndical en Algérie durant la période coloniale. (pp, 7-13), Béjaia: Social and Human Sciences Faculty at the university of Béjaia.

Memoirs and theses:

The mention (memoirs and theses) is added.

Name, P, (year).Title (memoire). University, City Marseille, J, (1984).Empire colonial et capitalisme français (Ph.D. Thesis) University of Paris.

إن مجلة تاريخ البحر المتوسط أكاديمية دولية محكمة، تصدرها كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية بجامعة بجاية مرتين في السنة. إذا كان باديا من خلال العنوان نزوع المجلة إلى الدراسات المتعلقة بتاريخ دول جنوب وشمال وشرق البحر الأبيض المتوسط، التي كانت وما زالت معقلاً للحضارة الإنسانية والأكثر تأثيراً في العالم منذ ما قبل التاريخ إلى الفترة المعاصرة، فإنه من الواضح أن ذلك يعني فتح الأبواب أمام جميع المساهمات التاريخية التي تتناول ماضي دول العالم جميعها، وفي مختلف المجالات كالزراعة، الصناعة، التجارة، السياسة، الثقافة، تخطيط المدن، العادات والتقاليد، إلخ.

جميع المقالات التي تستقبلها المجلة تخضع لتحكيم ثنائي من لجنة قراءة دولية مستقلة عن هيئة التحرير، مع إخفاء هويات كل من صاحب المقال والمحكمين.

لغات النشر: يتم قبول المقالات في 04 لغات هي: الأمازيغية، العربية، الفرنسية والإنجليزية.

يمكن تنزيل أعداد المجلة كاملة أو كل مقالاتها بدون قيود بصيغة PDF من موقع الجامعة.

قواعد النشر في المجلة:

1. الأصالة: ضرورة تميّز المقالات المرسلّة إلى المجلة بالأصالة والجديّة والموضوعية والإثراء المعرفي، وألا تكون قد نشرت من قبل.
2. حجم المقالة: يجب على المؤلفين تقديم مقالاتهم في حجم يتراوح بين 10 و15 صفحة، تشمل أجزاء المقال كلّها، من ملخصات وبيبلوغرافيا وملاحق .
3. الصفحة الأولى من المقال: يجب أن تتضمن ما يلي:
 - أ. البيانات الوصفية الآتية: اسم المؤلف (أو المؤلفين) ولقبه (هم)، الوظيفة والرتبة العلمية، جامعة أو مؤسسة الانتماء، العنوان البريدي والبريد الإلكتروني وهاتف المؤلف.
 - ب. عنوان المقالة وترجمته إلى لغة أخرى.
 - ج. ملخص المقال وترجمته إلى لغة أخرى (يجب أن يتراوح عدد كلمات كل ملخص ما بين 150 و200 كلمة).
 - د. الكلمات المفتاحية باللغتين.

4. المقدمة: يجب أن تتضمن التعريف بالموضوع وأهميته، طرح الإشكالية، تقديم الدراسات السابقة وكذلك المنهجية المتبعة في المعالجة.

5. الخاتمة: يجب أن تتضمن حوصلة للنتائج المتوصل إليها وأن تفتح آفاقا لدراسات جديدة.

6. الخط: بالأحرف اللاتينية هو Times New Roman 12 للمتن و10 للهامش. الخط العربي هو Traditional Arabic 16 للمتن و12 للهامش.

7. المسافة بين الأسطر: 1,5

8. هوامش الصفحة: 2 سم من كل الجوانب.

9. هوامش أسفل الصفحات: تتضمن الملاحظات والتوضيحات والمقالات الصحفية فقط، ويجب أن تكون بترقيم مستمر ويقتصر على الأمور الأساسية.

10. الإحالة إلى المراجع: تتم الإحالة إلى المراجع في متن النص على النحو الآتي: (اللقب، سنة النشر: ص) مثال: (قنان، 1995: 54). أما الوثائق القديمة من نوع المصادر فيكتب بالإضافة إلى اللقب، الكلمة الأولى من العنوان أو الثانية إذا كانت الأولى غير معبرة. مثال (ابن خلدون، العبر: 50).

11. معايير وضع علامات الترقيم: العلامات المفردة أو الثلاثية (النقطة والفاصلة ونقاط الحذف) يجب إصاقها بالكلمة السابقة وفصلها عن الكلمة اللاحقة، أما العلامات المزدوجة (النقطة الفاصلة، النقطتين، علامة الاستفهام وعلامة التعجب) فتكون مفصولة عن الكلمة السابقة واللاحقة.

12. الفقرات المقتبسة: توضع الفقرات المقتبسة بين مزدوجتين فرنسيتين «.» بالكتابة العادية (ليس المائلة). وعندما يتجاوز طول الفقرة المقتبسة 03 أسطر، يتم إنشاء فقرة فردية منفصلة عن باقي النص، مع إضافة 1 سم كهامش من اليمين ومن اليسار وبحجم أقل من باقي النص. (11 لللاتينية و14 للعربية).

مثال:

وفي هذا الشأن يقول رضا مالك إن تعيين بن خده في الرئاسة رغم كل شيء لقي ترحيبا باعتباره حدثا واعداء، إذ إن التشكيل الجديد يتمتع بفعالية جديدة وبطابع أكثر ثورية قائم على الواقعية والحزم. كما قال بن خدة: « ورثت عن فرحات عباس النزاع الذي كان مع الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية، وتعد حادثة إسقاط الطائرة الفرنسية وأسر الطيار الفرنسي أحد الأسباب التي أدت إلى انفجار الأزمة بين الحكومة المؤقتة وهيئة الأركان العامة، حيث قدّم أعضاء هيئة الأركان العامة استقالتهم، وقد قبلت الحكومة المؤقتة... »

13 . استخدام الأحرف المائلة: لا يستخدم نمط الأحرف المائلة (*Italique*) إلا في حالة استعمال مصطلحات أجنبية عن لغة المقال. عندما تكون الكلمات شائعة الاستعمال (موجودة في قاموس لغة الكتابة)، نستعمل نمط الكتابة العادي (الكتابة الرومانية).

14. البيبليوغرافيا: يتم اعتماد الترتيب الأبجدي لألقاب المؤلفين. وفي حالة وجود أكثر من مرجع لمؤلف واحد، يتم الترتيب حسب تاريخ النشر. لا تكتب بالأحرف المائلة إلا عناوين الكتب والمجلات، أما عناوين المقالات فتكتب بالأحرف الرومانية العادية. توضع في آخر المقال وترتب على النحو الآتي:

- جزء مخصص للأرشيف.

- جزء مخصص للمصادر (كتب ومقالات).

- جزء مخصص للمراجع (كتب ومقالات)

- جزء مخصص للصحافة.

- جزء مخصص لأدوات البحث (القواميس والموسوعات).

يجب إتباع طريقة APA في وضع القائمة البيبليوغرافية. (للمزيد من التفاصيل، يمكن تحميل ملف

حول معيار APA في موقع المجلة: www.univ-bejaia.dz/rhm أو الاتصال عبر

البريد الإلكتروني للمجلة للحصول عليه: revue.hm@gmail.com

بالإمكان الاطلاع على بعض الأمثلة التوضيحية في معايير النشر باللغتين الإنجليزية والفرنسية.

Sommaires des articles en français.

N°	Titre de l'article.	Nom d'auteur.	Pages
01	Témoignage de guerre. L'Histoire est ce qui était, Non ce qu'on voudrait qu'elle fût !	Mr. Ouali AIT AHMED Secrétaire du PC de la wilaya III historique et cadre de la nation.	18 -23
02	De l'émigration à l'immigration Une étude des itinéraires migratoires d'immigrés arrivés en France au cours des années 1920 à 1970	Dr. Hacina RAMDANI Docteure en histoire et civilisations Enseignante-Chercheure UFR Temps et territoires, Université Lyon 2.	24 – 44
03	Méditerranée antique, mer(e) de pirates.	Pierre-Hubert PERNICI Doctorant contractuel en Histoire ancienne et archéologie. UMR CNRS LISA 6240 Université de Corse - Campus Mariani.	45 - 60
04	Le Moyen Orient : Zone de Conflits (Analyse Historique).	Noureddine ZERKAOUI. Université de Bejaia. Chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA), Istanbul/ Turquie.	61 - 85
05	Subventions étatiques et pauvreté alimentaire des paysans montagnards de Kabylie (Algérie).	Dr. Houria ABDENNEBI- OULARBI. Université Mouloud Mammeri, Tizi- Ouzou, Algérie.	86 - 97
06	Les représentations de la femme du Harem dans la pratique artistique contemporaine magrébine.	Dr. Abir MARSIT Docteure en littérature comparée. Chercheure rattachée au FORELLIS, Université de Poitiers/ France. Chercheure associée au CEFAS / Koweït.	98 – 111

Revue d'histoire méditerranéenne

N°	Titre de l'article.	Nom d'auteur.	Pages
07	Mythologie méditerranéenne, dialogues et échanges d'occupants à occupés : la perception de l'aspect méditerranéen de l'Espagne par les officiers napoléoniens pendant la <i>Guerra de la Independencia</i> .	Thomas RAMONDA Doctorant en histoire. Université d'Aix-Marseille.	112 - 123
08	Le débouché maritime du Maroc oriental : Un conflit des intérêts commerciaux entre les autorités du protectorat marocain et celles de la colonie algérienne (1914-1956).	Dr. Imad LABBI Histoire contemporaine Ministère de l'éducation nationale, Maroc.	124 - 134
09	Le commerce extérieur de la Tunisie sous le protectorat français (1881-1956)	Ramzi TEJ Enseignant chercheur – Maître Assistant Institut supérieur des Langues de Gabès	135 - 146
10	Usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique : Région de Wolof au Sénégal.	Dr. Ibrahima Khalilou DIAGNE Université Cheikh Anta Diop de Dakar.	147 - 160
11	De la rationalité esthétique et spatiale au 19^e siècle à Alger.	Nadir DJERMOUNE Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme- Alger- Pr. Tsouria KASSAB Directrice de thèse, laboratoire, ville, architecture et patrimoine. EPAU/ Alger	161 - 176
12	L'oasis de Sabria (Tunisie) : Un patrimoine à préserver.	Dr. NUNES Natália. FCSH/Université Nouvelle de Lisbonne, Portugal.	177 - 189

Revue d'histoire méditerranéenne
Sommaire des articles en langue arabe

الرقم	عنوان المقالة	اسم المؤلف	الصفحات
13	سياسة الاستيطان الفرنسي في الجزائر 1830-1914م.	أ.د. أرزقي شويتام. جامعة الجزائر 2.	190 - 214
14	إذاعة بودابست وبيان أول نوفمبر 1954	د. جمال قندل جامعة الشلف.	215 - 227
15	الحملة الانجليزية الهولندية على إيالة الجزائر 1816م. من خلال وثائق مركز الأرشيف الوطني ووثائق المكتبة الوطنية الجزائرية الجزائري 1963	فاطمة بن عيسى. كلية العلوم الانسانية والحضارة الاسلامية - جامعة أحمد بن بلة 1- وهران - منتسبة إلى مخبر تاريخ الجزائر جامعة وهران 01.	228 - 248
16	تحولات مفهوم الهوية الوطنية في المغرب.	د. محمد بليض. جامعة محمد الخامس. الرباط. المغرب.	249 - 266
17	توظيف الدين في الخطاب الاستعماري بالمغرب خلال القرن 20م	نورالدين أحميان كلية الآداب والعلوم الإنسانية سايس - المغرب.	267 - 279

Témoignage de guerre : L'Histoire est ce qui était,

Non, ce qu'on voudrait qu'elle fût !

War testimony: History is what there was, not what we want it would be.

Par Mr. Ait Ahmed Ouali

Secrétaire du PC de la wilaya III historique

et cadre de la nation.

Reçu le: 07.11.2020	Révisé le: 12.11.2020	Accepté le :15.11.2020
----------------------------	------------------------------	-------------------------------

Le résumé :

Le Congrès de la Soummam était le résultat d'un processus dont les origines reviennent au 1^{er} novembre 1954. Un premier bilan de la Révolution devait être fait, six mois après le déclenchement des hostilités. Les conditions ne le permettaient pas. Ce n'est qu'en août 1956, après un travail préparatoire mené principalement par Abane Ramdane que s'ouvrirent les assises du 1^{er} congrès du FLN qui dotèrent la Révolution de ses institutions légitimes et lui donnèrent son organisation et ses textes idéologiques. Cette réunion était également une occasion pour les chefs des zones de s'expliquer sur les actions menées contre l'ennemi. Abane Ramdane prit la parole pour critiquer quelques actions en rapport avec les événements du 20 août 1955 ou l'opération de Sakamody. L'auteur s'élève contre les falsificateurs de l'histoire qui, plus de soixante ans après le 20 août 1956, présentent un nouveau récit de l'évènement. Ces fossoyeurs ne servent que leurs intérêts au détriment de la vérité historique et de la mémoire collective du peuple algérien.

Mots clés : Abane Ramdane, congrès de la Soummam, offensive du 20 août 1955

The abstract:

The Soummam Congress was the result of a process whose origins date back to November 1st, 1954. A first assessment or report should have been done six months after the outbreak of hostilities. The conditions didn't allow it. Moreover, it was only in August 1956, after a hard preparatory work led principally by Abane Ramdane, that the ground works of the 1st FLN Congress opened and equipped the Revolution with its legitimate institutions and provided them with organization and ideological texts.

This meeting was also an opportunity for the responsible of the zones to clarify and enlighten the actions led against the enemy. Abane Ramdane, in his speech, criticized some actions related to the events of August 20th 1955 or the Sakamody Operation.

The author stood up against the falsifiers of the history who, more than 60 years after August 20th, 1956, present a new story of the event. These gravediggers serve only their interests at the expense of the historical truth and collective memory of the algerian people.

Key words: Abane Ramdane, Soummam Congress, Offensive of August 20th, 1955.

E-mail de correspondance : oaitahmed2020@gmail.com

Témoignage de guerre.
L'Histoire est ce qui était, Non, ce qu'on voudrait qu'elle fût !

De glissement en glissement, de falsification en falsification, depuis 1962, le 20 août 1956, date de la tenue du Congrès de la Soummam, des cimes où il était, sombre et s'enfoncé dans une mare aussi fangeuse que puante, creusée et aménagée par des fossoyeurs sans foi ni loi.

Et simultanément « l'offensive » du 20 août 1955, flétrie par le même congrès, au même titre que « la nuit rouge » de la Soummam et l'embuscade de Sakamody (entre l'Arbaa Beni Moussa et Tablat) prend l'ascenseur ascendant, dans les officines des mêmes fossoyeurs.

Les deux événements, au fil des années sont mués par, la même courroie qui les entraîne, l'un vers le bas, l'autre vers le haut, cette position statique, pendant un certain nombre d'année sera consolidée par le nouveau slogan à la mode « 20 août : double événement ! », tout en parlant de « la journée du Moudjahed ». Pendant ce laps de temps, le renouvellement des générations est inexorable et s'inscrit dans sa courbe elliptique forte à coefficient temporel.

Au moment où l'on croyait qu'un regard neuf, neutre, sain et objectif, dénué de tout caractère régionaliste, dogmatique ou idéologique, serait jeté sur notre rétroviseur, pour pouvoir doubler, sans encombre, voilà que dans « L'Algérie Nouvelle », l'on tire sur le câble de l'ascenseur, pour projeter vers le sommet et vers le fond de la mare de l'oubli.

Il est clair que dans ces laboratoires noirs ne travaillent que pour créer des situations conflictuelles, dans notre chère Algérie, une et indivisible, et consolider, par-là, les rangs des extrémistes de tous bords, qui n'ont d'amour pour elle que pour amasser des richesses, alimenter leurs comptes en banque, remplir leurs poches et satisfaire leur ventre et leur bas-ventre, tout en se gargarisant de populisme, de charlatanisme et de professionnalisme aussi creux que trompeurs, pour une jeunesse avide du savoir et du savoir-faire.

Ceci dit, revenons, maintenant, aux deux événements du 20 août 1956 et 20 août 1955. Les responsables qui ont eu l'honneur et le courage, d'ouvrir le conflit, avec l'occupant colonial français, le 1^{er} Novembre 1954, n'ont pas omis d'entrevoir, lors de leur dernière réunion, du 23 octobre 1954, à la « pointe Pescade », une réunion – bilan, au bout de six mois de combat.

Entre temps, Mohamed BOUDIAF, sorti le 29 octobre, porteur de la proclamation du 1^{er} Novembre, n'est pas revenu, Rabah BITAT responsable de la zone 4 (l'Algérois), est arrêté, Mourad Didouche est tombé au champ d'honneur, tandis que Ramdane Abane, sorti de prison, après cinq ans d'incarcération, avec un régime des plus sévères, rejoint Alger, pour coordonner les actions des cinq zones de l'intérieur et orienter l'action de la Délégation extérieure, en harmonie entre le combat mené par le FLN/AL N à l'intérieur et la diplomatie à l'extérieur, chargée en plus de pourvoir l'Armée de Libération Nationale (ALN) en armes et en munitions.

Dans le combat, les objectifs étaient clairs, mener des actions militaires, contre les casernes et postes militaires et détruire l'outil économique ennemi, tout en évitant, coûte que coûte, de s'attaquer aux civils d'origine européenne, si ce n'est, à titre individuel, à ceux qui

apportent une aide à l'armée française, comme les éléments des Unités territoriales, par exemple. C'était, pour les dirigeants algériens, une façon d'humaniser notre combat et d'attirer, par voie de conséquence la sympathie des peuples et des gouvernements étrangers, y compris le peuple français, qui n'avait rien à voir avec le système colonial.

Abane Ramdane ne connaissait pas de répit, tant la tâche est gigantesque, surtout lorsque l'on sait que certaines formations politiques autochtones de l'époque, comme « l'Association des Oulémas Algériens » avaient dénoncé, dès l'année 1955, le fait d'avoir pris les armes contre l'occupant. Et tenant compte des forces et moyens en présence, clairement établie, en faveur de l'ennemi, la stratégie de Abane Ramdane consistait à opérer l'Unité des rangs, afin d'éviter les échecs subis depuis le 14 juin 1830. Étudiants, commerçants, travailleurs et autres corporations sont organisées de façon à en faire des forces de frappe au bénéfice du combat. Les trois formations politiques autochtones (l'U.D.M.A de Ferhat Abbas, le P.C.A et l'Association des Oulémas Musulman) sont dissoutes, pour permettre à certains de leurs militants d'épouser le combat libérateur, à titre individuel. A cela, s'ajoute la composition de l'Hymne National « Qassaman » par Moufdi Zakaria, respectant le cadre et les idées générales arrêtées par Abane Ramdane. Ainsi, ce dernier vient de clore l'action criminelle du M.N.A qui avait convié, par tract, les Algérois à boycotter les nombreux commerçants mozabites d'Alger.

L'édifice architectural étant prêt, Abane Ramdane et ses pairs fixent la date du Congrès, au mois d'août 1956, en zone 3 (devenue wilaya, lors du congrès), à la Qalaat N'Ath Abbas. Laissons les esprits malintentionnés à un régionalisme de rabais, spéculer et avancer des lieux, par eux, imaginés tantôt par-ci, tantôt par là. Qu'ils le veuillent ou non, la Kabylie, partie intégrante et insécable de notre belle et adorable Algérie.

Nous connaissons, tous l'anecdote de la mule, transportant les archives de base, pour le congrès, qui ne pouvait rejoindre après une embuscade ennemie, que la ferme à laquelle elle était attachée, laquelle ferme était, entre temps, transformée en poste militaire ennemi.

Le Congrès, tenu du 20 août au 5 septembre 1956, à Ifri et villages environnants (douar Ouzellaguen), sous la haute et stricte sécurité du Commandant Si Amirouche, qui faisait de la diversion en faisant harceler les postes militaires ennemis, par les unités, a vu ses travaux hissés à un niveau des plus élevés, malgré l'absence non excusée des représentants de la Délégation Extérieure, de la zone I, devenue wilaya I et de la Fédération de France du FLN. Pourquoi le qualificatif « non excusée ? ». Parce que, tout simplement, ils avaient reçu les invitations à temps, et n'ont pas osé rejoindre les lieux du rendez-vous, qui étaient aux frontières, de peur de côtoyer la mort. Quant à la zone, dont la mort du chef politico-militaire, « Mustapha BEN BOULAID », a été tenue secrète, par les adjoints qui n'ont pu désigner, à temps, les représentants, la question de la succession n'ayant pu être réglée.

Entre toutes les décisions capitales qui ont été prises, sur le « plan » organisationnel, politique, militaire, diplomatique et les perspectives du combat et de l'Algérie indépendante, dont il est fastidieux de revenir, tant elles étaient rabâchées à toutes les occasions, il y a lieu d'analyser le fait de voir les congressistes (ils étaient six : Abane Ramdane, Larbi Ben M'hidi, Zighout Youcef, Ben Tobbal, Krim Belkacem, Amar Ouamrane, avec leurs adjoints dans les

Témoignage de guerre.
L'Histoire est ce qui était, Non, ce qu'on voudrait qu'elle fût !

pièces voisines, en cas de consultations, par leurs proches.), trois événements ont été débattus, dans la sérénité et la sincérité voulues. Et en ces temps-là, la plus grande qualité du combattant était la critique et l'autocritique. Car, à travers tous les temps, si on ne se remet pas en cause, on n'avance nullement, comme nous le faisons si bien depuis 1962. Les congressistes n'ont pas hésité à condamner « les événements du Nord Constantinois » du 20 août 1955, « la nuit rouge » de la Soummam et l'embuscade Sakamody.

La première affaire a eu lieu en Zone II, le 20 août 1955, la deuxième en Zone III, dans la nuit du 13 au 14 avril 1956 et la troisième en Zone IV. Ni le Colonel Zighout Youcef, ni Ben Tobal, ni Krim Belkacem, ni Amar Ouamrane, ne s'en étaient offusqués. A quatre sur six, ils pouvaient réagir autrement que la reconnaissance des erreurs dont ils ont pris note. Leur attitude et la reconnaissance des faits nous interpellent pour apprécier la grandeur de ces hommes pour nous rassoir sur les bancs d'école, afin de se remettre en cause. Car l'important c'est de ne pas tomber. L'important réside dans le fait de se relever, lorsqu'on tombe.

Pourquoi ces trois événements ont été condamnés par les congressistes, sans réaction, hostiles des quatre mis en cause sur six. Tout simplement, pour signifier, à tous les combattants du FLN/ALN de ne pas s'attaquer aux civils. Dans « l'offensive » du 20 août 1955, que certains considèrent, aujourd'hui, plus importante que le 1^{er} novembre et la Plate-Forme de la Soummam, qui a lancé les fondements d'un État Algérien, moderne et tourné vers l'avenir, avait entraîné la mort de soixante-douze (72) civils d'origines européennes. Ce qui a entraîné l'ennemi à des représailles sanglantes, faisant des milliers de morts au sein de la population autochtone.

Quant à la « nuit rouge » de la Soummam, un groupe de combattants, sous la conduite d'un certain adjudant de mousebline, a procédé à l'égorgement de plusieurs dizaines de citoyens d'un village de la rive gauche de la Soummam. D'ailleurs, il finira par se rallier aux forces ennemies, une année après le forfait.

Pour l'embuscade de Sakamody, trois enfants, en bas âge, ont trouvé la mort. C'est pour éviter de telles bavures, que les trois actions ont été condamnées par les assises de la Soummam. Aussi, sommes-nous en droit de nous poser des interrogations, soixante-quatre ans après la tenue des travaux du Congrès et non d'une simple réunion, comme veulent l'entendre certains.

Le raisonnement d'aujourd'hui, par des non-acteurs (Zighout, Krim, Ben Tobbal et Ouamrane), n'est pas et ne peut être celui de 1956, d'autant plus que quatre sur six des congressistes auraient réagi de la même façon que certains le font aujourd'hui (rapports de forces obligent !), s'ils avaient été critiqués à tort !

Quant à la grandeur et à l'immensité de Abane Ramdane, elles ne peuvent être amoindries par d'aucuns qu'il dépassait de la tête et des épaules, car sa pensée dépassait les mesquineries régionalistes, pour la voir couvrir toute l'Algérie et submerger la planète entière. Laissons Si H'mimed, Si Alilou, Si Ali Mahsas et Si Ould-Qablia, pérorer à leur guise. Chacun d'eux à ses comptes à régler, le premier pour avoir mis noir sur blanc « que la Révolution Algérienne n'est inféodée, ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à

Washington », lui qui était l'homme de Fethi Dib, le second pour lui avoir interdit l'accès direct aux travaux du Congrès, le troisième pour lui avoir envoyé le Colonel Ouamrane et Benaouda en Tunisie, pour lui faire cesser le jeu pernicieux consistant à aider Salah Ben Youcef et semer ainsi des points de frictions entre Bourguiba et le FLN/ALN, pour le dernier, dont le discours change, en fonction des lieux et des charges professionnelles, affirmant, tantôt à Tizi-Ouzou, en tant que Ministre de l'Intérieur que « l'Algérie a raté son virage, avec l'assassinat de Abane Ramdane », et tantôt à Oran, en tant que Président de la « Fondation du MALG » incisant que « La mort de Abane Ramdane était un mal nécessaire ».

Comme ils sont toujours de mauvais élèves, comme nous le sommes tous, ils n'ont rien retenu de ce qu'avaient dit le Colonel Ben Tobbal, en précisant « qu'Avant le Congrès de la Soummam nous activions en bandes inorganisées », lors du 10^e congrès de l'ONM, le Commandant « Ali Mendjli » que « La nature n'enfante qu'un seul être, par siècle, de la stature de Abane Ramdane » sans compter les commentaires du Colonel Shoen, du R.G, dans son rapport adressé à J-Soustelle, après lecture du premier tract impeccable de Abane, en avril 1955 « Appel aux intellectuels Algériens », où il dit que « La situation devient sérieuse. Les rebelles viennent d'acquérir un cerveau ».

En conclusion, les rares combattants de l'ALN et militants authentiques du FLN Historique, interpellent l'opinion et les pouvoirs publics, pour souligner qu'ils ne pardonneront jamais à ceux qui veulent banaliser leur combat, en les traitants de tous les noms. Sous d'autres cieux, les anciens combattants sont adulés et respectés. Si le pays est indépendant, c'est grâce au combat mené par tous les Moudjahidine, qui ont continué le combat, jusqu'à la victoire finale. Si ce n'était eux, même les Chouhadas seraient oubliés comme le furent les martyres des 105 insurrections régionales, qui n'ont abouti qu'à un resserrement de vis, faute d'unité nationale.

Voter des lois pour la protection du personnel médical, c'est bien. Le faire, encore pour les authentiques combattants du FLN/ALN, cela aurait été mieux. Mais hélas, nous faisons tout pour ne pas sortir de ce tourbillon historique, qui fait de nous de la pâte à modeler.

Si le premier Congrès du FLN/ALN, s'était tenu en Wilaya III historique, c'est que toutes les conditions de réussite (sécurité, accueil, et commodité) étaient réunies. Depuis longtemps et toujours, la Kabylie donne des leçons de patriotisme. Magnifier et sublimer un événement régional et de surcroit critiqué par les Congressistes de la Soummam, au détriment d'un événement national unificateur, propulsant notre Révolution hors zone de toute influence étrangère, c'est faire preuve d'un régionalisme abject qui continue à tirer vers le bas et non vers une « Algérie Nouvelle », qui doit transcender les contingences et les vicissitudes, pour prendre à bras le corps, la formation du citoyen et non du croyant.

Le 1^{er} novembre 1954, le 24 février 1956, le 19 mai 1956, le 25 août 1958, le 19 septembre 1958, les sept jours de décembre (de 9 au 15) 1960, le 17 octobre 1961, le 19 mars 1962, le 3 juillet 1962, doivent constituer des journées de recueils, de conférences et de colloques sur la mémoire collective. En aucun cas elles ne doivent être détournées de leur contexte historique et mémorial, afin de les soustraire de toute autre interprétation ou

Témoignage de guerre.
L'Histoire est ce qui était, Non, ce qu'on voudrait qu'elle fût !

amalgame, combien même il s'agit d'inaugurations, de remise de clef, d'élections ou referendums.

L'histoire de notre pays et les authentiques combattants du FLN/ALN historique méritent, à l'instar de tous les anciens combattants d'autres pays, beaucoup plus de respect et d'égards que la banalisation de leur combat héroïque dont le slogan aussi populiste que criminel : « Un seul héros : le peuple » est le vecteur conducteur. Chaque peuple a ses héros, ses traîtres et ses collaborateurs connus ou anonymes.

De l'émigration à l'immigration
Une étude des itinéraires migratoires d'immigrés arrivés en France au
cours des années 1920 à 1970
From emigration to immigration
A study of the migratory routes of immigrants who arrived in France
during the 1920s to 1970s

RAMDANI Hacina

Docteure en histoire et civilisations
Enseignante-Chercheuse
UFR Temps et territoires, Université Lyon 2
E-mail prof. hacina.ramdani@univ-lyon2.fr

Reçu le: 29.07.2020	Révisé le: 20.08.2020	Accepté le :25.08.2020
----------------------------	------------------------------	-------------------------------

Résumé

Cet article s'intéresse à la migration d'une population originaire du bassin méditerranéen, Maghreb (Algériens, Marocains, Tunisiens), Europe du Sud (Espagnols, Italiens, Portugais) et de Turquie, (Arméniens, Turcs) ayant quitté leur pays d'origine pour des raisons économiques, et/ ou politiques, avec ou sans contrat de travail et qui ont choisi de terminer leur parcours migratoire en France au cours des années 1920 à 1970. Il retrace l'itinéraire migratoire de ces hommes et de ces femmes depuis la région d'origine jusqu'au point de fixation « définitif ». Il analyse les différentes formes de mobilité géographique et les causes qui en sont à l'origine. L'étude montre ainsi que la France n'est parfois, que l'étape terminale d'un parcours migratoire commencé à l'intérieur du pays d'origine ou dans un pays tiers et que la mobilité spatiale observée est inhérente à l'histoire des différents courants migratoires et aux changements qu'a connus la France tout au long du vingtième siècle avec le développement notamment de l'urbanisation et de l'industrialisation.

Mots clés : émigration, immigration, mobilité spatiale, réfugiés politiques, clandestins, France, Europe du Sud, Maghreb.

Abstract

This article underlines the migration of a population coming from the Mediterranean basin; that's to say Maghreb (Algerians, Moroccans, Tunisians), Southern Europe (Spanish, Italians, Portuguese) and Turkey (Armenians, Turks) who had left their native countries due to economic and/or political reasons, with or without a labor contract and who had chosen to reach France during the 1920's to 1970's. The article also retraces the migratory itinerary of these men and women from the region of origin to the definitive attachment point. It analyses the different geographical mobility forms and the causes that are at the origin. The study, therefore, shows that France is sometimes only the final stage of a migratory journey that began inside the country of origin or in a third country and that the spatial mobility observed is inherent to history of various migratory flows and to changes that France had witnessed all along the 20th century, owing to the development, chiefly of urbanization and industrialization.

Key words: Emigration, immigration, spatial mobility, political refugees, illegal, France, Southern Europe, Maghreb.

E-mail de correspondance : hacina.ramdani@univ-lyon2.fr

Introduction

Cet article est extrait d'une étude consacrée à la migration (histoire migratoire, vie économique, parcours du logement etc.) d'une population d'immigrés arrivés en France au cours des années 1920 à 1970. A partir d'entretiens semi-directifs réalisés auprès de 76 filles et fils d'immigrés, nous avons interrogé les conditions de départ du pays d'origine et d'installation en France de ces immigrants. Dans cet article, nous avons choisi de nous focaliser sur l'aspect géographique de la migration à travers l'analyse de l'itinéraire migratoire de ces é-immigrés. En effet, l'étude du phénomène migratoire montre, que si les immigrants finissent par se fixer, un certain nombre connaît une mobilité spatiale plus ou moins importante. Ainsi, trois formes de migrations apparaissent. La première que nous qualifions d'interne dans la mesure où elle ne dépasse pas les limites du pays d'origine. Le deuxième est international, elle implique le déplacement du pays d'origine vers un pays tiers et/ou vers la France. La troisième s'effectue à l'intérieur du pays d'immigration, pour le cas qui nous intéresse ici, la France.

1. La migration à l'intérieur du pays d'origine : Un exutoire à la misère ?

Les raisons de la migration¹ sont complexes. Cependant, on peut avancer que celle-ci participe de causes à la fois démographique, économique et politique. Une forte croissance démographique conjuguée à un faible développement économique, auxquels s'ajoute pour les pays du Maghreb le poids du colonialisme sont à l'origine des migrations internationales. Qu'en est-il de la migration interne ? Le départ est-il fortuit ou répond-il à des causes endogènes très précises ? Répondre à cette question nécessite de revenir aux sources de la migration et d'examiner très brièvement les régions d'origine des parents des interviewés. Par la suite, nous voyons comment s'effectue la migration intérieure.

1.1. Aux origines de la migration : Les régions de départ

Les provinces de Valence et d'Andalousie en Espagne, le Mezzogiorno en Italie, Arpino, Benevento, le Nord du Portugal, Minho et Trás os Montes en tête, sont les principaux foyers d'émissions de l'Europe du sud. En Turquie, les émigrés sont majoritairement originaires de la partie occidentale (Gedikli, Sarkikarac, etc.). Au Maghreb, on retrouve les mêmes disparités, même si en Tunisie, le mouvement s'étend sur tout le pays. En Algérie, un émigré sur deux est originaire des Kabylies plus précisément de la petite Kabylie (Ireza, Souk el Tenine, Hamoucha), le Nord du Maroc, avec les régions de Fès et de Meknès, fournit le « gros » des bataillons. Il existe selon les pays et les époques, lorsque l'émigration s'effectue en plusieurs vagues (c'est notamment le cas des Italiens. Ceux venus en France avant les années cinquante sont originaires du Nord, Trente, Udine, ils sont relayés à partir des années cinquante par ceux du Sud, Arpino, San Severo, Frosinone etc.) des foyers d'émigration privilégiés.

¹ On appelle migration le déplacement d'une personne ayant pour effet de transférer la résidence d'un lieu d'origine (ou de départ) à un lieu d'arrivée ou de destination. D. BRAND, M. DUROUSSET, Dictionnaire thématique histoire géographique, 2^{ème} édition, Paris, 1991, p. 292.

Analyser les caractères spécifiques de chaque région, les causes historique, géographique, démographique, économique et/ou politique à l'origine du mouvement migratoire nécessiterait une étude particulière. Cependant, et très schématiquement, on peut souligner que l'émigration est importante à partir des régions surpeuplées à dominante agricole et/ou faiblement développées économiquement. A contrario, celle-ci est moindre à partir des régions plus industrialisées. Cela est très net dans le cas de la migration à l'intérieur du pays d'origine.

1.1.1. Fuir la misère des campagnes

Dans notre enquête, la migration internationale a rarement été précédée de mouvements internes (12 pères² sur 76), mais lorsque ce fut le cas, il est apparu qu'ils s'effectuaient des régions rurales pauvres en direction des régions urbaines plus industrialisées. Étudiant la crise de l'agriculture en Algérie, Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad notaient à propos des paysans algériens :

« Sans autre espoir que de récolter assez pour survivre, les plus misérables ont le choix entre ce fatalisme des désespérés qui n'a rien à voir avec l'Islam et le départ forcé vers la ville ou la France. Plutôt que le résultat d'une libre décision fondée sur la volonté de s'installer vraiment dans la vie urbaine, cet exil forcé n'est le plus souvent que le terme inéluctable d'une série de renoncements et de défaites [...]. Le départ vers la ville est une sorte de fuite en avant déterminée par la misère ». (BOURDIEU, SAYAD, 1964 : 20).

Il ne s'agit pas là d'une spécificité algérienne, quel que soit le pays de provenance des parents des interviewés, on observe le même phénomène. La migration à l'intérieur du pays d'origine touche quasi-unanimement les ruraux, plus spécifiquement ceux dont l'activité relève de l'agriculture et ce qu'il soit petit propriétaire ou journalier. Vivant le plus souvent d'une agriculture de subsistance, ils se trouvent dans l'impossibilité de faire face aux difficultés de la vie quotidienne.

IP4 : « Quand mes parents se sont mariés, ils se sont installés chez les parents de ma mère. Ils habitaient dans une maison sans confort. L'eau courante, ils allaient la chercher à la campagne, les WC ça n'existait pas, c'étaient à l'extérieur, l'électricité, ils ne connaissaient pas. Mais ma grand-mère avait quand même un petit bout de terrain. Donc, mon père travaillait dedans, c'étaient surtout des cultures de subsistance, pomme de terre, maïs, qui arrivent à peine à nourrir son homme ».

ITUR7 : « Mes parents habitaient la campagne près de Denizli. Quand ils se sont mariés, ils ont vécu chez les parents de mon père. Ils habitaient dans une petite maison où toute la famille vivait : les frères, les sœurs, les oncles, les tantes, les enfants. Mon père était paysan. En fait, c'est son père qui possédait la terre, lui travaillait avec, mais ça rapportait rien, ça permettait à peine de faire vivre la famille. Mon père quand il m'en parle, il me dit toujours : "on n'avait pas de quoi remplir nos ventres". Alors, un jour, il a décidé de partir, d'aller chercher du travail pour pouvoir vivre ».

² Nous n'avons pas repéré de migration féminine à l'intérieur du pays d'origine.

De l'émigration à l'immigration

Une étude des itinéraires migratoires d'immigrés arrivés en France au cours des années 1920 à 1970

De dimensions très modestes, ces petites propriétés, dont l'exploitation est manuelle en l'absence de mécanisation, ne permettent le plus souvent qu'un très faible rendement de travail, les profits sont dès lors insignifiants.

Mais l'agriculteur est aussi tributaire des conditions météorologiques, de fortes intempéries ou une sécheresse peuvent réduire à néant toute une saison de travail.

ITUN5 : « Mon père est de Matmata, il était berger, il élevait les chèvres dans le désert. En fait, ce n'est pas vraiment le désert, c'était semi-désertique, et un tout petit peu plus loin, c'est vraiment le désert. Lui, il avait quand même un peu d'herbe, il avait aussi quelques oliviers, il faisait de l'huile d'olive qu'il vendait. En fait, quand je dis, il, ce n'est pas seulement mon père, ça appartenait à toute la famille alors quand la pluie ne tombait pas, c'était toute la famille qui était touchée et là c'était vraiment dur. Ils avaient plus de quoi manger, mais quand je dis plus de quoi manger, c'est vrai, c'était de l'huile d'olive qu'ils mangeaient avec du pain ».

Le journalier se trouve dans une situation plus dramatique encore. Ne possédant aucun bien propre, son salaire, et par la même, sa survie sont fonction des journées de travail effectif. Une faible demande entraîne une perte de gain financier sur des revenus déjà bien bas.

ITUN7 : « Mon père ne travaillait pas. En fait, il était journalier, mais le plus souvent il n'arrivait pas à avoir un boulot fixe. Y'avait pas d'appel. Le matin, il se levait pour aller bosser et on lui disait : "c'est complet", donc, il vivait sur le dos de son père, donc pour lui, c'était honteux. En plus, toute la famille vivait ensemble, y'avait mon père, ma mère, les frères et sœurs, ce n'était pas une vie, alors il a décidé de partir ».

IMI : « Mon père habitait près de Al Hoceima. Il habitait dans une ferme, sans eau, ni électricité. Quand il avait quinze ans, ses parents sont morts. Alors c'est devenu très difficile pour lui. Il s'est mis à travailler, il était journalier, mais il n'était pas payé comme un journalier parce que c'était un gosse, donc on l'escroquait. Il n'avait vraiment pas de quoi bouffer à sa faim. C'était toujours la misère, du matin au soir et du soir au matin, toujours la même misère, tu ne sais pas si demain tu pourras manger, dur quoi ».

Pour tous ces hommes, comme on peut le lire, les conditions de vie sont à la limite du supportable. Incapables non seulement de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, ils sont le plus souvent assistés « *mon père logeait chez ses parents* », « *il vivait sur le dos de son père* », « *la terre appartenait à mon grand-père et mon père aidait* ». C'est en effet la solidarité du clan familial qui évite à ces hommes de sombrer dans une misère irréversible.

Rien de très surprenant à les voir quitter les leurs dans l'espoir de trouver un ailleurs meilleur. Cet ailleurs, ce sont les régions plus industrialisées où les possibilités d'emplois sont plus grandes, les salaires, sans commune mesure avec ceux du monde rural, leur permettront d'épargner et de secourir leur famille, tout du moins, le croient-ils.

1.1.2. L'entrée dans la ville, la déception

Originaire d'un petit village situé dans le León, province pauvre³ d'Espagne dominée par une agriculture archaïque et caractérisée par un sous-développement industriel, le père de l'interviewée espagnole n°2 gagne le Pays Basque et San Sebastian. La richesse de ses industries en a fait une des régions économiques les plus dynamiques d'Espagne et un foyer d'immigration privilégié des Espagnols.

IE2 : « Mon père habitait dans un petit village qui s'appelle Jimenez de Jamuz. Après son service militaire, il s'est retrouvé sans travail, donc, ses oncles qui avaient déjà émigré au Pays Basque, lui ont dit de venir parce que y'avait du travail pour lui, et donc il les a rejoints. Il a trouvé du travail dans la sidérurgie, c'était toujours mieux que rien comme il dit ».

Ankara, Rabat, Tunis, Lisbonne, dans de nombreux cas, la capitale est le pôle d'attraction privilégié. Plus développée économiquement, bénéficiant auprès des provinciaux d'une véritable aura, elle reste pour les candidats au départ un lieu mythique.

ITUR4 : « Mon père est originaire d'Hisarbey, c'est un petit village pas très loin de Yozgalt. Il était paysan, il habitait dans une petite maison où vivaient mes grands-parents. On avait chacun une pièce, enfin mes grands-parents avaient une pièce, et nous la famille on avait notre pièce, ce n'était pas la panacée. Mon père faisait de la culture, mais il voulait gagner des sous, donc il est parti pour Ankara, c'était la capitale, c'était la grande ville riche, il savait qu'il trouverait du travail, et puis il a trouvé, mais il a eu du mal, il a d'abord fait des petits boulots, par ci, par-là, et puis il a fini fonctionnaire de banque, mais ça payait pas. Il pensait gagner beaucoup plus en tant que fonctionnaire, mais c'était vraiment pas ce qu'il avait espéré ».

A la pauvreté du monde rural a succédé la « misère » du monde urbain. Le travail n'est pas toujours au rendez-vous, le salaire permet tout juste de combler les besoins quotidiens.

« L'émigration vers l'étranger [apparaît alors] comme l'unique chance de promotion ou tout simplement d'emploi désormais impossible à atteindre à l'intérieur du pays, un détour à effectuer pour que, aux yeux de la communauté de départ, l'exode ne [soit] pas un échec. L'émigration comme exil pour masquer l'échec de l'exode intérieur » (BADUEL, 1981 :178).

2. La migration internationale

Si la plupart des parents des interviewés émigrent directement de leur pays d'origine vers la France, pour certains, plusieurs étapes auront été nécessaires. Parmi les 76 interviewés,

³ A titre de comparaison, le revenu annuel moyen par habitant était en 1973 pour la ville de León de 79 545 pesetas, pour la province de Guipúzcoa dont la capitale est San Sebastian de 130 415 pesetas (p. 61) la plaçant au 5ème rang des provinces espagnoles. La moyenne nationale étant de 99 271 pesetas. A. HUETZ DE LEMPS, L'Espagne, Paris, Masson, 1976, p. 167.

15 concèdent à leurs parents (père et/ou mère) une première expérience migratoire dans un pays autre que la France. Trois causes sont à l'origine de cette migration internationale⁴.

La première politique. La terreur exercée à l'encontre de tout un peuple engendre l'exode. La deuxième politico-économique : refus d'un régime politique autoritaire et constitution d'un capital financier génèrent l'exil. La troisième économique : misère et espoir conduisent à l'expatriation.

Différente dans ses causes, cette migration recouvre une seule et même réalité, ces hommes et ces femmes « fuient pour sauver leur vie, pour échapper à toute forme de mort, personnelle ou familiale, économique ou politique, dans une volonté de survie, avec l'espoir de trouver ailleurs refuge, protection, vie décente, travail, dignité » (ANDRÉ, 1985 : 9).

2.1. Une émigration politique forcée : L'exil des Arméniens où comment échapper au génocide

Il est difficile de qualifier la migration des Arméniens. Le départ du pays d'origine (la Turquie) vers un pays étranger (ici la Grèce, la Syrie, le Liban), ne résulte pas comme c'est le cas dans la migration économique de la volonté délibérée des personnes. Elle s'en distingue tant par sa violence que par son caractère forcé et collectif. Les dictionnaires de géographie lui donnent le nom de migration forcée. Nous l'appelons ainsi parce qu'aucun autre terme ne rend suffisamment compte de ce qu'est l'exil des Arméniens.

Il faut en effet nous replacer dans le contexte de la « Turquie » des années 1915 à 1922 pour mieux comprendre les conditions qui ont présidées à l'exil arménien. Dans la nuit du 24 avril 1915, le gouvernement Jeune Turc avec à sa tête le triumvirat Talaat, Enver, Djamal ordonne l'arrestation puis le massacre de toute l'élite intellectuelle de Constantinople. Les têtes pensantes éliminées, la déportation pouvait commencer. Transportés dans des trains ou contraints de marcher pendant des jours voire des semaines, des milliers d'Arméniens sont acheminés vers les déserts de Mésopotamie ou de Syrie.

Victimes des événements, le père de l'interviewé arménien n°5 est déporté comme tant d'autres de ses compatriotes vers le désert de Syrie. Il ne devra son salut qu'à l'aide de la population arabe de Damas.

IAR5 : « Mon père est originaire de Samsoun, c'est une ville située à côté de Trébison sur la mer noire. Il habitait la ville en Turquie, mais ça me gêne d'appeler ça la Turquie. Je préférerais que l'on parle de province arménienne. Mon père avait été raflé par les Turcs, il devait être déporté vers le désert de Syrie. Au jour le jour, les Turcs massacraient les Arméniens, les convois se clairsemaient de jour en jour. Mon père, je ne sais par quel miracle a pu en réchapper. Il s'est échappé du convoi et il s'est réfugié auprès de la population arabe de Damas ».

⁴ La migration internationale suppose un franchissement de frontière. D. BRAND, M. DUROUSSET, Dictionnaire thématique histoire géographie, 2^{ème} édition, Paris, 1991, p. 293.

D'autres, plus nombreux encore, n'auront pas la même chance, la grand-mère de l'interviewé arménien n°1, déportée vers le Liban, mourra des suites d'une maladie contractée pendant le « voyage ». Sa fille alors âgée de huit ans est placée comme des milliers d'enfants dans un orphelinat.

IAR1 : « Mes parents n'avaient pas du tout l'intention de partir surtout qu'ils n'étaient encore que des enfants. Tout ce qu'ils possédaient étaient en Turquie. Mes parents se sont retrouvés sur la route, chacun de leur côté, ils ne se connaissaient pas. Ma grand-mère maternelle est morte après être tombée malade, elle est morte, pratiquement dès son arrivée au Liban ».

Le 24 juillet 1923, la signature du traité de Lausanne met fin aux exactions des autorités turques. La politique d'extermination voulue par la Sublime Porte se solde par la mort de plus d'un million d'hommes. Les rescapés viennent grossir les rangs des réfugiés de l'Europe. Par milliers, parqués dans des camps de fortune, commence, pour ces laissés-pour-compte de l'histoire, la dure loi de l'exil. La Grèce, le Liban et la Syrie accueillent les premiers réfugiés. Beaucoup y feront souche, d'autres, peut être aussi nombreux, prendront le chemin de l'Europe ou de l'Amérique faisant désormais le « deuil » de leur patrie.

IAR7 : « Mes parents sont d'origine arménienne. Ils ont fui leur pays au moment du génocide. Ils sont issus de Kharpet en Asie Mineure, il leur était impossible de vivre à cause du génocide, ils ne possédaient plus rien. Ils ont dû passer par un camp de réfugiés en Syrie à Alep. Ils ont travaillé un an ou deux là-bas et puis mon père a réussi à obtenir un contrat de travail et puis il est venu en France. Sur son passeport y'avait un tampon avec écrit dessus "sans retour possible", donc ils sont partis pour ne plus jamais revenir. »

« Chassés de leur pays », « c'était fuir ou mourir », « l'alternative, c'était se sauver ou mourir », « partir pour ne pas être massacrés ». Des mots qui traduisent la violence de l'exil et qui reviendront constamment dans le discours des interviewés. Mais au-delà des mots, un message, ne travestissez pas la vérité. En effet, la seule évocation du terme émigration pour qualifier le « départ » des Arméniens de Turquie apparaît aux yeux des personnes interrogées comme la négation de leur histoire.

IAR5 : « Mon père n'a pas émigré pas plus que ma mère d'ailleurs, les Arméniens ont été forcés de quitter leur pays. Ils n'avaient aucune intention d'émigrer. Ils ont été obligés. Il faut faire très attention. Ils ont été chassés, on les a forcés à quitter leur pays. Il y avait une violence telle qu'ils ont été obligés de partir. Il ne faut pas confondre. L'histoire est là, les faits sont là, même si, pendant longtemps, on n'a pas voulu les reconnaître ».

IAR4 : « Ma mère est née en France, mais mon père est d'Alexandrette en Turquie, c'est là qu'il est né. Et puis, y'a eu les massacres et donc ils se sont sauvés. Quand je dis, ils, je veux dire mon père et ses parents. Ils sont allés en Syrie. Mon père avait déjà perdu pas mal de membres de sa famille qui ont été tués ou déportés. La survie pour eux passait obligatoirement par la fuite, c'était leur seul salut, sinon ils auraient fini massacrés comme le reste de la famille. En Syrie, ils se sont regroupés avec les survivants. Il est difficile de dire qu'il s'agit d'une immigration. C'est un peu comme si l'on disait que les Juifs qui fuyaient le

De l'émigration à l'immigration

Une étude des itinéraires migratoires d'immigrés arrivés en France au cours des années 1920 à 1970

nazisme ou qui ont été déportés par Hitler avaient émigré. Personne ne songerait à dire une telle chose, pour les Arméniens, c'est exactement pareil. Le gouvernement turc de l'époque avait décidé d'exterminer tous les Arméniens ».

A contrario, le départ vers la France, conséquence première du génocide et donc très logiquement opéré dans la violence, si ce n'est physique tout au moins psychologique, ne semble pas dans l'esprit des interviewés souffrir la moindre discussion. Il s'agit bel et bien pour eux d'une émigration.

IAR5 : « Mon père a émigré en France parce qu'il avait ses deux frères aînés qui faisaient leurs études. L'un à Marseille, l'autre en Suisse. Et, au lendemain de la guerre, ses deux frères qui n'avaient pas connu les massacres se trouvaient en France, donc, il a choisi de venir en France ».

IAR8 : « La France, c'était une immigration dans un but de rassemblement familial. En fait, tout le monde devait vouloir émigrer aux USA, mais ça ne s'est pas fait, donc ils sont restés. Mon père avait de la famille qui vivait en France donc il n'a pas trop insisté et il a décidé de s'installer ».

Ces deux récits sont à l'image de tous les autres. Quelles que soient les conditions qui ont précédé l'arrivée des Arméniens, la France apparaît pour tous comme une terre d'immigration. En d'autres termes, les interviewés n'entendent le mot migration que lorsqu'à la clé un choix s'opère, lorsque l'exil émane de la volonté des personnes concernées mais peut-être plus encore parce qu'ils se trouvent dans une situation de relative sécurité en comparaison des épreuves endurées.

2.2. Une migration politico-économique mi volontaire, mi- personnelle

Contrairement aux parents des interviewés cités plus avant, la migration des pères des interviewés portugais n°5 et n°10 vers l'Espagne, bien que dictée par des raisons politiques n'en demeure pas moins une décision individuelle.

Marié et père de deux enfants, le père de l'interviewé portugais n°10, hostile au service militaire et à fortiori aux guerres coloniales, quitte son pays en 1970, il n'est alors âgé que de vingt ans. Arrivé clandestinement en Espagne, il décide d'y faire escale avant de rejoindre la France tout aussi illégalement.

IP10 : « Mon père était appelé au service mais il était marié et père de deux enfants, et donc, il ne voulait pas faire la guerre. Donc, avant qu'on vienne le chercher, il a décidé de quitter le Portugal. Il est donc parti avec un passeur, il a fait le trajet à pied. En fait, ce n'était pas très loin puisqu'on est à côté de la frontière près de Chaves. Il a travaillé pendant deux mois en Espagne, il était à Salamanque, mais il avait déjà pour but de venir en France. Au bout de deux mois, il a recontacté le passeur et il est venu en France en voiture cette fois ci ».

L'itinéraire du père de l'interviewé portugais n°5 est assez similaire. En 1965, âgé de 23 ans, il traverse clandestinement la frontière luso-espagnole par l'intermédiaire d'une filière de passeurs, l'Espagne n'est qu'une étape dans son parcours qui doit le mener en France.

IP5 : « Quand mon père a fui le Portugal, il a été conduit en Espagne, c'était le pays frontalier donc c'était tout naturel d'aller là-bas. Ce sont des passeurs qui l'ont fait rentrer. A l'époque, beaucoup de gens faisaient escale en Espagne. Le temps de se faire un peu d'argent et de venir trouver du travail en France, parce que la France, c'était la vraie destination, c'est là que les Portugais venaient, mais pas dans le but de s'installer définitivement, non, c'était passager, le temps d'avoir de l'argent. Lui, tout ce qu'il voulait c'était sortir de sa condition. La guerre, il en voulait pas, il voulait pas aller mourir pour rien ».

Bien qu'il s'agisse là d'une émigration politique, les conditions mêmes de l'exil interdisent toute comparaison d'avec celles des Arméniens. Dans ce cas précis, l'exil n'est précédé d'aucune violence. Dès lors, le traumatisme perceptible dans le discours des interviewés d'origine arménienne ne transparaît nullement dans celui des interviewés portugais. Quand chez les premiers, la violence des mots traduisait la violence des actes

IAR7 : « Comment vit-on un exil quand on a été chassé de son pays. Mes parents vivaient dans la peur de celui qui un jour peut dire : "aller, dehors", ils ont toujours vécu dans le passé. Mon enfance a toujours été bercée de récits du passé. Leurs phrases commençaient toujours par : "au pays". J'ai été marquée à vie. Bien sûr, ils nous épargnaient les scènes de violence totale où l'on massacre quelqu'un, elle est indicible, elle est au-delà des mots. Mais elles sont là ancrées à tout jamais dans la mémoire, dans leur cœur. Mon père était paniqué, y'avait la peur du gendarme due à la Turquie, ils les appelaient "gendarma". Les soldats turcs, kurdes qui les terrorisaient et qui un jour pouvaient les emmener. Ah oui, tout est encore là, présent à notre esprit ».

Chez les seconds, les mots n'ont qu'une valeur explicative d'où le ressentiment semble totalement absent⁵.

IP10 « Mon père est parti parce qu'il ne voulait pas faire le service militaire, mais cela ne voulait pas dire qu'il ne retournerait jamais au Portugal. Dans son esprit, c'était momentané, ma mère et les enfants étaient encore au pays ».

IP5 : « L'émigration, c'était parfait, y'avait déjà eu pas mal d'exemples de gens qui quittaient le pays de cette manière-là. C'était la seule manière d'échapper au service militaire, et, en même temps, il avait eu les échos de gens qui s'étaient faits pas mal d'argent en émigrant. Mon père n'était pas un soldat, il n'a pas été formé pour faire la guerre, c'était

⁵ Comme le notent David Assouline et Mehdi Lallaoui, « Le plus grand nombre des jeunes portugais qui vinrent en France pour ne pas faire leur service militaire en Afrique, n'étaient pas des militants ni des opposants affirmés au régime, mais tout simplement cette guerre n'était pas la leur et la défense des « provinces d'outre-mer » ne leur apparaissait pas comme un devoir. D. ASSOULINE, M. LALLAOUI, (Sous la direction de), Un siècle d'immigration en France, troisième période, 1945 à nos jours : du chantier à la citoyenneté, Paris, Syros, 1997, p.82.

un paysan, un simple paysan, il était issu d'une famille très pauvre, il aspirait à autre chose. Il ne voulait pas mourir de faim et il ne voulait pas non plus mourir d'une balle dans la tête dans un pays qu'il ne connaissait même pas, pour des gens qu'il ne connaissait même pas. Mais attention, je ne veux pas dire que mon père n'aimait pas son pays. Le Portugal, c'est toute sa vie. Il aime ce pays plus que tout, l'immigration n'a jamais été vue comme définitive, c'était en attendant de se faire un peu d'argent et que les conflits prennent fin ».

Derrière ces deux récits, apparaît toute la distance qui sépare l'exil forcé des Arméniens, de l'exil « volontaire » des Portugais. D'un côté la mort de la mère patrie « sans retour possible », de l'autre côté, une absence provisoire, plus ou moins longue, où l'attente du retour entretient l'espoir.

L'exemple des Portugais se rapprocherait plus volontiers de la migration internationale économique et volontaire, d'ailleurs la frontière entre la migration politique (fuir les guerres coloniales) de la migration économique (trouver un emploi) apparaît ici très faible et l'exil serait plutôt dans ce cas la combinaison des deux : un exil politico-économique.

2.3. Une immigration économique « volontaire »

Au contraire de la migration politique telle qu'elle est définie pour les Arméniens, la migration économique est pensée, réfléchie, dès avant le départ du futur émigré. Cependant, cette liberté de décision n'est le plus souvent qu'apparente. En effet, des facteurs d'ordre économique commandent voire exigent l'émigration, ce qu'exprime très clairement Tahar Ben Jelloun dans la réclusion solitaire

« Je suis venu dans ton pays sur la pointe du cœur, expulsé du mien, un peu volontairement, beaucoup par besoin. Je suis venu, nous sommes venus pour gagner notre vie, pour sauvegarder notre mort, gagner le futur de nos enfants...gagner une postérité qui ne nous ferait pas honte » (BEN JELLOUN, 1976 : 49)

Besoin, ce mot résume à lui seul l'émigration économique. Qu'ils viennent d'Espagne, de Tunisie, du Maroc ou d'ailleurs, c'est toujours poussé par ce besoin. Besoin d'un emploi, besoin d'une vie meilleure. Les interviewés exprimeront chacun avec leurs mots ce même besoin

IE4 : « Mes parents vivaient de rien, ils n'avaient pas de métier. Ils faisaient de l'autoproduction, mais ma mère m'a raconté qu'ils ne mangeaient rien. Ils mangeaient du pain de y'a quinze ans avec un peu d'huile d'olive. Ils ne mangeaient pratiquement rien, pas de fruits, pas de viande, pas de légumes, rien, c'était la misère ».

ITUN1 : « A l'époque, on était vraiment très pauvre. Mon père n'avait plus de travail. Il fallait absolument qu'il en trouve un pour pouvoir survivre ».

IM2 : « Mon père était paysan depuis l'enfance jusqu'à environ l'âge de 17 ans. Il n'a jamais vraiment pu aller à l'école parce qu'il fallait se lever tôt le matin pour aller travailler.

Il travaillait du lever au coucher du soleil, tout ça pour gagner un petit bout de pain, il gagnait la misère. Alors quand on lui a proposé un contrat de travail, il a pas hésité, il a sauté sur l'occasion et il est parti ».

Le contrat de travail peut en effet déterminer, outre la nature de l'emploi, le choix du futur pays d'immigration. Pour le père de cet interviewé d'origine marocaine, un contrat de quatre ans dans une mine du bassin houiller de la Ruhr en Allemagne.

IM2 : « C'était au début des années soixante, je ne sais pas trop comment ça s'est passé mais les Allemands recrutait des mineurs pour aller travailler à la Ruhr. Mon père a déposé sa candidature, si on peut dire, et puis il a obtenu un contrat de travail de quatre ans, c'était près d'Essen donc il est parti, il était mineur, il y est resté pendant les quatre années de son contrat ».

Pour le père de cet autre interviewé (IP3), c'est en Espagne, pays limitrophe du sien, que le conduit son contrat de travail. Agriculteur dans la région du Tràs os Montes, la terre ne répond plus à ses aspirations comme nous le raconte son fils.

IP3 : « Mon père habitait à Pegarinhos dans la région du Tràs os Montes, c'était un village assez pauvre dans les montagnes, il était agriculteur, toute la région est une région d'agriculture. Il n'arrivait pas à vivre comme il faut, il n'était pas plus pauvre que les autres pauvres, mais il n'était pas plus riche non plus. Il rêvait d'une vie meilleure dans de meilleures conditions et arrêter d'être dans un village montagnard avec la terre. Il a réussi à obtenir un contrat de travail en Espagne, c'était dans une mine de charbon, c'était un contrat de six mois, donc il est parti, histoire de gagner de l'argent ».

Les connaissances que l'on a sur place interviennent également dans le choix du futur pays d'émigration, cela peut être, comme pour le père de cet interviewé, des amis

IE7 : « Mon père avait des amis qui vivaient en Suisse et ils lui ont dit qu'il y avait du travail. Comme la vie en Espagne,

.ce n'était pas vraiment ça, mon père était agriculteur, il vivait dans les champs ou tout au moins il travaillait dans les champs. Alors, quand des amis lui ont dit qu'il pouvait venir travailler dans l'agriculture, en Suisse, et que ça serait mieux payé, il a décidé qu'il irait, il a rejoint ses amis, et il y est resté un an. Il a d'abord travaillé dans l'agriculture avant d'être dans l'hôtellerie, c'était dans la région de Genève ».

Ou encore de la famille, comme pour les parents de l'interviewé turc n°1. Sa mère d'abord, puis son père, chacun, individuellement, décidera de rejoindre des parents installés en Allemagne.

ITUR1 : « Ma mère a quitté la Turquie vers l'âge de treize, quatorze ans. Elle est partie toute seule pour l'Allemagne. Sa grande sœur habitait là-bas, donc elle s'est dit qu'elle pourrait faire pareil, qu'elle pourrait trouver du travail et vivre un temps là-bas. Mon père est parti quand il avait vingt ans, c'était le cadet de la famille, il avait déjà deux frères qui

De l'émigration à l'immigration
Une étude des itinéraires migratoires d'immigrés arrivés en France au cours des
années 1920 à 1970

vivaient en Allemagne à Munich. Il est allé habiter chez l'un d'entre eux et il a cherché du travail ».

La proximité géographique et la parenté linguistique du futur pays peuvent se révéler déterminant dans l'esprit du candidat au départ. Marocain d'origine, le père de l'interviewée Tunisienne n°1 a quatorze ans lorsqu'il décide de quitter son pays pour la Tunisie. Les raisons de ce choix apparaissent claires dans le récit de sa fille.

ITUNI : « Mon père avait quatorze ans quand il a quitté le Maroc pour la Tunisie. C'était au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Mon père habitait la montagne, c'était un village près de Fez au Maroc. C'était une famille d'agriculteurs, mais l'argent n'était pas facile à gagner, ils vivaient pauvrement, mon père a donc décidé de partir. On lui avait dit qu'en Tunisie, c'était mieux, qu'il s'en sortirait mieux, et puis la Tunisie c'est un pays cousin, comme il parlait l'arabe, il n'avait que 14 ans, il s'est dit que là-bas, il ne serait pas trop dépaysé, c'était un peu comme s'il émigrerait dans une autre ville marocaine ».

Si le choix du futur pays d'immigration obéit à des causes diverses : contrat de travail, réseau de connaissances, proximité géographique et/ou linguistique, l'examen des motivations de départ fait ressortir la place prépondérante que tient l'aspect économique dans l'immigration. En d'autres termes, pour la plupart des personnes interrogées, la misère génère le départ⁶.

Mais les difficultés matérielles auxquelles elles étaient confrontées dans leur pays d'origine n'ont pas disparu avec l'émigration. L'émigration vers la France devrait alors leur permettre d'échapper à leur condition.

En effet, la plupart des interviewés justifient le départ de leur père vers la France par des raisons d'ordre économique. Un contrat de travail arrive à expiration et le travail vient à manquer, l'absence de réseau familial ou de connaissances incite à ne pas poursuivre plus avant cette première expérience. C'est le cas des pères de ces deux interviewés (IM2 et IP3). La fin de leur contrat conjuguée à la solitude de l'ouvrier, les incitent à rentrer au pays.

IM2 : « Au bout de quatre années, le contrat était terminé, donc, mon père a décidé de rentrer au Maroc. Il avait passé quatre ans en Allemagne, mais finalement, il ne connaissait personne vraiment, il était marié et avait des enfants, donc au lieu de vivre toujours seul sans personne, il a décidé de retourner au Maroc ».

IP3 : « Au bout de six mois, son contrat était terminé, il n'a pas voulu poursuivre cette expérience. C'était très dur. C'était la mine de charbon et en plus c'était mal payé. Il ne connaissait personne, il n'avait aucune attache. Donc, il s'est dit qu'il valait mieux rentrer, là au moins, il avait sa famille ».

⁶ Le terme misère nous semble refléter ici assez bien la situation de beaucoup de parents dans leur pays d'origine. Certes certains parents, nous pensons notamment aux Turcs, ont trouvé dans l'immigration une opportunité pour améliorer une situation qui n'était pas trop précaire. Néanmoins, dans leur très et grande majorité, les parents des interviewés survivaient plus qu'ils ne vivaient dans leur pays d'origine.

Certains se sont retrouvés plus dépourvus en terre étrangère. Après un an de vaines recherches d'emploi, le père de l'interviewé turc n°1, qui, entre temps, s'est marié, s'expatrie vers la France où l'un de ses compatriotes lui a trouvé de l'embauche.

ITUR1 : « Pendant un an, mon père a cherché du travail, mais sans succès. Un jour, un ami turc lui a trouvé du travail comme maçon dans la région de l'Ain, donc mon père est venu tout de suite, ma mère l'a rejoint plus tard ».

Une interviewée tunisienne explique le choix de la France par des raisons linguistiques. Fort d'une première expérience que d'aucuns qualifieraient de réussie, le père de cet interviewée décide de faire venir sa famille en Allemagne. Son épouse, ignorante de la langue du pays refuse, comme nous le raconte sa fille.

ITUN8 : « Mon père a émigré en Allemagne en 1960. C'était peu de temps après son mariage. Il y est resté sept ans. Il habitait à Düsseldorf. C'était un ami qui lui avait conseillé de venir. Il lui disait qu'il avait réussi à s'acheter une voiture, qu'il était bien payé. Donc, mon père s'est dit : "pourquoi pas moi !", et il est parti. En Allemagne, il fabriquait des nappes en plastique. Il nous ramenait de jolies nappes quand il venait en Tunisie. Comme ça marchait plutôt bien pour lui, qu'il avait réussi à se faire une situation, il a décidé de nous emmener tous, mais ma mère a refusé parce qu'elle ne parlait pas un mot d'allemand, et surtout, parce que ses enfants étaient quand même assez grands (9 et 12 ans). Elle s'est dit que si on partait, on raterait notre scolarité parce qu'on ne parlait pas un mot d'allemand, alors qu'en Tunisie, l'école est bilingue français, arabe, et ma mère a dit : "encore, si tu nous avais proposé la France", et comme on avait de la famille en France, mon père a dit : "pourquoi pas" et on s'est retrouvé en France ».

Cette aventure migratoire qui oscille entre six mois et dix ans se solde pour la plupart des migrants économiques par un échec. L'absence de réussite sociale combinée à l'éloignement d'avec le clan familial aura eu raison de leur exil.

Mais cette première expérience ne reste pas sans suite. Une fois surmonté l'échec, ces émigrés s'expatrient de nouveau. Le choix de la France, nouvelle terre d'asile, est mûrement réfléchi. La perspective d'un emploi mais plus encore la certitude de retrouver sur place un membre de sa famille, de son village, un ami décident ces hommes à reprendre la route.

IE4 : « Peu de temps après son retour d'Allemagne, mon père a appris par le bouche à oreille que beaucoup de gens partaient pour la France. Donc, il s'est engagé pour avoir un contrat de travail, c'était un travail de forgeron donc il a accepté et il est parti. Il avait déjà des amis dans la région donc pour lui c'était quand même mieux qu'en Allemagne ».

IM2 : « Quand mon père est venu en France, il n'avait pas de contrat de travail. Mais y'avait déjà des Marocains du Maroc, de là où il habitait, y'avait aussi ses deux frères qui étaient venus en France. Donc, il est parti et il est arrivé dans la région où ses deux frères étaient, à Largentière, et il a donc travaillé dans une usine de plomb ».

3. La migration à l'intérieur du territoire français

Comme nous l'avons déjà souligné, la migration du pays d'origine vers un pays étranger qu'il s'agisse de la Grèce, du Liban, de l'Espagne etc. et en dernier ressort de la France répond à différents facteurs : politique parfois, économique souvent et plus rarement au désir d'aventure. Qu'en est-il de la migration à l'intérieur de l'hexagone ? Quelles raisons incitent l'immigré à se déplacer sur le territoire français ? Avant de répondre à cette question, il importe de voir comment s'effectue cette mobilité

3.1. Typologie de la mobilité intérieure

La mobilité à l'intérieur du territoire français⁷ concerne 28,3 % des parents mais ce chiffre cache une forte disparité entre les hommes et les femmes. En effet, 38,2 % des premiers sont mobiles contre seulement 18,4 % des secondes. (Cf. Tableau 1.- Mobilité géographique en France).

Tableau n°1 : Mobilité géographique en France

Mobilité géographique	Hommes		Femmes		Total	
Mobiles	29	38,2%	14	18,4%	43	28,3%
Immobiles	47	61,8%	62	81,6%	109	71,7%
Total	76	100%	76	100%	152	100%

72,1 % se sédentarisent après un seul déplacement 65,5 % des hommes et 85,7 % des femmes. Les déplacements sont au maximum de 3. (Cf. tableau n°2 : fréquence des déplacements chez les personnes mobiles.)

Tableau n°2 : Fréquence des déplacements chez les personnes mobiles :

Mobilité géographique	Genre					
	Hommes		Femmes		Total	
1 déplacement	19	65,5%	12	85,7%	31	72,1%
2 déplacements et plus	10	34,5%	2	14,3%	12	27,9%
Total	29	100%	14	100%	43	100%

La migration s'effectue principalement de l'extérieur de Rhône-Alpes vers Rhône-Alpes 52,5 %, 5,0 % seulement des mouvements se font en sens inverse. La position géographique frontière de la région et le rayonnement de son activité économique expliquent pourquoi Rhône-Alpes constitue, pour les étrangers en général et les parents des interviewés en

⁷ Nous avons limité notre étude géographique aux déplacements extra-départementaux occultant volontairement les déplacements, peu significatifs, effectués à l'intérieur d'un même département.

particulier, un pôle d'attraction privilégié⁸. (Cf. tableau 3.- Les différentes zones de mobilité géographique en France.)

Tableau n°3 : Les différentes zones de mobilité géographique en France

Migration en France	Déplacements	
Migration à l'intérieur de Rhône-Alpes	11	27,5%
Migration à l'extérieur de Rhône-Alpes	6	15,0%
Migration de l'extérieur de Rhône-Alpes vers Rhône-Alpes	21	52,5%
Migration de Rhône-Alpes vers l'extérieur de Rhône-Alpes	2	5,0%
Total	40	100%

3.1.1. Une affaire d'hommes « seuls »

Dans leur très grande majorité, les hommes se déplacent seuls 62,1 %, 37,9 % se déplacent avec leur femme. En revanche, la migration séparée ne touche que 7,1 % des femmes (Cf. tableau n°4 : Les circonstances de la mobilité à l'intérieur du territoire français).

Tableau n°4 : Les circonstances de la mobilité en France

Mobilité géographique	Hommes		Femmes	
Seul	18	62,1%	1	7,1%
Avec conjoint	11	37,9%	11	78,6%
Avec père et/ou mère	0	0,0%	2	14,3%
Total	29	100%	14	100%

3.1.2. L'influence de la situation matrimoniale

L'étude de la situation matrimoniale des hommes à l'arrivée en France, montre que les hommes mariés émigrent plus nombreux que les célibataires 59,2 % (45) contre 40,8 % (31). Cette tendance plus grande à la migration des hommes mariés ne se vérifie pas une fois la frontière française franchie, 31,1 % (14) sont mobiles contre 48,4 % (15). On aboutit à la même conclusion lorsque l'on se penche sur la fréquence des déplacements, les célibataires se déplacent en moyenne 1,5 fois par personne (23 déplacements) quand les déplacements des hommes mariés atteignent tout juste 1,2 (17 déplacements).

En résumé, on peut dire que si l'immigration à l'intérieur de l'hexagone est principalement le fait des hommes, les célibataires sont plus enclins à se déplacer. L'absence

⁸ L'importance des déplacements des parents des interviewés vers Rhône-Alpes ou en Rhône Alpes, est aussi, bien entendu, étroitement liée à notre sujet. Le terrain d'enquête, nous avons interviewés des personnes ayant fait leurs études dans la région lyonnaise, explique que la plupart des parents se soient fixés dans la région. Mais il n'en demeure pas moins vrai, que de tout temps, Rhône-Alpes a attiré les étrangers. Il faudra cependant attendre 1962 pour que la deuxième région de France, par sa superficie, son poids démographique, devienne également la deuxième région par l'importance de sa population étrangère. Néanmoins, cette importance relative de l'immigration masque de fortes disparités entre les départements qui composent la région, disparités liées à l'inégale dynamisme économique régional. Peu présente dans les départements ruraux à faible armature industrielle (Ardèche, Ain, Savoie), elle se concentre dans les unités urbaines très peuplées reposant sur un tissu industriel fort et diversifié (Rhône, Loire, Isère).

De l'émigration à l'immigration
Une étude des itinéraires migratoires d'immigrés arrivés en France au cours des
années 1920 à 1970

d'obligation familiale (argent à envoyer à l'épouse, absence d'enfant) autorise une plus grande liberté de mouvement.

Cela étant, notre échantillon comptabilise 61,8 % (47) de sédentaires, 65,9% (31) sont mariés, et arrivés seuls en France pour la quasi-totalité d'entre eux et 34,1% (16) sont célibataires. Il nous appartient de voir quels paramètres interfèrent sur la mobilité, en d'autres termes, quels facteurs différencient le mobile du non mobile ?

3.2. Les circonstances de l'arrivée en France conditionnent la mobilité des immigrés

L'opportunité d'un emploi ou d'un emploi plus rémunérateur, mais plus encore la possibilité de retrouver un visage familier semblent justifier cette mobilité. Interrogés sur les motifs des déplacements, tous les interviewés ont mis en avant l'une ou l'autre de ces raisons, le plus souvent les deux. Cependant, l'examen attentif des interviews révèlent des différences notables entre les nationalités.

Ainsi, certaines sont plus mobiles que d'autres. Les Arméniens (7 pères et 4 mères), les Turcs (5 pères et 2 mères), les Marocains (5 pères et 2 mères) etc. ont changé au moins une fois de département avant de s'établir, à l'opposé, les Italiens (2 pères), les Tunisiens (2 pères) et à un degré moindre les Algériens (2 pères et 1 mère) sont apparus plus stables.

On peut dès lors se demander quels facteurs concourent à la mobilité. Le caractère politique de l'immigration, la venue clandestine, la possession d'un contrat de travail influent-ils sur la mobilité et le cas échéant sur la fréquence des déplacements ?

La lecture des résultats nous incite à répondre par l'affirmatif. Les chefs de ménage appartenant à l'une des catégories précitées, (nous l'appellerons premier groupe), se caractérisent par une forte mobilité géographique, 59 % se sont déplacés. On atteint pour les migrants politiques 91,7 %, 55,6 % pour les clandestins et 45,5 % pour les titulaires d'un contrat de travail (cf. Tableau 5.- Les conditions d'arrivée en France déterminent la mobilité géographique). A l'inverse, les chefs de ménage du deuxième groupe (ils n'appartiennent à aucune des catégories précitées) ne sont que 16,2 % (6) à avoir bougé contre 83,8 % (31) d'immobiles.

Tableau n°5 : Les conditions d'arrivée en France déterminent la mobilité géographique :

Types de migrant	Groupe 1 (1)		
	Mobiles	Non mobiles	Total
Politique	11 91,7%	1 8,3%	12 100%
Clandestin	5 55,6%	4 44,4%	9 100%
Contrat de travail	10 45,5%	12 54,5%	22 100%
Total	26 60,5%	17 39,5%	43 100%

(1) Certains du premier groupe peuvent appartenir à plusieurs catégories ; exemple migrants clandestins et réfugiés politiques.

On observe également une différence, bien que moins marquée, entre le premier et le second groupe quant à la fréquence des déplacements, respectivement 1,4 déplacement en moyenne par personne dans le premier groupe contre 1,2 en moyenne par personne dans le second groupe. Lorsque la migration a répondu à leurs attentes, ceux-ci n'éprouvent plus le besoin de se déplacer

En résumé, on peut dire que les raisons de « l'instabilité » des membres du premier groupe sont à rechercher tant dans les conditions de départ que dans celles d'arrivée.

3.2.1. Une mobilité géographique particulièrement importante chez les migrants politiques, les clandestins et les titulaires d'un contrat de travail

Qu'ils aient fui un régime totalitaire, qu'ils soient venus clandestinement ou avec un contrat de travail, tous sont unis par le même espoir : échapper à la misère. Mais les conditions ne sont pas toujours réunies. Parachutés le plus souvent dans une ville où l'inconnu est la règle, le premier réflexe de l'étranger à son arrivée en France est de retrouver l'un des siens.

IAR3 : Migrant politique : « Ma mère était avec sa mère et son frère, ils sont arrivés en bateau à Marseille, ils étaient à la recherche de l'oncle de ma grand-mère. Ils pensaient qu'ils pourraient les aider, les héberger. On leur avait dit qu'il se trouvait à Saussac en Ardèche. Ils y sont donc allés, ils l'ont cherché pendant un moment, mais ils ne l'ont jamais trouvé ».

IP9 : migrant clandestin : « Mon père est arrivé clandestinement en France. Il est arrivé dans la région parisienne parce que c'est là qu'on amenait les clandestins. Les Portugais qui étaient déjà installés attendaient les autres Portugais qui arrivaient, et ensuite, ils les aidaient. Mais mon père n'est pas resté, il est parti tout de suite, il est venu sur St Étienne où y'avait son frère et il l'a rejoint ».

Le lieu d'arrivée, comme on peut le lire, ne constitue le plus souvent qu'une étape dans le processus migratoire. Étape dont la durée varie selon que l'on est migrant politique, clandestin ou titulaire d'un contrat de travail. Pour les deux premiers, elle peut être de quelques jours, quelques mois, pour les seconds, elle est fonction de la durée du contrat de travail et peut atteindre plusieurs années.

IAR6 : migrant politique : « Mon père est arrivé en bateau à Marseille. Il a trouvé un emploi à Beaurepaire. Il y est resté deux ou trois mois, le temps de se faire un peu d'argent et de rejoindre Lyon parce qu'il avait un cousin qui était venu avant lui et qui faisait des études à l'université ».

Mais lorsque le marché alentour est saturé, la mobilité semble inévitable. C'est ainsi que le père de l'interviewé espagnol n°5, réfugié politique, interné dans un camp à Argelès en 1939, se retrouve une fois dehors plus démuné qu'à son arrivée. Après plusieurs semaines de vaines recherches d'emploi dans la région perpignanaise, il rejoint Toulouse et la poudrerie nationale.

De l'émigration à l'immigration
Une étude des itinéraires migratoires d'immigrés arrivés en France au cours des
années 1920 à 1970

IE5 : migrant politique : « Mon père à sa sortie du camp a cherché du travail dans la région, mais peine perdue. Il s'est retrouvé à Toulouse parce que des gens lui avaient dit que ça recrutait. Donc, il est parti et il a réussi à trouver un emploi à la poudrerie nationale de Toulouse ».

L'éventualité d'un emploi sur place fixe pour un temps le migrant, cela est particulièrement vrai des titulaires d'un contrat de travail. Néanmoins, elle n'apparaît pas comme raison suffisante d'immobilité. En effet, à l'expiration de celui-ci, ceux-ci n'hésitent pas à quitter la région et à rejoindre leur famille.

IM5 : Titulaire d'un contrat de travail : « Mon père avait le choix d'aller dans plusieurs pays, soit la France, soit l'Arabie Saoudite, l'Allemagne ou la Hollande, mais comme son frère était en France, il a choisi la France. Donc, un entrepreneur est venu le chercher et il est arrivé à Besançon parce que son entrepreneur était de là-bas. Et au bout de deux ans, quand il a fini son contrat de travail, il est parti à Bourg en Bresse parce que son frère était à Bourg en Bresse ».

ITUN1 : Titulaire d'un contrat de travail : « Mon père est arrivé à Avignon parce que son travail était à Avignon. Il a travaillé dans la culture, l'élevage etc. et ensuite, il est allé à Dijon parce que des marocains qu'il connaissait, et qu'il avait vu au village, lui ont dit que y'avait du boulot et puis là, il a appris la maçonnerie, sur le tas. Et comme son frère était installé à Lyon, il a décidé de le rejoindre et depuis il est resté sur Lyon ».

Si des motifs professionnels incitent à la mobilité, la raison principale est, sans conteste, l'absence de réseau de solidarité et plus précisément, de relation familiale. Nous en voulons pour preuve les témoignages de ces deux interviewés qui, à l'image de bien d'autres, font apparaître la place que tient le relationnel dans la décision d'émigrer.

Les pères, arrivés clandestinement en France, sont assurés non seulement d'un emploi, mais également de retrouver des compatriotes. Ils n'hésiteront pas l'un et l'autre à suivre ces mêmes compatriotes dans leur trajectoire. L'appréhension de l'isolement explique leur comportement.

IP7 : Migrant clandestin : « Mon père avait un copain qui avait émigré en France en Lozère à St Chelly d'Apcher et il l'a donc rejoint. Lui et son copain, c'étaient les seuls Portugais de la ville. Ensuite, son copain est parti pour St Étienne. En fait, l'usine avait deux antennes, l'une à St Chelly d'Apcher, et l'autre à St Étienne, et son copain avait donc été muté à St Étienne et mon père s'est retrouvé le seul Portugais et il a demandé sa mutation pour rejoindre son ami à St Étienne et c'est comme ça qu'on a habité à St Étienne ».

IP5 : Migrant clandestin : « Mon père a émigré en Haute Marne à Langres parce qu'il avait un ami qui habitait là-bas, et, c'était la seule personne qu'il connaissait au départ, il savait qu'il lui procurerait un travail. Et puis, son ami est allé vivre à Grenoble. Mon père l'a suivi tout simplement et depuis mes parents n'ont plus bougé ».

On peut, dès lors, s'interroger sur les raisons qui incitent les membres du deuxième groupe à se déplacer lorsque ces deux conditions, un emploi et la présence d'un membre de la famille, sont remplies.

3.2.2. Les immigrés arrivés « librement » : une population plus sédentaire

Au contraire des premiers, le facteur travail joue ici le rôle moteur dans la mobilité. Une entreprise fait faillite et le migrant est contraint de « s'expatrier »

ITUR5 : « Mon père connaissait des gens à Clermont-Ferrand et donc quand il est arrivé, il a décidé de s'installer à Clermont et puis il a trouvé un emploi par l'intermédiaire de son copain. Et puis, sa boîte ne marchait plus du tout, donc on lui a conseillé de venir travailler à Oyonnax parce que y'avait pas mal de Turcs et il a été embauché presque aussitôt ».

L'assurance d'un emploi mieux rémunéré, d'un logement, et le père de l'interviewé marocain n°4 traverse la moitié de la France.

IM4 : « Mon père a émigré à Nice parce qu'il connaissait des Marocains qui étaient dans la région. Y'avait aussi son beau-frère, il y est resté trois ans et demi et puis il avait des contacts avec des gens de St Étienne et ils lui avaient trouvé un boulot, et, en plus, il pouvait être logé par l'employeur, c'était dans une maison. Alors qu'à Nice, c'étaient des baraquements comme ceux où logeaient les Harkis. C'étaient vers le port de Nice. Il partageait une chambre avec son beau-frère, donc, quand on lui a proposé ça, il a sauté sur l'occasion ».

La mobilité peut aussi être fonction du travail à la tâche.

IAL10 : « Mon père a émigré dans la région lyonnaise parce qu'il avait de la famille donc ça lui permettait de ne pas se retrouver seul. Et puis, ensuite, il est allé habiter à St Étienne parce que son chantier était à St Étienne. Il n'était pas vraiment dépaysé parce que y'avait pas mal de Kabyles de Dra-El-Mizan dont des cousins à nous. Ensuite, il est venu sur Villefontaine, là, on n'avait pas de famille mais c'était à environ une demi-heure de Lyon où étaient nos cousins ».

Si le travail (opportunité d'un emploi et/ou d'un emploi mieux rémunéré) est ici à l'origine de la mobilité géographique, on ne doit pas omettre de préciser que celle-ci ne se fait pas non plus au hasard. Les pères acceptent de se déplacer lorsqu'ils ont l'assurance d'être en terrain familier.

En conclusion, la migration à l'intérieur du territoire français ne peut être appréhendée qu'en référence aux conditions qui ont précédé l'immigration vers la France. On a pu en effet observer que les déplacements dans l'hexagone étaient rares lorsque la destination avait été choisie par l'immigré, 16,2 %. A contrario, lorsque le lieu d'immigration avait été imposé par les circonstances (migrants politiques, clandestins), ou par une tierce personne (employeur

De l'émigration à l'immigration

Une étude des itinéraires migratoires d'immigrés arrivés en France au cours des années 1920 à 1970

pour les titulaires d'un contrat de travail), la mobilité géographique est particulièrement importante, 59,0 % se sont déplacés.

Sans attache, insatisfait économiquement, rien ne retient le migrant sur place. Mais, pour les premiers comme pour les seconds, la mobilité suit un schéma très précis ; elle s'effectue des régions urbaines vers d'autres régions urbaines. La vitalité économique de la région pressentie, son fort potentiel industriel, ses possibilités d'emplois déterminent tout autant la mobilité géographique que la présence sur place d'un réseau de solidarité.

Conclusion

Au terme de cette étude, nous avons pu distinguer trois formes de migrations. La première à l'intérieur du pays d'origine, elle s'effectue le plus souvent des régions rurales pauvres en direction des régions urbaines plus industrialisées. La seconde est internationale, à destination d'un pays tiers et/ou de la France. Elle peut être libre et individuelle. Dans ce cas, le pays d'arrivée est supposé offrir un potentiel économique plus important que celui du pays de départ. Elle peut être forcée et ne laisse aucun choix à l'individu, elle est généralement opérée dans la violence et prend le nom de migration politique. La troisième et dernière migration ne dépasse pas les frontières du pays d'immigration. A courte ou à longue distance, elle est toujours intra ou interurbaine.

En conclusion, il y a migration lorsque d'un côté existent des facteurs de répulsion (atteinte à l'intégrité physique d'un individu ou d'un peuple, précarité des conditions de vie et/ou isolement de l'individu) et de l'autre des facteurs d'attraction (respect de la dignité humaine, opportunité professionnelle, groupe de solidarité). La migration, quelle que soit la forme qu'elle revête, a toujours pour finalité l'amélioration des conditions de vie du migrant.

BIBLIOGRAPHIE

Les études (Livres et articles)

1. ANDRÉ, J (1985). *Les déracinés : Réfugiés et migrants dans le monde*, Paris, La Découverte.
2. ASSOULINE, D. (1997). *Un siècle d'immigration en France, troisième période, 1945 à nos jours : du chantier à la citoyenneté*, Paris, Syros.
3. BADUEL, P. R. (1981). Migrations internes, migrations externes et mutations sociales, migrations internes et émigration : Le cas tunisien. *Annuaire de l'Afrique du Nord*, (20), 169-185
4. BEN JELLOUN, T. (1976) *La réclusion solitaire*, Poitiers, Éditions Denoël.
5. BLANC-CHALEARD M. (2001). *Histoire de l'immigration*. Paris, La Découverte.
6. BOURDIEU, P. (1964). *Le déracinement, la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions de Minuit.
7. CHARLOT, B. (1990). Penser l'échec comme événement, penser l'immigration comme histoire. *Migrants-Formation*, (81) 8-24.
8. CITRON, S. (1989). *Le mythe national : l'histoire de France en question*. Paris, éd ouvrières.
9. DESCAMPS, F. (2001) *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*. Paris. Comité pour l'histoire économique et financière.
10. GIRARD, A. (1954). *Français et immigrés, nouveaux documents sur l'adaptation, Algériens, Italiens, Polonais, le service social d'aide aux émigrants*, INED Institut national d'études démographiques, PUF.
11. GUENO, J-P. (2005). *Cher pays de mon enfance, Paroles de déracinés*, Paris, Flammarion.
12. HERMET G. (1967). *Les Espagnols en France*. Paris. Les éd ouvrières.
13. HIFI, B. (1985). *L'immigration algérienne en France*. Paris, Le Harmattan.
14. HUETZ DE LEMPS, A. (1976). *L'Espagne*, Paris, Masson.
15. LEBON, A. (1989). L'immigration portugaise en France. Dossier statistique, *Hommes et migrations*, (1123) 7-21.
16. LIMOUSIN, A. (1988). L'histoire de l'immigration en France : une histoire impossible. *Pouvoirs*, (47) 5-21.
17. MAZOUZ, M. (1989). Trois études sur l'immigration marocaine. *Hommes et migrations*, (1118), 46-51.
18. MICHEL, A. (1956). *Les travailleurs algériens en France*. Paris, CNRS.
19. NOIRIEL G. (1988). *Le creuset français, histoire de l'immigration XIX^{ème} et XX^{ème} siècle*. Paris, éd du Seuil.
20. POINARD, M. (1972). Les Portugais dans le département du Rhône entre 1960 et 1970. *Revue de géographie de Lyon*, (47), 35-58.

Les instruments de recherches

1. BRAND, D. (1991). Dictionnaire thématique histoire géographie, Paris. 2^{ème} édition.

**Méditerranée antique, mer(e) de pirates.
Ancient Mediterranean, sea of pirates.**

Pernici Pierre-Hubert.

Doctorant contractuel en Histoire ancienne et
archéologie.

UMR CNRS LISA 6240

Université de Corse - Campus Mariani

E-mail : pierrehub.p@gmail.com

Reçu le: 23.09.2020	Révisé le : 20.10.2020	Accepté le :27.10.2020
----------------------------	-------------------------------	-------------------------------

Résumé :

La Méditerranée fut de tout temps, un terrain idéal pour la pratique et le développement de la piraterie. Ce phénomène, cette façon de naviguer tout à fait singulière, est attestée et répandue depuis des temps très anciens, les sources littéraires et historiques l'abordèrent dès l'Antiquité. Homère et Thucydide furent parmi les premiers auteurs à l'évoquer. Plusieurs phases et plusieurs formes de piraterie peuvent être observées au cours du I^{er} millénaire avant notre ère, une évolution qui s'effectua en parallèle de l'évolution de la navigation et du développement des puissances méditerranéennes anciennes. Qui étaient ces pirates ? Comment s'organisait et se pratiquait la piraterie antique ? Cette étude va tenter de présenter ces différents éléments à travers la littérature ancienne et l'impact de la piraterie sur le contexte géopolitique de la Méditerranée antique. La piraterie était, dans un premier temps, dépeinte de manière assez noble, pour ensuite évoluer vers une pratique plus militaire et politique, avant d'aboutir à des conflits généralisés entre des superpuissances telle que Rome et les pirates.

Mots-clefs : Antiquité ; Méditerranée ; Navigation ; Pirates.

Abstract:

The Mediterranean Sea has always been an ideal ground for the practice and development of piracy. This phenomenon, this way of navigating unique, has been attested and widespread since ancient times. Literary and historical sources have tackled it from antiquity. Homere and Thucydide were the first authors to evoke it. Several phases and forms of piracy can be observed during the first millennium before our era, an evolution that occurred in parallel with the evolution of the navigation and development of ancient Mediterranean powers .Who were these pirates? How was ancient piracy organized and practiced? This study attempts to present these different elements through the medieval literature and the impact of piracy on the geopolitical context in the ancient Mediterranean. Piracy was, in the first instance, portrayed in a quite noble manner, then evolved into a more military and political practice before it led to generalized conflicts between super powers such as Rome and pirates.

Key words: Antiquity, Mediterranean, Navigation, pirates.

E-mail de correspondance: pierrehub.p@gmail.com

Introduction¹

La piraterie se définit comme une pratique, un concept, une idée, qui de tout temps fut un asile pour les individus qui souhaitaient s'évader, physiquement ou idéologiquement. Les pirates, bien qu'étant des hors-la-loi à de nombreuses reprises, ont toujours considéré leur mode de vie comme le plus proche d'une certaine liberté d'esprit. La piraterie, à toutes les époques, fut l'ennemie des puissances qui souhaitaient installer une hégémonie sur la mer. Se sentant menacées, ces puissances combattaient les pirates tout au long de l'histoire, mais en tout lieu et en tout temps, la piraterie sut toujours réapparaître et perdurer car elle se lie de manière viscérale à une conception de la liberté, perpétuellement nourrie par des groupes d'individus qui selon le contexte recherchaient parfois l'aventure, d'autres fois la richesse ou bien encore l'émancipation vis-à-vis de certains pouvoirs dont ils ne reconnaissaient pas la légitimité. Il apparaît essentiel de s'intéresser aux origines de la piraterie pour percevoir le rôle et la place de cette dernière dans l'histoire. Dans le monde Méditerranéen la pratique de la piraterie existe depuis presque aussi longtemps que la navigation, difficile d'en déterminer le moment et le lieu de naissance. Mais à travers les sources historiques, littéraires, et archéologiques, il est possible de remonter aux origines de ce phénomène, d'en percevoir les caractéristiques et les évolutions au fil du temps. La piraterie antique est, de fait, la plus ancienne des formes de piraterie, sa pratique fut en constante mutation, comme l'était la navigation tout au long du I^{er} millénaire avant notre ère. Cela permet de proposer un schéma, de brosser un portrait de ce qui constituait les premières traces de la piraterie. La Méditerranée fut le témoin et le théâtre de ce phénomène. Mais alors, qui étaient les pirates de l'Antiquité ? La question qu'il faudrait se poser, serait plutôt, qui n'était pas pirate dans l'Antiquité ? Tous les peuples, toutes les puissances, tous les navigateurs, pratiquaient la piraterie. Cela était valable depuis les premiers balbutiements de la navigation antique, jusqu'à la navigation moderne du XX^e siècle. En ce qui concerne la piraterie antique en Méditerranée, c'est le premier millénaire av. J-C qui offre le plus de traces, de témoignages et de représentations de cette forme de navigation et de ceux qui la pratiquaient. La Méditerranée fut donc le lieu d'apprentissage, le champ de bataille, l'école, de toutes les formes de piraterie. Elle fut le témoin de l'évolution des pratiques de navigations et par extension de celle de la piraterie. Les grands traits de cette piraterie antique se sont retrouvés, de manière similaire et répétée, à toutes les époques en Méditerranée.

Ce retour aux premiers moments de la navigation et de la piraterie méditerranéenne ne peut que se faire échos au fil du temps. La piraterie, sans jamais disparaître totalement n'a fait que se prolonger et se répéter dans l'histoire méditerranéenne. Pour saisir toutes les spécificités et la richesse historique de ce phénomène il est important de définir les caractéristiques de la piraterie antique. Quelles étaient les formes de cette piraterie ? Et qui la pratiquait ? Autant de questions qui fascinent et intriguent depuis longtemps. Les recherches traitant le sujet sont nombreuses et remontent jusqu'à la fin du XIX^e siècle : (BUTI, 2016.) ; (CLAVEL-LEVEQUE :1978) ; (CUQ : 1924) ; (DE SOUZA : 1999) ; (GARLAN : 1978) ; (GIANFROTTA : 1981) ; (GRAS : 1976) ; (HORDEN : 2000) ; (ORMEROD : 1924) ; (PEREZ : 2013) ; (SESTIER, 1880.) ; (SINTES : 2016) ; (VARENNE : 2013).

¹ Un remerciement particulier pour les relecteurs anonymes dont les remarques ont contribué à corriger et à renforcer les propos de cet article.

Dès l'Antiquité l'homme fut fasciné par la piraterie. Les auteurs anciens étaient nombreux à évoquer le sujet, que ce soit par des œuvres poétiques avec Homère, historiques avec Thucydide et Diodore de Sicile, ou même politiques avec Cicéron. La manière dont ces illustres auteurs en parlèrent témoigne de cette fascination, l'histoire de la République romaine n'est également pas avare en sources sur le sujet. Les éléments étudiés s'étalent sur la quasi-totalité du I^{er} millénaire av. J-C, il ressort de ces sources une omniprésence historique de la piraterie en Méditerranée.

Pour bien appréhender cette piraterie antique, il faut d'abord bien la définir. Dans le monde méditerranéen ancien trois formes de piraterie peuvent être distinguées. La première est la plus ancienne, elle n'avait jusqu'alors rien de péjoratif ni même d'illégal, toute la dimension négative liée au terme de « piraterie » n'existait pas encore. À partir du moment où certaines puissances assirent leur hégémonie sur une grande partie du monde méditerranéen, tels que les Étrusques, les Grecs, les Carthaginois ou les Romains, deux nouvelles formes de pirateries se profilèrent et fonctionnèrent en parallèle l'une de l'autre et dont le but put être idéologique et/ou politique. Cela pouvait être une piraterie occasionnelle, de petite envergure, liée à des contextes favorables spécifiques, ou bien une piraterie à grande échelle. Les premières nations pirates apparurent à ce moment-là.

1. Les origines, une pratique noble.

Les origines de la piraterie en Méditerranée remontent à l'Antiquité, plus précisément les premières traces de pirateries succèdent aux toutes premières traces de navigation. Les peuples qui commencèrent à la pratiquer répliquèrent sur mer ce qui se passait déjà sur terre, à savoir l'exploration d'espaces inconnus, l'établissement de routes praticables et la mise en place d'échanges avec les autres. L'exploration de la Méditerranée s'accompagnait d'échanges commerciaux. La piraterie, à son commencement, ne fut qu'un aspect, une pratique particulière de la navigation, alliant à la fois exploration et commerce, elle se caractérisait de la même manière que se caractérisait le brigandage à l'intérieur des terres et sa pratique n'était ni clandestine ni dégradante, elle était même l'œuvre de grands hommes, principalement des aristocrates et était présente explicitement ou implicitement dans nombre de légendes et de mythes de l'Antiquité. C'est (HOMÈRE, *Hymne*, V.1-59) qui nous livre la plus ancienne trace écrite de la piraterie, au cœur du mythe de Dionysos et des Tyrrhéniens.

Ce mythe remonte aux récits homériques apparut au VIII^e siècle avant notre ère, à cela, il faut associer le mythe de l'enlèvement de la statue d'Héra par les Tyrrhéniens, (ATHÉNÉE DE NAUCRATIS, *Deipnosophistes*, XV, 672.b-c.) bien que plus récente, cette référence à un épisode ancien de la mythologie fait échos à celui de Dionysos, ces récits peuvent servir de point de départ aux études sur la piraterie antique. Les éléments importants qui en ressortent sont la dénomination des Tyrrhéniens (Étrusque) en tant que pirates. Ils naviguaient dans les Cyclades et pratiquaient l'enlèvement dans le but d'obtenir une rançon ou bien de vendre leurs victimes en tant qu'esclaves². Les Grecs, par la voix d'Homère, montrèrent qu'ils avaient conscience que la piraterie était présente dans le monde méditerranéen dès les temps anciens et qu'elle ne constituait pas en soit quelque chose de bien

² Pratique courante à cette époque

ou de mal, elle renvoyait simplement à un goût du risque et de l'aventure qui pouvait s'avérer dangereux et funeste mais qui demeurait banal et répandu. Les Grecs eux-mêmes pouvaient être considérés comme pirates, comme ce fut le cas de Télémaque, Achille ou Nestor.

« *Mes hôtes, votre nom ? D'où nous arrivez-vous sur les routes des ondes ?... Faites-vous le commerce ? N'êtes-vous que des pirates qui, follement, courez et croisez sur les flots et, risquant votre vie, vous en allez piller les côtes étrangères ?* » (HOMERE, *Odyssée*, III, 68.)

« *Ah ! Mon ami, tu viens d'évoquer la misère qu'au pays de là-bas, nous avons endurée, et l'obstination de nos fils d'Achaïe, et tant d'embarquements dans la brume des mers pour croiser et piller au premier mot d'Achille.* » (HOMERE, *Odyssée*, III, 103.)

Cette description louangeuse de la piraterie se retrouve également chez Thucydide.

« *Les Grecs d'autrefois, ainsi que les Barbares installés en bordure du continent et dans les îles, s'étaient mis, en effet, dès que les relations maritimes eurent pris quelque développement, à pratiquer la piraterie. À leur tête se trouvaient des chefs qui n'étaient pas des hommes de peu. Ces pirates cherchaient, outre leur profit personnel, les moyens d'assurer la subsistance des faibles. Ils tombaient sur des populations dépourvues de remparts et vivant par bourgades, se livraient au pillage et tiraient de là le plus clair de leurs ressources. Ces activités n'avaient encore rien de déshonorant ; mieux elles apportaient de la gloire.* »

(THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, I, 5.)

Au moins jusqu'au V^e siècle avant notre ère, la piraterie revêtait une forme plus qu'élogieuse. Ceux qui se revendiquaient pirates et s'identifiaient dans cette pratique, étaient des aventuriers, ceux-là même qui sont au cœur de la mythologie, Héraclès, Ulysse, Achille ou encore Jason dans sa quête de la toison d'or (APPOLONIUS DE RHODES, *Les Argonautiques*.) et dont l'expédition ressemble fortement à une aventure de pirates. (SESTIER, 1880 : 14)

En outre, ce qui interpelle, c'est que la piraterie était décrite chez tous les peuples, de manière presque égalitaire. Pour Homère comme pour Thucydide, les Étrusques étaient des pirates, du moins certains d'entre eux, mais les Phéniciens pouvaient l'être également et les Grecs l'étaient à leur tour pour ces autres peuples. Tout le monde était un pirate, car tout le monde pouvait l'être, toute personne naviguant pouvait, si l'occasion se présentait, réaliser un acte de piraterie. Le vol, le rapt, le pillage, étaient des pratiques courantes dans l'Antiquité. Les actes de guerre et la guerre elle-même étaient des éléments du quotidien, dans ce contexte, la piraterie était monnaie courante car les contacts entre différents peuples étaient fréquents et réguliers. Ils pouvaient être tout à fait pacifiques, mais pouvaient aussi être hostiles et c'est là que se situait le pirate, celui qui saisissait l'occasion et agissait au-devant du danger. Ce terme n'était alors pas encore assimilé à une action répréhensible, clandestine ou négative car beaucoup de navigateurs la pratiquaient. Difficile de définir de manière dégradante quelque chose que l'on fait et cautionne également. L'absence d'idéologie

politique associée à la piraterie en faisait une pratique qui paradoxalement était une menace à la fois fréquente et occasionnelle. Il faut comprendre par-là que les actes de piraterie étaient motivés en majeure partie par l'appât du gain ce qui rendait difficilement prévisible le moment où les pirates pouvaient frapper, mais cela rendait également compliqué la planification d'une attaque. À en croire les auteurs anciens évoqués jusqu'ici, les actes de piraterie ne semblaient pas programmés, ils résultaient d'un concours de circonstances ou de fortunes de la mer, qui créaient l'occasion idéale d'obtenir un butin.

Cette interprétation romantique, perdura et se retrouva dans les arts de l'Antiquité. Le mythe de Dionysos et des pirates tyrrhéniens connut une continuité dans l'Antiquité classique et romaine. Comme en témoigne une kylix attique datant du VI^e siècle av. J-C, retrouvée dans la cité étrusque de Vulci³ (fig.1). Cette céramique, attribuée à l'artiste Grec Exékias, porte un décor représentant le mythe de Dionysos et des pirates Tyrrhéniens, le dieu des vignes y transforme les pirates qui tentent de fuir son courroux en dauphins Thématique célèbre et répandue à cette époque (EURIPIDE, *Le Cyclope*, V, 11-14.) qui perdura longtemps, Ovide reprenait également le mythe au début du I^{er} siècle de notre ère (OVIDE, *Métamorphoses*, III, 564-733.) Le site de Dougga en Tunisie offre une série de mosaïques, dont les décors renvoient aux mythes homériques l'une d'entre elles dépeint l'épisode de Dionysos châtiant les pirates et est datée du III^e siècle de notre ère (fig.2). Enfin une autre évocation du mythe remonte à l'antiquité tardive (Nonnos de Panopolis, *Dionisyaques*, XLV, 105.)

La culture mythologique, grecque et romaine, était omniprésente durant cette longue période de l'Antiquité, certains mythes, tel que celui qui a été présenté, fascinaient de manière discontinue le monde artistique. Et pour cause, la pratique de la piraterie ne cessa jamais en Méditerranée, elle put faiblir ou s'atténuer, mais elle se retrouvait toujours quelque part, elle faisait partie du paysage des navigateurs. Mais comme tous les peuples et toutes les puissances, la piraterie connut des changements, des évolutions au fil du temps, la période antique ne dérogea pas à la règle.

2. Les pirates au cœur des conflits

À partir du VI^e siècle avant notre ère la piraterie perdit de sa superbe, mais resta pour autant omniprésente dans l'histoire, elle n'était plus seulement le résultat du commerce maritime, elle prit également une dimension politique et militaire et résultait de rivalités entre puissances de la mer, cet aspect-là de la piraterie constitua une seconde phase, la différence se fit dans l'interprétation et l'instrumentalisation. Dans le fond ceux qui pratiquaient la piraterie à partir du VI^e siècle av. J-C n'étaient pas différents de ceux qui la pratiquaient auparavant et qui étaient dépeint dans des termes dithyrambiques. Ce qui changea c'est la façon dont cela fut perçu par les différentes puissances et l'utilisation qui fut faite de la piraterie. Au moment où les conflits étaient plus importants et plus fréquents (Guerres médiques, Guerre du Péloponnèse, et plus tard Guerres Puniques et Guerres Civiles pour le monde romain) l'utilisation de la piraterie avait un but plus politique et c'est cette nouveauté qui fut à l'origine d'une vision plus dégradante, plus clandestine de la piraterie. Ces changements

³ Ancienne cité Étrusque, située dans la partie littorale nord de la maremme du Lazio, en Italie.

n'étaient pas liés qu'à la généralisation des conflits, et la navigation elle-même évolua, entre le VII^e et les Ve siècles av. J-C, les navires de guerre ou « bateaux longs » se développèrent et s'optimisèrent fortement. Les représentations iconographiques (fig.3 & fig.4) et littéraires (HÉRODOTE, *Histoire*, I, 166-168 & VI, 17.); (DIODORE DE SICILE, *Bibliothèque Historique*, XI, 88.) de ces embarcations ont tendance à montrer l'utilisation et l'implication de ces vaisseaux dans la piraterie, en ce sens, il est possible de considérer que les pirates furent des acteurs importants du développement technologique de la navigation, en particulier de la navigation militaire. Ceci épouse une certaine logique, les pirates partaient en mer pour réaliser soit des enlèvements soit des attaques, il fallait donc des bateaux adaptés à ces besoins. Au fur et à mesure que la façon de pratiquer la piraterie évolua, les méthodes de navigation évoluèrent également. Cette pérennité dans le développement des techniques et des outils utilisés est notable, la piraterie apparut en même temps que la navigation et elle suivit exactement le même schéma. Comme si la piraterie était l'ombre rattachée à la navigation, l'une ne pouvait être détachée de l'autre. C'était une manière de naviguer, ni plus ni plus moins.

Lors d'un conflit, les actes de piraterie ne changeaient pas, mais ils n'étaient plus alors motivés et orchestrés par les mêmes raisons. Il y avait une volonté politique et idéologique dans sa pratique. Il ne s'agissait plus simplement de saisir une opportunité de butin, mais de profiter d'un contexte géopolitique favorable pour agir en pirate. L'expansion de l'empire Perse Achéménide et les Guerres Médiques qui en découlèrent, sont de bons exemples de mise en place d'un contexte optimal pour le développement de piraterie. En effet, l'installation des Perses sur les côtes occidentales de l'Asie Mineure au VI^e siècle avant notre ère, força les Grecs Phocéens à migrer vers leurs colonies de la Méditerranée occidentale et à s'établir également en Corse, sur le site d'Alalia. Cela fut le cadre idéal pour la pratique de la piraterie contre les autres puissances qui se disputaient l'hégémonie de la mer avec les Grecs. L'arrivée des Phocéens, vint perturber l'équilibre géopolitique en mer Tyrrhénienne, leurs actes de piraterie à l'encontre des Étrusques et des Carthaginois qui se partageaient le contrôle de cette partie de la Méditerranée en fut à l'origine.

« Quand ils furent arrivés à Kyrnos⁴, ils habitèrent en commun pendant cinq ans avec ceux qui étaient arrivés avant eux, et ils fondèrent des sanctuaires. Comme ils commettaient des raptés et des pillages chez tous les peuples voisins, Tyrrhéniens et Carthaginois, s'étant mis d'accord, entrèrent en guerre contre eux. » (HÉRODOTE, *Histoire*, I, 166.)

Toujours d'après « Le Père de l'Histoire », un siècle plus tard, Denys le Phocéen, après avoir quitté la cité de Phocée en Ionie⁵, s'est dirigé vers la Sicile où il pratiqua une piraterie féroce.

« Quant à Dionysios de Phocée, dès qu'il se fut rendu compte que la cause des Ioniens était perdue, il s'empara de trois vaisseaux ennemis et cingla, non plus vers Phocée qu'il savait bien vouée à l'esclavage avec le reste de l'Ionie, mais immédiatement et sans

⁴ Île de Corse

⁵ Région côtière de l'ouest de l'Asie-Mineure, dans la Turquie actuelle.

désemparer vers la Phénicie, là, il coula des vaisseaux marchands et s'empara de beaucoup d'argent ; puis il fit voile pour la Sicile, d'où il se livra à des expéditions de piraterie contre les Carthaginois et les Tyrrhéniens, sans attaquer aucun Grec. » (HÉRODOTE, *Histoires*, VI, 17.)

La dernière phrase est particulièrement remarquable et lourde de sens, le fait d'épargner les Grecs de ces attaques, montre bien que cette piraterie n'était plus simplement une histoire de butins, il y avait une idéologie politique derrière. S'enrichir oui, comme tout bon pirate, mais désormais uniquement au détriment de ses ennemis. La pratique de la piraterie entre Grecs et Étrusques se généralisa aux VI^e et le V^e siècle av. J-C. Diodore de Sicile, évoque à plusieurs reprises ses relations.

« Ayant abordé dans l'île de Lipara, ils y reçurent un accueil hospitalier et se laissèrent persuader d'habiter cette île en commun avec les indigènes : il n'y restait guère alors que cinq cents descendants des anciens compagnons d'Éole. Plus tard, comme ils avaient beaucoup à souffrir des Tyrrhéniens, qui infestaient la mer de leurs pirateries, ils équipèrent une flotte et se divisèrent en deux fractions : l'une cultiva les îles, dont ils avaient mis le sol en commun, l'autre alla combattre les pirates [...] Après cela, ils vainquirent plusieurs fois les Tyrrhéniens sur mer et envoyèrent à diverses reprises à Delphes des dîmes importantes prélevées sur le butin. » (DIODORE DE SICILE, *Bibliothèque Historique* V, 9.)

« Cette année-là⁶, le roi de Syracuse Hiéron reçut des ambassadeurs de Cumes en Italie, venus lui demander de l'aide dans la guerre que leur faisaient les Tyrrhéniens, qui avaient alors la maîtrise de la mer, et il leur envoya pour les secourir une importante escadre de trières. Après que les chefs de cette flotte furent arrivés à Cumes, ils livrèrent, aidés des gens du pays, un combat naval aux Tyrrhéniens, détruisirent beaucoup de navires ennemis et, vainqueurs dans ce grand combat, affaiblirent la puissance des Tyrrhéniens et délivrèrent les habitants de leurs craintes ; puis ils reprirent la mer vers Syracuse. »

(DIODORE DE SICILE, *Bibliothèque Historique*, XI, 51.)

« En Sicile, comme les pirates tyrrhéniens écumaient la mer, les Syracusains mirent à la tête de la flotte Phajlos et l'envoyèrent attaquer la Tyrrhénie. Il prit la mer et se mit tout d'abord à ravager l'île appelée Aithalia⁷ mais, ayant reçu en secret de l'argent des Tyrrhéniens, il revint en Sicile sans avoir rien accompli qui fût digne de mémoire. Les Syracusains le condamnèrent en justice comme traître et l'exilèrent ; ils choisirent alors un autre général, Apellès, et l'envoyèrent contre les Tyrrhéniens avec soixante trières. Il fit des incursions sur le littoral tyrrhénien, reprit la mer pour l'île de Kyrnos, tenue à cette époque-là par les Tyrrhéniens ; après avoir ravagé la plus grande partie de l'île et s'être rendu maître d'Aithalia, il revint à Syracuse où il ramena une foule de prisonniers et rapporta en outre un abondant butin. » (DIODORE DE SICILE, *Bibliothèque Historique*, XI, 88.)

Le contexte des guerres médiques fut particulièrement important dans l'évolution de la pratique de la piraterie. Elle devint alors un outil politique pour nuire à ses ennemis. Les

⁶ En 476-475 avant notre ère.

⁷ L'île d'Elbe.

pirates étaient alors des mercenaires de la mer ou bien les soldats d'une puissance, telle que Syracuse. Cette évolution et l'utilisation des pirates en tant que mercenaires, fait échos au système de corsaire que l'on retrouvait de manière fréquente au XV^e, XVI^e et XVII^e siècles. Un exemple frappant de l'utilisation de ce mercenariat est notable lors de la bataille d'Himère⁸, opposant une coalition dirigée par Carthage à l'encontre de la Sicile et de la puissance Syracusaine.

« On raconte aussi en Sicile que Gélon, même devant être commandé par les Lacédémoniens, serait cependant venu au secours des Grecs, si, vers la même époque, Térillos fils de Crinippos, tyran d'Himère, chassé d'Himère par Théron fils d'Ainésidemos, prince d'Agrigente, n'eût fait venir une armée formée de Phéniciens, de Libyens, d'Ibères, de Ligures, d'Élisykes, de Sardoniens, de Kyrniens, armée de trois cent mille hommes que commandait Amilcar fils d'Annon, roi des Carthaginois. » (HÉRODOTE, Histoires, VII, 165.)

Il était très rare de voir autant de peuples différents alliés au sein d'une même armée. Tous ces peuples, se sont rattachés à la puissance Carthaginoise et servaient de mercenaires dans un contexte d'affrontement global. La bataille d'Himère eut lieu la même année⁹ que les grandes batailles¹⁰ des Guerres Médiques qui se déroulaient de l'autre côté de la Méditerranée ; cela témoigne de l'importance de cette bataille et de l'implication de la piraterie dans les plus grands conflits.

Le V^e siècle connut plusieurs guerres de grande importance, il s'agit là d'un contexte particulier et favorable au développement de la piraterie et surtout à son instrumentalisation militaire et politique. Cette évolution perdura à l'époque antique, en période de troubles la piraterie se développait et se répandait fortement. Lorsqu'une puissance tentait d'asseoir sa domination sur le bassin Méditerranéen cela créait des conflits, qui étaient propices à la généralisation de la piraterie. Paradoxalement la piraterie devenait légitime et assumée lorsqu'elle était pratiquée par ce pouvoir mais elle demeurait source de troubles lorsqu'elle était l'œuvre de pirates isolés.

« C'est ce qu'un pirate, tombé au pouvoir d'Alexandre le Grand, sut fort bien lui dire avec beaucoup de raison et d'esprit. Le roi lui ayant demandé pourquoi il troublait ainsi la mer, il lui répartit fièrement : « Du même droit que tu troubles la terre. Mais comme je n'ai qu'un petit navire, on m'appelle pirate, et parce que tu as une grande flotte, on t'appelle conquérant ». » (SAINT AUGUSTIN, La cité de Dieu, IV, 4.)

3. La piraterie, meilleure ennemie de Rome

Ces différentes formes de piraterie, se développèrent particulièrement au contact de la République de Rome. Pour la première fois de l'histoire, une puissance unique dominait peu à peu l'ensemble du bassin méditerranéen. Pour faire face à cette nouveauté la piraterie créa également quelque chose de nouveau, elle s'organisa comme une « nation » de pirate. La littérature ancienne évoquant la piraterie est bien fournie, les historiens et auteurs latins de la

⁸ Cité côtière du nord de la Sicile.

⁹ En 480 av. J-C.

¹⁰ Bataille des Thermopyles ; Bataille de Salamine.

République et de l'Empire de Rome ont laissé de précieux témoignages, riches d'informations sur l'organisation et le fonctionnement de la piraterie à cette époque. Ce qui est particulièrement remarquable c'est un changement de forme dans sa pratique, qu'elle fut de petite ou de grande envergure, la piraterie devint l'activité principale de peuples entiers. Le cas des Illyriens est assez éloquent, Rome mena plusieurs guerres contre ce peuple, établi sur les côtes orientales de la mer Adriatique. Les Illyriens étaient de farouches marins, pratiquant en grand la piraterie dans leur mer, lorsque la République romaine étendit son influence dans ces régions, la confrontation devint alors inévitable. La pratique de la piraterie était à l'origine du conflit.

« Les Illyriens, même aux temps antérieurs, inquiétaient continuellement les navigateurs venus d'Italie, [...] s'en prirent à quantité de marchands, dont ils dépouillèrent les uns, massacrèrent les autres et emmenèrent en captivité une bonne partie qu'ils avaient faits prisonniers. Les Romains [...] envoyèrent en mission diplomatique en Illyrie pour enquêter sur ces faits C. et L. Coruncanus. Teuta¹¹ [...] vient mettre le siège devant Issa, la seule ville qui résistait encore à son autorité. C'est, à ce moment qu'abordèrent les envoyés romains et, lorsqu'il leur fut donné audience, ils exposèrent les torts commis à leur égard. Teuta écouta toute leur communication avec un air de hauteur et d'extrême fierté, et quand ils eurent terminé, elle leur dit que son gouvernement s'efforcera de veiller à ce que les Romains ne subissent aucun tort de la part des Illyriens, mais que le droit des particuliers n'autorisait pas les souverains à interdire aux Illyriens la piraterie. (POLYBE, Histoire, II, 8.)

Ces échanges se conclurent par l'assassinat des envoyés romains, commandité par la reine Teuta, ce à quoi le Sénat répondit par des préparatifs militaires. Dans ce contexte, au cours du III^e siècle av J-C, eurent lieu les Guerres d'Illyrie. La région fut soumise par les Romains, le littoral adriatique était plus sécurisé et la piraterie y avait été grandement étouffée, l'Adriatique devenait ainsi une zone navigable malgré une piraterie présente mais ponctuelle et isolée. Rome s'était débarrassée du problème de piraterie dans cette zone, mais était loin d'avoir mis un terme à sa pratique et sa diffusion dans le reste de la Méditerranée.

Le plus bel exemple de nation pirate demeure aujourd'hui encore la Cilicie¹², bien que les pirates Ciliciens furent des marins de peuples et de cultures différentes, provenant de toute la Méditerranée, ils étaient liés par un ennemi commun et furent regroupés sous le même dénominateur de « Ciliciens ». À ce moment-là tous les actes de piraterie, isolés ou diffus représentaient une menace, un danger direct ou indirect pour Rome et ce fut la raison d'une répression féroce de la piraterie à cette époque, elle fut activement combattue au début du I^{er} siècle av. J-C. La Cilicie étant ancrée dans une zone géographique où écumaient depuis plusieurs siècles des peuples de la mer qui pratiquaient la piraterie à différents degrés. Il était donc logique que ces différentes populations s'allient et se positionnent contre le pouvoir romain.

C'est entre le III^e siècle et le I^{er} siècle que la Cilicie vit sa piraterie exploser, les

¹¹ Reine d'Illyrie dans les années 230/229 avant notre ère.

¹² Région située au nord de l'île de Chypre qui s'étendait du golf d'Iskenderun, jusqu'à la région d'Antalya en Turquie actuelle.

ingérences des Romains et de leurs alliés permirent aux pirates de se développer fortement. À l'image de l'Illyrie, la Cilicie s'organisa comme une « nation pirate », c'était le même schéma qui se retrouvait calqué. La situation géographique de la Cilicie, placée aux confins de la Méditerranée orientale, lui permit de jouir d'une certaine forme d'indépendance, ou du moins d'impunité. Les zones escarpées du littoral cilicien, au nord de Chypre, constituaient autant de zones de repli pour les pirates, qui pouvaient se cacher et qui, en nombre suffisant, pouvaient se protéger et s'entraider. Cette piraterie était alimentée par plusieurs peuples, « *s'y étaient également associés des Syriens, des Chypriotes, des Pamphyliens, les habitants du Pont et à peu près tous les peuples orientaux.* » (APPIEN, *Guerre de Mithridate*, XCII, 421.)

Leur nombre avait grimpé à ce moment jusqu'à des dizaines de milliers ce qui faisait de la mer une zone de non-droit, dans laquelle les routes maritimes étaient grandement menacées parfois même coupées, ce qui endiguait et gênait le commerce. La mer Égée et les côtes de l'Asie Mineure étaient devenues le fief des pirates mais leur influence s'étendait bien plus loin, jusqu'aux côtes de la Sicile, de l'Italie et de l'Afrique du Nord.

À partir du début du I^{er} siècle av. J-C. Rome était en guerre contre Mithridate VI, les pirates ciliciens s'étaient associés à Mithridate, ils étaient ses mercenaires. Les pirates voyaient leur puissance augmenter au fur et à mesure des années, les petites flottilles servant au cabotage devenaient des flottes imposantes constituées de vaisseaux de plus en plus gros avec des capitaines qui agissaient « *comme des généraux dans une vraie guerre.* » (APPIEN, *Guerre de Mithridate*, XCII, 417.)

Les techniques utilisées par les pirates se développèrent et se perfectionnèrent, ils cherchaient à obtenir des informations sur les convois de marchandises, telles que les itinéraires qu'empruntaient les marchands. Il leur était alors aisé de mettre au point des expéditions ou de tendre des embuscades et de rafler les cargaisons. Mais la piraterie cilicienne ne se réduisait pas qu'à l'assaut de navires marchands, les pirates visaient plus particulièrement le rapt, il est question de « *courses aux esclaves* » (CASSON, 1961 : 202.) leurs prises étaient tellement importantes qu'ils fournissaient une grande partie des esclaves vendus au marché de Délos¹³. Les ravages causés par les pirates étaient d'une ampleur encore inégalée à cette époque, ils étaient devenus les maîtres de la mer, non seulement dans la région de Cilicie mais également dans des régions de la Méditerranée occidentale. Leur ingéniosité et leur prouesse technique et militaire étaient d'une supériorité remarquable. Les sources relatant les techniques, la puissance et l'hégémonie des pirates au I^{er} siècle av. J-C, sont très nombreuses, voici en quels termes étaient présentés et évoqués les agissements des pirates :

« *Ennemi très acharné et très implacable du peuple romain, ou plutôt l'ennemi commun de toutes les races et de tous les peuples.* » (CICERON, *Seconde action contre Verrès*, V, XXX, 76.)

« *Les soldats siciliens se nourrissaient de racines de palmiers, et les pirates de bon blé de Sicile.* » (CICERON, *Seconde action contre Verrès*, V, XXXVIII, 99.)

¹³ Île située au cœur de la mer Égée, c'était le plus grand marché aux esclaves de l'Antiquité.

Méditerranée antique, mer(e) de pirates

« Les liens d'amitié entre eux étaient si forts qu'ils envoyaient de l'argent et des secours même à ceux qu'ils ne connaissaient pas du tout, comme à des gens très proches d'eux. Leur puissance provenait essentiellement du fait qu'ils s'accordaient pour honorer ceux qui manifestaient leur bienveillance envers tels ou tels d'entre eux et pour dépouiller ceux qui s'étaient heurtés à certains d'entre eux. » (DION CASSIUS, *Histoire romaine*, XXXVI, 22.)

« Les pirates ne cessaient d'inquiéter les navigateurs, comme les voleurs inquiétaient les habitants du continent. Aucune époque n'a été à l'abri de ces pratiques et elles ne cesseront jamais tant que la nature humaine restera la même. » (DION CASSIUS, *Histoire romaine*, XXXVI, 22.)

« Les Ciliciens avaient envahi les mers et, interrompant les échanges commerciaux, en violation des traités qui lient les hommes entre eux, ils avaient fermé les mers par la guerre comme l'aurait fait une tempête. » (FLORUS, *Œuvres*, I, XLI.)

« Notre mer, presque toute entière infestée par les pirates, était fermée à la navigation et au commerce. » (PLUTARQUE, *Vie de Pompée*, XXV.)

« Ils avaient en plusieurs endroits des ports de refuge, et des tours d'observation fortifiées ; partout on voyait apparaître leurs flottes, remplies de bons rameurs et de pilotes habiles, composées de vaisseaux légers, que leur vitesse rendait propres à toutes les manœuvres. La magnificence de ces navires était plus affligeante encore que n'était effrayant leur appareil : les poupes étaient dorées ; il y avait des tapis de pourpre et des rames argentées ; on eût dit que les pirates se faisaient honneur et trophée de leur brigandage : partout, sur les côtes, c'étaient des joueurs de flûte, de joyeux chanteurs, des troupes de gens ivres ; partout, à la honte de la puissance romaine, des officiers du premier ordre emmenés prisonniers, des villes captives se rachetant à prix d'argent. Les vaisseaux corsaires montaient à plus de mille, et les villes dont ils s'étaient emparés, à quatre cents. » (PLUTARQUE, *Vie de Pompée*, XXIV.)

Cette dernière citation est certainement la plus éloquente pour évoquer le faste de la piraterie Cilicienne. Pour faire échos à cela, il semble pertinent d'évoquer un évènement historique relevant de l'anecdote, qui démontre encore toute l'ampleur de la piraterie à cette époque, il s'agit de l'enlèvement de César par des pirates. Selon les auteurs anciens, sa captivité dura plus d'un mois, autour des années 74-75 av. J-C. D'un récit à un autre certains éléments varient mais la trame principale de cette aventure reste la même. César, alors âgé d'une vingtaine d'années si ce n'est moins, prit la mer pour s'éloigner de Rome où sa vie était menacée par les Guerres Civiles. Dans l'archipel des Cyclades il fut enlevé avec une partie de sa suite par des pirates, qui laissèrent partir certains d'entre eux pour réunir une rançon. À la suite de la captivité, la rançon fut payée et César libéré. Le jeune Romain fit équiper une flotte et lança une expédition punitive contre les pirates, il saisit de nombreux vaisseaux, en coula certains et captura ses anciens ravisseurs, qui furent mis en croix. Il faut analyser ce récit avec prudence, la forme fut sans doute édulcorée par César et par les écrivains de l'Antiquité afin d'être en accord avec l'image que le personnage romain avait, mais l'épisode demeure tout à fait plausible et parfaitement en accord avec les pratiques courantes qui avaient lieu dans ces régions.

Rome ne fut débarrassé du problème des pirates en Méditerranée, qu'en 67-66 av. J-C, par l'intervention de Pompée, qui au détour d'une expédition militaire, aussi novatrice, que puissante et ingénieuse mit un point final à la piraterie Cilicienne. Au vu du nombre de sources ayant traité le sujet, il est aisé de comprendre toute l'importance qu'avait alors pris la piraterie, elle était devenue, dans un contexte de troubles particulier, la pire ennemie de Rome, celle qu'il fallait abattre.

Conclusion

Il ressort de l'étude des différentes phases de la piraterie dans l'Antiquité, des évolutions et surtout un développement dans sa pratique. La piraterie était un outil, elle pouvait s'apparenter également à une technique militaire, une manière de faire la guerre. Il ne faut pas pour autant la réduire à une simple technique utilisée par un peuple, une cité ou une puissance pour nuire à une autre. Elle était également parfois l'œuvre d'individus isolés qui ne recherchaient que le profit et n'avaient pas d'idéaux politiques particuliers. En somme, tout le monde, à tout moment pouvait la pratiquer.

C'est de cette manière qu'elle était décrite dans les premiers temps de l'Antiquité. Ce n'est qu'à partir de la généralisation des conflits et l'affirmation des thalassocraties, que la piraterie et la façon dont elle fut perçue et décrite, connut des mutations. Il y eut un changement dans sa pratique, un passage d'une piraterie éparse et opportuniste, à un système plus militaire et politique. À partir du VI^e et V^e siècles avant notre ère, la navigation connut des évolutions technologiques importantes, la diffusion et le développement des différents types de navires intensifia et développa la pratique de la piraterie. Un élément demeura inchangé, tous les peuples en usaient, mais désormais elle n'était plus motivée uniquement par l'appât du gain, elle servait également à asseoir une hégémonie face à ses concurrents.

La Méditerranée abrita en son sein un grand nombre de petites pirateries, mais elle fut également le berceau de piraterie de grande envergure, tel que les Carthaginois et les Étrusques au V^e et IV^e siècles av. J-C. De manière encore plus marquée au III^e siècle av. J-C avec les Illyriens pour enfin aboutir sur ce qui peut être considéré comme l'apogée des sociétés de pirate antique, au II^e et I^{er} siècles avant notre ère, avec les Ciliciens.

L'alliance entre Mithridate, les pirates et les habitants des régions d'Asie-Mineure et de Grèce était à la fois une cause et un facteur du développement de la piraterie. Une cause car c'était l'expansion de la piraterie dans ces régions qui donna lieu à des échanges entre pirates et habitants. Mais c'était aussi un facteur car si la piraterie n'avait pas été d'une si grande envergure les liens avec les habitants n'auraient pas été aussi étroits, comme cela fut le cas à diverses époques dans les régions où la petite piraterie individuelle était active. Les problèmes causés par la piraterie furent réels, le temps où les pirates étaient décrits comme de nobles gens parcourant les mers en quête de butin et d'aventure était bien révolu. Bien que les auteurs romains aient fortement contribué à la stigmatisation et l'instrumentalisation de la piraterie, ce n'est pas Rome ou ses écrivains qui firent des pirates des *personæ non gratae*. C'est la généralisation des actes de piraterie et l'installation durable d'un pouvoir unifié et centralisateur qui ont accéléré la mise en place d'une perception négative de cette pratique de

la navigation, qui se dégradait petit à petit depuis le V^e siècle avant notre ère.

À partir de ce moment, les pirates furent décrits de la même manière que l'ont été les pirates des Caraïbes aux XVII^e et XVIII^e siècles, mêlant fantasme romantique et idéologie politique. C'est avec une certaine logique que ceux qui ont nui à la République romaine furent décriés, de façon déshonorante et dégradante, par ses défenseurs.

Malgré l'intervention efficace de Pompée, la piraterie ne disparut jamais vraiment de la Méditerranée, mais à partir de ce moment elle fut fortement réduite. Durant l'Antiquité et les périodes qui suivirent, la piraterie n'a cessé de réapparaître, à plus ou moins grande échelle, selon les lieux et les périodes. À chaque fois que le contexte géopolitique Méditerranéen le permettait, des actes de piraterie se faisaient ressentir. La constante, dans la pratique et la diffusion de la piraterie, fut l'instabilité. Il est possible d'observer une résurgence récurrente de la piraterie en période de trouble, lorsqu'un pouvoir est contesté cela crée une opportunité pour les pirates. Ils étaient des ennemis épousant une forme de navigation singulière, difficile à cerner et encore plus difficile à combattre, la littérature, ancienne et moderne en est témoin. Les pirates furent de tout temps, au cœur des intrigues romantiques et historiques, fictives ou réelles sur toutes les mers et les océans.

« Cet ennemi est en effet le plus cruel de tous les ennemis. Il attaque à l'improviste et quand on a prévu son attaque, il s'échappe ; il méprise ceux qu'on lui oppose, il abat ceux qu'il a surpris ; s'il poursuit, il coupe la retraite, s'il doit fuir, il se dégage. Les naufrages loin de les effrayer, sont pour eux un moyen de s'entraîner. Ils n'ont pas seulement la connaissance des périls de la mer, mais ils vivent dans une sorte de familiarité avec eux. Comme la tempête justement, si elle vient à s'élever, apporte à ceux qui vont être attaqués un sentiment de sécurité et empêche d'autres part les attaquants d'être vus, c'est dans la joie et avec l'espoir d'un débarquement par surprise qu'ils courent les dangers au milieu des flots et des écueils déchiquetés. » (SIDOINE APOLLINAIRE, *Lettres*, VIII, 6, 14.)

Illustrations :



Fig. 1 : Munich, Staatliche Antikensammlungen, De Vulci : Kylix de Dionysos par Exékias, 540/530 av. J-C. (BEAZLEY, 1956 : 686, n°146.21)

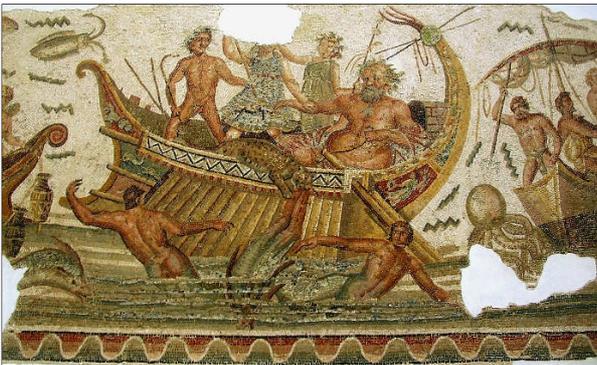


Fig.2 : Tunis, Musée du Bardo, De Dougga : Mosaique de Dionysos chatiant les pirates, 260/270 ap. J-C. (YACOUB, 1982 : fig. 107).



Fig. 3 : Rome, Musei Capitolini, de Caere : cratère d'Aristonothos, face B, 680/650 av. J-C. (MARTELLI, 1987, fig. 40 B).



Fig. 4 : Londres, British Museum, de Vulci : Kylix attique à figures noires, 520/500 av. J-C. (WALTER, 1893-1925 : B436).

BIBLIOGRAPHIE

Les sources :

1. APOLONIOS, D. R. (2002). *Argonautiques, Tome I-III*. Traduit par E. DELAGE. Paris : Les Belles Lettres.
2. APPIEN, (2001). *Histoire romaine, Tome VII, Livre XII, La guerre de Mithridate*. Traduit par P. GOUKOWSKY. Paris : Les Belles Lettres.
3. ATHÉNÉE, D. N. (1791), *Deipnosophistes, Tome V*. Traduit par J.B. LEFEBVRE DE VILLEBRUNE. Paris : Lamy.
4. AUGUSTIN, S. (2000), *La cité de Dieu, Œuvres II*, Traduit par L. JERPHAGNON. Paris : Gallimard.
5. CICÉRON, (1970), *Discours, Tome VI, Seconde action contre Verrès, Livre V*. Traduit par G. Rabaud. Paris : Les Belles Lettres.
6. DIODORE, D. S. (2001), *Bibliothèque historique, Livre XI*. Traduit par J. HAILLET. Paris : Les Belles Lettres.
7. DIODORE, D. S. (2015), *Bibliothèque historique, Tome V, Livre V, Livre des îles*. Traduit par M. CASEVITZ. Paris : Les Belles Lettres.
8. DION, C. (2014), *Histoire romaine, Livres 36 & 37*. Traduit par M. COUDRY. Paris : Les Belles Lettres.
9. EURIPIDE, (1967), *Tragédies, Tome I*. Traduit par L. MÉRIDIER. Paris : Les Belles Lettres.
10. FLORUS, (1967), *Œuvres, Tome I*. Traduit par P. JAL. Paris : Les Belles Lettres.
11. HÉRODOTE, (1963), *Histoire. Livre VI, Érato*. Traduit par Ph.-E. LEGRAND. Paris : Les Belles Lettres.
12. HÉRODOTE, (1986), *Histoire. Livre VII, Polymnie*. Traduit par Ph.-E. LEGRAND. Paris : Les Belles Lettres.
13. HÉRODOTE, (2010), *Histoire. Tome I, Livre I, Clio*. Traduit par Ph.-E. LEGRAND. Paris : Les Belles Lettres.
14. HOMÈRE, (1976), *Hymnes*. Traduit par J. Humbert. Paris : Les Belles Lettres.
15. HOMÈRE, (1989), *L'Odyssee, « poésie homérique » Tome I : Chants I-VIII*. Traduit par V. BERARD. Paris : Les Belles Lettres.
16. NONNOS, D. P. (2004), *Les Dionysiaques, Tome XVI : Chants XLIV-XLVI*. Traduit par B. SIMON. Paris : Les Belles Lettres.
17. OVIDE, (1985), *Les Métamorphoses, Tome I (I-V)*. Traduit par G. LAFAYE. Paris : Les Belles Lettres.
18. PLUTARQUE, (1973), *Vies, Tome VIII*. Traduit par R. FLACELIÈRE et E. CHAMBRY. Paris : Les Belles Lettres.
19. POLYBE, (1991), *Histoires, Livre II*. Traduit par P. PEDECH. Paris : Les Belles Lettres.
20. SIDOINE, A. (1970), *Tome III, Lettres (livres VI-IX)*. Traduit par A. LOYEN. Paris : Les Belles Lettres.
21. THUCYDIDE, (2000), *La Guerre du Péloponnèse*, Traduit par D. ROUSSEL. Paris : Gallimard.

Les études : (livres et articles)

1. BEAZLEY, J. D. (1956), *Attic Black-Figure Vase-Painters*. Oxford : Clarendon Press.
2. BUTI, G. et HRODEJ, P. (2016), *Histoire des pirates et des corsaires de l'Antiquité à nos jours*, Paris : CNRS éditions.
3. CASSON, L. (1961), *Les marins de l'Antiquité : explorateurs et combattants sur la Méditerranée d'autrefois*. Paris : Hachette.
4. CLAVEL-LEVEQUE, M. (1978), Brigandage et piraterie : représentations idéologiques et pratiques impérialistes au dernier siècle de la République. In : *Dialogues d'histoire ancienne*, Vol 4, pp 17-31.
5. CUQ, E. (1924), Note complémentaire sur la loi romaine contre la piraterie. In : *CRAI 68e année*, N 4, pp 284-294.
6. DE SOUZA, P. (1999), *Piracy in the Graeco-Roman world*. Cambridge : Cambridge University Press.

7. GARLAN, Y. (1978), Signification historique de la piraterie grecque. In : *Dialogues d'histoire ancienne*. Vol 4, pp 1-16.
8. GIANFROTTA, P. (1981), Commerci e pirateria : prime testimonianze archeologiche sottomarine. In : *Mélanges de l'Ecole Française de Rome. Antiquité*. Tome 93, N1. pp 227-242.
9. GRAS, M. (1976), La piraterie tyrrhénienne en mer Égée : mythe ou réalité ? In : *L'Italie pré-romaine et la Rome républicaine*. Mélanges offerts à Jacques Heurgon. Ecole Française de Rome, pp 341-370.
10. HORDEN, P. & PURCELL, N. (2000), *The corrupting sea, a study of mediterranean history*, Oxford.
11. MARTELLI, M. (1987), *La Ceramica degli Etruschi*. La pittura vascolare. Novare.
12. ORMEROD, H.A. (1924), *Piracy in the ancient world: an essay on méditerranean history*. Liverpool.
13. PEREZ, I. (2013), Les pirates et les brigands dans le roman grec ancien (mémoire). Université de Stendhal, Grenoble. Littératures.
14. SESTIER, J.M. (1880), *La Piraterie dans l'Antiquité*. Paris : A. Marescq.
15. SINTES, C. (2016), *Les pirates contre Rome*. Paris : Les Belles Lettres.
16. VARENNE, C. (2013), La piraterie dans la méditerranée antique (Thèse), Université de Toulouse.
17. WALTER, HB. (1893-1925), *Catalogue of Vases in the British Museum*. London: BMP.
18. YACOUB, M. (1982), *Musée du Bardo*. (3^e éd.). Institut national d'archéologie et d'arts.

**Le Moyen Orient : Zone de Conflits (Analyse Historique).
The Middle East: Area of conflicts (historical analysis)**

Noureddine ZERKAOUI.

Université de Bejaia.

Chercheur associé à l'Institut français
d'études anatoliennes (IFEA), Istanbul/
Turquie.

E-mail : nourzerkaoui@gmail.com

Reçu le : 17.10.2020	Révisé le : 20.10.2020	Accepté le : 22.10.2020
-----------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Résumé :

Le Moyen Orient est considéré comme la zone la plus instable dans le monde contemporain. Cette instabilité est due, en particulier, aux desseins des différentes puissances qui se disputent le partage et le contrôle des zones d'influences dans le monde depuis le 16^{ème} siècle jusqu'à nos jours.

Avec l'apogée de la « Question d'Orient » à la fin du 19^{ème} siècle, surtout avec les turbulences qu'avait connu l'empire ottoman « l'homme malade de l'Europe », la région du Moyen Orient ne cessait d'être la zone la plus convoitée par les grandes puissances (Européennes, en début, ensuite les deux grandes super puissances après la deuxième guerre mondiale). Ainsi, les événements, dans leurs globalités tragiques, succèdent sur le Moyen Orient (arabe) en particulier. Les mutations et bouleversements multidimensionnels ont dicté le destin de cette région jusqu'à nos jours.

Mots clés : le Moyen Orient, la Question d'Orient, les entités politiques arabes, les mutations.

Abstract:

The Middle East is considered as being the most unstable area in the contemporary world. This instability is due, in particular, to the greediness and desire of disputing by various powers the shares and the control of the regions of influence in the world since the 16th century until nowadays.

With the culmination of the " Eastern Question" at the end of 19th century, chiefly with the turmoil's experienced by the Ottoman Empire," The European sick man», the Middle East region became the most targeted and; therefore, never ceased to be coveted by great powers (Europeans, at the beginning, then the two super powers after the Second World War).Thus, the tremendous, tragic events took turns on the Middle east (Arab), chiefly. The multidimensional mutations, upheavals and unrests have dictated the faith this area until our present days.

Keywords: the Middle East, the Eastern Question, Arab political entities, changes.

E- mail de correspondance : nourzerkaoui@gmail.com

Introduction :

Le Proche-Orient, expression usuelle dans la géographie française au XIX^{ème} siècle et jusqu'aux années 1930, servait à désigner l'Orient le plus proche, l'Égypte et les pays du Croissant Fertile (Syrie, Liban, Irak, Jordanie, Israël). Dépourvu de frontières naturelles, d'unité physique ou humaine, le Proche-Orient se définissait comme un terrain, investi de représentations symboliques fortes (le foyer originel de la civilisation, les Lieux Saints des trois religions monothéistes, l'Orient immobile et mystérieux). Par la suite, le terme Moyen-Orient a été préféré. Cependant, comme le montre l'historien Alexandre Dufay, le rôle central joué dans les relations internationales par la résolution du conflit israélo-palestinien a obligé de nombreux observateurs à mettre en évidence, au sein de l'ensemble géopolitique du MO, le Proche-Orient.

Donc, la région du Moyen-Orient est l'une des contrées qui représente un foyer de conflit ancien du monde, ce qui repose sur des facteurs spécifiques et sur la résonance du conflit dans les relations internationales et ce, depuis la recrudescence de ce qu'on appelle dans le jargon historique « la question d'Orient », au 19^{ème} siècle, voire des périodes antérieures. Ainsi, on peut dégager deux questions-problématiques suivantes :

-Pourquoi le Moyen-Orient est-il resté une zone de conflits majeurs depuis la fin de l'empire ottoman, en particulier ?

-Quels enjeux plus importants conduisent les puissances occidentales à maintenir leur contrôle sur la région ? Et par quels moyens ?

1. Le Moyen-Orient :

1.1. Définition.

Le terme Moyen-Orient, qui traduit l'expression anglo-saxonne Middle East, n'apparaît qu'au début du XX^e siècle (en 1902 précisément) pour désigner cette zone médiane entre Proche et Extrême-Orient, centrée sur le golfe Persique. Si les Américains l'étendent parfois du Maroc au Pakistan (à travers le projet GMO), les Européens la définissent plus volontiers comme un arc de cercle étiré de la vallée du Nil aux plateaux irano-afghans et des côtes sud de la mer Noire jusqu'aux rivages de l'océan Indien. Le mot tire ainsi ses origines de la géopolitique, même si les sciences sociales s'en sont emparées, s'efforçant de doter d'une hypothétique cohérence un monde contrasté et mal délimité.

Le Moyen-Orient est donc un « concept fourre-tout plus qu'une réelle région politique » (Bozarslan 20113 : 7). À la charnière de l'Afrique, de la Méditerranée orientale et de l'Asie du Sud-Ouest, le Moyen-Orient est un espace ouvert, dépourvu de frontières naturelles. Carrefour géographique et humain, il se définit plus par les réseaux qui le parcourent que par les limites qui l'enserment. S'il fallait pourtant lui découvrir une unité, elle se fonderait sur la dominante semi-aride du climat, qui détermine la confrontation séculaire entre monde nomade et paysanneries sédentaires et rend compte de la précarité des bases agraires (Universalis).

1.2. Espace géographique et politique :

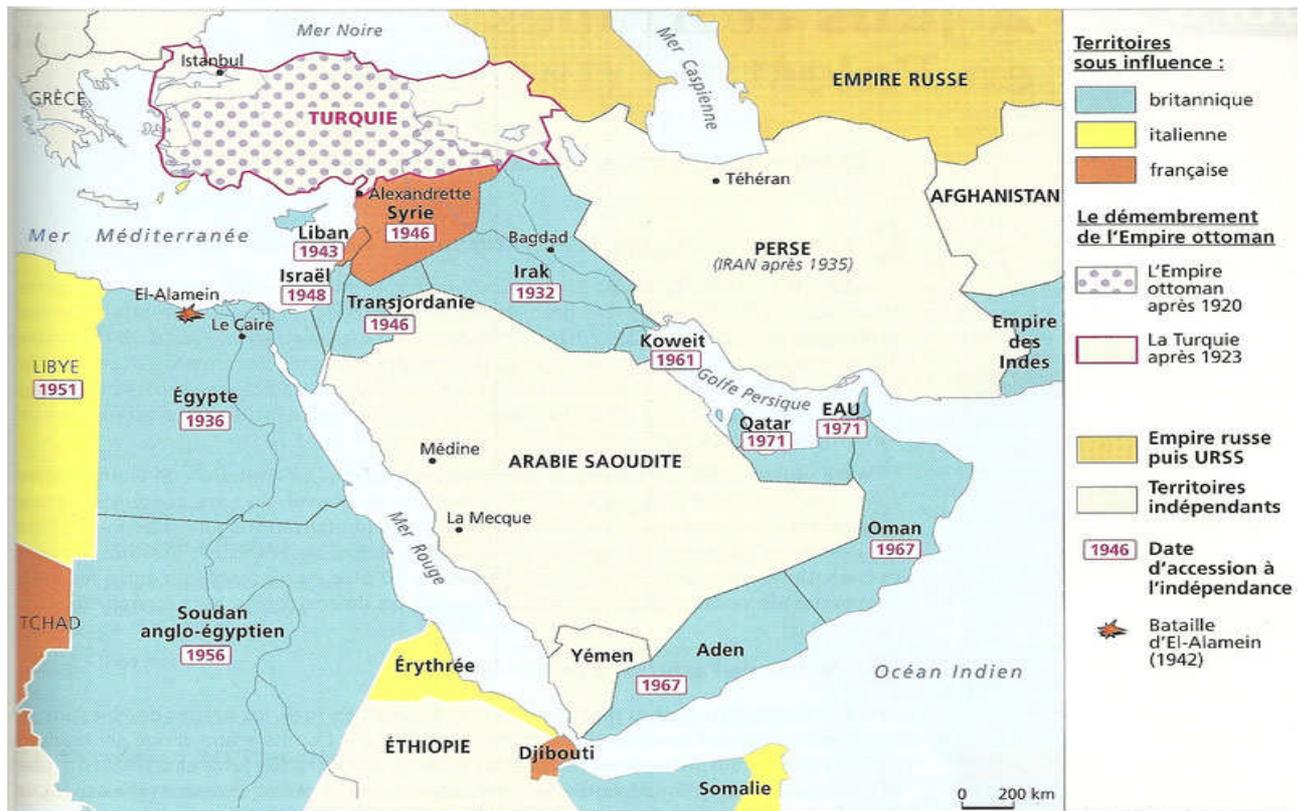


Figure 01 : Une carte du Moyen-Orient marquant sa géographie et les grands faits marquant de son histoire contemporaine. Source : Google Maps.

Le « Moyen-Orient » est une région qui englobe les États actuels ; l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iraq, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Palestine, le Qatar, la Syrie, le Sultanat d'Oman, la Turquie et le Yémen. Donc, même pour la période antérieure à la Première Guerre mondiale, il ne faut pas inclure les provinces dépendantes des États ciblés, comme les Balkans par exemple. La zone impliquée est, bien qu'étendue, circonscrite de manière assez précise, comme sur la carte (Dakhli, 2015 : 4).

2. De la géopolitique à l'histoire : dans le tournant de la Question d'Orient.

L'histoire du Moyen-Orient s'est fondée sur une vision essentiellement géopolitique et euro- centrée de la région. Cette vision nous renvoie, particulièrement, trois points ;

1° La structure du Moyen-Orient est un ensemble dont on ne cesse de redouter un éclatement partiel ou généralisé, qui déstabiliserait la région autant que l'équilibre mondial, tout en répétant qu'il s'agit d'une « mosaïque » de confessions et de peuples irréconciliables ou rendus tels par des siècles de conflits.

2° Son histoire est ensuite celle du jeu des puissances européennes, puis mondiales. Le Moyen-Orient, c'est un théâtre, une arène, dans laquelle l'histoire des sociétés locales laisse la place aux grandes puissances européennes, soviétique et américaine. Le Moyen-Orient, en résumé, ne vit pas par lui-même.

3° Le développement de la région est essentiellement étudié sous un angle politique, pour les rares fois où cet angle n'est pas géopolitique. La société et l'économie sont elles-mêmes enchâssées dans un mécanisme historique qui fonctionne par révolutions, coups d'État et stabilisations généralement autoritaires. C'est l'histoire des régimes et de quelques grandes figures politiques qui s'imposent d'autant plus qu'elles ont tenu tête aux tutelles occidentales (NEVEJANS, Ses 2017-2018 : 5-8).

2.1. Le Moyen-Orient à l'heure des réformes ottomanes (1876-1914)

La fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle constituent une période, selon l'expression d'Éric Hobsbawm, « l'ère des empires ». Le Moyen-Orient ne fait pas exception, et se trouve tiraillé entre différentes grandes puissances. Au dernier quart du XIXe siècle, le Moyen-Orient est marqué en son sein par une grande puissance qui est l'Empire Ottoman. Mais l'impérialisme européen se déploie peu à peu dans le monde, les tensions et les rivalités entre les grandes puissances s'exacerbent, la question des nationalités s'aggrave, le développement économique et la montée des problèmes sociaux s'accroissent. En leur sein donc, les empires orientaux souffrent de problèmes non résolus (Georgeon 2003 :12). Mais à leur porte (celle de l'empire ottoman), les Européens gagnent du terrain, prenant territoire sur territoire, et limitant spatialement la zone d'influence qui nous intéresse ici (le monde arabe plus précisément).

En 1876, lorsque le sultan Abdülhamid II (1876-1909) prend le pouvoir à Istanbul, l'empire Ottoman n'est plus celui de ses illustres prédécesseurs, mais il constitue encore un ensemble imposant. Touchant trois continents ; il s'étend de l'Adriatique au golfe Persique, du Caucase jusqu'à la régence de Tunis (la régence d'Alger fut occupée par la France coloniale dès 1830). Il occupe aussi une situation géopolitique impressionnante. Il contrôle notamment les accès de la Méditerranée orientale, et renferme de grandes richesses potentielles (Nevejeans, 2017-2018 :6).

La Porte¹ nomme dans les provinces des gouverneurs (wali), qui sont, sans cesse, recadrés en raison de leurs tendances indépendantistes. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, des réformes administratives sont mises en œuvre. Dans les régions arabes, comme dans le reste de l'Empire, les territoires sont organisés en vilayet, eux-mêmes divisés en sandjak. Ce découpage administratif est doublé d'un découpage militaire : dans chaque vilayet, le gouverneur (wali) est assisté d'un chef militaire (muchir) (Cloarec et Laurens, 2003 : 10).

En 1876, l'Orient arabe est divisé en six *vilayet*, trois syriens (Alep, Damas, Beyrouth) et trois mésopotamiens (Mossoul, Bagdad, Bassorah). Dans la zone syrienne, le

¹ - La Porte : le gouvernement ottoman domicilié à Istanbul, anciennement appelée Constantinople.

sandjak de Jérusalem dépend directement de la Sublime Porte. D'après Bozarslan, « Le Mont-Liban possède un statut spécial d'autonomie, mis en place sous la pression des Européens en 1861 : la région est dirigée par un gouverneur (*mutassarif*) nommé directement par la Porte et obligatoirement catholique ». Ce gouverneur catholique est assisté par un conseil administratif composé de représentants de l'ensemble des confessions de la Montagne, où les Maronites possèdent la majorité des sièges (Bozarslan, 2013 :36).

La première moitié du XIXe siècle est marquée, pour l'Empire Ottoman, par la perte de l'Égypte au tout début du siècle et qui laisse un goût amer à la Sublime Porte. D'autres pertes territoriales suivent, avec la Bessarabie (en Roumanie actuelle) en 1812, la Serbie en 1817, la Grèce en 1828, la Mingrélie en 1829, l'Algérie en 1830, les dernières enclaves de la Moldavie et de la Valachie en 1856. Les pertes territoriales, en quelques décennies, sont considérables. La situation économique se dégrade continuellement à cause des guerres (Bozarslan 2013 : 122)². La situation économique donc n'est guère plus réjouissante.

Au XIXe siècle, l'Empire Ottoman, en tout cas les Ottomans eux-mêmes, s'ouvre sur le monde. Les capitales européennes sont visitées, L'influence de l'Europe se fait plus grande. Les ambassadeurs ottomans, conscients du décalage important entre leur empire et les régions qu'ils visitent, hurlent à la réforme (Bozarslan 2013 : 126). Ces réformes prennent la forme d'une politique, le Tanzimat (littéralement « les Réformes »)³.

2.2. Entre réformes et résistances.

À l'échelle de l'Empire, la politique du sultan Abdülhamid II (1876-1909) passe par une favorisation quasi systématique des provinces arabes, sur les plans politiques et économiques. Elles sont dirigées par les meilleurs, et reçoivent une part plus importante des investissements et des fonds publics (Nevejeans, 2017-2018 : 14).

La Syrie bénéficie tout particulièrement de cette politique de modernisation (Mantran, 1989 : 535). À l'échelle de l'empire toujours, on assiste à une occidentalisation de l'économie, en parallèle d'une réponse favorable du pouvoir aux attentes conservatrices de la société. L'empire connaît une véritable transformation, notamment avec la construction des

² - la situation se dessine ainsi : L'inflation est de 5% par an en moyenne. Les dépenses de l'État augmentent annuellement de 30% entre 1761 et 1885. Le prix des biens et services nécessaires à l'effort de guerre augmente de plus de 200% avant même l'entrée dans le XIXe siècle. (Bozarslan, 2013 : 122).

³ - Ce terme, qui signifie « les Réformes », désigne la période de rénovation de l'Empire ottoman, inaugurée en novembre 1839 avec la promulgation du khatt-i- shârif (charte impériale) de Gülhane par le sultan 'Abd al-Madjid ; cette charte proclame l'égalité de tous les sujets de l'Empire, quelles que soient leur religion et leur nationalité, le droit à la justice pour tous, une juste répartition des impôts, l'institution du service militaire avec réorganisation de l'armée. Par la suite, d'autres réformes sont introduites : sécularisation du droit criminel et d'une partie du droit civil (1847), création de nouveaux types d'enseignement (écoles primaires avec instituteurs appointés par l'État [1845], écoles primaires supérieures, lycée de Galata-Saray à Istanbul [1868], université à Istanbul). Le gouvernement central est réorganisé à l'européenne avec des ministères, un Conseil d'État et une Cour suprême de justice ; les provinces sont elles aussi réorganisées. Le principe des réformes avait été réaffirmé par le khatt-i hümayün (rescrit impérial) de 1856.

Par cet édit, il est décidé que tous les sujets de l'Empire sont égaux, sans distinction de religion ou de nationalité, que la loi est la même pour tous, que chacun versera directement à l'État des impôts en proportion de sa fortune, que le service militaire est institué et effectué par tirage au sort. (Universalis) ; Nevejeans, 2017-2018 :8-9)

chemins de fer, source de vives tensions entre les grandes puissances (Bozarslan, 2013 : 176-177)⁴. Le chantier le plus spectaculaire relie les Villes Saintes du Hedjaz à Damas : officiellement, pour faciliter le pèlerinage à La Mecque ; officieusement, pour faciliter l'acheminement de troupes vers des régions turbulentes.

Le problème de cette modernisation est qu'elle se fait en partie sous la houlette de compagnies européennes. Mais la politique est payante, les rendements agricoles doublant dans certaines régions, et les régions ainsi desservies voyant leur population augmenter, alors que l'Empire dans son ensemble était en situation de déperdition démographique (Bozarslan, 2013 : 177 ; Nevejean, 2017-2018 : 14-15). C'est ainsi que les provinces arabe de l'empire ottoman vont voir un réveil qui va marquer une ère de « printemps arabe », en revanche, l'empire ottoman va accentuer son propre auto-décomposition.

3. Naissance du nationalisme arabe :

3.1. Le contexte ottoman.

L'affirmation d'une solidarité panislamique traduit, à partir des années 1870, l'émergence de consciences ethniques. Turcs et Arabes retrouvent dans leur passé et leur culture quelque chose de glorieux, de valorisant. Dans l'Empire ottoman se met rapidement en place une réelle distinction ethnique entre Turcs et Arabes. Cette montée des identités ethniques est perçue par Henry Laurens comme le produit des réformes et de l'accroissement des moyens de communications : hommes, idées et marchandises se diffusent dans l'ensemble de l'Empire. Les difficultés des années 1876-1882 font réapparaître des tensions politiques, ainsi que des projets « séparatistes » visant à la constitution d'un grand « royaume arabe » en Syrie. Le délitement territorial de l'Empire ottoman dans les Balkans ne fait qu'aider à la construction de ces projets : certains pressentent qu'il n'y en a plus pour longtemps avant un éclatement pur et simple (Nevejeans, 2017-2018 :26).

Abdülhamid comprend parfaitement le malaise profond des provinces syriennes, et sait que les pertes dans les Balkans font statistiquement augmenter la proportion de musulmans dans l'Empire. L'essentiel de la politique « hamidienne » consiste dès lors en l'abandon de l'ottomanisme, et en l'octroi d'une forme nouvelle d'autonomie aux communautés pour gérer leurs affaires intérieures. En parallèle, le souverain se présente de plus en plus systématiquement comme calife, et parle officiellement au nom de l'Islam et des musulmans. L'historien Laurens précise que : « La propagande « hamidienne » tourne donc autour d'une certaine forme de panislamisme, aussi perçu comme un projet à usage interne destiné à assurer l'intégration, même sous forme fédérale, des provinces arabes dans l'Empire » (Laurens 2015 : 92).

⁴ - D'après R. Mantran, le total des voies ferrées passant de 1800 kilomètres en 1878 à 5800 en 1908 ; La Syrie et le Hedjaz, favorisés, se voient recouvrir de 2350 km de voies, contre 1850 pour l'Anatolie (Mantran, 1989 : 535).

3.2. le facteur balkanique :

Stratégiquement, la Turquie d'Europe ou Roumélie (l'appellation occidentale de l'époque) c'était la fenêtre de l'Empire sur l'Occident ; les enjeux stratégiques de cette région soumise à l'administration ottomane depuis le 14^{ème} siècle laissent les grandes puissances faire pression sur les dirigeants ottomans pour qu'ils entreprennent des réformes structurelles dans l'économie, le politique et, surtout, sociopolitique envers ses sujets (chrétiens ou musulmans). Mais par réformes, elles (les grandes puissances) entendaient le maintien de leurs privilèges (les « capitulations »), l'ouverture accrue de l'Empire aux intérêts européens, la protection et l'autonomie des communautés chrétiennes va accentuer le sort de l'empire ottoman.

Exposés à des courants révolutionnaires plus puissants, qui balayent tout le continent européen, les peuples/sujets chrétiens vont accèlerer leur combat « nationaliste » sur l'un des piliers des réformes ottomanes, initiées par Mahmoud II, *les Tanzimates*. C'est ainsi qu'après l'annonce des *Tanzimat*, puis le *Hatt-i Hamayoun* de 1856 accélèrent le processus de radicalisation nationaliste des peuples balkaniques : bulgares, serbes, grecs, roumains, macédoniens, bosniaques...etc. les deux décrets cités vont instituer un statut « politico-religieux » pour les communautés chrétiennes de l'empire : le *Millet*, dont *millet bachi* ; ainsi ce statut dit *millet* ce transforma en un moyen de lutte identitaire et nationaliste. Confronté à ce militantisme de plus en plus tourné vers un horizon insurrectionnel, la réponse de la sublime porte allie la répression à la déportation dans des contrées lointaines. La révolution jeune-turque (1908-1909) contre le règne d'Abdülhamid II précipite le réveil des irrédentismes balkaniques.

Les passions nationalistes vont se métamorphoser avec les mobilisations militaires ⁵ et vont transformer cette région en fragments d'états-nations issu des « compromis » des grandes puissances à Berlin 1878, et de Bucarest 1913, puis de Versailles 1919 ; ainsi la crise balkanique va changer la carte politique de l'empire ottoman, en premier lieu, ces provinces arabe.

3.3. les missions catholiques en Orient : facteur de pénétration impérialiste.

Les missions latines en Orient ne datent pas du XIX^e siècle ; les premières fondations missionnaires en Orient sont anciennes et remontent au XIII^e siècle, quand les ordres mendiants prirent la route de l'Orient Jusqu'aux années 1930, ce sera l'âge d'or des missions latines au Levant⁶. Elles connurent à l'époque moderne une première expansion, avant de refluer à la fin du XVIII^e siècle⁷ ; mais durant la période 1830-1860, le mouvement

⁵ - En fait, au début, ces mobilisations militaires avaient pris une forme de révoltes populaires revendiquant les réformes sociopolitiques, mais qui se sont évolués aux guerres pour l'indépendance : Grecs 1821-1830, Serbes, Monténégrins, Bulgares, Roumains, Bosniaques et Macédoniens entre 1875-1878, puis 1903, 1912-1913.

⁶ - Le levant englobe dans le découpage administratif ottoman le Liban, la Syrie, la Jordanie et la Palestine, sous forme de Sandjak, l'équivalent de districts administratifs.

⁷ - Ce que les Européens appellent au XIX^e siècle la Syrie, doit à sa proximité avec la Terre Sainte d'être une ancienne terre de mission. Les Frères mendiants s'y installent au XII^e siècle. Les Franciscains y possèdent plusieurs maisons étant la Grèce. Elle compte alors dix-huit couvents. La chute du royaume latin de Jérusalem et la conquête des Mamelouks sonnent le glas de ces premières missions ; seuls les franciscains demeurent à

prend son essor. Une multitude de congrégations venues d'Occident investissent le Proche-Orient ; la proximité de la Terre sainte et les réformes entamées par le gouvernement ottoman dans le cadre des *Tanzimat*, qui allait susciter l'effervescence des déférentes communautés vivant dans l'empire à « s'auto-disposer d'eux-mêmes », va affaiblir d'avantage l'empire ottoman ; chose qui va profiter aux puissances européennes de l'époque d'injecter leurs missionnaires afin de servir leur politique expansionniste impérialiste. Les tâches confiées à chaque congrégation missionnaire est de servir les populations locales et de s'adapter à leurs demandes : Instruire, soigner, assister et encadrer les fidèles.

La France intervient fréquemment dans l'installation des religieux latins, soit pour les encourager, comme les lazaristes ou les Filles de la Charité au début du XIXe, soit pour contrecarrer leurs projets. Les notables locaux peuvent aussi user de leur influence. Les jésuites ont ainsi reçu leurs premiers terrains des émirs de la montagne libanaise, les Chihâb-s et les Abïllama ; En 1831, c'est à la demande de Mgr Mazlum que les jésuites partent en Syrie pour prendre la direction du séminaire grec melkite d'Ain Traz Après 1860, c'est à la demande du Mutassarif Daoud Pacha et du consul de France qu'ils s'installent à Deir el Qamar

Les lazaristes et les jésuites sont les premiers à reprendre leur apostolat en Orient. En 1828, M. Poussou, lazariste, ouvre la maison de Damas, fermée depuis 1805. En 1831 il accueille deux nouveaux confrères tandis que trois jésuites débarquent à Beyrouth. Entre 1840 et 1845 la mission de Syrie compte cinq membres, quarante en 1860, la mission des PP. capucins connaît huit missionnaires en 1844, douze en 1855, treize en 1879. Les années 1840 sont aussi celles de l'arrivée des premières congrégations féminines : les filles de la Charité, qui s'installent à Beyrouth en 1847, puis à Damas en 1854. Les sœurs de Saint Joseph de l'Apparition arrivèrent à Beyrouth et s'implantent en Terre Sainte entre 1853 et 1860 ; on trouve le collège des franciscains à Alep 1861, Les Dames de Nazareth, présentes en Palestine depuis 1858, fondent une maison à Beyrouth en 1866, suivi par les fondations comme le séminaire Sainte-Anne de Jérusalem, tenu par les Pères Blancs qui ouvre ses portes en 1882. Les Frères des Ecoles chrétiennes, comme les sœurs du Bon Pasteur d'Angers, qui se sont d'abord installés en Palestine, gagnent la Syrie dans les années 1890. En 1911, c'est au tour des Franciscaines missionnaires de Marie de venir grossir les rangs des missionnaires de Syrie.

Les activités missionnaires reprennent sous le Mandat (Français surtout) à partir de 1920, ce Mandat renforce encore le poids du gouvernement français, qui, utilise les compétences des missionnaires pour servir sa politique ; alors, les congrégations féminines investissent le terrain : les carmélites apostoliques de Saint-Joseph ouvrent une maison à Lattaquié en 1921, les sœurs de Saint Joseph de Lyon prennent pied en Syrie en 1922, les Franciscaines de l'Immaculée Conception en 1933, les sœurs de Jésus Réparateur en 1935.. Après les troubles du début du XIXe siècle qui culminent avec la guerre civile et les

Jérusalem pour garder les Lieux Saints. Les espoirs de croisade, encore vifs jusqu'aux années 1730-1740, puis, au XVIIIe siècle, l'idée du déclin de l'Empire ottoman, motivent de nouveaux départs.

massacres de 1860⁸, la région entre dans une période de paix, propice au développement des œuvres missionnaires. Le déclin de l'Empire ottoman et son corollaire, l'accroissement de la protection consulaire, les soustraient aux autorités locales. Les missionnaires jouissent ainsi d'une plus grande liberté. Après la Grande Guerre, la protection n'a plus lieu d'être et les missionnaires font bon accueil à la domination française.

Les chrétiens de l'Empire qui bénéficient des libertés que leur ont accordé les *Tanzimat* tirent désormais pleinement parti de leurs liens avec l'Europe, notamment en matière commerciale. Leur dynamisme n'est pas seulement économique mais aussi démographique. La population de la Montagne libanaise atteindrait, et nourrit après 1860 un fort courant migratoire vers Beyrouth dont la population double entre cette date et la fin du siècle. Les événements de 1860 vont impulser à ces premières installations un nouvel élan. Bénéficiant de la manne financière venue d'Europe, rassurés par le nouveau statut du Mont Liban désormais garanti par les cinq puissances européennes.

Les missionnaires travaillent d'abord à « la régénération morale » (expression faite par des missionnaires jésuites du XIXe siècle) de ces Eglises que le « joug turc » ; l'affaiblissement de l'Empire ottoman, dont le sultan, « est contraint de se soumettre presque à la loi de ses pachas », ouvre une brèche et permet d'envisager l'ouverture de séminaire en Orient. Le programme comprend l'étude des dialectes arabes, turque et italienne, celles des différentes communautés (grec, arménien, syriaque, copte, perse, chaldéen), mais aussi la géographie, le latin, l'histoire, les mathématiques, la physique, et les cours de sciences sacrées chez les peuples d'Orient. L'éducation du clergé constitue un moyen de lutter contre la décadence des Eglises orientales. A leurs yeux, les réformes d'inspiration occidentale entreprises par la Sublime Porte au milieu du XIXe siècle, puis la désagrégation de l'Empire doivent être lues comme autant de manifestations du déclin de l'Islam.

Les établissements congréganistes accueillent aussi des élèves musulmans, le cas de la faculté de médecine de l'Université Saint-Joseph, A partir de 1925, les autorités françaises soucieuses d'étendre leur influence au-delà des communautés minoritaires encouragent « l'entreprise de pénétration musulmane » menée par les institutions missionnaires. A la veille de la guerre, le collège des frères maristes de Damas compte 95% d'élèves musulmans ; Les jésuites se livrent à différentes tentatives envers les druzes et les ismaéliens. Les wahhabites n'échappent pas non plus au zèle d'un de leur missionnaire, le P. Cohen-Palgrave qui explore la péninsule arabique au début des années 1860 ; Sous le Mandat les fils d'Ignace prêchent dans le jabal Ansariyya pour convertir les alaouites ; En 1936, elles sont fréquentées majoritairement par des druzes. Ainsi ces Eglises orientales catholiques se considèrent comme « ministère de secours et de renfort »⁹. Inspirent les élites proches orientales pour se convertir

⁸ - Durant l'été 1860 éclate au Mont Liban une guerre opposant maronites et druzes. Ce conflit lié aux transformations économiques et sociales que connaît la région depuis le début du siècle tourne rapidement à l'avantage des druzes, favorisés par la passivité des autorités ottomanes. Des massacres sont perpétrés à Deir el Qamar et Zahlé, deux cités dont la postérité témoigne de l'enrichissement des chrétiens, à Hasbaya et à Rachaya. Le point d'orgue est atteint à Damas où durant trois jours le riche quartier chrétien est livré au pillage et sa population passée par le fil de l'épée.

⁹ - Pour plus d'informations sur ce sujet, voir : MICHEL P, « Les missions latines en Orient », in Revue de l'Orient chrétien, supplément trimestriel, 1896, pp.91-137 ; 1897, p. 94-119 et p.176-218.

à la modernité occidentale : l'instabilité, l'affrontement et la cohabitation imposée vont marquer le processus de construction national des peuples de cette région.

3.4. La *Nahda* précurseur de nationalisme politico-religieux.

La définition orientaliste, traduisant le terme arabe *Islah*, désignant la capacité de la communauté des Musulmans à se régénérer. Avec l'*Islah*, il s'agit de corriger les déviances de la communauté, les innovations blâmables en particulier. Le réformisme a aussi à voir avec des transformations sociales et économiques de grande ampleur. La démographie, l'essor urbain, le développement des échanges avec le reste du monde, le développement des modes de vie vers une occidentalisation des mœurs, le développement de l'instruction et des médias sont autant de facteurs déclencheurs de la *Nahda*.

Qui sont ces réformistes ?

La figure tutélaire du réformiste musulman est attachée à la fin du XIXe siècle, avec des personnages comme Jamal al-Din al Afghani ou Muhammad Abduh (1848-1905). De son vivant, Muhammad Abduh, ouléma de haut-rang, mufti d'Égypte, est une « star » du réformisme musulman. Ayant beaucoup voyagé, il profite de ses réseaux considérables, notamment pendant son exil après 1882 (il a soutenu la révolte « Urabiste », dirigée par Ahmed Orabi contre les Anglais). Il part notamment pour Paris où il fonde avec al-Afghani la revue « Le lien indissoluble » « العروة الوثقى », journal en arabe publié pendant quelques mois. Muhammad Abduh est en effet un homme de presse en plus d'être un ouléma. En 1898, il soutient la fondation *d'al-Manâr* par Rachid Rida, l'un de ses disciples. Ces hommes religieux, souvent oulémas, deviennent des figures intellectuelles assez connues, à moitié journalistes et à moitié intellectuels. Ainsi Rida portera-t-il, jusqu'à sa mort en 1935, l'habit blanc des oulémas (Nevejean, 14 : Djerrad, 1987 : 32).

Le réformisme passe cependant par autre chose que la religion. Ce qui rend leur discours audible, c'est justement le fait qu'ils ne disent pas des choses spécifiques à la religion. Leur instrument privilégié, c'est la plume : la presse devient un outil de diffusion des idées, de prédication à grande échelle. La presse est un bon moyen de diffuser autre chose que des articles inédits, des conférences, des sermons et des khutba-s. Les éditeurs des journaux racontent, souvent sous la forme de feuilletons, leurs visites du monde musulman et de l'Europe, reprenant la vieille tradition littéraire de la *rihlah*. Les premiers romans, comme le théâtre, sont alors des formes littéraires prisées pour la diffusion des idées réformistes (Nevejean, 14 : Djerrad, 1987 : 33).

Quelles sont ces idées ?

Le réformisme musulman est fondé sur le constat d'un retard, perçu comme civilisationnel, et essentiellement conçu sur la base d'une « avancée » plus grande des puissances européennes. Le réformisme vise donc à rattraper ce retard. Mais quelles en seraient les causes ? Le despotisme est visé en premier. Ce qui est dénoncé, c'est le despotisme politique, dans la mesure où il n'y a pas (ou plus) de contre-pouvoir. Les expériences constitutionnelles enterrées, il devient facile de dénoncer le despotisme, d'autant

plus que les despotes locaux sont protégés des empires coloniaux occidentaux. Par conséquent, le sultan ottoman, et plus particulièrement la figure califale, fait l'objet de débats parmi les réformistes autour de sa légitimité à exercer le pouvoir. En général, et Muhammad Abduh en est un bon exemple, les réformistes considèrent que les Ottomans sont des usurpateurs du califat, mais que leur capacité à unifier est trop pratique pour être abandonnée. Autrement dit, le calife n'est pas tout à fait légitime, mais s'il peut renforcer l'identité musulmane, alors autant lui faire confiance.

L'avantage, c'est que cela sous-entend qu'il est possible de déposer un tel souverain s'il ne remplit plus les conditions minimales. Dans les faits, Abdülhamid II perd beaucoup de crédit auprès des réformistes, avec la suspension de la constitution, puis les massacres en Arménie : ce sont les réformistes qui commencent à l'appeler le « sultan rouge ». Quels sont les remèdes de ces maux pour les réformistes ? L'éveil des Musulmans, et, par-dessus tout, leur éducation. Dans la mesure du possible, il s'agit d'éviter la révolution, préférer un changement de long cours, par le bas. À la rigueur, les réformistes acceptent le renversement du régime despotique par la constitution : c'est ce mot – *inqilar* – qui désigne d'ailleurs les révolutions des années 1900 dans l'Empire ottoman. L'*inqilar* considère la révolution comme le renouveau de la réforme, une évolution perpétuelle de la société vers le progrès et vers la révolution (Nevejeans, 2017-2018 :26).

Le rôle des revues, c'est justement d'éveiller les esprits, de mobiliser contre les collusions entre despotisme et colonialisme/impérialisme. Toujours aussi, les réformistes musulmans en appellent à l'unité de l'*Umma* : le réformisme est empreint de panislamisme. Surtout, les réformistes prônent une culture du juste-milieu. Ce juste milieu se construit par des contre-modèles. Ainsi le riche occidentalisé apparaît comme condamnable. L'autre contre-modèle, c'est celui de la masse ignorante, superstitieuse, qui pense que les saints font des miracles et pas la médecine.

Concrètement, il s'agit d'opposer culture populaire et culture savante. Ce qui est rejeté, c'est l'imitation, l'imitation totale de la coutume islamique, mais aussi de l'occident. C'est pour ces raisons que Muhammad Abduh cautionne des pratiques interdites pour les Musulmans qui ne vivent pas dans le Dar al-Islam : il s'agit de montrer la compatibilité entre islam et rationalité.

Qui est touché par le réformisme musulman ?

Le public visé est essentiellement celui d'une classe moyenne, urbaine, éduquée, modernisée. Nombre des lecteurs des revues réformistes sont des oulémas, intéressés par des idées différentes, mais aussi en parties condamnées. Il ne faut pas oublier en effet que le réformisme n'est qu'un mouvement parmi d'autres, qui plus est minoritaire : les écrits traditionnels sont largement majoritaires dans les publications (Philippe Lannois, 1980 : 70).

Donc, la nationalité renvoie d'abord au sentiment d'appartenance, à une identité commune. En 1869, l'Empire ottoman se dote, en effet, d'une loi de nationalité, qui prend clairement place dans le *Tanzimat* (1839-1876). L'idée est alors de défendre la souveraineté du pays en renforçant les fonctions régaliennes : définir qui est ottoman constitue alors un

enjeu crucial, accompagné d'un autre discours, sur la pureté arabe de l'islam, discours qui se développe dans le cercle intellectuel autour de Muhammad Abduh, puis de Rachid Rida. Dans les colonnes d'*al-Manâr*, ces derniers reprennent l'idée que l'avenir doit passer par un retour à la pureté des valeurs originales (arabes) de l'islam. Pour eux, les Ottomans sont coupables d'adoption de lois contraires à la loi islamique et aux désirs des sujets, d'une trop grande centralisation du pouvoir, de l'irresponsabilité des fonctionnaires et de l'absence des gouvernés.

Par opposition, les Arabes sont décrits comme de bien meilleurs musulmans, ils contrôlent les Lieux saints de l'islam et disposent de meilleures cultures et langues. Là tiennent les idées d'al-Kawakibi (1849-1902), Syrien participant à l'entreprise *al-Manâr*. D'autres nationalismes arabes existent à l'époque, notamment des formes plus européanisées, où l'islam n'est absolument pas la référence première. En parallèle, le nationalisme apparaît en réaction aux premières entreprises de colonisation, notamment en Égypte contre les Anglais (Nevejeans, Ses 2018 : 27-29).

En Égypte, le mouvement national réapparaît sous la direction d'un jeune avocat, Mustafa Kamel (1874-1908), qui tente de jouer sur l'opposition entre Britanniques et Français (Fachoda). Sur le plan intérieur, Kamel affirme que les Égyptiens ne doivent pas perdre courage, réclamer sans trêve leur indépendance, être fier de leur nationalité. Son nationalisme est d'abord sentimental, très influencé par les méthodes occidentales de gens comme le Français Maurice Barrès. Il profite du régime de liberté d'expression instauré par Lord Cromer pour s'exprimer presque librement. Kamel insiste également sur l'appartenance ottomane et islamique de l'Égypte, ce qui lui vaut le titre de pacha, accordé par Abdülhamid en 1904. Son nationalisme égyptien est lié à un projet d'établissement d'une constitution libérale et parlementaire.

Cependant, il n'est jamais réellement écouté, son ton populiste faisant penser à d'éventuels débordements (Laurens, 2015 :103-105). Principalement du fait des mouvements massifs de population sur le territoire de l'empire. Dans la loi de 1869, la citoyenneté ne dérive pas d'un principe territorial, mais repose sur un mode de transmission patrilinéaire, dérivé de la structure familiale islamique. Deux compléments à cette définition filiale de la citoyenneté : sont également réputés sujets ottomans les résidents de l'Empire dont les parents ne sont pas connus comme ayant une autre nationalité ; il est possible d'obtenir la nationalité ottomane sur demande, au cas par cas. Dans le cadre de la Palestine et des premières *alya-s*, l'idée est de permettre la naturalisation des immigrants juifs, de manière à prévenir la constitution d'une minorité étrangère en Palestine : juridiquement, les immigrants juifs sont ottomans avant d'être juifs. Autrement dit, c'est un cadre géographique qui définit la nationalité ottomane (Lannois, 1980 :73).

Dans le cadre de cette nationalité et de cette domination territoriale de l'Empire ottoman, se pose la question des premières oppositions au régime « hamidien ». En effet, la jeune génération des réformistes et des libéraux revendiquant le retour à la constitution de 1876 commence à réclamer l'indépendance des provinces arabes de l'Empire, selon une

conception ethnique, linguistique et culturelle de la nation. Ces revendications correspondent au courant du (pan) arabisme¹⁰, et non plus du panislamisme¹¹.

3.5. L'apport des chrétiens arabes :

L'impact des missions d'Orient ce fut de resurgir au niveau de l'émancipation des chrétiens arabes d'Orient qui tinrent une place cruciale dans ce mouvement de la *Nahda* ; notamment parce que la scolarisation effectuée par les missionnaires occidentaux, protégés par les accords des Capitulations, avait formé une élite intellectuelle alors que l'enseignement traditionnel dans les madrasas coraniques ne permettait pas d'acquérir les concepts permettant les analyses en termes politiques modernes. Une grande partie de l'élite intellectuelle arabe sera constituée de chrétiens, mieux instruits et plus ouverts sur l'extérieur. Nassif Al Yazigi est bien caractéristique de cette première génération de la *Nahda* du premier 19^e siècle : catholique de rite grec, il dut son ascension sociale à sa place dans l'administration impériale, mais il fut aussi un savant, valorisant la langue arabe, notamment en contribuant à la traduction de la bible en arabe. En 1847, il contribua, avec l'écrivain au savoir encyclopédique Boutros Boustany, à la création de la Société des Arts et des Lettres à Beyrouth, qui devait promouvoir la littérature en langue arabe. Les frères Salim et Richard (Beshara) Taqla, Libanais eux aussi émigrèrent en Égypte pour y bénéficier d'une plus grande liberté de la presse et fondèrent le quotidien *Al Ahram* (Les Pyramides), un des premiers journaux égyptiens. L'influence de la philosophie des Lumières et des acquis de la Révolution française se développait en même temps auprès des sultans qui entreprirent de réformer les structures de l'État. Mohamed II (1808-1839) modernisa la Fonction publique, Abdelmajid I^{er} promulgua le Hatt-i Charif du 3 novembre 1839 et le Hatt-i Homayoun du 18 février 1856, lois organiques qui établissaient l'égalité des sujets musulmans et non musulmans de l'Empire, sans toutefois que la liberté religieuse soit complète, et des élections parlementaires. En 1865, les « Nouveaux Ottomans » adoptent les principes de « liberté, égalité, fraternité » dans un contexte coranique. Mais la réaction des antiréformistes, soutenus par le sultan Abdelhamid après son intronisation en 1876, conduira à des massacres de chrétiens en Syrie et dans le Chouf libanais entre 1850 et 1860, puis d'Arméniens et d'Assyro-chaldéens en Anatolie à partir de la décennie 1880. Les nationalistes arabes cependant, indifféremment chrétiens et musulmans, organiseront à Paris en juin 1913 le premier Congrès arabe consacré à l'indépendance, avant que la Première Guerre mondiale entraîne la chute de l'Empire ottoman.

Dans la période de la pré-indépendance, sous le régime des mandats français et britannique, jusqu'en 1946, les communautés chrétiennes bénéficient de leurs infrastructures scolaires, caritatives, hospitalières, et voient leur niveau de vie s'améliorer. Leurs notables

¹⁰ - Le panarabisme : Idéologie politique, un mouvement politique, culturel, et idéologique fortement séculier qui vise à réunir et à unifier les peuples arabes. Il se propose de défendre l'identité arabe. Le chérif de La Mecque Hussein ben Ali est fréquemment considéré comme le fondateur du panarabisme (Dictionnaire français La rousse).

¹¹ - Le panislamisme est un mouvement politico-religieux réclamant soit l'union de toutes les communautés musulmanes dans le monde, soit l'union des territoires considérés comme musulmans, généralement sous la direction d'un calife et « commandeur des croyants ». C'est une forme d'antinationalisme (Dictionnaire français La rousse).

participent à l'administration locale, connaissant les langues des mandataires anglais et français. Des chrétiens participent à la création des partis indépendantistes au sein desquels la dimension religieuse est remplacée par le nationalisme arabe. Au Liban, le Parti populaire syrien (PPS), qui préconise la création d'une grande Syrie, est fondé par le chrétien Antoun Saadé. En Syrie, le parti Baath (« Résurrection ») est fondé par Michel Aflaq, d'une famille orthodoxe, en liaison avec deux compatriotes sunnite et alaouite, étudiants comme lui à Paris et partisan de l'indépendance de la Syrie. En Égypte, le principal parti nationaliste Al Wafd («La Délégation ») est dirigé par l'avocat Saad Zaghloul, par ailleurs franc-maçon, avec le copte Morqos. Les idées laïques, comme l'affirmation de l'égalité des femmes, rassemblent tous ces militants de l'indépendance. En Syrie, le grand homme des luttes pour l'indépendance, plusieurs fois ministre dans les années 1920 et 1930, le protestant Farés Al Khoury, devient Premier ministre à l'indépendance en 1944 ; le cas de l'Irak sous la monarchie reflète aussi une complémentarité remarquable dans la gestion des affaires de l'état recommandée par un patriarche chaldéen était sénateur, créant ainsi un model arabe inédit¹².

4. Le Moyen Orient (arabe) et la domination coloniale : le cas Égyptien.

4.1. L'Égypte vers la domination anglaise (1876-1882).

L'Égypte n'appartient plus vraiment à la sphère d'influence ottomane depuis les campagnes françaises menées par Bonaparte à la fin du XVIIIe siècle. Après les trois années d'occupation française, elle se trouve tiraillée entre deux prétendants que sont l'Empire Ottoman et les Mamelouks. Les Anglais prétendent quant à eux au rôle d'arbitre. En 1803, les Anglais partent et s'impose un challenger inattendu en la personne de Muhammad Ali, général de la brigade des Albanais ayant pactisé temporairement avec les Mamelouks. Écartant progressivement ces alliés encombrants, il instaure un pouvoir « sultanien » officiellement allié à l'Empire Ottoman (Universalis). Pendant son règne, il mène une politique agressive, participant aux campagnes ottomanes en Grèce et tentant d'envahir la Syrie (entre 1830 et 1842).

En 1876, c'est Ismâ'il, descendant direct de Muhammad Ali, qui règne sur l'Égypte. Répondant aux aspirations d'une élite urbaine, il ouvre au peuple la possibilité de participer à la gestion du pays. Les privilèges capitulaires de son grand-père, qui donnaient au pacha l'usufruit de l'ensemble des terres du pays, sont restreints par l'établissement de tribunaux mixtes (1875). Composés de juges égyptiens et étrangers, ils ont compétence en matière civile, commerciale et pénale. Rapidement, il devient impossible de se soustraire à la loi, ce qui constitue une grande avancée dans un pays rongé par la corruption et les privilèges.

En 1881, des tribunaux nationaux sont créés, et enlèvent aux tribunaux religieux toutes les affaires ne relevant pas du statut personnel. Ces institutions laïques permettront la formation d'une élite d'avocats et de magistrats ouverts aux idées occidentales, et qui fournira à l'Égypte un grand nombre d'hommes politiques. Parallèlement, une réforme de l'enseignement public permet l'ouverture des premières écoles de filles, la réouverture

¹² - pour plus sur ce sujet, voir : René Khawam, L'Univers culturel des Chrétiens d'Orient, Paris, Éditions du Cerf, 1987.

d'écoles d'élites comme Polytechnique ou l'École de Médecine. Le nombre d'écoles publiques ne cesse de croître, passant entre le début et la fin du règne d'Ismâ'il de 185 à 4817 à travers le pays. D'un point de vue économique, on voit les mêmes avancées que pour l'Empire Ottoman, notamment avec la construction d'un vaste réseau de canaux (inauguration de Suez dès novembre 1869) et de chemins de fer (R. Kalisky, 74 : 28).

Le problème de cette modernisation, qui commence dès les années 1850, se révèle justement dans les années 1874-1877. Cette modernisation s'est faite à crédit, et les dettes ont été contractées à des taux usuraires. Pour éviter une catastrophe financière, en 1874, Ismaïl vend les parts égyptiennes du canal de Suez à Disraeli, Premier ministre britannique. Mais deux ans plus tard, le souverain se trouve acculé à la faillite et contraint par les puissances européennes d'accepter l'installation, au Caire, d'un organisme chargé de contrôler les recettes du pays et leur affectation au remboursement des emprunts. C'est la Caisse de la dette publique. À l'ingérence étrangère dans les finances nationales s'ajoute, en 1877, la constitution d'un « Conseil des ministres » formé de trois personnes, un Français, un Anglais et un Égyptien (De Gayffier-Bonneville, 2016 : 140-147).

En effet, l'Angleterre et la France, qui sentent le gouvernement égyptien vaciller, tentent de s'y insérer, ce qu'ils peuvent faire assez facilement en raison de leurs intérêts financiers. Il s'ensuit une explosion nationaliste, qui prend l'année suivante la forme d'un soulèvement de l'armée, conduit par 'Urabî, l'un des premiers officiers supérieurs égyptiens promus à la suite des réformes de Sa'îd. Ismaïl, fort de l'appui de l'opinion publique, chasse ses ministres étrangers mais, sur l'ordre de la Porte poussée par la Grande-Bretagne, il doit abdiquer le 25 juin 1879. Son fils aîné, Tawfiq, accède au pouvoir mais doit composer avec 'Urabî, devenu le chef de l'opposition par son « Parti national », et rapidement nommé ministre de la Guerre. Porté par le mouvement nationaliste populaire, il favorise la révolte armée contre l'ingérence étrangère. La flotte anglaise bombarde Alexandrie en juillet 1882. Le pays est occupé militairement par la Grande-Bretagne, 'Urabî capturé le 13 septembre 1882 à *Tell el-Kébir* et l'armée licenciée. À partir de 1882, l'Égypte est officiellement sous domination anglaise, en tant que colonie (Kalisky, 1974 : 29).

4.2. Les transformations de l'Égypte sous la domination britannique (1882 – v. 1905)

Les années 1882-1900 sont pour l'Égypte une période de prospérité et de transformations. Les Britanniques prolongent leur occupation. Juridiquement, l'Égypte reste une terre ottomane, avec un *khédive* héréditaire (Tawfiq jusque 1892, puis 'Abbâs Hilmî II jusque 1914), un gouvernement et une administration propres. Dans les faits, c'est le consul général de Grande-Bretagne qui oriente la politique égyptienne, des conseillers britanniques étant présents à tous les postes clés. L'Égypte est donc dans une situation de protectorat qui ne dit pas son nom, fortement lié à Lord Cromer (1841-1917), en poste au Caire de 1883 à 1907. L'idéal politique de Cromer, le *good government*, est celui d'une relative liberté, touchant notamment la presse (régime qui fait de l'Égypte le lieu idéal de publication pour la période).

En 1883, des instances consultatives partiellement élues voient le jour, notamment un Conseil législatif et une Assemblée générale, remplacées par une Assemblée législative en 1913. D'autres réformes vont dans le même sens, avec un strict contrôle des dépenses

publiques, l'abolition de la corvée (1890), l'établissement d'un état-civil (1891) et d'un Département de statistique générale (1905). L'Égypte de la fin du XIXe siècle est donc un pays de relatives libertés, fait d'autant plus marquant qu'il constitue une exception au Moyen-Orient, quand le régime d'Abdülhamid II ne cesse que de s'enterrer dans une politique policière et répressive (ce qui fait aussi de l'Égypte un lieu d'exil politique) (Gayffier-Bonneville, 2016 : 57).

La présence britannique se renforce dans les années 1890, en dépit des contestations du nouveau *khédive*, 'Abbâs Hilmî II (1892-1914). En janvier 1893, le jeune khédive est contraint à un changement de gouvernement. Mais la résistance du khédive est perçue très positivement par les Égyptiens, participant au renforcement du sentiment national. Dans les années 1890, après de nombreux débats parlementaires, les Britanniques décident de maintenir leur présence, puis de l'accroître en dépêchant sur place du personnel d'administration. Ce renforcement de l'action britannique en Égypte s'accompagne d'une politique volontaire de modernisation économique du pays (Dupont, Mayeur-Jaouen et Verdeil, 2016 :113-114).

5. Le Moyen-Orient entre guerre(s) et révolution(s) (1914-1924).

La période qui s'ouvre en 1914 est décisive pour le Moyen-Orient. La guerre s'importe dans une région fragilisée sur le plan interne : le Moyen-Orient tel qu'il existe encore en 1914 ne peut pas y survivre. En 1918, l'Empire ottoman, encore existant sur le papier, est déjà mort en son sein. La fin de la guerre est utilisée par la France et l'Angleterre pour se partager une grande partie du Proche-Orient, depuis la Méditerranée jusqu'au cœur de la Mésopotamie. À bien des égards, ces conséquences géopolitiques de la Première Guerre mondiale enclenchent une nouvelle phase de l'histoire politique interne du Moyen-Orient (Cloarec, Vincent & Laurens, Henry, 2003 :38).

Les sociétés moyen-orientales dans la guerre, cette guerre touche les sociétés de différentes manières. La mobilisation et la conscription, mais aussi le jeu des alliances, enrôlent les populations du Moyen-Orient dans un conflit qui ne devrait à première vue pas les concerner. L'extension de la guerre, dans l'espace et dans le temps, favorise le développement de situations alimentaires et sanitaires difficiles ; l'état de guerre accélère et durcit les politiques répressives menées par les différents régimes en place. Près de 300 000 soldats arabes, dont 100 000 conscrits sont envoyés par l'Empire ottoman sur les différents théâtres d'opérations. Les Anglais mobilisent près de 70 000 Égyptiens.

En Syrie, Ahmet Cemal Pacha (nommé gouverneur avec tous les pouvoirs civils et militaires) impose un régime de loi martiale sans concessions pour les présumés traîtres. Des nationalistes et des réformistes arabes sont exécutés sans ménagement, pour l'exemple. Ce régime de terreur vaut à Cemal Pacha le doux surnom de « verseur de sang » (*al-saffah*) et à la domination ottomane une image très négative. D'un point de vue économique, la situation est d'autant plus catastrophique que le gouvernement ne paie plus qu'en papier-monnaie et centralise le numéraire en métal précieux. Seule la contrebande permet de survivre (Nevejeans, 2017-2018 :38).

Outre les réquisitions, la province syrienne connaît les rationnements et même une série de famines en 1915-1918, qui provoquent un ressentiment profond et des résistances aux demandes de l'administration ottomane. La famine et les épidémies qui vont avec font 500 000 morts. À tort ou à raison (ce sont les Français qui ont organisé le blocus d'approvisionnement en blé, pas les Turcs), les Turcs sont tenus pour responsables de cette situation. Cependant, la population des provinces de l'Empire ottoman reste globalement attentiste, et même plutôt « ottomaniste » dans sa majorité. Il ne faut pas voir la révolte arabe de 1916 comme ralliée de toutes parts par l'ensemble ou presque des populations. C'est un mouvement politique, un peu social, expliqué par le ressentiment précité, mais pas une réelle lame de fond (Bouquet, Pétriat et Vermeren, 2016 :182-185).

6. La Révolte arabe de 1916.

En pleine guerre mondiale, s'ouvre le cycle des révoltes arabes. En 1916, un grand mouvement panarabe, sous la conduite des Hachémites, se met en place. C'est lui qui va déstabiliser considérablement l'Empire Ottoman. Ces mouvements révolutionnaires, situés dans le contexte de l'Empire en guerre, sont l'occasion de prises de parole venues non seulement des milieux urbains nationalistes organisés, mais aussi des zones rurales, et, plus tard (années 1930), des syndicats ouvriers. D'où leur intérêt dans le cadre d'une histoire sociale du Moyen-Orient contemporain (Dakhli, 2015 : 17).

Le début du XXe siècle est marqué par l'émergence d'un véritable sentiment d'appartenance à une communauté de la part des populations arabes. Le monde arabe de l'époque des Jeunes Turcs est en pleine effervescence, et s'oriente rapidement vers la solution indépendantiste. Hors d'Istanbul, la presse du monde ottoman est largement arabophone. Paradoxalement, cette « montée du panarabisme » s'inclut toujours dans le cadre de l'Empire ottoman. Les discussions entre les partisans d'une indépendance « panarabiste » portent toujours sur la place de la Sublime Porte, qui serait pour la majorité souveraine officielle des États arabes créés. Au fond, tout le monde se sent ottoman.

L'autre paradoxe de cette révolte, c'est qu'elle ne peut exister sans le soutien des forces citadines issues de l'Empire. En fait, la résistance menée par les Hachémites ne rencontre la bienveillance des notables que grâce à l'évolution tyrannique et paranoïaque du gouvernement ottoman des Jeunes Turcs. L'Empire n'offrant plus la stabilité qui fondait son acceptation, les Arabes tentent de conquérir leur indépendance (Dakhli, 2015 : 20).

Dès le début de la guerre, les comités politiques arabes se lancent dans un double jeu: tout en réaffirmant leur loyauté à l'égard de l'Empire, ils établissent des contacts secrets avec les alliés, notamment via l'Égypte, où de nombreux Syriens résident. La ligue de la jeunesse arabe (*Al-Fatat*), qui a transféré son bureau central à Damas, entre en relation avec les chefs de tribus des déserts syriens pour préparer une révolte de grande ampleur (Cloarec et Laurens 2003 : 29).

La composition arabo-syrienne de la IV^e armée, stationnée dans la zone, pousse les révolutionnaires à enclencher l'action. *Al-Fatat* se tourne vers la Péninsule arabique, et, face au dédain d'Ibn Sa'ud, s'allie au chérif de La Mecque (Hussein ben Ali)¹³.

Ce dernier envoie son fils Faysal à Damas en avril 1915, et affirme la nécessité de s'allier à l'armée britannique pour réussir quelque insurrection que ce soit. C'est dans ce contexte qu'est rédigé le « protocole de Damas », qui prévoyait l'application des revendications arabes d'une part, et britanniques de l'autre. En juin 1915, le chérif Hussein s'engage à déclencher la révolte au cours de l'année suivante (Lannois, 1980 : 73).

Dès l'hiver 1915, informée de l'imminence d'une révolte de grande ampleur, la IV^e armée est déployée sur place. À partir de l'été 1915, un tribunal militaire ottoman en Syrie est chargé d'arrêter et de juger toutes les personnes engagées dans des mouvements nationalistes arabes. Ces derniers sont décapités, pour la plupart littéralement. L'insurrection dépend alors totalement du mouvement mecquois. La révolte arabe est effectivement déclenchée dans le Hedjaz le 10 juin 1916. Le chérif Hussein accompagne son mouvement insurrectionnel d'une proclamation officielle où il accuse les Ottomans d'impiété, mais sans aborder la question du nationalisme arabe (Cloarec et Laurens, 2003 :34).

L'insurrection gagne rapidement du terrain dans la péninsule arabique, prenant la plupart des villes du littoral, sauf Médine où un fort contingent militaire ottoman résiste. L'intervention de militaires britanniques et l'envoi de matériel des membres de l'Entente réorientent l'insurrection vers le Nord, s'emparant de la porte d'Akaba (juin 1917). Faysal s'avère un chef militaire charismatique et efficace, gênant fortement l'envoi de troupes ottomanes vers l'Égypte par des actions de guérilla.

Progressivement Faysal continue vers le Nord, obtient le soutien des tribus transjordaniennes, puis syriennes. Les Arabes prennent Damas (1er octobre 1918) puis l'ensemble des villes syriennes jusqu'Alep, ce qui inquiète les Français : cette intrusion sous impulsion britannique pourrait remettre en question les accords Sykes-Picot ¹⁴ Le 7 novembre, les Britanniques obtiennent des Français la signature d'une déclaration commune affirmant que le but des Alliés au Proche-Orient est « l'établissement de gouvernements et d'administrations indigènes que les populations arabes se seront librement données » (Cloarec et Laurens 2003 : 36).

¹³ - Hussein ben Ali, né vers 1853 à Istanbul et mort le 4 juin 1931 à Amman, est un hachémite, chérif de la Mecque jusqu'en 1924 et roi du Hedjaz de 1916 à 1924 (Encyclopédie numérique Universalis).

¹⁴ - Les accords Sykes-Picot sont des accords secrets signés le 16 mai 1916, après négociations entre novembre 1915 et mars 1916, entre la France et le Royaume-Uni (avec l'aval de l'Empire russe et du royaume d'Italie), prévoyant le partage du Proche-Orient à la fin de la guerre (espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerranéenne, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne) en plusieurs zones d'influence au profit de ces puissances, ce qui revenait à deviser l'Empire ottoman. Ces accords secrets n'ont été finalement révélés au grand public que le 23 novembre 1917 dans un article des *Izvestia* et de la *Pravda* et le 26 novembre 1917 puis repris dans un article du *Manchester Guardian*.

Les accords Sykes-Picot ont pris de l'importance sous la forme d'une légende noire attribuant certains événements supposés aux Alliés pendant la Première Guerre mondiale, nourrissant plus tard les prétentions nationalistes arabes et islamistes. (Philippe Lannois, 1980 : 76).

Pourquoi cette révolte arabe de 1916-1918, en dehors de ses conséquences géopolitiques directes, est-elle encore considérée comme fondatrice ? La ferveur et l'enthousiasme qui accompagnent l'entrée de Faysal à Damas et la fondation du Royaume arabe sont le signe d'un soulagement face à la fin de la guerre et de ses privations. Mais ce moment est aussi celui des premières expérimentations politiques du panarabisme. Également, il marque l'entrée en politique d'une nouvelle génération, déçue par l'éphémérité des événements de 1908 et le tournant psychotique du gouvernement jeune turc (Dakhli, 2015 :20-21).

C'est en raison de cette révolte arabe que des protectorats sont installés dans la zone, plutôt que des colonies sous contrôle direct des puissances européennes. Là est aussi un point important de cette révolte : elle prend place en plein milieu du redécoupage du Moyen- Orient par les puissances européennes, principalement française et britannique.

7. 1918 : le Moyen-Orient « balkanisé » par les Européens.

À la fin de la Première Guerre mondiale, la carte du Moyen-Orient est fondamentalement différente de ce qu'elle était en 1914. En 1914, en dehors du sud de la Péninsule arabique et de l'Égypte, l'ensemble de la zone concernée restait sous domination ottomane surtout. L'Empire Ottoman, du moins ce qu'il en reste, est cantonné à l'Anatolie et aux détroits des Dardanelles et du Bosphore. Les accords Sykes-Picot sont officiellement appliqués, et l'ensemble des territoires au sud de l'Anatolie est partagé entre zones d'occupation et d'influence franco-britanniques.

Des États arabes sont officiellement créés autour de communautés qui n'ont pas toutes des velléités indépendantistes. Le panarabisme, jugé trop dangereux par les puissances occidentales, est écarté. La carte est entièrement redécoupée selon des intérêts différents de ceux des acteurs originels de la région. Ce découpage nouveau entraîne ce que certains ont appelé une « balkanisation du Moyen-Orient » (Nevejeans, 2017-2018 : 43).

L'effondrement de l'Empire ottoman, au lendemain de la Première Guerre mondiale, peut apparaître comme l'aboutissement logique de son histoire récente. Il n'en est pas moins précipité par la défaite militaire. À la fin de la guerre, en l'absence de la Russie qui a basculé dans la révolution, le face-à-face franco-britannique façonne la carte territoriale du Proche-Orient d'aujourd'hui. Il le fait au mépris des réseaux d'échange traditionnels, subvertis par les nouvelles frontières qui atomisent le Croissant fertile.

Les États s'ordonnent autour des groupes humains dont l'émancipation a pu bénéficier du soutien actif des puissances. La Grande-Bretagne encourage à la fois le sionisme, désireux d'obtenir la création en Palestine d'un Foyer national juif, et ce nationalisme arabe, aristocratique et militaire, incarné par le mouvement hachémite, semant ainsi les germes du conflit qui dominera l'histoire contemporaine de la région. La France émet quant à elle des prétentions sur la Syrie, tant au nom de sa protection traditionnelle des catholiques d'Orient que dans une logique d'expansion impériale qui voit dans le Proche-Orient le prolongement naturel de ses possessions maghrébines. Mais la difficulté de concilier

le patronage de ses clientèles chrétiennes et le rapprochement avec les majorités musulmanes ne cessera d'hypothéquer sa politique orientale (Lanois, 1980 : 77).

En réalité, la France n'a guère considéré les nationalistes arabes comme des interlocuteurs crédibles, soit qu'elle les ait exclusivement assimilés à l'islam sunnite, soit qu'elle n'ait voulu y voir que l'instrument des ambitions territoriales britanniques sur le Proche-Orient : une politique qui favorisera la naissance d'un Liban indépendant, territorialement élargi sous la pression du « libanisme » maronite et l'éclatement de la Syrie en quatre entités distinctes. D'autres peuples seront un moment soutenus dans leurs aspirations nationales, avant d'être sacrifiés aux lois supérieures de la géopolitique ; C'est le cas des Arméniens et des Kurdes (Kalisky, 1974 :86).

Dans le traité de Sèvres, imposé à l'Empire ottoman en 1920, les premiers se voyaient attribuer un État sous mandat américain. Aux seconds, le texte reconnaissait une entité autonome réduite à une fraction de l'actuel Kurdistan de Turquie. Car la Grande-Bretagne ne pouvait envisager l'indépendance d'un Kurdistan méridional au sous-sol gorgé de pétrole. Le repli politique américain et la résistance imprévue du mouvement national turc ruineront ce schéma. La sympathie dont les Arméniens ont un moment bénéficié dans les opinions occidentales à la suite du génocide de 1915 n'aura pas suffi à leur assurer un État. Répression et cooptation se conjugueront dans la nouvelle Turquie pour tenter de faire des Kurdes anatoliens les « Turcs des montagnes » (Universalis).

8. La création des entités politiques comme sous-forces de domination et de contrôle de la région :

8.1. L'Arabie Saoudite :

Au début du XXe siècle, le Hedjaz est administré par les Ottomans grâce à la délégation de pouvoir accordée aux chérifs de La Mecque. L'Arabie centrale est sous la domination des Al-Rachid, alliés de la Porte. Les Britanniques sont présents dans le sud et l'est de la péninsule (Aden et Oman) et dans le golfe Persique, mais ils n'attaquent pas les Ottomans et campent simplement sur leurs positions. La Première Guerre mondiale relance un processus qui était stoppé depuis les dernières acquisitions britanniques dans la zone, en 1861. Le Hedjaz est un front important de la guerre Anglo-ottomane.

Hussein bin Ali, chérif de La Mecque depuis 1908, s'inquiète de l'exploitation de la nouvelle ligne ferroviaire Istanbul-Médine, qui, selon lui, menace son indépendance. Allié d'*Al-Atat* en Syrie, Hussein proclame l'indépendance du Hedjaz au moment de la révolte arabe, le 5 juin 1916 (Blanc, Pierre, Chagnollaude & Jean-Paul, 2016:63).

Les conflits entre Hussein et les troupes ottomanes se concentrent essentiellement sur la partie ouest de la péninsule, le long du cordon de villes du littoral de la Mer Rouge.

À l'Est et au centre de l'Arabie, les Britanniques soutiennent une autre révolte anti-ottomane, qui remonte quant à elle un peu plus loin dans le temps. Le 15 janvier 1902, à la tête d'une petite troupe de guerriers, *'Abdelaziz Al Sa'ud*, chef de la tribu des *al-Sa'ud*,

reprend *Riyad* aux *Al Rachid* et se proclame imam du *Nadjd*. Il est soutenu financièrement et militairement par l'émir du Koweït (sous protectorat britannique depuis 1899). Abdelaziz continue ses conquêtes et prend la région du *Qasim* (à l'ouest de *Riyad*) en 1906. Il entreprend de rallier les confédérations tribales, et, en 1912, exhorte les habitants de la péninsule au jihad contre les mauvais musulmans que seraient les Ottomans.

En 1913, fort d'un succès populaire, Abdelaziz prend aux Ottomans la province côtière *d'al-Ahsa*, où ses troupes (« *al-Ikhwān* », ou « les Frères ») commencent à massacrer les chiites. La Grande-Bretagne signe le succès de la révolte en offrant aux *al-Sa'ud* une reconnaissance officielle et le versement d'une pension en livres sterling (Blanc & Chagnollaud, 2016 : 65). Abdelaziz se voit décoré de l'ordre de l'empire des Indes (20 novembre 1916) : officiellement, le centre et l'Est de l'Arabie sont sous protectorat britannique à la fin de l'année 1916.

En 1919, les troupes d'Abdelaziz se dirigent vers l'ouest pour attaquer Hussein, mais les Britanniques s'interposent. Abdelaziz se « console » avec le nord de la péninsule en ralliant les *Al-Rachid*, laissés pour compte de la déroute ottomane. En 1922, la frontière avec l'Iraq est tracée pour limiter les avancées saoudiennes (conférence *d'al-Uqayr*). Pragmatiques, Abdelaziz et ses troupes se dirigent alors vers le sud, à la conquête du 'Asir (sud du *Hedjaz*). Lorsque Hussein s'autoproclame calife en 1924 (après l'abolition du califat ottoman par Atatürk), 'Abdelaziz lui déclare la guerre. Il entre triomphant dans La Mecque en octobre 1924, se trouve proclamé roi du Hedjaz, puis sultan du Nadjd à la fin de l'année 1925.

À partir de là, son influence sur la péninsule ne cesse de croître. Soutenu par les Britanniques et leur aviation, il parvient à imposer son autorité sur les tribus, malgré une révolte des *Ikhwān* en 1927 (Cloarec et Laurens 2003 : 58).

8.2. Le dilemme Libanais :

Dans le cadre de la décentralisation administrative, imposée par la « conjoncture des réformes ottomanes », un proto-État sur l'axe central Acre-Galilée-Damas se constitua dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Mais après la conquête de l'ensemble de la Syrie en 1830 par Ibrahim Pacha, deux axes parallèles, Jaffa-Jérusalem, Beyrouth-Damas voient le jour. La pression anglo-française poussa le gouvernement ottoman à supprimer l'émirat au début des années 1840, ce qui va provoquer de violents conflits entre Druzes qui essayent de maintenir leurs positions, et maronites en pleine expansion démographique. Dans le même temps, les Français se font les protecteurs des maronites et les Britanniques des Druzes. Le tout culmine avec les terribles affrontements de 1860¹⁵ qui entraînent l'envoi d'une force française en défense des populations chrétiennes. Une conférence internationale va « régler » la question. La Montagne devient un district « autonome » gouverné par un chrétien originaire d'une autre région de l'empire et nommé par commun accord entre les autorités ottomanes et les puissances européennes. Ce district bénéficie d'un statut fiscal privilégié et ses habitants sont dispensés de la conscription. Les fonctions élues ou administratives sont distribuées au

¹⁵ - le résistant algérien l'Emir Abdelkader était l'un des artisans du règlement de cette crise confessionnelle que j'ai soulevée dans l'élément précédent.

prorata du poids des communautés, faisant émerger un confessionnalisme politique. Parallèlement, les Ottomans, après quelques hésitations, constituent une province de Beyrouth allant d'Acre à Lattaquié, isolant ainsi la province de Syrie de la mer.

Après la révolution jeune-turque de 1908, la France cherche à élargir sa clientèle politique aux musulmans. En 1913, les puissances européennes ont reconnu à la France une primauté d'influence sur l'ensemble syrien, pouvant servir de base à un éventuel partage de l'empire ottoman. Après l'entrée en guerre (la grande guerre de 14-18) de l'empire ottoman, les décideurs français planifient un plan visant à créer une « Grande Syrie » qui comprendrait un Liban autonome aux contours mal définis. Les accords dits Sykes-Picot (mai 1916) prévoient un condominium franco-britannique sur la Palestine, une région littorale allant d'Acre à la Cilicie sous gestion directe française et une Syrie intérieure sous influence française. Le 7 octobre, les premières forces françaises débarquent à Beyrouth. Il est alors décidé de diviser le Proche-Orient en trois territoires occupés. Le 6 janvier 1920 l'accord Fayçal-Clemenceau¹⁶ définit la feuille de route. Pendant ce temps, le général Henri Gouraud est nommé haut-commissaire. Le 1er septembre 1920, Gouraud proclame la création de l'État du Grand Liban en présence des dignitaires libanais. Le Grand Liban, qui deviendra la République du Liban en 1926, ce heurta à une gestation difficile.

Pendant longtemps, les Français s'en sont tenus à un projet de Syrie avec un Liban autonome aux contours non définis. Le nouvel État a dû faire face à des difficultés majeures. La première était la difficile intégration du littoral à la Montagne avec le déplacement du pouvoir sur le littoral et Beyrouth comme capitale. Pendant un certain temps, les montagnards avaient voulu conserver leurs privilèges, en particulier fiscaux, obtenus à l'époque ottomane. Tripoli et sa région se définissaient plus comme syriennes que comme libanaises. L'écart de niveau de vie entre les régions chrétiennes et musulmanes était considérable, au même moment se dessine un clivage de méfiance entre sunnites et chiïtes ; les chrétiens se sont rendu compte qu'ils risqueraient rapidement de ne plus être majoritaires, et une partie d'entre eux voulaient un « petit Liban » sans Tripoli et sans le sud. Le problème essentiel était la nécessité de constituer une identité libanaise au-delà des clivages confessionnels. Les premiers idéologues ont utilisé dans ce sens le phénicisme, mais il a été rapidement considéré comme un rejet de l'arabisme. Durant la guerre froide, le Liban va connaître l'une des crises les plus sanglantes : la guerre civile (1975-1990) qui concrétise la complexité de la conflictualité libanaise¹⁷.

8.3. L'action sioniste et le fondement d'une entité politique : Israël.

Le 2 novembre 1917, le gouvernement de Londres s'engage formellement à favoriser la formation d'un « foyer national » juif en Palestine : c'est ce qu'on appelle la déclaration Balfour. Comment en est-on arrivé à cette déclaration capitale pour l'histoire de la Palestine ?

¹⁶ - Fayçal fils de chérif Hussein, l'émir des lieux saints : la Mecque et Médine ; Georges Clémenceau fut alors le président du conseil français et l'un des grands décideurs du congrès de Versailles de 1919.

¹⁷ - Pour savoir plus, voir : Henry Laurens L'Orient arabe Arabisme et islamisme de 1798 à 1945, Armand Colin, Paris, 2000 ; voir aussi : Kamal Salibi, Histoire du Liban du XVII^e siècle à nos jours, Naufal, Paris, 1988.

La « question juive » est vécue différemment par l'ensemble des pays occidentaux impliqués dans la Grande Guerre. La Russie organise régulièrement des pogroms depuis les années 1880. Les Etats-Unis sont marqués par une immigration juive d'exil, principalement venue d'Allemagne et de Russie. La France et l'Angleterre souhaitent se placer en « défenseurs des droits des peuples » (Cloarec et Laurens, 2003 :38).

L'Organisation sioniste¹⁸ a proclamé sa neutralité au début de la guerre et transféré son siège de Berlin à Copenhague. Dans les pays de l'Entente¹⁹, les associations sionistes se détachent progressivement de l'Organisation. Les pays de l'Alliance, Allemagne en tête, permettent aux juifs d'Europe de garder contact avec les juifs de Palestine. En 1914, Chaïm Weizmann, vice-président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne, rencontre Herbert Samuel, ministre de confession juive partisan des idées sionistes.

En décembre 1914, c'est lord Balfour qu'il rencontre, et celui-ci semble réceptif à l'idée d'une nation juive en Palestine. Or, Balfour est nommé ministre des Affaires étrangères britanniques en décembre 1916. La déclaration Balfour du 2 novembre 1917 prend la forme d'une lettre de Balfour à lord Rothschild, dans laquelle il précise que le gouvernement britannique, « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les Juifs disposent dans tout autre pays » (Cloarec et Laurens, 2003 : 39-40).

En février 1918, le gouvernement français se range aux côtés du gouvernement britannique, confirmant que c'est une bonne idée. Les populations arabes de Palestine, elles, trouvent un peu fort d'être reléguées au statut de « collectivités non juives ».

En Palestine, les accords Sykes-Picot offrent la gestion de la zone aux Britanniques, sous un régime de protectorat qui devait laisser une large place aux populations locales. Face aux conflits entre Arabes et colons juifs, le gouvernement britannique choisit d'administrer directement la zone (Kalisky, 1974 :71). Les conflits sans cesse croissants entre Arabes et colons ne permettent jamais réellement l'instauration du foyer prévu en 1917. La publication d'un premier Livre blanc en 1922 rectifie le dessein britannique dans la zone : un « foyer national juif en Palestine » ne signifie pas que la Palestine toute entière devait devenir un foyer juif. Autrement dit, la déclaration Balfour est utilisée par les Sionistes pour revendiquer des droits territoriaux en Palestine, sans pour autant que ces droits ne leur soient accordés par qui que ce soit.

¹⁸ - Cette organisation qui s'appelait encore Organisation sioniste mondiale, créée en 1897 à l'issue du congrès de Bâzl (ou Bâle (Suisse) organisé par une dizaine de personnalités juives et sionistes ; devient la vitrine du mouvement sioniste dont l'objectif premier était l'établissement d'un centre spirituel, territorial ou étatique pour le peuple juif en terre d'Israël, territoire qui correspondait à la Palestine ottomane puis après la Première Guerre mondiale à la Palestine mandataire. Théodore Herzl, qui organisa le premier congrès, écrivit plus tard : « À Bâle, j'ai donné naissance au futur État juif. Il peut venir dans cinq ans, ou dans cinquante ans, tout le monde le verra ». Voir l'encyclopédie numérique Universalis.

¹⁹ - les pays de l'entente sont : France, Russie et Angleterre, lors de la crise d'avant la grande guerre de 1914-1918).

En revanche, leurs revendications ont tendance à « énerver » un peu les Palestiniens, et ces tensions donnent régulièrement lieu à des émeutes (notamment en 1929). Quelque part, cette déclaration Balfour donne donc une justification diplomatique à la politique sioniste initiée par Theodore Herzl²⁰, et fonde la « question de Palestine ». (De Wailly, Henri, 2010 : 111).

Conclusion :

A l'heure des mutations mondiales, post deuxième guerre mondiale et surtout poste guerre froide et l'effondrement de la bipolarité (Est-Ouest) ; il demeure difficile de définir le Moyen Orient (MO). C'est un espace mouvant et multiple. Pas d'unité. Unité artificielle, les politiques essaient de bâtir cette unité qui n'existe pas. Question du nationalisme arabe, du pétrole et de l'accès à l'énergie, de la présence d'Israël et du conflit israélo-arabe devenue, *a fortiori*, palestinien. Aujourd'hui question du terrorisme et de l'islamisme ; tout ça, rendent l'Expression floue, qui dépend du contexte géopolitique dans laquelle elle est utilisée. Cette région est à l'image des tensions qui parcourent le monde aujourd'hui : impérialisme et décolonisation, nationalisme et génocide, guerre-froide et tiers-mondisme, intégrisme religieux, terrorisme, inégalité de développement.

La région demeure la première zone de tensions et de conflits dans le monde. On ne voit pas de perspectives de paix apparaître. La guerre peut évoluer, elle n'en demeure pas moins omniprésente. Le MO ne cesse de s'étendre. Avec lui, c'est tout le monde musulman qui s'embrase et qui inquiète des pays occidentaux qui n'ont plus beaucoup de moyens d'action dans la région.

Globalement, les problèmes du Moyen-Orient sont ceux du Tiers Monde en général. Le Moyen-Orient cherche à réaliser, ou à parachever sa libération. Il veut se délivrer de la dépendance et de l'humiliation, de la peur et de l'insécurité, du besoin qui afflige encore à ses masses. C'est, là comme ailleurs, une quête de se constituer, de se remettre en rails, de se décoloniser et surtout, de se faire entendre dans l'échiquier international et de se « moderniser ».

Et cependant, de toute évidence, les problèmes du Moyen Orient présentent des aspects originaux, sources de difficultés accrues. Ces difficultés proviennent d'abord, sans doute, des dessins malintentionnés des différentes puissances qui le disputent, comme cela est lié aux caractères fonciers et sociologiques, religieux et aussi politiques de la région, qui présentent une redoutable complexité. Elles sont issues aussi des conditions particulières dans lesquelles s'est déroulée la récente évolution historique.

²⁰ - Theodor Herzl, journaliste et écrivain austro-hongrois. Surnommé *Khozeh Ha Medinah*, ce qui signifie "le visionnaire de l'État", car Herzl est le premier contemporain qui a œuvré à la création d'un État juif. Né le 2 mai 1860 à Pest et mort le 3 juillet 1904 à Edlach. (Encyclopédie numérique Universalis).

Bibliographie

Les études : (livres et articles)

1. BLANC, P. et al (2016). *Atlas du Moyen-Orient : aux racines de la violence*. Paris : Autrement.
2. BOUQUET, O. et al (2016). *Histoire du Moyen-Orient de l'Empire ottoman à nos jours. Au-delà de la question d'Orient*. Paris : Publications de la Sorbonne.
3. BOZARSLAN, H. (2013). *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*. Paris : Tallandier, (rééd. 2015, coll. « Texto »).
4. CLOAREC, V. et al (2003). *Le Moyen-Orient au XXe siècle*. Paris : Armand Colin.
5. DAKHLI, L. (2015). *Histoire du Proche-Orient*. Paris : La Découverte.
6. DE WAILLY, H. (2010). *Liban, Syrie. Le mandat (1919-1940)* : Paris, Perrin.
7. DJERAD, A. (1987). *Dualité du monde arabe*. Alger : ENAP : ENAL : OPU.
8. DUPONT, A-L et al (2016). *Histoire du Moyen-Orient du XIXe siècle à nos jours*. Paris : Armand Colin.
9. GAYFFIER-BONNEVILLE, A-C (2016). *Histoire de l'Égypte moderne. L'éveil d'une nation (XIXe-XXIe siècles)*. Paris : Champs.
10. GEORGEON, F. (2003). *Abdülhamid II: le sultan calife*. Paris : Fayard.
11. KALISKY, R. (1974). *Le monde arabe à l'heure actuelle*. Paris : marabout université.
12. KHAWAM, R. (1987), *L'Univers culturel des Chrétiens d'Orient*. Paris : Éditions du Cerf.
13. LANNOIS, Ph. (1980). *Le moyen orient au XXe siècle. L'orient désorienté*. Paris-Montréal, O.P.U, Études Vivantes.
14. LAURENS, H. (2015). *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*. Paris : A. Colin.
15. MANTRAN, R. (1989). *Histoire de l'Empire Ottoman*. Paris : Fayard.
16. MICHEL, P. (1896-1897). « Les missions latines en Orient », in *Revue de l'Orient chrétien*, supplément trimestriel.
17. NEVEJANS, P. (2018). *Le Moyen-Orient de 1876 à 1980, Agrégation d'histoire, agrégation de géographie et CAPES d'histoire-géographie*. France : Université Jean Moulin Lyon 3, Faculté de Lettres et civilisations, Sessions 2017 et 2018.
18. SALIBI, K. (1988). *Histoire du Liban du XVIIe siècle à nos jours*, Paris : Naufal.

Les instruments de recherche (Dictionnaires et encyclopédies)

- Encyclopédie numérique Universalis.
- Dictionnaire français Larousse.
- Google maps.

**Subventions étatiques et pauvreté alimentaire des paysans montagnards de
Kabylie (Algérie).
State subsidies and food poverty for mountain peasants in Kabylia
(Algeria).**

Abdennebi-Oularbi Houria

Docteur en Socio-anthropologie de l'alimentation
Université Mouloud Mammeri, T. Ouzou, Algérie
E-mail professionnel : houria.oularbi@umt.dz

Reçu le : 29/07/2020	Révisé le : 20/08/2020	Accepté le : 25/08/2020
-----------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Le résumé : Dans le village de Tala n Tazart où nous avons mené des enquêtes entre 1990-2008 dans le cadre d'une recherche doctorale, nous avons noté que les subventions alimentaires que l'Etat algérien concédait aux populations à partir des années 1970 étaient absorbées par les villes et peinaient à atteindre ces populations faute de structures de distribution adéquates. La crise pétrolière de 1986 générant l'explosion des prix des denrées alimentaires sur les cours mondiaux lève le voile sur la pauvreté alimentaire, question restée taboue jusqu'aux années 1990 en Algérie. A Tala n Tazart, le déclin de la culture des jardins, la tarification des eaux, le changement des modes alimentaires durant les années 1980 et la flambée des cours des denrées alimentaires réduisant le rôle de l'Etat en termes de subventions alimentaires mettent à nu l'état de paupérisation et la marginalisation des paysans de montagne.

Mots clefs : Tala n Tazart (Kabylie), paysans de montagne, Subventions alimentaires étatiques, dons alimentaires (zakat et ucur), sécurité alimentaire.

The abstract: In the village of Tala n Tazart where we conducted surveys between 1990-2008 as part of a doctoral research, we noted that the food subsidies that the Algerian state granted to populations from the 1970s were absorbed by cities and struggled to reach these populations for lack of adequate distribution structures. The 1986 oil crisis, which caused food prices to explode on world prices, lifted the veil on food poverty, an issue that remained taboo until the 1990s in Algeria. In Tala n Tazart, the decline of garden cultivation, the pricing of water, the change in food methods during the 1980s and the surge in food prices reducing the role of the State in terms of food subsidies reveal the state of impoverishment and the marginalization of mountain farmers.

Key words: Tala n Tazart (Kabylia), mountain peasants, food subsidies of the state, food donations (zakat and ucur), food security.

E-mail d'envoi : aoularbi2002@yahoo.fr

Introduction :

Si l'exode rural des années 1970 à *Tala n tazart*, un village des monts du Djurdjura perché à 1000 mètres d'altitude, mettait à la disposition des villageoises un surplus de parcelles qui étaient cultivées en jardins, la mondialisation à partir des années 1990 reconfigure l'économie et les territoires, précipitant le déclin de l'agriculture de montagne, accentuant la pauvreté alimentaire tout en favorisant la consommation d'aliments importés. L'agriculture ne structure plus désormais le monde rural, c'est le béton qui dessine le paysage. Dans l'agriculture vivrière traditionnelle de montagne, la culture des jardins était un luxe réservé aux autorités religieuses (*imrabden*), les montagnards consacraient leurs terres aux cultures rustiques qui régénéraient les sols, économisaient l'eau, étaient séchées pour être conservées. Carette notait en 1848 « l'insuffisance des légumes pour la consommation de la Kabylie est un des faits sur lesquels tous les témoignages sont unanimes » (Carette, exploration scientifique, 1849 : p292). C'est durant les années 1970, en plein boom pétrolier, que les villageoises s'adonnent à la culture des jardins et aux soins aux oliveraies. Ces activités procurent les légumes de tous les jours et l'huile qui est la nourriture par excellence en Kabylie. Les villageoises vendent des légumes ou de l'huile pour se procurer des conserves industrielles ou en offrent à leur parentèle en ville. La culture des jardins assurait jusqu'aux années 1990 la sécurité alimentaire des familles qui ne comptaient pas uniquement sur le salaire d'ouvrier du père émigré au sud ou de l'autre bord de la Méditerranée.

Nous avons mené des entretiens auprès de villageoises de divers âges qui entretenaient ou entretiennent encore des jardins. Ces dernières ont narré les changements qui ont affecté leur quotidien comme la tarification de l'eau, les hordes de singes, le déclin de leurs activités au jardin et le recours au marché. Nous avons également consulté les cahiers de comptes de l'épicier du village tenus entre 1966-1989 et nous avons cerné quand et comment s'est amorcée la transition alimentaire dans ce village ? Combien l'activité jardinière en plus des pensions et des dons contribuait à assurer la sécurité alimentaire ? N'est-ce pas un paradoxe de noter que les subventions alimentaires étatiques au lieu d'enrayer les carences alimentaires en montagne ont plus contribué à la perte de l'autonomie alimentaire de ces populations ?

1. Protocole méthodologique :

Pour rédiger cet article, nous avons puisé dans les enquêtes que nous avons menées sur la période historique 1990-2008 avec des incursions dans l'histoire comme la période coloniale. Ces enquêtes sont aussi bien qualitatives comme les entretiens (verbatim), l'observation que quantitatives. Nous avons consulté deux gros cahiers d'écolier de l'épicier du village de *Tala n Tazart*. L'épicier du village consignait quotidiennement les achats que faisaient les villageois en inscrivant le nom et la quantité de marchandises remises. Le cahier débute au cours de 1966. Les villageois de *Tala n Tazart* déplacés vers le village limitrophe durant la guerre avaient regagné leur village en 1960. Il semblerait qu'en 1966 un semblant de vie, d'activités avaient repris dans le village sans doute des maisons ont été reconstruites et l'épicier s'était installé. Les populations au sortir d'un conflit armé sont fragilisées, paupérisées et n'ont pas d'argent. Donc l'épicier faisait crédit en attendant le recouvrement des pensions. Cette situation a perduré jusqu'en 1989. Après 1989 l'épicier ne consentait plus de crédit. C'est

ainsi que nous avons noté des changements en quantité et en qualité dans les aliments que consommaient les villageois.

2. La culture des jardins : une activité féminine informelle.

Les ressources en eaux du pays étaient consacrées au processus d'industrialisation dans les politiques de développement de l'Algérie indépendante. Les plans de développement économique accordent la priorité à l'industrie au détriment de l'agriculture. L'agriculture de montagne hormis les campagnes de reboisement entre 1960-1970 est laissée pour compte. Les vergers composés de figuiers, noyers, oliveraies et les jardins ont le statut juridique des terres *melk*, propriétés familiales.

En 1955, la production brute standard PBS agricole (AWTO¹, BPS agricole : 1955), notait que dans la tribu *Ibudraren* dont dépend le village objet de notre étude, la propriété *melk* cultivée par les familles était répartie également, chaque famille disposait d'environ 10 hectares. Les familles de *Tala n tazart* exploitaient en moyenne 1280 hectares de terres utiles et les terres valorisées dans la tribu s'élevaient à 8880ha environ.

Villages	Nombre de familles dont la propriété est ≤ 15 ha	Nombre de familles dont la propriété est > 15 ha
At Ali uharzun	164 familles pour 1640 ha	02
IΨil nwammas	144 familles pour 1440 ha	09
Buadnan	139 familles pour 2060 ha	04
Tala ntazert	128 familles pour 1280 ha	01
Darna	123 familles pour 1250 ha	04
Tasaft ugemmun	121 familles pour 1210 ha	00

Tableau 01 : Propriétés villageoises en 1956 d'après les archives départementales de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Le bureau d'études pour le développement rural en 1990 remarque que près de la moitié du territoire de la tribu *Ibudraren* est vouée au maquis ou laissée en friche. L'autre moitié c'est-à-dire 1144 hectares représentant les terres cultivées. Ce qui signifie qu'en 1990, il y a 140 hectares de moins de terres mises en valeur dans le village donc une légère régression des cultures arboricoles et jardins par rapport à 1955. Toutefois, il y a lieu d'ajouter que la densité humaine est en baisse (RGPH de 1987 : 738 habitants à Tala n Tazart). (AWTO, RGPH : 1987)². Les villageois ont valorisé leurs terres au sortir d'un conflit armé qui avait dénudé les sols notamment à *Tala n tazart* où les opérations militaires, bombardements et déplacements de populations, se déroulaient.

¹ . AWTO : Archives de la wilaya de Tizi-Ouzou.

² . Le rapport présente la répartition des logements, ménages, populations résidentes et populations occupées par agglomérations et zones éparses dans la commune Iboudrarene, daïra de Beni yenni.

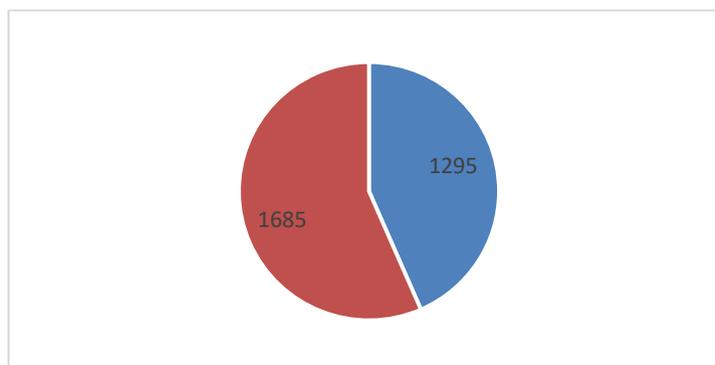


Figure 01 : En 1956, 1295 ha de terres cultivées à Ibudraren, tribu dont dépend le village de Tala n tazart sur une surface totale de 1685 ha.*

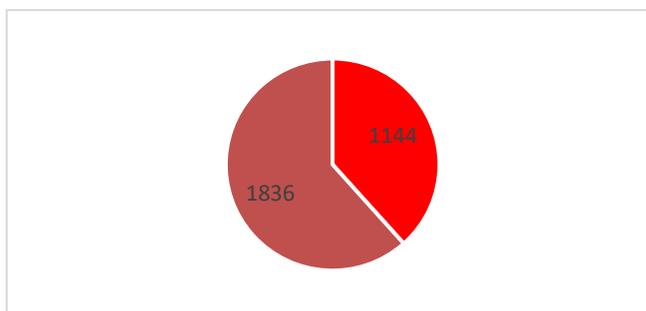


Figure 02 : RGPH de 1987. Moins de la moitié 1144ha de terres utiles cultivées en arbres et cultures vivrières.

Le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH de 1987) ne dénombre que quatre agriculteurs, paysans de montagne pour Tala n tazart c'est-à-dire des personnes qui ont une carte et bénéficient des indemnités de l'Etat, sont reconnus en tant que tels. Ils cultivent 509 hectares de terres en cultures vivrières .Ce qui correspond à 17,08/° et 21,03/° en arboriculture, ce qui correspond à 1144 hectares de terres utiles, valorisées.

Lors de nos enquêtes, nous avons observé que seules les femmes cultivaient les jardins c'est-à-dire les maraîchages ou un peu d'orge. Les hommes prennent soin des arbres : (élagage, greffage) et des troupeaux.

La culture des jardins comme avait soutenu Morizot était affaire de femmes « cependant le pays s'étant repeuplé, les femmes étaient de nouveau présentes en nombre dans les villages, la culture jardinière dont les statistiques ne tiennent jamais compte a retrouvé une certaine importance. » (Morizot, 1985 : p242)

Les entretiens que nous avons menés dans les années 1990 corroborent les statistiques:

« Aujourd'hui, nous achetons tout au marché ou à la camionnette qui vient de Boumer dés, La pomme de terre, les navets. Quand j'avais la santé après la guerre, je cultivais les poivrons, les tomates, la menthe, les citrouilles. Je les cueillais et cuisinais avec. » A-O 72 ans.

« Nous cueillons des blettes du jardin. Dans les champs, nous cueillons de l'oseille, des épinards sauvages. Nous épargnons le plat de légumes achetés au marché. Nous cueillons de la chicorée que nous croquons comme de la salade ». B-F 60ans

Après 1990, la tarification des eaux a freiné la culture des jardins que les vieilles femmes « *timgharin* » entretenaient. Les vieilles femmes étaient les gardiennes des provisions aux temps de l'agriculture traditionnelle vivrière. Elles avaient les clés de la soupente « *taarict* » où étaient entreposés les aliments. Elles assuraient la sécurité alimentaire des familles. Vers 1980, les villages sont raccordés à l'électricité et la télévision pénètre les foyers. D'autres modèles culturels concurrencent les modes traditionnels et les femmes rejettent le mode de vie paysan.

3. Politique alimentaire, revenus pétroliers et transition alimentaire :

A partir des années 1973, l'Algérie et l'ensemble des pays du Maghreb adoptent un programme de politique alimentaire et nutritionnelle. Les produits alimentaires de base comme les céréales, le lait, le sucre et les huiles sont subventionnés par l'Etat. Les produits importés sont acheminés aux centres urbains où des magasins d'Etat les écoulent. Après 1980 la restructuration administrative intègre les montagnes dans le programme de distribution des produits alimentaires en majorité importés. Le magasin d'Etat « *ssuq el fellah* » ouvre ses portes à *At yanni* une tribu limitrophe de *Tala n tazart*. Les institutions étatiques comme l'école, le dispensaire sont représentés à *Tala n tazart*, des fonctionnaires sont mutés et des logements de fonction leur sont dévolus. L'épicier du village s'approvisionne en farines et semoules auprès de l'office national de commercialisation (l'ONACO), de la société nationale des semouleries meuneries et fabrication de pâtes alimentaires et couscous (la SEMPAC) pour les semoules, la société de gestion et développement des industries alimentaires (SOGEDIA) pour les huiles qui sont des structures d'approvisionnement étatiques. Les pénuries et ruptures de stocks sont courantes.

Le cahier de comptes de l'épicier du village qui faisait crédit à ses clients à une période où le numéraire était rare est témoin des changements des modes alimentaires au village de *Tala n tazart*. L'épicier inscrivait au jour le jour les achats et les noms des clients sur un cahier d'écolier. Ces derniers réglaient leur note quand ils recevaient leur pension de travailleur émigré, de veuve de guerre ou de moudjahid (combattant) ou de retraité. Si nous avons distingué ces trois dates cela est dû au fait que des changements en quantité et en qualité des produits alimentaires se sont produits en ces temps.

Ce tableau est établi à partir d'une synthèse de la quantité de produits vendus de 1966 à 1980 et leur prix à des villageois dont l'épicier cite le nom dans ses cahiers.

Produits alimentaires	1966	1976	1980
Céréales	Sacs de son ou d'orge Blé dur au kilo. Pâtes industrielles : 84 kilos l'année.	120kg d'orge. Semoule de blé dur en sacs.	120kg d'orge. 370quintaux de semoule de blé dur. 51 kg de farine.

		5 fois plus de pâtes industrielles : 420kilos l'année.	
Légumineuses	50kg de haricots et lentilles /an/ le village.	Idem	Idem
Légumes	Navets quelques kilos. Pommes de terre : 3q 600/an.	Idem	Idem
Sucre	500g de sucre/habitant/mois.500kg /an dans le village.	1q de sucre/an pour le village cad le double par rapport à 1966.	En progression. Flans, biscuits...
Lait	30boîtes gloria ou Nestlé/an	30cl/habitant/jour	En sachets surtout les vacances d'été.
Café	40g de café/habitant/mois.	Idem	En progression
Huile de table industrielle.	108L /an/ le village	En progression	En progression
Baguette de pain			Disponibles les vacances d'été.

Tableau 02 : Quantité et qualité de produits alimentaires vendus par l'épicier en 1966-1976-1980

Si en 1966, l'orge mélangée au son était la céréale courante en montagne. Le lait de chèvre et la tasse de café constituaient la prise alimentaire du début de la journée. Dix années après, la semoule de blé dur se substitue à l'orge ou au son, les pâtes industrielles deviennent une alternative au couscous. Le lait conditionné sucré et l'huile d'arachide font une entrée timide mais régulière dans le régime alimentaire des villageois. Avec les années 1980, les offres alimentaires sont diversifiées notamment les produits sucrés industriels. De l'indépendance à 1993, les statistiques officielles enregistrent que la consommation par tête d'habitant va en augmentant (Koudri, 2004 :p469).

Les légumes et légumineuses sont toujours cueillis dans les jardins. Ce n'est que vers la fin des années 1986-87 que des fourgonnettes viennent approvisionner les villages de montagne à partir des périmètres irrigués de la zone de *Boumerdés et Khemis Ikhecna*. Exode rural et urbanisation créent une dynamique importante de la demande alimentaire tant au niveau des modèles de consommation comme la diversité des produits riches en sucres ajoutés qu'à celui des styles de vie et des comportements des consommateurs. Les entretiens que nous avons menés au village corroborent les chiffres qu'aligne le cahier de comptes de l'épicier.

A-O 72 ans vit de l'aide sociale : « Nous achetons tout au marché : la pomme de terre, les navets. Si on n'achète pas on ne mange pas. » Il n'y a que le lait qu'elle continue à tirer de ses chèvres et brebis.

Le recensement de 2008 note le recul de la culture des jardins et des vergers 18,27/° (DPATWTO, Annuaire statistique : 2008)¹ de terres sont utiles au lieu de 38,11/° en 1990. Près de la moitié de terres utiles sont laissées en friche ou sont construites.

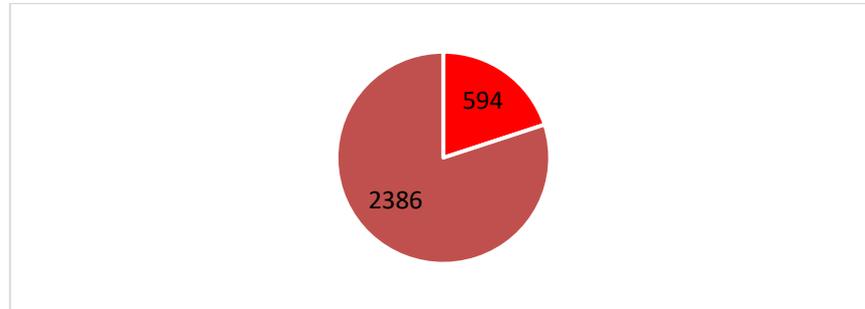


Figure 03 : En 2008 régression des terres utiles (594ha) à peine 1/4 dans la tribu en général et dans le village en particulier.

Les paysannes habituées à la valorisation des parcelles dont elles tirent plus que ce qu'elles consomment se plaignent du manque d'eau ou du prix de l'eau, de la horde de singes qui détruisent les cultures et des sangliers qui les déracinent.

O-B73 ans :

« Les singes ne laissent plus la salade. Ils dévastent toutes les bonnes choses du jardin. On fournit des efforts et tout est dévoré par les singes. On les a lâchés sur les jardins. Dieu te protège, ils détruisent même les pierres. »

Il semblerait que la décennie terroriste 1990-2000 a délogé les singes magots² des cimes. Ils ont occupé les versants où la nourriture est abondante dans les poubelles.

O-B 73 ans se plaint que le gaspillage des nourritures règne :

« Autrefois une galette d'orge, maintenant c'est mieux. Buh, les anciens, ils mangeaient de la galette et du piment, ils remerciaient Dieu. Ils n'avaient plus faim. Autrefois, les aïeux commandaient, la belle-mère décidait. Autrefois il n'y avait pas de gaspillage, il n'y avait pas la faim. De nos jours, on mange et on jette ».

Les pâtes industrielles permettent de diversifier un régime alimentaire monotone.

A-H 45 ans :

« Les pâtes, on les prépare car les enfants les aiment. Parfois on n'a pas le choix, d'autres on en a envie. On les aime en hiver, en été et même durant le mois de jeûne de Ramadhan. On les mange deux à trois fois par semaine. »

¹ . DPATWO : Direction de la planification et de l'aménagement du territoire de la wilaya de Tizi Ouzou.

². Le singe magot est une espèce protégée par l'UNESCO en Algérie.

Le déclin de la culture des jardins fait que les familles recourent à la cueillette des plantes sauvages. A-H 45 ans :

« Nous cueillons dans les champs des plantes sauvages comme l'ail des ours (bibras) ou la marjolaine (fliyout). Nous pétrissons avec une galette. Selon la saison, au printemps nous cueillons des épinards sauvages. Nous ne plantons plus que les fèves ».

Nous remarquons qu'après les années 1980 s'amorce la transition alimentaire dans ce village. Des nutriments nouveaux sont introduits, de nouveaux modes de consommation alimentaires comme le couvert individuel, une autre chronologie des repas calquée sur le temps de l'administration (ABDENNEBI, 2014 :p299).

4. Zakat, ucur et dons à la parentèle :

Il était d'usage à la conquête coloniale que les croyants fassent don d'un dixième du produit de la récolte ou des troupeaux à l'assemblée de leur village qui gère et maintient la chose publique, qui elle-même était redevable à la *zawiya*, pôle religieux chargé de l'enseignement du coran et du pèlerinage à la Mecque. Daumas et Fabar notent « les *zawya* reçoivent une portion de l'*achour* et de la *zakkat* dévolue aux mosquées » (DAUMAS et Fabar, 1847 :p66).

Ces institutions en retour approvisionnaient le village en céréales lors des disettes en s'adressant à d'autres *zawiyas* aux écosystèmes complémentaires, moins touchées par la disette qui acheminaient les dons.

Les *zawiyas* qui avaient fomenté les insurrections de 1871 sous la bannière de la confrérie Rahmánya comme *sidi Abdensr* surnommé *ucbih* sise à *At Ali uharzun* ont été sanctionnées par les autorités coloniales : Fermeture des *zawiyas* et leurs biens *hubus*¹ sont mis sous séquestre, les assemblées de villages ne sont plus élues mais désignées par l'administration coloniale.² Toutefois l'impôt coranique subsiste sous le gouvernement civil et finance les centres de colonisation.³ Depont et Coppolani observaient en 1897 plus de vingt années après les insurrections et les interdictions prononcées à l'encontre des *zawya* « dans les années de disette, en cas de calamité publique, alors que partout ailleurs la faim causait d'irréparables ravages au sein de la foule, les *zawya* conservaient leur rôle hospitalier » (DEPONT et Coppolani, 1897 : p271). Après la première guerre mondiale, les impôts coraniques sont supprimés. Toutefois, les commerçants enrichis continuaient à s'acquitter de la *zakat* et de l'*ucur* sur leur capital comme le stipule la loi religieuse. Ils ne confiaient plus leur distribution aux autorités villageoises comme le veut la tradition mais s'en chargeaient eux-mêmes. Toutefois, avec l'avènement des comités de villages à partir des années 1980, comités

1. Biens *hubus* : biens de main morte propriété de la *zawya*.

2. Les assemblées élues par l'administration coloniale sont des assemblées fantômes qui n'arrivent pas à supplanter l'authentique assemblée de village. En pleine guerre l'assemblée élue continuait à ramasser les cotisations et à tenir des réunions secrètes.

3. Les impôts arabes ne sont supprimés qu'en 1918. Si sous les ottomans ils étaient rétribués en nature, sous le gouvernement civil c'est en numéraire qu'il est acquitté. Cela en plus des cautions et indemnités que tout citoyen qu'il soit colon ou « indigène » est tenu de régler dans une république.

officialisés de fait par l'administration, les particuliers enrichis chargent les comités à dresser les listes des familles et à distribuer les dons dans les villages voisins.

Les assemblées villageoises « *tajmaat* » ont survécu discrètement à tous les bouleversements du siècle, à la colonisation et aux directives du parti unique qui comptait se substituer à leur souveraineté. Les assemblées de villages continuaient à appliquer leurs règlements « *qanun* » et en rénovaient même certains. Elles disposaient d'une autorité réelle, plus importante que les appareils administratifs. Elles se sont chargées de l'adduction des eaux dans les villages quand la lenteur administrative constituait un frein au développement. Ce sont ces assemblées qui ont produit les comités de villages constitués de jeunes diplômés.

C'est ainsi qu'à *Tala n tazart*, il est d'usage que les familles aisées distribuent des provisions de céréales à leur parentèle élargie. Au début du mois de jeûne de Ramadhan, ils distribuent des quartiers de viande du sacrifice d'un bœuf et pourvoient les familles en semoule, sucre et huile de table. La zakat, elle, est une purification du capital et est distribuée à tout le village et parfois même aux villages alentours par les familles aisées. Elle consiste en une somme d'argent et des tissus pour tous les habitants du village.

Jusqu'aux années 1990, *Tala n tazart* assurait sa sécurité alimentaire en comptant sur le savoir-faire agricole de ses femmes, sur la solidarité des villageois puis sur ce que l'Etat leur concédait en subventions alimentaires. En quarante ans 1960-2000, les pays du Maghreb enregistrent une dépendance aux importations des produits alimentaires de 10 à 54 % (Kouidri, 2004 :p469). Cette dépendance alimentaire reflète néanmoins une nette amélioration en quantité de l'alimentation des populations.

5. La crise économique de 1986 et les couffins de ramadhan :

La pauvreté alimentaire, les pénuries étaient un sujet tabou en Algérie jusqu'en 1990.

Toutes les questions liées à l'alimentation en Algérie étaient le domaine réservé de l'Etat.

Après la crise pétrolière de 1986 et l'explosion des prix des denrées alimentaires sur les cours mondiaux, Le prix des céréales a triplé avec la deuxième crise économique entre 2006-2008. L'Etat se désengage des subventions qu'il accordait aux populations. Fluctuations des prix des denrées de première nécessité et pénuries vont de pair. Les réserves de céréales mondiales en 2008 sont au plus bas, un seuil jamais atteint depuis la seconde guerre mondiale. Les pays riches se servent de l'excédent de céréales pour produire de l'éthanol, une source d'énergie. L'Algérie compte parmi les pays à risques élevés en termes de pénuries alimentaires par la FAO. Sur une échelle de 0 à 9, le pays occupe la septième position.¹

Le fond monétaire international procède en 1997 avec l'aide de la banque mondial à des enquêtes sur la consommation alimentaire en Algérie. Il ressort de ces enquêtes que la pauvreté alimentaire touche 23/° des Algériens surtout en milieu rural. 30/° des ruraux sont

1. Hamid Ait Amara, « substituer les espaces du sud aux terres du nord : une idée dangereuse », dans : El Watan du 13nov 2009, p.08.

pauvres contre 15% d'urbains et 71% des dépenses des ménages sont consacrés à l'achat de produits alimentaires (INSP¹, 2007). Il semble bien que les subventions à l'alimentation que consent l'Etat ne concernent que les aliments industriels importés distribués dans les villes. Nous sommes face à une situation particulière de transition alimentaire, des populations rurales souffrant de carences et des populations urbaines souffrant d'excès. L'enquête Tahina menée entre 2002-2007 réalisée par l'institut national de santé publique en collaboration avec l'union européenne fait état d'un pourcentage élevé d'obèses parmi les urbains dont l'âge oscille entre 35-70 ans dans diverses régions d'Algérie. Nous avons : 55,90% de personnes âgées entre 35 et 70 ans c'est-à-dire la moitié environ est en surpoids avec un indice de masse corporelle IMC supérieur ou égal à 25. Le surpoids et même l'obésité sont plus fréquents chez les femmes et en milieu urbain ou dans le Tell plutôt que dans la ruralité. 66, 52% de femmes présentent un IMC supérieur à 25. L'IMC est plus élevé chez les femmes 27,40 plutôt que chez les hommes 24,32. L'IMC moyen en milieu urbain est de 26,43 au lieu de 25,52 en milieu rural (Ibid.). Il semble qu'à mesure que les conditions de vie et le pouvoir d'achat s'améliorent on observe en Algérie une tendance à consommer les produits d'importation c'est-à-dire les aliments industriels enrichis en sel, sucre et graisses.

Les Algériens accusent un déséquilibre dans leur alimentation. Ils ont une propension à consommer le double de ce qui est recommandé en produits gras 2,7 produits gras au lieu de 1. 2 .Ils ne mangent pas assez de légumes ni de fruits à peine 0,6 fruits au lieu de 2 et 0,2 légumes au lieu de 3(Ibid.).

Ce sont les personnes au niveau d'instruction supérieur qui achètent deux fois plus de fruits et de légumes. De plus les conditions de vie des milieux aisés ne nécessitent pas de dépenses énergétiques soutenues puisqu'ils circulent en voiture et leurs logements présentent toutes les commodités de confort.

Face à cette situation, l'Etat met en place des aides aux catégories défavorisées. Il verse des allocations forfaitaires de solidarité d'environ 5460 DA par mois aux personnes nécessiteuses. Les autorités aidées des comités de villages distribuent le couffin de Ramadhan qui consiste en semoule, lait, pâtes, huile, légumineuses.

Conclusion :

Nous avons constaté tout le long des entretiens le déclin des jardins à Tala n Tazart avec ce que cela induit comme retentissement sur la qualité de la consommation alimentaire des villageois. Le village est envahi par le béton, l'Etat ayant initié une aide au logement rural et les urbains se saisissent de l'opportunité pour construire leur résidence secondaire. L'eau est tarifée, des hordes de singes prolifèrent qui dévastent les jardins. Les savoirs faire paysans sont dépréciés et les jeunes rêvent de s'installer en ville. Les cahiers de compte de l'épicier marquent une nette rupture dans la quantité et la qualité de la consommation des villageois. Il semble que c'est dans la décennie des années 1980 que s'est amorcée la transition nutritionnelle à Tala n Tazart avec l'introduction de l'alimentation industrielle huile et lait industriels. Cette transition

1. INSP : L'Institut National de Santé Publique

s'est accompagnée de précarité alimentaire. Si la population générale de l'Algérie a triplé entre 1962-1987, la population urbaine elle, a été multipliée par 10. (Belguidoum, 2008 :p1). Les populations fuient les campagnes synonymes de pauvreté et de précarité, 80% d'urbains en 2008 selon le recensement officiel. Les programmes de développement agricoles et ruraux PNDA, PNDRA lancent des campagnes de plantation et de greffage d'oliviers en montagne, l'olivier étant une espèce rustique adaptée aux sécheresses. Cette densité de population urbaine et même montagnarde compte en majorité sur les produits importés pour se nourrir.

Bibliographie :

I. Archives :

1. Archives de la wilaya de T. Ouzou. (1955). *PBS agricole*. Tizi Ouzou : chambre d'agriculture.

II. Sources écrites :

1. AUCAPITAINE, H. (1864). *Etudes sur le passé et l'avenir des Kabylies, les kabyles et la colonisation*. Paris : Challamel.
2. CARETTE, E. (1849). Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840, 1841, 1842. T.1, Etudes sur la Kabylie proprement dite. Paris : Ed imprimerie nationale.
3. DAUMAS, E. et FABAR, P. (1847). *La grande Kabylie : Etudes historiques*. France : Ed Hachette et Cie.
4. DEPONT, O. et COPPOLANI, (1897). Les confréries musulmanes. T.2, Paris : Editions Adolphe Jourdan.

III. Les études (Livres et articles) :

1. ABDENNEBI-OULARBI, H. (2014). *Communication, sociabilité et catégories alimentaires dans les communautés villageoises de Kabylie (1950-2008)* (Thèse de Doctorat). UMMTO, Tizi Ouzou.
2. BADILLO, D. (2000). *Stratégies agro-alimentaires pour l'Algérie*. Aix en Provence : Edisud.
3. BELGUIDOUM, S. (2008) « la ville en question. ». in : *colloque Analyse des dynamiques urbaines*.
4. CHIKHI, K., & Padilla, M. (2014). L'alimentation en Algérie. Quelles formes de modernité ? *New Medit*, 3, 50-59.
5. FRAHI, S. (1990). l'évolution de la consommation alimentaire en Algérie de 1962 aux années 1990. *Horizons maghrébins*, 151-157.
6. GUILLERMOU, Y. (1999). Villes et campagnes en Algérie. *Autrepart*, 11, 47-60.
7. KOUIDRI, M. (2004). Du développement à l'assistance. La pauvreté dans les discours politiques et économiques en Afrique du nord et au moyen orient. Paris : Edition Karthala-Urbama.
8. KOUIDRI, M. (2004). *Du développement à l'assistance. La pauvreté dans les discours politiques et économiques en Afrique*. Paris : Karthala-Urbama.
9. MORIZOT, J. (1985). Les kabyles : Propos d'un témoin. Paris : CHEAM.
10. PADILLA, M., Delpeuch, F., Le Bihan, G., & Maire, B. (1995). *Les politiques alimentaires en Afrique du nord*. Paris : Ed Karthala-ORSTOM

IV. La presse :

1. AIT AMARA, H. (2009) : « Substituer les espaces du sud aux terres du nord : une idée dangereuse » in : *quotidien El Watan, Algérie, 13 nov.P8*.

V. Instruments de recherche :

1. Direction de la planification et, de l'aménagement. (2008). *Annuaire statistique de la wilaya de Tizi Ouzou*. Tizi Ouzou : Plan.
2. République algérienne démocratique et populaire. (2007). :« *Transition épidémiologique et système de santé. Projet TAHINA (contrat n°ICA3- CT-2002-10011) enquête nationale santé*. Algérie : TAHINA.
3. République algérienne démocratique et populaire, ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière , Institut national de santé publique :« *Transition épidémiologique*

et système de santé. Projet TAHINA (contrat n°ICA3- CT-2002-10011) enquête nationale santé.
» nov. 2007.

4. RGPH, office national des statistiques, annexe régionale d'Alger : 2008 « Plan d'agglomération secondaire, Tala n Tazert, échelle 1/200 » wilaya de Tizi Ouzou commune Iboudrarene, code 1560.
5. Wilaya de Tizi Ouzou, daïra de Beni Yenni, commune Iboudrarene, Répartition des logements, ménages, populations résidentes et populations occupées par agglomérations et zones éparses, RGPH 1987, Algérie.

**Les représentations de la femme du Harem
dans la pratique artistique contemporaine magrébine.
The representations of Harem's wife in contemporary Magrebian artistic
practice**

Abir MARSIT

Docteur en littérature comparé et Designer. Chercheure rattachée au FORELLIS (Formes et représentations en linguistique, littérature et dans les arts de l'image et de la scène) à l'Université de Poitiers/ France. Chercheure associée au Centre français d'archéologie et de sciences sociales CEFAS / Koweït
E-mail : marsitabir@gmail.com

Reçu le : 29.07.2020	Révisé le : 20.08.2020	Accepté le : 25.08.2020
-----------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Résumé :

Des artistes ont changé leur rapport à l'art et ont collaboré à bouleverser le paysage culturel dans des domaines tels que la littérature, la musique, le cinéma ou l'art plastique. En s'attaquant aux interdits, leur liberté d'expression a laissé place à une force créatrice. Ils sont devenus maîtres de leur passé, de leur présent, de leur futur et même de leurs corps.

En effectuant une sélection de travaux artistiques contemporains magrébine, dans lesquels le corps entre dans un dialogue particulièrement significatif à nos yeux, avec la lettre calligraphique.

A travers l'analyse des représentations orientalistes de l'espace fermé et privé du « harem », cet article tentera, en se basant sur les études de travaux de la sociologue marocaine Fatima Mernissi, et l'observation de certaines œuvres contemporaines, de Lalla Essaydi et Majida Khatari, pour mieux présenter l'image de la femme du Harem contemporain et comment les artistes femmes utilisent l'écriture comme un médium de reconstruction d'une nouvelle image du corps.

Mots-clés : Représentations orientalistes, harem, l'imaginaire, pratiques artistiques contemporaines, artiste femme, la femme maghrébine."

Abstract:

Artists have changed their position towards art and collaborated in unsettling the cultural landscape in domains such as literature, music, cinema or plastic art .By struggling against prohibitions, their freedom of speech has left room to a creative force .They have become masters of their past, their present, their future and even of their bodies. By carrying out a selection of maghrebian contemporary artistic works, in which the body enters a particularly significant dialogue to our eyes, with the calligraphic letter.

Through the analyses of the orientalist representations of the closed and private space of the "harem», this article will attempt, on the basis of the studies of the works of the Moroccan sociologist Fatima Mernissi, and of the observations of certain contemporary works of Lalla Essaydi and Madjida Khatani, to present a better image of the Harem woman and how the female artists use the writing as a medium of the reconstruction of a new body image.

Key words: orientalist's representations, harem, the imaginary, contemporary artistic practices, female artist, the Maghrebian woman.

E-mail de correspondance : marsitabir@gmail.com

Introduction

Influencés par l'imaginaire des peintres orientalistes, de nombreux artistes contemporains se sont inspirés de la vie intime de la femme maghrébine dans son espace privé (son architecture, ses couleurs, ses surfaces décorées, ses vêtements transparents, etc...) pour offrir une vision plus authentique et émotionnelle, qui s'installe entre l'imaginaire et le réel, entre l'observation du vrai et l'impulsion visionnaire.

L'objet de cet article est de comprendre la façon dont les artistes femmes arabes se sont approprié les codes de la peinture orientaliste pour nous proposer des œuvres qui bouleversent la représentation de la femme arabe dans son intimité et sa demeure, loin de la vision fantasmée de la Grande Odalisque d'Ingres. En s'intéressant à la question du corps comme objet de fantasme dans un « Harem » artistique¹ et en questionnant le rapport au corps, à la nudité (le dévoilé) et à la beauté.

La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle constituent un tournant décisif. Durant cette période les femmes artistes s'approprient leur identité visuelle² à travers de nouvelles pratiques artistiques qui leur permettent de libérer la femme et son image pour éviter de tomber de nouveau dans un orientalisme³ d'un autre genre et d'une autre époque.

Sur la base des travaux de la sociologue marocaine Fatema Mernissi, nous étudierons, dans une première partie, la perception des femmes de « Harem » dans l'imaginaire occidental. La deuxième partie sera consacrée à l'étude de plusieurs œuvres contemporaines afin de mettre en lumière la façon dont certaines artistes (Lalla Essaydi et Majida Khattari) utilisent l'écriture comme un médium de reconstruction d'une nouvelle image de leur propre corps et de leur propre portrait.

1. Les femmes du « Harem » dans l'imaginaire occidental

En raison de l'influence des peintres orientalistes, qui ont abusivement décrits les harems comme des lieux de séduction et d'oisiveté, cette pratique marginale, réservée à une élite a servi à généraliser le mode de vie des femmes arabes et maghrébines.

Le terme « Harem » évoque communément l'essence même de la vie des femmes dans les sociétés islamiques, l'institution du « Harem » n'a été envisagée comme un sujet historique que de manière très récente.

Les recherches sur le « Harem » ont généralement eu pour conséquence d'évacuer toute perspective d'histoire sociale et politique, soit qu'elles se fondaient sur une problématique de représentations, de miroirs croisés entre l'Orient et l'Occident, « soit qu'elles développaient

¹ « Harem » artistique est le concept d'un lieu imaginaire traduit artistiquement par l'artiste maghrébine.

² Durant la période des années 1990 qui constituent l'apogée de l'art féminin maghrébin.

³ L'orientalisme est un mouvement littéraire et pictural son sujet d'inspiration est le monde arabe et le Proche-Orient.

une vision certes indigène, mais mythique, idéalisée, du harem comme institution matricielle et intemporelle (DAKHLIA, 2006).

Réservé aux femmes et inaccessible aux hommes, le « Harem » dans la peinture orientaliste est un lieu de plaisir et de fascination. Cette fascination occidentale renvoie une image où le « Harem » est considéré comme un produit de fiction.

D'après Fatima Mernissi⁴, cette représentation « reproduit dans leurs nombreuses odalisques cette image de l'intimité du « Harem », avec des femmes nues, sensuelles et langoureuses » (MERNISSI, 2001 : 16).

La sociologue marocaine mène un combat dans ses livres pour défendre et protéger la place de la femme dans la société musulmane et même dans l'imaginaire des Musulmans.

Après une décennie redondance de combat contre tous les interdits qui défavorisent la femme musulmane, « interdits illustrés et incarnés par ce lieu de claustration et d'asservissement qu'est le « Harem » » (MERNISSI, 2001 : 16).

Fatima Mernissi est conduite de ce fait à mettre au jour les significations associées au « Harem » occidental qui est de loin beaucoup moins désagréable que le « Harem » oriental. Par conséquent, c'est l'image de l'Orient qui s'articule tout autour de l'ensemble des représentations portés par la pensée occidentale dans sa quête d'elle-même⁵. Mernissi précise dans le même texte que « le « Harem » oriental, fut réinterprété par des écrivains comme Guy de Maupassant qui en a donné une version romantique et édulcorée, pour satisfaire les goûts de ses lecteurs » (MERNISSI, 2009 : 103 - 104).

Ses images se nourrissent de mythes et en même temps de réalités qui se contredisent dans des représentations collectives reproduites aussi par les artistes. Ces œuvres ont contribué à la diffusion, en Europe, d'une vision fantasmée du monde arabe.

Christian Loubet considère que « l'iconographie traditionnelle est renouvelée : sous les oripeaux de la turquerie c'est le registre libertin d'un Boucher ou d'un Fragonard et même, au-delà, les schémas figuratifs classiques. Un turban, un drapé, un éventail, une parure introduisent l'insolite et aiguissent le regard » (LOUBET, 1987 : 285 - 306).

Au fil du temps, beaucoup d'entre eux décrivent en détail la vie interne du « Harem » et la vie des femmes se prélassant sur des coussins, discutant, rêvant, pareissant parées d'or et de pierres précieuses, fumant et s'appuyant sur des coussins qui s'affaissent, les bras potelés par l'indolence, tandis que les eunuques et les esclaves se tiennent devant elles, impatients de leur épargner le moindre mouvement. En analysant l'image présentée dans les

⁴ Fatima Mernissi (1940-2015) est une sociologue et féministe marocaine. Elle s'est opposée au patriarcat dans la culture musulmane. Parmi ses livres: *Sexe, Idéologie, Islam* (1985), *Le monde n'est pas un harem* (1991), *Sultanes oubliées : femmes chefs d'État en Islam* (1990), ou encore *Le harem politique : le Prophète et les femmes* (1992).

⁵ Dans son ouvrage *l'amour dans les pays musulmans*, où elle montre que le harem sera recréé par le colonisateur et représenté par les photographes et les soldats français sous une forme clinquante dans les cartes postales.

tableaux d'Eugène Girard et Jean Léon Gérôme⁶, « les femmes seraient induites à différentes formes de transgression sexuelle et de genre et le modèle du « Harem », assimilé à un couvent dévoyé, peut figurer en soi une forme d'imposture absolue » (DAKHLIA, 2010).

Pour Fatima Mernissi, le « Harem » colonial n'est qu'une « bande dessinée de la morale coloniale [...] elle est la mise en œuvre par le moyen photographique du fantasme du « Harem » » (MERNISSI, 2009 : 103). Ces tableaux sont un témoignage direct du regard que le colonisateur pouvait porter sur les colonisés. En effet, l'image de la femme et son intérêt pour les problèmes politiques et philosophiques sont ce qui la rend si séduisante et intelligente. Elle utilise le silence pour observer la faiblesse de son rival.

Dans *L'amour dans les pays musulmans*, Fatima Mernissi analyse le stéréotype orientaliste de la femme arabe soumise, offerte sexuellement, passive et sans esprit (MERNISSI, 2009 : 37). Elle cherche également à dénoncer l'imaginaire orientaliste. Elle s'interroge aussi sur les femmes muettes et les hommes qui se sentent menacés dans leurs privilèges (MERNISSI, 2001: 99).

Fatima Mernissi se livre à une véritable analyse du fantasme dans le « Harem » vu par les occidentaux. Elle précise que « les fantasmes orientalistes ne disent rien de l'Orient, en revanche, ils peuvent révéler beaucoup de la masculinité occidentale qui les a produits » (MERNISSI, 2001: 99). A propos de cette transformation d'une réalité en « un imaginaire fantasmagorique »⁷, Mernissi nous entraîne dans une étude au cours de laquelle, elle interroge « le passé et le présent, mais aussi son entourage, sur la conception occidentale du Harem » (MERNISSI, 2001: 99).

Le « Harem » n'était pas seulement le lieu où l'on pouvait s'abandonner aux plaisirs des sens. Il fut surtout une source d'inspiration pour plusieurs artistes contemporains, qui ont marqué de leurs voies artistiques ce mouvement universel. Comment les expériences artistiques arabes ont-elles donc été influencées ?

2. Le « Harem » artistique :

2.1. Lalla Essaydi, le dialogue corporel entre des écritures voilées

Le contact avec l'Occident a aidé au développement de l'art moderne dans le monde arabe car, en étudiant l'esthétique occidentale à la fin du XIX^e siècle, les artistes arabes ont commencé à se libérer de l'interdit et du tabou de l'Islam vis-à-vis des images. Au XX^e siècle, l'expérimentation des artistes arabes a déclenché une transformation des genres traditionnels de la réflexion historique et identitaire, grâce à l'aide de la nouvelle technologie. Cette révolution technologique a permis à plusieurs artistes de renouveler certains domaines artistiques.

⁶ A travers les tableaux orientalistes, le corps humain est délivré de son contenu spirituel. Ce n'est pas l'Orientale qui intéresse Ingres, c'est le cadre oriental qui constitue l'écrin d'une créature fantasmagorique. Et encore Delacroix fait des *Femmes d'Alger* une « scène de genre orientale » avec l'idée d'une vision de l'Orient et des femmes chez elles.

⁷ Fantastique et irréel.

L'art de la marocaine Lalla Essaydi base sur la question du retour et la façon de l'envisager, une fois qu'on vit hors du pays d'origine. Cela conduit à une interrogation sur ce qu'il faut protéger et transformer pour produire un chemin de retour par la création artistique. Elle choisit la photographie comme le moyen de représentation le plus puissant. Dans ses photographies, l'artiste confronte « des attitudes différentes envers la femme musulmane » (Wijdan, 2002 : 92) et convoque dans ces espaces des modèles féminins semblables aux femmes qui l'ont entourée dans son enfance.



Figure 01 : Lalla Essaydi. *Les femmes du Maroc, (Harem Beauty 1)*, Photographies, trois impressions chromogènes montées sur aluminium avec un stratifié de protection UV, 61 × 50,8 cm chacune, 2008.

Le fait d'être une artiste arabe vivant en Occident lui confère en effet le recul nécessaire pour observer les deux cultures et les deux savoirs. En tant qu'artiste, elle habite un lieu qui n'est pas seulement géoculturel, c'est-à-dire lié à des lieux référentiels et des habitudes collectives, mais aussi imaginaire, c'est-à-dire nourri de représentations conscientes et inconscientes, d'images et de souvenirs propres à l'artiste. Lalla Essaydi installe ces femmes, dans un décor oriental, et ensuite expose les parties visibles de leur corps, entièrement calligraphié au henné. Ce sont « des femmes qui tissent les symboles de l'imaginaire collectif sur des métiers de haute et basse lisse, à la lisière des champs de l'Atlas, elles tatouent au henné les mains et les pieds ou le cuir tanné des coussins, des outres et des tentes sahariennes, elles laissent sur les objets nés de leurs mains leurs empreintes en guise de signature, elles sèment en chantant [...] Elles expriment la joie collective [...], elles évoluent, libres, corps drapés d'étoffes aux couleurs d'arc en ciel ou aux couleurs nocturnes qu'éclaire l'éclat des bijoux [...] » (EL KHAYAT, 2011 : 16 - 17).

Il en résulte des photographies et visuellement originales. On le voit presque dans tous ses travaux. Des images pour des femmes pudiques, drapés dans leurs silences. En formant « un contraste avec le foisonnement de mots [...] qui viennent les couvrir, semblant illustrer des fragments de leurs imaginaires et de leurs pensées » (ALAOUI, 2011 : 7), la calligraphie donne donc une voix aux femmes silencieuses dans les photographies de l'artiste. Ces photographies déploient également le sujet de la figuration des femmes dans « l'imaginaire orientaliste » (JUILLIARD, 2019 : 179) du XIX^e siècle et de la première moitié du siècle dernier. Dans l'œuvre *Harem*, les femmes sont habillées de caftans qui émergent dans le décor. Le caftan⁸

⁸ Le caftan est un vêtement traditionnel marocain.

Les représentations de la femme du Harem dans la pratique artistique contemporaine magrébine

pour Lalla Essaydi est l'emblème de l'identité féminine magrébine. Les reproductions colorées, qui étaient absentes dans les deux premières séries *Converging Territories* et *Les femmes du Maroc*, sont de retour dans « Harem ».

Chez l'artiste marocaine, la représentation du « Harem » dans les photographies est un « [...] retour à la source qui a pour effet une révélation de l'identité comme valeur » (DAKHLIA, 2006). L'élaboration de l'image idéale de la femme arabe, dans certaines de ses œuvres de *Harem Revisited*, présente des femmes qui sont si colorées qu'elles se décomposent dans l'espace. Elles charment l'observateur qui n'a pas l'habitude de voir ces femmes dans leurs lieux privés avec leurs traditions orientales.

Ces images de « Harem » donnent la sensation de s'immerger « [...] dans un univers interdit où se mêlent intimement exotisme et érotisme » (GALOIN, 2017).

Néanmoins, l'artiste appelle le spectateur à passer de l'autre côté du miroir. Il s'agit de sortir de l'image du spectacle pour prendre conscience d'une réalité historique et sociale. Les photographies présentent « [...] une sorte de cri et de chuchotement que l'artiste tente d'opposer au silence réservé aux femmes dans les sociétés musulmanes qui peinent à s'émanciper » (ALAOUI, 2011 : 7).



Figure 02 : Lalla Essaydi, *Harem Revisited*, Photographies, trois impressions chromogènes montées sur aluminium avec un stratifié de protection UV, 61 × 50,8 cm chacune, 2012.

Dans les séries de *Harem Revisited*, l'artiste ré-imaginaire l'espace du palais comme un espace réservé seulement aux femmes, où elles vivent entre elles, séparément des hommes, dans une mise en scène colorée et décorée par des motifs détaillés. Ces femmes recouvertes par des graphismes et des écritures illisibles et indéchiffrables sont enfermées dans un espace où elles n'ont pas de voix ni de paroles. Elles se fondent dans l'espace et se confondent avec l'architecture de ces lieux. Elles sont absorbées entièrement par l'espace qui les entoure. Les photographies transforment le palais et l'espace intime du « Harem » en donnant aux femmes une nouvelle fonction dans les lieux. Les femmes deviennent un élément constitutif de l'espace et non de simples usagères. Elles n'agissent pas sur l'espace comme les autres usagers. C'est l'espace qui agit sur elles. En les couvrant de calligraphie, l'artiste leur donne un nouveau moyen de s'exprimer et de se démarquer de l'espace. Elle leur donne une parole par l'écriture. Cependant cette écriture reste illisible et indéchiffrable pour le spectateur. Elle est un élément graphique et esthétique qui ne transmet pas le message des femmes.

Dans leur silence et dans le lieu où elles s'intègrent, les femmes de la photographie donnent à l'artiste un espace d'expression et font entendre sa voix. Les couches de henné viennent améliorer l'expressivité des images.

Lalla Essaydi utilise une calligraphie sans prendre en compte le sens et la signification des lettres et des mots. Elle utilise des signes comme interprétations de l'imperceptible. La calligraphie est ici une expression de l'âme qui matérialise l'invisible. Cet imperceptible, que cherche à rendre visible la calligraphie indéchiffrable de l'artiste, représente les opinions, les sentiments, le silence et la parole de ces femmes enfermées dans les harems ou enfermées dans cette image traditionnelle de la femme orientale soumise. Cette métamorphose dans l'esthétique va au-delà de la photographie. Que voir ? Que retenir ? Qui est la femme dans cette représentation d'une réalité mise en scène ? Est-elle un observateur ou bien un acteur influencé par son humanité ?

Ici la femme devient actrice. En portant sur son corps la calligraphie qui fut pendant des siècles un art masculin, elle l'a insérée dans le monde féminin dont elle était exclue. En choisissant plusieurs femmes comme sujets de ses photos, l'artiste « [...] met fin au silence qui leur était imposé » (MANACH, 2017). Ces images nous permettent de suggérer la complexité de l'identité féminine. En ce qui concerne cette identité complexe et individuelle des femmes marocaines et arabes :

« Ne sont pas toutes opprimées, subjuguées ou déprimées comme le pensent les occidentaux. Leur vie, aussi bien que celles des autres, ne doit plus être définie par des stéréotypes. Vivre dans une culture qui repose sur des traditions anciennes et des structures hiérarchisées est très difficile. Mais les femmes marocaines et arabes font aussi preuve d'énormément de détermination, de créativité et d'humour pour faire face aux absurdités de la vie particulières à chaque culture » (IBNOU ZAHIR, 2014).

Peut-être qu'en invoquant le regard orientaliste des peintres occidentaux, son travail convaincra « [...] les femmes occidentales d'adopter un esprit plus communautaire avec leurs homologues arabes, ainsi qu'un sens plus accru de leurs différences » (IBNOU ZAHIR, 2014).

C'est ainsi que le travail d'Essaydi invite les femmes occidentales à adopter une plus grande communauté d'esprit plus avec leurs homologues arabes. En tant qu'artiste arabe vivant en Occident, elle considère les empreintes culturelles communes comme distinctes entre l'Orient et l'Occident d'aujourd'hui, pour partager une expérience avant-gardiste dans un espace d'imagination nouveau et une réalité propre aux femmes qui relient les deux mondes.

Lalla Essaydi récupère et déconstruit ces images qui continuent d'influer sur l'idée que se font les Occidentaux des femmes arabes. La critique que fait l'artiste de l'orientalisme s'inscrit dans la continuité de la réflexion d'Edward Saïd⁹ pour qui l'orientalisme « [...] n'est pas un simple thème ou domaine politique reflété passivement par la culture, l'érudition ou les institutions ; il n'est pas non plus une collection vaste et diffuse de textes sur l'Orient ; il ne

⁹ Edward Saïd (1963-2003) est un théoricien littéraire et critique palestino-américain. Il a enseigné la littérature anglaise et la littérature comparée à l'université Columbia de New York. Il est l'auteur de nombreux livres de critique littéraire et a notamment beaucoup écrit aussi sur le conflit israélo-palestinien et sur le Moyen-Orient.

Les représentations de la femme du Harem dans la pratique artistique contemporaine magrébine

représente pas, il n'exprime pas quelque infâme complot impérialiste « occidental » destiné à opprimer le monde « oriental ». C'est plutôt la distribution d'une certaine conception géoéconomique dans des textes d'esthétique, d'érudition, d'économie, de sociologie, d'histoire et de philologie [...] » (SAÏD, 1980 : 25).

En insistant sur la question de l'odalisque et du corps féminin, Essaydi présente ainsi son travail qui va au-delà de la culture islamique et intègre la fascination occidentale pour l'odalisque, le voile et le « Harem », si visibles dans la peinture.

Par le choix du lieu (le Harem), des éléments de la composition artistique (calligraphie écrite avec du henné), du média (la photographie) et des modèles (les femmes), l'artiste cherche à récupérer la riche tradition orientale traditionnelle en l'associant à un média contemporain. Elle réunit ainsi un art moderne (la photographie), un art traditionnellement masculin (la calligraphie) et un art féminin (l'application du henné).

Mernissi et Essaydi mènent un projet commun pour défendre l'image d'une femme arabe d'aujourd'hui : l'une par ses écrits sur la liberté des femmes dans les pays islamiques, et l'autre par des photographies utilisant la calligraphie arabe comme outil artistique pour illustrer le vécu des femmes dans les harems.

Par ces associations Lalla Essaydi exprime les contradictions qui existent dans sa culture maghrébine entre hiérarchie et fluidité, entre espace public et espace privé, entre la richesse et les aspects oppressants des traditions islamiques. Lalla Essaydi présente une nouvelle manière d'exposer l'image de la femme arabe qui s'oppose à la représentation de l'imaginaire occidental associé à la présentation des harems dans la peinture orientaliste.



Figure 03 : Lalla Essaydi, Les femmes du Maroc , (Inspiration de Femmes d'Alger dans leur appartement), Photographies, Impression chromogène, 71,37 x 89,41 cm, 2006.

Dans le tableau de Delacroix, dans l'espace fermé et privé d'un « Harem » en Algérie, trois femmes portent des habits confectionnés dans des tissus nobles et qui laissent voir leurs mollets nus dans des postures lascives et sensuelles. Dans les Femmes d'Alger, les personnages sont réunis dans un lieu luxueux. Malgré l'absence de meubles, la pièce affiche pourtant une impression de faste et d'exotisme. On voit seulement du drapé en soie, des couleurs chaudes qui reflètent l'ouverture, la clarté, la brillance, la noblesse. Eugène Delacroix construit un univers imaginaire qui évoque à la fois l'érotisme et l'exotisme associé à l'Orient (STASZAK, 2008 : 7 - 30).

Lalla Essaydi dans *les femmes du Maroc*, utilise « la gaze »¹⁰ pour en couvrir ses modèles. La gaze vient recouvrir la nudité de la même manière que l'on panse une plaie. Son usage peut suggérer l'élégance et la souplesse du corps féminin. Essaydi explique qu'elle a « [...] supprimé la nudité des peintures et créé des scènes domestiques réelles où les femmes arabes charment le public en décidant de la manière dont elles veulent être vues, mettant ainsi un terme à la tradition voyeuriste des orientalistes » (HOUK, 2009).

Mettre fin à ce mythe de la femme orientale soumise, enfermée et heureuse de son sort en tant qu'objet de désir, est l'objectif de plusieurs artistes femmes maghrébines. Donner une voix aux femmes pour raconter leurs propres histoires, leurs propres réalités, est la substance du projet de Lalla Essaydi.

Les œuvres d'Essaydi remettent en question l'image de cette femme-esclave véhiculée par l'imaginaire orientaliste du XIX^e siècle et rappellent les dures conditions de vie des femmes de « Harem ». Dans des espaces réels et métaphoriques, l'art contemporain traduit la réalité en témoignant du passé.

L'artiste femme arabe, musulmane et maghrébine a imposé sa propre lecture du monde dans une aventure contemporaine et un retour à l'identité arabo-musulmane.

Lalla Essaydi a essayé de dévoiler l'espace privé typiquement réservé aux femmes, un espace qui présente d'une part un témoignage du pouvoir féminin et d'autre part la frontière entre deux cultures.

C'est donc un travail marqué dans toutes ses étapes par la présence d'un souffle mystérieux et fantastique. On peut trouver dans chaque œuvre de cette artiste un esprit créatif, où elle intègre le corps dans un décor, dans des scènes écrites, où ces jeunes femmes s'installent dans un lieu réel. Dans cet espace encadré des corps écrits, les esprits sont scrutés, réfugiés dans l'imaginaire de l'artiste. L'artiste marocaine nous présente donc un palais où les murs avalent les corps et les redonnent dans leurs plus belles parures. C'est un travail qui lui permet d'aller loin dans sa perception du réel : le fantasme du 21^{ème} siècle !

2.2. Majida Khattari¹¹ entre l'espace privé et l'espace public

Majida Khattari partage à sa manière la relecture politique de l'orientalisme tel que le perçoit Edward Saïd, comme construction « d'une identité-repoussoir, d'une figure de l'altérité menaçante, exotique, barbare, primitive et soumise » (SAÏD, 1980 : 25). Cette *identité-repoussoir* est à la fois un modèle inversé et modifié de la culture européenne, « renforcée et qui a précisé son identité en se démarquant d'un Orient qu'elle prenait comme une forme d'elle-même, inférieure et refoulée » (SAÏD, 1980 : 25).

¹⁰ La gaze est un tissu léger et transparent, fait de fil de coton, lin, laine ou soie, utilisé autrefois dans les hôpitaux. Son nom proviendrait de son lieu de fabrication originelle : la ville de Gaza en Palestine.

¹¹ Majida Khattari (1966-) est une plasticienne et photographe franco-marocaine, née à Erfoud. Elle vit actuellement à Paris depuis 1988. Dans son travail, on trouve un grand intérêt à la relation entre tradition et modernité.

Les représentations de la femme du Harem dans la pratique artistique contemporaine magrébine

La photographe franco-marocaine ne récupère l'orientalisme que pour le repositionner comme faisant partie de la tradition de l'Autre. Elle trouve du plaisir à recréer la richesse visuelle de l'œuvre. Les photographies de Majida Khattari ne relèvent ni de la citation picturale ni de l'exercice de style, ni encore moins d'une étrange nostalgie folklorique. Il s'agirait plutôt « d'une tentative de retournement du regard occidental sur l'Orient » (DEPARIS-YAFIL, 2013). L'artiste met en lumière les tissus en soies, organzas et dentelles, matières précieuses et luxueuses. On voit l'élégance des motifs floraux dans un « extrême souci du détail et de la mise en scène, volupté de jeunes femmes alanguies dans des intérieurs somptueux et baroques, dont on devine les corps drapés, enfouis sous les robes et les voiles, atmosphère d'élégance et douce sensualité [...] » (DEPARIS-YAFIL, 2013).



Figure 04 : Majida Khattari, *Odalisque cent visages*, 2012-2013, Photographie, 80 x 120 cm, Tirage argentique contre collé sur aluminium.

Un flou est posé sur les identités et malgré tout ce raffinement on voit à peine les visages, juste une mise en scène, évitant ainsi toute frontalité. Avec Majida Khattari « l'image se présente davantage comme un appel à l'imaginaire que comme une réalité recréée, comme un accès possible à l'universalité de l'altérité plus que comme une galerie de portraits » (DEPARIS-YAFIL, 2013). L'artiste développe dans l'œuvre ci-dessus le concept de l'apparition du corps comme tabou et comme support des lettres calligraphiques.



Figure 05 : Majida Khattari, L'étreinte, 2012-2013, Photographie, 120 x 180 cm, Tirage argentique contre collé sur aluminium.

Tout comme Lalla Essaydi, Khattari convoque la tradition de la peinture occidentale et orientaliste avec de nouvelles propositions photographiques. À travers l'évocation du sujet du voile, les sculptures de Khattari interrogent l'usage matériel et politique du corps féminin, aussi bien en Orient qu'en Occident. L'intégration du corps humain dans une performance dans le monde arabe se fait avec une calligraphie arabe qui constitue une sorte de révolution et se bat contre le sacré et le tabou. Le but de son projet est de sortir le voile du domaine strictement religieux, en montrant qu'il a une histoire culturelle et sociale. Khattari explique que son travail résulte de la rencontre de l'apparat moderne du corps féminin avec les normes de la tradition islamique.

L'artiste s'inspire donc de l'idée d'un luxe vaniteux, d'une fissure enfouie au cœur de la belle harmonie des apparences, et le motif floral qui parcourt les images pourrait être celui de fleurs maldives. Donc les images orientalistes qui nous ont nourris, qui nourrissent encore plus ou moins consciemment la vision du monde arabe sur lui-même et des autres sur lui, ne peuvent être ni ignorées ni enfermées dans un passé révolu.

Dans la plupart de ses œuvres elle désire aussi, à côté de ses inspirations orientalistes, adopter une beauté contemporaine de l'image dans une harmonie invisible. Ce plaisir esthétique que pourrait provoquer un beau tableau, peut-être accusé de détourner l'observateur du sens et du discours de l'œuvre. Par ce choix délibéré du beau, Majida Khattari utilise une nouvelle stratégie plastique, pour passer son message.



Figure 06 : Majida Khattari, Voilé, dévoilé, Photographies, Tirage argentique contre collé sur aluminium, 180 x 120 cm, 2010.

L'artiste développe dans l'œuvre ci-dessus le concept de l'apparition du corps comme tabou la controverse peine à transparaître dans ces tableaux dérangés avec soin. « [...] La femme arabe reste absente, étouffée sous les dentelles et les références politiques, perdues sous le drapé des étoffes [...] » (MOIGNARD, 2013).

Une nouvelle manière d'exposer l'image de la femme arabe qui s'oppose à la représentation de l'imaginaire occidental associé à la présentation des harems dans la peinture orientaliste. Essaydi et Khattari questionnent le « Harem » comme une réalité familiale. Elles critiquent et dénoncent une pensée masculine pour faire sortir le voile du domaine strictement religieux, en montrant qu'il a une histoire culturelle et sociale.

Conclusion

Le projet de Mernissi, Essaydi et Khattari est le même : projeter la mémoire de leur enfance dans un « Harem » au Maroc d'aujourd'hui. Ses femmes cherchent à comprendre le vrai « Harem ». Elles reviennent sur toute une tradition picturale musulmane qui représente le féminin et qui n'a rien à voir avec les tableaux de Delacroix ou d'Ingres.

Essaydi, comme Khattari, cherchent à contrôler l'image de la femme magrébine d'aujourd'hui. Les deux artistes interrogent le silence des femmes dans des sociétés patriarcales où la femme se retrouve assimilée à un objet ou à une propriété dont l'homme peut disposer.

Si les femmes d'Essaydi prennent parole par la calligraphie, les photographies Khattari réussit à sortir du palais et de son silence pour qui lui donnent l'estime et la liberté auxquelles elle aspire. Essaydi et Khattari décrivent, chacune à travers son art, une réalité historique, et lèvent le voile sur les tabous qui entourent la condition des femmes dans les sociétés

traditionnelles. En dénonçant l'image du passé, elles défendent une nouvelle image de la femme maghrébine et arabe en général. Mernissi et les deux artistes cherchent à contrôler l'image de la femme arabe d'aujourd'hui. Raison pour laquelle l'appropriation et le contrôle de leur image leur a échappé.

Tous ces travaux artistiques et sociologiques traitent des préoccupations de la société maghrébine, offrent des témoignages sur la condition féminine et couvrent plusieurs périodes depuis la colonisation des années 50 jusqu'à l'époque contemporaine.

Nous observons que la femme, qu'elle soit artiste ou intellectuelle, servante ou bourgeoise, quelle que soit la tranche d'âge ou la classe sociale à laquelle elle appartient, occupe une place de choix dans l'art contemporain.

Les œuvres étudiées nous avons été amenés à étudier des représentations orientalistes du « Harem » oriental et comprendre comment cette image de l'intimité des femmes a évolué grâce à des artistes femmes qui ont métamorphosé l'art arabe.

Dans ces œuvres, Mernissi, Essaydi et Khattari, ont évoqué la place de la femme, tout en questionnant son rapport au corps, à la nudité et à la beauté, en transmettant une image d'un Orient différent des imaginaires orientalistes.

Bibliographie :

Les études : (livres et articles)

1. ALAOUI, B. (2011). « Exposition Lalla Essaydi ». [En ligne]. Publié dans *dossier de presse du ministère de la culture marocaine*, p.7. Disponible sur : http://lallaessaydi.com/news/PDFS/Catalogs/Press_Packet_Ministry_of_Culture.pdf
2. ALI, W. (2002). « Les femmes musulmanes : entre cliché et réalité ». Publié in *revue Diogène*, n°199, pp. 92-105. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-diogene-2002-3-page-92.htm>
3. AZIZA, M. (1977). *Patrimoine culturel et création contemporaine en Afrique et dans le monde arabe*. Paris : éditions Les nouvelles éditions africaines.
4. DAGER, Ch. (1990). *Le Lettrisme arabe*. Beyrouth : éditions Société des éditions pour la distribution et l'édition.
5. DAKHLIA, J. (2010). « Harem : ce que les femmes, recluses, font entre elles ». In : *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, [En ligne]. <http://clio.revues.org/5623>
6. DAKHLIA, J. (2016). « Entrées dérobées : l'historiographie du harem ». [En ligne]. Publié in *revue Clio*, Disponible sur : <http://clio.revues.org/282>
7. DAOUD, Z. (1994). *Féminisme et politique au Maghreb. Soixante ans de lutte*. Paris : éditions Maisonneuve et Larousse.
8. DEPARIS-YAFIL, M. (2013). « Exposition Majida Khattari «Luxe, désordre et volupté»», <http://www.atelier21.ma/wp-content/uploads/2013/12/Catalogue-Majida-Khattari-2013.pdf>
9. EIGNER, S. (2010). *L'Art du Moyen-Orient, l'art moderne et contemporain du monde arabe et de l'Iran*. Paris : éditions Toucan.
10. EL HEIDERI, B. (1981). *Un temps qui vaut tous les temps en arabe*. Paris : éditions Institut arabe des Recherches, Première édition.
11. EL KHAYAT, R. (2011). *La Femme artiste dans le monde arabe*. Paris : éditions de Broca, pp. 16-17.
12. ERRAZZOUKI, S. (2012). « L'orientalisme revue et corrigé de Lalla Essaydi ». [En ligne]. Publié in *revue courrier international*, Disponible sur : <https://www.jadaliyya.com/Details/25958/Artistic-Depictions-of-Arab-Women-An-Interview-with-Artist-Lalla-Essaydi>

13. GALOIN, A. (2017). « La femme orientale dans la peinture du XIXe siècle ». [En ligne]. Publié in *revue Histoire par l'image*. Disponible sur : <http://www.histoire-image.org/etudes/femme-orientale-peinture-xixe-siecle>.
14. HOUK, E. (s. d.). « Lalla Essaydi, de l'autre côté du miroir ». [En ligne]. Disponible sur : <https://femmesdumaroc.com/caftan/lalla-essaydi-de-lautre-cote-du-miroir-125>
15. JUILLIARD, C. (2019). « Imaginaire et orientalisme chez les écrivains français du XIXe siècle ». [En ligne]. Publié in *revues-plurielles*, p.179. Disponible sur : http://www.revues-plurielles.org/_uploads/pdf/9_16_19.pdf
16. LOUBET, Ch. (1764). « Les "Belles Orientales" dans l'imaginaire de quelques peintres occidentaux ». In: *Cahiers de la Méditerranée*, n°35-36, 1, 1987. *Villes, voyages et voyageurs en Méditerranée* [Actes des colloques de Nice, décembre 1987, juin 1988] pp. 285-306; https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1987_num_35_1_1764
17. MANACH, T. (2017). « L'image de « la Maghrébine » dans le cinéma français (1970-2007). [En ligne]. Publié in *Genre et Histoire*, Disponible sur : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/2925>.
18. MERNISSI, F. (1984). *Le harem politique. Le Prophète et les femmes*. Paris : éditions Albin Michel.
19. MERNISSI, F. (1996). *Rêves de femmes. Une enfance au harem*. Paris : éditions Albin Michel.
20. MERNISSI, F. (2001). *Le Harem et l'Occident, Nouvelles questions féministes*. Paris : éditions Albin Michel.
21. MERNISSI, F. (2009). *L'amour dans les pays musulmans*. Paris : éditions Albin Michel.
22. MOIGNARD, M. (2013). « L'esthétisme est-il soluble dans la revendication ? ». [En ligne]. Disponible sur : <http://diptykblog.com/blog/2013/02/27/majida-khattari-latelier21/>
23. MUZZARELLI, F. (2009). *Femmes photographes, émancipation et performance (1850-1940)*. Paris : éditions Hazan.
24. NAEF, S. (1996). *À la recherche d'une modernité arabe, L'évolution des arts plastiques en Égypte, au Liban et en Irak*. Genève : éditions Slatkine.
25. RIEFFEL, V. (2012). *L'Art contemporain arabe : Érotisme ou exotisme ?* Paris : éditions Hazan.
26. SAÏD, E. (1980). *L'Orientalisme, L'Orient créé par l'Occident*. Trad. de l'américain par Catherine MALAMOUD, Paris : éditions du Seuil.
27. STASZAK, J- F. (2008). « Qu'est-ce que l'exotisme ? ». [En ligne]. Publié in *revue genevoise de géographie*, Vol.148, 2008, pp.7-30. Disponible sur : https://www.persee.fr/doc/globe_0398-3412_2008_num_148_1_1537

**Mythologie méditerranéenne, dialogues et échanges d'occupants à occupés :
la perception de l'aspect méditerranéen de l'Espagne par les officiers
napoléoniens pendant la *Guerra de la Independencia*.
Mediterranean's mythology and dialogues between French invaders and
Spanish inhabitants during the *Guerra de la Independencia*.**

RAMONDA Thomas

Doctorant en histoire

Université d'Aix-Marseille.

E-mail: thomas.ramonda@gmail.com

Reçu le : 29.09.2020

Révisé le : 10.11.2020

Accepté le : 15.11.2020

Le résumé : Cet article repose sur l'immense littérature de mémoires d'officiers et de soldats ayant participé à la *Guerra de la Independencia* (1808-1814). Nous y relevons les diverses allusions aux paysages, langages, coutumes, comportements et moments d'échanges avec les habitants afin de questionner le potentiel choc culturel qui s'établit durant l'occupation de l'Espagne entre occupants et occupés. D'une part nous y voyons des sources précieuses, bien qu'orientées, sur les rares instants de paix que connaît l'occupation de l'Espagne, d'autre part, les descriptions et les remarques des officiers nous plongent dans l'état d'esprit et les perceptions de ces derniers. Ces derniers offrent un regard sur l'Espagne biaisé par un imaginaire mythologique construit sur leurs connaissances historiques du passé de l'Espagne et des peuples méditerranéens en général. Ainsi, nous y interrogeons les éléments récurrents qui participent à la fabrique d'un discours sur ce qui définit un peuple et un territoire méditerranéen au sein d'une population militaire cultivée, faisant souvent usage de comparaisons hâtives avec les expériences des précédentes campagnes napoléoniennes.

Mots clés : Guerre d'Indépendance espagnole - occupation napoléonienne - choc culturel - peuple méditerranéen

The abstract: This article highlights the immense memory literature of the officers and soldiers who took part in the *Guerra de la Independencia* (1808-1814). We pick up on allusions to landscapes, languages, customs, behaviours and the moment of exchange with the inhabitants in order to question the potential cultural shock established during the occupation of Spain. On the one hand, we'll notice the precious sources, although orientated, on the rare moments of peace that the occupation of Spain had known. On the other hand, the descriptions and remarks of officers lead us to the state of spirit and the perceptions of the latter. These latter provide a glance on Spain distorted by an imaginary mythologic constructed on the historical knowledge of the past of Spain and the Mediterranean populations in general. In addition, we'll highlight the recurrent elements which participate to the making of a speech on what defines a people or race and a Mediterranean territory within military population using, most often, hasty comparisons with precedent Napoleonic campaigns experiences.

Key Words: Peninsula War - Napoleonic occupation - cultural clash - Mediterranean people

E-mail de correspondance : thomas.ramonda@gmail.com

Introduction

« La Méditerranée a une couleur comme les maquereaux, c'est-à-dire changeante, on ne sait pas toujours si c'est vert ou violet, on ne sait pas toujours si c'est bleu, car la seconde d'après, le reflet changeant a pris une teinte de rose ou de gris... » Écrit Vincent Van Gogh à son ami Théo, en février 1888, alors en visite aux Saintes-Maries-de-la-Mer (VAN GOGH, 1888 : Lettre F619). La multiplicité des couleurs de la mer Méditerranée rappelle un espace géographique et géopolitique pluriel, à l'image de la diversité des cultures qui le compose. Cette richesse culturelle, qui s'explique par la position géographique de cet espace, à la convergence de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, s'appuie cependant sur un héritage cohérent, permettant dès lors de construire une identité commune (BERQUE, 1998 : 24). L'histoire de la Méditerranée, et des différents épisodes historiques qui constituent cette histoire, est donc profondément transnationale. La *Guerra de la Independencia* en est un exemple type. Ce conflit oppose les troupes napoléoniennes de l'Empire français, qui occupent la majeure partie de l'Espagne au nom de Joseph Ier, frère de Napoléon, aux forces espagnoles, anglaises et portugaises, soutenues par des insurrections populaires armées et organisées en *guérillas*, entre 1808 et 1814. La *Guerra de la Independencia* fait l'objet d'une discussion scientifique internationale, née de la confrontation entre les historiographies des nations ayant pris part au conflit. A l'intersection de ces champs de recherches nationaux, les historiens ont étudié les conséquences de l'occupation étrangère sur les habitants et les institutions espagnoles dans le but d'identifier les formes de métissage idéologiques qui en ont résulté (AYMES, 2001). Cependant, la *Guerra de la Independencia* ne saurait se comprendre qu'à la seule échelle péninsulaire, et bénéficie plus largement du renouvellement historiographique des guerres de l'Empire napoléonien. Ce champ d'études appréhende les phénomènes insurrectionnels par le biais d'analyses portant sur les cultures des occupants et occupés, de leurs valeurs, croyances et perceptions. Dans son étude traitant de la contre insurrection napoléonienne en Calabre, Nicolas Cadet mesure l'ampleur du décalage entre la population militaire française et la société calabraise, dont les structures socio-économiques restent traditionnelles. Il élargit cette analyse de la société Calabraise à l'ensemble des sociétés méditerranéennes, expliquant la résistance totale de la société espagnole à l'occupation napoléonienne par le choc culturel qui existe entre les protagonistes (CADET, 2015 : 190). Les sources privilégiées par ces approches dites culturalistes, sont les mémoires et lettres de combattants.

Nous faisons ici le choix d'une approche culturaliste depuis le point de vue des officiers français. L'utilisation des mémoires d'officiers napoléoniens comme sources tangibles de l'étude de la guerre d'Espagne fut rejetée au début du XXème par l'historiographie espagnole (FARIAS, 1919 : 13-35), puis réhabilitée par certains historiens ibériques (MORENO ALONSO, 2004) en cela qu'ils représentent des sources potentiellement pertinentes pour observer les dialogues entre Français et Espagnols entre 1808 et 1814. Cette étude s'inscrit dans la lignée des travaux de Jean-Marc Lafon sur la condescendance des troupes françaises envers la société espagnole (LAFON, 2008) ou les violences sexuelles commises par les soldats français envers les femmes (LAFON, 2006) pour poursuivre cette démarche qui consiste à saisir la singularité des échanges entre occupants et occupés et mesurer l'ampleur du choc culturel formé par l'arrivée d'une armée cosmopolite dans un état méditerranéen.

Notre étude tient compte des analyses de Laurence Montroussier sur la vision commune que partagent soldats français et anglais au sujet des habitants de la péninsule, les considérant comme des « barbares » (MONTROUSSIER, 2007), afin de questionner l'existence d'un stéréotype méditerranéen dans la vision française des Espagnols. Nous incorporons également les réflexions de Matilda Greig, qui relèvent l'influence des mémoires des soldats de la guerre d'Espagne dans le processus d'écriture de l'histoire (GREIG, 2017), nous permettant de questionner la place des témoignages des soldats français dans la diffusion d'une légende noire sur la société espagnole. Quels sont donc les aspects de la littérature des mémoires des officiers de l'Empire qui font référence à l'histoire méditerranéenne ? Comment ces stéréotypes structurent la vision de l'Espagne, de ses habitants et leurs cultures qu'ont les soldats français ? Ainsi nous mettrons en avant les perceptions des paysages et de la culture dans les écrits français pour ensuite analyser les éléments de dialogue et d'échanges entre Espagnols et Français qui alimentent l'imaginaire collectif français.

1. L'immersion de l'occupant dans la culture de l'occupé

Il n'est pas ici question d'étudier les affrontements qui se sont déroulés dans la péninsule mais plutôt de s'intéresser aux perceptions de la culture espagnole par les Français qui renvoient à un imaginaire méditerranéen. Les rapprochements qui sont fait avec les éléments géographiques africains laissent entrevoir une volonté des officiers français de donner un caractère exotique à la découverte de l'Espagne. L'officier Sébastien Blaze, apothicaire, décrit lors de son arrivée en Andalousie une chaleur extrême, apportée par le Bochorno, vent venu d'Afrique, et déclare même apercevoir les côtes africaines près de Gibraltar (BLAZE, 1828 :192). Au-delà des paysages, c'est la culture espagnole dans sa globalité, qui marque les esprits des officiers français. Nous mettons de côté les épisodes de famines pour considérer, parmi les rares moments d'échanges autour d'une table, des témoignages français détaillant la nourriture typiquement espagnole, on peut relever les "mets pimentés et safranés", l'utilisation de l'huile d'olive comme condiment principal, la consommation importante de thon, de polenta, qui font référence à des aliments perçus comme « méditerranéens ». Le vin est régulièrement mentionné et décrit comme de bonne qualité, il tient une place importante dans le quotidien des Espagnols (FEE, 1856 : 79 ; MARCEL, 1913 : 12 et 26 ; LAVAUX, 2004 :146) et nourrit dès 1808 un imaginaire collectif propre à l'alimentation méditerranéenne qui se rapproche du régime méditerranéen actuel (BALTA, 2007). Outre ces échanges culinaires, les épisodes de paix entre les occupants et occupés autorisent les soldats français à assister à toutes sortes de festivités espagnoles.

Parmi les descriptions de fêtes de village on retrouve l'évocation de chants qualifiés de "plaintifs" et de musiques accompagnées d'airs de guitare, (FEE, 1856 : 80 ; LAPENE, 1823 : 47 ; ROCCA, 1840 : 64) qui montre les premiers contacts avec la culture gitane. La danse espagnole, qualifiée « d'enivrante », « vive » et « voluptueuse », suscite une fascination certaine pour les Français : les officiers s'étonnent de voir les femmes, habituellement réservées, se mouvoir et s'animer de la sorte (MORIN, 1991). Alors que les officiers français partagent leur quotidien avec des Espagnols mornes et distants, les fêtes de village deviennent le lieu d'une ambiance chaleureuse.

Les mémorialistes renforcent la dimension exotique de leurs séjours en accentuant les décalages avec la culture française, à ce titre le soldat Marcel confie que de telles danses seraient mal vues en France, (MARCEL, 1913 : 43) et le colonel Morin insiste dans ses mémoires sur le fait “qu’il fallait le voir pour y croire”. Ce faisant, ils participent à la création d’un imaginaire collectif français des coutumes musicales espagnoles, et participent donc à la création d’un imaginaire collectif des coutumes musicales espagnoles. Pas tous les mémorialistes n’ont eu la chance d’assister à des fêtes de villages, mais un plus grand nombre ont eu l’occasion de découvrir et commenter les corridas. Le roi Joseph organise ces « courses de taureaux », selon l’expression des chroniqueurs, pour faire oublier aux habitants la présence des armées françaises sur le territoire espagnol. La corrida recouvre donc un but politique tant elle est fédératrice pour les Espagnols : le roi Joseph n’hésite pas à faire venir de l’Andalousie les hommes les plus habiles pour cette sorte de combat et à accueillir les madrilènes venant par foules assister à ce spectacle. (MAFFRE, 1982 : 264, l’officier Manière qui consacre cinq pages à la description des coutumes et du vocabulaire de la corrida, GAMA, 1841 : 412). Cette tradition fait l’objet de nombreux débats et les mémorialistes relèvent que la plupart des officiers français considèrent avec dégoût ce spectacle violent qu’ils assimilent au caractère “agressif et sauvage” des espagnols (FEE, 1856 : 71). Faut-il y voir le signe d’une fermeture d’esprit ? C’est en tout cas l’avis de l’officier Maffre : « La plupart des voyageurs qui ont décrit l’Espagne, dédaignant d’entrer dans les mœurs des espagnols, ou bien plutôt de sortir de la manière de voir de leur propre pays, ont mal représenté les combats de taureaux ». La corrida est donc représentée dans les écrits français comme un spectacle violent et propre à l’Espagne, ces descriptions participent à nourrir l’imaginaire français d’un peuple méditerranéen violent. Lorsque Blaze évoque la filiation avec les jeux du cirque romain il ancre les éléments typiques de la culture espagnole qu’il rencontre dans l’idée qu’il se fait d’une mythologie historique méditerranéenne (BLAZE, 1828 : 57).

2. Le poids de l’Histoire dans les descriptions napoléoniennes.

Avant de lancer l’invasion de l’Espagne, Napoléon commande à Dominique-Joseph Garat un rapport sur le peuple primitif de l’Espagne. A l’image de ce rapport, les officiers français, classe militaire assez cultivée, ont une vision de l’Espagne insurgée qui repose sur son passé Phénicien, Carthaginois, Romain et Arabe (CASENAVE : 2008). Ainsi, certains mémorialistes entremêlent leurs connaissances sur le passé maure de l’Espagne et l’aperçu de coutumes inconnues dans leurs descriptions ; Fée rappelle l’origine des alcarrazas et se plaint des transformations apportées par la christianisation des monuments maures de Gérone, Séville, Saragosse (FEE, 1856 : 58 et 74). Cette évocation fréquente du passé est particulièrement éloquente chez Gama, qui se retrouve dans les pas de Scipion l’Africain (GAMA, 1841 : 485). L’imaginaire méditerranéen construit par les mémorialistes se base sur des lieux communs concernant l’antiquité romaine et l’histoire espagnole, comme les références à l’Alhambra de Grenade, la cathédrale de Salamanque et aux vestiges romains (NOEL, 1895 : 101 ; MORIN, 1991). Edouard Lapène consacre plusieurs pages de ses mémoires à l’histoire de l’occupation maure en Espagne, notamment à propos de Cadix, port fondé par les Phéniciens et Hercule, puis fréquenté par les Carthaginois et les Romains. Ses descriptions sont emprunts d’exaltation romantique : « On admire un bel amphithéâtre, des colonnes, des statues colossales, les restes d’un temple, dans ce berceau de Trajan, d’Adrien, de Théodose, d’Arcadius et Honorius ses fils, du poète Silius Italicus » (LAPENE, 1823 :

250). La description des monuments historiques permet aux officiers français de donner un ton épique à leurs récits et d'inscrire les conquêtes napoléoniennes dans l'Histoire méditerranéenne. Il est d'autant plus intéressant de voir comment les soldats français actualisent ces interprétations historiques. Hippolyte d'Espinchal retrouve dans la tenue d'un habitant de *Castilla-la-Mancha* « qui ressemble encore par sa forme ancienne à la tunique que portaient les guerriers romains. » des similitudes avec les ancêtres historiques des Espagnols : « D'autres rappellent les vêtements mauresques » (D'ESPINCHAL, 1901 : 386), Blaze quant à lui observe qu'un « castillan relève avec dignité les plis de ses vêtements comme un sénateur romain enveloppé dans sa toge. » (BLAZE, 1828 : 312). Les descriptions vestimentaires sont des références communes à une culture et une histoire méditerranéenne en ce sens qu'elles proviennent indistinctement d'Orient ; la grand-voile de laine qui leur cache toute la figure excepté les yeux, a pour origine la pièce de drap dont les femmes s'enveloppent dans l'Orient quand elles sortent. » (D'ESPINCHAL, 1901 : 386), ou bien de Grèce, selon l'officier Manière, qui s'attarde longuement sur la description de femmes « coiffées à la grecque », et mentionne le port du voile typique appelé « mantille », assortie à la *Basquiña*. Au-delà d'un héritage simplement vestimentaire, c'est surtout l'agressivité et le comportement belliqueux des Espagnols qui est issue d'une longue tradition historique méditerranéenne pour les mémorialistes. Le passé maure de l'Espagne justifie, pour les officiers français, de nombreuses comparaisons avec les peuples des pays du sud de la méditerranée. Pour Fée « A cette époque il fallait voyager en Espagne comme on voyage en Arabie ; malheur à qui s'écartait de la caravane ! Les Espagnols, dans les veines desquels se trouvent encore quelques gouttes de sang africain, se faisaient Bédouins, guettaient leur proie, et par amour du pillage plutôt que par dévouement patriotique. » (FEE, 1856 : 18). Pour Gama « on vit des peuples d'Europe imiter les atrocités que commirent les nègres des côtes d'Afrique », (GAMA, 1841 : 452). Rocca propose une analogie avec la campagne d'Egypte :

« On rencontre à chaque pas en Andalousie des traces et des souvenirs des Arabes et c'est le mélange singulier des coutumes et des usages de l'Orient avec les mœurs chrétiennes qui distinguent particulièrement les Espagnols des autres peuples d'Europe. [...] On retrouve encore de nos jours une analogie si frappante entre la manière de faire la guerre des habitants de quelques parties de l'Espagne et celle des diverses peuplades au milieu desquelles les français ont combattu sur les bords du Nil, que si l'on substituait dans quelques pages de l'histoire de la campagne d'Egypte, des noms espagnols à des noms arabes on croirait lire le récit d'événements arrivés en Espagne. » (ROCCA, 1840 : 176 et 186).

Ce cadre de perceptions qu'adoptent les officiers français, mélange de notions mythologiques et de stéréotypes propres à l'histoire méditerranéenne, formate les interactions et les dialogues qu'ils vont avoir avec les habitants de la péninsule.

3. La guerre comme cadre d'un dialogue forcé nourri de stéréotypes.

Dans les premiers temps du conflit, les témoignages français multiplient les évocations de villages désertés. Les habitants prennent l'habitude de fuir leurs logis à l'approche des troupes françaises (MIOT DE MELITO, 1856 : 23 ; ROCCA, 1840 : 24), nous devons donc émettre l'hypothèse que les moments de dialogues restent relativement rares, du moins dans les premières années du conflit. Parfois, les habitants n'ayant pas le temps de fuir devaient faire face à l'arrivée massive et rapide des nouveaux arrivants qui décidaient de « se loger militairement » en tirant à bout portant sur les serrures (ROCCA, 1840 : 29). Face à ce phénomène vécu comme traumatisant pour les Espagnols, la création d'une confiance entre occupants et occupés paraît dès le début impossible. Par crainte de violences de la part des français ou de représailles de guérilleros, l'entente entre les deux populations reste très compliquée à établir : Gonnevillle explique sa surprise quand, à son arrivée, aucun espagnol n'est en mesure de lui donner quelque information tant ils sont apeurés par la venue des troupes françaises (GONNEVILLE, 1875 : 102). La fuite généralisée des habitants à la vue des soldats est temporaire, d'où le retour des habitants du village de Ceballo, une fois persuadés de la modération des troupes napoléoniennes (DE CHAMBERET, 2001 : 106-107). Henri Sheltens, arrivé dans un village abandonné près de Ronda, décide de s'installer et une fois qu'il aperçoit un villageois, l'invite à manger avec les soldats, le « bon vin à profusion » aidant à communiquer (SCHELTENS, 2004 : 41). Les témoignages de moments cordiaux, instaurant des moments de paix au sein de la guerre (ROCCA, 1840 : 237-240 ; LAGNEAU, 1881 : 167-168 ; GONNEVILLE, 1875 : 236 ; GILLE, 1892 : 47-52 ; VIVIEN, 1907 : 209) doivent donc être vus comme des moments brefs, du moins dans les campagnes qui sont les lieux d'insurrections.

Ces rares moments de paix ne permettent toujours pas le dialogue, surtout lorsque aucun français ne parle l'espagnol. Joseph Tyrbas de Chamberet atteste que, malgré la bonne volonté de chacun des camps à vouloir se faire comprendre, il ne réussit à dialoguer que par quelques mots et gestes (DE CHAMBERET, 2001 : 24). Un véritable métissage linguistique s'érige alors comme principale interface de communication, une *lingua franca*, issue d'un mélange de français, d'espagnol, d'italien et de latin. Fée explique : « je fus logé chez un médecin [...] qui ne connaissait que sa langue maternelle et le latin, et essayait de se faire comprendre d'un baragouin gallo-ibérico-latin » (FEE, 1856 : 16). Dans la même dynamique, Rocca et Percy conversent en latin avec le maître d'école du village et le curé (ROCCA, 1840 : 49 ; PERCY, 2002 : 453) et mettent en évidence les racines latines du français, de l'espagnol et de l'italien (parlé par les troupes italiennes composant les corps napoléoniens) dans leurs témoignages, illustrant l'idée d'un dialogue entre méditerranéens permis par une histoire commune. Seule une minorité de français se sont consacrés à l'apprentissage de l'espagnol, avec un réel enthousiasme, comme Bonnart : « Dès que je fus à Barcelone je cherchai un maître de langue pour apprendre l'espagnol » (BONNART, 1828 : 46), ce qui réduit encore le nombre de dialogues entre soldats et habitants que nous pouvons supposer. Une certaine coexistence est cependant rendue possible, dès lors que certains officiers se portent en protecteurs de leurs hôtes : « lorsqu'en pareilles circonstances les habitants sont chez eux on s'entend avec eux on distribue des billets de logements on rend les militaires logés responsable des méfaits qui peuvent se commettre les militaires se portent de même à devenir les protecteurs de leurs hôtes » (BRUN DE VILLERET : 73 ; PERCY, 2002 : 443 et 460). Les moments d'échanges sont donc rares et naissent dans le cadre d'une guerre particulièrement violente. Ces moments sont donc contraints par des tentatives d'empathie de

la part des officiers napoléoniens envers les us et coutumes espagnoles dans le but de limiter les insurrections populaires et les soutiens de la population aux guérilléros. Le ministre de la guerre Berthier demande au général Gouvion Saint-Cyr « d'assister tous les dimanches à la messe avec la musique militaire, et de vivre en bonne intelligence avec les habitants » (SAINT-CYR, 1831 : 49), preuve d'une prise en compte du profond sentiment religieux de la population espagnole. Des formes de dialogues ont lieu entre officiers et hôtes ecclésiastiques. (GRAINDOR, 2002 : 93 ; NOEL, 1895 : 99 ; ROCCA, 1840 : 199) et illustrent les perceptions des officiers français d'une société méditerranéenne pieuse avec un respect des valeurs traditionnelles. L'historiographie, tant française qu'espagnole, relève très justement le rôle des ecclésiastiques dans la guérilla espagnole (AYMES, 2008). Ici, nous nous bornerons à trouver les éléments au caractère religieux qui constituent un ensemble de croyances et de mythes pour les officiers français à propos de l'idée d'une ferveur religieuse propre aux peuples du sud. Si nous mettons de côté les analyses des discours de curés qui appellent au soulèvement de la population, les perceptions de la religiosité de la société espagnole s'observent de manière plus légère. Les officiers relèvent les nombreuses interjections religieuses qu'utilisent leurs interlocuteurs ibériques, les « *Ay Jesus !* » et les « *Si Dios lo quiere* » ou encore les signes de croix extrêmement fréquents. Fée y voit une fois de plus une comparaison avec le passé maure de l'Espagne, et les idées reçues sur des populations qui utilisent fréquemment les remerciements à Dieu, se retrouvent dans ses mémoires, lorsqu'il décrit son hôte, imitant parfois « le stoïcisme de l'arabe qui dans son malheur s'écriait : c'était écrit ! » lors de son séjour à Aravalo (FEE, 1856 : 213). Lavaux note la prédominance des ecclésiastiques sur le libre arbitre des populations, et le poids des règles religieuses dans la vie quotidienne (LAVAUX, 2004 : 147). Face à ce constat, Rocca en déduit un sentiment de ferveur religieuse propre aux populations méridionales « le caractère des Espagnols de ces provinces [ici Saragosse] ne ressemble en rien à celui des autres nations d'Europe. Leur patriotisme est tout religieux comme il l'était chez les anciens, ou aucun peuple ne se laissait aller au désespoir. » (ROCCA, 1840 : 41). Ces remarques, échappées de rares moments de dialogue que l'occupation permet, nourrissent l'imaginaire d'une culture méditerranéenne pieuse. La religion n'est cependant pas le seul facteur expliquant le patriotisme espagnol d'après les mémoires de soldats français.

4. Fierté, orgueil et insoumission.

Lorsque Laurent Antoine Apollinaire Fée se plaint de la manière dont la famille d'un hôte s'adresse à lui, et témoigne de la franchise d'un second hôte qui lui avoue « qu'il n'aimait pas les étrangers et encore moins les français, mais qu'il remplirait ses devoirs, sans attendre aucune amitié » (FEE, 1856 : 32, 88 et 232), il nous permet d'aborder la vision stéréotypée de la fierté du peuple espagnol, telle que perçue par les français. L'invasion de la péninsule ibérique a provoqué une vague d'insurrections armées, les embuscades et les assassinats de français sont événements courants, seulement les témoignages français de l'insoumission espagnole concernent d'autres aspects que les actions militaires. Les officiers associent toutes formes d'exhortations des occupés au soulèvement comme conséquences de cette fierté ibérique. En effet, loin de nous la possibilité de détailler les plus minimes actions de guerre légère, nous voyons plutôt dans certaines provocations, qui n'ont aucune autre

utilité militaire que de faire ressentir l'insoumission des Espagnols, des éléments qui orientent les perceptions des officiers napoléoniens du peuple espagnol vers les qualifications d'« orgueilleux, fiers et insoumis ». Pour illustrer cette affirmation, nous mentionnons ici Paulin, qui relève le fait d'avoir été accueilli par des autorités municipales espagnoles habillées de vêtements brodés du portrait de Ferdinand VII (le prétendant espagnol à la couronne, principal opposant à Joseph, le frère de Napoléon, sur le trône), ou encore le refus de la part des hôtes de nourrir les soldats français. Parmi ces provocations, nous considérons les mentions des chants patriotiques espagnols chantés par les femmes lors des entrées de français dans les villages, chant dans lesquels elles souhaitent la mort des officiers français, comme autant d'actions qui ont pour but de démoraliser l'occupant. Cette insoumission nourrissant les formes de combats légers qui se répandent à tous les habitants, femmes, enfants vieillards compris, (sur la participation des femmes au combat voir AYMES, 2008 : 359-370). Nous focalisons ici nos exemples sur les formes d'attitudes ou de provocations légères retenues par les français. L'exemple le plus commun étant les insultes, ou déclarations de désamour, voire de haine, relevés par les officiers (GONNEVILLE, 1875 : 97 ; PAULIN, 1895 : 170, ROCCA, 1840 : 188 et 226, PERCY, 2002 : 450), qui tranchent fortement avec l'accueil auxquels étaient habitués les officiers ayant servis en Allemagne ou en Pologne (ROCCA, 1840 : 76, GAMA, 1841 : 452) participant ainsi à définir un imaginaire des peuples méditerranéens qui se distinguerait des peuples nordiques. Le capitaine Charles-François François écrit dans ses mémoires le récit de son arrivée dans la ville de Port Saint-Marie. Comme tout soldat français, il bénéficie d'un billet de logement. N'arrivant pas à trouver le logis de son hôte, il s'adresse successivement à plusieurs habitants qui refusent de le mener jusqu'à l'adresse indiquée, jouant à le désorienter. Finalement, son hôte retrouvé, la discussion tourne rapidement aux insultes, pour François, il s'agit d'une démonstration de l'orgueil espagnol qui justifie l'usage de la violence pour s'imposer (FRANCOIS, 1913 : 157). Simultanément, les officiers français trouvent dans ce sentiment d'honneur et d'orgueil la raison pour laquelle il est difficile de coopérer avec les habitants. Lorsque ces derniers ne refusent pas catégoriquement tout contact comme le décrit François, ils font preuve de duplicité. Bonnart est agréablement surpris, lorsque arrivé à Irun fin 1809 de grands rassemblements de femmes et d'enfants accueillent l'arrivée des Français, or, il apprend plus tard que leur rôle était de tenir le compte des Français qui entraient en Espagne pour renseigner les guérilleros (BONNART, 1828 : 57). Le général de gendarmerie Busquet est particulièrement déçu de surprendre son guide, en qui il pensait avoir confiance, rédigeant des lettres destinées aux insurgés, arguant du fait que la fierté espagnole empêche toute coopération (MARTIN, 1898 : 136).

Outre la peur, les préjugés marquent la relation entre Espagnols et Français. Ces derniers sont alimentés par le décalage entre les codes moraux d'une société espagnole profondément religieuse et l'armée Napoléonienne considérée comme issue de la Révolution française athée. Maffre annonce à une amie espagnole qu'il est athée, une servante est alors choquée, pensant que les hérétiques « crachent du feu » (MAFFRE, 1982 : 57), Philippe Gille est interrogé par une vieille espagnole lui demandant s'il est vrai que les français « dévorent les enfants » (GILLE, 1892 : 148). Enfin Lapène observe que « la figure même des Français offrait quelque chose d'effrayant et de surnaturel, à cause des assertions avancées par les chefs des guérillas, pour forcer la population à fuir notre présence. » (LAPENE, 1823 : 201).

Mythologie méditerranéenne, dialogues et échanges d'occupants à occupés : la perception de l'aspect méditerranéen de l'Espagne par les officiers napoléoniens pendant la *Guerra de la Independencia*.

Même si les relations peuvent paraître pacifiées dans ces scènes de dialogues, une certaine hostilité ne disparaît pas : les cohabitations remplacent la violence physique par des scènes d'animosité mesurée, d'insultes, de provocations, scènes particulièrement démonstratives de l'agacement que provoque la présence française chez les Espagnols. C'est dans ces moments d'intimités que nous percevons les éléments qui soutiennent, chez les officiers français, l'idée selon laquelle le peuple espagnol, du fait de son caractère méditerranéen, serait particulièrement croyant, fier, refusant toutes formes de soumission, sans aller systématiquement jusqu'à la prendre les armes, mais simplement par la parole.

Conclusion :

L'arrivée des français en Espagne est marquée par le choc culturel entre deux populations pourtant géographiquement proches. Passé l'émerveillement de paysages et coutumes exotiques, les officiers français découvrent une cohabitation forcée, régie par un cadre de guerre, avec un peuple espagnol peu enclin à la présence napoléonienne. Bien que les perceptions de l'autre soient majoritairement haineuses et biaisées par le cadre belliqueux, on retrouve des instants de dialogue pacifiques. Les premiers instants de l'occupation rappellent l'analyse de Norbert Elias sur la facilité de considérer l'autre comme un barbare en raison de l'inconfort qu'il cause lorsqu'il évoque ou accomplit ses fonctions physiques sans penser à les cacher ou à les réprimer (ELIAS, 1969 : 85-86). Les réflexions des mémorialistes que nous évoquons extrapolent des éléments historiques pour décrire leur séjour en Espagne en leur donnant un caractère épique ou bien en justifiant les comportements espagnols par une approche culturaliste primaire. Le passé romain et maure de l'Espagne se reflète dans les descriptions des paysages et de la culture des habitants, tandis que le caractère religieux et fier des espagnols se nourrit de filiations hasardeuses avec l'histoire de l'Inquisition et du phénomène de *limpieza de sangre* qui eut cours à l'époque moderne.

Parmi toutes ces observations françaises, on observe des formes de fascination et d'intégration. La question des mariages et des idylles amoureuses ayant déjà fait l'objet d'études (LAFON : 2006) nous faisons ici référence aux phénomènes d'adaptations aux coutumes locales. Certains officiers français se mettent à vivre « à l'espagnole » (FEE, 1856 : 79). Dans ce sens, l'officier Manière affirme qu'il n'est intégré à la société espagnole qu'« après dix-neuf mois de séjour à Tudela, ou j'avais acquis aux yeux des habitants, le titre de citoyen, et où on avait voulu me marier avec une jeune demoiselle aux yeux noirs » (MANIERE, 1892 : 139). Blaze et Marcel sont quant à eux, chacun confondus pour des Espagnols par des villageois (BLAZE, 1828 : 282 ; MARCEL, 913 : 456). Certains français profitent de cette capacité à se fondre dans la population, Gama donne l'exemple d'un chirurgien égaré qui en vient à se déguiser et imiter les manières des Espagnols pour survivre et rejoindre son régiment, mais également d'un officier français du 55^{ème} régiment qui s'enrôle au sein des bandes d'insurgés, imitant les allures des guérilleros (GAMA, 1841 : 463 et 492). Ces exemples sont relatés en exagérant l'apparence, l'attitude et les pratiques des habitants de la péninsule, en tant qu'éléments majeurs déterminants une identité espagnole telle que perçue par les officiers napoléoniens. Ces dialogues mineurs font partie d'une

histoire méditerranéenne commune, propre à cet espace capable d'engendrer des rencontres et des échanges.

Bibliographie :

Sources

1. BLAZE, S. (1828). *Mémoire d'un apothicaire sur la Guerre d'Espagne, pendant les années 1808 à 1814*. Paris, Ladvocat.
2. BONNART, M. (1828). *Souvenirs d'un capitaine de gendarmerie (1775-1822)*. Paris, Maisons-Alfort.
3. BOYER, P.F.X. (1999). *Historique de ma vie*, présenté par Le Gallic-Holleaux, J. & Paineau, D. Paris, La Vouivre.
4. BRUN DE VILLERET, L.B.P. (1953). *Cahiers du général Brun, baron de Villeret, Pair de de France*, présentées par L. de Saint-Pierre, Paris, Plon.
5. FRANCOIS, C. (1913). *Le journal d'un officier français ou Les cahiers du capitaine François : 1792-1815*. Tours, A. Mame et fils.
6. De LAUTHONNYE, C. (1996). *Ma vie militaire (1807-1819)*. Paris, Librairie Historique Teissède.
7. DEMANCHE, L. (1996). *Relation de ma captivité en Espagne en 1808, 1809 et 1810*. Paris, Librairie Historique Teissède.
8. MIOT DE MELITO, C. (1858). *Mémoires du comte Miot de Mérito, ancien ministre, ambassadeur, conseiller d'État et membre de l'Institut*, Paris, Michel-Lévy.
9. D'HERALDE, J-B. (1997). *Mémoires d'un chirurgien de la Grande Armée 1803-1815*. Paris, le Livre à la carte.
10. D'ESPINACHAL, H. (1901). *Souvenirs militaires, 1792-1814*. Paris, P. Ollendorff.
11. FEE, A-L-P. (1856). *Souvenir de la guerre d'Espagne en 1809-1813*. Paris, Berger-Levrault.
12. FENECH, E. (2001). *Mémoire d'un officier de santé dans l'armée française*. Paris, La Vouivre.
13. GAMA, J-P. (1841). *Esquisse historique du service de santé militaire et spécialement du service chirurgical, depuis l'établissement des hôpitaux militaires en France*. Paris, G. Baillière.
14. GILLE, P. (1892). *Mémoires d'un prisonnier de Cabrera*. Paris, Havard.
15. GONNEVILLE, A-O. (1875). *Souvenirs militaires du colonel le Harivel*. Paris, Editions du grenadier.
16. GOUVIOU SAINT-CYR, L. (1831). *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire*. Paris, Anselin.
17. GRAINDOR, J-A. (2002). *Mémoires de la Guerre d'Espagne*, présentées par Levêque, G. Paris, Points D'Aencrage.
18. JOMINI, A-H. *Guerre d'Espagne : extrait des Souvenirs inédits du général Jomini (1808-1814)*. Paris, Anselin.
19. LAPENE, E. (1823). *Conquête de l'Andalousie, campagne de 1810 et 1811 dans le midi de l'Espagne*. Paris, Anselin et Pochard.
20. LARREY, D-J. (1812-1817). *Mémoires de chirurgie militaires et de campagnes*. Paris, J-Smith, 4 volumes.
21. LAVAUX, F. (2004). *Mémoires de campagnes*, présentées par Bourachot, C. Paris, Arléa.
22. LAGNEAU, G. (1881). *Des Anciens peuples de l'Hispanie*, Paris, Imprimerie Nationale.
23. MAFFRE, J. (1982). *Superbe et généreux Jean Maffre, mémoire d'un baroudeur (1785-1834)*, présentés par Theis, L. Paris, Fayard.
24. MARNIER, J. (1867). *Souvenirs de Guerre en temps de paix. 1793-1806*. Paris, A. Faure.
25. MARTIN, E. (1898). *La gendarmerie française en Espagne et en Portugal (campagnes de 1807 à 1814)*, Paris, Léautéy.
26. HUGO, J. (1823). *Mémoires du général Hugo, gouverneur de plusieurs provinces et aide-major-général des armées en Espagne*. Paris, Anselin.
27. MARCEL, N. (1913). *Campagnes du capitaine Marcel, du 69e de ligne, en Espagne et en Portugal (1808-1814)*. Paris, Plon-Nourrit et Cie.

Mythologie méditerranéenne, dialogues et échanges d'occupants à occupés : la perception de l'aspect méditerranéen de l'Espagne par les officiers napoléoniens pendant la *Guerra de la Independencia*.

28. NOEL, J-N-A. (1895). *Souvenirs militaires d'un officier du Premier Empire*, Paris, Berger-Levrault.
29. PAULIN, J-A. (1895). *Souvenirs du général baron Paulin*. Paris, Plon.
30. PERCY, P-F. (2002). *Journal des campagnes du baron Percy, chirurgien en chef de la Grande Armée*, présenté par Jourquin, J. Paris, Tallandier.
31. RICOME, J-B. (1988). *Journal d'un grognard de l'Empire*. Paris, Presses du CNRS.
32. ROCCA, A-J-M. (1840). *Mémoires sur la guerre des français en Espagne*. Paris, Gide.
33. SCHELTENS, H. (2004). *Souvenirs d'un grenadier de la Garde*. Paris, Editions du Grenadier.
34. MORIN, C. (1991). « Souvenirs du colonel Morin sur son séjour en Espagne (1812-1813), annotés par le colonel Paul Willing » *Revue du Souvenir Napoléonien*, 2-20.
35. MANIERE, J. (1892). *Souvenirs d'un canonnier de l'armée d'Espagne 1808-1814*. Paris, Germain Bapst.
36. De CHAMBERET, J.T. (2001). *Mémoire d'un médecin militaire aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Editions Christian.
37. VIDAL DE LA BLACHE, J. (1913-1914). *L'évacuation de l'Espagne et l'invasion dans le Midi, juin 1813- avril 1814*. Paris, Berger-Levrault.
38. VIVIEN, C. (1907). *Souvenirs d'une vie militaire*. Paris, Hachette.

Les études : (livres et articles)

1. APOSTOLOU, I. (2009). *L'Orientalisme des voyageurs français au XVIII^e siècle. Une iconographie de l'Orient méditerranéen*. Paris, PUPS.
2. AYMES, J-R. (2003). « Irun ou le passage d'un monde à un autre : l'interprétation des voyageurs français en Espagne à la fin de l'époque romantique (1843-1852) », *Voir, comparer, comprendre. Regards sur l'Espagne des XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Presses de la Sorbonne, 235-252.
3. AYMES, J-R. (2008). *La Guerra de la Independencia: héroes, villanos y víctimas (1808-1814)*. Lleida, Editorial Milenio.
4. BALTA, P. (2007). Le régime crétois. *Confluences Méditerranée*, 177-184.
5. CADET, N. (2015). *Honneur et violences de guerre au temps de Napoléon : la campagne de Calabre*. Paris, Vendémiaire.
6. CASENAVE, J. (2008). « Dominique-Joseph Garat - Recherches sur le peuple primitif de l'Espagne ; sur les révolutions de cette péninsule ; sur les Basques Espagnols et Français. Rapport établi en 1811 pour Napoléon Ier », *Lapurdum*.
7. ELIAS, N. (1939). *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy.
8. FARIAS VELASCO, R. (1919). *Memorias de la Guerra de la Independencia escritas por soldados franceses*, Madrid, Editorial Hispano-Africana.
9. FORRET, A. (2002). *Napoleon's Men. The soldiers of the Revolution and Empire*, London/ New York, Hambledon & London.
10. GREIG, M. (2017). Traduire la guerre au xix^e siècle : Réinventions et circulations des mémoires militaires de la guerre d'Espagne, 1808-1914. *Hypothèses*, 347-356.
11. HANTRAYE, J. (2005). « Guerres et questions linguistiques : Français et Espagnols des guerres révolutionnaires à la campagne d'Espagne de 1823 », *Bulletin Hispanique*, 617-632.
12. HERRERO, I. Goulemot, J-M. (2002). «Relatos de viajes e imágenes franceses de España», Mercè B. & Lefere, R (Eds.) *La historia de España en la literatura francesa. Una fascinación*, Madrid, Castalia, 303-326.
13. HOCQUELET, R. (2001). *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne en Espagne (1808-1812)*, Paris, La Boutique de l'Histoire.
14. LAFON J-M. (2006). « Les violences sexuelles en Espagne (1808-1814) : ce que révèlent les témoignages ». *Bulletin Hispanique*, 555-575.
15. LAFON J-M. (2007). *L'Andalousie et Napoléon. Contre-insurrection, collaboration et résistances dans le midi de l'Espagne (1808-1812)*, Paris, Nouveau monde éditions.

16. LAFON J-M. (2008). «Una inquietante extraneza : la vision de la espana del año 1808 en los testimonios napoleonicos, entre la alianza desigual y la guerra abierta». *Anales de Filología Francesa*.
17. Montroussier, L. (2007). « Français et Britanniques dans la Péninsule, 1808-1814 : étude de mémoires français et britanniques », *Annales historiques de la Révolution française*, 131-145.
18. PRADA, A-M. (2007). *La guerrilla en la guerra de la Independencia*. Barcelona, Nabla Ediciones.
19. PIGEARD, A. (2000). *L'Armée de Napoléon. Organisation et vie quotidienne*. Paris, Tallandier.
20. TRENARD, L. (1984). « Images de l'Espagne dans la France napoléonienne ». In. *Les Espagnols et Napoleon: actes du Colloque International d'Aix-en-Provence (13, 14, 15 octobre 1983)*, Aix-en-Provence, Université de Provence, 181-196.

Le débouché maritime du Maroc oriental : Un conflit des intérêts commerciaux entre les autorités du protectorat marocain et celles de la colonie algérienne (1914-1956).

The sea outlet of eastern Morocco.

A conflict of commercial interests between the Moroccan protectorate authorities and those of the Algerian colony (1914-1956)

Dr. LABBI Imad

Histoire contemporaine

Ministère de l'éducation nationale, Maroc

E-mail prof : imad.labbi@gmail.com

Reçu le : 26.09.2020	Révisé le : 10.10.2020	Accepté le : 13.10.2020
-----------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Le résumé :

Le Maroc oriental occupait, pendant le protectorat français, une place particulière dans l'économie générale du royaume. C'est une région isolée par les montagnes de l'Atlas et du Rif et la région aride s'étendant d'Aioun Sidi Molouk à Taza de la côte atlantique Marocaine. Mais malgré cela, elle lui est restée liée politiquement et administrativement, au contraire en raison de sa situation géographique, le Maroc oriental s'est vu contraint de rechercher des débouchés commerciaux et maritimes dans le secteur algérien d'Oran, qui en est séparé par des frontières politiques et douanières.

Le choix du port maritime le plus approprié pour le Maroc oriental a fait l'objet de conflits et de tensions entre les gouvernements marocain et algérien. Ces conflits étaient étroitement liés à la défense de chaque gouvernement de ses intérêts commerciaux.

Mots clefs : port, chemin de fer, Saïdia, Nemours, Oran, intérêts commerciaux.

Abstract:

The eastern Morocco occupied, during the French protectorate, a particular place in the general economy of the kingdom. It is a region separated by the Atlas and the Rif and the arid region which stretches from Aioun Sidi Molouk to Taza from the Atlantic coast of Morocco. However in spite of this, the region is kept linked politically and administratively to it, and because of its geographic location, the eastern Morocco found itself forced to look for commercial and maritime outlets in the Algerian sector of Oran, which was separated by political and customs borders.

The choice of the most appropriate maritime port for eastern Morocco was subject to tensions and conflicts between the Moroccan and the Algerian governments. These conflicts were strictly linked to the defense of each government's commercial interests.

Key words: port, railway, Saidia, Nemours, Oran, commercial interests.

E-mail d'envoi: imad.labbi@gmail.com

Le débouché maritime du Maroc oriental : Un conflit des intérêts commerciaux entre les autorités du protectorat marocain et celles de la colonie algérienne (1914-1956).

Introduction :

La recherche d'un débouché direct vers la mer, que ce soit pour le chargement ou le déchargement de marchandises, constitue toujours la préoccupation commerciale la plus importante de toute région, et c'est le cas de l'Est du Maroc, qui a connu un développement économique rapide¹. La question de ce débouché maritime a été soulevée depuis 1914², et malgré la reconnaissance que le port de Melilla est le plus proche et le plus approprié³, la liaison de certaines zones d'influence française avec le port espagnol est restée improbable, car elle nuirait aux intérêts économiques français.

À partir de là, plusieurs revendications se sont manifestées pour relier le Maroc oriental à un débouché maritime loin de la zone espagnole⁴. Mais les chemins de fer qui permettraient cette liaison n'étaient encore que des projets sur papier, ce qui faisait croire à certains que le port d'Oran constituera inévitablement un débouché maritime pour les deux régions du centre et de l'Est du Maroc, dès qu'une ligne de chemin de fer liera Fès à Taza puis Taza à Oujda. Cependant, la distance de ce port à Oujda, environ 250 km, aurait quelque peu gêné les opérations d'importation et d'exportation de marchandises, puisque le temps serait perdu et les coûts augmenteraient.

1. Le Maroc face aux pressions algériennes.

La recherche d'un port maritime pour l'Est du Maroc se limitait initialement au choix de l'un des ports algériens, et on pensait qu'une fois les travaux du port de Nemours achevés au cours de l'année 1916 au plus tard, le courant commercial se tournerait vers lui au détriment d'Oran, car les céréales, le bois et les minéraux ne supporteront pas les frais de transport importants. Donc la longueur de la distance sera un facteur déterminant du choix du port le plus adapté⁵. En effet, depuis l'année 1920 des pétitions ont été déposées pour ouvrir la porte à des négociations entre le gouverneur général d'Algérie, Jean-Baptiste Abel, et le résident général au Maroc, Hubert Lyautey, afin de faire du port de Nemours un port maritime pour l'Est du

¹ . Le temps, n°26029, soixante douzième années, Paris, jeudi 1er décembre 1932, p.6.

² . La première tentative marocaine d'établir un port à Saïdia au cours du XXe siècle remonte à 1905, lorsque le sultan, Moulay Abdel Aziz, approuva ce projet, et montra sa ferme détermination de le confier à des entreprises allemandes, en échange de l'extraction de 40% des recettes douanières de ce futur port. Cependant, l'intervention britannique a empêché ce projet de voir le jour, dans le but de barrer la route aux Allemands à prendre pied sur la côte de la Méditerranée occidentale. Voir : Le grand écho du Nord et du Pas-de-Calais, n°179, 87e année, Lille mercredi 28 juin 1905, p.2.

³ . L'un des rapports espagnols a proposé la création d'une nouvelle douane à «Ras Alma» qui serait plus attractif pour le flux commercial, aux dépens du port de Melilla, à travers:

- Exempter les marchandises déchargées au nouveau port de toutes taxes.
- Réduire la distance de 154 km reliant Oujda et Melilla à 88 km.
- Réduire la durée pendant laquelle les chariots remorqués parcourent cette distance à deux jours au lieu de 5 jours, en réduisant ainsi les coûts à moitié.

(DE LAS CAGIGAS, 1918 :10-19)

⁴ . L'Écho d'Alger, n°6992, 17e année, Alger, vendredi 30 novembre 1928, p.1.

⁵ . Le courrier de Tlemcen, n°5040, soixantième année, Oran, vendredi 24 avril 1914, p.2.

Maroc⁶. Cependant, ce port manquait toujours d'une ligne de chemins de fer qui l'alimentait, et son activité commerciale reposait davantage sur les échanges avec l'intérieur qu'avec la mer (DE LAS CAGIGAS, 1918 :10-19).

Malgré la proximité du port de Nemours à Oujda par rapport au port d'Oran, ce dernier restait le débouché maritime du Maroc oriental, et le seul centre d'attraction pour ses produits, et il n'avait pas pensé avant 1928 à le remplacer par un autre port, car la liaison ferroviaire entre Oujda et Oran était apparemment suffisante pour supporter le mouvement commercial⁷. Mais avec le début de la découverte des richesses minérales à Bouarfa, l'intérêt de l'Est du Maroc s'est tourné vers le port de Nemours, notamment avec le démarrage des travaux ferroviaires entre Oujda et Bouarfa, et la prise de la décision de relier Maghnia à Nemours.

La disponibilité d'un accès direct à la Méditerranée a été la préoccupation la plus importante de l'Est du Maroc, notamment avec le démarrage de l'exploitation de ses richesses minérales⁸. Toute la région s'étendant d'Oujda à Bouarfa bénéficiera de l'achèvement des travaux ferroviaires qui les relieront, comme Berguent, qui était un grand centre d'achat de moutons, en plus de son couvert végétal susceptible d'être exploitable d'une manière intense, où on retrouve les forêts de cèdres et d'Alfa⁹.

Le développement croissant de l'économie du Maroc oriental a nécessité la recherche d'un port maritime plus pratique et plus proche. Ce qui a été approuvé par la Cinquième Conférence Nord-africaine, tenue à Rabat le 6 juillet 1928, lorsque le résident général du Maroc, Théodore Steeg, a déclaré que la seule solution pour que le Maroc oriental ait un port maritime approprié, est de recourir à un port déjà existant, de l'aménager, de l'équiper et de le relier à une ligne ferroviaire normale. Il a été provisoirement convenu entre les représentants des trois colonies françaises (Maroc, Algérie et Tunisie), lors de cette conférence, que le Maroc prendrait en charge les coûts de mise en place d'une ligne ferroviaire normale entre Oujda et Nemours, selon un itinéraire direct, avec l'aide du revenu de la taxe spéciale (2,5%) extraite à la douane de Taza depuis 1923¹⁰. Alors que l'Algérie est chargée de relier Maghnia à cette ligne, et également de développer le port de Nemour, afin qu'il puisse absorber le volume croissant des échanges, en utilisant les autres revenus de la taxe spéciale susmentionnée extraite à Taza depuis le 14 juillet 1928¹¹. Donc le sol algérien bénéficiera d'une grande partie de la puissance économique du Maroc, puisque une nouvelle porte sera ouverte au détriment des intérêts espagnols à Melilla¹².

Cependant, la nouvelle du retrait du Maroc des accords conclus lors de la précédente conférence, relative à la détermination du port maritime le plus approprié pour le Maroc oriental

6 . L'Écho d'Alger, n°6992, 17e année, Alger, vendredi 30 novembre 1928, p.1

7 . Le journal général des travaux publics & bâtiments, n°466, nouvelle série, 44e année, Alger, samedi 7 juin 1930, p.4.

8 . La Croix, n°15 482, 54e année, Paris, jeudi 10 août 1933, p.4.

9 . L'Afrique du Nord illustrée, n°455, nouvelle série, 25e année, Alger, 18 janvier 1930, p.9.

10 . Au milieu du conflit économique entre le Maroc et l'Algérie sur la nature du régime douanier appliqué au Maroc oriental, le Maroc a mis en place une barrière douanière à laquelle il impose une taxe de 2,5% de la valeur de la marchandise qui traverse l'Est du Maroc vers son Ouest, de sorte qu'elle soit égale au taux des taxes de douane prélevées sur les marchandises importées à travers la côte atlantique.

11 . Journal des débats politiques et littéraires, n°190, 140e année, Paris, lundi 9 juillet 1928, p.2.

12 . Courrier maritime Nord-africain, n°66, deuxième année, Alger, lundi 23 juillet 1928, p.1.

Le débouché maritime du Maroc oriental : Un conflit des intérêts commerciaux entre les autorités du protectorat marocain et celles de la colonie algérienne (1914-1956).

sur la Méditerranée, et de son intention de remplacer le projet de construction de la liaison ferroviaire entre Oujda et Nemours, par la création d'une autre ligne sur le sol marocain reliant Saïdia à Oujda, s'est rapidement répandue¹³. Ce qui est considéré par les milieux algériens comme une grave atteinte à leurs intérêts nationaux, si elle est mise en œuvre (VERSANIS, 1930 : 3-4).

En effet, la nouvelle du retrait du Maroc de ces accords est déjà confirmée officiellement depuis janvier 1930, après que le Résident Général Saint Lucien a annoncé, lors d'un discours à Paris, son intention de commercialiser les produits minéraux du Maroc oriental via des ports marocains (ANONYME, 1931 :13-15). Saint Lucien a annoncé aussi que le temps nécessaire pour terminer les travaux ferroviaires entre Oujda et Saïdia ne dépassera pas deux ou trois ans au maximum, alors qu'il faudra entre six à sept ans entre Oujda et Nemours (RICHARD, 1930 :11-12). Le mur douanier mis en place par l'Algérie, qui ne peut être contourné, se resserre chaque jour en imposant à l'Est du Maroc la nécessité de disposer de ses propres équipements, dont le plus important est un port garant son avenir commercial et minier¹⁴.

Le gouvernement marocain a eu tendance à assurer l'indépendance commerciale du Maroc oriental, en réduisant ses liens avec l'Algérie et Melilla¹⁵, et en établissant un port méditerranéen sur le sol marocain, et précisément à Saïdia, où il n'y a pas d'obstacles difficiles à surmonter. En outre, la ligne ferroviaire Oujda-Saïdia jouit d'avantages qui ont amené les milieux intéressés à étudier sérieusement la possibilité d'adopter ce projet à la place de la ligne Oujda-Nemours¹⁶. À cet égard, un Dahir¹⁷ a été promulgué permettant à l'État marocain, dans l'intérêt général, et dans un délai de deux ans, de mettre sa main sur des terres situées sur les frontières côtières méditerranéennes de la zone française, en perspective de l'établissement d'un port à Saïdia. La construction de ce port sera forcément liée au prolongement d'une ligne ferroviaire d'Oujda à Saïdia, en complément de la ligne Oujda-Bouarfa. Les travaux sur ces deux projets ont été fixés au plus vite¹⁸, mais le Maroc s'est retrouvé en conflit avec l'Algérie, qui veut imposer le port de Nemours en tant que port maritime de l'Est Marocain au lieu du port d'Oran¹⁹.

13 . Saïdia est un petit centre situé à l'embouchure de l'Oued Kis, à environ 70 km de la ville d'Oujda. Durant les années trente du XXe siècle, une cinquantaine d'Européens (salariés et colons) s'y sont installés. Voir :

- L'Afrique du Nord illustrée, n°519, nouvelle série, 26e année, Alger, 11 avril 1931, p.7.

14 . Bulletin du comité d'action économique du Maroc oriental, n°1, première année, Paris, 1er juillet 1931, p.17.

15 . L'Africain, n°34, 11e année, nouvelle série, Alger, vendredi 31 octobre 1930, p.2.

16 . Le journal général des travaux publics & bâtiments, n°427, nouvelle série, 44e année, Alger, jeudi 6 mars 1930, p.6.

17 . Un dahir ou dahir chérifien (en arabe : **ظهير**) est un décret royal. Dans la législation marocaine ce terme désigne le sceau du roi apposé sur les textes de lois votées au parlement. D'autres décrets royaux prennent la nomination dahir, tels que les nominations aux emplois supérieurs.

18 . Le journal général des travaux publics & bâtiments, n°449, nouvelle série, 44e année, Alger, mardi 29 avril 1930, p.6.

19 . Les annales coloniales, n°111, trente-deuxième année, Paris, jeudi 27 octobre 1932, p.1.

2. Les réactions des milieux commerciaux algériens et marocains.

Bien que M. Octave Llabador, maire de Nemours, ait annoncé dans un rapport adressé à la Chambre de commerce d'Oran, que les dimensions actuelles du port de Nemours sont insuffisantes pour accueillir le trafic commercial croissant, et bien que le projet ferroviaire entre Oujda et Nemours rencontre des obstacles naturels²⁰. Les milieux économiques algériens ont poursuivi leurs pressions, depuis que le projet d'établissement d'un port à Saïdia est remonté à la surface, pour dissuader le Maroc à le mettre en œuvre. Les députés d'Oran se sont opposés à la création de ce port, craignant qu'il attire les flux de voyageurs et de marchandises au détriment du port d'Oran²¹.

La Chambre de commerce d'Oran a également déposé une pétition pour annuler tout projet visant à établir un port sur le sol marocain, pour accélérer le lancement de l'expansion du port de Nemours dans les plus brefs délais, aussi pour débiter l'extension de la ligne de chemin de fer entre Nemours et Oujda, et entre Ain Temouchent et Maghnia²². Ces projets sont, au point de vue de cette Chambre, importants pour le développement de l'Ouest Oranie et du Maroc oriental²³, étant donné que le port de Nemours surpassera le port planifié de Saïdia par les échanges commerciaux sûrs, les marchés bien organisés, la proximité des routes et des lignes ferroviaires²⁴.

Photo n°1 : Port de Nemours en 1930



La source : (Llabador, 1930 :11-12).

20 . Le journal général des travaux publics & bâtiments, op. cit, p.6.

21 . Le monde colonial illustré, n°101, dixième année, Paris, 6 janvier 1932, p.8.

22 . Ain Temouchent est une petite ville située au nord-ouest de l'Algérie, non loin de la côte méditerranéenne, mais malgré sa petitesse, elle a connu pendant la période coloniale française un mouvement commercial actif. En plus elle était un centre agricole de premier ordre, surtout les vignobles qui l'entouraient de toutes parts. Ain Temouchent est désormais affiliée administrativement à la wilaya d'Ain Temouchent. (LALLEMAND, 1891 :24)

23 . Le journal général des travaux publics & bâtiments, n°453, nouvelle série, 44e année, Alger, jeudi 8 mai 1930, p.1.

24 . Annales de géographie, n°203, XXXVIe année, librairie Armand Colin, Paris, 15 septembre 1927, p.464.

Le débouché maritime du Maroc oriental : Un conflit des intérêts commerciaux entre les autorités du protectorat marocain et celles de la colonie algérienne (1914-1956).

Dans le même contexte, Roux-Freissineng, un député d'Oran, a présenté au ministre français des Affaires étrangères un mémorandum relatif au désaccord algéro-marocain concernant le port de Nemours, et la liaison ferroviaire entre celui-ci et Oujda. Roux-Freissineng a tenté dans ce mémorandum de réfuter les raisons du refus marocain, précédemment citées par le résident Général du Maroc, dont les plus importantes sont : la faiblesse de la capacité d'accueil du port de Nemours, la longueur du délai prévu pour la construction de la ligne de chemin de fer, la longue distance entre Oujda et Nemours par rapport à celle entre Oujda et Saïdia, et aussi les coûts de transport élevés en Algérie²⁵.

Dans le même mémorandum, M. le député montrait l'impossibilité d'établir un port à Saïdia, ou sur les côtes voisines, citant un rapport de M. Deleure, directeur général des travaux publics

au Maroc, daté du 5 décembre 1914²⁶. Cette initiative a incité la Chambre de commerce d'Oran à exprimer ses remerciements et sa gratitude à M. Roux-Freissineng, pour ses efforts de défendre les intérêts algériens au milieu du conflit maroco-algérien²⁷. De son côté, M. Octave Llabador a déclaré que l'étude algérienne de la liaison ferroviaire entre Oujda et Nemours a confirmé que ce projet pouvait être mis en œuvre sans problème, contrairement à la ligne reliant Oujda et Saïdia, qui devrait faire face à une forte pente au col de Garbose, ce qui nécessitera une augmentation de la longueur de cette ligne d'environ 14 ou 15 km²⁸.

Par conséquent, un vif conflit a éclaté entre l'Algérie et le Maroc sur la question de la liaison du Maroc oriental à un port maritime. Le désaccord se limitait à deux ports : le port de Nemours basé sur le sol algérien, et le port de Saïdia, qui devrait être établi. Bien que les techniciens aient souligné que les coûts d'expansion du port de Nemours seraient bien supérieurs aux coûts d'établissement d'un nouveau port à Saïdia²⁹, et bien que l'examineur de la carte remarque facilement lequel des deux ports est le plus proche d'Oujda³⁰, le Maroc, sous la pression algérienne, a renoncé à son projet lors de la conférence Nord-africaine tenue début mars 1931 à Paris³¹.

Cette renonciation marocaine a incité M. André-François Poncet, secrétaire d'État adjoint à l'Économie nationale française, à déclarer dans une réunion du conseil des ministres que le conflit entre l'Algérie et le Maroc concernant la liaison entre le Maroc oriental et la mer, pouvait être considérée comme résolue. M. André-François Poncet a indiqué que la renonciation des représentants du protectorat aux deux projets du port de Saïdia et de la ligne ferroviaire entre ce dernier et Oujda, est venue en contrepartie de l'engagement de l'autorité

25 . Le journal général des travaux publics & bâtiments, n°490, nouvelle série, 44e année, Alger, mardi 5 aout 1930, p.1.

26 . L'Écho d'Oran, n°21.872, quatre-vingt-sixième année, Oran, dimanche 3 aout 1930, p.2.

27 . Le journal général des travaux publics & bâtiments, n°557, nouvelle série, 45e année, Alger, samedi 21 mars 1931, p.1.

28 . L'Écho d'Alger, n°7605, 19e année, Alger, mardi 3 aout 1930, p.2.

29 . L'Afrique du Nord illustrée, n°519, nouvelle série, 26e année, Alger, 11 avril 1931, p.7.

30 . Les annales coloniales, n°111, trente-deuxième année, Paris, jeudi 27 octobre 1932, p.2.

31 . La croix, n°14.750, 52e année, Paris, mardi 31 mars 1931, p.4.

algérienne à aménager le port de Nemours, et à le relier à Oujda dans un délai maximum de cinq ans³².

Cette nouvelle approche du gouvernement marocain a déclenché la protestation de la Chambre mixte d'Oujda, qu'elle a jugée fondée uniquement sur des considérations techniques, sans prendre en compte les aspects économiques, et l'avis des Chambres mixtes françaises et des Chambres indigènes. Elle a confirmé, en se référant aux chiffres des services douaniers, que les échanges commerciaux du Maroc oriental avec la zone espagnole ont doublé, alors qu'ils ont connu un déclin remarquable avec l'Algérie. Les courants commerciaux sont toujours soumis à une loi générale qui les dirige vers la mer, en passant par les voies les plus faciles et les plus économiques. Alors la Chambre mixte d'Oujda a souligné que le fait d'empêcher l'écoulement du trafic commercial vers Saïdia l'obligerait à se diriger vers Melilla³³. La même position a été adoptée par les représentants de l'Association des commerçants et industriels de la région d'Oujda, lors de leur réception par le résident général M. Lucien Saint le 28 mai 1931, en appelant le gouvernement de Rabat à programmer, tôt ou tard, la création d'un port à Saïdia³⁴.

3. Le mouvement commercial marocain au port de Nemours.

La renonciation du Maroc à son indépendance commerciale, à travers son abandon du projet d'établissement d'un port à Saïdia, au profit du port de Nemours, n'a pas été un choix libre, mais plutôt imposé à lui (1MA-1-46. Procès-verbal de la conférence Algéro-marocaine tenue à Oujda le 14 décembre 1937). Les intérêts du colonialisme français ont empêché ce projet de voir le jour. En revanche, l'Algérie a apporté des garanties qui feront de son port un port marocain en termes de fiscalité et de douane³⁵. Cependant, depuis 1937, le commerce marocain fait face à de nombreuses difficultés lors de l'utilisation de ce port algérien, ce qui a été confirmé par M. Contard, chef de la région d'Oujda, lors des travaux de la conférence maroco-algérienne tenue à Tlemcen le 18 janvier 1938. M. Contard a indiqué que ces difficultés étaient apparues il y a longtemps, mais leur intensité s'est progressivement accru (1MA-1-46. Procès-verbal de la conférence Algéro-marocaine tenue à Tlemcen le 18 janvier 1938), notamment la complexité croissante des textes légaux et des réglementaires appliqués aux transactions commerciales. Ces difficultés pesaient sur les commerçants par la variété des frais, et la complexité des procédures, ce qui a rendu l'utilisation de ce port souvent difficile et coûteuse (1MA-1-46. Les difficultés rencontrées par les usagers du Maroc oriental dans l'utilisation du port de Nemours, Oujda).

Selon le décret du 22 décembre 1935, l'Algérie a imposé une taxe supplémentaire de 0,50 franc sur chaque quintal de produits agricoles marocains exportés hors du territoire algérien via le port de Nemours. Cette augmentation de la valeur des taxes était dans le but d'avoir un capital de réserve pour faire face à l'échec des projets de certains colons algériens, qui ont bénéficié des crédits agricoles. Cette taxe supplémentaire a continué d'être imposée

32 . Le journal général des travaux publics & bâtiments, n°552, nouvelle série, 45e année, Alger, mardi 10 mars 1931, p.2.

33 . Bulletin du comité d'action économique du Maroc oriental, n°1, première année, Paris, 1er juillet 1931, p.17.

34 . L'Écho d'Oran, n°22.171, quatre-vingt-septième année, Oran, vendredi 29 mai 1931, p.3.

35 . L'Afrique du Nord illustrée, n°455, nouvelle série, 25e année, Alger, 18 janvier 1930, p.9.

Le débouché maritime du Maroc oriental : Un conflit des intérêts commerciaux entre les autorités du protectorat marocain et celles de la colonie algérienne (1914-1956).

jusqu'au 17 août 1937, malgré les protestations marocaines (1MA-1-46. Rapport de la conférence Algéro-marocaine de Tlemcen du 18 janvier 1938).

Les exportateurs d'ovins vers Marseille via Nemours ont également souffert de la multiplicité des taxes sanitaires qui leur sont imposés, que ce soit au Maroc ou en Algérie. Cette question a fait l'objet de correspondance entre les représentants des autorités françaises dans les deux pays, mais le conflit des intérêts marocains et algériens n'a pas permis de trouver une formule appropriée pour réduire le nombre de ces taxes, qui s'élevaient à trois (1MA-1-46. Procès-verbal de la conférence Algéro-marocaine tenue à Tlemcen le 18 janvier 1938), sont :

1. Une taxe sanitaire marocaine de sortie, prélevée à la frontière maroco-algérienne, dont le processus de suivi était confié à un vétérinaire marocain (un franc par tête).
2. Une taxe sanitaire algérienne d'entrée, prélevée à la frontière maroco-algérienne, en même temps que la taxe déjà mentionnée, et par le même vétérinaire marocain qui a été affecté par les autorités algériennes à cette tâche (1,75 franc par tête).
3. Une taxe sanitaire algérienne de sortie, prélevée au port de Nemours lors de l'exportation à l'étranger (1,75 franc par tête) (1MA-1-46. Rapport Algéro-marocain).

La multiplicité des taxes sanitaires imposées aux ovins marocains exportés à l'étranger via le port de Nemours, a pesé sur les exportateurs, et perturbait le développement de ce courant commercial. Alors que la différence se fasse clairement entre les coûts d'exportation des ovins entre les deux ports de Nemours et Casablanca.

Tableau n°1 : Les taxes sanitaires imposées à l'exportation des ovins dans les deux ports de Nemours et de Casablanca.

Port de Casablanca	Port de Nemours
Taxe médicale marocaine.1fr	Taxe médicale marocaine.1fr
Vaccination contre la variole ovine.. 1,25fr	Vaccination contre la variole ovine...1,25fr Taxe médicale algérienne (Entrée).1,75fr Taxe médicale algérienne (Sortie).1,75fr Taxe d'exportation pour chaque quintal. 0,20fr
Total : 2,25fr par tête.	Total : 5,95fr par tête.

La source : 1MA-1-46. « Note sur les difficultés rencontrées par les usagers du Maroc oriental dans l'utilisation du port de Nemours et les moyens d'y remédier. »

Le non-respect par l'Algérie de ses obligations a suscité des protestations de la part des importateurs et des exportateurs, et aussi des Chambres de commerce et d'agriculture européennes et indigènes d'Oujda. D'une part, les commerçants de l'Est du Maroc ont demandé l'exonération de toutes les marchandises transitant par le port de Nemours de toutes les taxes

sanitaires (1MA-1-46. "Conférence Algéro-marocaine du 8 juin 1937). D'autre part, M. Pascualet, président de la Chambre agricole d'Oujda, a exigé la nécessité que les produits marocains ne doivent pas soumettre au port de Nemours à des taxes plus élevées que celles qui leur sont imposées dans les ports marocains atlantiques, d'autant plus que les produits marocains représentaient entre 80 et 90% du mouvement commercial de ce port algérien. M. Contard a également souligné que la fin de la guerre civile espagnole pourrait créer un courant commercial vers le port de Melilla aux dépens du port de Nemours (1MA-1-46. Procès-verbal de la conférence Algéro-marocaine tenue à Tlemcen le 18 janvier 1938).

À la lumière des souffrances persistantes du commerce marocain au port de Nemours, M. Charles Noguès, le résident général au Maroc, a mis en exergue, dans une lettre adressée au gouverneur général de l'Algérie M. Georges Le Beau, datée du 24 septembre 1938 après, un ensemble de difficultés douanières et fiscales qui en souffrent le commerce marocain lors du transit de ses exportations via le port de Nemours (1MA-1-46. "Port de Nemours, exploitation). Par exemple, la compagnie ferroviaire algérienne a décidé d'augmenter les tarifs de transport de 20% sur la ligne Oujda Nemours, à partir du 1er mai 1938, sans consulter l'administration du protectorat français au Maroc. M. Noguès a rappelé que le Maroc n'a pas abandonné le projet de création d'un port à Saïdia, sauf après que le gouvernement algérien a approuvé le principe de traiter les marchandises en provenance ou à destination de l'étranger via le port de Nemours, d'une manière égale au traitement qu'il recevrait si le port de Saïdia avait été établi (1MA-1-46. Lettre du général Noguès à Monsieur le gouverneur général de l'Algérie).

Afin de permettre à l'Algérie de réduire l'intensité de ces protestations, et de donner l'impression qu'elle avait associé le Maroc à la gestion du port de Nemours, le gouverneur général de l'Algérie a pris la décision de former un comité consultatif pour assister le directeur de ce port dans la gestion. Ce comité n'avait pas le pouvoir d'intervenir effectivement, puisque son rôle était limité juste au côté consultatif (1MA-1-46. Commission du port de Nemours). Il était formé de huit membres répartis également entre le Maroc et l'Algérie, par exemple, au cours des années 1940 et 1941, ce comité comprenait quatre membres représentant les intérêts marocains, sont : M. Joseph Candelou, membre de la Chambre de commerce d'Oujda, M. Emile Contant, ingénieur et représentant de la région administrative d'Oujda, M. André Amsellem, commerçant à Oujda, en plus du directeur général de la Compagnie des chemins de fer marocains ou de son représentant (1MA-1-46. Arrêté n°1.923/T).

Conclusion :

Le conflit entre les deux gouvernements marocain et algérien concernant le choix de débouché maritime pour exporter les produits du Maroc oriental à l'étranger, notamment ses richesses minérales, a été un parmi d'autres conflits commerciaux entre eux pendant la période coloniale française des deux pays. Ces conflits se sont déclenchés dans le cadre de la défense de chaque pays de ses intérêts économiques, vu la grande importance du commerce du Maroc oriental à l'essor des ports algériens.

Le gouvernement général de l'Algérie, avec le soutien des milieux commerciaux et politiques, a pu pousser le gouvernement marocain à renoncer au projet d'établissement d'un port sur son côte méditerranéen de la zone française, précisément à Saïdia. L'efficacité de la

Le débouché maritime du Maroc oriental : Un conflit des intérêts commerciaux entre les autorités du protectorat marocain et celles de la colonie algérienne (1914-1956).

pression algérienne sur le gouvernement marocain montre que les liens commerciaux terrestres entre les deux pays étaient plus forts et plus solides et aussi plus encaints que ceux entre l'Est et l'Ouest du Maroc. Ces relations commerciales terrestres se sont poursuivies après l'indépendance des deux pays, mais illégalement à travers des opérations de contrebande.

Bibliographie :

Les archives.

1. Le Centre des Archives diplomatiques de Nantes (CADN) (France). IMA-1-46. Arrêté n°1.923/T.
2. CADN (France). IMA-1-46. Commission du port de Nemours.
3. CADN (France). IMA-1-46. Les difficultés rencontrées par les usagers du Maroc oriental dans l'utilisation du port de Nemours, Oujda.
4. CADN (France). IMA-1-46. Lettre du général Noguès à Monsieur le gouverneur général de l'Algérie n°1542.
5. CADN (France). IMA-1-46. Note sur les difficultés rencontrées par les usagers du Maroc oriental dans l'utilisation du port de Nemours et les moyens d'y remédier.
6. CADN (France). IMA-1-46. Port de Nemours, exploitation.
7. CADN (France). IMA-1-46. Procès-verbal de la conférence Algéro-marocaine tenue à Oujda le 14 décembre 1937.
8. CADN (France). IMA-1-46. Procès-verbal de la conférence Algéro-marocaine tenue à Tlemcen le 18 janvier 1938.
9. CADN (France). IMA-1-46. Rapport Algéro-marocain.
10. CADN (France). IMA-1-46. Rapport de la conférence Algéro-marocaine de Tlemcen du 18 janvier 1938
11. CADN (France). IMA-1-46. Conférence Algéro-marocaine du 8 juin 1937.

Les sources imprimées.

1. LALLEMAND, Ch. (1891). *L'Ouest de l'Algérie. Réseaux exploités par la compagnie de l'Ouest-Algérien*. Paris : Challamel & C^{ie}.

Les études (livres et articles).

1. ANONYME. (1931). Oudjda-Nemours et la tête de ligne du transsaharien. *Le transafricain*, n°18, pp. 13-15.
2. DE LAS CAGIGAS, I. (1918). Des voies commerciales d'Oudjda et des améliorations à y apporter. *Renseignements coloniaux et documents*, n°1, pp. 10-19.
3. LLABADOR, O. (1930). L'affaire du port de Nemours. *Le transafricain*, n°14, pp. 11-12.
4. RICHARD, A. (1930). L'affaire du port de Nemours et le transsaharien marocain. *Le transafricain*, n°11, pp. 11-12.
5. VERSANIS, P. (1930). Variations sur le projet technique du transsaharien. *Le transafricain*, n°10, pp. 3-4.

La presse (les journaux).

1. Annales de géographie.
2. Bulletin du comité d'action économique du Maroc oriental.
3. Courrier maritime Nord-africain.
4. Journal des débats politiques et littéraires.

5. La Croix.
6. L'Africain.
7. L'Afrique du Nord illustrée.
8. L'Écho d'Alger.
9. L'Écho d'Oran.
10. Le Courrier de Tlemcen.
11. Le Grand écho du Nord et du Pas-de-Calais.
12. Le Journal général des travaux publics & bâtiments.
13. Le Monde colonial illustré.
14. Les Annales coloniales.
15. Le Temps.

**Le commerce extérieur de la Tunisie sous le protectorat français
(1881-1956)**

The Tunisian external trade under the French protectorate: 1881-1956

Tej Ramzi

Enseignant chercheur – Maître Assistant
Institut supérieur des Langues de Gabès
Email : ramzi.tej@yahoo.com

Reçu le 17.10.2020	Révisé le : 21.10.2020	Accepté le : 22.10.2020
--------------------	------------------------	-------------------------

Résumé

Le processus de la modernisation administrative a toujours été une source d'inquiétude pour les caciques des activités commerciales dans les eaux territoriales tunisiennes au début de l'époque moderne, et même avec l'établissement du protectorat français. Ces inquiétudes sont dues en grande partie aux abus et aux violations qui ont marqué ce processus, tels que les méthodes de fraudes et de conversions suivies par les grands commerçants et les propriétaires des moyens de transport, et ce malgré les tentatives successives de restructuration de ce secteur. Cette situation alarmante a poussé les superviseurs des affaires commerciales à élaborer un plan de sauvetage afin de résoudre les problèmes de la décrépitude qui ont caractérisé le bassin méditerranéen, et en particulier le domaine maritime tunisien.

Mots clés : Marine marchande, commerce maritime, échanges commerciaux, lois de dissuasion commerciale, système administratif douanier.

Abstract

The process of the administrative modernization had always been a source of worry to the caciques commercial activities in the Tunisian territorial waters at the beginning of the modern epoch, and even with the establishment of the French Protectorate. These worries were principally due to abuses and violations that marked this process such as fraud methods and the conversions followed by great traders and the means of transport owners, and this, in spite of the successive attempts to restructure or reorganize this sector. This alarming situation led the supervisors of the commercial affairs to elaborate a safety plan in order to solve the problem of the decrepitude or the collapse that characterized the Mediterranean basin, in particular the tunisian maritime field or domain.

Keywords: Merchant Navy, Marine trade, Trade exchange, Commercial deterrence laws, the administrative customs system.

E-mail de correspondance : ramzi.tej@yahoo.com

Introduction

La question du commerce extérieur en Tunisie à l'époque moderne et contemporaine a soulevé de nombreuses interrogations, notamment de la part des spécialistes tels que les géographes et les historiens, pour clarifier les vraies raisons du retard enregistré dans ce secteur, ce qui nous a poussés à choisir ce sujet bien qu'il ait été abordé à plusieurs reprises.

De même, l'importance de ce sujet réside dans l'incohérence enregistrée dans la plupart des études, tant locales qu'orientalistes, et par conséquent, il est nécessaire d'identifier les causes de cette contradiction et de définir les caractéristiques des changements survenus dans ce domaine.

A cet égard, nous mentionnons que de nombreux voyageurs ont eu lors de leurs visites exploratoires en Tunisie des impressions positives à propos du rôle commercial de ce pays à la fin du XVII^{ème} siècle, et ils l'ont décrit comme étant la plus importante plateforme maritime dans l'Ouest de la Méditerranée.

En plus, la Tunisie et grâce à sa position géographique stratégique, est devenue la première station de transit et le centre de la mobilité commerciale de diverses nationalités. Ce pays a tiré l'essence du dynamisme et de l'importance du commerce dans l'espace méditerranéen de la diversité de ses relations avec le monde chrétien, tels que les Français, les Anglais.

A travers ce qui précède, quelles sont les raisons les plus importantes qui ont fait que le commerce extérieur de la Tunisie souffre d'une sorte de stagnation, et n'a pas pu suivre le rythme de l'évolution depuis la fin de la période moderne jusqu'aux périodes avancées de son histoire contemporaine ?

Par conséquent, cette étude vise à tracer la voie de la modernisation du secteur du commerce extérieur en Tunisie pendant ses périodes les plus difficiles, notamment celles qui ont coïncidé avec l'occupation française, en plus des difficultés les plus marquantes auxquelles ce projet a été confronté.

1. Le commerce maritime tunisien et les conflits européens en

Méditerranée

1.1. La situation du commerce maritime tunisien à l'époque précoloniale

Les entreprises françaises ont eu jusqu'aux années quarante du XIX^{ème} siècle une présence remarquable dans le domaine du commerce avec le monde islamique (CHAGRAOUI, 1997 : 258), et elles ont dépassé à ce niveau la concurrence britannique (FREMEAUX, 1991 : 24-25).

Toutefois, les relations commerciales entre la France et la Tunisie ont vécu une sorte d'apathie avec l'arrivée d'Ali Bey au trône de la Tunisie, ce qui a mis fin aux accords commerciaux entre ces deux pays, surtout après la déclaration de la société française «*La*

Société Royale en Afrique» de son intention d'occuper le port de Tabarka pour développer son volume de commerce ainsi que le contrôle de cette activité dans toute l'Afrique du Nord (FREMEAUX, 1991 : 24-25).

La rupture des relations commerciales entre les deux pays n'a cessé de s'accroître jusqu'à l'année 1768. Dès lors, une nette amélioration des relations commerciales a été enregistrée, ce qui a conduit à l'octroi de la concession de la pêche du Corail à Tabarka aux Français et la création d'une nouvelle agence commerciale à Bizerte au cours de la même période.

Cependant, une nouvelle crise a éclaté entre les deux parties après le refus du Bey de reconnaître la souveraineté de la France sur la Corse, ce qui a conduit à la déclaration de la guerre entre les deux pays, et ce jusqu'à l'année 1770, date de la conclusion de l'armistice de paix et du retour des marchands français à leurs activités (FREMEAUX, 1991 : 24-25).

Lors de son arrivée au pouvoir, Hammouda Pacha a pris des mesures sévères contre les commerçants européens, qu'ils soient résidents dans le pays ou engagés aux activités de commerce avec les ports Tunisiens. Malgré les procédures suivies avec les différents pays européens, un certain nombre d'entre eux, en particulier, la France et la Grande Bretagne sont restés jusqu'à l'année 1787 privilégiés par rapport aux autres nations, surtout au niveau des réductions des impôts. Néanmoins, cette situation n'a pas duré longtemps, en raison des relations tendues avec la France à partir de 1807 pendant le blocus économique imposé par l'Angleterre (SOUISSI, 1999 : 84).

A partir du XVIII^{ème} siècle, le commerce des pays maghrébins s'est développé avec certains pays européens, tels que la France, l'Espagne et les Etats Unis d'Amérique, et les échanges commerciaux ont connu une mobilité remarquable dans le bassin méditerranéen suite à l'évolution du taux de l'exportation comme les céréales, le blé, l'orge, l'huile d'olive, la laine, le cuir et le sel ((SOUISSI, 1999 : 85-86). En dépit de cette mobilité, il est difficile de parler d'une marine marchande tunisienne à une période où la piraterie était l'activité maritime dominante (Anonyme, 1788 : 19-20).

A ce propos, les écrits des orientalistes portaient beaucoup de distorsions sur la question de la piraterie maritime, qu'ils considéraient comme le principal soutien de l'économie locale pour les pays d'Afrique du Nord dès la première moitié du XVII^{ème} siècle jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle.

Ces études ont négligé le rôle vital joué par les secteurs de l'agriculture et du commerce, et les raisons qu'elles invoquent ne sont que de faibles prétextes pour se préparer à une intervention coloniale (BOUBAKER, 1997 : 64-65).

Est-il alors possible de parler d'une marine marchande tunisienne en dépit des circonstances critiques qui ont caractérisé l'économie de ce pays ?

1.2. La marine marchande tunisienne et les circonstances de sa création

Il est difficile d'admettre qu'il y ait eu une sorte de rapport de force entre la navigation maghrébine et celle étrangère sur les deux rives du bassin méditerranéen jusqu'au début du XIX^{ème} siècle (BONO, SD : 13-14) malgré le rôle joué par l'activité de piraterie relativement dans ce domaine pour conjurer le danger des puissances occidentales qui limitaient la portée de l'expansion du commerce maritime islamique (BENSAMOUN, 2007 : 25).

En effet, avant l'occupation française, la composition de la flotte navale tunisienne maintenait le modèle traditionnel des voiliers (DUNNANT, 1975 : 87), dont la majorité appartenait à des propriétaires privés et à des personnes influentes comme Muhammad al-Jalouli et Muhammad al-Kayyasi, et ce qui restait appartenait à l'Etat (MALOUF, 1986 : 533).

De plus, la question du commerce extérieur tunisien soulève le rôle important de ces commerçants privés, qu'ils soient locaux ou étrangers, joué pour combler le déficit au niveau des bateaux, ce qui a relativement amélioré le rendement et les performances, mais cela a coûté au budget de l'Etat des ressources financières supplémentaires.

Cette situation de la flotte tunisienne s'est aggravée avec la fin de l'ère de l'activité de piraterie, et surtout après sa destruction à plusieurs reprises, dont la première date de 1820 et la seconde après avoir participé à la bataille de Navarrine en 1827 (Dictionnaire de Marine, 1831 : 38).

Et jusqu'au début de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, la Tunisie possédait un nombre très limité de bateaux, pas plus de douze, répartis en six unités, dont la plupart étaient consacrées à la garde des convois commerciaux et à la surveillance des côtes (DE PRADEL, 1956 : 352-353), ce qui les rendait loin de constituer une flotte commerciale pouvant concurrencer les grands pays.

A cet égard, de nombreux accords ont été conclus dans le but de renforcer la marine avec de nouveaux bateaux capables d'augmenter les capacités du commerce tunisien, mais l'affaire est restée telle quelle malgré la mise à disposition des capacités matérielles nécessaires, et par conséquent, les marchands et courtiers d'armes sont entrés dans le domaine des appels d'offres de bateaux dans le but de les acheter à des prix bien inférieurs à ceux dépensés pour les acquérir.

Compte tenu des capacités limitées et du caractère aléatoire des options, le rôle de la flotte navale tunisienne s'est limité au transport de ravitaillement aux soldats dans les régions du sud et à certains voyages pour transporter les pèlerins tunisiens, ce qui l'a empêchée de surmonter les obstacles qui caractérisaient la plupart des étapes et mécanismes de modernisation.

Malgré cette situation, le début du XIX^{ème} siècle a été marqué par les premières tentatives de construction d'une flotte commerciale tunisienne et la présence de sa bannière dans les divers ports européens (PANZAC, 2004 : 13). La signature de la Convention du 8

août 1830 a ouvert une nouvelle ère pour la navigation maritime puisque les ports tunisiens sont devenus parmi les meilleures destinations des différentes communautés (CHATER, 1984 : 177-178). Au début de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, la concurrence s'est accentuée entre les grandes puissances européennes pour monopoliser les échanges commerciaux tunisiens (CROUZET, 2008 : 7-8).

En 1860, la France, l'Italie et l'Angleterre ont ainsi fourni près de 92% du total des spéculations tunisiennes, comme ils ont engagé leurs navires afin d'assurer une grande partie du transport côtier entre les différents ports (GANIAGE, 1959 : 50). En revanche, une présence modeste de certains navires Grecs, Scandinaves, Autrichiens et Ottomans, ainsi qu'un nombre très limité des navires Tunisiens a été enregistrée dans le reste des ports côtiers.

En raison des politiques antérieures, et face aux ressources et aux équipements limités confiné à la région méditerranéenne, le commerce maritime tunisien était incapable de dépasser les cadres étroits.

La navigation sur les côtes tunisiennes était alors modeste, et comptait principalement sur le cabotage (DHINA, S.D : 356), et à l'exception des grands ports, tels que celui de Sfax, de Tunis, de la Goulette, de Sousse et de Bizerte, le reste des ports mineurs était connu sous le nom des «*petits ports de cabotage*» selon le rapport publié par la Chambre du Commerce et de l'Agriculture Mixte.

En effet, les différentes installations portuaires tunisiennes n'ont pas été en mesure d'élever le niveau des échanges du commerce extérieur en raison de leur caractère traditionnel, de leur modestie et de leur manque d'éléments de modernité pour réaliser l'amélioration attendue avec les pays occidentaux (FAUCON, 1893 : 201-202). Cette faible rentabilité des ports tunisiens est liée au budget limité alloué à la restauration, à l'entretien et à la modernisation, qui était beaucoup moins que prévu, et malgré cela, il a pesé sur l'Etat tunisien (Résidence générale de la République Française, 1922 : 116-117).

Depuis la période moderne et jusqu'aux premières années du protectorat français, les échanges commerciaux tunisiens étaient basés sur l'importance des importations par rapport aux exportations, en raison des ressources modiques. Les produits exportés comprenaient essentiellement les céréales, les dattes, l'huile d'olive et le sel ; en contrepartie les importations comprenaient les produits industriels, comme le tissu, la soie, et les métaux précieux (FAUCON, 1893 : 256-257).

Cette phase de stagnation s'est poursuivie jusqu'à la publication de la décision du nouveau régime douanier au cours de la période allant du 13 octobre 1889 au 12 octobre 1890, ce qui a réduit relativement le volume des importations et a contribué à l'augmentation du taux d'exportation (FAUCON, 1893 : 257) En effet, le rythme des exportations tunisiennes s'est accru régulièrement au cours de la décennie 1883-1893.

Tableau n°01 : Produits exportés vers la France en 1891

Les produits	Valeur (Franc)
Cuir	2.569.832
Soie	2.387.612
Sucre	1.361.974
Tissu en laine	828.552
Tissu en coton	693.326
Les matériaux de construction	542.003
Papier	472.160
Vins	542.003

La source : (FAUCON, 1893 : 262)

Dès lors, il était nécessaire d'arrêter ce flux continu de l'ingérence étrangère dans les affaires maritimes tunisiennes liées aux échanges commerciaux, et la restructuration des aspects administratifs de ce secteur pour pouvoir prendre les formalités nécessaires, telle que la décision du Bey datée du 31 décembre 1899, qui s'est intéressée à identifier la nationalité des navires naviguant dans les eaux tunisiennes pour freiner les abus des commerçants étrangers.

Ainsi, Il était prévu d'enregistrer une amélioration des taux des changes avec l'achèvement des conditions de navigation dans le domaine maritime tunisien. Néanmoins, la répartition géographique des activités commerciales était déséquilibrée, et la balance commerciale a enregistré un déficit de 3,70% dans le sud tunisien au cours de la période 1886 – 1909 (MARTEL, 1964 : 116).

Ces procédures ont coïncidé avec les règlements édictés par les autorités françaises en 1914, qui ont aboli la loi du libre-échange du 2 mai 1898, ce qui a réduit les importations des pays étrangers, y compris la France avec la fin de la Première Guerre Mondiale (KASSAB, 1976 : 190).

La fin des années trente du XX^{ème} siècle était considérée comme étant la période la plus importante et la plus dynamique au niveau des échanges commerciaux entre la Tunisie et les autres pays, surtout ceux qui sont liés à l'exportation de phosphates, qui a connu un développement remarquable. Ainsi, la Tunisie a occupé la deuxième place mondiale dans ce domaine après les Etats Unis, et la première place en Afrique du Nord (CHARTIER, 1952 : 201).

Les années quarante du XX^{ème} siècle ont connu une baisse des rendements du transport commercial en Méditerranée occidentale, en raison des répercussions de la guerre italienne, ce qui a eu un impact négatif sur le commerce tunisien en particulier dans le sud (CELERIE, 1934 :558-559).

La raison de cette situation, selon ce qui a été indiqué dans les rapports français, est en relation avec la morphologie des terrains où on remarque une abondance des chaînes montagneuses qui réduit la quantité de précipitations, et nuisent à la rentabilité de la production, outre le manque de la main d'œuvre locale et la mauvaise infrastructure depuis les années vingt du XX^{ème} siècle (JEAN, 1929 : 80-81).

La situation vécue par la Méditerranée a poussé la France à renoncer à certains principes pour rétablir l'équilibre du commerce maritime, en donnant quelques privilèges aux entreprises italiennes, et ce pour répondre aux besoins du transport commercial (ALAIN, 1958 :287-288).

Les concessions des autorités françaises dans ce domaine n'ont pas duré longtemps puisqu'après avoir surmonté les problèmes de transport, la France a cherché à redonner vie à la décision du 3 mai 1945, qui interdit l'abus des activités commerciales dans les ports tunisiens sans autorisation préalable, ce qui a été considéré de la part de l'Italie comme une violation des clauses du libre-échange international. D'ailleurs, cette loi est restée en vigueur jusqu'aux années cinquante du XX^{ème} siècle (ANONYME, 1948 :35-38).

La disparition de la petite bourgeoisie dans les grandes villes tunisiennes a été parmi les séquelles de la politique française au niveau du commerce maritime, telles que la transformation des grands propriétaires en des travailleurs suite à la monopolisation des zones commerciales vitales par les capitalistes français. L'état de déclin économique que la Tunisie a connu a eu un impact profond sur les indigènes, et a engendré une situation sociale critique à la fin des années quarante.

En raison de l'absence d'une marine marchande, la Tunisie était incapable de se débarrasser des conditions imposées par les sociétés étrangères actives dans ce domaine, ce qui a engendré une dépendance commerciale jusqu'à la fin des années cinquante du XX^{ème} siècle. A l'exception de ce qui a été réalisé dans un nombre limité des villes côtières, les régions du sud tunisien étaient incapables de suivre la mobilité commerciale en raison de l'infrastructure modeste ainsi que du manque des investissements commerciaux.

2. Les mesures de dissuasion dans le domaine du commerce maritime

2.1. Le système administratif douanier

Les centres douaniers ont toujours été l'artère du trafic commercial en raison de leur rôle dans la structuration du travail des ports et dans le suivi des procédures de chargement et de déchargement des marchandises, ce qui les a placés au premier plan des préoccupations des dirigeants en raison des revenus qu'ils fournissent qui pouvaient couvrir toutes les dépenses, qu'elles soient militaires pour payer les salaires des soldats, ou sociales pour améliorer les conditions de vie des salariés.

Pour cette raison, les droits de douane en Tunisie sont divisés en deux catégories, formelles et informelles, le premier étant imposé aux moyens de transport maritime de

différents types et tailles, tandis que le second est établi en fonction du type et de la valeur des marchandises (Archive National de Tunisie, 1878).

Ce système a été établi après une série de consultations entre le gouvernement tunisien et les puissances européennes, telles que la Grande Bretagne, la France et l'Autriche. Ces consultations ont conduit à une réduction de 3% de la valeur fiscale des marchandises des pays qui ont approuvé la Loi douanière. Cette décision était appuyée par la conclusion de l'accord franco – tunisien le 21 mai 1824 (JEAN, 1934 :559).

Avec l'établissement du protectorat français en 1881, la Tunisie a joui d'une exonération fiscale qu'elle devait payer au cours de la période 1884-1890. Mais cette exception n'a pas duré longtemps surtout après l'émission de la loi du 19 juillet 1890, qui a imposé les mêmes procédures fiscales suivies avec tous les autres Etats sur toutes les marchandises tunisiennes (KASSAB, 1976 : 135).

Le gouvernement français a été proactif dans le contrôle du domaine du commerce extérieur en Tunisie pour des considérations stratégiques basées sur le principe de la monopolisation des échanges, qui était l'objectif primordial de la colonisation. La France a pris l'initiative d'intégrer la Tunisie depuis 1890 dans une union douanière afin d'être exemptés des droits à l'exportation. Toutefois, cette procédure a contribué à la supériorité française dans ce domaine au détriment des autres pays (FAUCON, 1893 : 256-257).

La France a également renoncé dans le cadre de sa politique de prévarication au principe de l'égalité des privilèges tarifaires avec tous les autres Etats signataires des mêmes accords commerciaux avec le gouvernement tunisien, ce qui lui a permis de gagner plus de grandeur en plus de la dislocation de l'indépendance douanière de la Tunisie, et elle a publié une ordonnance datée du 2 mai 1898 dans le but d'éliminer la concurrence européenne (FAUCON, 1893 :265).

Par conséquent, l'initiative française a reflété son impérialisme économique ainsi que la confirmation de la soumission du commerce extérieur tunisien aux fondements et aux principes de la politique française.

Cette politique s'est poursuivie même après la Première Guerre Mondiale, et elle a répondu aux appétences de sa communauté appelant à la nécessité d'établir une union douanière tuniso-française, et ce bien que l'appel a été rejeté et n'a pas reçu l'unanimité des concessionnaires d'alcool.

Les autorités françaises ont adopté la demande de la majorité en publiant une décision au mois de mars 1928, approuvant la nécessité d'établir une union douanière fondée sur des bases françaises, et qui donne à ses marchandises le privilège du non-paiement des taxes. En revanche, les exportations tunisiennes n'ont pas augmenté, et elles ont maintenu les mêmes taux depuis 1904 jusqu'à la fin des années trente du XX^{ème} siècle (KASSAB, 1976 : 184).

Cette phase englobe les périodes les plus sombres que la Tunisie a vécues depuis l'établissement du système d'union douanière, ce qui a eu un impact négatif sur le niveau de la balance commerciale, malgré le maintien du taux de croissance normale de 5% par an (KASSAB, 1976 : 190). Cette situation était due en grande partie à une contraction de la taille des investissements français en Tunisie, ainsi que la baisse des exportations du pays à partir de 1932 (KRAÏEM, 1984 : 99).

La succession des lois qui visent à structurer le système douanier a empêché la Tunisie de déterminer le sort de son commerce extérieur. A cet égard, une mesure a été prise le 5 juillet 1943 en vertu de laquelle le commerce tunisien a été mis sous la tutelle française.

La France a adopté cette même politique depuis sa présence dans le territoire tunisien, afin de garantir les intérêts de sa communauté sans prêter attention à la question du développement du commerce tunisien, en accordant à ses commerçants le droit à l'exonération d'impôt définitivement en janvier 1949, ce qui a aggravé l'état du commerce tunisien jusqu'à la fin des années cinquante du XX^{ème} siècle (KASSAB, 1976 : 194).

En somme, la plupart des efforts visant à élaborer une législation douanière claire qui s'applique à toutes les activités commerciales locales et étrangères ont échoué, et les décisions successives n'ont pas abouti à une structuration du commerce extérieur d'une manière qui rompt avec la fluctuation du contrôle des taux de douane.

2.2. Les lois de dissuasion commerciales

Les aspects juridiques de la dissuasion qui touchaient le commerce maritime en Tunisie ont été soulevés, en raison de la marginalisation qui a caractérisé ce domaine depuis l'époque moderne et même après l'établissement du protectorat français. Les questions de droit pénal qui ont été approuvées visaient à examiner les abus commis par les commerçants locaux et étrangers qui pratiquaient les activités commerciales dans le domaine maritime tunisien.

Depuis le XVII^{ème} siècle, des lacunes existaient dans le contrôle des points de transit marins, et la plupart des opérations de surveillance douanière ont été effectuées dans les grands ports, tels que celui de Tunis, de Bizerte, de Sousse et de Sfax, et au-delà de ces ports, il était interdit de pratiquer n'importe quel type d'activité commerciale. D'ailleurs, toute violation de ces formalités faisait l'objet de poursuites judiciaires telles que l'emprisonnement et la confiscation des marchandises (BOUBAKER, 1997 : 109).

Sous le poids des pressions des consuls, et en l'absence des moyens pour maîtriser les excès qui ont frappé le secteur du commerce maritime, la mise en place d'un cadre juridique était une nécessité, et ce afin de résoudre les conflits qui surgissent entre les sociétés de transport commerciaux, les personnels et les superviseurs techniques des ports tunisiens.

A la fin de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, sous le règne d'*Ali Pasha Bey*, le 31 décembre 1889, une décision a été prise pour obliger les agents responsables des ports de

vérifier les documents de propriété ainsi que la nationalité des bateaux qui naviguaient dans les eaux territoriales tunisiennes (KASSAB, 1976 : 135).

En cas de fraude avérée dans l'un des documents officiels, le contrevenant est passible d'une amende comprise entre cinquante et trois mille francs. La décision a pris soin de tout ce qui concerne les navires de commerce, les sanctions les plus importantes et elle a stipulé essentiellement les amendes imposées sans suivre l'intransigeance avec les commerçants, même si nécessaire, ce qui confirme l'absence de rigueur dans l'application des lois réglementaires (KRAIEM, 1984 : 99).

Les agents des douanes affectés au service des ports devaient jurer devant le tribunal de première instance avant de recevoir leurs tâches de contrôle et d'inspection. Cependant, les fonctions qui leur étaient confiées ne dépassaient pas le niveau d'examiner les rapports, les erreurs et les délits commis par les propriétaires des navires commerciaux, ainsi que l'application des dispositions de la justice française, tandis que les tribunaux français devaient répondre aux questions de ce genre, ce qui souligne le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire tunisien dans la prise des décisions même dans les sanctions les plus simples (ROGER, 1955 :60-61).

Les années vingt du XX^{ème} siècle étaient considérées comme la période la plus importante en matière de révisions des lois commerciales maritimes, en particulier, celles relatives à l'ajustement des conditions de vente, d'achat et de transport selon les dispositions internes des ports tunisiens.

Dans ce cadre, la décision du 28 janvier 1922 avait pour but de définir les fonctions des parties tunisiennes et étrangères contractantes, et les situations qui pourraient être soumises au droit pénal sans les identifier, ce qui se prête à remettre en question les raisons de cette réticence (Roger, 1955 :61).

La décision publiée le 17 décembre 1926 a expliqué clairement les sanctions exhalées par les délinquants commerciaux, la valeur des péchés à payer et les cas dans lesquels les autorités judiciaires devaient prendre les procédures de détention préventive et l'emprisonnement, outre la détermination de la valeur et la durée de la peine en conformité avec les grades militaires dont jouissaient les détenteurs d'obligations de la surveillance (KRAIEM, 1984 : 99).

Les procédures de la détention préventive, les amendes et la prison disciplinaire étaient incapables de dissuader les abus commis par les navigateurs locaux et étrangers. La solution consiste à rompre avec ces pratiques nocives au secteur commercial et la nécessité de trouver une formule optimale pour surmonter les niveaux théoriques qui se sont révélées incapables, ainsi que la promulgation de lois plus strictes, tels que la pétrification de la navigation dans le domaine maritime tunisien pour les contrevenants, ou le retrait des licences qui les accordent le droit de naviguer dans les ports tunisiens.

La fin des années trente et le début des années quarante du XX^{ème} siècle n'ont pas vécu des changements radicaux en termes des procédures prises dans le domaine du

commerce maritime, et en contrepartie, les valeurs des amendes ont été réévaluées en cas de découverte d'escroqueries dans les informations concernant le genre, le poids, la valeur et les méthodes de transport approuvées.

Conclusion

Le domaine maritime tunisien a connu dans ses différents stades historiques de nombreux défis afin de surmonter l'état de dégradation et de décomposition vécu depuis l'époque moderne et jusqu'à l'établissement du protectorat français en 1881. En contrepartie, il y avait de nombreuses tentatives de restructurations qui visaient à améliorer la situation du commerce maritime dans la rive Sud – Ouest du bassin méditerranéen qui a longtemps souffert de nombreuses lacunes dans ce domaine.

La situation qui a caractérisé le domaine du commerce maritime tunisien durant ses premières phases a eu de nombreuses fluctuations, en raison des politiques volatiles adoptées par le gouvernement français, et qui se sont révélées incapables de changer l'état précaire et instable de ce secteur. En dépit de son relative mobilité au cours des années trente et quarante du XX^{ème} siècle, les résultats escomptés n'étaient pas au niveau souhaité.

Bibliographie :

Archive :

1. Archive National de Tunisie. Série historique. Carton 188. Dossier 1088. Sous-dossier 1. 1859-1881. Document N°49. 16 novembre 1878. Le mouvement des navires dans les ports tunisiens.

Les études (livres et articles) :

1. ANONYME. (1788), *Mémoire concernant le système de paix et de guerre que les puissances européennes pratiquent à l'égard des régences barbaresques*. Traduit de l'italien par le chevalier D'Henin. Sseconde édition. Venize : Formaleoni.
2. ATTELLAH, D. (s. d.), *Etats de l'occident Musulmans au XIII^{ème}-XIV^{ème} et XV^{ème} siècle : institutions gouvernementales et administratives*. Office des publications universitaires-Alger : ENAL.
3. BENSAMOUN, Y. K. (2007), *Le Maghreb de l'Empire Ottoman à la fin de la colonisation française*. Berlin
4. BONO, S. (s. d.), *Les corsaires en Méditerranée*. Traduit de l'italien par Ahmed Somaï. EDIF. Editions La Porte.
5. BOUBAKER, S. (1997), Les espaces maritimes de Tunis aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. In : *Tunis cité de la mer*. L'Or du temps Tunis. pp.64-65.
6. CELERIER, J. (1934), Le commerce extérieur de la Tunisie. In : *Annales de Géographie*. t. 43. n°245. pp.558-559.
7. CHAGRAOUI, M. (1999), Tunis carrefour Méditerranéen d'après les voyageurs français du XVII^{ème} siècle, In : *Tunis cité de la mer*. Actes du colloque organisé dans le cadre des manifestations relatives au choix de l'UNESCO de Tunis. Capitale culturelle. Textes recueillis et publiés par Pr. Alia Baccar-Bournaz. Municipalité de Tunis et université de Tunis I. l'Ordre du Temps : Tunis, p.258.
8. CHARTIER, M. (1952), Phosphates de chaux tunisiens. In : *L'information géographique*. Volume 16, n°5. p.201.

9. CHATER, K. (1984), *Dépendance et mutations précoloniales : La Régence de Tunis de 1815 à 1857*. Publication de l'université de Tunis. Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Tunis. 4^{ème} série : Histoire. Volume XXXIII. Tunis : Imprimerie Officielle.
10. CROUZET, F. (2008), *La guerre économique franco-anglaise au XVIII^{ème} siècle* : Librairie Arthème Fayard.
11. DE PRADEL DELMASE, M. (1956), La station navale française de Tunis. In : *Cahiers de Tunisie*. N°15. 4^{ème} année, pp.352 – 353.
12. DESPOIS, J. (1929), La structure et le relief de la Tunisie septentrionale. In : *Annales de Géographie*. t. 38, n°211. pp.80-81.
13. DUNNANT, H. (1975), *Notice sur la Régence de Tunis*. S. T. D. Tunis : Société tunisienne de Diffusion.
14. S. A. (1948), Evolution de la situation économique de la Tunisie de 1938 à 1947. In : *Etudes et conjoncture-Union française/Economie française*. 3^{ème} année. 1948, n°1. pp.35-38.
15. FAUCON, N. (1893), *La Tunisie avant et depuis l'occupation française : Histoire et colonisation*. Lettre-préface de M. Jules Ferry. Tome II. Colonisation. AUGUSTIN CHALLAMEL Paris : éditeur Librairie Coloniale.
16. FREMEAUX, J. (1991), *La France et l'Islam depuis 1789*. Paris : Presses Universitaires de France : 1^{ère} édition.
17. GANIAGE, J. (1959), *Les origines du protectorat Français en Tunisie (1861 – 1881)*. maison tunisienne de l'édition. 2^{ème} édition : France : Presses Universitaires de France.
18. HUETZ DE LEMPS, A. (1958), La situation économique de la Tunisie. In : *Cahiers d'outre-mer*. 11^e année, n° 43. pp.287-288.
19. KASSAB, A. (1976), *Histoire de la Tunisie : l'époque contemporaine*, Tunis : Société tunisienne de diffusion.
20. KRAÏEM, M. (1984), *Le mouvement social en Tunisie dans les années 30*. In : *Cahiers de Cérès*. Série histoire. Editeur Cérès, n°2, p.99.
21. LACOUR GAYET, J. (1950), *Histoire du commerce, le commerce de l'ancien monde jusqu'à la fin du XV^{ème} siècle* : éditions Spid.
22. MALOUF LIMAM, H. (1986), Ports tunisiens et défense côtière : 1705 – 1814. In : *Revue tunisienne de sciences sociales*. N°84-87, p.533.
23. MARTEL, A. (1964), Le commerce maritime du sud-tunisien 1885-1910. In : *Les Cahiers de la Tunisie*. n°47 – 48. 3^{ème} et 4^{ème} trimestre, p.116.
24. PANZAC, D. (2004), *La caravane maritime : Marins Européens et marchands Ottomans en Méditerranée (1680-1830)*, Paris : CNRS éditions.
25. PINTO, R. (1955), Les conventions du 3 juin 1955 entre la France et la Tunisie. In : *Annuaire français de droit international*. Vol 1, pp.60-61.
26. PLANTET, E. (1893), *Correspondance des beys de Tunis et des consuls de France avec la cour (1577-1830)*. T. 1. Paris : S. E.
27. Résidence générale de la République Française (1922). *Notice générale sur la Tunisie (1881-1921)*. Imprimerie du-centre-Toulouse.
28. SOUISSI, F. (1999), La piraterie dans la baie de Tunis pendant la guerre d'indépendance américaine : *Tunis cité de la mer : Actes du colloque organisé dans le cadre des manifestations relatives au choix de l'UNESCO de Tunis, capitale culturelle*. Textes recueillis et publiés par Pr. Alia Baccar-Bournaz. Municipalité de Tunis et université de Tunis I.

Les instruments de recherche (Dictionnaires et encyclopédies) :

1. Dictionnaire de Marine (1831). Avec Huit planches. Le Vice-Amiral WILLAUMEZ. Troisième édition : Paris. Bachelier. Père et Fils. libraires pour la Marine. QUAI DES AUGUSTINS, N°55.

Usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique : Région de Wolof au Sénégal

Use of pottery in family ceremonies and symbolism: Wolof region in Senegal.

Dr. Diagne Ibrahima Khalilou

Université Cheikh Anta Diop de Dakar :

E-mail : khalidiagne12@hotmail.fr

Reçu le 27.07.2020	Révisé le : 09.08.2020	Accepté le : 11.08.2020
---------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Le résumé :

Dans la société wolof, la réalité sociale est fondée souvent à travers le réseau symbolique de la culture qui façonne la vie des individus. Cependant, la plupart des études concernant la poterie en Afrique mettent en exergue les aspects techniques et ethnoarchéologiques tout en occultant son patrimoine immatériel. Ainsi, cette étude cherche à élucider l'usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique dans la région de Wolof au Sénégal. L'observation et l'enquête par entretien constituent les outils administrés aux potières afin de collecter les pratiques sociales et culturelles léguées par leurs ancêtres. Ces pratiques représentent leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en perpétuelle évolution.

Mots- clés : symbolisme, poterie, patrimoine immatériel, wolof, Sénégal

The abstract:

In the Wolof society, the social reality is founded, most often, through the symbolic network of the culture that shapes the lives of people. However, most studies related to pottery in Africa pay a special focus on the technical and archeological aspects while obscuring its intangible heritage. Thus, this study seeks to elucidate the usage of pottery in family ceremonies and its symbolism in the Wolof-Senegal region

The observation and the investigation surveys constitute the main tools administered to potters to collect the social and cultural practices bequeathed by their ancestors. These practices represent their values, beliefs, knowledge and traditions in perpetual evolution.

Key words: symbolism, pottery, intangible heritage, Wolof, Senegal.

E-mail de correspondance : khalidiagne12@hotmail.fr

Introduction

En milieu wolof, la poterie est intimement liée à la vie quotidienne de la population, car elle est l'objet de certaines pratiques rituelles. Celles-ci sont remplies de données symboliques. En fait, le symbolisme (De Saussure, 1981 :97)¹ se manifeste sous forme d'acte à la fois social et culturel par lequel la signification, loin d'être univoque, peut se diversifier d'une localité culturelle à une autre. C'est pourquoi, les formes et les moyens de la manifestation du symbolisme se modifient d'un peuple à l'autre, d'une civilisation à l'autre². C'est dans ce cadre qu'en milieu wolof chaque objet peut avoir une signification selon les contextes sociaux.

Sous ce rapport, le symbolisme trouve son terrain de prédilection dans la poterie lors des cérémonies familiales en milieu wolof dans les localités de Kébémér. Cependant en Afrique, la plupart des études concernant la poterie se focalisent davantage sur les aspects techniques (Décrits 1994 ; Gallay 1991,1992 ; Gosselain 1995,2009 ;) et ethnoarchéologiques (Diop, 2000 ; Gueye, 1998 ; Gilbert, 2000 ; Sall, 2001 ; Niang, 2000 ; Thiam, 2010). Pourtant les aspects culturels liés au domaine du patrimoine immatériel³ sont souvent occultés dans les études. À Travers l'histoire, on s'aperçoit que l'étude du patrimoine a connu différents développements et acceptions et elle a suscité en même temps la convoitise des différentes sciences sociales et dures. En plus, le patrimoine se conçoit donc comme un objet d'étude à la fois transversal et pluridisciplinaire. C'est la raison pour laquelle, cette étude cherche à élucider l'usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique mystique dans la région de Wolof –Sénégal.

En milieu wolof, les outils administrés aux potières sont l'observation participante et l'enquête par entretien afin de saisir les traditions liées aux aspects symboliques de la poterie. L'observation consiste à observer des exemplaires de poterie encore présents dans quelques maisons de la région. Puis une enquête est entreprise auprès de vieilles femmes qui les ont fabriquées et employées dans le passé afin de ressortir l'usage et le symbolisme au sein de la société wolof. Pour une bonne collecte des données socioculturelles liées à la poterie, nous choisissons d'interroger dans la localité soixante-quinze potières. En raison de l'étendue de l'espace wolof, nous enquêtons sur huit sites céramiques (voir tableau en dessous).

L'étude comprend deux parties : il s'agit de voir en première partie le cadre géographique et humain de la région wolof et en deuxième partie l'usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique.

¹. Ferdinand de Saussure dans l'ouvrage de linguistique générale affirme que : « le signifié renvoie à un signifiant et le signifiant à un signifié ».

². Voir dans un cadre plus détaillé Tzvetan Todorov, dans son livre : symbolisme et interprétation (1978) et Henri Peyre, dans son ouvrage intitulé : qu'est-ce que le symbolisme (1974) ?

³. *Le patrimoine immatériel est défini par l'UNESCO comme « les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire ainsi que les instruments, objets ou artefacts et espaces culturels qui leur sont associés ».*

Usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique : Région de Wolof au Sénégal

1. Cadre géographique et humain

Le périmètre de notre zone d'étude se situe dans la localité de Kébémér limitée au Sud-Ouest par la région de Louga à l'Est par celle de Diourbel, à l'Ouest par l'Océan Atlantique, au Nord par le département de Louga et au Sud par celui de Tivaouane. Cette configuration géographique actuelle la place dans un espace riche en histoire. Il s'agit de l'ancienne province de Gueth qui avait joué un rôle important dans l'affirmation et le rayonnement de l'ancien royaume du Kajoor. Ce passé des populations wolof de la zone d'étude est assez bien connu grâce aux nombreuses études⁴ faites depuis l'époque coloniale.

Tableau 1. La population potière des ateliers visités de la localité de Kébémér

Village/quartier/ commune	Ethnie / Wolof	Caste	
		Forgerons	Cordonniers
	Nombre de potières		
Thiegne Saggata Guet	10	7	3
Thiolom Fall	10	4	6
Thiawane Mar	12	6	6
Touba MatalBante	11	6	5
Gal Buet	5	3	2
Ndiabi Fall	4	3	1
Ndande	9	7	2
Ndeug Ndiogui	14	10	4

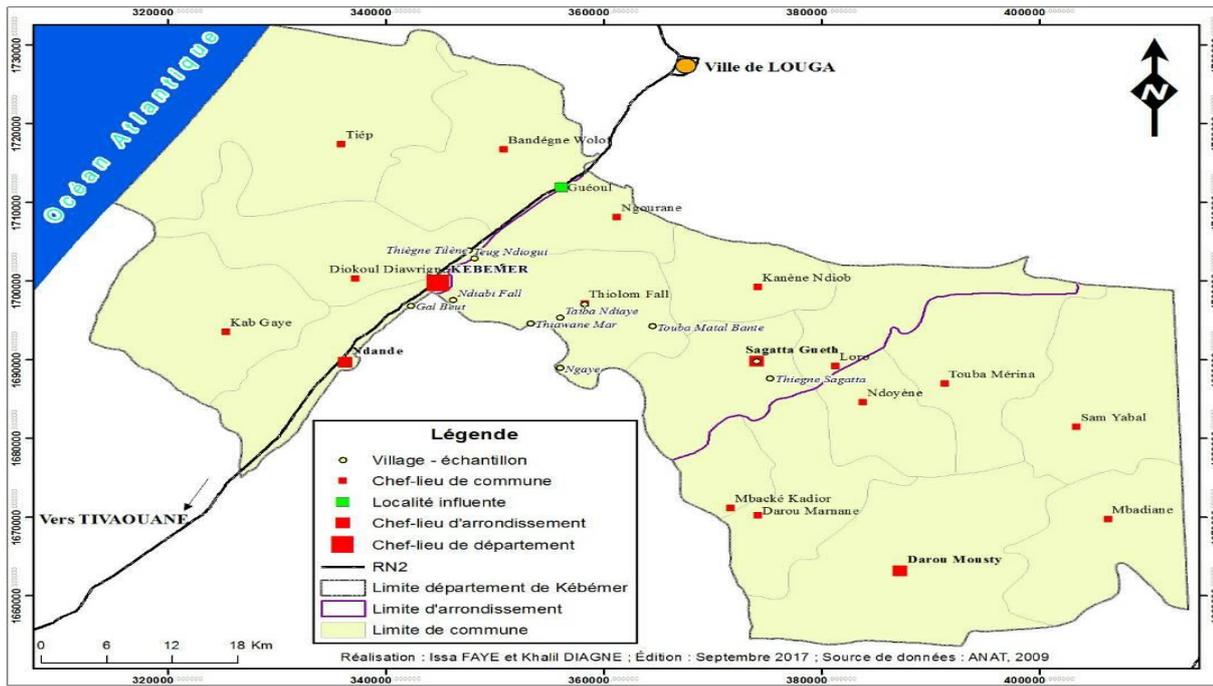
La source : Ibrahima Kh. Diagne, 2017.

La population ciblée était celle des femmes potières qui détenaient dans la zone d'étude de Kébémér le monopole de la production de la poterie. Même si nous avons remarqué au niveau du terrain la présence de certains potiers⁵ qui s'adonnent à ce métier que l'on croyait être la propriété du sexe féminin dans cette aire géographique. C'est pourquoi, l'échantillonnage est constitué sur un ensemble de femmes potières au nombre de plus cent cinquante réparties précisément dans les différents sites céramiques de la localité de Kébémér. Mais nous avons interrogé soixante-quinze potières et dix traditionnalistes se répartissant à travers les ateliers cités et visités si dessus (voir carte n°1).

⁴ .A ce propos voir, B. Dieng, 1987 ; M. B. Diouf, 1983.

⁵ . En milieu wolof, sur le plan social les femmes confectionnent la poterie tandis que les hommes travaillent le fer et la peau. Cependant, quelques hommes manipulent l'argile pour la fabrication des grands canaris.

Carte n°1 : sites de production de la localité de Kébémér



2. Usage et symbolique de la poterie dans les différentes cérémonies wolof

L'utilisation de la poterie dans les cérémonies familiales en milieu wolof baigne dans un environnement à la fois social et culturel rempli de symboles.

2.1. La poterie dans le mariage : Tradition de Kébémér

Le mariage occupe dans la tradition wolof une importance primordiale en tant qu'institution prenant en charge les rapports sociaux définis au sein de la communauté. Toutefois, cette institution dépasse le cadre relationnel du couple et englobe tout un réseau de relations sociales. Autant, le mariage présente plusieurs dimensions à la fois religieuses et sociales. Parmi celles-ci, au-delà de son caractère religieux, nous notons une série de sous-cérémonies sociales imprégnées notamment par le : **ceet** (est un chant de départ pour le domicile conjugal. On essaie de rendre supportable la rupture et donner un viatique à l'exilée. Aux sanglots de la jeune épouse répondent des chants, dans la maison et surtout le trajet, philosophant sur ce départ nécessaire à l'équilibre social), le **xaxar** (est une poésie pamphlétaire composée par les amies de l'awo (la femme) quand une autre coépouse rejoint le domicile conjugal. Dans un verbe virulent et souvent licencieux, elles vitupèrent la nouvelle épouse et sa famille.), et le **laabaan** (est le poème du réveil de la nuit nuptiale. La griotte de la famille et son chœur célèbrent les vertus de la jeune fille restée pure jusqu'au mariage.) Toutes ces différentes sous-cérémonies attachées au mariage témoignent de son importance dans la société traditionnelle wolof. Nous sommes dans une société où le mariage assure tout à la fois la survie d'une communauté et sa reproduction, la répétition de certains rites ainsi que l'harmonie sociale. Cependant, nous relevons un fait social marquant l'union du mariage qui est symbolisé à travers le « *sampbande* » littéralement il s'agit d'une cérémonie

Usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique : Région de Wolof au Sénégal

traditionnelle organisée dans la société wolof quelques jours après l'arrivée de la conjointe dans sa nouvelle famille.

Après la cérémonie du mariage, la nouvelle épouse, dès le jour de son « premier repas » qu'on appelle « *Njel-lu-jekk* » en wolof, doit disposer de son propre canari, acheté par le père parrainé (voir photo n°1). La mariée doit aller au puits puiser de l'eau, accompagnée de toutes les femmes de sa génération véhiculant des chansons d'encouragement et de mise en garde contre les mauvais faits d'un mariage. Dès leur retour, la mariée verse l'eau dans le canari placé au-dessus de petits grains de mil plus une feuille de « *Paftane* » et des débris de poterie.

Après, chacun des membres du couple met la jambe droite dans le canari qui est détruit et l'eau est déversée. Selon les potières, en un mois des feuilles de mil prennent forme et le mariage aura une garantie puis une floraison à l'image de la croissance des graines de cette céréale. Dans cet acte social riche en symboles, on peut déchiffrer que « *le Paftane* » est un arbre que n'utilisent ni les hommes ni les bêtes. Il peut vivre longtemps. On voudrait, comme lui, que la femme ne connaisse pas de mauvais sort et que son mariage dure et les « débris de poterie, appartenant à d'anciens villages, sont un symbole de longévité qu'on souhaite au ménage » (Diop, 1985 :136).Également, au canari ayant une fonction de conservation d'eau, il donne à la femme durant tout son mariage la force et la volonté de cuisiner. Le canari doit être rempli conjointement par toutes les coépouses vivant dans la maison. En milieu wolof, la poterie est considérée comme un instrument social pour cimenter l'union entre les deux conjoints. Cette union est honorée devant une assemblée réunissant les mariés autour d'un canari qui symbolise l'harmonie et l'homogénéité. Cette cohésion familiale recherchée est entourée par un rite.

Cette pratique rituelle symbolise la prospérité et la fécondité qui sont souhaitées à la nouvelle famille. De la sorte, l'unité et la cohésion sociale dans la famille sont concrétisées à travers cette cérémonie dans laquelle la poterie demeure l'un des instruments favorisant la convergence sociale. Selon la tradition, les potières présument durant cette pratique rituelle que le premier des membres du couple qui mettra son pied droit dans le canari aura un enfant du même sexe que lui. Présentement, l'islam et la modernité ont bouleversé cette pratique sociale et culturelle en y greffant d'autres faits dénaturant son symbolisme ou éliminant son fondement ancestral. Puis, nous assistons de plus en plus à l'éclatement du système social dont le « mariage est l'occasion chez les wolof, de manifestations qui révèlent des aspects essentiels de leur civilisation traditionnelle » (Diouf, 1990 :97). Ces aspects se manifestent par le nombre extraordinaire de cérémonies et de prestations qui montrent l'intérêt du mariage dans la société wolof. En revanche, cette civilisation traditionnelle rythme certains événements sociaux, qui marquent des moments tant importants de la vie d'une famille à savoir la naissance d'un enfant.

Photo 01 : Le vase « *canari* » symbole du mariage, source : Ibrahima Kh.Diagne, 2017.



2.2.La poterie dans la naissance

L'arrivée de l'enfant au sein de la famille est symbolisée par un ensemble de rites dont la poterie occupe une place importante. Ainsi, nous relevons trois moments impressionnants : la mise en place d'objets symboliques, la célébration du baptême, le portage de l'enfant pour la première fois sur le dos de sa mère.

Le premier moment fort est marqué par le placement de certains objets à côté du nouveau-né dont un tesson de poterie afin de le protéger contre les mauvaises langues et les mauvais sorts. Dans l'attente de la cérémonie, on couvre le nouveau-né d'un habit de son père ou d'un aïeul de premier degré. Cette protection mystique placée au sommet du berceau est constituée d'une bourse remplie de sel, des herbes, un morceau de métal et une pierre d'argile. Cette dernière est nommée « Khander ». Il s'agit d'une motte ou d'une boulette que l'imaginaire des Wolofs considère comme un moyen de protection des nouveau-nés. Toutefois cette pratique est justifiée par le fait que « les bébés, à l'instar des circoncis qui leur sont symboliquement apparentées, sont considérés comme des êtres fragiles et dépendants qui nécessitent surveillance et protection contre certains dangers » (Sow, 2008: 144).

Dans de nombreuses croyances sénégalaises, la fragilité et la dépendance du nouveau-né sont renforcées par la présence des objets symboliques pour sécuriser son environnement contre les forces du mal. Une autre pratique consiste à masser son nombril avec des cendres, de l'argile afin de lui accorder une croissance vigoureuse. Ce nombril est bien gardé dans un endroit discret après son détachement du corps puisque « placenta et cordon sont organiquement liés au nouveau-né. Ils devront être soustraits à toute entreprise malveillante, cachés et enterrés dans le secret » (Thomas et al, 1975 : 29).

Le deuxième moment du rituel consiste à concrétiser le baptême qui aura lieu le septième⁶ jour de la naissance ; une étape du rituel qui correspond aux pratiques islamiques

⁶. Chez les wolofs, cette pratique est généralement célébrée durant le septième jour obéissant à une tradition du Prophète de l'Islam. Toutefois, son report rime avec la suspension des rituels.

Usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique : Région de Wolof au Sénégal

qui ont substitué celles de la tradition populaire locale. En effet, ce qui montre que « l’islam berbère, en pénétrant le Sénégal, a créé des courants de pensée et modifié les comportements d’une façon telle qu’il a transformé le visage ancien ». (Tamba, 2007 : 20). Malgré cela, on célèbre une fête durant laquelle sont invités tous les membres de la grande famille. Ce moment important et fondamental de la cérémonie est le « tuud » qui correspond littéralement au choix du nom du nouveau-né, ainsi le sacrifice d’un animal et la nomination de l’enfant sont faits selon le droit islamique. Chez les Wolof, ce jour est accompagné de plusieurs rituels traditionnels : l’utilisation d’objets en céramique, notamment une poterie spécifique nommée « *yayethiam bayethiam* ». Cette poterie se rattache aux pratiques mystiques, elle ne peut être façonnée que par des spécialistes dont les critères, définis par la société, sont partout les mêmes dans tout le Kajoor. À Touba Matal Bante, une vieille potière du nom de Sokhna Thiam nous raconte que sa mère façonnait ce type de poterie pour Macodou Kanhé Sall grand notable et chef de canton du Gueth. En compagnie de sa mère nous dit-elle ; elle a pu constater que Macodou Sall avait fait disposer les poteries « *yayethiam bayethiam* » le long de la pièce qui servait d’abri aux gris- gris du chef. Tout cela pour dire que cette poterie jouit d’une réputation à la fois grande et séculaire. Il s’agit d’une pratique rituelle qui s’accomplit très tôt la matinée de la célébration du baptême. Nos informatrices révèlent que le fondement de ce rituel est relatif au réveil matinal déclenché par le cri de la poule qui symbolise chez la mentalité wolof le partage des *werseg* (*avoir* de la chance). La grand-mère du nouveau-né creuse un petit trou dans le « *wanna* » qui était un endroit sécurisé mystiquement. Ce milieu était sacré et réglait beaucoup de problèmes socio-culturels liés à la protection mystique et aux problèmes de santé. Elle dépose une marmite sur laquelle est posée cette poterie mystique contenant de l’eau. Elle y met également des feuilles de protection et y lave le nouveau-né. Ce dernier est défendu de toute menace résultant des yeux et des langues. Chez les Wolof, l’enfant, avant ses premiers contacts avec l’environnement social, doit être protégé par un bain rituel contre le mauvais sort et autres obstacles susceptibles d’entraver sa réussite. Après, la poterie est cassée et enterrée au milieu de la cour de la maison par la femme la plus âgée de la famille.

D’ailleurs, le symbolisme de cette poterie est à la fois historique et mystique. Elle est d’abord le symbole d’une poterie traditionnelle conçue uniquement par des spécialistes indiquées par la société artisanale, dans le but de protéger son caractère sacré. Ensuite elle est recommandée dans les bains rituels pour assurer une protection maximale contre les forces négatives de la nature notamment les êtres invisibles et surnaturels se trouvant dans l’environnement dans certains endroits cachés et mystérieux. Enfin les personnalités maraboutiques, politiques, administratives lui accordent une importance fondamentale et témoignent de sa place mystique. Après ces deux temps forts marquant et éclairant le chemin de l’enfant, s’introduit le dernier symbolisé par sa sortie en dehors de la concession familiale.

Dans la tradition wolof, cette phase consiste en une cérémonie organisée deux à trois mois après la célébration de la naissance pour autoriser la sortie de l’enfant de la demeure familiale. Cette sortie se concrétise pour la première fois au portage de l’enfant sur le dos de

sa mère. Le portage a une fonction protectrice, l'enfant qui est sur le dos de sa mère est protégé des esprits malveillants. Durant ce moment solennel, les objets en poterie sont présents à l'occasion de cette rituelle. Ainsi, les potières interrogées attestent que cette phase est déterminante dans la vie de l'enfant. Elle marque le portage de l'enfant sur le dos de sa mère et il sort de l'environnement familial à la rencontre de la communauté sociale et naturelle. Cette rencontre est l'occasion de passer entre les mains des membres de la communauté, qui partagent des moments de travail à intérêt collectif comme les travaux champêtres ou bien le pillage du mil.

Néanmoins au bout de quelques mois, les membres de la famille en l'occurrence, sa tante paternelle, la « *njèkke* » de sa mère place d'abord au centre de la grande cour de la concession une poterie qu'elle remplit de l'eau dérivant des divers canaris de la concession. Ensuite, les femmes creusent un petit trou à l'entrée de la chambre de la maman du bébé, sur lequel elles déposent cette poterie contenant de l'eau qu'avait bien préparée la tante paternelle. Alors elles placent sur la poterie un tamis où se voit l'ensemble de l'arsenal mystique de la mère. Enfin la tante paternelle asperge le corps de l'enfant de cette eau bénite par la communauté. Après cette purification contre les mauvais yeux et autres risques de la vie, le nouveau-né est porté par une adolescente bien choisie au sein de la famille en raison de ces qualités de discipline, de calme et de docilité car les énergies psychique et corporelle qu'elle dégage pourraient agir sur le devenir de l'enfant. En outre, la délégation composée des grands- mères, des tantes et des jeunes filles de la grande famille, fait le tour de la concession à trois reprises. Ce moment solennel est rythmé par des incantations et des chansons du terroir. Après la naissance, vient l'étape cruciale qui correspond à l'initiation des jeunes de la communauté avant leur passage à la classe des majeurs. Cette phase d'initiation est symbolisée par la circoncision en milieu wolof où les poteries sont présentes dans l'accomplissement de ce processus de formation.

Photo n° 2 : Boulettes de terre argileuse « Khanders »



2.3. La poterie dans la circoncision

La circoncision existait avant l'arrivée de l'Islam au Sénégal. C'était une pratique traditionnelle constituant une étape importante pour tout enfant wolof afin qu'il puisse affirmer ses caractéristiques masculines et séjourner dans les différentes cases de l'homme. Elle est un passage obligatoire pour tout enfant voulant intégrer la vie communautaire. Elle assure inévitablement la transition entre l'âge de la jeunesse et celui de l'adulte et elle pousse l'homme à accéder à certains cercles. Parmi ceux-ci nous pouvons citer les assemblées consacrées aux hommes qui y reçoivent des secrets de la vie. Ces enseignements à la fois sociaux et culturels attestent que « la circoncision était très importante et avait trois significations dans les sociétés africaines traditionnelles, sur le plan cosmologique, elle devait être instaurée par un guerrier originel, sur le plan ethnographique, elle marquait l'entrée des adolescents dans la vie actuelle, la troisième signification est relative à l'hygiène » (Chebel, 1992 :72). Par principe en milieu wolof, cette étape importante de la vie d'un homme nécessite la mobilisation d'un arsenal mystique allant de divers sacrifices jusqu'aux bains rituels⁷. Ces offrandes se traduisent par des sacrifices ou bien des dons perpétrés par les populations concernées. En fait, dans les localités de Kébémér, les offrandes s'effectuent par le biais des céréales, de laits caillés et de divers types de sang d'animaux selon l'accord des êtres invisibles. Ces derniers se trouvent dans les arbres, l'eau, les environs des villages et sont les protecteurs des espaces vides ou incultes. À l'observation du décor environnemental de certains villages, les offrandes sont posées sous les arbres à travers des canaris ou pilons fichés en terre. D'ailleurs, les traditionnalistes qui sont les gardiens et les conservateurs de la tradition interviewés dans les localités de Kébémér révèlent que ce moment solennel est marqué par la cérémonie du « Luul »⁸. Celle-ci consiste à faire accomplir aux circoncis un bain rituel avant la lever du jour.

Toutefois, nous précisons que le déroulement de la circoncision ne nous retient pas parce qu'elle a connu des développements dans certaines études sociologiques et religieuses africaines (Diop, 1981 : 87 ; Chebel, 1992 : 18-180 ; Thiam, 1952 : 49-50 ; Thomas et *al*, 1975 : 52-183). Mais l'intérêt réside dans le fait d'examiner dans cette étude la position qu'occupe la poterie dans la circoncision. Cette initiation est une tradition ancienne et très répandue. C'est une pratique au cours de laquelle les futurs initiés sont regroupés dans un espace sacré au cours duquel ils doivent passer les jours précédents et suivant le rite. Dès lors,

⁷. Ce bain rituel s'accompagne d'incantations ayant pour objectif d'implorer l'adhésion des génies responsables de la circoncision. Ce moment d'éducation collective est un facteur de cohésion sociale pour les circoncis qui sont aspergés de « *saafara* » par leurs éducateurs. Il s'agit d'un liquide talismanique à utiliser sur les parties du corps ou à boire pour se protéger contre les mauvais sorts.

⁸. Il s'agit de la cérémonie marquant le séjour des circoncis dans un espace fermé durant lequel ils reçoivent les enseignements socio-culturels de leur communauté.

la fin de cette période d'internement des initiés est couronnée par une fête de toilette rituelle⁹. Celle-ci se fait sur un espace symbolique et plein d'abondance, qui est la place d'une termitière (*xorondong*). La tradition enseigne que toute personne autorisée par les maîtres des lieux, qui traverse cet espace laisse toute maladie et se refait une bonne santé. En outre, les traditionnalistes nous renseignent qu'à cette circonstance, les parents des initiés leur envoient chacun une poterie mystique autrement dit « *yayethiambayethiam* ». Chez les Wolof les poteries mystiques ou sacrées sont fabriquées sous forme de commandes ou de recommandations ordonnées par certains guérisseurs selon les modèles de croyances. Cet état de faits religieux s'explique que seules les poteries destinées à l'usage mystique sont séchées dans des endroits d'accès difficile afin d'éviter le spectre de l'œil maléfique.

Ainsi, chaque poterie est remplie d'eau et d'amulettes dont les circoncis se purifient et l'ensemble de ces poteries sont systématiquement brisés sur la termitière. La lecture que l'on peut faire de ces cassures de poteries. Il s'agit l'opportunité aux circoncis de se dégager de toute malpropreté, des fardeaux mystiques néfastes. Exclusivement, cette purification rituelle a pour objectif de les protéger contre les mauvais yeux et les mauvaises langues quand ils retourneront au sein de la communauté sociale. Mieux un traditionnaliste à Touba Matal Bante, nous informe autrefois qu'on verse le reste de l'eau sous le plus grand et célèbre arbre¹⁰ du village ou bien à la place mythique de celui-ci (*penc*). En réalité, l'explication que l'on peut extraire, est la prédication à des devenirs radieux aux circoncis à l'image de la grandeur et de la renommée de l'arbre. Au-delà de ces différentes étapes ponctuant la vie de l'individu, s'ensuit la mort. En ce sens, en milieu wolof peut-on enregistrer jusqu'à présent L'existence de la poterie dans les funérailles ?

Photo n° 3 : les poteries pour les circoncis/ Sagatta, source : Ibrahima kh. Diagne 2017.



⁹. Il s'agit d'une cérémonie qui se passe devant la communauté. Elle est marquée par des chansons, des offrandes en tout genre et des cadeaux offerts aux circoncis qui sont accueillis comme des héros et sont considérés comme des hommes responsables.

¹⁰. En milieu wolof, l'arbre symbolise la croissance et la prospérité. C'est pourquoi il y'a des arbres qui attirent leur attention et bénéficient de leur considération. Ce qui atteste la sacralité de cet arbre que la communauté doit honorer car il est le siège des êtres invisibles ainsi que l'espace de communion des anciens de la société.

2.4. La poterie dans les funérailles

Depuis sa création par l'homme, la poterie demeure un des éléments du décor religieux (Pinçon, 1997 : 119). Ce dernier se manifeste comme un ensemble de croyances, de rites qui symbolisent la part de sacralité dans les sociétés sénégalaises où la poterie s'identifie comme un des éléments ayant nourri l'espace religieux. Pourtant dans l'espace sénégalais, nous pouvons relever des pratiques où la poterie fait partie du décor religieux comme «les pots anthropomorphes basserie font partie de l'histoire de l'art de la céramique africaine, ils sont portés lors des rituels » (Pradines, 2001 : 165). Toutefois, cette pratique est notée chez les sérer qui réalisent encore ce genre de rituel où « la céramique trouée est placée à côté d'un piquet en bois au pied d'un tumulus funéraire. Chaque année la famille vient faire une offrande au mort près du piquet » (Becker et al, 198 :269). Cela témoigne que la céramique accompagne la vie de la plupart des ethnies sénégalaises jusqu'à la mort. Ceci est symbolisé par la présence des poteries à l'intérieur des tombes.

À la lumière de ces pratiques culturelles, dans les sociétés sénégalaises, nous observons que l'artéfact est en relation intime avec le propriétaire. Ces populations perpétuent certaines pratiques consistant à enterrer les morts avec leurs différents objets. Cette pratique légendaire de la religion traditionnelle survit en des formes souvent fragmentaires ou dégradées. En fait, la présence des poteries dans les funérailles pourrait être observée sur certaines pratiques culturelles de peuples voisins notamment les Sérer et Diola. En outre, nous remarquons que cette pratique ancestrale est souvent fréquente dans les sociétés ayant comme soubassement les religions traditionnelles. Mais, avec l'arrivée de l'Islam et du Christianisme dans l'espace Sénégalais, nous constatons l'abandon progressif de ces rituels dans la mesure où les nouvelles religions révélées ont superficiellement modifié les rites. Même si certaines sociétés continuent à perpétuer ce genre de rituel pour respecter la mémoire de leurs défunts.

Ces survivances des croyances traditionnelles persistent encore dans l'espace wolof. Elles s'expriment par l'implantation de « *xamb*¹¹ ». Dès lors, on signale dès le départ « nous avons très peu de témoignages sur la religion traditionnelle des wolof nous permettant d'identifier une Eglise organisée ou des dogmes précis » (Barry, 1985 : 69).

Mieux, un autre renchérit « on ne possède pas de travaux approfondis sur la religion traditionnelle, le culte des divinités ancestrales » (Diop, 1985:6). Ces deux auteurs remarquent pour le moment l'absence d'une véritable religion traditionnelle chez les Wolof. C'est

¹¹. « Chaque rab identifié, chaque *xamb* est attaché à un village, à un quartier ou, tout au moins, à une région où il a ses autels. Mais les esprits résident ordinairement dans l'autel domestique dénommé *xamb* » (Andres. 1963 :153).

pourquoi, il était difficile de ressortir la place de la poterie dans les funérailles (voir photo n°4). Cette difficulté pourrait se lire à plusieurs niveaux :

Aussi, les Wolof ont très tôt pratiqué la religion musulmane qui avait apporté beaucoup de changements sur certaines pratiques sociales, culturelles et religieuses marquant leur vie à la fois individuelle et collective.

Nous devons percevoir au deuxième niveau que les objets sociaux accompagnant certaines morts privilégiées au sein de leurs tombes dans les sociétés sénégalaises, n'y avaient plus leurs places dans la plupart des pratiques culturelles. En conséquence, la fonction culturelle assignée à la poterie a intégralement disparu en raison de l'arrivée de l'Islam. La nouvelle religion révélée a instauré une société d'égalité et de fraternité où les critères socio-professionnels de naissance, de métier, de richesse, de caste ne vont plus déterminer l'appartenance des personnes au sein de la communauté. Ce qui montre que les objets en terre cuite n'occupent plus cette fonction culturelle qu'ils jouaient symboliquement dans les funérailles au sein des sociétés sénégalaises. Cette pratique religieuse est absente du discours des traditionalistes en milieu wolof.

Néanmoins, nous ne pouvons pas conclure que la poterie n'a jamais été présente dans les pratiques culturelles perpétrées chez les Wolof. Bref, nous retenons que ce décor à la fois social et culturel est déterminé par une série d'étapes qui caractérisent la vie de l'individu, fondant l'une des richesses sociales et culturelles de la société wolof.

Photos n°4 : deux espaces sacrés, source : Ibrahima Kh. Diagne, 2017.



Conclusion

L'usage de la poterie et sa symbolique demeurent une réalité dans les activités sociales et culturelles de la région wolof. Celles-ci sont marquées par le symbolisme représenté par des éléments naturels et culturels constituant les fondements de la culture wolof. De ce fait, dans la culture wolof, il en prend une autre signification dans la vie de l'individu ou bien de la communauté sociale. Toutefois, le sens du symbole est véhiculé par les valeurs de celui-ci qui en donnera son existence dans la vie des hommes. Il s'aperçoit habituellement lors de certaines cérémonies notamment le mariage, le baptême, la circoncision, la mort, durant lesquelles les objets en terre cuite demeurent l'un des éléments

Usage de la poterie dans les cérémonies familiales et sa symbolique : Région de Wolof au Sénégal

du décor culturel et social. Ce qui atteste que ce patrimoine immatériel demeure une réalité vérifiable à travers l'usage de la poterie dans les cérémonies familiales. Par conséquent, on ne peut dissocier le matériel de l'immatériel attendu qu'un objet ne peut être séparé de son mode de fabrication et de ses usages sociaux et culturels.

Bibliographie :

Archives

1. BECKER, C. et al. (1982). « Rites de sépultures préislamiques au Sénégal et vestiges protohistoriques ». *Archives Suisses d'Anthropologie Générale*, 261-293.

Les études (Livres et articles)

1. ANDRAS, Z. (1963). *L'interprétation et la thérapie traditionnelle du désordre mental chez les wolofs et les lébous (Sénégal)* (Thèse de Doctorat). Faculté de lettres et sciences humaines, Paris.
2. BARRY, B. (1985). *Le royaume du Waalo, le Sénégal avant la conquête*. Paris : éditions Karthala, BARRY, Boubacar. *La Ségambie du XV^e au XIX^e siècle .Traite négrière- Islam et conquête coloniale* : Harmattan, Paris, 432 p, 1988.
3. CHEBEL, M. (1992). *Histoire de la circoncision des origines à nos jours*. Paris : Editions Balland.
4. DE, C. (1994). « Style et technique : Comparaison interethnique de la poterie subsaharienne ». *Terre Cuite Et société, La céramique, Document Technique, économique, Culturel, XVI^e Rencontres Internationales d'Archéologie Et d'Histoire d'Antibes*, 344 -350.
5. Dieng, B. (1987). *L'épopée du Kajoor (Sénégal). Poétique et réception* (Thèse de Doctorat). Université de Paris III, Paris.
6. Diao, B. D. (1973). *Étude du système foncier traditionnel chez les Wolof du Cayor au Sénégal (Son évolution sous l'impact*. Paris : Université de Paris.
7. DIOP, A. B. (1981). *La société wolof, Tradition et changement, les systèmes d'inégalité et de domination*. Paris : Karthala.
8. DIOP, A. B. (1985). *La famille wolof, Tradition et changement*. Paris: Karthala.
9. DIOP, B. (2000). « Recherches ethnoarchéologiques sur la céramique au Sénégal, production artisanale et consommation domestique ». in *Petrequin, P. Pluzin, P., Thiriot, J .Benoit, P. (dir.) Arts Du Feu Et Productions Artisanales. XX^e Rencontres Internationales d'Archéologie Et d'Histoire d'Antibes*, 261-285.
10. DIOUF, M. (1990). *Le Kajoor au XIX siècle, Pouvoir ceddo et conquête coloniale*. Paris : éditions Karthala.
11. GALLAY, A. (1992). « Traditions céramiques et ethnies dans le delta du Niger (Mali) ». *Bulletin Du Centre Genevois d'anthropologie*, 23-46.
12. GELBERT, A. (2000). *Etude ethnoarchéologique des phénomènes d'emprunts céramiques. Enquêtes dans les hautes et moyennes vallées du fleuve Sénégal* (Thèse de Doctorat). Nanterre, Université de Paris, Paris.
13. GOSSELAIN, O. (1995). *Identités techniques. Le travail de la poterie au Cameroun méridional* (Thèse de Doctorat). Université Libre de Bruxelles, Bruxelles.

14. GOSSELAIN, O. (2009). *Céramique et sociétés en Afrique*. Bruxelles : Université Libre de Bruxelles.
15. GUEYE, N. S. (1998). *Poteries et peuplement de la moyenne vallée du fleuve Sénégal du XVI aux XX ème siècles : Approche ethnoarchéologique, archéologique et ethno-historique* (Thèse de Doctorat). Université de Paris X, Paris.
16. NIANG, E. hadj. (2000). *Les interdits et aspects symboliques dans le travail de la poterie* (Thèse de Magister). Département d'histoire : FLSH, UCAD, Dakar.
17. Peyre, H. (1974). *Qu'est-ce que le Symbolisme*. Vendime : Presses Universitaires de France.
18. Pinçon, B. (1997). « Pour une approche dynamique des productions : l'Exemple des céramiques du Massif du Chaillu (Congo ; Gabon) de 1850 à 1910 ». *Revue Canadienne Des études Africaines*, 31(1), 113-143.
19. Pradines, S. (2001). « Les céramiques sénégalaises des collections du département d'Afrique subsaharienne du Musée de l'homme ». *Journal Des Africanistes*, 71(2), 165-188.
20. SALL, M. (2001). *Traditions céramiques, Identités et peuplements en Sénégambie, Ethnographie comparée et essai de reconstitution historique* (Thèse de Doctorat). Université Libre de Bruxelles, Bruxelles.
21. SOW, I. (2008). *La symbolique de l'imaginaire Dialectique du faste et du néfaste à partir des présages, superstition*. Dakar : IFAN.Ch. A. Diop.
22. TAMBA, M. (2007). « Les conséquences de l'islam au Sénégal ». *Annales De La Faculté Des Lettres Et Sciences Humaines*, 18-45.
23. THIAM, A. G. (1952). « La circoncision chez les oulofs ». *Notes Africaines*, (54), 49-50.
24. THIAM, M. (2010). *La céramique dans l'espace sénégalais, un patrimoine méconnu*. Paris : Harmattan.
25. THOMAS, L. V. et al. (1975). *La terre africaine et ses religions*. Paris : Librairie Larousse.
26. THOMAS, L. V. et al. (1981). *Les religions d'Afrique noire, Textes et traditions sacrées*. Paris : Editions stock.
27. Tzvetan, T. (1978). *Symbolisme et interprétation*. Paris : Seuil.

Les instruments de recherches

1. Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003). Paris : UNESCO

De la rationalité esthétique et spatiale au 19^e siècle à Alger. Of aesthetic and spatial rationality in the 19th century in Algiers.

Nadir DJERMOUNE Doctorant, école polytechnique
d'architecture et d'urbanisme- Alger.

E-mail : nd.djermoune@yahoo.fr

Professeur Tsouria KASSAB, directrice de thèse,
laboratoire, ville, architecture et patrimoine. EPAU/ Alger.

Reçu le 01.10.2020	Révisé le : 15.10.2020	Accepté le : 18.10.2020
---------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Le résumé :

Face à la crise que vit la ville contemporaine, l'urbanisme du 19^e siècle est vécu comme l'incarnation d'une ville organique et unitaire. Des architectes contemporains, à la recherche de normes de qualité en milieu urbain, voient dans cet héritage organique et continu une forme qui résiste aux nombreux changements déclenchés par les grands ensembles résidentiels du mouvement moderne et les cités jardins. C'est le cas de Rob et Léon Krier, des plus représentatifs de ce courant, à Potsdam ou au Luxembourg qui apparaissent comme un coup d'œil nostalgique et d'un retour à un âge d'or. La formule urbaine des îlots résidentiels, la réhabilitation du parcellaire, l'alignement sur rue, boulevards et galeries, projets urbains participent à ce renouveau urbain.

En Algérie, la cohérence du tissu urbain produit en ce moment de l'histoire contraste avec celui, diffus et sans unité, de la ville moderne du 20^e siècle. Il est surtout resté pertinent à la mutation de la ville actuelle, aux mouvements de population et aux transformations économiques.

Comment s'exprime-t-il et par quels mécanismes est-il le produit ? Telle est la problématique autour de laquelle s'articule notre question.

Pour répondre à cette question, nous partons d'une double hypothèse : la première considère que la forme physique de l'environnement dans son rapport avec l'habitat humain s'autonomise des conditions qui l'on vu naître et construit sa propre mémoire. La deuxième considère qu'au-delà des conditions fonctionnelles et économiques de sa production originelle la forme urbaine du 19^e siècle offre un matériau opérationnel et un outil d'intervention adéquat pour l'urbaniste aujourd'hui.

Notre approche est de ce point de vue morphologique. Elle aborde la ville par sa forme en procédant par une observation et une enquête morphologique pour atteindre ensuite les mécanismes de sa production.

Il y a ici un double objectif : Il s'agit d'attirer l'attention sur une histoire urbaine de la longue durée, permettant de replacer cette période de la ville algérienne avec ses éléments factuels à l'intérieur d'un long processus historique, nourri par un cadre théorique et des courants doctrinaux qui ont une valeur universelle et contribuer ainsi à une meilleure connaissance du parc urbain d'Alger et de son histoire autour duquel il est nécessaire d'instaurer un débat.

C'est sous cet angle que nous allons dans ce texte aborder et revisiter la ville d'Alger du 19^e siècle à travers l'analyse de deux quartiers.

Mots clé : Ilots urbains, rationalité spatiale, morphologie, tissu, parcelle, esthétique urbaine, ordre géométrique,

Abstract

Contemporary architectures see in the 19th century city the embodiment of the organic and unitary city. The urban formula of the residential blocks, the rehabilitation of the plot, the alignment on the street, boulevards and galleries, urban projects are all part of this urban renewal.

In Algeria, the fabric of the 19th century contrasts with the diffuse and unitless fabric of the rest of the contemporary city. Above all, it has remained relevant to the transformation of the current city, to population movements and to economic transformations.

This historical and urban fact constitutes the matrix which conditions the production of space today. It is the beginning of the urban modernity of the Algerian city and of its globalization. A modernity that seeks aesthetic and spatial rationality.

It is from this angle that we will, in this text, approach and revisit the city of Algiers in the 19th century through the analysis of two neighborhoods.

Keywords: Urban islands, spatial rationality, morphology, fabric (tissue), plot of land, urban esthetics, and geometrical order.

Adresse de correspondance: nd.djermoune@yahoo.fr

Introduction :

Dans le souci de réhabiliter les normes et la qualité du milieu urbain perdues, la production architecturale contemporaine tente de renouer avec l'histoire urbaine. De cet héritage, la ville du 19^e siècle est vécue comme l'incarnation de la cité organique et unitaire, celle qui résiste aux mouvements centrifuges déclenchés par le « mouvement moderne » du 20^e siècle. La formule urbaine des ilots résidentiels, alignement sur rue, boulevards et galeries, projets urbains participent à ce renouveau et apparaissent comme un coup d'œil nostalgique et un retour à un âge d'or. C'est le cas notamment de Rob et de Léon Krier à Potsdam en Allemagne et au Luxembourg¹.

En effet, le tissu urbain du 19^e siècle est surtout resté quantitativement et qualitativement pertinent à la mutation de la ville actuelle tant aux mouvements de population qu'aux transformations économiques. En Algérie, vulgarisé par le terme de « ville coloniale »², ce tissu contraste avec le tissu diffus et sans unité du reste de la ville « Moderne » du 20^e siècle ou encore de la ville contemporaine³. Ce fait historique

¹ Voir par exemple le projet de l'extension de la ville de Potsdam, en Allemagne

² Ce terme constitue cependant un abus de langage dans la mesure où l'architecture et l'urbanisme moderne de la ville algérienne a aussi ses origines dans la période coloniale.

³ Voir sur la question des tissus, les actes du colloque international d'Oran, *Les tissus urbains*, (1-3 décembre 1986),

constitue la matrice qui conditionne la production de l'espace aujourd'hui. C'est, pourra-t-on dire, le début de la modernité urbaine de la ville algérienne.

Comment s'exprime-t-il ? Comment est-il produit ? Pour répondre à ces questions, nous abordons la ville par sa forme pour atteindre les mécanismes de sa production. C'est une approche morphologique que préconise, entre autres, H. Lefebvre :

« Il est indiqué méthodologiquement d'aborder le phénomène urbains par les propriétés formelles de l'espace, avant d'étudier les contradictions de l'espace et les contenus » (LEFEBVRE, 1970 : 70) Car, « l'urbain est une forme pure, le point de rencontre, le lieu d'un rassemblement, la simultanéité. (...) Cette forme n'a aucun contenu spécifique, mais tout y vient et y vit. Elle est le résultat d'une histoire qui doit se concevoir comme l'ouvrage d'agents ou d'acteurs sociaux de sujets collectifs, opérant par poussées successives » (LEFEBVRE, 1970 :171)

Toutefois, si la morphologie met l'accent sur la description empirique et rend compte avec exactitude de la réalité urbaine, la description, même affinée, ne suffit pas. La lecture morphologique n'atteint pas certains rapports sociaux, économiques qui font la ville. Il s'agit pour nous de rappeler les conditions économiques et sociales de sa production, avec comme objectif, d'attirer l'attention sur une histoire urbaine de la longue durée, permettant de replacer cette période de la ville algérienne avec ses éléments factuels à l'intérieur d'un long processus historique, nourri par un cadre théorique et des courants doctrinaux qui ont une valeur universelle et contribuer ainsi à une meilleure connaissance du parc urbain d'Alger et de son histoire autour duquel il est possible d'instaurer un débat et d'établir un lien avec la production actuelle.

C'est sous cet angle que nous allons aborder et revisiter la ville du 19^e siècle dans le cas d'Alger de 1830 à 1880.

1. Rationalité spatiale :

Dans son introduction à l'ouvrage consacré à la ville du 19^e siècle, A. Petruccioli (Petruccioli, 1998), souligne l'efficacité de celle-ci et met l'accent sur les lieux publics où les rues sont soigneusement conçues pour la mobilité, la promenade avec le décor et une séparation claire entre la circulation des piétons et des véhicules. Les espaces verts y contribuent en prenant souvent des formes géométriques ou naturalistes en jouant un rôle auxiliaire important en santé publique. Les services commerciaux et culturels sont conçus pour être facilement accessible depuis la rue. Des quartiers comme de Back Bay à Boston, Saint Germain à Paris, ainsi que la rue d'Isly à Alger, témoignent de ce haut niveau de qualité urbaine et leur résistance à tant de crises de transformation urbaine et les déplacements de population, souligne-t-il. (PETROCIULI, 1998 : 9).

C'est par sa rationalité spatiale et la rigueur géométrique de sa forme que se caractérise la ville du 19^e siècle. Cette rationalité est facilement repérable par l'image spectaculaire qu'elle offre. Une image qui identifie la ville à la continuité, à une suite

ininterrompue de façades des deux bordures de la rue. Il n'y a pas de hiatus, pas de trous vastes ou de coupures, pas de place pour une cacophonie. Cette image est éminemment urbaine, dense et ramassée. Le fait de ne pas occuper une grande superficie est garant de cette continuité. Poussée à l'extrême, elle devient l'antithèse, par sa production sérielle, de l'image richement variée et polysémique de l'ancien paysage urbain.

Cette rigueur est surtout celle de l'espace public qui impose sa loi. Celui-ci est survalorisé au détriment du privé par une rigoureuse clôture de front de façades au point de rendre tout monumental, même les rues les plus banales. Décrivant la ville de Bienne en Suisse au même siècle, Sylvain Malfroy souligne que :

« La succession des logements, des ateliers, des églises, entrepôts, écoles, restaurants et magasins, sans aucune ségrégation entre eux. Il n'y a pas de hiérarchie entre les monuments et les bâtiments communs, entre le singulier et le répétitif, les éléments primaires, (...) et les zones résidentielles. Ce mélange incroyable du tissu urbain permet la correction immédiate de tout cas d'obsolescence », (PETROCUIULI, 1998 :141).

C'est aussi la même logique dans le Paris d'Hausmann, à une échelle monumentale, que Philippe Panerai, Jean Castex et Jean Charles Depaule décrivent comme une *« rhétorique d'axes, de places marquées par des monuments, de monuments configurés en réseau dont les renvois sont désormais visibles, (et qui) prétend reproduire les figures codifiées du système classique »* (PANERAI, CASTEX et DEPAUL, 2009 : 18)

On retrouve cette rhétorique dans diverses villes dans le monde du 19^e siècle (PETROCUIULI, 1998 : 9); à Vienne, à Tokyo, à Chicago ou Istanbul. L'actuel boulevard Che Guevara qui se prolonge dans le boulevard Zighut Youcef, ou encore les rues Ben Mhidi et Khmisti à Alger expriment d'une manière spectaculaire cette rigueur et cette rhétorique.

1-1- Les modes d'intervention urbains

Cette rationalité de l'espace n'est pas fortuite. Elle est le résultat d'un long processus historique de formation et d'un projet théorique qui a ses origines dans la Renaissance italienne, introduit par « l'espace perspectif » (TAFURI, 1981 : 10), théorisé par Filippo Brunelleschi et Léon Batista Alberti (CHOAY, 1980) et rendu universel par l'expansion coloniale de la culture européenne. Cette rationalité est cependant restée esthétique, à l'échelle territoriale ou au niveau de villes neuves notamment dans la France du 17^e siècle¹ (CASTEX, 1990 :347) jusqu'au 19^e siècle où elle prend des dimensions économiques et techniques.

1-1-1- Aux motifs hygiénistes:

Le prétexte technique pour cette rationalité est celui de la modernisation et de la salubrité : assainir, transporter et équiper. L'aspect le plus visible est la chirurgie urbaine à

¹ « Les jardins à la française » est l'expression de cette esthétisation du territoire, ou encore la construction de villes neuves, Versailles, Richelieu.

laquelle est désormais soumise la ville. En effet, dès le 18^e siècle émerge le souci hygiéniste de santé publique¹. Afin de faire obstacle aux développements des maladies, il s'avère nécessaire de faire circuler l'air, l'eau et la lumière dans les logements et limiter l'entassement des quartiers pauvres. Le recours à la rénovation des tissus urbains se fait à travers la création des voies de circulation, commandées par la ligne droite, autour desquelles s'articuleront l'espace urbain et son architecture.

Richard Sennett (PETROCUIULI, 1998 : 13) souligne que les grandes découvertes scientifiques des XVII^e et XVIII^e siècles concernant la circulation sanguine (William Harvey), la fonction des ganglions (Thomas Willis), les tissus nerveux (Albrecht von Haller) ou le rôle « respiratoire » de la peau (Ernst Platner) vont bouleverser totalement les conceptions philosophiques ou religieuses du corps, et de ses rapports à l'âme. Cette nouvelle image du corps, avec sa pompe cardiaque qui reçoit des veines le sang et le renvoie dans les artères, avec son épiderme qui lui permet de respirer lorsque les pores ne sont pas bouchés par la saleté, va introduire dans la modélisation des villes les transformations les plus radicales. Désormais, le tissu urbain doit être propre. Les voies publiques doivent être débarrassées des fondrières remplies d'urine et d'excréments. Les égouts doivent être situés sous la chaussée. Les parcs et jardins serviront de poumons. Les grandes artères assureront la circulation et favoriseront les mouvements fluides des foules, car la foule en mouvement, ça peut être aussi dangereux, On imagine alors la « ville moderne » : lieu de passage où les corps ne feraient que se voir, se croiser, anonymes. Tel est le modèle urbain annoncé par Cerda à Barcelone !

1-1-2- L'outil économique :

Cette rigueur spatiale est aussi celle d'un mode d'intervention basé sur un nouveau mode de gestion administrative et financière. La caractéristique de la ville du 19^e siècle ne réside pas seulement dans l'invention de la forme spatiale mais aussi dans la création des instruments économiques et financiers qui ont rendu l'exécution de cette expansion possible.

Pour Julian Beinart (PETROCUIULI, 1998 :23), il y a un rapport direct entre l'adoption de dispositions formelles dans la forme en grille de la ville du 19^e siècle et ces nouveaux mécanismes, qui sont de l'ordre du capitalisme financier. Il cite pour cela Luis Mumford :

«Le capitalisme résurgent », écrit l'auteur de « la cité à travers l'histoire », « traitait le lot individuel et l'ilot, la rue et l'avenue, comme des unités abstraites d'achat et de vente. (...) Le système rectangulaire des rues et des ilots, projeté indéfiniment vers l'horizon, est l'expression universelle des lubies capitalistes. (...) Chaque lot, étant de forme uniforme, devient une unité, comme une pièce de monnaie, capable d'être rapidement évalué et échangé»² (PETROCUIULI, 1998 : 24).

¹ Voir par exemple, Sabine BARLES « Les villes transformées par la santé, XVIII^e-XX^e siècles », dans Les Tribunes de la santé 2011/4 (n° 33), pages 31 à 37, ou encore du même auteur, *La ville délétère, Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain, XVIII^e-XIX^e siècles*, Champ Vallon, 1999.

² Cité par J. BEINART, Ibid. P.24 "resurgent capitalism treated the individual lot and the block, the street and the avenue, as abstract units for buying and selling."- "The rectangular street and block System, projected indefinitely toward the horizon,

C'est aussi le même constat qu'effectue Richard Sennett. En connectant « *La grille de la ville et les économies capitalistes* », écrit-il, et en associant « *l'espace neutralisé et le développement économique* » (PETROCUIULI, 1998 : 24), la trame urbaine devient « *un espace de compétition économique, pour être joué comme sur un échiquier* » (PETRUCCIOLI, 1998 : 24). La trame sans hiérarchie neutralise l'espace du lot. Elle désoriente de ce fait ceux qui jouent sur elle. Ils ne peuvent pas établir ce qui a de la valeur dans des endroits de centres ou des périphéries, des espaces sans fin, dans une division géométrie insensée.

Toutefois, dans la réalité topologique, tous les lots ne peuvent pas avoir une valeur égale. Des lots à proximité d'une rivière, d'une montagne, d'un centre ou qui ont un degré de difficulté de construction ne peuvent pas avoir la même valeur marchande. Il n'en reste pas moins que la réduction du sol constructible à l'identique, à des éléments facilement calculable suggère leur plus grande utilité dans un marché économique concurrentiel.

Ce déploiement du capital financier dans la production de l'espace urbain (HARVEY, 2010 : 109) associé aux impératifs hygiéniques, constituent les deux éléments qui marquent la pratique et la production de l'espace au 19^e siècle. Il entraîne de multiples conséquences, notamment dans la forme et la structure de la ville. Ces conséquences se mesurent dans le processus de parcellisation du sol urbain qui s'accélère sous la pression des poussées démographique. Dès que la ville commence à croître et s'étend au-delà de ses anciennes limites, des propriétaires fonciers et / ou des investisseurs immobiliers s'engagent dans l'achat et vente de terres à la périphérie des villes pour la construction en générant d'énormes profits. Le lotissement apparaît et se généralise.

1-1-2- L'outil morphologique : Parcelle, îlot et trame : catégories urbaine pour une esthétique rationnelle

De cette logique s'affirme un type d'espace nouveau. Il n'est pas totalement dissocié de l'ancien, celui de la cité médiévale. Mais il s'exerce à le reproduire, à le réinterpréter et à s'écarter des mécanismes formateurs, en le développant en un projet plus vaste et homogène. Ce nouvel espace s'exprime sur le plan morphologique par une structure de trames ou de grilles ordonnées et agencées géométriquement. Ces grilles géométriques donnent plus d'ordre, dans le sens de leurs rationalisations, aux éléments composant la structure urbaine et les unités d'intervention de base, la parcelle et l'îlot. Elles leur donnent plus de lisibilité et de visibilité. Elle rend explicite une permanence qui jusqu'alors était implicite.

La grille (ou la trame), dans la mesure du possible, est souvent orthogonale. Elle s'efforce à l'être malgré les obstacles physiques ou géographiques. C'est le cas dans l'exemple de la ville d'Alger d'une manière générale dans et d'une manière spectaculaire dans l'exemple du « boulevard Gambetta » (actuel Ourida Meddad). Cet outil morphologique s'avère être assez efficace dans la distribution des bâtiments, la répartition des fonctions, dans sa logique de la répartition des activités sociales qui tend à correspondre à l'uniformité géométrique, dans sa capacité à intégrer des processus aléatoires dans des cadres relativement

was the universal expression of capitalistic fantasies." "Each lot, being of uniform shape, became a unit, like a coin, capable of ready appraisal and exchange." L. MUMFORD, *The City in History*, London (Secker and Warburg, 1961), p.421

stables. La grille établit des règles rigoureuses pour la division en lots et l'implantation des bâtiments. Elle définit en premier lieu les parcours à travers le réseau de voies qu'elle met en place, sans déterminer les caractéristiques fonctionnelles des objets qui viendront combler les espaces. Elle est une matrice de base pour la définition de l'espace public.

La grille, comme moyen graphique d'intervention urbaine, s'accompagne du morcellement ou de la parcellisation du sol. Les processus de morcellement urbain ont joué un rôle fondamental dans l'histoire de la cité du 19^e siècle, selon Pierre Pinon.

« Bien qu'ils aient changé au fil du temps, les systèmes morcellement ont été à la base du développement des principales villes européennes du XVI^e au XIX^e siècle. Ils s'échelonnent de la parcellisation du XVI^e siècle des quartiers de Rome au sud de la Piazza del Popolo, des deux côtés du Corso au morcellement les plus récents du nord de villes européennes telles que Berlin au dix-huitième siècle ». (PETRUCCIOLI, 1998 : 45.)

La Parcellisation consiste à subdiviser la propriété privée, publique ou patrimoniale en lots destinés à être vendus ou loués. C'est un phénomène qui affecte l'ensemble du milieu urbain ou tout environnement qui est susceptible d'urbanisation, y compris les terres agricoles ou de terrains marécageux à la périphérie d'une ville, sites industriels abandonnés ou militaires, des domaines tels que les jardins propices à l'aménagement ou de vastes propriétés. La caractéristique principale et importante de la parcellisation est qu'elle génère des tissus relativement homogènes architecturalement. Les types de bâtiments sont souvent dictés par la forme et la dimension des parcelles, sauf si un modèle architectural spécifique est imposé au préalable. Ainsi, une relation claire entre la morphologie du morcellement et les types de bâtiments se précise.

Ce mélange du tissu urbain permet et facilite une correction et une restructuration immédiate dans tous les cas qui déprécient ou qui perdent leur qualité initiale, souligne le même auteur.

Ce phénomène s'est développé et a façonné globalement la forme de la ville du 19^e siècle, d'une manière inévitablement inégale et avec des spécificités locales. C'est le cas dans le développement de Londres dans les XVIII^e et XIX^e siècles, qui est basé entièrement sur la subdivision des vastes propriétés aristocratiques grâce à l'utilisation des baux à long terme. C'est aussi le cas dans la ville d'Istanbul en Turquie qui, selon Pierre Pinon (PETRUCCIOLI, 1998 :141), s'est modernisé en adoptant cette pratique dans la seconde moitié du XIX^e siècle en exploitant les opportunités foncières générées par les grands incendies qu'a connu Istanbul tout le long de ce siècle. C'est par le même système de parcellisation que la ville de New York, selon Roy Strickland, (PETRUCCIOLI, 1998 : 65) est planifiée. Son plan en trame régulière qui définit la forme de l'îlot pour contenir la parcelle et son bâti est aujourd'hui exemplaire.

A Londres, à Paris, comme à Istanbul ou à Alger la parcellisation du sol est devenue dès le 19^e siècle le principal mode de production de tissu urbain. Comment à partir de ces impératifs se matérialisera la ville et s'exprimera sur le plan morphologique, dans un contexte de colonisation ?

2. Urbanisation rationnelle et innovation morphologique à Alger :

La forme du premier noyau de la ville d'Alger extérieure à la Casbah est contenue dans les limites du second mur d'enceinte. Elle est reconnaissable par sa structure, les règles de formation du tissu qui se présentent comme un ensemble unitaire, comme une forme géométrique simple. Elle est le résultat d'une combinaison harmonieuse de différents fragments produit séparément (fig. 1). C'est l'affirmation d'un modèle urbain ¹(CÔTE, 1991 :105) basé sur la recherche de l'unité géométrique où chaque fragment tente de reprendre le schéma de la grille.

Cette forme se présente comme «une mise en ordre du monde », «l'expression d'une volonté virile de puissance » note M. Côte (CÔTE, 1991 : 138). La façon dont elle est figurée a les caractères d'un projet arrêté en une image stable ; une image renforcée par sa forme propre, régulière, lisible et mesurable par ses limites et ses contours.

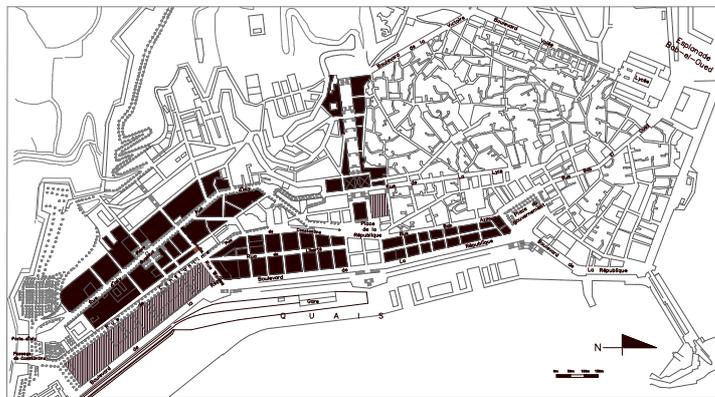


Figure 01 : Plan de la ville intramuros où s'articulent les différents fragments de la ville sous forme de lotissements en trame

Carte de 1888, Thuillier, L. *Source: Bibliothèque nationale de France, GED-821*

Dans la conjoncture de colonisation, la production de la ville obéit aussi à la mise en ordre de l'espace dans un souci de mettre aux ordres la société. Il s'agit, en somme, dans cette période charnière pour les concepteurs de la ville algérienne, pour Xavier Malverti et Alette Picard :

«De juxtaposer un espace militaire nécessaire au casernement et un espace civil pour accueillir les colons, de composer un paysage français sur une terre africaine pour «civiliser» l'indigène et satisfaire l'Européen, et de réaliser un espace d'échange moderne pour distribuer et dénombrer les hommes et leurs richesses » (MALVERTI, PICARD, 1988 : 122).

¹ Selon M. Côte, la greffe coloniale est un espace nouveau «établissant avec l'espace physique des relations bien différentes de celles établies par la société antérieure et remodelant les structures du pays ». Pierre Bourdieu, et Abdelmalek Sayyad de leurs côté décrivent cette greffe coloniale comme un acte violent avec comme objectif celui de «discipliner l'espace, comme si, à travers lui, les officiers chargés d'organiser les nouvelles collectivités espéraient discipliner les hommes», P.BOURDIEU et A.SAYYAD, *Le déracinement*, édit. De Minuit, Paris, 1964, P. 26.

2.1.L'îlot produit de la trame régulière :

La rationalisation de l'espace urbain sur le plan morphologique est synonyme de l'émergence de l'îlot comme une structure apparente qui organise la forme de la ville. Il assure son organicité et son unité. Il joue un double rôle : Il régule et façonne la structure de la ville ; Il contient le jeu des parcelles dans les limites imposées par le niveau global, c'est-à-dire du réseau de voiries. La parcelle à son tour régule et contrôle les constructions et le bâti.

Véçu comme « *un ensemble de parcelles rendues solidaires et qui ne prend son sens que dans une relation dialectique avec le maillage des voies* » (CASTEX, DEAULE, PANERAI, 1977 : 13), il est surtout, dans sa forme, une production à postériori, comme « *le résultat de la combinaison des rues* » (CANIGGIA, G. MAFFEI, 2000 : 320). Il correspond, en dernière instance, à une conception de la ville où la rigueur dans le dessin de l'espace public et le soin avec lequel la rue est conçue vont de pair avec la rationalité géométrique avec laquelle l'îlot est sa parcelle sont produits.

Les différents fragments qui forment le premier noyau intramuros que nous avons pris comme échantillons de lecture, le « boulevard Gambetta » et le quartier de « la rue de la liberté », nous offrent deux logiques différentes dans la formation de la trame et de l'îlot. Au quartier de « la rue de la liberté » l'îlot dans sa trame est lisible dès le premier regard. Il émerge d'une manière autonome. Sa forme s'impose à l'addition des parcelles et l'agrégation du bâti. Au boulevard « Gambetta »¹, l'îlot se combine plutôt au tissu existant dans sa formation.

2.2.Le quartier « la rue de la liberté » : l'autonomie du plan.

Placés entre deux grandes rues structurant le niveau global qui dépassent les enjeux du quartier, comme en témoignent les arcades et galerie qui les longent, la rue de Constantine (actuelle Abbane Ramdane) et la rue du rempart (actuelle Che Guevara), les îlots sont dessinés pour assurer l'articulation de ces deux parcours. L'îlot quadrilatère est obtenu par la régularité du découpage et facilité par la platitude du terrain.

Sur le plan graphique, l'îlot est ici le produit du découpage du sol en forme de mailles orthogonales. Il est, de ce fait, obligatoirement quadrilatère. Dans ce quartier, l'îlot relève d'une organisation d'ensemble. Après quelques essais (fig. 2), le plan final est un quadrillage du sol selon une trame géométrique avec des dimensions plus ou moins régulières de 60m de largeur et une variation dans la longueur. Le relief, mais surtout les parcours existants, notamment la rue de Constantine imposent une légère déformation dans les dimensions des îlots qui se rétrécissent selon la courbe que prend la voie.

Ses dimensions issues du plan final de 1868 sont arrêtées à 60 m de largeur, avec une exception pour les îlots destinés au palais de justice et au bâtiment des « télégraphes postes et trésors » qui s'allongent jusqu'à 45 m. Les profondeurs varient en revanche selon la position de chaque îlot. Elles se dilatent pour atteindre 120 m dans certains cas ou se rétrécissent jusqu'à 60 m. Cette démarche qui prend la forme d'un exercice géométrique obéit

¹ Actuelle Rue Ourida Meddad,

en réalité à deux facteurs : le premier adapte le plan à l'état des lieux et à la topographie du terrain en assurant une articulation des différents fragments déjà produits et à produire ; le deuxième prépare la division de l'îlot en parcelles qui sont de 30m de profondeur en moyenne.

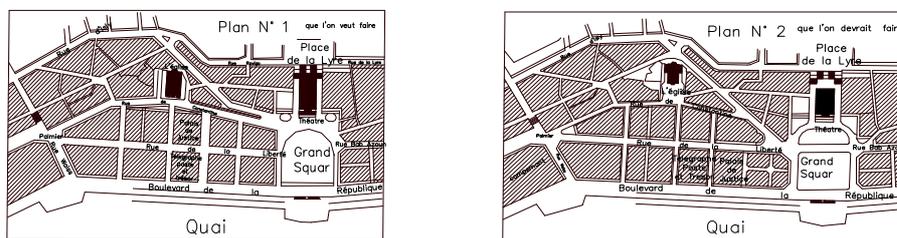


Figure 02 : Deux hypothèses pour l'alignement de la place de Bab Azzoun et du nouveau quartier de la liberté, vers 1850, Anonyme

Source : J. L. Cohen, N. Oulebsir, Y. Kanoun. *S/D. Alger, Paysages urbains et architecturaux, 1800-2000, édit. De l'imprimeur, Paris, 2003*

Les îlots de forme triangulaire et trapézoïdale sont le résultat de quelques déformations. Si à l'est l'alignement sur le boulevard du rempart est assuré pour cause de front de mer, à l'ouest, la rencontre de la trame avec la rue de Constantine engendre des îlots coupés en suivant les contours de la rue. C'est aussi l'effet du parcours de restructuration qui relie cette trame avec la rue de Constantine.

Sur le plan longitudinal, la trame s'aligne dans son flanc nord en contact avec le square Bresson --- (actuel Square Port Said)- qui impose un alignement. Au côté sud, au niveau du nœud appelé « palmier », des îlots triangulaires et trapézoïdaux se forment en associant deux îlots et en suivant les contours imposés par le nœud. C'est le grand impact de la topographie. Sur des terrains plats la tendance est aux trames orthogonales. Des déformations s'avèrent nécessaires en revanche dans les parties accidentées.

Ainsi, on peut constater que la forme de l'îlot et du quartier est déterminée géométriquement sans faire appel à un principe esthétique. Le dessin du plan prend son autonomie par rapport au bâti qui suivra. Il joue le rôle de médiation entre le bâti et la structure urbaine. Les problèmes rencontrés – ici deux rues importantes à un niveau global- vont être résolus par le dessin en transformant la grille orthogonale par des lois du montage géométrique.

L'autonomie du plan par rapport au bâti se traduit par une absence de règles généralisés et systématisés sur les propriétés associatives des éléments construits, de parcelle à parcelle, ou encore à l'intérieur de la parcelle. Alger ne connaît pas encore les cours communes à trois ou quatre parcelles, comme ce sera le cas dans Paris où Haussmann engagea ses travaux. On assiste toutefois à la pratique de puits d'aération et de lumière associés deux par deux à cheval sur les limites parcellaires. Un tel dispositif d'ensemble ne peut être que le résultat d'une prise en compte de l'échelle globale de l'îlot. (Fig. 3)

Mais à Alger, nous pouvons dire que la structure de l'îlot et le découpage du parcellaire ne sont pas déterminés par la configuration future du bâti. C'est même l'inverse.

L'urbanisme à Alger en ce 19^e siècle est resté dans sa phase « pré-haussmannienne ». L'îlot comme unité d'intervention morphologique est une simple addition de parcelles. Celles-ci se suffisent à elle-même. Elles ne possèdent qu'un seul accès sur la rue. On assiste toutefois à un début d'« haussmannisation », c'est-à-dire à un début d'associations de parcelles qui ouvre la voie à une ouverture dans la forme urbaine et à une appropriation collective de l'espace urbain. C'est le cas dans l'exemple de l'îlot « C » (Fig.3) mais sans pour autant donner à cette association un statut de cour ou d'espace collectif.

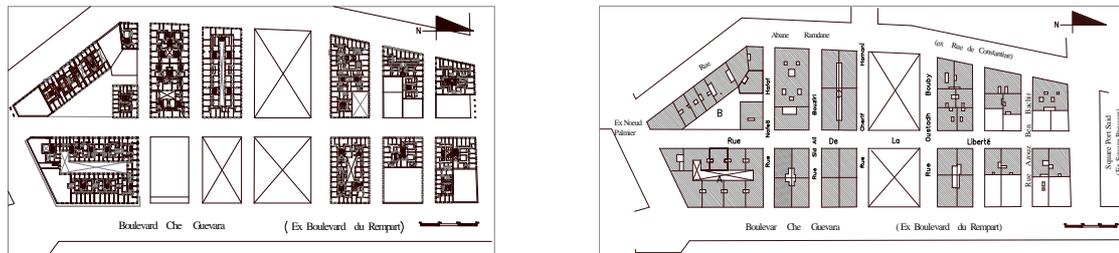


Figure 03 : Quartier de la liberté. La structure de l'îlot et le découpage du parcellaire ne sont pas déterminés par la configuration future du bâti (Relevé par l'auteur)

Le boulevard « Gambetta »¹, l'îlot et la combinaison de deux tissus

Le boulevard Gambetta –actuellement boulevard Ourida. Meddad- se situe sur un terrain escarpé et fait la jonction entre l'ancien tissu de la Casbah et de la ville du 19^e siècle. Il est le produit d'un essai de combinaison entre deux tissus. Situé sur un ravin, sur un terrain difficile à construire, il est l'exemple parfait d'une rentabilisation tant économique que morphologique par l'usage du lotissement par trame selon les lois de la perspective.

Dans sa forme et ses dimensions, le lotissement est hétérogène. Il s'exprime par plusieurs variantes d'îlots. Il est pratiquement impossible d'avoir la rigueur géométrique recherchée, à cause essentiellement de l'escarpement du terrain, mais aussi de l'irrégularité du tissu de la Casbah avec lequel la structure du boulevard tente une articulation.

Toutefois, la principale fonction assignée au dessin du lotissement est le maintien d'une rigoureuse continuité du paysage urbain. Ceci est assuré sur une suite de façades de part et d'autre du boulevard qui monte, avec des interruptions causées par des pénétrantes inégalement et irrégulièrement disposées sur les deux côtés. L'image d'un espace continu est donc assurée. (Fig. 5). Mais la forme de chaque îlot se négocie au rythme des rues et des obstacles rencontrés. (fig. 4)

¹ Actuel Boulevard Ourida Meddad

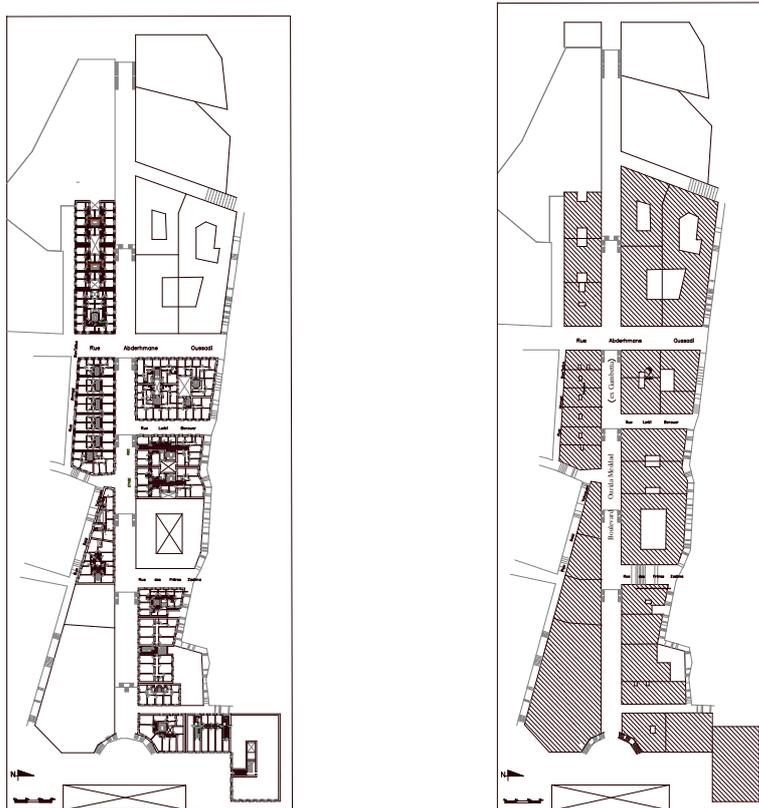


Figure : Le boulevard « Gambetta », l'îlot et la combinaison de deux tissus
La principale fonction assignée au dessin de l'îlot est le maintien d'une rigoureuse continuité du paysage urbain (Relevé de l'auteur)-

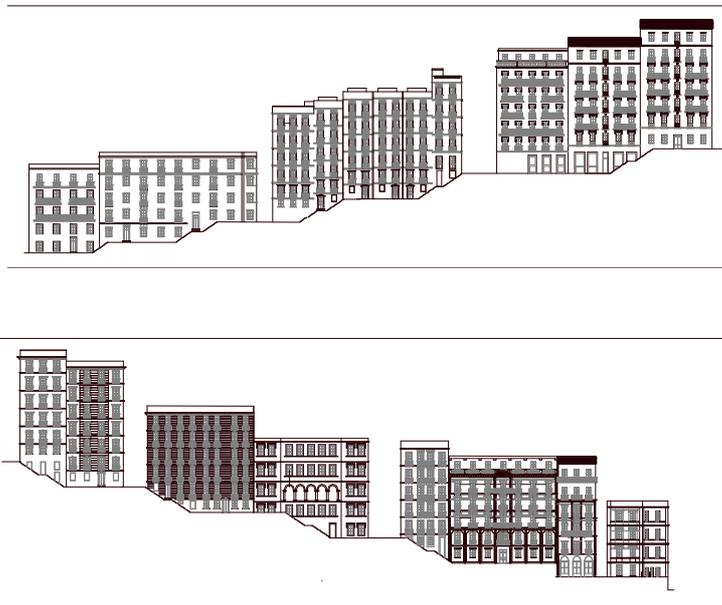


Figure : Une suite de façades de part et d'autre du boulevard qui monte, avec des interruptions causées par des pénétrantes inégalement et irrégulièrement disposées sur les deux côtés. L'image d'un espace continu est donc assurée (Relevé de l'auteur)-

La forme de l'îlot composant le tissu est donc aléatoire et irrégulière. Le partage en parcelle est assuré perpendiculairement à partir de la rue principale. On trouve donc soit des parcelles profondes, soit des parcelles longitudinales. Les premières sont occupées par des immeubles avec une seule façade sur rue et où l'intérieur est réglé par un ou plusieurs puits de lumières, sans négliger le recours à des associations de parcelles à chaque fois que la morphologie de ce dernier le permet. Ces dernières sont surtout sur la rive nord du côté du tissu de la casbah. Les deuxièmes sont occupées par des immeubles à double exposition, et qui annonce la typologie qui se développera au 20^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Elles se situent essentiellement dans la rive sud du ravin. La parcelle est ici plus autonome avec son propre puits d'aération.

Dans ce deuxième cas, l'îlot est construit par parcelles une à une sans regroupement d'unités. Chaque parcelle est autonome. Mais le caractère répétitif du type d'immeuble, le caractère compact et la régularité, jusqu'à répétition des façades, semble être le résultat d'une seule et unique intervention. Mais au-delà de cet exemple, le développement progressif des constructions à l'échelle du quartier favorise l'adaptation des règles plus d'ordre typologique que normatif.

C'est la même logique qu'on retrouvera dans les îlots de la rive nord, en contact avec le tissu de la casbah. De forme rectangulaire, les îlots sont dessinés en profondeur. Nous pouvons apprécier la rationalité dans l'organisation de la construction et son corollaire la régularité malgré la grande déclivité du terrain. Les contours quadrangulaires ont tendance à éviter les inégalités de traitement. Les parcelles qui composent le tissu sont en effet organisées de la même manière avec, à la différence de l'exemple précédent, des regroupement des unités en couples, autour de puits d'aération et de lumière. L'inégalité de traitement se retrouve cependant au niveau des façades qui donnent sur le tissu de la casbah qui sont les moins exposées. Le plan de l'ensemble reste toutefois rigoureux et régulier.

3. Le contrôle du bâti par le contrôle de l'espace public.

Le corollaire de cette rigueur de la rue et de l'espace public est dans l'organisation du bâti. Au fil de l'observation du tissu et du dépouillement des relevés et des plans, on découvre un type d'immeuble urbain clairement identifiable dans ces deux quartiers d'Alger du 19^e siècle. Ses traits les plus patents sont les caractères de composition géométrique, l'excès de symétrie et une recherche de scénographie. Ces traits s'expriment dans l'occupation de la parcelle, dans la manière d'y entrer et de la distribuer et dans la position plus ou moins constante de l'escalier. La notion de rue et de l'espace public reste forte. C'est elle qui définit, en dernière instance, le comportement de la parcelle et de son bâti. La hiérarchisation des voies est encore là. Elle subsiste moins dans l'esprit des urbanistes qui procèdent par la trame régulière, mais plus fortement dans la réalité. Elle est perceptible dans le traitement des parois des rues. Mais cette hiérarchie ne se traduit que peu dans l'organisation parcellaire. Les formes et les dimensions des parcelles restent sans grandes disparités. Elles obéissent beaucoup plus à un tracé formel dicté par la forme de l'îlot et la répétition de la trame.

L'occupation des parcelles par des typologies à cour, assez présente dans un premier temps, et qui nous rappelle la typologie à patio dans l'ancienne ville, disparaît au rythme de la construction de la ville. La surface des cours se réduit considérablement au profit des surfaces bâties. Des espaces libres intérieurs et en cœur d'îlot indispensables pour la fonctionnalité de l'édifice se réduisent à des puits de lumière et d'aération.

La notion de surface intervient cependant dans cette typologie, de deux manières :

1- Dans une situation de petites parcelles, la forme du lot à bâtir détermine obligatoirement la forme architecturale. L'organisation des parties de l'immeuble est uniforme parce que la contrainte formelle est très forte tant la surface du terrain est réduite. Dans une situation de grandes parcelles, l'association de deux à quatre lots rend les rapports entre forme parcellaire et forme architecturale lâches. Quel que soit le programme, les formes architecturales peuvent se libérer de la contrainte parcellaire. Le plan s'ordonne selon la rigueur imposée par la rue et l'espace public.

2- Chaque type de surface correspond à une catégorie de formes privilégiées : Les formes régulières sont surtout celles des petites parcelles. Les formes irrégulières sont celles des grandes parcelles, notamment les profondes, où le talent et l'invention de l'architecte prime dans l'architecture du bâtiment. Il est toutefois de formes irrégulières de petite surface difficiles à bâtir, car la ville du 19^{ème} siècle n'admet pas dans son développement de surfaces inutilisables. A contrario, les très grandes parcelles régulières sont presque inconnues dans la structure urbaine, notamment au centre des villes, car elles ne sont pas rentables sur le marché financier.

La forme quadrangulaire est le module de base du parcellaire. On la trouve partout dans la structure qui est le fruit de lotissement. La gamme de surface de cette forme est étendue. La moyenne se situe entre 50 et 200 m². Ces formes simples du quadrillage d'un terrain dont on souhaite une bonne rentabilité sont, sans doute aussi, le fruit d'habitudes ou de possibilités constructives. La rue et l'espace public ordonne le comportement du bâti. La forme parcellaire dicte l'organisation architecturale. Aux formes et les plus nombreuses correspond un même type de distribution : bâtiment sur rue et puits de lumière et d'aération qui se répètent au fur et mesure que la parcelle d'élargit ou s'approfondit.

La typologie parcellaire trouve ses véritables fondements dans des critères formels et non fonctionnels.

L'escalier ne prend jamais jour sur la rue. Il est rejeté sur la cour, au centre ou parfois au fond de la parcelle. Cette disposition qui va exactement dans le sens de la morphologie parcellaire est peut-être motivée par des considérations qui sont autant de nature sociologique que structurelle. La valeur sociale de l'habitat s'exprime par la régularité de la façade et par l'ampleur de l'escalier. La permanence de cette disposition indique, en dernière instance, que c'est un fait culturel qui s'inscrit dans la typologie algéroise du 19^{ème} siècle.

Dans les rares parcelles irrégulières, entre 150 et 200 m², il y a quelques difficultés à construire un édifice habitable. Cependant ici encore le critère formel l'emporte sur celui de surface. Dans la parcelle à angle arrondi au début du boulevard Gambetta, la variation de la

forme architecturale est extrême qui dépend donc de l'irrégularité de la forme de la parcelle. Cette variété des formes laisse une grande liberté dans la distribution des parties en faisant appel aussi l'ingéniosité de l'architecte.

Malgré l'irrégularité du terrain, notamment dans le cas du boulevard Gambetta, la parcelle se régularise sur laquelle une implantation claire et simple de bâtiments s'organise. Une disposition claire participe évidemment du même esprit rationaliste qui préfère les lignes droites aux tracés compliqués de l'urbanisme médiéval.

Conclusion

En revisitant la cité du 19^e siècle, il ne s'agit pas pour nous de promouvoir le passé dans la planification urbaine. La reconnaissance de la parcelle et de l'îlot et leur corollaire l'espace public comme entités urbaines opérationnelles est à l'ordre du jour dans ce 21^e siècle. Il s'agit en l'occurrence d'en saisir les qualités, avantages, pour les mettre en place dans les projets contemporains. Ce modèle de production de l'espace reste générateur d'urbanité et qui peut garantir la mixité urbano-sociale. Si le 19^e siècle les a rendus visibles, la théorie et la pratique urbaine en vigueur durant le 20^e siècle a tenté d'abolir cette évidence.

Parmi les chercheurs qui s'intéressent à cette problématique, Jacques Lucan¹ a restitué l'itinéraire de cette réflexion. Il a souligné les enjeux qui lui sont liés, en partant de l'hypothèse que l'histoire de la parcelle et de l'îlot mène à une structure plus grande appelée « macro-lot ». Celui-ci correspond aux exigences de qualité de la ville contemporaine et de ses métamorphoses possibles, notamment face aux changements de l'échelle typologique dans la production du bâti et du logement.

Le génie de l'expansion des villes du 19^e siècle ne réside pas seulement dans l'invention de la forme spatiale. Il l'est aussi dans la création des instruments de l'économie politique qui a rendu l'exécution de cette expansion possible.

Alger est marquée par cet espace, notamment dans la partie que nous avons analysé. Il est de même pour la ville algérienne. Il perd de sa rigueur ou devient plus lâche dans les parties extramuros y compris dans la ville produite au 19^e siècle. Il se perd au 20^e siècle et devient anachronique dans l'espace contemporain.

Le retour à la rigueur spatiale et esthétique de la ville du 19^e siècle est impossible. L'accélération de la transformation du tissu, le changement dans l'échelle typologique dans la production de l'habitat, favorisés par la mobilité humaine et financière, poussent vers la déségrégation de l'espace urbain. Il y a, Néanmoins, des valeurs dans cet héritage qui devraient être intégrées dans la ville d'aujourd'hui. La perspective d'une ville totalement nouvelle a montré ses limites et reste trop pauvre dans son espace urbain. L'architecte et l'urbaniste algériens peuvent trouver dans l'héritage de la ville du 19^e siècle, des modèles capables de se développer et affronter la modernité d'aujourd'hui.

¹ J. LUCAN, *Où va la ville aujourd'hui ? Formes urbaines et mixités*, éditions de la Villette, Paris, 2012.

Bibliographie

Les études : (livres et articles)

1. ACTES du colloque international d'Oran, (1986). *Les tissus urbains*, (1-3 décembre 1986), ENAG, Alger, 1986.
2. BARLES, S. (1999). La ville délétère, Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain, XVIIIe-XIXe siècles, Champ Vallon.
3. BARLES, S. (2011). « Les villes transformées par la santé, XVIII^e-XX^e siècles », dans : *Les Tribunes de la santé*, (n° 33).
4. BEINART, J. (1998). "Form and Application in the Nineteenth Century City"; in, A. PETRUCCIOLI, Cambridge, Massachusetts (éd). The Aga Khan Program for Islamic Architecture.
5. BOURDIEU, P. SAYYAD, A. (1964). *Le déracinement*, Paris, Minuit.
6. CANIGGIA, G. MAFFEI G. (2000). *Composition architecturale et typologie du bâti, 1^o lecture du bâti de base*, Versailles, traduit de l'italien, Pierre LAROCHELLE.
7. CASTEX, J. (1990). *Renaissance, baroques et classicisme*, Paris. La Villette.
8. CHOAY, F. (1980). *La règle et le modèle*, Paris, Du seuil.
9. CÔTE, M. (s. d.). *L'Algérie ou le monde renversé*, Alger, Média-Plus,
10. HARVEY, D. (2010). *Géographie et capital, vers un matérialisme historico-géographique* ; Paris, Syllepse.
11. LEFBVRE, H. (1970). *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard.
12. LUCAN, J. (2012). *Où va la ville aujourd'hui ? Formes urbaines et mixités*, Paris, la Villette.
13. LUCAN, J. (2009). *Composition et non-composition, architectures et théories, XIX^e-XX^e siècles*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
14. PETRUCIOLLI, A. (1998). *Rethinking the XIXth Century City*, s/d, Cambridge, Massachusetts: The Aga Khan Program for Islamic Architecture.
15. MALFROY, S. (1998). « The Modern Completion of the Nineteenth-Century Fabric Based on the Grid and Blocks, Case Studies from Industrial Towns in Switzerland », in, A. Petruccioli, s/d, *Rethinking the XIXth Century City*, Cambridge, Massachusetts (éd). The Aga Khan Program for Islamic Architecture.
16. MALVERTI, X. PICARD, A. (1988). *Les villes coloniales fondées en 1830 et 1881 en Algérie*, Paris, Bureau de recherche architecturale, 1988
17. PANERAI, Ph. CASTEX, J. et DEPAUL, J- Ch. (2009). *Formes urbaines, de l'ilot à la barre*. Paris, Parentheses.
18. PINON, P. (s.d.). The Parceled City, Istanbul in the Nineteenth Century, in, *Rethinking the XIXth Century City*,
19. SENNETT, R. (2009). *The Conscience of the Eye* (New York: Knopf, Traduction française : *la conscience de l'œil*, Paris.
20. STRAPPA, G. (s.d.). Continuity and Innovation in Building Types in Nineteenth-Century Apulian Town Fabrics, in, A. PETRUCIOLLI.
21. STRICKLAND, R. (s.d.). Between Party Walls Nineteenth-Century New York Residential Architecture and Urbanism, in A. PETRUCIOLLI
22. TAFURI, M. (1998). *Architecture et humanisme, de la renaissance aux réformes*, Paris, Dunod.

L'oasis de Sabria (Tunisie) : un patrimoine à préserver
The Oasis of Sabria (Tunisia): a heritage to preserve.

Dr. NUNES Natália

FCSH/Université Nouvelle de Lisbonne,
Portugal

E-mail: nlnunes@homail.com

Reçu le 28.09.2020

Révisé le : 25.10.2020

Accepté le : 15.11.2020

Résumé :

L'objectif de cet article c'est de mettre en valeur le patrimoine oasien de Sabria, un village du sud tunisien créé par la sédentarisation des nomades du Sahara, où la production de dattes est la principale activité. Les dattes sont le produit agricole par excellence et le moyen plus important de subsistance des familles du village. Mais cette activité agricole a aussi ses fragilités à cause de plusieurs éléments. Alors il est urgent de valoriser beaucoup d'autres choses liées aussi à ces oasis, comme par exemple, l'artisanat fait par les femmes (le tissage), l'architecture traditionnelle, le folklore et toutes les traditions orales et aussi la gastronomie.

Mots-clés : Sabria, oasis, patrimoine, tourisme.

Abstract:

The objective of this article is to highlight the oasis heritage of Sabria, a village in southern Tunisia created by the settling of the Sahara nomads, where the date's production is the main activity. This agricultural product, which is dates, is the most indispensable means of the subsistence for the village families. However, this activity has also its weaknesses and fragilities due to several elements. Therefore, it is urgent to promote and valorize many other things linked to these oases, such as, the crafts made by women (weaving), the traditional architecture, folklore as well as all the oral traditions, in addition to gastronomy.

Key words: Sabria, oasis, heritage, tourism.

E-mail de correspondance: nlnunes@homail.com

Introduction :

Depuis longtemps qu'on travaille sur les questions du patrimoine, soit d'al-Andalus, soit du Maghreb et le travail dans des associations liées au patrimoine et au tourisme culturel nous ont donné aussi un savoir sur ces sujets. Notre intérêt pour le patrimoine tunisien est né depuis qu'on a visité la Tunisie pour la première fois en 2008, mais surtout plus tard, en 2018, quand on a visité Sabria (village du sud tunisien) et on a eu le contact direct avec les bédouins du village, notamment avec un agriculteur de dattes et sa famille.¹

Alors, comme méthodologie, on a commencé par faire une recherche documentaire en cherchant des documents sur les oasis en Tunisie, sur le patrimoine en général et spécifique de cette région de Sabria. Dans cette recherche, on a trouvé des articles scientifiques, des thèses et des ouvrages sur le patrimoine et sa préservation et sur le tourisme. De cette recherche documentaire on souligne, par exemple, ABDELKAFI, J. (2005). *Atlas des Paysages de la Tunisie* ; FUSILLIER, J-L. EL AMAMI, H. LE GAL, P-Y. *Stratégies des agriculteurs des oasis du Nefzaoua. Entre logique patrimoniale et productive, une mise en valeur agricole orientée vers l'extension des palmeraies, malgré les risques pour la durabilité des oasis* ; PUIG, N. (2003). *Bédouins sédentarisés et société citadine à Tozeur (Sud-Ouest tunisien)* ; SOUISSI, M. (2011). «Le tourisme de circuit dans le Sahara tunisien : réalités et perspectives» et *Monographie des oasis traditionnelles du gouvernorat de Kébili. Projet Gestion durable des Écosystèmes Oasiens. Renforcement des capacités pour la gestion durable des écosystèmes oasiens*, parmi d'autres.

On a fait aussi la délimitation géographique et une recherche sur les caractéristiques historiques, naturelles et quelques aspects socio-économiques de cette région de l'oasis de Sabria en plein désert du Sahara. À partir de ce recueil de données complémentaires, on a élaboré un petit guide d'entretien et d'observation pour les visites sur le terrain afin de contacter avec la population, pour mieux connaître ses mœurs et l'oasis de la région. Après, on a fait le croisement des informations recueillies des documents avec les données d'observation du terrain et le résultat est cet article qui est le début d'un petit projet de recherche plus vaste sur ce village dans le domaine de son patrimoine, car on a découvert qu'il y en a encore d'autres éléments liés à ce village qui méritent d'être étudiés, notamment liés à l'architecture traditionnelle, à l'artisanat, à la gastronomie et à tout un patrimoine oral (contes, légendes, proverbes, histoires de vies, musique, etc.) et traditionnel (mœurs, traditions liées à plusieurs fêtes religieuses ou profanes) qu'il faut préserver (travail en cours). On a eu surtout la collaboration d'un agriculteur de dattes du village qui nous a expliqué plusieurs choses sur la production de dattes à Sabria et qui a fait la gentillesse de nous offrir les photos qui illustrent cet article.

Sabria est un village du sud tunisien du gouvernorat de Kébili, la région du Nefzaoua, et à 40 kilomètres de Douz. Avec 2000 habitants, tous d'origine nomade, ils se sont sédentarisés lentement il n'y a pas longtemps (à partir du XXème siècle). Le village est situé dans ce qu'on peut appeler « La porte du désert » et même le village se mélange avec le sable, car il est entouré

¹ Cet article est un hommage à la Tunisie (notre pays de cœur) et en particulier au village de Sabria et à sa population qui a quelques difficultés pour commercialiser ses dattes cette année de 2020, à cause des restrictions de la pandémie du covid 19. Il s'insère dans un projet de travail de recherche que nous sommes en train de développer sur les confluences culturelles entre al-Andalus et le Maghreb et, pour cette partie du travail, nous avons eu la collaboration d'un habitant et producteur de dattes du village, Saïd Sahraoui, à qui nous remercions quelques informations et aussi toutes les photos.

des dunes. Beaucoup d'habitants sont donc nés dans le désert raison par laquelle ils sont les conteneurs d'un riche patrimoine. Le nom Sabria est une épreuve de cette situation, car le village a pris le nom d'une tribu de nomades bédouins qu'y se sont sédentarisés. D'après les informations de la *Monographie des oasis traditionnelles du gouvernorat de Kébili* :

«Au 19ème et début du 20ème siècle, la tribu des Sabria semble constituée de groupes épars dans toute la partie sud du Nefzaoua et jusqu'à la Tripolitaine. Dans la première moitié du 20e siècle, on note des fractions ou des lahma ayant élu un point fixe dans telle ou telle palmeraie et rayonnant dans un périmètre plus ou moins grand, autour de ce point fixe, pour faire paître leurs troupeaux. Un puits et une petite palmeraie, proche de la piste qui contourne le Chott el Jérid par le sud, servaient déjà de point de regroupement annuel d'été pour l'ensemble des groupes constituant cette tribu. Ce rassemblement favorisait les activités de trocs, le commerce avec des sédentaires et quelques marchands. Il permettait aussi de négocier ou concrétiser de nombreux mariages. En effet, en dehors de ce temps de rassemblement, les groupes vivaient dispersés. Ce point de regroupement deviendra le village de Sabria par agrégation progressive de lahma et de fractions de la tribu. Aujourd'hui, comme les palmiers de Tibini, ceux de l'oasis originelle de Sabria ont été emportés par la poussée du sable. Les puits traditionnels se sont asséchés. Souvent, les anciens puits se tarissent par la baisse du niveau des nappes phréatiques qui sont exploitées beaucoup plus intensément qu'auparavant» (*Monographie*, 2016 : 613).

Figure 1 : Le village de Sabria (maisons traditionnelles)



Source : Saïd Sahraoui

Les maisons traditionnelles de Sabria sont en brique et beaucoup d'elles restent inachevées (comme d'ailleurs dans d'autres pays musulmans, notamment au Maroc et en Egypte). Avec les habitants, il y a tout type d'animaux (comme avant, pendant la vie nomade), comme par exemple, les chèvres, les moutons, les poules, les ânes, les chevaux et les dromadaires. Dans les alentours du village il y a aussi un ancien fort français où ont été tournées quelques scènes du film «Fort Saganne».

Mais une des choses plus importantes à remarquer c'est l'oasis de Sabria. Presque toutes les familles ont des palmeraies et elles sont le principal moyen de vie des habitants du village. Le gouvernement, afin de contribuer pour la sédentarisation de ces nomades leurs a

donné un lieu pour construire et pour que chaque famille y puisse planter 36 palmiers, car ces lieux appartenaient avant aux anciens parcours des nomades. Selon la *Monographie des oasis traditionnelles du gouvernorat de Kébili* :

«L'oasis de Sabria couvre une superficie de 82 ha pour 386 exploitants qui sont des propriétaires soit une moyenne de 0,21 ha par exploitation. Au total, 1 forage alimente cette oasis avec un débit total de l'ordre de 53 l/s. L'agriculteur paye 660 dinars par année pour l'irrigation d'un hectare. L'hectare nécessite 16 heures d'irrigation avec un tour d'eau de 28 à 30 jours. Les sols dans l'oasis sont peu évolués d'apport et halomorphes. Le système de culture qui est en mode de faire direct et qui y est développé s'articule autour de 3 étages : des palmiers dattiers avec une superficie de 66 ha dont la production est de 260 tonnes de dattes, vient en second ordre l'arboriculture avec 2 ha pour 0.5 tonne de fruits le fourrage 7 ha produisant 280 tonnes essentiellement de la luzerne et de l'orge en vert. Cette production est vendue soit sur pied pour la plupart du temps et en vente directe et le marché local pour les petits agriculteurs. Pour ce qui est de l'élevage, il est pratiqué par la plupart des oasisiens en dehors de l'oasis et il est constitué des ovins et des caprins. Ce secteur constitue un moyen de disposer de la liquidité en cas de besoin surtout que de secteur des dattes est à cycle de production long (une année). La biodiversité dans cette oasis est riche et est représentée par :

- 6 cultivars de palmiers (Deglet Nour, Cheken, Motlak, Gosbi, Hissa, Ghars souf)
- Des cultivars de grenadiers
- Des cultivars de figuiers
- Des cultivars de vignes
- Pas de maraîchage
- Fourrages : luzerne» (Ibid, 2016 : 614).

1. L'importance et les fragilités des palmeraies à Sabria

Les palmeraies avec leurs productions de dattes sont devenues l'un des moyens les plus importants de subsistance des familles de Sabria. Les dattes de bonne qualité pour la consommation de chaque famille et aussi pour commercialiser, les dattes de moindre qualité, pour l'alimentation des animaux. Evidemment que la culture des dattes reçoit les influences climatiques de la région, où la pluie est faible, et où les sols souffrent aussi les conséquences des périodes de sécheresse. D'autre part, et surtout pour la culture des nouveaux palmiers, les producteurs de dattes souffrent aussi des vents forts et l'ensablement des terrains. Beaucoup de fois il faut mettre des machines pour combattre l'ensablement. Un autre problème advient du manque d'eau pour l'irrigation des palmeraies. Les producteurs font des efforts pour en avoir les moyens, surtout par les puits et d'autres formes de captation de l'eau nécessaire pour pouvoir maintenir cette culture, mais parfois, en conséquence les sols, elles sont aussi atteintes par la salinisation. Ce problème advient de l'exploration des nappes profondes, en utilisant les techniques de forages. Comme nous dit Jean-Louis Fusillier (et alii) :

«La spécialisation du système de culture dans la palmeraie monovariétale deglet, avec le déclin des cultures associées, conduit à une relative saisonnalité de l'activité avec des pointes de travaux au printemps pour le travail du sol et la pollinisation des palmiers, puis à l'automne pour

la récolte. Cette saisonnalité agricole renforce l'intérêt de la pluriactivité pour occuper les périodes creuses» (FUSILLIER, s.d : 5)

En plus, il y en a d'autres aspects qui fragilisent l'oasis de Sabria, on peut les synthétiser d'après la *Monographie des oasis traditionnelles du gouvernorat de Kébili* :

«Les agriculteurs de l'oasis de Sabria, sont confrontés à un certain nombre d'interrogations liées à :

- Envahissement par le sable du côté Sud et Nord.
- Sol infertile et coût élevé de l'amendement en sol.
- Cadastre n'a pas été réalisé.
- Insuffisance de l'eau d'irrigation.
- Morcellement des parcelles.
- Maladie des feuilles cassantes.
- Canaux d'irrigation cimentés défectueux». (*Monographie*, 2016 : 614).

L'oasis de Sabria est très ancienne, elle vient déjà de l'époque nomade avec des petites oasis dispersées dans cette région du sud tunisien. Mais avec la sédentarisation et l'investissement agricole pour la culture des dattes, tout au long des années ces oasis de Sabria ont changé. Selon Jellal Abdelkafi :

«Dans le Nefzaoua, les oasis sont généralement de petites dimensions et très dispersées. Les unes s'étendent sur la rive Est de Chott Jrid comme El Franiq, Bechti, Dergine, Tarfayetelma, Sabria..., les autres se trouvent tout autour de Douz. On cite en particulier Dhomrana, Sakkouma, Zaafrana, Smida, Jemna, Ailet ...La plupart de ces oasis se sont implantées à la faveur de résurgences naturelles de faible débit.

L'irrigation gravitaire était et demeure l'unique forme d'irrigation utilisée à proximité du Chott où les oasis sont appelées aussi dzira (c'est-à-dire île), comme c'est le cas pour Sabria. Tout comme les autres du Nefzaoua, cette oasis, a vécu bien des changements ; si bien que le paysage actuel est le produit d'une longue mutation. De fait, le trait marquant du genre de vie de la région était le nomadisme. L'oasis ne représentait qu'un point d'attache que les nomades fréquentaient à la période de cueillette des dattes. Mais avec la sédentarisation et la création de forages dans le Nefzaoua, une nouvelle mise en valeur agricole est entrée en vigueur. Les projets El Faouar dont a bénéficié la région ont permis la réalisation de forages depuis 1949 et les plantations ont commencé en 1953.

Les oasis satellites, composées chacune de petits lots de 0,25 à 0,5 ha font bénéficier le maximum de ménages. Dans le but de redynamiser ces oasis, plusieurs comme celles de Sabria, El Franiq, Dhomrane,... font actuellement l'objet de réhabilitation» (ABDELKAFI, 2005 : 297).

2. La valorisation du patrimoine oasien et du tourisme culturel à Sabria

Cependant, avec toutes ces transformations et évolutions, le village de Sabria devrait investir plus dans le tourisme, non sur le tourisme des masses, mais sur un tourisme culturel

alternatif lié au patrimoine du village et de son peuple d'origine nomade. D'après N. Puig pour la région de Tozeur, ce qui peut même s'appliquer à Sabria : «Ce que l'on présente comme immuable est sujet à transformation, d'anciennes pratiques peuvent ainsi être réinvesties par des enjeux contemporains, commerciaux par exemple dans le cadre du tourisme» (PUIG, 2003 : 239).

En ce qui concerne le patrimoine, il y en a plusieurs définitions, mais on a choisi celle de Ollagnon : « l'ensemble des éléments matériels et immatériels qui concourent à maintenir l'identité et l'autonomie de son titulaire dans le temps et dans l'espace par l'adaptation en milieu évolutif » (OLLAGNON, 1989 : 266). On peut aussi distinguer plusieurs types de patrimoine, notamment le patrimoine matériel (palais, châteaux, fortifications, lieux de culte, métiers d'artisanat, produits de terroir, etc.) ; le patrimoine immatériel (traditions, croyances, fêtes, littérature de tradition orale, etc.) ; patrimoine naturel (les paysages naturels, la flore et la faune). Tous ces types forment le patrimoine culturel et celui-ci contribue pour l'identité d'une région, d'un pays et il s'établit entre la population et son passé. On peut le trouver dans les traditions d'une région, dans l'histoire, monuments, ressources naturelles, etc. Alors, il est urgent de le valoriser, de le préserver et de le transmettre.

D'autre part, la population où se trouve ce patrimoine doit avoir conscience de sa valeur afin de contribuer pour la croissance de l'économie locale et le développement culturel et social et même pour la mobilisation d'un tourisme culturel alternatif, loin de celui des masses. D'abord, le plus important c'est que la population donne de l'importance à son patrimoine. Comme nous dit Catherine Ballé :

«Le « patrimoine » reflète une évolution des attitudes et des mentalités à l'égard du passé, où il devient indispensable d'améliorer les pratiques patrimoniales à plusieurs niveaux ; législation et réglementation patrimoniales, inventaires national/mondial, réflexion sur la mise en valeur des sites patrimoniaux et la transformation des institutions culturelles au sein d'organismes, associations de sauvegarde, mesure de restauration architecturale, réutilisation des monuments historiques ou des bâtiments industriels et ruraux désaffectés, etc.» (BALLÉ, 1997 : 215).

À propos de l'importance du tourisme culturel, dans la *Charte Internationale du Tourisme Culturel* on peut lire aussi que :

«Le tourisme a été et demeure un des principaux véhicules d'échanges culturels [...]. Il est de plus en plus largement reconnu comme une force positive qui favorise la conservation du patrimoine [...]. Le tourisme peut saisir les caractéristiques économiques du patrimoine et les utiliser pour sa conservation en créant des ressources, en développant l'éducation et en infléchissant la politique» (*Charte*, 1999 : 22).

Ainsi, le patrimoine culturel est fondamental pour le développement du tourisme alternatif, c'est-à-dire alternatif dans le sens où il peut créer des nouvelles activités et conséquemment des nouveaux emplois pour la population. Alors, avec sa valorisation, toute la production locale sera enrichie, il y aura même une dynamisation et un ensemble d'activités au

niveau de l'artisanat, des coutumes et des traditions, une certaine architecture, parmi d'autres, qui seront représentatives de l'héritage de Sabria dans le contexte de la Tunisie.

En ce qui concerne le patrimoine matériel, il est présent dans plusieurs domaines culturels, dont l'importance de sa protection contre la marginalisation et le vandalisme.

Mais le patrimoine matériel et immatériel est aussi constitué par des récits de vie, d'où l'importance et l'urgence de faire son enregistrement, pour qu'ils soient transmis, soit dans le présent, soit pour les générations futures, afin de préserver la mémoire d'un peuple autrefois nomade. Par exemple, en Tunisie, entre le XI^e et le XII^e siècle, il y a eu plusieurs mouvements nomades, mais en 1230 il y a une certaine stabilité. Toutefois, les changements continuaient aussi dans le domaine politique et dans un capitalisme marchand. Au XVI^e siècle, à partir de 1574, l'influence ottomane ainsi que les mouvements d'immigrants venus, par exemple d'Al-Andalus (les morisques), vont développer d'autres métiers et aussi un commerce construit par plusieurs pratiques multiséculaires.

Pour les raisons citées ci-dessus, la Tunisie a donc un riche patrimoine et il faut faire la préservation et la transmission d'un savoir-faire et distinguer des choses spécifiques qui sont originelles de ce pays ou, en particulier, du village de Sabria. Il est important de promouvoir les produits de la région afin de développer l'économie du village. Ceci va contribuer pour une nouvelle vision du commerce de la région avec la valorisation de toutes les ressources du patrimoine et avec la création de nouveaux projets pour le développement local. Et pourquoi on souligne cet aspect ? On le souligne parce que les villageois ne profitent pas de son patrimoine, d'une part, ils ne lui donnent pas la valorisation méritée, d'autre part, parce que les agences touristiques ont d'autres intérêts. D'après Mohamed Souissi :

«A travers cet exemple de voyage saharien, on peut constater que les excursions couvrent presque la totalité de l'espace touristique du Sud tunisien. Mais, la question qui se pose aujourd'hui est celle des retombées économiques de cette forme de tourisme sur la population locale. Selon les responsables du tourisme contactés dans les régions de Douz et Tozeur, les bénéfices économiques des circuits sous forme de « Safaris » sont limités surtout aux hôtels étapes. En effet, les touristes consacrent le plus de temps pour la visite des oasis et le désert saharien. Les commerces et les autres services des villes sahariennes sont très peu fréquentés par les touristes effectuant ces types de circuit. Le modèle typique de tourisme à Tozeur se limite à une balade en calèche tirée par des chevaux dans l'oasis, mais les propriétaires d'oasis ne profitent pas directement de ces activités. Ce type de tourisme présente très peu de retombées locales ; les touristes ont peu de contacts avec le patrimoine socio-culturel» (SOUISSI, 2011 : 280-281).

De toute façon, il faut la coopération de toute la population (elle doit être intégrée, parce que ce sont les connaissances et les compétences de chacun qui vont contribuer pour la production locale), mais aussi des organismes associatifs et gouvernementaux, car le patrimoine a toujours beaucoup de fragilités qu'il faut surmonter. Dans le cas du sud tunisien et surtout à Sabria, il est urgent de rentabiliser ce patrimoine oasien pour améliorer l'économie du village et valoriser le produit vendu (les dattes).

On sait que la culture des palmeraies dans la région de Sabria est faite par une main d'œuvre surtout familiale, mais en quelque part aussi salariée, surtout à la saison de la cueillette des dattes :

«L'emploi est la plupart du temps familial, mais les exploitants peuvent recourir pour des campagnes spécifiques à la main d'œuvre occasionnelle qui provient de la région. Il est à noter que les femmes participent à certains travaux dans l'oasis notamment la fauche des cultures fourragères ou les mauvaises herbes destinées à l'alimentation du bétail» (*Monographie*, 2016 : 614).

Le travail à Sabria devient de plus en plus saisonnier et si pendant l'année le village a le chômage, du mois d'octobre, jusqu'à novembre (parfois décembre), les hommes et même quelques femmes peuvent trouver du travail dans plusieurs palmeraies du village. Au-delà de la cueillette dans la saison d'automne, il y a tout un travail pendant l'année, comme par exemple l'irrigation, le nettoyage des branches sèches (utilisées pour faire des barrières contre le sable, pour faire le feu, etc.), l'arrachage des mauvaises herbes, les plastiques qu'il faut mettre en septembre pour protéger les dattes, etc.

D'autre part, la production de dattes est devenue un moyen attractif pour les habitants de Sabria, mais l'exploitation souterraine de l'eau menace aussi la durabilité de ces écosystèmes oasiens avec presque un seul genre de culture, celle de la datte «deglet nour», une datte de très bonne qualité.

Figures 2 et 3 : La pollinisation des palmiers en avril et la saison des dattes à partir d'octobre



Source : Saïd Sahraoui

3. Valorisation d'autres patrimoines à Sabria

Toutefois, pour combattre la fragilité du patrimoine oasien de Sabria il est fondamental d'ajouter les activités artisanales, surtout le tissage fait par les femmes, ainsi que les habitudes traditionnelles, le folklore, l'architecture de ce village du désert, l'élevage et tout son héritage culturel (immatériel et matériel) très spécifiques de cette région et de cette population d'origine nomade. Par exemple, il est très important que le tissage de Sabria soit valorisé, soit dans le village, soit au niveau national et même international. Ce produit culturel doit être valorisé par sa qualité et spécificité, en valorisant aussi le travail de la femme. Mais encore à propos de la valorisation patrimoniale, Requier-Desjardins nous dit que :

«La possibilité d'une valorisation du patrimoine entraîne alors deux séries de conséquences. Du côté des titulaires du patrimoine, d'une part, l'existence d'un revenu lié à sa valorisation, revenu que peut être comparé à d'autres, issus de la valorisation d'autres actifs, fournit la base d'une valorisation par capitalisation et d'une comparaison de la rentabilité de l'actif patrimonial avec d'autres. Au moins théoriquement le patrimoine peut se trouver intégré à un portefeuille d'actifs et acquérir ainsi une certaine fongibilité. D'autre part, du côté des « demandeurs de patrimoine », la patrimonialisation apparaît comme un dispositif de qualification de l'actif. Mais le patrimoine acquiert là aussi une certaine fongibilité, dans la mesure où, pour les « consommateurs de patrimoine », un choix pourra être effectué entre différents ensembles de biens et services à caractéristique patrimoniale, ce qui peut contribuer à donner à la référence patrimoniale un caractère en partie générique et non plus spécifique (cf. la concurrence des « destinations » touristiques, même qualifiées spécifiquement)» (REQUIER-DESJARDINS, 2009).

Mais à Sabria, lié au patrimoine du paysage oasien il y a surtout le désert, c'est-à-dire le paysage avec tout le sable à la porte de chaque habitant. C'est aussi une des caractéristiques spécifiques de ce village à la « Porte du désert ». On sait aussi que quelques hommes du village sont appelés, surtout à Douz, pour être des guides dans les randonnées dans le désert, soit avec les dromadaires, soit avec les 4x4. Alors c'est un aspect très important pour la valorisation de ce travail fait avec la population du territoire de Sabria. En ce sens, si le village n'a pas encore développé cet aspect, il serait important de le faire, car le paysage est aussi un patrimoine à préserver. Il faut donc créer toutes les conditions pour recevoir les touristes. Ce paysage a aussi une flore et une faune spécifiques et ceci sera un autre contributif pour le village et tout son patrimoine.

Tous ces éléments constituent un patrimoine qui englobe une mémoire collective et c'est cette mémoire qu'il faut aussi enregistrer, valoriser et transmettre. Il faut faire l'enregistrement de la tradition, notamment de la production poétique de ces sociétés des nomades, ainsi que de leurs chants traditionnels, etc. Ce paysage du désert est donc un écosystème qui avec la sédentarisation des nomades est en train d'avoir la plantation des plantes adaptées au local, comme par exemple les palmiers dattiers.

Mais il faut encore ajouter un autre élément constitutif de tout ce patrimoine, la gastronomie traditionnelle de Sabria. En milieu oasien, bien sûr que les dattes sont un des fruits

principaux de la gastronomie du village. On les mange beaucoup avec le lait, le matin, car elles donnent beaucoup d'énergie. Actuellement, on connaît plusieurs bénéfiques pour la santé avec l'habitude de manger ce fruit. En plus, pour d'autres aliments, d'abord il faut dire que dans la période nomade, les animaux, notamment le troupeau de petit bétail, ont un rôle important, soit dans l'économie familiale, soit dans l'alimentation. C'est-à-dire que ces animaux, surtout les chèvres et les moutons, ils peuvent être vendus pour permettre la subsistance de la famille (on peut les vendre dans le souk à Douz), ou si nécessaire, ils sont utilisés dans l'alimentation des personnes. Les fêtes religieuses, comme par exemple l'Aïd al-Kabîr, sont les moments les plus importants, où le mouton est le « roi » gastronomique, soit pour chaque famille, soit pour ceux qui reçoivent une partie comme aumône. Mais les habitants de Sabria ont aussi des volailles, comme par exemple les poules, pour la viande et les œufs. Ils mangent peu de poisson, donc c'est la viande qui est plus consommée. Il y a plusieurs plats qui font partie de la gastronomie du village : les couscous, les tajines, le méchoui, les sauces de légumes...et les pains traditionnels, ceux qui sont cuits dans le four mais surtout les autres qui sont cuits directement sur le sable. Il y a donc tout un savoir-faire gastronomique qu'il faut préserver et transmettre et pour cela il est aussi fondamental de valoriser les autres cultures de Sabria, ainsi que tous les produits de la région qui sont utilisés dans la gastronomie traditionnelle du village.

Figure 4 : Le tissage de Sabria



Source : Saïd Sahraoui

Conclusion :

En ce sens, le paysage de Sabria avec le sable et les palmeraies est un bien commun de la population du village qu'il faut conserver. Les souvenirs de cette population doivent être enregistrés et transmis, parce que dans quelques années les plus jeunes n'auront plus cette mémoire collective. D'après l'article 28 du *Projet de Charte nationale de préservation, de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel* :

«La connaissance du patrimoine culturel dans le but d'une prise de conscience quant à sa valeur est une nécessité à sa préservation. Le système d'enseignement doit inclure des programmes scolaires et universitaires favorisant la compréhension de la signification du patrimoine national culturel et de la nécessité de le préserver. Les institutions de formation professionnelle doivent assurer une transmission des savoir et savoir-faire par la formation d'artisans, de techniciens, et de professionnels aptes à travailler dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine culturel. L'éducation en matière de patrimoine culturel est aussi la responsabilité des autres instances éducatives. La famille, la société civile, les mass médias, les praticiens et les spécialistes sont indiqués pour participer à l'effort de la sensibilisation» (*Projet, s/d : 12*).

Alors, ce patrimoine n'est pas seulement important pour le tourisme culturel de Sabria, il est encore plus important pour les habitants, surtout pour les plus jeunes qui n'ont pas vécu le nomadisme. Alors, les écoles et les universités ont un rôle fondamental et il est urgent de transmettre ce patrimoine aux élèves de la région et du pays, car le nomadisme a disparu en Tunisie et dans quelques années les nouvelles générations ne sauront rien de cette richesse patrimoniale. D'après Anne Sgard :

«Le paysage est toujours à la fois matériel (les composantes et leur agencement dans l'espace) et symbolique (le contexte perceptif de chaque individu, ses souvenirs, ses valeurs et les codes collectifs de lecture et d'évaluation,...). Dans la mesure où c'est en tant que richesse à transmettre aux générations futures qu'il est le plus souvent mobilisé, il pose la question de la transmission, abordée à travers ses composantes matérielles : comment faire en sorte que nos enfants puissent contempler les paysages que nous valorisons, que nous nous approprions aujourd'hui ? La question de son partage actuel par le plus grand nombre et la potentielle dégradation par sur-fréquentation de lieux érigés en paysage amène à formuler l'enjeu en termes de ressources communes et de rivalité. En même temps, le paysage par définition sort du domaine privé pour poser la question de l'espace partagé : la question de l'intérêt général et du « vivre ensemble » est aussi présente dans ces formulations» (SGARD, 2010).

En plus, toute la population locale doit être responsable pour la production et la sauvegarde de tout le patrimoine. La patrimonialisation est donc fondamentale et la population doit avoir les aides nécessaires de la part des institutions et de quelques associations ou collectivités, pour que tous les produits culturels du village gagnent une marque d'authenticité. C'est la spécificité des produits du patrimoine qui rendent différent ce territoire, c'est-à-dire ce village de Sabria, car, comme nous dit Mohamed Souissi :

«Le Sud tunisien est une région stratégiquement importante pour un tourisme durable qui permet le passage d'un tourisme balnéaire, basé sur un seul produit, au tourisme saharien développant de multiples sous-produits et valorisant d'autres richesses naturelles et patrimoniales. La mise en tourisme du patrimoine naturel et culturel saharien lui offre une chance de conservation, l'évolution vers un rôle durable qui concilie rentabilité économique et équité sociale et contribue à la naissance d'un rapprochement entre tous les acteurs. L'intégration économique et sociale du tourisme de circuit en milieu saharien suppose que celle-ci cohabite avec les secteurs traditionnels pour les promouvoir. Elle est supposée profiter à une majorité de la population locale de façon à créer plus d'emplois et pouvoir maintenir la population sur le territoire dans un équilibre harmonieux. En outre, l'approche environnementale doit être prise en compte dans l'élaboration des circuits touristiques et dans le processus de développement socioéconomique des régions sahariennes. Signalons enfin que le développement d'un tourisme durable dans le Sahara tunisien nécessitera tout de même, une mobilisation de la population locale, des acteurs du tourisme ainsi qu'une volonté politique affirmée au niveau local, national et international» (SOUISSI, 2011 : 286).

Bibliographie :

Les études : (livres et articles)

1. ABDELKAFI, J. (2005). *Atlas des Paysages de la Tunisie*. s/l : République Tunisienne Ministère de l'Équipement de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, Direction Générale de l'Aménagement du Territoire.
2. BALLÉ, C. (1997). «La ville et son patrimoine : l'exemple d'Avignon», in *POULOT* et
3. FUSILLIER, J-L. EL AMAMI, H. LE GAL, (s.d.). *Stratégies des agriculteurs des oasis du Nefzaoua. Entre logique patrimoniale et productive, une mise en valeur agricole orientée vers l'extension des palmeraies, malgré les risques pour la durabilité des oasis*, https://www.researchgate.net/publication/44841988_Strategies_des_agriculteurs_des_oasis_du_Nefzaoua_Entre_logique_patrimoniale_et_productive_une_mise_en_valeur_agricole_orientee_vers_l'extension_des_palmeraies_malgre_les_risques_pour_la_durabilite_de, 1-9.
4. GRANGE, (s.d.). *L'esprit des lieux*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 215-229.
5. MATHIEU, N., JOLLIVET, M. (s. d.). *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, ARF, Paris : Le Harmattan, 258-268.
6. OLLAGNON, H. (1989). «Une approche patrimoniale de la qualité du milieu naturel».
7. PUIG, N. (2003). *Bédouins sédentarisés et société citadine à Tozeur (Sud-Ouest tunisien)*, Tunis, Paris : Éditions KARTHALA et IRMC.
8. REQUIER-DESJARDINS, D. (2009). «Territoires – Identités – Patrimoine : une approche économique ?» *Développement durable et territoires* (Dossier 12), <http://journals.openedition.org/developpementdurable/7852> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.7852.
9. SGARD, A. (2010). «Le paysage dans l'action publique : du patrimoine au bien commun». *Développement durable et territoires* (vol. 1), n° 2 (septembre), <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8565> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.8565.
10. SOUISSI, M. (2011). «Le tourisme de circuit dans le Sahara tunisien : réalités et perspectives». *Insaniyat* (51-52, janvier – juin), 271-287.

Instruments de recherche :

1. *Charte Internationale du Tourisme Culturel, La Gestion du Tourisme aux Sites de Patrimoine Significatif*. (1999). Adoptée par ICOMOS à la 12^{ème} Assemblée générale au Mexique (octobre).

2. *Monographie des oasis traditionnelles du gouvernorat de Kébili. Projet Gestion durable des Écosystèmes Oasiens. Renforcement des capacités pour la gestion durable des écosystèmes oasiens.* (2016). Consulting en Développement Communautaire et en Gestion d'Entreprises : République Tunisienne, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.
3. *Projet de Charte nationale de préservation, de protection et de mise en valeur du patrimoine Culturel*, (article28), 12,
http://www.sgg.gov.ma/portals/0/AvantProjet/46/Avp_Loicadre_51.13_Fr.pdf.

سياسة الاستيطان الفرنسي في الجزائر 1830-1914م
The Settlement French Policy in Algeria (1830-1914)

أ.د. أرزقي شويتام

جامعة الجزائر 2.

achouitem@hotmail.com

ت.الارسال: 25.07.2020	ت.المراجعة: 20.08.2020	ت.القبول: 04.09.2020
-----------------------	------------------------	----------------------

الملخص: بعد أن نفذت فرنسا حملتها على الجزائر، واستلمت مفاتيح المدينة، إحدى القضايا التي طرحت آنذاك على السلطة الفرنسية، هي مصير مستقبلها بالجزائر. فبعد مرحلة التردد التي دامت أربع سنوات 1830-1834م، قررت الحكومة الفرنسية الاحتفاظ بالجزائر وتوسيع سياسة الاحتلال إلى كل القطر الجزائري. وقد اتخذ هذا القرار بناء على التقارير التي أعدها أعضاء اللجنة الإفريقية، المكلفة بعد التقصي، الإجابة على السؤال الجوهرى، ألا وهو هل تحتفظ فرنسا بالجزائر أم تتخلى عنها؟ وكان الرد بالإيجاب. بعدما تلقت الحكومة الفرنسية الضوء الأخضر، شرعت في تنفيذ مشروعها الاستيطاني، الذي كان تحقيقه مرهونا بتوفر مجموعة من الشروط، منها: توفير الأرض وتعميرها بالجنس الأوربي، وذلك لا يتأتى إلا بتفريغ البلاد من أهلها، ويكون ذلك بانتزاع أراضيهم، بشتى الوسائل إما بمصادرتها، أو بنفيهم، أو إذا اقتضاء الأمر إبادتهم. وسنرى خلال عرضنا لسياسة الاستيطان ومراحلها، أن إدارة المحتل قد طبقت كل الأساليب التي ذكرناها. ونحاول خلال هذا العرض الإلمام بمراحل عملية الاستيطان والعوامل التي كانت تتحكم في وتيرة تقدمها، ونبين بعد ذلك انعكاسات وآثار تلك السياسة على الجزائر في مختلف الميادين الاجتماعية والاقتصادية والثقافية.

الكلمات المفتاحية: الجزائر، المجتمع، الحملة، الاستيطان، الاستعمار.

Abstract: After France had carried out its campaign on Algiers, and received the keys of the city, one of the issues suggested at that time to the French authority was its future in Algeria. After a period of hesitation that lasted four years 1830-1834, the French government decided to preserve Algiers and enlarge the colonial policy to the entire Algeria. This decision was taken in the light of the reports prepared the members of the African committee, which was expected after investigations to respond to the crucial question related to whether France would hold Algeria or drop it. The answer was positive. Just as soon as the French government the green light, it started to conduct its settlement project that needed some favorable conditions, among them: grant land and populate it by the European race and this cannot be achieved unless the country is emptied from its population through taking unlawfully their lands using various methods either by expropriating them or purchasing and exiling the inhabitants or, if necessary, by exterminating them. In addition, we will see, as proportion as we go through this study, that the colonial administration applied all the methods cited before and we will try to tackle the settlement operation phases and the factors, which made the operation, move forward. Then we will make clear the drawbacks and effects of that policy on Algeria in different social, economic and cultural domains.

Key words: Algeria, society, compaign, settlement, colonialism.

E- mail de correspondance : achouitem@hotmail.com

إن الموضوع المقترح للدراسة والبحث كما ذكر في العنوان، قد عني بالعديد من الدراسات، لا سيما من المؤرخين الفرنسيين، إلا أن ما لاحظناه، هو أن معظم كتاباتهم كانت مركزة على تتبع مراحل الاحتلال الفرنسي وتوسعاته في دواخل البلاد، وأحوال الأوربيين الوافدين على الجزائر وظروف إقامتهم بها، أي أنهم أرحوا لتاريخ فرنسا في الجزائر، دون الأخذ بعين الاعتبار عنصر مهم في تلك المعادلة، ألا وهو رد فعل المجتمع الجزائري من سياسة المستعمرين التي طبقت عليه، والتي حرمت أفرادها من حق الحياة. فكان المحتل يتصرف في الجزائر كأنها جزيرة عذراء شاغرة غير مأهولة بالسكان. فالدراسات التي اهتمت بهذا الموضوع لم تكن موضوعية في طرحها، ولم تبين معاناة والأضرار التي ألحقت بالجزائريين، مع بعض الاستثناءات التي كان أصحابها منصفين في تناول بعض الحقائق التاريخية. وما لاحظناه أيضا، هو أن هجرة الألبانيين واللورينيين إلى الجزائر وأمريكا قد نالت حظا وافرا من الدراسة والبحث، ربما ذلك لإقبالهم المتزايد على الهجرة لأسباب متعددة، كما سيأتي ذكرها.

وبالرغم من تعدد الدراسات حول الموضوع الذي اقترعناه للبحث، فإن أغلبها غفل عن إظهار الوجه الآخر لسياسة الاستيطان الفرنسي، وهذا ما نسعى القيام به، ويكون ذلك بالعودة إلى بعض الدراسات الجادة التي التزمت الحياد ووظفت المادة الأرشيفية. ونذكر هنا أعمال أبحر، وفابرين فيشر وبعض التقارير التي أعدها بعض الرسميين الفرنسيين المكلفين بزيارة الجزائر في القرن التاسع عشر ومطلع العشرين أمثال بيرمهورف PEYRIMHOFF وقينمر GUYNEMER. وقد قمنا بمحصر دراستنا ما بين عامي 1830 و1914م، أي من بداية الاحتلال للجزائر إلى بداية الحرب العالمية الأولى، ولو أن هناك بعض الدراسات التي فضلت أن تمدد فترة البحث إلى عام 1930، أو أبعد من ذلك.

1. بداية مرحلة الاحتلال الفعلي:

تبين من خلال الدوافع الحقيقية التي كانت وراء قيام فرنسا بغزو الجزائر، أنها كانت لها نية واضحة بما تفعله بالجزائر بعد تنفيذ حملتها العسكرية. فقد اقتنع ساستها بعد فترة قصيرة جدا بضرورة الاحتفاظ بالجزائر والشروع في تطبيق سياسة الاستيطان، وقبل ذكر تفاصيلها، لا بد من شرح هذا المصطلح، والشروط التي يجب توفيرها لضمان نجاح تجسيدها في أرض الواقع.

تعني كلمة الاستيطان تدمير مكان أو منطقة جغرافية معينة بالسكان للإقامة بها واستغلالها، ويمكن أن تشمل النبات والحيوان. وتعرف باللغة الفرنسية *peuplement* من فعل *peupler*. وهذا ما حاولت فرنسا فعله في الجزائر عندما أقدمت على احتلالها في عام 1830م. إلا أن تحقيق ذلك كان يتطلب توفير الأراضي الضرورية لمنحها للوافدين الأوربيين للإقامة وإنشاء المستعمرات الفلاحية. وكان كل ذلك يحتاج إلى وضع سياسة استيطانية محكمة ودقيقة. وقبل الخوض في تفاصيل السياسة الاستيطانية، أرى أنه من الضروري أن نحدد الدوافع الكامنة لتلك السياسة لفهم تطور الأحداث.

بعد أن تأكدت عملية الاحتلال، تحولت الفكرة إلى سياسة استيطانية التي أملتتها التطورات التي طرأت على الساحة الأوربية. ونذكر هنا، أنه بعد زوال الامبراطوريتين البرتغالية والإسبانية اللتان واكتبتا النهضة الأوربية بدءا من أواخر القرن الخامس عشر، ظهرت بعد تراجعها إمبراطوريات جديدة المتمثلة في فرنسا وبريطانيا وهولندا. وقد أحرزت هذه الامبراطوريات تقدما مميذا في المجال الصناعي وقطعت أشواطاً عملاقة في مجال الرقي الحضاري في القرن الثامن عشر المعروف بعصر الأنوار، وجعلت وسائل الملاحة تبحر بالقوة البخارية، مما ساعدها على ربح الوقت وتقريب المسافات. وقد أفرز ذلك التطور مجموعة من المعضلات التي أعاققت حركة نمو تلك الإمبراطوريات، مما أدخلها في أزمت مزمنة متعددة الأبعاد (DESCHAMPS, 1976: 10)، نذكر منها:

- الحاجة الملحة للمواد الأولية الضرورية لضمان سير عجلة التنمية.

- إيجاد أسواق خارجية لتصريف فائض الإنتاج.

- البحث عن أماكن خارج الوطن لتقليل من ضغط النمو الديموغرافي، وابعاد العاطلين عن العمل، والمشاعبين المدنيين منهم والعسكريين، تفاديا لوقوع اضطرابات وانقلابات داخلية.

- كما أن اشتداد التنافس الدولي في تلك الفترة، لا سيما بين فرنسا وبريطانيا حول مناطق النفوذ لأسباب اقتصادية واستراتيجية، دفع تلك البلدان إلى البحث عن مناطق جديدة غير مستغلة في إفريقيا وآسيا، وتعوض في نفس الوقت تلك المستعمرات التي فقدتها في القارة الأمريكية (عبد الرزاق إبراهيم، 1998: 8).

ولهذه الاعتبارات كلها، راح حكام تلك الامبراطوريات يبحثون عن حلول واقعية لما تواجهه بلدانهم من معضلات. وقد اهتموا في الأخير إلى فكرة تحويل حركة الاستعمار إلى عملية استيطانية واسعة تشمل الجوانب الاقتصادية والاجتماعية والثقافية. وهذا ما أقدمت عليه فرنسا في الجزائر بدءا من أول سنة من الاحتلال. والجدير بالملاحظة أن السياسة الاستيطانية التي اتبعتها فرنسا في الجزائر، تختلف كلياً عن تلك المتبعة في إفريقيا الجنوبية وأمريكا. فالاستيطان في الجزائر كان مباشراً، وكان خاضعاً من حيث التسيير والتنظيم والتشريع لبلاد الأم فرنسا. بينما الاستيطان في البلدان الأخرى كان يتمتع بالتسيير الذاتي المحلي ومستقل عن بلد الأم (DESCHAMPS, 1976: 13).

كانت إحدى العقبات التي واجهتها إدارة الاحتلال أثناء سعيها للحصول على الأرض، هي استماتة الجزائريين أمام كل الوسائل التي لجأ إليها المحتلون لتجريدهم من أراضيهم. وكان لتثبيت الجزائري بأرضه ورفضه التنازل عنها لصالح المستعمر مبرراته. فالجتماع الجزائري في معظمه مجتمع فلاحى، تعد الأرض بالنسبة إليه المصدر الوحيد الذي يرتزق منه. وكان كل نشاط أفراده الزراعي والحرفي والرعي والتجاري مرتبطاً ارتباطاً وثيقاً بالأرض. وإذا أردنا أن نشرح العلاقة الموجودة بين الأرض ونشاطات الإنسان المختلفة، نقول: إن إنتاج الغلال الزراعية يحتاج إلى توفر الأرض، وممارسة حرفة الرعي هو الأخر يقتضي توفير المراعي، أما الحرف والصناعات، فمادتها الأولية كلها تأتي من القطاع الفلاحي والإنتاج الحيواني، وهذا الإنتاج الزراعي والحيواني يعد الرافد الرئيسي لتنشيط الحركة التجارية.

ولهذه الاعتبارات، فإن الأرض تعد بالنسبة للفرد الجزائري قضية حياة أو موت، فكان يتم استغلالها جماعياً، فلا وجود للملكية الفردية، وهذه إحدى العقبات التي واجهتها الإدارة الفرنسية عندما أرادت اقتناع بعض الأفراد الجزائريين على بيع أراضيهم. فلم يكن أمام المجتمع الجزائري أثناء محاولة مصادرة أملاكه بالقوة، إلا خيارين، هما: إما أن يقاوم حتى النصر أو الاستشهاد، أو أضعف الإيمان، يترك البلاد ويهاجر إلى بلد آخر.

وقد تأكد ذلك بالنسبة للفرنسيين ابتداء من اللحظة الأولى من احتكاكهم بالجزائريين. فهناك من علق بعد ادراكه للواقع، قائلاً:

"إن عدد الأهالي كبيراً، فإنه من المستبعد أن يندثروا، فهم يتكاثرون بسرعة فائقة. فهم مزارعون ولم يعيشوا إطلاقاً إلا من الأرض. إن الغزو وقمع الانتفاضات، وتطبيق قوانين التشريع العقاري، والصفقات الرسمية أو الخاصة، قد وضعت قسماً كبيراً من مساحة البلاد في أيادي الدولة أو الأوربيين بأشكال مختلفة. أما الأهالي، فإنهم احتفظوا بملكية الجزء الباقي، وذلك يعد واجباً أخلاقياً. فمصلحتنا تقتضي ليس فقط بعدم طردهم، بل أن نشركهم في مشاريعنا الاقتصادية" (BERNARD, 1907: 324).

هذا الكلام يؤكد ما ذكرناه أن الجزائري دائماً متمسكاً بأرضه لكونها مصدر عيشه الوحيد. ويبين من جهة أخرى الوسائل التي وظفها المحتل للاستيلاء على جزء من الأرض. أما ما ترك للجزائريين، ففي نظرهم ما هو إلا واجباً أخلاقياً ومهما كانت نوايا المحتل، فإنه استولى على الأراضي الخصبة ولم يترك للقبائل الريفية، إلا الأراضي القاحلة، وبالرغم من ذلك، فأصحابها كانوا مطالبين بدفع الغرامات المختلفة.

جاء في البيان الذي وزعه قائد الحملة الفرنسية على الجزائر دي بورمون DE BOURMONT على الشعب الجزائري في 8 يونيو 1830م، ما يلي: "أضمن لكم أن بلادكم وأراضيكم وبساتينكم وكل ما هو لكم صغيرا كان أو كبيرا، فيبقى على ما هو عليه، ولا يتعرض لشيء من ذلك جميعه أحد من قومنا، بل يكون في أيديكم دائما"¹.

لقد فضلنا أن تكون بداية دراسة الوجود الفرنسي في الجزائر بمحتوى البيان الذي وعد فيه الفرنسيون الشعب الجزائري، بأنهم جاؤوا إلى الجزائر لمعاقبة حاكمها الداي حسين (1818-1830م)، الذي أهان شرف فرنسا باعتدائه على قنصل بلادهم دوفال DEVAL، بما كان يعرف بمحادثة المروحة. كما أنهم التزموا باحترام مقدسات الشعب الجزائري وممتلكاته. إلا أنهم بمجرد أن وطئت أقدامهم أرض الجزائر، شرعوا في تطبيق مشاريعهم الاستعمارية. ومع مرور الأيام، أظهرت نواياهم الحقيقية. وقد أدرك المحتلون أن تحقيق سياستهم الاستيطانية كان يتطلب إيجاد الأراضي الكافية. وهذا ما جعل الإدارة الاستعمارية تلجأ إلى استعمال عدة وسائل، منها: تجهيل المجتمع الجزائري وطمس شخصيته، وذلك حتى لا يدرك تاريخه. - الإبادة الجماعية للسكان، بهدف مصادرة أملاكهم. - نفي عدد منهم خارج الوطن، ووضعهم في المحتشدات. وكان الهدف النهائي من تنفيذ كل هذه الإجراءات، الاستيلاء على أراضي الجزائريين، لمنحها للوافدين الأوربيين على الجزائر. وقد سبق للماريشال بيجو Bugeaud أن حدد في تصريحه أهم المعالم التي تقوم عليها سياسة فرنسا الاستعمارية في الجزائر، والوسائل الكفيلة لتحقيق سياسة الاستيطان المنشودة، فكان يرى أن الحملة العسكرية على الجزائر ستكون عقيمة، إن لم تتبعها عملية الاحتلال، فلهذا طلب بتطبيق شعاره المعروف: "بالحديد والمحراث Par le feu et la charrue" (MONTAGNON, 1986: 325). يفهم من هذا الشعار أن فرنسا إذا أرادت أن تحتفظ بالجزائر وتحقيق سياسة الاستيطان بها، عليها أن تستعمل الحديد أي العنف والقوة ضد الشعب الجزائري لتجريدته من أرضيه، وتعميرها بعد ذلك بالمزارعين الأوربيين. وقد طبقت الإدارة الاستعمارية الشعار الذي رفعه بيجو، إذ أقدمت على مصادرة ممتلكات الجزائريين على نطاق واسع، وقامت بعد ذلك بتوزيعها على الوافدين الأوربيين، الذين عمروها وشيدوا عليها العديد من القرى والمستثمرات الفلاحية. وتسعى الدراسة إلى إظهار الأساليب التي اتبعها المحتلون في الجزائر عبر مختلف الأطوار التاريخية، لتحقيق سياستهم الاستيطانية. والهدف الأسمى من دراستنا هذه، هو تصحيح بعض المفاهيم الموروثة البعيدة عن الحقيقة، وكذلك تعميم المعرفة التاريخية بين أفراد المجتمع.

2. استراتيجية تجسيد عملية الاستيطان:

أ. التجهيل وطمس الشخصية الجزائرية:

قام المحتلون في بداية احتلالهم للجزائر، بالاعتداء على أماكن العبادة، فحولوا المساجد إلى كنائس، وإلى إسطبلات للحيوانات، وإلى ثكنات عسكرية، وإلى مخازن (KLEIN, 2002: 22). وفي المرحلة الثانية، استولوا على مؤسسات الوقف، لاعتقادهم أنها تمثل مصدر التمويل للمقاومة الجزائرية، وقطاع التعليم والمدرسين والعلماء. وجعلوا المؤسسات الدينية كلها بما فيها المساجد والزوايا والأضرحة والمدارس وموظفيها تحت الإدارة الفرنسية (سعد الله، 2003: 87). وقد ترتب على هذا الوضع تفشي ظاهرة الجهل في المجتمع الجزائري، بعدما كانت نسبة كبيرة منه تتقن الكتابة والقراءة، وهذا باعتراف القادة الفرنسيين أنفسهم، إذ قال أحدهم:

"إن العرب كانوا يتقنون كلهم القراءة والكتابة. وفي كل قرية توجد مدرستان. وأما عدد المدارس فقد كان يناهز ألفي مدرسة، كما توجد معاهد في مدينة الجزائر، وقسنطينة، ومازونة، وتلمسان، ووهران. وكان التعليم في الزوايا زاهرا. فكان لكل طريقة دينية عدة مدارس منتشرة في القطر" (عباس، د.ت: 60). وقد قام المستعمرون بتفريغ البلاد من علمائها، أمثال ابن العنابي (سعد الله، 1977)²، وابن

¹ للمزيد من التفاصيل عن الأسباب الواهية التي تذرعت بها فرنسا لغزو الجزائر، أنظر Le moniteur universel, Mardi 20 Avril 1830

²تولى القضاء والإفتاء في الجزائر ومصر، ومنح الإجازات في كل الدول التي حل بها. ويعتبر من العلماء المسلمين الأوائل الذين طرحوا الأفكار الإصلاحية في النظم الإسلامية. للمزيد من التفاصيل عن حياته وأفكاره، أنظر أبو القاسم سعد الله: المفتي الجزائري ابن العنابي رائد التجديد الإسلامي (1775-1850م)، الشركة الوطنية للنشر والتوزيع، الجزائر 1977.

الكبابطي (سعد الله، 1990: 11)³، إذ أقدمت الإدارة الفرنسية على نفيهما إلى الإسكندرية، بحجة التآمر على أمنها. كما أرغم بعض العلماء على مغادرة البلاد، نظرا للاضطرابات التي سادت مختلف أنحاء البلاد. وهكذا، قد تمكن المحتلون من تحقيق أحد أهدافهم، المتمثل في تجهيل الشعب الجزائري، وعزله عن مرجعياته الوطنية.

وقد عرفت أوضاع التعليم في الجزائر في أقل من عقدين من الاحتلال، تدهورا كبيرا، وهذا ما يمكن استخلاصه من التقرير الذي أعده المسؤول الفرنسي عن التعليم العمومي بالجزائر، السيد ديشي، إذ جاء فيه:

" ففي الجزائر اختفى العديد من المساجد وهدمت خمس زوايا، وصودرت عائدات المساجد والزوايا جميعها لتأخذ اتجاهها آخر تخالف مقاصد الواهبين لممتلكاتهم، ولم تبق دروسهم منتظمة إلا قليلا، ونفس الوضع شمل المدن الداخلية. أما بالنسبة للزوايا في أوساط القبائل، فلم يعد لها وجود سوى بالاسم، ذلك أن حملاتنا العسكرية قد شتتت جموع الطلبة، وزادت بذلك في عدد أعدائنا، في حين أن المخطوطات التي كانت تشكل قاعدة للتعليم، فقد قضى على جانب كبير منها" (زوزو، 2007: 215).

ويفهم من محتوى التقرير السالف الذكر، أن شعار نشر الحضارة الذي رفعه المستعمرون قبل قدومهم إلى الجزائر، كان مجرد خدعة، لكسب الرأي العام الدولي، وتبرير حملتهم العسكرية. وقد أفصح الساسة والقادة العسكريون الفرنسيون عن الأهداف التي كانوا يأملون تحقيقها في الجزائر. فقالوا: " إن الهدف هو اغتصاب البلاد من البرابرة، وتأمين ثرواته السطحية والباطنية بمختلف الأشكال، ويعد ذلك مسألة اقتصادية. ثم تعمير المستعمرة برجال من دمننا، وجعل لغتنا وعاداتنا هي المسيطرة، وفي نفس الوقت القيام بفرنسة البلاد وتمدينها، وذلك يعد مسألة عرقية" (BERNARD, 1907: 320).

وما يؤكد نية المحتلين في تنفيذ سياستهم الاستيطانية، هو أنهم شرعوا منذ الأيام الأولى للاحتلال في الاستيلاء على أراضي المقابر الواقعة داخل مدينة الجزائر وضواحيها، التي كانت مساحتها تفوق ثلاثين هكتارا، فأصبحت محل المضاربة، والصفقات التجارية. كما تعرضت القبور للتخريب، إذ تم إزالة بعض المقابر، مثل مقبرة الباشوات في باب الوادي، التي حولت إلى ساحة عمومية، ونصب بها المحتلون المقصلة، التي استعملت لأول مرة في تنفيذ حكم الإعدام في شهر فبراير من عام 1844م. وبحجة إقامة بعض المشاريع، مثل شق الطرقات، وتوسيع النسيج العمراني للمدينة، قامت الإدارة الفرنسية بتدمير القبور ونيشها، وبعد الانتهاء من العملية، كان يتم ردمها وتسويتها، لتستغل في إنجاز المنشآت المختلفة (KLEIN 2002: 31).

وقد تعرضت بعض المنازل والمعالم الحضارية للهدم، دائما بحجة تجميل المدينة. ومن المعالم العمرانية التي تم هدمها، مقر المكتبة، الذي كان يمثل تحفة عمرانية في الفن الأندلسي، ونصب مكانها الجيش الفرنسي مدفيعته. وهذا ما جعل الآغا حمدان يقول عن الأعمال التخريبية التي قام بها المحتلون في بداية الاحتلال، ما يلي: " لم نعد نجد مكانا للعيش ولا للدفن" (KLEIN, 2002: 10). وهذا يدل على حجم الأضرار التي ألحقت بمختلف معالم مدينة الجزائر.

نلاحظ أن الأعمال التخريبية التي قام بها المحتلون، كانت موجهة أساسا ضد رموز الشخصية الجزائرية، مثل المعالم الحضارية والثقافية بما تحتويه من لغة، ومعتقدات، وأماكن العبادة. وكان هدفهم، طمس هوية الشعب الجزائري، واقتلاعها من جذورها. وقد تميز الاستعمار الفرنسي المباشر للجزائر، بفرض اللغة الفرنسية، مكان اللغة العربية، بعد طرد السكان من أراضيهم الخصبية، وإدخال التشريعات والقوانين الفرنسية مكان الشريعة الإسلامية (سعد الله، 2003: 87). كما قام المحتلون بتغيير الأسماء القديمة للمدن والقرى الجزائرية، فأصبحت تحمل أسماء لشخصيات ولضباط فرنسيين ومدتهم، مثل:

³ وقف المفتي ابن القبايط ضد قرارات الإدارة الفرنسية الرامية إلى ضم الأوقاف الإسلامية إلى أملاك الدولة، وإدخال اللغة الفرنسية في المدارس القرآنية. ولهذا السبب قررت الإدارة الفرنسية في عام 1843م بنفيه. فنقل إلى مرسيليا، ثم سمح له بالتوجه إلى الإسكندرية، وهذا ما تؤكدته الرسائل التي وجهها إلى وزير الحربية الفرنسي. أنظر أبو القاسم سعد الله، أبحاث وآراء في تاريخ الجزائر، دار الغرب الإسلامي، بيروت 1990، أربعة ج، ج2، ص. 11.

جدول رقم 01: تحويل أسماء المدن إلى أسماء شخصيات فرنسية

Colmar	أميزور	Camp du maréchal	تادميت
Descartes	ابن باديس	Haussonvillers	لعزيب ناصرية
Duperré	عين الدفلى	Rébeval	بغلية
Hanoteau	زبوجة	Guynemer	بوخالفة
Rovigo	بوقرة	St. Arnaud	العلمة
Philippe ville	سكيكدة	Bugeaud	سرايدي

يتضح من خلال هذه الأسماء أن اقدام فرنسا على استبدال الأسماء المحلية بأسماء فرنسية، كان الهدف منه، طمس هوية البلاد، بغرض ترسيخ فكرة الجزائر فرنسية في أذهان الأجيال اللاحقة. كما قامت أيضا في فترة الحكم المدني (1870-1962م) بتغيير ألقاب العائلات الجزائرية، بناء على قانون الحالة المدنية الصادر في 23 مارس 1882م. وبالرغم من ذلك، فإن الفرد الجزائري رفض الاعتراف باللقب الجديد الذي منح له، فبقي يتعامل في بيئته وفي حياته اليومية مع أفراد مجتمعه بلقب أجداده

ب. سياسة الإبادة الجماعية :

لجأ المحتلون منذ الشهور الأولى لاحتلالهم للجزائر إلى إبادة السكان، قصد الاستيلاء على أراضيهم، وأرزاقهم. وقد احتفظت لنا المصادر التاريخية بتفاصيل المذبحة الشنيعة التي تعرضت لها قبيلة العوفية بالضاحية الشرقية من مدينة الجزائر في شهر أبريل عام 1832م. وقال عن هذه الإبادة الجندي الألماني المرتزق، أوغست جاجر A. JAGER، الذي شارك في صفوف الجيش الفرنسي: " أمر الجنرال روفيقو ROVIGO بشن حملة تأديبية مثالية على هذه القبيلة... قام الجيش، وخاصة فرقة القناصة الإفريقية، بنهب كل شيء في الخيام المهجورة، وامتدت الأيدي المخزية إلى أبسط الأشياء، واستولت العساكر على كل ما وجدته من ذهب، وفضة، وألبسة، وغيرها من الأشياء الثمينة، بل حتى الأشياء التي لا قيمة لها لم تسلم من نهبهم. زيادة على ذلك، حاولت القوات الاستعمارية أن تجر وراءها أكبر عدد ممكن من الماشية. وقد ارتكبت العساكر الفرنسية خلال هذه المعركة، فظائع لا يمكن وصفها، لم ترحم العساكر الفرنسية حتى الأطفال، فقد اغتالوهم، وهم في أحضان أمهاتهم، ثم يذبحون هؤلاء الأحراريات بدورهن" (هلال، 1995: 69).

لقد اتهمت قبيلة العوفية بالفعل الذي ارتكبه بعض أفرادها، إذ اعتدوا على وفد قادم من الزيبان إلى مدينة الجزائر ليتفاوض مع الإدارة الفرنسية حول إمكانية التعامل معها في سياستها التوسعية. ومهما كانت الأسباب التي تذرعت بها سلطة الاحتلال لإبادة أفراد قبيلة العوفية، دون مراعاة السن أو الجنس، فإن السبب الحقيقي الذي لم يذكر، هو أن هذه القبيلة كانت تقيم في مدخل سهل متيجة الخصب، الذي شرع المحتلون في توزيع أراضيه على المستوطنين الأوربيين الوافدين على الجزائر.

تعد سياسة الإبادة الجماعية التي نهجها المحتلون في الجزائر، إحدى السمات التي تميز بها الاستعمار الفرنسي، طوال فترة الاحتلال (1830-1962م). فكلما تقدمت الجيوش الفرنسية نحو دواخل البلاد، إلا وارتكبت جرائم في أوساط القبائل الريفية، ونظرا لكثرتها، فإنه أضحى من الصعب معرفة عددها. والمؤكد هو أن وتيرة الإبادة قد اشتدت في فترة المقاومات الشعبية، إذ كان المحتلون يعتقدون أن تلك الوسيلة تمكنهم من القضاء على روح المقاومة. ومن أشنع الجرائم التي اقترفتها الجيش الفرنسي، تلك التي وقعت في جبال الظهرة في عام 1845م. وتكاد أن تكون تفاصيل هذه الجريمة مجهولة، لكونها تمت في سرية تامة. فلو لا الإشارات التي تضمنتها بعض الرسائل التي وجهها القادة الفرنسيون، الذين نفذوا العملية، إلى أسرهم، لما عرفنا عنها شيئا.

قامت القوات الفرنسية بقيادة المارشال بيليسي PELISSIER في 19 يونيو 1845م بشن حملة عسكرية على قبيلة الفراشيش، الواقعة في جبال الظهرة. ولم يكن في وسع الأهالي إلا أخذ أمتعتهم وحيواناتهم، للاختباء في إحدى المغارات الواقعة في جبال الظهرة. وبعد أن

فرضت القوات العسكرية حصارا عليهم لعدة أيام، أمر المارشال بيليسي بسد كل المنافذ المؤدية إلى المغارة، وبعد أن تمت العملية، أشعل النار في مدخل المغارة، مما تسبب في موت معظم من كان داخلها بالاختناق. وقد قدم أحد الجنود الفرنسيين الذين شاركوا في هذه المحرقة وصفا دقيقا عن المنظر الفظيع، فكتب يقول:

" دخلت إلى الكهوف الثلاثة، ماذا رأيت؟ في باب الكهف كانت الثيران والحمير والكباش مطروحة، قد دفعها إلهامها الغريزي إلى مدخل الكهف، عساها تستنشق شيئا من الهواء، الذي انعدم داخل الكهف. وفي وسط هاته البهائم وتحتها رجالا ونساء وأطفالا... إن هذه الكهوف واسعة الأرجاء، فحسبنا 760 جثة مطروحة فيها، ولم يتمكن من الخروج إلا 60 شخصا، ولكن كانوا أقرب إلى الموت منهم إلى الحياة، مات أربعون منهم..." (ماسيرو، 2005: 242).

وبعد أقل من شهرين من هذه الواقعة، تكررت نفس العملية، إذ قامت القوات العسكرية في 15 أغسطس بقيادة المارشال سانت أرنو St ARNAUD، بإضرام النار في إحدى المغارات التي اتخذها سكان قبيلة الصبيحة ملتجئا لهم. وقد قدر عدد الضحايا في المغارتين بأكثر من ألف ضحية. وتحققت بذلك أمنية سانت أرنو، الذي ذكر في إحدى الرسائل التي وجهها إلى شقيقه المرابط في معسكر عين مران (ضواحي الشلف):

" جعلت من هذه المغارة مقبرة حقيقية. إن التربة تغطي إلى الأبد جثث هؤلاء المتعصبين، يوجد داخل المغارة خمسمائة لص...وأضاف قائلاً: أعتقد أن الغاية تبرر الوسيلة، ولللكولونيل مونتانيك نصيب من الصواب، حين قال إن الجيش الذي تكون مهمته إبادة شعب لا يكثر بقوانين الحرب، فما الحريق إلا حريق، لا يضر الإنسان النار، ثم يطلب منها أن تكون بردا وسلاما، وما طبيعة النار إلا الإحراق والتدمير" (GOUTIER, 1920).

ج. سياسة النفي الجماعي:

وإلى جانب هذه الجرائم المرتكبة في حق سكان القبائل الريفية، نفذت الإدارة الفرنسية حكم الإعدام في حق المشاركين في المقاومات الشعبية، التي اندلعت عبر التراب الجزائري، كما أنها قامت بنفي عدد منهم إلى مستعمراتها في كيان وكاليدونيا الجديدة. وكان هدفها من هذه الإجراءات، مصادرة أراضيهم من جهة، وتعمير بهم مستعمراتها البعيدة من جهة أخرى، ومنافسة في نفس الوقت بريطانيا المحتلة لأستراليا، وكان ذلك يندرج في إطار التنافس الدولي حول مناطق النفوذ الذي احتدمت حدته في القرن التاسع عشر بين الامبراطوريات الأوربية الحديثة. ولهذا الاعتبار، عرفت ظاهرة النفي والتهجير انتشارا واسعا إثر فشل ثورة عام 1871م. وقد أصدرت الإدارة الفرنسية بالمناسبة، قانون الأنديجينا (الأهلي)، الذي حرم الفرد الجزائري من أدنى حقوقه الطبيعية. فكان يخضع في محاكمته إلى قانون خاص (AGERON, 2005: 26)

3. مراحل تنفيذ سياسة الاستيطان:

أ. مرحلة الحكم العسكري 1830-1870م:

كان الانشغال الأول للسلطات العسكرية الفرنسية في الجزائر، تحديد أراضي البايك قصد الاستيلاء عليها، وذلك لاعتقادها أن تلك الأملاك كانت مصدر ثروة إيالة الجزائر العثمانية. وهذا ما دفع سلطات الاحتلال إلى مصادرة الأراضي تدريجيا عن طريق القوة العسكرية أو القانون لضمها إلى أملاك الدولة، ريثما يتم توزيعها على الوافدين الأوربيين (SESSIONS, 2010: 3). هناك من لاحظ أن عملية مصادرة الأراضي تمثل تناقضا أيديولوجيا بالنسبة للنظام البورجوازي الملكية يوليوي القائم على مبدأ احترام الملكية الخاصة. وقد صادف احتلال الجزائر أن عرفت باريس في أواخر عام 1830م ومطلع عام 1831م، اضطرابات، نتيجة الأزمة الاقتصادية والشروع في محاكمة وزراء الملك شارل العاشر المخولوع وتعويضه بالملك لويس فيليب (1830-1848م)، فإثر ذلك قام العمال بالمظاهرات في شوارع باريس، طالبين الخبز والعمل، وبعد أن فشلت قوات حفظ الأمن في ردع تلك الحركة الاحتجاجية، تدخل البارون بود Baron Baude، محافظ شرطة باريس وكتائب نائب وزير الداخلية، فاقترح حلا دائما لإخماد المظاهرات، فقال: "إن المخرج لهذه الأزمة، هو فتح باب الهجرة إلى الساحل الإفريقي".

المشروع المقترح كان يدعو إلى ارسال 20.000 باريسي إلى الجزائر، وعلى المتطوع المكوث في الجزائر خمس سنوات قبل أن يستلم مستعمرة فلاحية. وبعد أن صادق الملك لويس فيليب ومجلس الدولة على المشروع، شرع في تنفيذه. ففي الصيف من عام 1831م، تم ارسال إلى الجزائر 4500 شخص، وكان ذلك على نفقات إدارة باريس. وقد لاحظ محافظ الشرطة الباريسية تحسنا في الوضع العام، وأرجع ذلك إلى برنامج الهجرة الذي اقترحه. وقد أدى به هذا النجاح إلى أن يصبح أحد المدافعين المتحمسين للاحتلال الجماهيري للجزائر، فكان يرى في ذلك الوسيلة الضرورية لتجنب الاضطرابات، والحفاظ على الأمن العام.

وبالرغم من النجاح الذي حققه مشروع بود في باريس، فإن الإدارة الاستعمارية في الجزائر وعلى رأسها الحاكم العام برتزين Berthezène، قد طلب من وزير الحربية الفرنسي تعليق عملية ارسال المهاجرين، لأنه كان يرى أن ذلك يكلف خزينة الدولة أموالا طائلة، ويعد كذلك مصدرا للفوضى. وقد برر برتزين موقفه هذا بمجموعة من المبررات، منها: أن أراضي ضواحي مدينة الجزائر غير مستصلحة، فهي غير صالحة للزراعة في الوقت الحاضر. وأن احتياط الأخشاب غير كاف للاحتياجات اليومية، ولصناعة أدوات الفلاحة. علاوة على عداوة الأهالي التي صعبت ظروف حياة الكولون المقيمين في مستعمرات الضواحي (SESSIONS, 2010: 4).

كانت إحدى أولويات المحتلين، تتمثل في الاحتفاظ بالجزائر، وهذا ما كان يتطلب منهم تجنيد قوات عسكرية إضافية. ولهذا الغرض قامت الإدارة الفرنسية بإصدار قانون 9 مارس 1831م، الذي يسمح بتكوين فرق اللفييف الأجنبي خارج الوطن الفرنسي. كما كانت مسألة استغلال الأراضي الزراعية، والثروات الطبيعية، تتطلب توفير الأيدي العاملة الضرورية، ولتحقيق هذه الأهداف، جلبت الإدارة الفرنسية عددا معتبرا من السكان الأوربيين. ففي العام الأول من الاحتلال، 31 ديسمبر 1830م، قدر عدد المدنيين الأوربيين في الجزائر ب 602 مدنيا (ROZET ET CARETTE, 1980: 105).

وبناء على المرسوم الصادر في 21 سبتمبر 1832م، بدأت الإدارة الفرنسية في تنفيذ سياسة الاستيطان الرسمي، إذ استقدمت عددا من الأسر الأوربية، التي شرعت في وضع أسس المستوطنات الأولى في مدينة الجزائر وضواحيها. فكانت أول مستوطنة ظهرت إلى الوجود، هي تلك التي منحت لخمسين عائلة في دالي إبراهيم، وخصصت لها مساحة إجمالية سعتها 1314 هكتارا. واستقرت بضواحي القبة ثلاثة وعشرون عائلة، التي استفادت من 93 هكتارا (محيوي، 2001: 22). وقد تم منح لكل عائلة من 3 إلى 4 هكتارات من الأرض، علاوة على أدوات الفلاحة والبذور والمواد الغذائية ومساعدة مالية. وما ميز عهد الملك لويس فيليب، هو تشجيع الفرنسيين والأوربيين عامة على الهجرة إلى الجزائر، وإغرائهم كان يوزع عليهم الأراضي مجانا، وتحمل الدولة نفقات السفر من بلدتهم الأصلية إلى غاية وصولهم إلى الجزائر. وكانت الدولة تتكفل أيضا بإنجاز بعض القرى والمنشآت العمومية. ولهذا الأسباب عرفت الهجرة اقبالا كبيرا، دون أن ننسى ذكر أحد العوامل المحفزة على الهجرة، هو اضطراب الأوضاع السياسية في فرنسا، وانتشار وباء الكوليرا في باريس، وما ترتب على ذلك من فقر وبطالة في صفوف الطبقة الشغيلة (FISHER, 1999: 27)، دون أن ننسى دور الحكام العامين للجزائر، آنذاك، أمثال روفيقو وكولوزيل وبيليسي ويجو ورائدون الذين كانوا من كبار المتحمسين لسياسة الاستعمار الاستيطاني كما سيرد ذكره فيما بعد.

وبعد ذلك بدأت تظهر تجمعات سكانية أوربية في ضواحي مدينة الجزائر وكان ذلك متزامنا مع توسع الجيش الفرنسي في دواخل البلاد. فإثر ذلك قام الأوربيون بتشييد العديد من القرى، منها: بوفاريك والأربعاء والعاشور وخريسية وولاد فايت. ومنحت الإدارة للوافدين الأوربيين قطع أرضية لاستغلالها. وكان تعمير بوفاريك سريعا. ففي أقل من سنة تم إنشاء 76 مستعمرة، و83 بناية، والحصول على 110 هكتارا للزراعة. وقد قرر كلوزيل CLAUZEL الحاكم العام (1835-1836م) في عام 1836م، انشاء مركز بجانب معسكر الجيش الدائم. وشرع في تخطيط لمدينة تتشكل من 562 قطعة أرضية مجزأة إلى مساحة ثلث الهكتار للقطعة الواحدة. وتم استخلاص من الحوشين شاوش وبو يعقوب 175 قطعة سعة 4 هكتارات للواحدة، خصصت للزراعة (PERYERIMHOFF, 1906: 27). ويعد كلوزيل من المتحمسين لسياسة الاستعمار والاستيطان الرسمي والحرق، فكان له دور كبير في تنشيط حركة الاستيطان في سهل متيجة، إذ جعل منه وطنا حقيقيا للمهاجرين الأوربيين الوافدين. وبالرغم من الجهد المبذول والتسهيلات التي منحت للوافدين، فإن النتائج كانت محدودة، فلم يكن يتجاوز عدد الوافدين الأوربيين في عام 1839م، 25 ألف شخص (بوعزيز، 2007: 8-9).

والملاحظ أن القرى التي تم تشييدها كانت تقع بالقرب من معسكرات الجيش الفرنسي وعلى الطرق الرئيسية التي تسلكها تلك الجيوش أثناء توجهها نحو الجهات المختلفة من البلاد. ويعود أصل المعمرين إلى مختلف الدول الأوروبية، إلا أن الوافدين الأوائل، هم من الألمان والسويسريين، لا سيما الإسبان والإيطاليين والمالطيين، الذين جاؤوا بأعداد كبيرة، نظرا للفقر الشديد الذي كان سائدا في دولهم والنمو الديموغرافي المرتفع. فهذا التزايد في عدد الوافدين الأوروبيين مقارنة بأولئك المنحدرين من أصول فرنسية، قد أزعج إدارة الاحتلال، لذلك بدأت تفكر مليا في إيجاد حل لهذه المعضلة، أي تغليب العنصر الفرنسي على العناصر الأوروبية الأخرى (FISHER, 1999: 24).

ويبين الجدول الآتي بعض الإحصاءات الخاصة بعدد الوافدين المستقرين بمدينة الجزائر وضواحيها ما بين عامي 1852-1858م، والدراسة في الواقع خاصة بمهاجري الإسبان مع مقارنة عددهم بعدد الفرنسيين وباقي الأوروبيين (21: 1951, CRESPO).

جدول رقم 02: المقارنة بين عدد المهاجرين الأسبان و الفرنسيين

السنة	عدد الفرنسيين	عدد الإسبان	عدد الأوروبيين الآخرين
1852	33.384	17.968	59.606
1853	35.726	19.397	62.440
1854	38.546	19842	64.387
1855	41.444	20.556	69.110
1856	45.468	21.807	77.136
1857	47.943	21.567	77.116
1858	52.614	23.735	86.897

فقد لاحظ كريسو Crespo في دراسته التي خصصها لمهاجري الإسبان أن عددا كبيرا منهم قد استقروا في مدينة الجزائر في السنوات الأوائل من الاحتلال. إلا أن الوضع تغير خلال مرحلة الحكم المدني، إذ تجاوز عدد الإسبان المقيمين في عمالة وهران 50% من العدد الإجمالي. بينما عدد الإسبان في عمالة قسنطينة كان محدودا مقارنة بالعمالتين (9: 1991, CRESPO). وما يفسر ارتفاع عدد الإسبان الوافدين في عمالة وهران، هو أن الإسبان كان لهم الحضور في مرسى الكبير وهران منذ عام 1505م، ومكثوا بها أزيد من قرنين (1505-1792م)، وكذا بحكم قرب وهران من إسبانيا. ونلاحظ أن الأرقام الواردة في الجدول والمعبرة عن عدد الوافدين، كانت في زيادة مستمرة، وذلك لتزامن تلك الحقبة من الزمن بفترة حكم أولئك الحكام المتحمسين لسياسة الاستيطان.

أما في إقليم الغرب الجزائري، قام المحتلون بإنشاء ما بين عامي 1842-1845م خمسة وثلاثين مركزا استيطانيا بسيدي بلعباس وحدها، وبلغ عدد المستوطنين الأوروبيين بها 46180 مستوطن (هلايلي، 2003: 158). وعرف عدد الوافدين تزايدا كبيرا بمرور السنوات. وتبين هذه الأرقام التطور الذي عرفه عدد المستوطنين الأوروبيين في الجزائر في 31 ديسمبر 1846م، فكان العدد الإجمالي يقدر ب 109400 مستوطن، وهم يتوزعون على النحو الآتي: (106: 1980, ROZET)

جدول رقم 03: عدد المستوطنين الأوروبيين في الجزائر

الفرنسيون	الإيطاليون	الألمانيون	المالطيون
47274	8175	5386	3238
31528			
8788			

وإضافة إلى كل هؤلاء، هناك بعض المستوطنين من الإنجليز، والبرتغاليين، والإيرلنديين، والبولنديين، والبلجيكيين، والهولنديين، واليونانيين. وقد شجعت الإدارة الفرنسية سياسة الاستيطان هذه. فقد سبق للماريشال بيغو (BUGEAUD 1840-1847م)، أن

صرح أمام أعضاء غرفة النواب في عام 1840م، بضرورة تشجيع سياسة الاستيطان، حيث قال: "إنه لا بد من توفير الظروف الملائمة للمستعمرين في كل الأماكن التي تتوفر فيها المياه الصالحة والأراضي الخصبة، وتوزع عليهم تلك الأراضي على أساس ملكية خاصة، وذلك دون محاولة معرفة منهم أصحاب الأرض الشرعيين" (BENACHENHOU, 1978: 46). وقد كان الماريشال بيجو من المشجعين لسياسة الاستيطان، فقد أنشأ عدة مراكز للمستعمرين في مناطق مختلفة من البلاد، ونذكر على سبيل المثال، مركز دلس الذي شيد بمرسوم 2 مارس 1845م، والذي استقرت به مائتا عائلة أوروبية. وقبل التاريخ المذكور، كان السكان المدنيون من أصل فرنسي يتشكلون أساساً من الموظفين، ثم التحق بهم ابتداء من عام 1845م، المستعمرون، والتجار، والصيادون، والمزارعون، القادمون من مالطا وإيطاليا، وإسبانيا، الذين سيتجنسون بالجنسية الفرنسية. وبعد تسع سنوات من صدور مرسوم 1845م، شيد مركز بنشود، الذي يبعد عن مدينة دلس بتسعة كلم، وعمر هو الآخر بالمعمرين (DE CRESCINZO, 2005: 24). وقد كانت لبيجو وأنصاره تصور خاص عن طبيعة السياسة الاستيطانية التي يجب على فرنسا تحجها في الجزائر، وتتلخص ملاحظها في أنه على الدولة أن تستعمر الجزائر معتمدة على الجندي المعمر. ولهذا قام بتوزيع الأراضي على الجنود الفرنسيين، ودعمهم بمبالغ مالية، كما أنشأ لهم قرى فلاحية في كل المناطق المحتلة. وهناك من لاحظ أن الانطلاقة الفعلية للفلاحة في الجزائر كانت بعد عام 1840م، وأرجعوا ذلك إلى سياسة بيجو الذي أولى عناية خاصة للقطاع الفلاحي، والتي كانت تتلخص في ثلاث مراحل، هي: الأولى 1841-1843م، القضاء على الثورات الشعبية المحلية، ثم توزيع الأراضي على الأوربيين الوافدين بجانا.

المرحلة الثانية 1844-1845م، تهيئة المواقع الضرورية لاستقبال الوافدين الأوربيين.

المرحلة الثالثة 1846-1847م، الشروع في تشييد المدن والقرى الفلاحية على الأراضي التي تم الاستيلاء عليها.

ولضمان نجاح هذا المخطط، قامت إدارة المحتل بتنفيذ القرار الذي وضع في عام 1846م، والذي تم بموجبه مصادرة 168.000 هكتار من 2000 عائلة جزائرية (عميروبي وآخرون، 2007: 42).

فقد تم انشاء ما بين عامي 1842-1845م 35 قرية استيطانية، وارتفع عدد المهاجرين الأوربيين حتى وصل 41.180 شخص. ولما ترك بيجو الجزائر في عام 1847م، خلف وراءه 109.400 مستوطناً أوريا بينهم 15.000 شخص في المستوطنات الريفية الداخلية 47.247 من أصل فرنسي (بوعزيز، 2007: 10). وإلى جانب هذه الأساليب القاهرة التي استعملها بيجو في معاملته مع الجزائريين، فإنه لجأ إلى استعمال أسلوب يتماشى مع الظروف القائمة في البلاد آنذاك، تمثل في تقليد نمط نظام الحكم المتبع من الأمير عبد القادر وأحمد باي، فتم إنشاء المكاتب العربية بموجب قرار الصادر في أول فبراير عام 1844م، والتي وضع على رأسها الضباط الفرنسيين المكلفين بالقيام بدور الوساطة بين الأهالي وإدارة المستعمر ويساعدتهم في مهامهم زعماء الأهالي والمتزججين. وكان الهدف الذي طلب به الضباط تحقيقه، هو تفتيت وتشيت القيادات والزعامات الأهلية ذات السلطة والنفوذ والتأثير حتى لا تكون خطراً في المستقبل على السيادة الفرنسية (بوعزيز، 2007: 9).

وقد اتبع راندون Randon نفس السياسة، إذ شجع سياسة الاستيطان الأوربي، فقد شيد 56 قرية استيطانية خلال عامي 1853-1859م، واستعمل مثل بيجو أسلوب مصادرة أراضي الأهالي، وتفتيت أراضي العرش المشاعة، وتحصل على 61.363 هكتاراً ما بين عامي 1851-1861م (بوعزيز، 2007: 15). وكان من الحكام الذين أدخلوا الجيش الفرنسي إلى قلب بلاد القبائل في عام 1857م، وأنشأ ببلدة الأربعاء ناث إيراني قلعة نابليون ثم تحولت إلى القلعة الوطنية Fort national، ويكون الجيش الفرنسي بعد استيلائه على تلك المنطقة الاستراتيجية المتميزة بارتفاعها، قد تمكن من السيطرة على كل بلاد القبائل، ووضع حداً للمقاومة في شمال البلاد لفترة معينة (CARREY, 1858: 305).

وبالرغم من خلع بيجو من منصبه، إلا أن سياسة الاستيطان خطت بعض الخطوات إلى الأمام، إذ بلغ عدد القرى الفلاحية المشيدة ما بين عامي 1841-1850م، 126 قرية، وقدرت مساحة الأراضي الموزعة على المعمرين 113.000 هكتاراً، وبلغ عدد الفرنسيين المهاجرين 65.437 فرنسياً. بينما خلال العقد الثاني 1851-1860م، فإن عدد القرى المشيدة قد بلغ 83 قرية، وحددت مساحة

الأراضي التي تم الاستيلاء عليها ب: 250.000 هكتار، وعرف عدد المهاجرين ارتفاعا ملحوظا، إذ قدر ب 103.322 مهاجرا (عميرواي، 2007: 40). وهناك من اقترح تصورا مغايرا، أمثال لامورسيير، الذي كان يرى أن السيطرة على الجزائر لابد أن تكون مالبا، ولضمان النجاح لهذا المخطط، طلب بفتح الأبواب أمام المشاريع الرأسمالية (عدي، 1983: 63). وقد قامت الإدارة الفرنسية بحملة دعائية، ونشرت تعليمة في كل المقاطعات الفرنسية تحيط الفرنسيين والأوروبيين الراغبين في الهجرة بالشروط المطلوب توفيرها، منها: أن يكون في حوزة المرشح للهجرة 1.200 إلى 1.500 فرنك ويستلم في أحد المراكز الجديدة قطعة أرضية للبناء، وقطعة ثانية للزراعة تتراوح سعتها من 4 إلى 12 هكتارا، حسب إمكانياته المادية. ويحصل على مجانية العبور هو وأفراد عائلته من فرنسا إلى الجزائر، وتمنح له التسهيلات الضرورية للاستقرار والوسائل الضرورية للعمل (PEYERIMHOFF, 1906: 18)

وتوضح الأرقام الجزئية الآتية حجم الوافدين الاوربيين ومراكز الاستيطان التي أنجزتها إدارة الاحتلال في العمالات الثلاث (وهران، الجزائر، قسنطينة) في شهر أكتوبر وبداية نوفمبر من عام 1848م. بلغ عدد الوافدين 13.538 وافدا، وأنشئت 21 مركزا في عمالة وهران، و12 مركزا في عمالة الجزائر، و9 مركزا في عمالة قسنطينة. وتم توزيع الوافدين على هذه المراكز بالتساوي، إذ استقبلت مراكز وهران 4928 مستوطنا، ومراكز الجزائر 4200 مستوطنا، ومراكز قسنطينة 4409 مستوطنا (FISHER, 1999: 33). ويبدو أن نهاية المقاومتين في شرق وغرب البلاد قد شجع إدارة المحتل على تكثيف وجودها في العمالات الثلاث.

وما يلاحظ، هو أن في عام 1848م تعرضت الجزائر إلى أزمة اقتصادية، انتشرت في مدينتي الجزائر والبليدة ظاهرة المضاربة في الأراضي والعقارات، علاوة على تفشي وباء الكوليرا في عام 1849م، وكان مصدره إحدى السفن الفرنسية القادمة من مرسيليا، فقد مس الوباء مدينة الجزائر وميتيجة، لينتشر فيما بعد في الأرياف والمدن الداخلية. وقد أثر هذا الوباء على الأعداد الأوربيين الوافدين على الجزائر. وعلى سبيل المثال، كان عدد الوافدين الإيطاليين ما بين عامي 1851-1861م لا يتجاوز 400 مهاجرا سنويا، في الوقت الذي كان في فترة الاستقرار ما بين عامي 1841-1845م، أزيد من 5000 مهاجر. وكان سبب تراجع الوافدين الإيطاليين، هو تلك الإجراءات التي اتخذتها الإدارة الفرنسية، والقاضية بمنح الأرض للفرنسيين فقط. وهذا الإجراء لم يكن يشجع الأوربيين على الهجرة، علاوة على السياسة الجديدة التي فرضها نابليون الثالث (1852-1870م)، فيما يخص توزيع المستثمرات في الجزائر، إذ أبطل عملية منحها بالجمان في عام 1864م، وحدد لها سعرا ثابتا، وكان الهدف من وراء ذلك، جلب المستثمرين الأغنياء والجادين. (FISHER, 1999: 25) وعلى كل، فإن عدد الإيطاليين الوافدين عرف ارتفاعا بعد مرحلة الركود والاستقرار، ذلك يعود إلى كون الإدارة الفرنسية قد أقدمت على منحهم الجنسية الفرنسية في عام 1890م، وفقا لقانون التجنيس لعام 1889م. ومنذ ذلك التاريخ لم يعد الإيطاليون الحاملين للجنسية الفرنسية يدمجون ضمن قوائم وتعداد الإيطاليين (LLINARES et BOUTIN, 2008: 7-10)

وإذا أردنا أن نقدم صورة مصغرة عن سكان منطقتي الألزاس واللورين الذين هجروا إلى الجزائر، فقدرت الدفعة الأولى ما بين 1830 و1862م بحوالي 22.000 مهاجر. أما الدفعة الثانية ما بين 1871 و1904م، فقد عدددهم ب 12000 مهاجر. والجدير بالملاحظة أن العناصر الألزاسية واللورينية يعود تاريخ وجودهم في الجزائر إلى عام 1832م كما تبين ذلك عقود الحالة المدنية للمستعمرتين اللتين تم تشييدهما بدالي إبراهيم والقبة بضواحي مدينة الجزائر. فقد استقبلت القريتان 73 عائلة المانية وعددا من الأسر الألزاسية واللورينية. ويبين الجدول الآتي (FISHER, 1999: 112).

جدول رقم 04: عدد الالزاسيين واللورينيين ونسبهم بالنسبة لعدد الفرنسيين الذين وفدوا على الجزائر ما بين 1845 و1876م

السنة	النسبة % المئوية بالنسبة للفرنسيين	عدد الفرنسيين	عدد الالزاسيين واللورينيين
1845	14.06	46.339	6.515

13.956	66,050	21.13	1851
21.927	92.756	23.64	1856
22,058	122,119	19.71	1866
1,876	155.708	19,62	1876

وبالرغم من تباين آراء ونظريات المنظرين الفرنسيين، فإنها كانت كلها مصوبة نحو هدف واحد، ألا وهو استغلال الجزائر، وجعلها مستعمرة فرنسية. ولهذا لاحظنا أنه كلما توغل الاستعمار الفرنسي داخل البلاد، أنشأ مراكز للمستعمرين الأوربيين، كما كان يوزع الأراضي الزراعية عليهم. وقد بلغ عدد القطع الأرضية الممنوحة للمدنيين الأوربيين بمدينة تيزي وزو في عام 1859م، 91 قطعة، وخصصت كلها لبناء السكنات (DE CRESCINZO, 2005 :47). أما الأراضي الزراعية الخصب، التي وزعت على المستوطنين الأوربيين، هي تلك الواقعة في غرب تيزي وزو، في منطقة سباو السفلي دراع بن خدة وبوخالفة. وقد عرف عدد المستوطنين الأوربيين في مدينة تيزي وزو تراجعاً في فترة ثورة 1871م، فلم يكن يتجاوز 180 مستوطناً. إلا أن العدد ارتفع نسبياً، إذ بلغ في عام 1872م، 241 مستوطناً (CRESCINZO, 2005 , 90-91).

لقد شرعت الإدارة الفرنسية في تنظيم سياسة الاستيطان بصفة فعلية في عام 1841م، وذلك بفضل إقدامها على الاستيلاء على أملاك البايك، وممتلكات الأعيان، وتطبيق نظام تجميع القبائل وحصرها أو ما يعرف بالكاتونات cantonnement، وسياسة مصادرة أملاك الثائرين والمساندين لهم (BENACHENHOU, 1978 : 46). وأحسن مثال عن سياسة المصادرة، ما حدث لقبائل بني عامر في عام 1842م، عندما قررت ترك أراضيها لتلتحق بالأمير عبد القادر في المغرب الأقصى، وهذا ما دفع الحاكم العام للجزائر، المارشال بيغو يصرح بتاريخ 18 أبريل 1846م: "إن كل الأملاك العقارية والمنقولة الجماعية منها والفردية، التابعة للقبائل التي هجرت إلى المغرب أو الصحراء، أصبحت ملكاً للإدارة الفرنسية" (هلايلي، المرجع السابق، 158).

وضعت الإدارة الفرنسية ترسانة من القوانين الخاصة بتنظيم العقار في الجزائر. وكان الهدف منها تجريد الجزائريين من أراضيهم. فبعدما حدد مرسوم 22 يوليو 1834م، الوضعية القانونية للجزائر بالنسبة لفرنسا، وعين بموجبه الحاكم العام، الذي حولت له صلاحيات واسعة (VATIN, 1983: 115)، تم تحديد الأراضي التي ستطبق عليها النصوص التشريعية. ودعمت الإدارة الفرنسية المرسوم المذكور بمرسومين في عامي 1844م و1846م. فإذا كان المرسوم الأول، قد نص على بطلان شراء الأرض، ومصادرة أراضي القبائل الثائرة، والتي تثير القلاقل في المناطق التي احتلها الجيش الفرنسي، فإن المرسوم الثاني اشترط على كل مواطن جزائري حيازة عقد الملكية، والذي كان يتم على ضوءه تحديد الملكية. أما الأراضي التي يعجز أصحابها إثبات ملكيتها، فإن الإدارة قامت بضمها إلى ملكية الدولة، التي تم توزيعها على المستوطنين الأوربيين. وعرفت أراضي البور نفس المصير، بحجة أنها شاغرة في نظر الإدارة (عدي، 1983: 62).

وقد اتخذت الإدارة الفرنسية من مقاومة الأمير عبد القادر (1832-1847م)، ذريعة لمصادرة أراضي الثائرين، وضم الأراضي الرعوية الشاسعة إلى أملاك الدولة، بحجة أنها غير مزروعة. وهكذا انتقلت 200 ألف هكتار من الأراضي الخصبة إلى يد المستوطنين الجدد الوافدين على الجزائر، والذين قدر عددهم في عام 1850م، بـ 100 ألف مستوطن. ففي سهل متيجة وحده، فقد الفلاحون الجزائريون 95 ألف هكتار من أراضيهم، ولم تتجاوز المساحة التي تركت لهم 12 هكتاراً (VATIN, 1983 :122). ومن الأهداف الأساسية التي كانت تسعى الإدارة الفرنسية إلى تحقيقها من وراء سياسة الاستيطان، هي تعمير الجزائر بالمزارعين الأوربيين، وجعلها في نفس الوقت مخرجاً لامتصاص الأزمات الاجتماعية، والبطالة، التي قد تحدث في فرنسا (VATIN, 1983: 123).

وقامت الإدارة الفرنسية بتنشيط حملة دعائية لترغيب الأوربيين، لا سيما الفرنسيين على الهجرة إلى الجزائر. وقد جاء في أحد منشور الدعائية، ما يلي: «يوجد عند أبواب فرنسا بلاد يسود فيه صيف دائم، وتنمو فيه منتجات أوروبا إلى جانب المنتجات الآسيوية والأمريكية. غالباً ما تكون الأشجار مزهرة ومعبأة بالفواكه... إذن عهد جديد يسطع على الجزائر التي ستتحول إلى حديقة ومنتور فرنسا (GOEPFERT, 2017: 9).

وكان قانون 1851م أكثر إجحافا في حق الجزائريين، إذ حرّمهم من حق ملكية الأرض التي يستغلونها، ولم يترك لهم إلا حق الانتفاع بها. وأصبحت أراضي العرش ملكية الدولة (عدي، 1983: 62). وكان لنظام تجميع القبائل أو الكانتونات cantonnement مساحة محددة، الذي لجأت إليه الإدارة الفرنسية، آثار وخيمة على وضع الفلاحين الجزائريين، نتيجة لفقدانهم لمساحات كبيرة من أراضيهم التي كانت تمثل مصدر عيشهم الأساسي. وكان القصد من تطبيق النظام المذكور، هو توفير أراضي شاسعة للمستوطنين الأوروبيين، وإضافة أعباء ضريبية جديدة. وهذه بعض الأمثلة عن النتائج المترتبة على تطبيق نظام التجميع. فقد تخلت قبائل أولاد قصير بسهل الشلف عن 12 ألف هكتار، بينما قبائل الغرابة في منطقة وهران، فقد تم حصرها في مساحة سعتها 33288 هكتاراً، بعدما كانت تعيش على مساحة سعتها 85 ألف هكتار. أما في قسنطينة، فإن الإدارة الفرنسية قد أجبرت قبائل الإقليم على التخلي عن 30 ألف هكتار من مساحة إجمالية سعتها 50781 هكتاراً (SARI, 1989: 141).

إن ما تجدر الإشارة إليه، هو أن سياسة الاستيطان التي طبقت بشكل واسع خلال العقود الثلاثة الأولى من الاحتلال، قد عرفت استقراراً في مطلع العقد الرابع، نظراً للسياسة الجديدة التي نهجها نابليون الثالث، والتي كانت ملامحها البارزة تتمثل في تقليل عدد المعمرين الراغبين في الاستيطان بالجزائر، ومنح القبائل الجزائرية حق ملكية الأراضي التي تملكها، والإقامة فيها، وذلك بالرغم من عدم امتلاكها لعقود تثبت بها ملكيتها لها. وقد أثارت سياسة نابليون هذه، استياء المستوطنين الأوروبيين، الذين تكتلوا في معارضة، قصد إفشال كل المشاريع الإصلاحية، التي كان نابليون الثالث ينوي تنفيذها. وقد حاول نابليون الثالث أن يقنع المستوطنين بأهمية إصلاحاته، إذ صرح لهم بأنه يسعى من ورائها إلى تحقيق مصالحهم، ووعدهم بأنه سيستمر في توزيع الأراضي عليهم، وأن سياسة حصر ملكية أراضي القبائل لا تتعارض مع مبدأ نزع أجزاء من الملكية بطرق قانونية، والتي سيتم منحها للمستوطنين (يجي جلال، 1981: 233).

وبالرغم من المعارضة الشديدة التي أبداهها المستوطنون، إلا أن القانون الصادر في 22 أبريل 1863م، قد أكد أن القبائل الجزائرية من حقها امتلاك الأراضي التي بجوزتها، وكذا استغلالها. وكلفت الإدارة الفرنسية بقيام بعملية مسح الأراضي التي تسكنها كل قبيلة، ويتم بعد ذلك توزيعها على كل الدواوير، التي تتشكل منها القبيلة، وتشرع على ضوء ذلك في تحديد الملكية الفردية لكل أفراد القبيلة (عدي، 1983: 68).

وقد سمحت هذه الإجراءات والترتيبات للمستعمرين بشراء قطع أرض من الجزائريين، بعد أن كان الأمر صعباً في ظل الملكية الجماعية أو المشاعة. وما يلاحظ، هو أن هذا النظام الجديد المتبع، قد أحدث خلافاً في التوازن الاقتصادي والاجتماعي للقبائل الجزائرية، الذي كان في السابق قائماً على نظام القبلي. وقد تسبب النظام الاستعماري الجديد في تفكيك المجتمع الريفي الجزائري، وتحطيم قيمه الإنسانية، التي كان يستمد منها قوته، مثل التعاون، والتضامن، والتحالف، كما أنه قوض دور الزعامات المحلية، مما كان له تأثير مباشر على المقاومة الشعبية. وأعتقد أن من الأهداف الأساسية للإدارة الفرنسية في العقود الأولى من الاحتلال، كانت تتمثل في تقليص دور شيوخ القبائل وسلطتهم، علماً أن ذلك لا يتحقق إلا بتفتيت القبائل إلى تجمعات سكانية صغيرة. وهذا ما اعترف به أيضاً نابليون الثالث في إحدى رسائله إلى ماكماهون MAC-MAHON بتاريخ 20 يونيو 1865م، فقد ذكر فيها ما يلي:

" ينقسم السكان العرب إلى قبائل، على رأسها عائلات ذات نفوذ، لكننا أفلسناها وجردناها من اعتباراتها، كما حاولنا تفكيك القبائل، والإخلال بالقضاء الإسلامي، من غير أن يكون لدينا عوض نمحّه لهذا الشعب الذي أمسى تائها من غير دليل، بعد أن تعرضت مؤسساته لهزة عنيفة لم يسلم منها سوى جهله وتعصبه الديني" (زوزو، 2007: 163).

وبالرغم من القوانين والمراسيم التي أصدرتها الإدارة الفرنسية، والخاصة بمسألة ملكية الأرض، وطرق استغلالها، فإنها لم تتوصل إلى وضع حد للصراع المحتدم بين الأطراف الاستعمارية المختلفة. وهذا ما جعل نابليون الثالث بعد أن تأكد بنفسه أثناء زيارته للجزائر في 3 مارس 1865م، من حدة الصراع القائم في الجزائر، يعلن أن الجزائر مملكة عربية. وأكد ذلك في إحدى الرسائل التي وجهها إلى ماكماهون

بتاريخ 20 يونيو 1865م، فقد عرض في مستهلها بعض الإحصاءات عن سكان الجزائر، منها: 2.580.000 أهلي، 200 ألف أوري، منهم 112 ألف فرنسي، و80 ألف أجنبي، و76 ألف عسكري، ثم قال:

"فهي حينئذ مملكة عربية، وفي ذات الوقت مستوطنة أوروبية، ومعسكر فرنسي، ولذلك يقتضي الأمر النظر في المسألة من أوجهها الثلاثة. إن تهدة العرب هي القاعدة التي لا غنى عنها للاستيطان، وأن التباين في الدين والعادات لا يشكل حاجزا منيعا في وجه التهدة، فعلينا إذن واجب استمالتهم بممارسة عدالة سريعة ومنصفة إزاءهم، والعمل على إسعادهم أكثر، وتنمية التربية ومكارم الأخلاق لديهم" (زوزو، 2007، 163).

ويبدو أن فكرة إنشاء مملكة عربية في الجزائر لم تكن وليدة عام 1865م، بل تعود إلى عام 1863م، حيث سبق لنابليون الثالث أن وجه رسالة إلى المارشال دوق مالاكوف Malakoff، الحاكم العام للجزائر بتاريخ 6 فبراير 1863م، جاء فيها:

"وما ذكرنا تفهم يا محبنا المارشال مقصدنا في شأن الجزائر، وتوضح لك الطريق التي عزمت على سلوكها لأن تلك البلاد لا يليق بها اسم قولونية يعني مأوى لبعض أمم من جنسنا بل هي مملكة عربية وأهلها على سواء مع الفرنسيين وتحت ظل دولتنا المنصورة، لأني إمبراطور العرب وإمبراطور لفرنساويين" (زوزو، 2007، 162).

وهناك من يرى أن نابليون الثالث قد تأثر بأفكار بعض المنظرين الفرنسيين، أمثال إسماعيل أوربان URBAIN، الذي كانت له خبرة ودراية بشؤون العرب، ونظمتهم. إلا أن فكرة قيام المملكة العربية في الجزائر، قد لاقت معارضة في الأوساط المستوطنين، والعسكريين، أمثال ماكماهون، ودوق دومال Duc D'AUMAL وغيرهما، وعملوا كل ما في وسعهم لإفشال المشروع. وكان لهم ذلك في نهاية المطاف (AGERON, 2005: 62). وقد عبر الضابط الفرنسي هانوتو HANOTEAU، بوضوح عن تطلعات المستوطنين في الجزائر، قائلا: "إن المستوطنين يطمعون بإقطاعية بورجوازية سندها الوحيد، القوة العسكرية، ويكون لهم فيها دور الأسياد والأهالي يكونون أقتاننا لهم" (AGERON, 2005: 66). وعلى كل، فإن الإجراءات التي اتخذها نابليون الثالث فيما يتعلق بمنح الأراضي، قد قلصت من عدد الوافدين الأوربيين، إذ اشترط من الراغبين في الحصول على قطعة أرض في الجزائر أن يكون لديه مبلغ من المال يكفيه لدفع ثمن الأرض واستغلالها. يفهم من هذه الإجراءات أن نابليون يريد تطبيق نظام انتقائي، وجلب المستثمرين الحقيقيين أصحاب الأموال، وتقليص من عدد الكادحين الذين يشكلون عبئا على ميزانية الدولة. وقد أثارت هذه القضية نقاشا حادا بين مختلف التيارات السياسية الفرنسية. فهناك من ساند سياسة نابليون، وهناك من اقترح أن تمنح للوافد قطعة أرضية مجانا ويدفع ثمن القطعة الثانية.

ت. مرحلة الحكم المدني:

ففي الواقع إن النظام المدني المتبع لم يكن أفضل من النظام العسكري، بل كان أسوأ منه، إذ وضعت الإدارة الفرنسية مصير البلاد والعباد في يد المعمرين المدنيين (الكولون)، الذي كان هدفهم الرئيسي يتمثل في نهب الشعب ومصادرة أملاكه بطرق قانونية، وفرض عليه ضرائب إضافية. وقد علق أحد الدارسين على الحكم المدني، قائلا: "إن الحكم المدني بالنسبة للمسلمين يعني سيطرة الكولون، فكانوا يخشون من مصادرة أراضيهم، ومن حكم رؤساء البلديات الأوربيين، ومن فقدان تشريعاتهم، ومن الأحكام العدلية الصادرة عن مجالس الكولون" (AGERON, 1980: 39). وكانت توقعات المسلمين كلها صائبة، إذ من الإجراءات الأولية التي اتخذتها الحكومة الفرنسية، منح اليهود الجنسية الفرنسية بمقتضى قانون كرميو Crémieux الصادر في عام 1870م، وتوسيع الرقعة الجغرافية للمناطق الخاضعة للتسيير الحكم المدني. واتخذ الكولون من ثورة الحداد والمقراني المندلعة في عام 1871م، ذريعة لتنفيذ مشاريعهم الاستعمارية على نطاق واسع. وقد عبر السكان عن سخطهم من الإدارة المدنية، فكانوا يطالبون بعودة النظام العسكري، لكونه أرحم من النظام المدني (AGERON, 2005: 7). بعد أن توصل الجيش الفرنسي إلى إخماد لهيب الثورة، قامت الإدارة الفرنسية بمصادرة أملاك الثائرين، ومحكمة زعمائها، ونفي عدد منهم خارج الوطن، ودعمت كل هذه الإجراءات بإصدار مجموعة من القوانين الرديعية، منها قانون 30 مارس 1871م، الذي نص على مصادرة أراضي المشاركين في الثورة. وقد قدرت مساحة الأراضي التي تمت مصادرتها بعد ثورة 1871م،

444.406 هكتارا، ومعظمها تعود لثائرين في بلاد القبائل، أما غرامة الحرب التي فرضت على الثائرين، فقد قدرت ب: 64.739.075 فرنك (AGERON, 2005: 24)

وما يمكن ملاحظته، هو أن مسألة الاستيلاء على أراضي الأهالي، كانت إحدى القضايا الجوهرية في مخططات الاستعمار، وذلك منذ الأيام الأولى من الاحتلال. وما يؤكد هذه الحقيقة، هو أن الإدارة الفرنسية قد أولت اهتماما خاصا لهذه القضية، إذ لم تتوقف طوال مدة وجودها في الجزائر عن سن القوانين الخاصة بالعقار. وكان الغرض من ذلك إيجاد أراضي جديدة لبناء القرى الفلاحية، وتوسيع المساحات الزراعية، التي سيتم توزيعها على الوافدين الأوربيين الجدد (BENACHENHOU, 1978: 79)

وإذا كان هدف قانون 22 أبريل 1863م في المرحلة الأولى، هو تثبيت الملكية في أيدي ملاكها، وتحقيق الملكية الفردية في المرحلة الثانية على مراحل (BENACHENHOU, 1978: 52)، فإن القانون الذي أعده النائب فارنيي WARNIER، في 26 يوليو 1873م قد أبطل معظم مواد قانون 1863م، إذ نص على أن جميع أراضي الإمبراطورية، ستكون خاضعة للتشريع الفرنسي، كما أنه أكد على ضرورة تشجيع الملكية الفردية (AGERON, 2005: 78). وهناك من لاحظ أنه مهما كانت جذرية قانون فارنيي، فإنه لم يوفر كثيرا من الأراضي للمستعمرين، وهذا ما جعل الإدارة الفرنسية تعود في عام 1887م إلى قانون SENATUS CONSULTE لعام 1863م، نظرا لما كان يتميز به من نجاعة في تحقيق أهداف المستعمرين في الجزائر (عددي، 1983: 66). والواقع أن سياسة الاستيطان قد أخذت أبعادا أخرى بعد القضاء على ثورة 1871م. كما سبق ذكر ذلك. فما بين عامي 1871 و 1895م، تم تشييد 300 مركز أو تجمع، فإن الحملة العسكرية، وقمع الانتفاضات الشعبية، وتطبيق القوانين التشريعية الخاصة بالعقار، والصفقات التجارية الرسمية أو الخاصة، قد وضعت بين أيادي الدولة الفرنسية والأوربيين بأشكال مختلفة جزءا من مساحة البلاد. فمن عام 1871 إلى 1895م الاحتلال الرسمي قد منح 643.546 هكتارا، الموزعة على 13.301 قطعة، التي استقر بها عدد مائل من العائلات الفرنسية، المكونة من 54.214 فردا، منهم 5655 عائلة المشكلة من 25.171 فردا قادمين كلهم من فرنسا. أما باقي العائلات التي قدر عددها ب 7646، والمتكونة من 29.143 فردا، قد تم تجنيدها محليا (BERNARD, 1907: 327).

وقد وردت في التقرير الذي أعده قينمر عضو جمعية حماية الألبانيين واللورينيين المحافظين على جنسيتهم الفرنسية، أثناء قيامه بزيارة حوالي أربعين قرية أوربية الموزعة عبر العملات الجزائرية الثلاث خلال عامي 1872-1873م، العديد من الملاحظات الخاصة بكل قرية وظروف المعيشة فيها وعدد السكان المقيمين بها. وقمنا بتلخيص بعض الإحصاءات الخاصة بالألبانيين واللورينيين الواردة في تقرير قينمر. (GUYNEMER, 1875: 143).

جدول رقم 05: عدد الألبانيين واللورينيين المقيمين في العملات الجزائرية الثلاث خلال سنتي 1872م و 1873م

العمالة	التاريخ	عدد العائلات	عدد الأفراد
جزائر الوسط	1872/12/28	140	684
	1873/02/25	168	727
وهران	1872/12/18 المنطقة المدنية	04	21
	المنطقة العسكرية	51	232
	1873/02/23	65	318
قسنطينة	1872/01/15	125	636
	1873//02/23	150	750
	المجموع	703	3368

نلاحظ أن عدد الألزاسيين واللورينيين المستقرين في عمالي الوسط والشرق كان مرتفعا مقارنة بالعدد المستقر في عمالة وهران. ويمكن أن نفسر ذلك بأن عمالة قسنطينة توفرت بما الأراضي التي تم مصادرتها بعد القضاء على ثورت 1871م، كمال أن اقدام إدارة المحتل على نفي عدد من الثائرين إلى كيان وكاليدونيا الجديدة قد ترك مكانا للوافدين الجدد. أما في عمالة الجزائر، فقد تم توجيه قسم من الوافدين الألزاسيين واللورينيين إلى المنطقة المنحصرة بين متيجة وبلاد القبائل، فهذا لاحظنا بعد ثورة 1871م، انتشار مجموعة من القرى الأوربية، نذكر منها: بل فونتين (تجلايين)، منرفيل (ثنية) إسير (يسر)، أوسون فيل ناصرية، كون دي ماريشال (تدمائت)، ميرابو (درع بن خدة)، فينمر (بوخالفة) (GUYNEMER, 1875: 143).

حاول أحد الدارسين أن يفند الاعتقاد السائد الذي مفاده أن عدد المهاجرين الألزاسيين واللورينيين نحو الجزائر بعد الهزيمة التي منيت بها فرنسا في عام 1870م، كان أعلى عن ذلك الذي وقع في بداية الاحتلال. وقد أثبت استنادا إلى الأرشيف الفرنسي، أن عدد المهاجرين من المنطقة الشرقية الفرنسية كان كبيرا بالمقارنة لعدد أولئك الذين انتقلوا بعد عام 1871م (68: FISHER, 1999). ولأخذ فكرة واسعة عن تطور سياسة الاستيطان في الجزائر من بداية الاحتلال عام 1830 إلى غاية 1929م، نقدم الجدول الآتي الذي يوضح مايلي⁴:

جدول رقم 06: عدد المستوطنين الوافدين على الجزائر، وعدد القرى التي تم تشييدها، والمساحة التي منحت لهم.

المدة	قرى فلاحية	المساحة بالهكتار	المستوطنون الأوروبيون
1850-1830	150	427.604	63.497
1860-1851	91	184.255	103.322
1870-1861	23	73.211	129.898
1880-1871	207	233.369	195.418
1890-1881	89	161.661	267.672
1900-1891	80	99.353	364.257
1920-1901	217	248.289	633.149
1929-1921	71	70.418	657.641

نلاحظ بعد قراءة سريعة للإحصاءات الواردة في الجدول المعروض، أن عدد القرى الفلاحية المنجزة خلال العقد الأول من الحكم المدني (1871-1880)، قد عرف ارتفاعا محسوسا، إذ بلغ 207 قرية. ونفس الملاحظة بالنسبة للمساحة الإجمالية للأراضي التي تم مصادرتها حيث قدرت ب 233.369 هكتارا. وهناك مجموعة من العوامل تفسر تلك الظاهرة، منها القضاء على المقاومة الشعبية الجزائرية، وما ترتب عليها من نتائج، إذ قامت الإدارة الفرنسية بمصادرة أملاك الثائرين، ونفي عدد منهم خارج البلاد، علاوة على غرامة مالية دفعها السكان. كما أن فرنسا بعد الهزيمة التي منيت بها ضد الألمان (بروسيا) في عام 1870م، فقدت منطقتي الحدوديتين الألزاس واللورين Lorraine, Alsace بمقتضى معاهدة فرانكفورت 10 Frankfurt ماي 1871م لصالح المنتصرين، لهذا كانت مضطرة للبحث عن أراضي جديدة لمنحها لمواطنيها تعويضا لهم. والواقع أن تدفق الهائل لسكان الجهة الشرقية لفرنسا على الجزائر، لم يكن بسبب الهزيمة فقط التي منيت بها فرنسا في عام 1870م، بل هناك من أرجعها إلى عاملين أساسيين آخرين، هما، النمو الديموغرافي المتزايد الذي عرفته الألزاس واللورين في تلك الفترة، علاوة على قلة مساحة الأراضي الزراعية الضرورية لتلبية احتياجات الساكنة. أما العامل الثاني فكان

⁴ Gouvernement Général de l'Algérie 'Cent ans de colonisation française en Algérie', Alger 1930, 15: 2007 cité par Zouzou.

يتمثل في الوضع السياسي الذي كان سائدا في تلك المناطق آنذاك. ولهذه الأسباب عرفت نسبة الهجرة ارتفاعا ملحوظا، بالرغم من أن نسبة المهاجرين إلى أمريكا كانت أكبر من تلك التي انتقلت إلى الجزائر (20: FISHER, 1999). وفي مرحلة الحكم المدني أصبح المعمرون المدنيون يتمتعون بصلاحيات واسعة، مما ساعدهم على الاستيلاء على المزيد من الأراضي الفلاحية.

والملاحظة الثانية التي يمكن تسجيلها، هي أن الأرقام الخاصة بعدد القرى ومساحة الأراضي التي تم الاستيلاء عليها، وعدد الأوربيين الوافدين على الجزائر، قد تضاعف بشكل ملفت للانتباه في فترة الحكم المدني (1871-1962م) مقارنة بفترة الحكم العسكري (1830-1870م)، وهذا يظهر بكل وضوح جشع الكولون الذين هيمونا على مقاليد الإدارة على مستوى البلديات والمجالس النيابية المختلفة. وهذا ما جعل الحاكم العام تيرمان Tirman يصرح في عام 1891م، أمام مجلس النواب فيما يخص قانون فارنيي Warnier المتعلق بالأرض وتحديد ملكيتها، بالتصريح الآتي: "إن قانون 1873م قد استغل في سلب الأهالي من أراضيهم، فلم نعد نجد في المناطق التي طبق فيها هذا القانون، إلا عددا قليلا من الأهالي الذين حافظوا على أملاكهم، بينما معظمهم تحول إلى خماسين، عمال الأرض، الذين كانوا في السابق أصحابها" (AGERON, 2005: 101).

بعد أن استعرضنا أهم الأطوار التي مرت بها سياسة الاستيطان، والأساليب التي نحتها المحتلون لتنفيذها في أرض الواقع، يبقى لنا معرفة العوامل المتحكمة فيها.

4. العوامل المتحكمة في سياسة الاستيطان:

بعد عرض مختلف المراحل التي مرت بها سياسة الاستيطان، نحاول في هذا المقام الإحاطة بالعوامل التي كانت تتحكم في وتيرة تلك السياسة، وتحدد خطوات تقدمها أو تراجعها، ولا شك أن ذلك يمكننا من تفسير الإحصاءات التي تضمنتها الجداول التي أوردناها في العرض. اتفق الساسة الفرنسيون بمختلف توجهاتهم السياسية والأيدولوجية على احتلال الجزائر وجعلها مستعمرة فرنسية. إلا أنه لم يكن هناك اجماع حول عملية الاستيطان، إذ اختلفوا في تصوراتهم حول طرق تجسيدها، والأهداف المرجوة منها. فهناك مجموعة من العوامل التي يمكن أن تفسر جزئيا بطء وتيرة الاستيطان وعدم انتظامها وثباتها أو عكس ذلك، فمنها ما هو خاص بفرنسا نفسها، ومنها ما كان تحده التطورات الحاصلة في الجزائر.

أ. على مستوى فرنسا:

عدم استقرار نظام الحكم في فرنسا من ملكي إلى جمهوري إلى امبراطوري ثم جمهوري. فكان لكل فترة من الحكم رجالها، هذا ما أدى إلى ظهور اختلافات في كيفية التعامل مع سياسة الاستيطان. فهناك من شجعها، وقدم الدعم المادي والمعنوي للراغبين في الهجرة إلى الجزائر، كما حدث ذلك في فترة حكم الملك لويس فيليب (1830-1848م)، وفترة الجمهورية الثانية (1848-1852م)، وتؤكد ذلك الإحصاءات الخاصة بالعقود الأولى من الاحتلال.

بينما هناك من حاول جعل من حركة الاستيطان عملية انتقائية، حفاظا على أموال الخزينة العامة، إذ لم يكن يسمح بالهجرة إلى الجزائر إلا لأولئك الذين تتوفر فيهم مجموعة من الشروط، منها رأس مال كاف للاستثمار، كما تم إلغاء مبدأ مجانية الأرض. وهذا ما لاحظناه في فترة حكم الامبراطور نابليون الثالث، الذي كان يسعى إلى جعل من الجزائر مملكة عربية، مدججة في الإمبراطورية الفرنسية، ولما كان الحاكم العام بيليسي يتماطل في تنفيذ قرارات نابليون، وجه له هذا الأخير رسالة في 1 نوفمبر عام 1861م، يذكره فيها ب: "أن الجزائر ليست مستعمرة، بل مملكة عربية (GRIMAL, 1981: 380)". وقد أدى هذا التوجه إلى تراجع عدد الوافدين الأوربيين، وعرفت حركة الاستيطان ركودا نسبيا مقارنة بما كانت عليه في فترة الملك لويس فيليب، والجمهورية الثانية. وتجدد الإشارة إلى أن المشروع الذي كان نابليون ينوي تحقيقه في الجزائر والذي أخذ بعين الاعتبار العنصر المحلي الجزائري، قد مني بفشل ذريع، إذ قام الحكام العامون للجزائر في تلك الفترة أمثال بيليسي ثم ماكاهون وبالدعم من المعمرين، بالتصدي لأفكار نابليون، لكونها كانت تتعارض مع أطماعهم المادية. فكانت مطالب هذه الجبهة المعارضة تتمثل في المزيد من سياسة التوسع في دواخل الجزائر، قصد الحصول على مزيد من الأراضي. وقد وجدت هذه الجبهة دعما ومؤازرة لدى بعض

الشخصيات الفرنسية السياسية والدينية والإعلامية والمالية المؤثرة في فرنسا والمعارضة لسياسة النظام الامبراطوري. وستدخل عملية الاستيطان مرحلة جديدة بعد أن تولى مقاليد السلطة معارضو نابليون في عهد الجمهورية الثالثة (1870-1940م). وقد سمح تحول نظام الحكم العسكري في الجزائر إلى نظام مدني للمعمرين بتوسيع من صلاحياتهم، والتحكم أكثر في مصير الجزائر وسكانها (GRIMAL, 1981: 381-382). فعرفت وتيرة حركة الاستيطان خلال هذه المرحلة سرعة كبيرة. فبعدما كان عدد المعمرين في عام 1870م يقدر ب 245.500 معمر، وصل في نهاية القرن التاسع عشر إلى 610.000 معمر. ونفس الوضع بالنسبة للقوى الاستعمارية المنجزة. فلما كان عددها يقدر ب 126 قرية في سنة 1850م، وصل في عام 1880م إلى 558 قرية، ليبلغ في عام 1929م، 928 قرية (عميرواي، 2007: 48).

علاوة على ما ذكرناه، هناك عوامل أخرى لها علاقة مباشرة في التحكم في تطور حركة الاستيطان، وهي خاصة بالظروف الاقتصادية والاجتماعية التي كانت سائدة في فرنسا بوجه خاص وأوروبا بوجه عام في الفترات المختلفة. فخلال فترات وقوع الأزمات الاقتصادية الناجمة عن الاضطرابات السياسية والحركات الجماهيرية الاحتجاجية، والعوامل الطبيعية، مثل الفيضانات والجفاف في المناطق الجنوبية، فإن الحل الوحيد أمام الحكام، هو فتح أبواب الهجرة إلى الجزائر وإلى غيرها من البلدان مثل الولايات المتحدة الأمريكية. وقد ساعد ذلك الحكام على تخفيف من ظاهرة البطالة وامتصاص غضب شعوبهم. وهذه الظاهرة لم تكن مقصورة على فرنسا فقط، بل عمت الدول الأوروبية الأخرى، مثل إسبانيا وإيطاليا ومالطا التي كانت تعاني من الفقر والبطالة والنمو الديموغرافي الكبير. وهذا ما يفسر تدفق سكان تلك البلدان على الجزائر بحثا عن العمل والعيش فيها. وسيعرف عدد هؤلاء المهاجرين ارتفاعا محسوسا، لا سيما لما منحت لهم الإدارة الفرنسية حق التجنيس في أواخر القرن التاسع عشر. وتجدر الإشارة هنا، إلى أن عدد المهاجرين الأوربيين إلى الجزائر كان يمكن أن يتضاعف لو لا وجود وجهة ثانية للهجرة منافسة لها، ألا وهي الولايات المتحدة الأمريكية والأرجنتين والمكسيك والأوروغواي التي كان يفضلها الأوربيون للهجرة والاستقرار بها، نظرا لما توفره لهم من امتيازات مادية ومساحة واسعة من الأراضي. دون أن ننسى ذكر الدور الذي قام به السماسرة المكلفين بعملية تجنيد الراغبين في الهجرة. فلاحظنا كم من مرة حولت وجهة المهاجرين من الجزائر إلى أمريكا، وكانت هذه العمليات تتم في الموانئ الفرنسية الشمالية مثل لو هافر LE HAVRE أو الجنوبية مثل طولون ومرسيليا. فكان يفوز بهذه الصفقات السماسرة الذين يعرضون على المهاجرين العديد من الإجراءات المادية كتخفيض تكاليف السفر وغيرها (FISHER, 1999: 7).

ويمكن أن نضيف إلى كل هذه العوامل، التطورات السياسية التي عرفتها أوربا في عام 1870م، إذ كان لاضطراب الأحوال السياسية أن فقدت فرنسا منطقتي الألزاس واللورين لصالح بروسيا المنتصرة، وفي نفس الوقت نهاية عهد الإمبراطورية الثانية وبداية فترة الجمهورية الثالثة التي وصل فيها الفكر الليبرالي الرأسمالي إلى ذروته. فكل هذه التحولات الحاصلة على الساحة الفرنسية، قد ساهمت في تنشيط حركة الاستيطان في الجزائر، إذ توافد عليها عدد من الأوربيين، لا سيما سكان منطقتي الألزاس واللورين، هروبا من أخطار الحرب والمجاعة التي ضربت الجهة الشرقية من فرنسا، نتيجة الاضطرابات السياسية وتردي الأحوال الطبيعية، مما تسبب في تراجع المردود الزراعي.

ب. على مستوى المحلي الجزائري:

يمكن حصر العوامل المتحكمة في حركة الاستيطان في الجزائر وتقدمها، في النقاط الآتية:

إن أمر تنفيذ سياسة الاستيطان من عدمه لم يكن متوقفا عند إرادة من يتحكم في زمام الحكم في فرنسا، بل هناك أطراف مؤثرة في تلك السياسة، ونعني بذلك القادة العسكريين الذين كانوا يتولون السلطة في الجزائر والمكلفين بتنفيذ السياسة الاستيطانية وتجسيدها في أرض الواقع. فقد لاحظنا من عارض فكرة تشجيع الهجرة الكثيرة العدد إلى الجزائر، أمثال الحاكم العام برتيزان Berthezène في عام 1831م، الذي عارض بشدة فكرة التهجير الجماعي التي شرعت إدارة باريس في تنفيذها منذ عام 1831م، أملا أن تقضي على الاضطرابات التي عرفتها باريس في تلك الفترة، والتطورات الحاصلة بعد سقوط حكم الملك شارل العاشر. وبرر برتيزان أسباب معارضته هذه بقلة الإمكانيات المالية الضرورية التي تحتاجها عملية الاستيطان، وعدم التهيئة الكافية للأراضي التي يتم توزيعها على الوافدين الجدد. بينما الحاكم بيجو

Bugeaud كان توجهه مغايرا لتوجه زميله برتيزان، إذ كان من المتحمسين الشرسين لسياسة الاستيطان، فلم يكن يكتفي بالمهاجرين الأوربيين لتحقيق هذا المشروع، بل أقحم الجيش في تلك العملية، إذ منح لأفراده الأراضي وشيد لهم القرى الفلاحية. وكان يصل ويحول بجيوشه في كل جهات البلاد، سعيًا منه القضاء على المقاومات التي عمت أرجاء البلاد من شرقها إلى غربها ومن شمالها إلى جنوبها، مما يمكنه من الاستيلاء على أراضي المقاومين والجزائريين عامة، والابادة الجماعية التي ارتكبها ضباطه أمثال بيليسي وسانت آرنو في عام 1845م، ضد سكان الظهرة المعروفة في التاريخ بالخرقات (CHRISTIAN, 1848: 143)، لدليل كاف يؤكد نواياه الاستعمارية المتطرفة. فهناك من يرجع اهتمام بيجو بالأرض والفلاحة عامة إلى كونه ينحدر من عائلة فلاحية.

فإذا كان بيجو مهتما بالفلاحة، فإن زميله لامورسيير Lamoricière، كانت له أطماع واسعة، حيث كان من المشجعين لإدخال النظام الاقتصادي الرأسمالي إلى الجزائر، فكان له ذلك، إذ سمح للعديد من الشركات الفلاحية والصناعية والبنوك بالاستقرار والاستثمار في الجزائر (عميروبي، 2007: 58). وسنرى فيما بعد انعكاسات تلك السياسة على المجتمع الجزائري.

ومن العوامل التي أخرجت عملية الإقلاع الفعلي لحركة الاستيطان، هي مجموعة من العوامل المادية والبشرية، منها: أن معظم الوافدين الأوربيين ينتمون إلى الطبقة الكادحة التي تفتقر إلى الإمكانيات المالية الضرورية للاستثمار في القطاع الفلاحي وغيره من القطاعات الاقتصادية، قلة خبرتها في المجال الزراعي، وعدم تحكم أفرادها في عمليات الزرع والحرق والغرس، فهم لم ينحدروا من عائلات فلاحية. كما كان الفلاحون يعانون من صعوبة استغلال الأرض التي منحت لهم، إما لعدم صلاحيتها للزراعة، أو لقلة المياه لريها، لاسيما في الأراضي الواقعة في بعض المناطق الداخلية، وهذه العوامل كلها أدت إلى ضعف المردود الفلاحي، مما تسبب في افلاس عدد من الفلاحين. فاضطر بعض منهم إلى التخلي عن الأرض التي منحت لهم، بل هناك من قام ببيعها والعودة إلى وطنه. وبالرغم من ذلك، فالقطاع الفلاحي لم يعد القطاع الوحيد الذي يشغل الأوربيين الوافدين، بل ظهرت هناك قطاعات اقتصادية أخرى استوعبت عددا كبيرا من الوافدين، نذكر منها الأشغال العمومية كبناء الجسور وشق الطرقات ووضع السكك الحديدية وتشديد السدود واستغلال الغابات وحرف أخرى متعددة. فكان الإيطاليون مثلا، متخصصين في حرفة الصيد، لذا نجدهم مستقرين بأعداد كبيرة في الجهة الشرقية من البلاد عنابة والقالة وسطوره، لغناء سواحلها بالثروة السمكية ومادة المرجان ولقرنها من إيطاليا (LINARES et BOUTIN, 2008: 9).

عجز إدارة الاحتلال على التوفير المساحة الكافية من الأراضي الضرورية لتلبية الطلب المتزايد، كما أن جزءا واسعا من الأرض كان يحتاج إلى عملية الاستصلاح، وذلك كان يتطلب أموالا طائلة، عجزت الإدارة على توفيره. وقد أحر ذلك عملية توزيع الأراضي على نطاق أوسع، على الأقل في العقود الأولى من الاحتلال.

ويمكن أن نذكر عاملا أساسيا في عرقلة عملية تطبيق سياسة الاستيطان وتأخير تجسيدها في العقود الأولى من الاحتلال، هو انتشار المقاومة المسلحة في كل القطر الجزائري، وقد أعاقت تلك الثورات حركة التوسع الاستعماري في دواخل البلاد، وأرغمت بعض المعمرين على ترك الأراضي التي منحت لهم. وقد كانت المقاومة التي اندلعت في شرق البلاد بقيادة أحمد باي (1830-1848م)، وفي غربها بقيادة الأمير عبد القادر (1832-1847م)، من العوامل التي أخرجت عملية تجسيد سياسة الاستيطان في تلك المنطقتين. إلا أنه بمجرد ما تم اخماد تلك المقاومتين، تم التشييد العديد من القرى في عمالتي قسنطينة ووهران (FISHER, 1999: 33).

وبالرغم من توصل الاستعمار إلى فرض سيطرته على المنطقة الشمالية من البلاد، وكانت آخر نقطة سقطت في أيديه، بلاد القبائل في عام 1857م، إلا أن ذلك لم يضع حدا لحركة المقاومة الشعبية، إذ لاحظنا استمرارها في العديد من الجهات من البلاد، ونعني بذلك مقاومات وأولاد سيدي الشيخ وبوعمامة في الجنوب الغربي من البلاد، ومقاومة الشيخ الحداد والمقراني التي انطلقت من شرق البلاد لتنتشر في العديد من جهات البلاد.

5. انعكاسات سياسة الاستيطان على المجتمع الجزائري

أ. **المجال الاقتصادي:** فقد الجزائريون جزءا كبيرا من ممتلكاتهم وأرزاقهم، نتيجة عمليات المصادرة التي فرضها عليهم المستعمرون. فبعدها كانوا ملاكا، أصعبوا خماسين عند المستعمرين، أو بطالين، يعيشون في ظروف قاسية وفقير مدقع. وساءت أحوالهم المعيشية وتدهورت حياتهم الصحية، نتيجة الجفاف والقحط الذي عم البلاد وانتشار الأوبئة التي افتكت بحياة العديد منهم، لا سيما خلال عامي 1866-1868م. قامت إدارة الاحتلال بتشريعاتها بتفتيت المجتمع الجزائري، والقضاء بالتالي على التوازن الاجتماعي والاقتصادي الذي كان قائما على التعاون والعمل الجماعي، فأحدث خللا في المجتمع الريفي على كل المستويات. وقد أدى ذلك إلى اضعاف دور القيادات والزعامات المحلية التي كانت تتولى قيادة المجتمع في فترات الحرب والسلم.

زادت أحوال السكان تفاقما بعد أن دخلت الشركات الاقتصادية الرأسمالية التي غيرت أنماط الإنتاج، فأصبحت تعتمد على المزروعات الصناعية كالتبغ وكروم الخمر، فربطت الاقتصاد الجزائري باقتصاد فرنسا الرأسمالي، فكان معظم الإنتاج يصدر إلى الخارج. كما استفدت تلك الشركات من أراضي واسعة التي تمت مصادرتها ونزعها للجزائريين. فلم يعد الفلاح الجزائري قادرا على منافسة الفلاح الأوربي الذي وفرت له كل التسهيلات، منها الأراضي الخصبة ووسائل الإنتاج، ومياه الري، ورؤوس الأموال. بينما الفلاح الجزائري كان يستغل مساحة محدودة بطرق تقليدية ووسائل بدائية، فكان يسعى لضمان عيشه اليومي فقط. وبالرغم من ضعف قدراته الإنتاجية، فإنه كان يتعرض للضرائب المحققة، فكان يضطر في غالب الأحيان إلى بيع أرضه لعدم قدرته على تسديد الضرائب التي كان مطالبها بها. فانخفضت الملكية الزراعية للجزائريين في عام 1883م إلى 8.188.410 هكتار، لتصل عام 1903م إلى 5.721.255 هكتارا. فعرفت الثروة الحيوانية هي الأخرى تراجعا جراء القوانين التي فرضتها إدارة الاستعمار على المراعي والغابات. فانخفض عدد رؤوس الأغنام من 8 ملايين رأس في عام 1865م إلى 3.6 ملايين في عام 1900م. كما تراجع عدد رؤوس الأبقار من واحد مليون في عام 1867 إلى 846 ألف رأس في عام 1900م (بوعزيز، 2007: 126).

فقد لاحظ أحد الاقتصاديين الفرنسيين لوروا بوليو Le Roy Beaulieu، في عام 1887م أن الجزائريين كانوا يتحملون جزءا كبيرا من أعباء ميزانية فرنسا. فقال عن ذلك: "إن الأهالي يدفعون على الأقل أربعين مليونا في السنة، أي أزيد من نصف مداخيل الحكومة الواردة من العملات والبلديات. وقد أهملنا ذكر أن معظم المصاريف العمومية كانت موجهة لصالح الكولون، فالأهالي يساهمون بقسط كبير في ميزانية المداخيل، وبالمقابل لم يستفيدوا إلا قليلا من ميزانية المصاريف (88: 78, BENACHENHOU). ولم يكن وضع الجزائريين المقيمين في المدن أفضل من وضع سكان الأرياف، فمعظمهم كانوا حرفيين وتجار عاجزين عن منافسة الأوربيين في مجالات الحرف والتجارة. أما بعض الأسر الأرستوقراطية أو البرجوازية الصغيرة، فهي الأخرى غير قادرة على مسايرة التحولات التي طرأت في مختلف الجوانب الحياتية.

ب. **المجال الاجتماعي:** بعدما كان عدد سكان الجزائر يقدر في عام 1830م، بثلاثة ملايين نسمة، تقلص في عام 1876م إلى 2462900 نسمة، ولم يتجاوز عتبة ثلاثة ملايين إلا في عام 1886م، إذ بلغ 3282200 نسمة. وقد أرجعت الدراسات أسباب انخفاض سكان الجزائر إلى عدة عوامل، منها: ما ترتب على سياسة الاحتلال، والكوارث الطبيعية التي حلت بالبلاد خلال الفترة الممتدة ما بين عامي 1866 و1868م، إذ تعرض القطاع الزراعي لعدة آفات، مثل القحط والجراد، مما تسبب في انتشار الجاعة والأوبئة الفتاكة في أوساط السكان، والتي أودت بحياة عدد منهم. وقد قدر عدد الوفيات جراء هذه الكوارث، ب 500 ألف، علاوة على الجرائم التي ارتكبتها جيش الاحتلال (74: 78, BENACHENHOU). فقد اضطر الكثير منهم إلى ترك مناطق إقامتهم، ليستقروا في ضواحي متيجة ومدينة الجزائر والمناطق الساحلية، فكادت أن تكون المنطقة المنحصرة بين التل والصحراء خالية من السكان. وقد ساهمت الأوضاع الاقتصادية المتردية والأوبئة المزمنة والحروب وسياسة الإبادة الجماعية التي اتبعها المحتلون في انخفاض عدد سكان الجزائر. وقد وردت في التقرير الذي أعده الجنرال دي وينيفير Dew Impffer، في 23 مايو 1868م، بعض الإحصاءات عن عدد الوفيات خلال عامي 1867-1868م، ففي مقاطعة الجزائر قدر عدد الوفيات 10.614، أما في أور ليون فيل (الشلف)، فكان عدد الوفيات 12.851، بينما وصل العدد في تنس إلى 2315. وورد في التقرير بيان تفصيلي عن عدد الوفيات في مقاطعة دلس للفترة المذكورة، والتي جاءت على النحو الآتي:

النسبة %	عدد الوفيات	مجموع السكان	أصل السكان
1.34	21	1.562	أوربيون
3.94	407	10.316	أهالي المنطقة المدنية
4.0	9.670	272.853	أهالي المنطقة العسكرية

ولم يكن انتشار الأوبئة مقصورا على المناطق المذكورة فقط، بل مست معظم جهات من البلاد، إذ بلغ عدد الوفيات بوباء الكوليرا في الناحية الشرقية من البلاد 34.271 ضحية، والتي تتوزع على النحو التالي (رزوزو، 2007: 118)

جدول رقم 08: عدد الوفيات بوباء الكوليرا في الناحية الشرقية من البلاد

النسبة %	عدد الوفيات	عدد السكان	الجهة
4.5	6.881	150.399	عنابة
2.5	9.633	399.287	قسنطينة
2.0	8.057	411.137	سطيف
4.0	9.670	240.539	باتنة

إن تناقص عدد سكان الجزائر، الناجم عن الكوارث الطبيعية، وثورة 1871م، كان في صالح الإدارة الاستعمارية، إذ وفرت لها هذه الظروف أراضي إضافية، مما جعلها تشجع سياسة الهجرة من جديد، بعد أن عرفت تراجعاً في عهد نابليون الثالث، الذي فكر في إنشاء حكم ذاتي في الجزائر تحت اسم المملكة العربية المحمية (سعد الله، 1990: 89).

وقد عرفت الجزائر فترات من الجماعة الجزئية خلال السنوات 1893، و1897، و1920، التي غالبا ما تكون مصحوبة بالأوبئة الفتاكة، مثل الكوليرا والتيفوس. وكلما زاد انتشار البؤس، حلت حالة الاضطرابات. أما بالنسبة لنمو السكان، فكانت نسبته ضعيفة في القرن التاسع عشر، ثم عرفت ارتفاعا نسبيا، لتتصف بالاعتدال إلى غاية عام 1930م. إلا أنها ساهمت في تفتير سكان الأرياف، نتيجة عدم تحسن مواردهم الاقتصادية. وتوضح هذه الإحصاءات تطور نمو السكان المسلمين ما بين 1861-1921م: (1861م - 2.733.000 ن)، (1891م - 3.577.000 ن)، (1921م - 4.923.000 ن) (AGERON, 2005: 58). وقد عرف نمو السكان فترات من التراجع، نتيجة الأزمات الاقتصادية لعامي 1886م و1896م، وظروف الحرب 1911-1921م. وكانت نسبة سكان المدن على النحو الآتي، (1886م - 6.9%، 1906م - 7.6%، 1931م - 10.8%) (AGERON, 2005: 60).

ومن العوامل التي كانت وراء تناقص عدد سكان الجزائر، وبالإضافة إلى ما ذكرناه، هناك عامل الهجرة الإرادية والتهجير اللاإرادي. عرفت ظاهرة الهجرة الجماعية للسكان انتشارا واسعا، إذ قرر بعضهم مغادرة الجزائر، حفاظا على دينهم ولغتهم وعرضهم. فقد بدأت الهجرة الجماعية للجزائريين إلى الأقطار الإسلامية بعد أن تأكد احتلال مدينة الجزائر في عام 1830م. ففي عام 1832م احتضنت مدن المغرب الأقصى، تطوان، ووجدة، وتازا، وفاس عددا من المهاجرين الجزائريين، القادمين من مدينة الجزائر، ووهران، ومستغانم، ومعسكر، وتلمسان. والتحق بمؤلاء المهاجرين في عام 1836م سكان قبائل الحشم وبنو عامر. وعرفت مقاطعة الشرق الجزائري نفس الظاهرة بعد أن سقطت مدينة قسنطينة في يد الجيش الفرنسي في عام 1837م، إذ اضطر عدد من سكان الشرق الجزائري إلى الهجرة إلى تونس وسوريا، ولا نستثني سكان بلاد الزاوية من هذه الظاهرة، حيث التحقت بعض العائلات بسوريا في عام 1849م، والتي قدر عدد أفرادها بثلاثة آلاف نفر، وكان ذلك استجابة لنداء أحد شيوخ الطريقة الرحمانية، المهدي السكلاوي الإيراني الذي كان مستقرا في دمشق منذ عام 1847م، مع أحمد بن سالم، الذي كان خليفة الأمير عبد القادر على بلاد الزاوية.

وكلما توسع الاحتلال الفرنسي في دواخل الجزائر، زاد عدد المهاجرين، لاسيما أتباع الطريقة الرحمانية. وقد بلغ عدد العائلات الزواوية التي انتقلت إلى دمشق في عام 1864م، 200 عائلة. وقد عرفت ظاهرة الهجرة الجماعية انتشارا واسعا، نتيجة القوانين التشريعية التي سنتها الإدارة الفرنسية، والتي تم بموجبها توسيع رقعة المناطق المدنية، واحتمال تعميم سياسة حصر القبائل.

وتجدر الإشارة إلى أن الإدارة الفرنسية قد تساهلت مع ظاهرة الهجرة في بداية الأمر، إذ أصدرت أمرا في عام 1860م، أكدت فيه على ضرورة السماح للجزائريين بالهجرة، اعتقادا منها أن تطبيق هذا الإجراء، سيوفر مكانا للمستعمرين. ولكن عندما أعلم نابليون الثالث في عام 1861م، بالهجرة الواسعة التي كان سكان إقليم قسنطينة مقبلين عليها، تدخل شخصيا في 9 مارس، طالبا من إدارته أن تقدم ضمانات للعرب. وتنفيذا لأوامر نابليون الثالث، قام بيليسي بتفنيذ أمر تطبيق سياسة الحصر، كما وزع بالمناسبة بعض عقود الملكية النهائية على الجزائريين، ولم تكن سعة الأرض المعنية بتلك العقود تتجاوز ثلاثة آلاف هكتار. واتخذت الإدارة الفرنسية في نفس الوقت قرار منع الجزائريين من الهجرة (AGERON, 2005: 1079).

وبالرغم من كل هذه الإجراءات، والحراسة المشددة التي فرضتها الإدارة الفرنسية على الجزائريين، فإن ذلك لم يضع حدا لظاهرة الهجرة، إذ استمرت طوال فترة الاحتلال. وبلغت الهجرة ذروتها في مطلع القرن العشرين حيث هجر عدد من الأسر من مليانة وسطيف وقسنطينة، وأمهها هجرة سكان تلمسان عام 1911م إلى سوريا والتي قدر عدد أفرادها بـ 1200 شخص، لأسباب سياسية ودينية وأمنية فإذا كانت الهجرة في القرن التاسع عشر ومطلع القرن العشرين مقصورة على الدول العربية الإسلامية، فإنها شملت فيما بعد فرنسا وغيرها من الدول الأوروبية (عميرايوي، 2007: 50-52).

ج. المجال الثقافي:

بعد هذه النظرة الإجمالية والسريعة لأوضاع الجزائريين الاجتماعية والمادية، التي أثبتنا أنها كانت متدهورة، نتيجة الأسباب التي شرحناها، فإننا نتساءل عن حال الثقافة في الجزائر في ظل كل هذه الظروف، وهل كان بإمكان الفرد الجزائري، لاسيما الأطفال التطلع إلى تثقيف أنفسهم، ومزاولة تعليمهم؟ وهذا ما سنحاول شرحه ومعالجته فيما يأتي.

تميز الاستعمار الفرنسي المباشر للجزائر بفرض اللغة الفرنسية على المجتمع. فقد أولى المحتلون عناية خاصة للمدرسة، لكونها تعد الوسيلة الناجعة التي يمكن من خلالها تحقيق الغزو المعنوي للجزائريين، وإدماجهم في المجتمع الفرنسي، فكانت المدرسة بالنسبة لهم، هو ذلك الجسر الذي يربط بين الشعبين، وتعبير من خلاله التأثيرات المختلفة. ولهذا الغرض قد شرعت الإدارة الفرنسية منذ السنوات الأولى من الاحتلال في تشييد بعض المدارس للجزائريين. وقد بلغ عدد المدارس الابتدائية الفرنسية العربية في عام 1870م، 36 مدرسة، وبلغ عدد التلاميذ المسجلين 1300 تلميذ مسلم، علاوة على ثانويتين عربية فرنسية، وثلاث مدارس عليا Médersas. إلا أن الجمهوريين الفرنسيين المقيمين بالجزائر قد أغلقوا تلك المؤسسات التعليمية، وتركوا المدارس العليا تستأنف عملها. ولم يبق في عام 1882م، إلا 16 مدرسة ابتدائية مفتوحة. وحاول جول فيري Jules Ferry، منذ عام 1880م، تشييد شبكة من 15 مدرسة حكومية، إلا أن المعارضة وقفت في وجه هذا المشروع.

والملاحظ، هو أن نسبة نمو التعليم في الجزائر كان بطيئا، وهذا ما تؤكدته هذه الأرقام، فقد بلغ عدد التلاميذ المتمدرسين في المدارس الفرنسية الابتدائية في مطلع القرن العشرين 33.397 تلميذا مسلما، أي 4.3%، من عدد التلاميذ البالغين سن التمدرس. أما عدد المدارس، فكاد يتضاعف. وعرفت هذه النسبة ارتفاعا نسبيا في عام 1930م. وبالرغم من إقدام فرنسا على إنشاء بعض المدارس الملحقة، والتي أوكلت مهمة التدريس فيها لمدرسين جزائريين، فإن عدد التلاميذ الجزائريين بقي ضعيفا، إذ بلغ في عام 1914م، 47.397 تلميذا، من مجموع التلاميذ البالغين سن التمدرس 850 ألف تلميذ، أي ما يساوي 5%. وبلغ عدد المتمدرسين في المرحلة الابتدائية في عام 1929م، 60.644 تلميذا، من المجموع 900 ألف تلميذ، أي نسبة 6%. أما التعليم الثانوي، فكان يستقبل في حدود 84 تلميذا مسلما في السنة قبل عام 1900م، و150 تلميذا قبل عام 1914م. واحتوت جامعة الجزائر في عام 1914م، 34 تلميذا المتوجين بشهادة البكالوريا، و12 طالبا الحاصلين على شهادة الليسانس (AGERON, 2005: 67-68).

وإلى جانب المدارس العمومية التابعة للدولة الفرنسية، قام رجال الدين وعلى رأسهم لا فيجيري Lavigerie، بمحاولات تنصير أطفال الجزائر. وقد شيدوا لهذا الغرض العديد من المدارس، ولو أن تركيزهم كان بوجه خاص على بلاد القبائل. وتعود إحدى محاولات التنصير التي قام بها الكاردينال لا فيجيري إلى السنوات التي تعرضت فيها الجزائر للمجاعة (1867-1868م)، وذلك عندما أقدم على جمع 1.750 طفل جزائري، الذين كانت أعمارهم تتراوح ما بين 8 و10 سنوات، بحجة التكفل بهم، فاستغل بذلك ظروفهم المادية والاجتماعية لتعميدهم. وعرف نشاط لا فيجيري انتشارا واسعا، لاسيما بعد أن تلقى الدعم المادي والمعنوي من الحاكم العام المدني دو قيدون De Gueydon (1870-1873م)، علما أن هذا الأخير قد اتخذ موقفا معاديا من الإسلام والمسلمين. فكان يرجع سبب الانتفاضات والمقاومة الشعبية إلى الدين الإسلامي، ولهذا كان يرى ضرورة محاربهه. واتخذ في هذا الشأن إجراءات تعسفية، فأصدر قرارا بمنع رخص التنقل والزيارات للمرابطين. كما طلب من مصالحه الإدارية في عام 1873م لأسباب سياسية، منع المسلمين من أداء مناسك الحج. وصرح حول هذه المسألة، قائلا: " لقد أثبتت التجربة أن المسلمين بعد عودتهم من الحج، يصبحون أكثر تطرفا، وأقل استعدادا للخضوع لسيطرتنا" (AGERON, 2005: 301)

وبالرغم من كل الإجراءات والتدابير التي اتخذتها الإدارة الفرنسية لطمس هوية الشعب الجزائري، فإن هناك من تحلى بروح المقاومة، وتشبث بدينه ولغته وثقافته وحضارته عامة، ورفض الذوبان في حضارة المحتل. وقام بهذا الدور رجال الزوايا منذ بداية الاحتلال، رغم المضايقات التي كانوا يتعرضون لها. وأخذ في مطلع القرن العشرين رجالات الحركة الإصلاحية على عاتقهم، مسؤولية حماية مقومات الأمة الجزائرية من الزوال والاندثار، إذ تصدوا بوسائلهم المتواضعة لكل الأساليب التي استعملها المستعمرون.

الخاتمة:

وبعد هذا العرض، فإن ما يمكن استخلاصه، هو أن الاستعمار الفرنسي جاء إلى الجزائر بغرض احتلالها، والاستيلاء على ثرواتها، واستعباد سكانها، ومصادرة أراضيهم ومنحها للمستوطنين الأوروبيين، وذلك لدليل عن نواياها الاستعمارية. إن قدوم فرنسا إلى الجزائر لم يكن أمرا عفويا، بل ذلك كان يندرج ضمن الحركة الاستعمارية التي شرعت الامبراطوريات الأوربية الحديثة في تجسيدها. فالتطورات التي حصلت على المستوى الأوربي في القرنين الثامن عشر والتاسع عشر، وما كان يجب توفيره من مختلف الضروريات للحفاظ على وتيرة تلك التطورات، وفي نفس الوقت، البحث عن الحلول لما تخلفه تلك التطورات من أزمات متعددة الأبعاد. ومن هنا جاءت فكرة وحتمية البحث عن مناطق النفوذ خارج أوروبا، لعل ذلك يلبي الاحتياجات المادية لتلك الدول، ويقدم لها حولا لأزماتها المختلفة.

إن سياسة الاستيطان التي طبقها المحتلون لم تكن على وتيرة ثابتة، بل كانت تتحكم في عملية تنفيذها وخطواتها مجموعة من العوامل الخاصة بفرنسا نفسها أو بالوضع العام في الجزائر، مثل نوعية الحكام العسكريين المشرفين على الاحتلال، ومدى استماتة المقاومة الشعبية. ويجب أن نعترف أن احتلال الجزائر بالنسبة لسكانها، جاء في وقت غير مناسب. ففرنسا قد قطعت أشواط معتبرة في مجال التقدم والازدهار في شتى المجالات، بينما الجزائر شأها شأن البلدان العربية الإسلامية، وصلت إلى ذروة الانحطاط. فنزول الحكم العثماني في الجزائر في عام 1830م، ترك المجتمع الجزائري مشتتا، تسوده الصراعات والحروب القبلية، ولم يطور نظمه العسكرية والاقتصادية والاجتماعية. فقد واجهت الزعامات المحلية التي قادت المقاومات صعوبات في توحيد مختلف القبائل المتناثرة، وذلك ما يفسر عدم شمولية تلك المقاومات، فغلب عليها الطابع المحلي. وذلك سهل من مأمورية الاستعمار.

مهما اختلفت آراء المحتلين حول طبيعة النظم، والسياسات، والأساليب التي يجب إتباعها في الجزائر، فإن هناك إجماع حول ضرورة تكريس الاستعمار وتحقيق أطماعه الاقتصادية والاستراتيجية.

أن كل القوانين التي تم سنها، مهما اختلفت من الناحية المظهرية، فإنها كانت كلها ترمي إلى تحقيق نفس الهدف، ألا وهو ضمان رفاهية الفرنسيين خاصة والأوروبيين عامة، وذلك على حساب الأهالي، الذين كان نصيبهم من الحضارة الغربية يتمثل في التحجيل، والتفكير، والنفي، والتشريد، والتقتيل. لا شك أن ممارسات المستعمرين قد كانت لها انعكاسات مادية ونفسية سلبية على كل أفراد المجتمع الجزائري، الذين عانوا

من ويلات السياسات الحربية والاقتصادية والنفسية التي مارسها ضده المحتلون طوال فترة الاحتلال. فمنهم من فقد حياته، وأملاكه، وتعرضت عائلتهم للتشتيت والنفي. فبعدما كان الفلاح الجزائري سيدا على ملكه، تحول إلى أجير أو خماس عند الكولون. فانخفض مستوى معيشة الفرد الجزائري إلى أدنى مستوياته، فلم يعد قادرا على ضمان قوته اليومي، فأصبح يعيش حالة بؤس وفقر، وتدهورت أحواله الصحية، نتيجة سوء التغذية وانتشار الأمراض والأوبئة.

أحدثت سياسة الاستيطان خلافا في البنية الاجتماعية والاقتصادية بعد أن تعرضت الملكية الجماعية للتفتيت والتقسيم. وقد أفقد ذلك القبيلة تماسكها، مما جعلها تضيع قيمها التي كانت أساس وجودها واستمرارها، مثل التعاون والتحالف لمواجهة كل الظروف. وبالرغم من كل هذه المعاناة والويلات، فإن المجتمع الجزائري دافع عن نفسه بإمكانياته المحدودة، ونوع في أساليب مقاومته، ووصل إلى درجة من الوعي في مطلع القرن العشرين باحتكاك بعض أبنائه بالعالم الخارج أثناء الحرب العالمية الأولى. وهكذا تبلورت في ذهن الجزائريين فكرة الدولة الوطنية، وتحلوا عن فكرة دولة القبيلة التي كانت سائدة في العهود السابقة، فوحدوا صفوفهم حت حققوا النصر المبين، واسترجعوا كرامتهم وعزتهم وأرضهم وهويتهم، وفي نفس الوقت، فندوا الفكرة الداعية أن الجزائر فرنسية، وأنها أرض شاغرة من السكان.

قائمة البيبلوغرافيا:

باللغة العربية:

المراجع (كتب و مقالات)

1. العقاد، ص. (1964-1965). الأحوال الاجتماعية والنظم الإدارية في الجزائر قبيل الغزو الفرنسي، المجلة التاريخية المصرية، المجلد 12، القاهرة.
2. بوعزيز، ي. (2007). سياسة التسلط الاستعمارية والحركة الوطنية الجزائرية 1830-1954، الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية.
3. عباس ف. (د.ت.). حرب الجزائر وثورتها، ليل الاستعمار، نقله إلى العربية أبو بكر رحال، المحمدية، المغرب الأقصى، مطبعة فضالة.
4. عبد الرزاق إ. (1998)، عبد الله، المسلمون والاستعمار الأوروبي لإفريقيا، الكويت، دار المعرفة.
5. عدي، ه. (1983). الاستعمار الفرنسي في الجزائر، سياسة التفكيك الاقتصادي الاجتماعي 1830-1960، ترجمة جوزف عبد الله، بيروت، لبنان، دار الحدائث للطباعة والنشر والتوزيع.
6. عميراي، أ. وآخرون، (2007). آثار السياسة الاستعمارية في المجتمع الجزائري (1830-1954)، الجزائر، منشورات المركز الوطني للدراسات والبحوث في الحركة الوطنية وثورة أول نوفمبر 1954.
7. سعد الله، أ. (1990). أبحاث وآراء في تاريخ الجزائر، 4ج، بيروت، تدار الغرب الإسلامي.
8. سعد الله، أ. (2003). تيارات اليقظة والإصلاح في المغرب العربي 1830-1962، مجلة المصادر، العدد 8، الجزائر.
9. سعد إله، أ. (1977). المفتي الجزائري ابن العنابي رائد التجديد الإسلامى 1850-1775، الجزائر، الشركة الوطنية للنشر والتوزيع.
10. زوزو، ع. (2007). نصوص ووثائق في تاريخ الجزائر 1830-1962، الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية.
11. هلال، ع. (1995)، أبحاث ودراسات في تاريخ الجزائر المعاصرة 1830-1962، الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية.
12. هلايلي، ح. (2005). منطقة سيدي بلعباس ومكانتها في سياسة فرنسا الاستعمارية 1842-1945، مجلة المصادر، العدد 8، الجزائر.
13. فرنسيس ك. و ج. (1958). الجزائر الثائرة، ترجمة محمد علوي وآخرين، دار الهلال.
14. محياوي، ر. (2006). دراسة مستقبلية الاستيطان والتوطين، الاستعمار الفرنسي في الجزائر والحركة الصهيونية في فلسطين، عنابة، الجزائر، منشورات باجي مختار.
15. مسبيرو، ف. (2005). سانت أرنو أو الشرف الضائع، الجزائر، دار القصبه للنشر.
16. بجي، ج. (1985). تاريخ المغرب الكبير العصور الحديثة، ج3، بيروت، دار النهضة العربية.

باللغة الأجنبية:

Les archives

1. « Proclamation du Général De Bourmont aux algériens, (1830). Mémoires et Document, Algérie 1825-1830, France, archives du ministère des relations extérieures.
2. « Le moniteur universel. (Mardi 20 Avril 1830)", in M. et D. Algérie 1825-1830.
3. GOEPFERT, A. S. (2017). L'Emigration Alsacienne au XIXe Siècle. Un dossier du service éducatif Des archives départementales du Haut-Rhin.

4. MARTHOT, Y. (s. d.). L'émigration des Alsaciens-Lorrains en Algérie, CDHA, Centre de documentation historique sur l'Algérie.

Les études (Livres et articles)

1. AGERON C.R. (1980). *Histoire de l'Algérie contemporaine*, P.U.F.
2. -AGERON C. R. (2005). *Les Algériens musulmans et la France 1871-1919*, 2T. Paris, éd. Bouchene.
3. -AGERON C. R. (2005). *Genèse de l'Algérie algérienne*, Paris, éd. Bouchene.
4. -AGERON C. R. (2005). *DE l'Algérie Française à l'Algérie algérienne*, Paris, éd. Bouchene.
5. -BENACHENHOU A. (1978). *Formation du sous-développement en Algérie 1830-1962*, Alger, E.N.
6. BERNARD, A. (1907). *La colonisation et le peuplement de l'Algérie*, une conquête récente, In *Annales Géographiques*, Lib. Armand Colin, T.16, N°88.
7. CARREY, E. (1858). *Récits de Kabylie*, Campagne de 1857, Paris, édition Michel Lévy frères.
8. CHRISTIAN, P. (1848). *L'Afrique française*, L'Empire du Maroc, Paris, A. Barbier éd.
9. -CRESPO, G. et JORDI, J. J. (1951). *Les Espagnols dans l'Algérois 1830 à 1914 : Histoire d'une migration*, France, éd. L'Atlantrophe.
10. -DESCHAMPS, R. (1976). *La Fin des Empires Coloniaux*, Paris, PUF, 5e éditions.
11. -EMERIT, M. (1955). Une cause de l'expédition d'Alger, le Trésor de la Casbah, In *Bulletin de la section d'histoire moderne et contemporaine*, Paris, imp. Nationale.
12. -ESQUER, G. (1929). *Les commencements d'un Empire la prise d'Alger*, Paris, Lib. La Rose.
13. -FISHER, F. (1999). *Alsaciens et Lorrains en Algérie, Histoire d'une Emigration 1830-1914*, Nice, éd. Gandini
14. -GAUTIER, G. (1920). *L'Algérie et la métropole*, Paris, Ed. Payot.
15. -GUYNEMER, A. (1875). *Situation des Alsaciens et Lorrains en Algérie*, Paris, éd. A. Chaix.
16. -HABART, M. (1960). *Histoire d'un parjure*, Paris, éd. Minuit.
17. KLEIN, H. (2000). *Feuillets D'El-Djazair*, 2T. Blida, Éd. Du Tell.
18. -LINARES, C. et BOUTIN, D. L. (2008). *L'émigration Italienne de 1830 à 1914, Causes, Conditions et Conséquences Socio-économiques*, Paris, s.é.
19. -MOISOND, J. (2015). Migrant-e-s entre deux empires, Journaliers agricoles espagnols à Cuba et en Algérie dans les années 180-1890, In *Revue d'Histoire du XIXe siècle*, N°51.
20. -PEYERIMHOFF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1895*. Rapport à Monsieur Jonnart, gouverneur général de l'Algérie, par M. De Peyerimhoff directeur de l'agriculture, de commerce et de la colonisation, Paris, Ed. Pygmalion.
21. -REY-GOLDZEIGUER, A. (1981). Le Royaume Arabe, La politique algérienne de Napoléon III 1861-1870, *Compte rendu Grimal, Henri*, In *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*.
22. ROZET ET CARETTE (1989). *Algérie, états tripolitains, Tunis*, éd. Bouslama..
23. -SARI, D. (1989). *L'Algérie dans l'histoire, bouleversements socio-économique*, Alger, O.P.U. E.N.L.
24. -SESSIONS, J. (2010). Le paradoxe des émigrants indésirables pendant la monarchie de Juillet, ou origines de l'émigration assistée vers l'Algérie, In *revue d'Histoire du XIXe siècle*, N° 41.
25. -VATIN, J. C. (1983). *L'Algérie Politique, Histoire et Société*, France, presse des sciences de la fondation nationale politiques.

إذاعة بودابست وبيان أول نوفمبر 1954

The radio of Budapest and the proclamation of 1 November 1954.

د. جمال قندل، أستاذ محاضر (أ)

التاريخ الحديث والمعاصر. جامعة الشلف.

الإيميل: djamel.65kendel@gmail.com

ت.القبول: 04.08.2020	ت.المراجعة: 03.08.2020	ت.الارسال: 27.07.2020
----------------------	------------------------	-----------------------

الملخص:

تهدف هذه الدراسة الى بحث إذاعة بيان أول نوفمبر من طرف مؤسسة إعلامية مسموعة، هي إذاعة بودابست المجرية وتداعيات الموقف التاريخي المتخذ لصالح الثورة الجزائرية، على إدارة الاحتلال الفرنسي وآليات تعاطيها مع الوضع الجديد الذي أفرزته عملية إذاعة البيان خاصة وأنه جاء في سياق متناغم مع إذاعة البيان من طرف إذاعة «صوت العرب» بالقاهرة، الأمر الذي زاد من مخاوف سلطة الاحتلال، التي انتابها الشك من إمكانية حدوث مؤامرة ضدها انضوت في سياق الحرب بين المعسكرين الشرقي والغربي. ولاستجلاء حقيقة دور إذاعة بودابست عدنا إلى بعض المصادر والمراجع ذات الصلة بالموضوع على الرغم من قلتها وانتهينا إلى جملة من النتائج، منها، أنّ عدالة القضية الجزائرية وخصوصياتها التاريخية والجغرافية والثقافية وطول الاحتلال وشدة الظلم المسلط على الجزائر، حرك النخب والهيئات والمنظمات على اختلاف ثقافتها ودياناتها وفلسفتها على التعاطي بصورة تعكس الحضور الانساني لديها.

الكلمات المفتاحية: إذاعة بودابست، تفجير الثورة، بيان أول نوفمبر، رد الفعل الاستعماري

Abstract:

This study aims at examining the investigation or the dissemination of the First November, 1954 Proclamation broadcast by the Hungarian Radio of Budapest after Sawt El Arab (The Arab Voice) in Cairo, Egypt and the impact of this position on the French colonial administration, which doubted the efficiency of an international conspiracy and plot against France due to the fact that it occurred in the context of the Cold War between the two camps; the East and the West. In order to study this matter we deepened our bibliographical research .We have concluded a number of results that we can cite and mention down.

The justness or the rightfulness of the algerian cause ,the historical, geographical and cultural peculiarities ,the intensity of the dominion of Algeria - people and soil since 1830- have stimulated the elites and organizations from different cultures, religions, and philosophies to engage fully in order to reflect the human presence as well as monitoring the leaders and officials of the Algerian revolution regardless of the amount and the form of the solidarity and assistance likely to be provided.

Key words: Breaking out of the revolution, First November Proclamation (Chart), the reaction of colonialism; Budapest Radio.

djamel.65kendel@gmail.com E- mail d'envoi :

مقدمة

لا شك أن الجنوح نحو الخيار المسلح، يؤشر على عمق فهم صنّاع التفجير التاريخي لنوفمبر 1954 واستيعابهم لمعطيات المرحلة التي عاشتها الحركة الوطنية في الداخل، ووعيهم بالمعطى الاقليمي بكل من تونس والمغرب، والذي جسده المقاومة المسلحة ضدّ العدو المشترك، ممثلا في الاحتلال الفرنسي الجاثم على أديم الجزائر، منذ جويلية 1830 دون وجه حقّ، دونما إغفال لعامل ذي أهمية معتبرة قادم من الهند الصينية حيث الانكسار المهول لقوات الاحتلال الفرنسي في معركة ديان بيان فو.

بيد أن ما يلفت الانتباه، أن الثورة لم تكن منطوية على ذاتها، وبعيدة عن العالم الخارجي وما يعجّ به من تطورات وأحداث وما يميزه من رؤى وأفكار وتصورات، فكان لزاما عليها وشعورا منها بأهمية دفعها وتطويرها، أن تُركز على كافة الفضاءات، بصرف النظر عن طبيعتها وحجمها وكذا أهميتها ومدى قدرتها على التأثير في مجرى الأحداث.

لذلك نشطت حركة الثورة في الخارج، على مستويات مختلفة، إقليمية، جهوية و دولية، باعتماد آليات كثيرة ما فتئت تتنوع، تبعا لتنوع ظرفي الزمان و المكان، من: إعلامية، سياسية، دبلوماسية، ثقافية، قانونية، توخت الخروج من الطوق و الحصار المضروب عليها، من طرف مؤسسات الاحتلال الفرنسي على اختلاف طبيعتها و التقرب أكثر من مختلف الحياة و المؤسسات التي تخدم أهداف الثورة و تعزز طرحها و تعمق موقعها، وضمن هذا السياق، تنضوي إذاعة بودابست المجرية التي وقفت موقفا جريئا مع الثورة الجزائرية. حيث تستوقفنا جملة من التساؤلات تشكل مجتمعة الإشكالية التي تنبني عليها الدراسة، وهي: ما السياق التاريخي الذي تعاطت فيه إذاعة بودابست على نحو إيجابي مع الثورة الجزائرية؟ وما موقف إدارة الاحتلال الفرنسي من الإذاعة المجرية؟ وما البدائل الإعلامية التي اعتمدها الثورة ضمن استراتيجيتها العامة الرامية إلى التوسع والتطور وتعميق التموقع في الداخل كما في المجتمع الدولي على حد سواء؟

نتوخى من دراستنا هذه، الوقوف على الأهمية التي شكلها الإعلام المسموع بالنسبة للثورة و الشعب وخاصة غير العربي منه، على اعتبار أن الإعلام العربي، بدءا من إذاعة صوت العرب كان دوره جليا و واضحا منذ البداية، فيما تبقى صورة الإعلام الآخر غير العربي، غير واضحة و بحاجة إلى بحث واستقصاء. كما يهدف العمل البحثي في الآن ذاته، إلى إبراز حالة الارتباك التي كانت عليها إدارة الاحتلال الفرنسي بسبب التعاطي الإعلامي الايجابي مع الثورة، من طرف وسيط إعلامي من دول أوروبا الشرقية والتخوف الكبير من تداعيات ذلك على المعسكر الشرقي للتداعي مع معطى القضية الجزائرية، على نحو كفيل بالتقليص من الفرص أمام الاحتلال الفرنسي بالاستمرار في سياسة تغليب الرأي العام الدولي، شرقيه وغريبه.

ولإجابة على تلك التساؤلات، اعتمدت المنهج التاريخي في عرض الوقائع التاريخية عرضا راعي التسلسل الزمني والموضوعي فضلا عن المنهج الوصفي في وصف تلك الوقائع على نحو موضوعي بعيدا عما يחדش البحث

عن الحقيقة التاريخية بالاعتماد على تحليل الوقائع في ضوء المعطيات المتاحة من خلال جملة المصادر و المراجع التي أمكنني توظيفها. وللإشارة، فإن الموضوع المبحوث يتسم بالجدّة، حيث يفتقر للدراسات الأكاديمية السابقة التي يمكن أن تُسهل مهمة الباحث، إذ وقفت على مقال واحد مشترك فقط، لباحثين مجريين نشره في مجلة "المصادر" ، ما عمّق الرغبة لدي في خوض غمار البحث فيه أملاً في استجلاء حقيقة هذه الجزئية لتكون منطلقاً لأبحاث ودراسات أخرى أكثر عمقاً.

1. قرية إيجيل إيمولا وبيان أوّل نوفمبر

بعد أن فرغ القادة الستة من الاجتماع الأخير، الذي عقد بالرايس حميدو، في 23 أكتوبر 1954 (الجودي، د.ت:345) والذي اتخذ فيه امران رئيسان، تعلق الأوّل بتحديد تاريخ اندلاع الثورة ليلة الفاتح نوفمبر 1954 فيما تعلق الثاني بتسمية الجهازين، السياسي بجهة التحرير الوطني والعسكري بجيش التحرير الوطني. وحول هذه الفكرة، ذهب محمد بوضياف إلى القول: "... وأخيراً قررنا التنظيم السياسي بجهة التحرير الوطني والتنظيم العسكري، جيش التحرير الوطني...» (بوضياف، 1995:26).

عُهد بمهمة سحب البيان، إلى المنطقة الثالثة التي قدمت ضمانات كافية، تتعلق أساساً بقدراتها التنظيمية والانضباطية، فضلاً عن توفرها على الجهاز الخاص بالاستنساخ. وهو ما أهلها للظفر بهذا الإنجاز التاريخي. ولتحقيق ذلك، ضُبطت الأمور، ضبطاً شاملاً ودقيقاً، حتى تُنجز المهمة على نحو سليم، وفي الوقت المحدد. انتدب بوضياف وديدوش من قبل "لجنة الستة" لوضع الصياغة النهائية لبيان إعلان الثورة، بعد وضع خطوطه العريضة في اجتماع 10 أكتوبر 1954 الذي انعقد بالمرادية. وقد اجتمع الاثنان لهذا الغرض بالصحفي المناضل محمد العيشاوي في محلّ الخياطة لعيسى كشيدة بممر "مالكوف" في القصبة السفلى، وأمليا عليه ما تم الاتفاق حوله في "لجنة الستة" مستعينين في ذلك بمرجعية سياسية وايدولوجية محددة: لوائح المؤتمر الثاني لحركة انتصار الحريات الديمقراطية المنعقد بالعاصمة في أبريل 1953. (عباس، 2009:1) وبعد الانتهاء من صياغة البيان ومراجعته انتدب العيشاوي مواصلة المهمة، برقته وسحبه بقرية إيجيل إيمولا ولاية تيزي وزو، تحت إشراف مسؤول المنطقة الرابعة رايح بيطاط (عباس، 2009:1). وتولى هذا الأخير تقديم العيشاوي إلى عمار أو عمران نائب قائد المنطقة الثالثة الذي اصطحبه من مقهى المناضل أحمد زهوان ببلكور إلى تيزي وزو وهناك تكفل به المناضل علي زعموم الذي رافقه إلى القرية المذكورة، وساعده على استكمال مهمته التاريخية في سرية تامة. (عباس، 2009:1). وتمثلت في الرقن على الستانسيل، والسحب وقراءة البيان تجنبا لأي خطأ قد يُقرأ على غير حقيقته، ودرءاً لأي غموض أو لبس. وفي قرية إيجيل إيمولا، تمت العملية في مسكنين مختلفين. حيث أنه في المسكن التابع لبن رمضاني عمر، أعدّ نص البيان على الستانسيل، ثم انتقلوا إلى بيت رايح إيدير لإجراء عملية السحب. (ZAMMOUM,2005:49)

ولتفويت الفرصة على مؤسسات الاحتلال الأمنية التي ما فتئت تتحرك على مستوى تلك المنطقة وكذا أعوان الاحتلال، من مُخبرين ومن سار في فلكتهم، اهتدى قادة المنطقة إلى فكرة تعكس الدرجة العالية للحسّ الأمني،

الذي كانوا عليه إدراكا منهم للخطورة الكبيرة التي تحيط بالعملية حيث أنه نُظمت مسابقة احتضنها دكان رايح إيدير، الواقع في الطابق السفلي وأعطيت الأوامر للمناضلين بضرورة السمر وإطلاق العنان للحديث بصوت مرتفع، فضلا عن القهقهة، على اعتبار أنه يوم فرح ومسابقة وذلك حتى لا يُتنبه إلى الصوت الذي تحدّثه آلة السحب. حيث يشرف محمد العيشاوي وعلى زعموم على العملية في الطابق العلوي.

والجدير بالملاحظة، في هذا السياق، هو السلوك الانضباطي أو بالأحرى نجاح وفعالية التربية القاعدية التي كان عليها المناضلون الذين التزموا أمر القيادة، دون أن يحركوا ألسنتهم بالسؤال. وقد تمّ سحب ما بين 450 إلى 500 نسخة من البيان. وفي الصباح الباكر، عُبّئت النسخ في الأكياس وحُمّلت، لتوزع على كامل التراب الجزائري (ZAMMOUM، 2005:49)

يعتبر بيان أول نوفمبر 1954، أول وثيقة إعلامية تصدرها الثورة. وفضلا عن ذلك فقد كانت الأهمّ ضمن وثائق الثورة التي ظهرت تباعا، طوال فترة. وقد توخى صنّاع أول نوفمبر من خلالها تحقيق اتصالات رئيسين، تمثل الأول في الداخل الذي يشكل ذلك الكل، من الهيآت والمنظمات السياسية وغير السياسية والمناضلين وكافة أفراد الشعب الجزائري، عبر مختلف مناطق الجزائر، حتى يدركوا حقيقة المنظمة الجديدة التي كانت وراء تفجير الثورة، فضلا عن شرح وتفصيل الأهداف المتوخاة من العمل المسلح.

وكذا المفاوضات وطرق إنجازها، فيما تمثل الثاني في الخارج، ممثلا في الرأي العام الدولي والذي تمّ إعلامه عن طريق مختلف وسائل الإعلام، من إذاعات ووكالات الأنباء، وصحف باللغتين العربية والفرنسية، (الزيري، 1986:44) حتى تصل الرسالة إلى المتلقي على نحو جيّد. وقد حرصت الثورة على توزيعه على نطاق واسع، في الداخل والخارج. حيث تولى المناضلون عملية توزيعه بحذر كبير، نظرا للخطورة التي تعترض تلك العملية، وتجنبا لأي مشكل يعيق السير الحسن للعملية، فقد كان التوزيع على النحو التالي:

- 1- يوزع في وقت واحد، وفي الغالب في الأوقات التي تعرف الشوارع ازدحاما كبيرا بالمارة في منتصف النهار، أو السادسة مساء، عند خروج العمال من مواقع عملهم.
- 2- توزيع ما بين السابعة والعاشر ليلا، ولكن بحذر شديد.
- 3- توزيعه ليلا، عندما تتقلص فعالية رقابة المخبرين ورجال الشرطة باستعمال صناديق البريد، أو إدخاله تحت الباب. (بومالي، 2010:252).

2. السياق التاريخي لإذاعة بودابست:

إلى جانب إذاعة صوت العرب، التي سجلت حضورها الفعلي منذ اللحظة الأولى لتفجير الثورة بإذاعتها بيان أول نوفمبر، الذي تلاه السيد أحمد بن بلة، مترجما من اللغة الفرنسية استجابة لرسالة السيد محمد بوضياف، المؤرخة في 29 أكتوبر 1954 إلى الوفد الخارجي في القاهرة والذي دعاه من خلالها إلى: "... قوموا بما هو ضروري - بواسطة واحد منكم - في صوت العرب. والأفضل هو قراءة النداء وإلا وجهوا نداء من عندكم، واذكروا فقرات من نداءنا، وسيكون مساء الإثنين، أنسب وقت، وسيكون بالنسبة لرجالنا دعما مؤكدا لعملهم..." (بلحسين، 2004:82).

¹وقد تلا عملية إذاعة البيان، بلاغات، نداءات ومداخلات متفرقة، صبّت كلها في شحذ همم الجزائريين و تقوية إراداتهم و عزيمتهم والشّدّ على أيدي المجاهدين ليصبروا ويصابروا.

في هذا الوقت بالذات، كانت هناك إذاعة أخرى، تذييع الأخبار باللغة العربية، والفرنسية انطلاقاً من بودابست، عاصمة المجر، باتجاه المغرب العربي (LASZLO، 9:2006). وقد أذاعت نبأ تفجير الثورة وتابعت العمليات العسكرية وردود الفعل عليها، مثلما غطّتها الصحف المجرية. لكن ما لم يُرض إدارة الاحتلال الفرنسي، هو أن تنتصب إذاعة من أوروبا، حتى وإن كانت تنتمي إلى قطب آخر غير القطب الذي تنتمي إليه فرنسا الاستعمارية، للتضامن مع القضية الجزائرية.

وفي الثامن نوفمبر 1954، خلال أشغال الجمعية الوطنية الفرنسية، اعتقد بعض النواب الفرنسيين خطأ أنهم اهتدوا سبباً من خلال ارتكازهم على معطين خارجيين رئيسيين يتمثل الأول في إذاعة صوت العرب بالقاهرة، فيما يتمثل الثاني بإذاعة بودابست بالمجر (LASZLO، 9:2006). وهو ما عزّز لديهم الاعتقاد أن الثورة في الجزائر، من تحريك قوى خارجية وجدت عناصر في الداخل مستعدة للتجاوب الإيجابي مع أهدافها، لضرب الأمن والاستقرار. وانطلاقاً من ذلك، راحوا يهاجمون هاتين الإذاعتين ويكيلون لهما التهم غير المؤسسة ويضغطون عليهما بشتى الطرق، حتى توقف البث الإذاعي الذي لمسوا تأثيره الإيجابي في الميدان.

وحول المحور ذاته، أشار وزير الداخلية الفرنسي فرانسوا ميران، في مداخلة له أمام لجنة الداخلية بالجمعية الوطنية الفرنسية، بقوله: " بعض البرامج الآتية من بودابست "2. وتوالت تصريحات السياسيين الفرنسيين الذين ذهلوا لما نزل بهم، حيث ما حلّوا، وفي مختلف المناسبات في محاولة لشحذ الرأي العام الفرنسي، بل وحتى الدولي، وبخاصة الرأسمالي، ليلتف حول فرنسا لمواساتها في محتتها الداخلية التي أمت بها، وهو ما عبّر عنه رئيس الحكومة الفرنسي، مانديس فرانس، من واشنطن بنادي الصحافة الوطنية، حين ذهب يقول: " إن الحدث الذي لا تجهلونونه دون شك، أن هناك دعاية منظمة مصدرها إذاعتا بودابست و القاهرة، بمعنى أنهما من مدينتين تابعتين واحدة إلى العالم الشيوعي، والأخرى إلى العالم العربي، تحرضان يوماً بعد يوم، شعوب إفريقيا الشمالية على العنف "3.

والجدير بالإشارة، أن إذاعة بودابست وُجدت قبل اندلاع ثورة نوفمبر 1954، إذ تعود جذورها إلى بداية سنة 1950، وقد لعبت دوراً كبيراً وقتئذ في الترويج للشيوعية من خلال التركيز على نجاحات الاتحاد السوفيتي في البناء الاشتراكي، ومطارحة أفكار الرأسمالية من خلال البرامج الحوارية، وباندلاع الثورة، وجدت الفرصة مناسبة للاستمرار في نضالها، من خلال فسح المجال للثورة لتعلن عن مبادئها وحقائقها، وتشحذ الرأي العالمي حول عدالة قضيتها من جهة، ومن جهة أخرى، فإن الإذاعة المجرية واصلت حملتها ضد المعسكر الرأسمالي، بالعمل على تقويضه من خلال الإعلام المتشعب بالأفكار الثورية .

¹ للإستزادة على نحو مفصّل، ينظر: شهادة العقيد طاهر زبير، جريدة الخبر، عدد 6697، ليوم 26 أفرى 2012، ص 23.

² Le Monde du 06 novembre 1954.

³ Le Monde du 21-22 novembre 1954.

وهكذا برأبي تكون الغايتان قد اتحدتا على ضرب عدو واحد. وبخصوص البرنامج الخاص بالثورة الجزائرية، فقد كان يذاع تحت عنوان " صوت الاستقلال الوطني والسلم "، والشيء ذاته بالنسبة لقضيتي تونس والمغرب، باعتبار أنهما لازالتا تحت نير الاستعمار الفرنسي الذي تنن منه الجزائر (LASZLO، 2006:9). وفيما يخص الحجم الساعي لعملية البث الإذاعي فإنه كان على امتداد ثلاث مرات في اليوم، لمدة ساعة ونصف لكل حصة. وقد كانت على التوالي: في الصباح من الساعة السابعة إلى الساعة والنصف، وفي المساء من الساعة السادسة إلى السادسة والنصف. أما في الليل، فينطلق البث ابتداء من الحادية عشر والنصف إلى غاية الثانية عشر ليلا (LASZLO، 2006:9).

3. صدى إذاعة البيان من بودابست:

كان لعملية إذاعة بيان أول نوفمبر 1954 صدى كبير، تجلّى من خلال اتصال المستمعين، اتصالا مباشرا بالإذاعة، حول الحصة أو عن طريق البريد، نظرا لقيمة وأهمية الأخبار التي كانت تديعها. حيث وجد فيها المستمعون في المغرب العربي أو في المشرق، مصدرا إعلاميا ذا قيمة كبيرة، استطاع أن يجد لنفسه حيزا إعلاميا معتبرا وسط كثير من الوسائط الإعلامية. حيث باتت كثير من الشعوب تتوق إلى استقاء الخبر ذي الصلة بموضوع الجزائر، في غير المصادر الفرنسية، لافتقادها عنصر الثقة والمصداقية، خاصة وأنّ الامر يتعلق بدولة احتلال استيطاني فرض على الجزائر دون وجه حقّ، وعضو بارز في الحلف الأطلسي، حظيت بمختلف أشكال الدعم، في حربها على الشعب الجزائري.

ولعلّ من الالتفاتات التي يسوغ الوقوف عندها، هو مراسلة السيد حسين آيت أحمد إذاعة بودابست وشكره للقائمين عليها (LASZLO، 2006:9)، نظير ما يقدمونه للمستمعين في أصقاع العالم من مادة إعلامية متنوعة حول الثورة الجزائرية. وهو مؤشر على أن مسؤولي وقادة الثورة كانوا دائمي الحرص على متابعة كل حدث، بصرف النظر عن طبيعته، يخدم الثورة بطريق مباشر أو غير مباشر والسعي إلى تثمينه وتأييده والشدّ على أيدي أصحابه. رغبة في استمراره أمدا طويلا باعتبار أن عملية التحرير تتطلب إمكانات كبيرة وطاقت كثيرة ومتنوعة.

وقد كان للبرنامج فريق تحرير، قائم على جمع المادة الإعلامية التي تأتيه مباشرة من مديرية الحزب الشيوعي الفرنسي، عن طريق سفارة المحرر بباريس. وفور وصولها تتم ترجمتها ليلا لتذاع في وقتها المناسب، باللغة العربية الدارجة. وهكذا واصلت الإذاعة عملها ونشاطها، وسط تدمير الساسة الفرنسيين وسخطهم عليها، إدراكا منهم للخطر الكبير الذي بات يتهددهم من إذاعي صوت العرب وبودابست. بيد أنهم لم يقفوا مكتوفي الأيدي يراقبون عن كئيب التطور النوعي اليومي للصوت الإعلامي الثوري، وهو يفتح فضاءات مغلقة، أغلقتها الدعاية الاستعمارية المضللة.

4. الضغط الفرنسي على إذاعة بودابست ونتائجه:

نظرت الحكومة الفرنسية في قضية إذاعة بودابست، ولاحظت نتائجه الإيجابية في الميدان، وهو ما بات يقلقها كثيرا، لذا فكرت في إيجاد الطريقة المناسبة لتطويق الإذاعة وإبعاد الخطر بشكل نهائي. غير أن الحكومة لم تتخذ أي إجراءات احتجاجية لدى سلطات بودابست، إلا بعد تفجير ثورة نوفمبر 1954، حيث رأت أن الأمر ازداد خطورة، حيث زار الوزير الفرنسي جون دولادود العاصمة بودابست، وأعلن احتجاج الحكومة الفرنسية بشكل رسمي على البرامج المذاعة، لكنه تبين له أن الأمر يعتبر غير ذي جدوى، نظرا لافتقار فرنسا لأدوات الضغط الكفيلة بتحقيق نتائج حقيقية ولمموسة (LASZLO، 2006:9) بالنظر إلى الدعم الكبير الذي تحظى به حكومة بودابست من طرف الاتحاد السوفيتي، فكل خطوة ينبغي أن يقرأ حسابها قبل وبعد.

وعلى هذا الأساس، عدلت عن الفكرة أصلا، وراحت تتحين الفرص إلى أن اهتدت إلى فكرة اقتراحها جون دولادود على مانديس فرانس، الذي لم يتردد في قبولها. حيث تمثلت الفكرة في توقيف منح الفيزا لرعايا بودابست المتوجهين إلى إفريقيا الشمالية، وخلال زيارة دولادود إلى بودابست في 4 فيفري 1955، أعلنت الإذاعة الفرنسية نبأ الزيارة، ونقلت تصريحاً لوزيرها من بودابست والذي جاء فيه على الخصوص: "لقد استقبلت هذا الصباح من طرف نائب وزير الشؤون الخارجية وأعربت له عن عميق معارضتنا للبرامج التي تبثها إذاعة المجر باللغة العربية. حيث أن بعضها يقدح في الحكومة الفرنسية وإدارة شمال إفريقيا محرضين السكان على العنف والتمرد. وهو ما يشكل تدخلا غير مقبول في شؤوننا الداخلية... لذا فإنه من الأحسن، وفي مصلحة العلاقات الجيدة بين بلدينا، توقف هذه البرامج" (LASZLO، 2006:9).

وعلى إثر ذلك، وعد وزير الداخلية المجري بالنظر في المسألة. ولم تمر أيام قليلة على ذلك حتى حقت مفردات الخطاب الإعلامي، ولكن ما لبثت وأن عادت إلى ما كانت عليه، وظلت الضغوطات الفرنسية إلى غاية 6 أكتوبر 1955، حيث كلّف المكتب السياسي للحزب الشيوعي المجري عضوا من أعضائه لتقديم اقتراح يقضي بتوقيف بث البرنامج عبر إذاعة بودابست، بعد استشارة الحزب الشيوعي الفرنسي والذي لم يتردد في القبول وبذلك أطفئت شمع إذاعة بودابست في 26 أكتوبر 1955.

وقد كان ذلك منتظرا، وما التماطل الذي حصل، والمدّ والجزر اللذان كانا يطبعان سير علاقة البلدين بخصوص إذاعة بودابست، إلا أمرا محسوبا بدقة، وفق حسابات سياسية، بدت معالمها في صفقة سرية بين الدولتين، فرنسا والمجر. حيث ساندت فرنسا باعتبارها عضوا دائما في مجلس الأمن، وهو ما يعطيها ثقلا دوليا، سخرته في تأييد ومساندة طلب المجر العضوية في هيئة الأمم المتحدة، في شهر ديسمبر 1955 (LASZLO، 2006:9)

5. البدائل الإعلامية واستمرار الخطاب الإعلامي الثوري

لم تركز الثورة الجزائرية على إذاعة واحدة فقط، إدراكا منها لأهمية الرسالة الإعلامية ودور الخطاب الإعلامي الثوري في شحذ الهمم وتقوية العزائم للمجاهدين في الداخل، الذين كانوا في مواجهات دموية مع قوات الاحتلال

الفرنسي على امتداد مناطق الجزائر، كما أن دورها لم يكن غائبا ولا خافيا بالنسبة للشعب الجزائري الممول والممون والداعي والحاضن للثورة، رغم الصعوبات الأمنية الكثيرة والإجراءات القمعية المختلفة، فضلا عن صنوف التعذيب التي ما فتئت تسلط على الكثير من المدنيين، حتى ينفصوا من حول الثورة. لذلك فإن توقيف إذاعة بودابست، لم يقف قطّ حائلا دون توسع نطاق المجال الإعلامي الثوري وتطور خطابه وتنوع آلياته، خاصة بعد إضراب الطلبة في 19 ماي 1956 الذي فتح المجال واسعا للطلبة للانخراط في العمل الثوري على اختلاف صوره وأشكاله. وقد شدّ الإعلام اهتمام الكثير من الطلبة الذين أبدوا رغبة و استعدادا كبيرين للانضمام إليه، وهو ما أكده المجاهد الإعلامي عبد القادر نور، الذي قال بخصوص ذلك: "خمسة وتسعون في المائة من الطلبة اختاروا الإعلام حيث عملوا كمحررين ومذيعين" (نور، 2007:10) و غداة تفجير الثورة، أذاعت "صوت العرب" بيان أول نوفمبر عبر أمواجها (الصغير، 2009:158)، فكانت بذلك مصر سبابة إلى إعلان تفجير الثورة في الجزائر، ما جعل الإذاعة تغدو مصدر خبر مختلف وسائل الإعلام، على اختلاف جنسياتها ولغاتها، و التي باتت تتردد على القاهرة، خاصة بعد أن علمت أن وفد الثورة الخارجي يقيم في القاهرة، التي أصبحت محطّ أنظار العالم. حيث طفق وفد الثورة ينشط من خلال الندوات واللقاءات ليعرف بالجديد عن الثورة، وليجيب على أسئلة الصحفيين. كما انبرت إذاعة "صوت العرب" تدافع عن القضية الجزائرية وتبعث الحماس في نفوس المستمعين والمتابعين لبرامجها، ذلك أنها كانت توجه خطابها إلى الشعب الجزائري، ليلتف حول ثورته الفتية، ولا يصغي لادعاءات الاستعمار وإشاعاته التي ترنو تشويه الثورة والثوار، والرفع من معنويات قواته، حتى تظل على أهبة واستعداد دائمين لمواجهة مجاهدي جيش التحرير الوطني.

ولالإشارة فإن سكان الشمال الإفريقي كانوا يجدون سهولة في التقاط أمواج إذاعة "صوت العرب" (ELSENHANS، 2001:81) ما جعلهم ينتظرون بشوق ويتطلعون بحرقه لسماع أخبار الثورة الجزائرية. وبالنظر إلى الخطورة التي باتت تشكلها الإذاعة من حيث كونها أصبحت تعمل على تعبئة السكان حول القضية الأمّ ممثلة بالثورة، ما حدا بسطات الاحتلال إلى السعي باتجاه التشويش عليها (ELSENHANS، 2001:81) حتى لا يصل البث إلى المستمعين ومن ثم تنقطع السبل بالرسالة الإعلامية الثورية التي تؤذيها الإذاعة، بيد أنها استطاعت أن تفوت الفرصة على الحكومة الفرنسية التي عجزت عن إسكات الصوت الثوري المنبعث من عمق القاهرة، و الحامل للقضية الجزائرية بصدق و قوة وعزم، خاصة و أن الصدمة كانت كبيرة جدا، بالنظر إلى عامل المفاجأة⁴

⁴ حول عامل المفاجأة الذي طبع الحركة الثورية في الجزائر، في الفاتح نوفمبر 1954 وتداعياته على سلطات الاحتلال الفرنسي، ذهب فتحي الديب إلى القول: «... وجدت السلطة الاستعمارية نفسها في موقف من الشلل والجمود، لا تحسد عليه وعجزت عن مواجهة حملة السخط التي صبها الشعب الفرنسي عليها وعلى الحكومة الفرنسية أيضا. وقضى اندلاع الثورة على كل آمال الحكومة الفرنسية التي كانت تعتقد أن سيطرتها على الجزائر، التي تقع في القلب من الشمال الإفريقي سيمكنها من توجيه قواتها لضرب حركتي المقاومة الشعبية في كل من تونس ومراكش من قاعدتها الآمنة في الجزائر. ومن ثم كان أسبوع المفاجأة أعمق تأثيرا ومثارا لقلق كبير قلب ميزان القوى بما حمله في طياته من أخطار حسام على مصالح السلطة الفرنسية وطبقة المستوطنين الذين اتخذوا من ثروات الشمال الإفريقي مرتعا لسيطرتهم واستغلالهم. " أنظر: فتحي الديب، جمال عبد الناصر وثورة الجزائر، دار المستقبل العربي، مصر، 1984، ص 53.

الذي قلب الموازين وأخلط حسابات الحكومة الفرنسية التي كانت مطمئنة إلى عدم جنوح الجزائر إلى الخيار المسلح، انطلاقاً من الواقع السياسي للحركة الوطنية الذي أبان عن كل شيء إلا عن السير باتجاه الفعل الثوري. غير أن الدوائر الفرنسية السياسية والعسكرية، لم تكن راضية قطّ على الأداء المصري الرسمي، الذي رأت فيه تعدياً صارخاً على ما تسميه سلطات الاحتلال «شأننا داخلياً» وتدخلاً غير مقبول البتة يتعارض والأعراف الدبلوماسية. وعلى هذا الأساس، غير المؤسس سوى على تزوير الحقائق وتزييف الوعي حتى تنطلي على الرأي العام العلمي، حقائق التاريخ ومعطيات الجغرافيا، التي لا تؤكد إلا حقيقة واحدة ووحيدة، وهي أن الجزائر دولة ذات سيادة وقع عليها العدوان الفرنسي العام 1830 وما انجرّ عنه من احتلال استيطاني عمّر بقوة القمع والإرهاب، أمداً بعيداً. وما الثورة التي فُجرت اليوم في الجزائر، إلا أداة من الأدوات التي تكفلها مختلف الشرائع وكذا القانون الدولي الإنساني، للتحرر من الاستعمار.

وقد انبرت في هذا الصدد، وسائل إعلام الاحتلال الفرنسي، وبخاصة «صدي الجزائر»، "البرقية اليومية الجزائرية" و "صدي وهران"، تنافح عن "الجزائر الفرنسية" وتصر وتؤكد ضرورة قطع دابر العنف الثوري في الجزائر، من خلال ضرب مصر التي تقف وراء الفعل الثوري في الجزائري، ولم تكن وحدها في الميدان، لمواجهة المد الثوري، بل تناغم موقفها مع موقف السياسيين والنيابيين وغيرهم من نخب المجتمع المدني، الذين تداعوا إلى ضرورة تشكيل جبهة واسعة لمواجهة الثورة (قندل، 2015: 152-192).

غير أن أسلوب التهديد وخطاب الوعيد، لم يثن القيادة السياسية المصرية وعلى رأسها جمال عبد الناصر عن مواصلة دعمه للقضية الجزائرية عبر مختلف المنابر المتاحة والممكنة في الداخل كما في الخارج، والسعي إلى الدفع بها باتجاه التدويل. وفي سياق الحملة على مصر، ذكر فتحي الديب أن الملحق العسكري بالسفارة المصرية في باريس، أرسل خطاباً إلى الرئيس عبد الناصر ضمنه جملة من العناصر والتي كانت فيما يبدو خلاصة لقاء مع المسؤولين الفرنسيين، حيث كان التركيز على ضرورة أن تقرّ الحكومة المصرية الموقف قراءة موضوعية تأخذ بعين الاعتبار مصلحتها ابتداءً وانتهاءً. حتى لا تنساق وراء عمل لا يفضي إلا للفشل الذريع. وقد جاءت عناصر الخطاب وفق الآتي: (الديب، 1984: 114).

أ- دور مصر في دعم الكفاح المسلح في شمال إفريقيا وما سببته عليه من قيام الحكومة الفرنسية باتخاذ معاد، عنيف ضد مصر، استجابة لمطالب الأحزاب السياسية الفرنسية والهيئات الاقتصادية.

ب- التلويح بمقاطعة فرنسا لشراء القطن المصري، وخسارة مصر لخمسة عشر مليوناً استرلينياً.

ت- نجاح فرنسا في تهدئة الموقف بتونس ومراكش، بعد منحهما الاستقلال وانتظار تركيز جهود فرنسا ضد ثورة الجزائر، وقدرة فرنسا لتوجيه ضربة قوية والقضاء على الكفاح المسلح مما سيوقع مصر في موقف محفوف بالمخاطر.

ث- نجاح فرنسا في اكتساب مساندة أمريكا وبريطانيا مما يحمل في طياته امكانية استعانتها بإمكانيات البلدين، عسكرياً وسياسياً للتأثير على الرأي العام الغربي وتزويد فرنسا بالأسلحة الحديثة.

ج- العبء الكبير الذي تتحمله ثورة مصر لتزويد الثورة الجزائرية بالأسلحة والذي يفوق قدرتها مع رجحان كفة السلطات الفرنسية باستمرار، إذا ما قورنت بإمكانيات مصر، خاصة دعم أمريكا وبريطانيا.

ح- اتهام أجهزة الإعلام الفرنسية لثورة مصر وقادتها بالقتل والسعي لإراقة دماء الشعب الفرنسي، سعيًا وراء سيطرة مصر على شمال إفريقيا وعلى حساب المصالح الفرنسية وتأثر الرأي العام الفرنسي بهذه الدعاية وامتداد تأثيرها ليشمل غالبية الرأي العام الأوروبي.

خ- أهمية تجنب الصدام المباشر مع الحكومة فرنسا، لتفادي انسياقها وراء الرأي المطالب بضرورة دعم إسرائيل عسكريًا وسياسيًا في مواجهة موقف القاهرة المعادي للشعب الفرنسي (الديب، 1984: 114).

ويبدو أن خطاب الملحق العسكري، جاء حافلاً بكثير من المغالطات التي لا يؤكدُها الواقع الميداني في جزائر الثورة، ونسوق في هذا الصدد معطى واحداً لا غير، أخاله كفيلاً بتبديد تلك الأوهام والتي يبدو أن الملحق العسكري عكاشة، كان يجهلها وهي أن السلطات الفرنسية كانت قد باشرت اتصالات ثنائية سرية، مثلها عن الطرف الفرنسي سفير فرنسا بمصر "بيجارا"، فيما مثل السيد محمد خيضر، جبهة التحرير الوطني القائدة للكفاح المسلح في الجزائر. ومن ثم فقد توخى الخطاب، من حيث لا يدري كاتبه، تثبيط مصر عن الاستمرار في خطها الداعم والمساند لقضايا التحرر وبخاصة العربية منها بالدرجة الأولى. بيد أن الرئيس عبد الناصر وبعد استماعه لتحليل فتحي الديب، ذهب يؤكد: "الاستمرار في دعم الكفاح المسلح الجزائري، بكل طاقتنا وقدراتنا المتاحة مهما كانت التضحيات التي يتحملها الشعب الجزائري، ونتحملها نحن معه كشعب مصر. وهذا حقه علينا كثورة تحررية رائدة في الوطن العربي، قامت لا لتحرر أرض مصر وحدها بل لتحرر كل الأرض العربية" (الديب، 1984: 114).

و في إطار السعي المستمر و الدائم، بهدف إقناع مصر و ثنيها عن رفع يدها عن الثورة الجزائرية، بصورة تمكن سلطات الاحتلال الفرنسي من ممارسة قمعها و تسليط إرهابها على الشعب الجزائري، على امتداد مناطق الجزائر، وبخاصة بعد إقرار حالة الطوارئ التي أوجدت المُسوغ القانوني الذي تحتفي وراءه و تتذرع به في ممارساتها الإجرامية، زار وزير الخارجية الفرنسي، مصر و التقى الرئيس جمال عبد الناصر، ليدرس معه سبل بحث القضية الجزائرية، وقد فهم الرئيس ما يرمي إليه، فكان جوابه صريحاً لا لبس فيه، "أنني غير مسؤول عن هذه الثورة وعليك أن تعلم أن الجزائريين هم أصحاب القضية، وأن مسؤولية مصر تنحصر في تأييدها لإخوانها الجزائريين" (سعدوني، 2009/2008: 59).

وعلى غرار إذاعة "صوت العرب"، انشأت الثورة إذاعتها المستقلة بعد مؤتمر الصومام، حيث ظهرت "إذاعة الجزائر الحرة المكافحة" يوم 16 ديسمبر 1956 (ABDEDAIM، 2009: 121). وقد اختيرت تسميتها بالإجماع إثر اجتماع في مكتب المسؤول بشرق المغرب عبد القادر معاشو، حضره كل من السادة: عبد الحفيظ بوصوف، هواري بومدين، السنوسي صدار، وكذا المحررون والمذيعون. وقد ترأس الاجتماع، القائد عبد الحفيظ بوصوف، وتناول الاجتماع نقطة واحدة فقط، هي انطلاق البث (صدار، 2003: 55).

وقد شهدت سنة 1956 انطلاق بث ست إذاعات باللغة العربية وواحدة باللغة الفرنسية، ما يؤشر على عمق الرغبة لدى قيادة الثورة في تطوير الخطاب الإعلامي وتوسيع نطاق بثه بتطوير موجات البث، وتمثلت تلك الإذاعات في الآتي:

1. إذاعة جبهة التحرير وجيش التحرير الوطني بالحدود الجزائرية المغربية.
2. إذاعة تطوان بالمغرب الأقصى.
3. صوت الجزائر من تونس.
4. صوت الجمهورية الجزائرية من صوت العرب بالقاهرة.
5. صوت الجزائر من الرباط.
6. صوت الجزائر من طنجة.
7. صوت الجزائر بالفرنسية، من البرنامج الدولي بإذاعة القاهرة. (نور، 10:2007). ولم تكتف الثورة بذلك فحسب، بل تعدته إلى إنشاء المكاتب الإعلامية على امتداد الدول العربية، مشرقا و مغربا، فضلا عن الدول الإسلامية و الدول الأوروبية الغربية و الشرقية على حد سواء، وكذا إفريقيا و أمريكا اللاتينية. وقد ساعد هذا العمل الإعلامي الهيكلي الثورة الجزائرية كثيرا في تهيئة الأرضية فيما بعد عند تأسيس الحكومة الجزائرية المؤقتة في 19 سبتمبر 1958. ولعلّ مكتب نيويورك الذي أنشأته الثورة الجزائرية سنة 1956 يعتبر أهمّ المكاتب الإعلامية، بسبب موقعه الحيوي والاستراتيجي في نيويورك، حيث مقر الأمم المتحدة ومختلف الوكالات العالمية للأنباء. (قندل، 2015: 226)

انتهينا من خلال دراستنا لموضوع إذاعة بودابست كوسيط إعلامي مسموع، بادر منذ اللحظة الأولى إلى التعاطي على نحو إيجابي مع التفجير التاريخي لثورة أول نوفمبر 1954، بصورة أشّرت على أنّ الرغبة في التحرر من نير الاحتلال و العيش في ظلّ الحرية و الاستقلال، فطرة سليمة تتناغم معها الإرادات الحرة و الواعية عبر الزمان و المكان. لذلك فإنّ عدالة القضية الجزائرية و خصوصياتها التاريخية و الجغرافية و الثقافية و طول الاحتلال و شدة المسلط على الجزائر شعبا و ترابا منذ 1830، حرّك النخب و الهيآت و المنظمات على اختلاف ثقافتها ودياناتها و فلسفاتها على التعاطي بصورة تعكس الحضور الإنساني لديها .

واللافت أن قيادة الثورة لم تُحمل قطّ العمل الإعلامي لإذاعة المجر ووظّفت تجربتها رغم قصر مدتها، والتي خدمت القضية الجزائرية، من حيث تسهيل مهمّة وفد الثورة الجزائرية، خلال الجولات التعريفية التي كان يتولاها موفدو و دبلوماسيو الثورة الجزائرية. و بغرض دفع الثورة و تعزيزها، حرص القادة والمسؤولون على رصد و متابعة من يتعاطف أو يتضامن مع القضية الجزائرية، بصرف النظر عن حجم و شكل التضامن و تعميق التواصل معه تحفيزا و تشجيعا على المواصلة بعزم و حزم، من خلال توفير المادة الإعلامية الكفيلة بتحسين الخدمة و تقوية الموقف السياسي و الإعلامي . كما عملت الثورة على تنويع البدائل الإعلامية ، سواء ما تعلق منها بالإعلام المسموع و المكتوب، يؤشر على عمق الرؤية المستوعبة للتحديات الكثيرة و المختلفة التي واجهت الثورة، وهو ما عرفه الميدان، من خلال تطوير الأداء الإعلامي الثوري و خاصة بعد تأسيس الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية، و الذي كان له دور رئيس في تعميق الالتفاف حول الحكومة المؤقتة اعترافا، تضامنا و تأييدا، نتيجة تفعيل النشاط الاعلامي و الدبلوماسي من خلال الندوات و المحاضرات، و الأسابيع الخاصة بالجزائر، وكذا الحوارات المختلفة لقادة و مسؤولي الثورة الجزائرية، مع مختلف الوسائط الإعلامية و وكالات الأنباء

ويبقى الأمل معقودا في إمكانية تعميق و تطوير البحث التاريخي في قضايا و جزئيات تاريخ الثورة الجزائرية، خاصة وأنّ الموضوع أحالنا على دول أوروبا الشرقية و موقفها من الثورة الجزائرية، ما يجعل عملية البحث في المادة الأرشيفية الإعلامية على اختلاف طبيعتها، مسألة غاية في الأهمية، لاستكمال النقص و توضيح ما غمض و إزالة اللبس عن قضايا كثيرة، من خلال تضافر الجهود البحثية و توفير الإمكانيات المادية و المالية الكفيلة بتيسير مهمّة الباحثين.

قائمة المصادر والمراجع

باللغة العربية:

المصادر:

1. بلحسين، م. (2004). المراسلات بين الداخل والخارج 1955-1956. الجزائر: دار القصة.
2. الديب فتحي. جمال عبد الناصر وثورة الجزائر، ط1، القاهرة: دار المستقبل العربي، 1984.
3. صدار، س. (2003). موجات الصدام اللاسلكي و الاذاعة السرية خلال مدّة حرب التحرير. الجزائر: المؤسسة الوطنية للكتاب

المراجع (كتب و مقالات)

1. بوضياف، م. (1995). التحضير لأول نوفمبر 1954. مجلة أول نوفمبر، (عدد 154)، ص 26.
 2. بوطمين، ج.ل. (د.ت). (د.ت). اندلاع ثورة نوفمبر 1954. في الطريق إلى نوفمبر كما يرويها المجاهدون والمقاومة الوطنية والحركات السياسية حتى ليلة 1954، الجزائر: منشورات وزارة المجاهدين.
 3. بومالي، أ. (2010). أدوات التجنيد والتعبئة الجماهيرية أثناء الثورة التحريرية الجزائرية 1954-1962. الجزائر: دار المعرفة حليسي، الطاهر. (2001)
 4. الديب، ف. (1984). جمال عبد الناصر وثورة الجزائر. القاهرة: دار المستقبل العربي بلعيد رابح. (2001). هكذا خطفت جبهة التحرير الثورة من مصالي. الشروق اليومي، (عدد 147).
 5. الزبير، س. ا. (1986). الإعلام والتنمية في الوطن العربي. الجزائر: المؤسسة الوطنية للنشر والاشهار.
 6. الصغير، م. (2009). البعد الإفريقي للقضية الجزائرية 1955-1962. الجزائر: دار السبيل.
 7. عباس محمد. الصحفي الشهيد محمد العيشاوي. منجز بيان فاتح نوفمبر. صياغة ورقنا
 8. قندل، ج. (2015). إشكالية تطور وتوسع الثورة الجزائرية 1954-1956. الجزائر: منشورات وزارة الثقافة.
 9. نور، ع. (2007). الطالب الجزائري والثورة. كراسات المجلس، (منشورات المجلس الإسلامي الأعلى)، عدد 8، ص 34-35.
- وسحبا. 2009، ص1 (الاطلاع بتاريخ 2020/07/27). الرابط:
<https://www.echoroukonline.com/%D8%A7%D9%84%D8%B5%D8%>

الصحافة

1. الخبر عدد 26/6697 أبريل 2012.
2. الشروق اليومي في حوار ساخن مع الدكتور رابح بلعيد، هكذا خطفت جبهة التحرير الوطني الثورة من مصالي. جريدة الشروق الجزائرية، الحلقة الثالثة، (عدد 147).

باللغة الأجنبية:

Les sources

1. ABDEDAIM, C. (2009). *Abdelhafid Boussouf le révolutionnaire aux pas de velours*. Alger : Annep.

Les études (Livres et articles)

1. CSABA, M. (s.a). La révolution hongroise de 1956 et la guerre de Libération de l'Algérie. El Moudjahid à 16h50. <http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/68759>
2. ELSSENHANS, H. (2010). *La guerre d'Algérie 1954-1962 transition d'une France à une autre le passage de la IV république à*. Alger : éditions Edif
3. HABIL. J. et NAGY, L. (2006) L'émission en Langue arabe de la radio de Budapest (1954-1955) El Massadir, n°13.
4. STORA DAOUD, B. Z. (1995). *Ferhat Abbas une autre Algérie*. Alger : éditions Casbah.
5. ZAMOUM, R. (2005). *Si Salah mystère et vérités*. Alger : éditions Casbah.

La presse

1. Le Monde du 06 novembre 1954.
2. Le Monde du 21-22 novembre 1954.

الحملة الانجليزية الهولندية على إيالة الجزائر 1816م من خلال وثائق مركز الأرشيف الوطني

الجزائري ووثائق المكتبة الوطنية الجزائرية

The Anglo-Dutch campagne against the province of Algeria 1816, through the documents of the Algerian National Archives Center and the documents of the Algerian National Library.

فاطمة بن عيسى.

طالبة دكتوراه تسجيل السادس - كلية العلوم الانسانية والحضارة

الاسلامية - جامعة وهران - أحمد بن بلة 1

منتسبة إلى مخبر تاريخ الجزائر جامعة وهران 01

الإيميل: fatbenaissaa@gmail.com

تاريخ الإرسال: 23.08.2020	تاريخ المراجعة: 06.09.2020	تاريخ القبول: 12.09.2020
---------------------------	----------------------------	--------------------------

الملخص: مثلت الجزائر إلى جانب تونس وطرابلس الغرب طرف القوة الاسلامية - العثمانية كالشفرة الحادة المدفوعة بعمق في التراب المسيحي من أجل مواجهة ومحاربة المسيحيين، وصد الحملات الخارجية عن السواحل الشمالية الافريقية وحماية المسلمين من الإسبان وتحرشاتهم، والانتقام منهم على ما فعلوه بمسلمي الأندلس بعد سقوط غرناطة سنة 1492م. فجمعت الدول الأوروبية في مؤتمر فيينا 1815م، وتحالفت من أجل إرغام الجزائر على التوقف عن تعرضها لسفنها، وقررت البحرية البريطانية والهولندية في عام 1816م شن حملة عسكرية ضد الجزائر. فكانت هذه الحملة تعد واحدة من أكبر الحملات التاريخية وأشدّها ضراوة. والإشكالية التي تفرض نفسها في معالجة الموضوع المقترح، هي هل الحملة على الجزائر كان قرارا جمعيا اتخذته الدول الأوربية المجتمعة في مؤتمر فيينا 1814-1815م؟ أم أنه قرار انفرادي به إنجلترا؟ وما هو موقف الدولة العثمانية من الحملة؟

الكلمات المفتاحية: إيكسموث - القرصنة - الجهاد البحري - إيالة الجزائر - الأسطول البحري

Abstract: Algeria, along with Tunisia and Tripoli in the west, was the tip of the Islamic-Ottoman power as a sharp blade pushed deep into Christian soil in order to confront and fight the Christians, repel the Crusades on the North African coasts, protect Muslims from the Spanish and their harassment, and take revenge on them for what they did to the Muslims of Andalusia after the fall of Granada in 1492 A.D. The European countries gathered at the Vienna Conference in 1815 AD, and allied themselves in order to force Algeria to stop its exposure to its ships. The British and the Dutch navies attacked the Algerian fleet in 1816 AD, and this campaign was one of the largest and most ferocious historical campaigns on a city. So, was the campaign against Algeria a collective decision taken by the states of Europe meeting at the Congress of Vienna 1814-1815, or was it specific to England? And what was the position of the Othmane Sate on that campaign?

Keywords: Lord Exmouth- Piracy - Naval Jihad - Ayala Algeria - Naval Fleet

E-mail de correspondance : fatbenaissaa@gmail.com

الحملة الانجليزية الهولندية على إيالة الجزائر 1816م من خلال وثائق مركز الأرشيف الوطني الجزائري ووثائق المكتبة الوطنية الجزائرية

مقدمة

تعتبر الجزائر من بين الدول التي ارتبط تاريخها بالدولة العثمانية لمدة زمنية طويلة، تزيد عن الثلاثمائة سنة 1519م-1830م، وهي فترة مهمة و معتبرة بالنسبة لدراسة تاريخ الجزائر الحديث، لكنها لم تحظ بالاهتمام والدراسة الكافية بحيث كان المؤرخ والباحث العربي يعتمد على المصادر والدراسات الأجنبية التي تقتصر على الموضوعات التاريخية العامة، أما في الآونة الأخيرة، لاحظنا بأن عددا كبيرا من الباحثين، التفوا لذلك و ظهر اتجاه جديد، و قراءات خاصة على ضوء المناهج الجديدة للدراسات التاريخية، فأولوا اهتماما بالغا في اعتمادهم على المصادر الأساسية لكتابة التاريخ، باستنادهم إلى الوثائق الأصلية لما تكتسيه من أهمية خاصة. وتعتبر هذه الكمية من الوثائق بالنسبة لتاريخ الجزائر بمثابة الثروة النادرة، والخاصة بالكيان الجزائري، لأن الدولة الجزائرية كانت قائمة بحضارتها وسيادتها قبل الغزو الفرنسي، إضافة إلى كونها المصدر الأساسي الذي يجب على الباحث عدم الاستغناء عنه، للبحث عن الحقائق التاريخية التي لم تكشف عنه المصادر التقليدية لدراسة هذه الفترة من تاريخنا بكل موضوعية ومنهجية علمية، إذا ألقينا نظرة على الرصيد العثماني وما يحتويه من معلومات قيمة. واعتمدنا في دراسة موضوعنا على مجموعة من الوثائق الأرشيفية الموجودة بمركز الأرشيف الجزائري والمكتبة الوطنية الجزائرية من أجل إثبات حقيقة ما كتبه المؤرخون الغربيون عن إيالة الجزائر والكشف عن المؤامرات التي حيكت ضد إيالة والتي كانت سببا في القضاء عليها وسقوطها بيد الاستعمار الفرنسي سنة 1830م، فقد سعت الدول الأوروبية بما فيها إنجلترا إلى تهميش دور الجزائر الدولي على الساحة المتوسطية، وذلك من خلال استغلال الظروف السياسية التي أفرزتها الثورة الفرنسية وحروب نابليون، فكان مؤتمر فيينا 1815م بمثابة المنبر الدولي الذي عبرت فيه عن موقفها المعادي لإيالة الجزائر ونشاط أسطولها في البحر الأبيض المتوسط، واعتبرته مصدر تهديد لأمن والاستقرار، فأعلنت إنجلترا رغبتها في المؤتمر في التخلص من الضغط الذي فرضته الجزائر على الدول الأوروبية من خلال إعداد حملة عسكرية ضدها؛ فهل الحملة على الجزائر كان قرارا جماعيا اتخذته الدول الأوروبية المجتمععة في مؤتمر فيينا 1814-1815م؟ أم أنه قرار انفرادي به إنجلترا؟ وقد روج أن إنجلترا شنت حملتها تنفيذا لقرارات الدول المشاركة في المؤتمر؛ فإذا كان الأمر كذلك فلماذا رفضت الدول الأوروبية العظمى المشاركة في الحملة لتقتصر على إنجلترا وهولندا فقط؟

1. العلاقات الجزائرية الانجليزية:

تمثلت مظاهر حسن العلاقة بين الجزائر و إنجلترا في عدم استجابة الداى محمد عثمان إلى إلحاح أمريكا على عقد السلم مع الجزائر. و يقول في ذلك المؤرخ الأمريكي بارني نقلاً عن أرزقي شويتام: "إنّ ذلك كان بسبب صداقته لإنجلترا، وأمريكا كانت إذ ذاك في حالة حرب مع إنجلترا" (شويتام، 2011: 142)، قد رفض الداى حسن للوفد أمريكي الرسمي الجيء إلى الجزائر، وقال للقنصل الإنجليزي تشارلز لوجي: "أنه لا يثق بالأمريكان وأنهم إذا كانوا يودون إرسال مبعوث خاص إلى الجزائر لعقد السلم، فما عليهم إلا أن يزودوه بأوراق اعتماد من ملك الإنكليز". وقد اعتر ممثلو بريطانيا في ذلك الوقت وحتى الملك البريطاني أيضا بالصداقة الجزائرية (بوعزيز، د. ت: 21-24)؛ لأن الإنجليز عرفوا كيف يوطدون علاقاتهم بحكام الجزائر، وهذا ما تؤكد رسالة بعثها ولي عهد إنجلترا إلى الداى الحاج علي في عام 1812م أكد فيها أنه طالما استمرت الصداقة بين البلدين، فإن هذه الأخيرة ستحمي عاصمة الجزائر بأساطيلها من الاعتداءات الخارجية (شالر، 1982: 140). ورغم هذا فإن الإنجليز لم يعرفوا كيف يحافظون على علاقاتهم الودية مع الجزائر، إذ بمجرد أن وضعت الحروب الأوروبية أوزارها عام 1815م، انقلبت إنجلترا على الجزائر وحاولت القضاء على أسطولها الذي كان يعيق تجارتها في البحر الأبيض المتوسط (شويتام، 2011: 142).

أما باقي الدول الأوروبية، فإنها كانت تدفع ضريبة سنوية تضمن بها الأمن لمراكبها، وكلما حاولت إحداها الإخلاء بالالتزامات المتفق عليها، قام الرّياس بتأديبها، ولا يبرم الصلح بعد ذلك إلا عند دفع غرامة تحددها الإيالة مثلما وقع للبرتغال في سنوات 1810م، 1812م باستثناء روسيا والنمسا اللتين كانتا تعتبران الإيالة مقاطعة عثمانية، وعليه كانتا تجبران الباب العالي على التدخل لمنع البحارة الجزائريين من الاعتداء على أساطيلها. وزيادة على الضريبة السنوية كانت الجزائر تفرض على كل قنصل جديد إتاة قدرها سبعة عشر ألف دولار إسباني. وبما أن الدول الأوروبية لا تغيّر قناصلها إلا نادراً، اشترط الدايات أن يكون في شكل هدية تقدم كل سنتين سواء تجدد القنصل أم لم يتجدد (الزيري، د. ت: 43-44). وتجدر الإشارة إلى أن الهدايا التي كان يدفعها القناصل أثناء اعتمادهم، يندرج في إطار المعاملات الدبلوماسية المتعارف عليها، إلا أن المصادر الغربية كانت تعتبر ذلك رشواوي يفرضها حكام الجزائر.

شهدت العلاقات الانجليزية الفرنسية توتراً شديداً في نهاية القرن الثامن عشر وبداية القرن التاسع عشر، وكان ذلك يندرج في إطار الصراع الأوروبي، ولهذا الاعتبار حاولت بريطانيا أن تمنع كل تقارب جزائري فرنسي،

الحملة الانجليزية الهولندية على إيالة الجزائر 1816م من خلال وثائق مركز الأرشيف الوطني الجزائري

ووثائق المكتبة الوطنية الجزائرية

خاصة في ظل الحصار القاري الذي فرضته الأنظمة الأوروبية الملكية على فرنسا، فاستخدموا اليهود لذلك في عقد معاهدة بين الجزائر والبرتغال حليف إنجلترا، فنجحت وساطة البكري صاحب النفوذ القوي لدى الداى (الزيري)، د. ت، 91-92). وكان القصد من ذلك، هو تمكين الأسطول الجزائري من التوغل في المحيط الأطلسي لعله يعرقل الأسطول الأمريكي الذي كان يتولى عمليات تموين فرنسا من ناحية بحر المانش، وقد نجحت إنجلترا في تحقيق أهدافها إلى حد ما.

وليس من السهل فهم طبيعة تحركات اليهود نظراً لتقلبهم ومكرهم الشديد، فعندما بدأت الحملة الفرنسية على مصر وقف اليهود إلى جانب بونابرت من خلال دعم جيوشه بالقمح والخمور وحتى الذخيرة، واستخدموا نفوذهم لدى الداى مصطفى (1798-1805م) ليرفض أمر الباب العالي إعلان الحرب على الفرنسيين، وكان في ذلك تحد واضح للدولة العثمانية، فتدخل نتيجة لذلك الإنجليز لدى السلطان العثماني ليحبوا مصطفى باشا على الإذعان لأمره، كما طلبوا منه أن يصدر أمراً يقضي بطرد جميع اليهود من كافة أراضيها نظراً للدور الذي قاموا به في دعم الفرنسيين (الزيري، د. ت، 99).

فقد تسبب اليهود في فساد العلاقة بين الجزائر وإنجلترا، ولما بلغ الصراع أشده عام 1800م تدخل بوشناق لصالح إنجلترا، ونظراً لمهارته ومكانته لدى الداى، استطاع أن يحصل على تكريم للعلم الإنجليزي، وحين عزم الإنجليز على كسب مكانة لهم في الجزائر ليحلوا محل فرنسا صاحبة الامتيازات في الشرق الجزائري، وهو ما حققه ابتداء من 07 جانفي 1807 تخوفوا من قوة القرار اليهودي بالإيالة، وتأثيراته على المسؤولين فيها بداية من الداى قد تعيق مساعيهم، ولهذا أرادوا التخلص من اليهود حتى تحل قرارات بريطانيا محل القرارات اليهودية (الزيري، د. ت، ص94)، لكن السؤال المطروح لماذا هذا التقلب في العلاقة بين اليهود و الإنجليز؟

فاليهود لم تكن تمهم هذه العلاقة قدر ما كانت تمهم مصالحهم الخاصة، وكذلك بالنسبة لبريطانيا، ولم يتخوف اليهود من النفوذ الإنجليزي لأسباب معينة وهي أن اليهود ومن خلال شبكتهم التحسسية الواسعة علموا أن هدف الإنجليز ليس التجارة وإنما القواعد العسكرية، وبذلك يتلاشى خطر المنافسة التجارية، وتصبح المؤسسات اليهودية في مأمن، فحاول اليهود ألا يخسروا الإنجليز، فقد يُشكلون مستقبلاً القوة العظمى في القارة الأوروبية، وبالتالي يستحسن كسبهم كحليف في البحر الأبيض المتوسط، ولعل الخطر من هذا كله هو محاولة اليهود التغلغل إلى المجتمع الإنجليزي، ومؤسساته السياسية التي كانت محافظة إلى درجة كبيرة، ولا تسمح لأي

يهودي بالوصول إليها، فكانت سياسة التودد إلى الانجليز من جهة وسياسة التقلب وخلط الأوراق في منطقة البحر الأبيض المتوسط من جهة أخرى وسائل هامة ليتسنى لليهود استغلال الفوضى في المجتمعات الأوروبية، واستغلال المشاكل التي تنجم عنها لتحقيق أهدافهم المسطرة.

2. مؤتمر فيينا 1815م:

عقد مؤتمر فيينا لدراسة قضايا أوروبا بعد مرحلة حروب نابليون، والبحث عن كيفية إعادة السلم للقارة بحضور روسيا، وبروسيا، وبريطانيا، والنمسا، وفرنسا، وإعادة النظر في خارطة أوروبا، وقد ادرجت المسألة الجزائرية في مناقشات المؤتمر من خلال طرح قضية محاربة القرصنة، وطرح مسألة تأسيس الرابطة البحرية من طرف بريطانيا، التي كانت تهدف إلى تكوين قوة بحرية مشتركة تحت قيادة قائد عام يساعد مجلس وزراء الدول الخمس المشاركة في المؤتمر يكون مقره باريس تكون له صلاحيات إعطاء الأوامر للقناصل المعتمدين في الجزائر. كما أظهر الأوروبيون في هذا المؤتمر اهتمامهم المتزايد بالملاحة ومحاربة القرصنة وإلغاء الرق، تلك الصبغة الدولية التي أخذتها وكأنها جزء من القانون الدولي (سعيدوني، 1985: 63)، وذلك من خلال مناسبتين الأولى عندما طلب فرسان مالطا بإعادة تشكيل نظامهم القديم بمنحهم أي مقر آخر في البحر المتوسط ليكون قاعدة لجميع الشعوب المسيحية لمواجهة قراصنة الدول المغاربية ومحاربتهم (العقاد، 1993: 73)، والمناسبة الثانية تلك التي تتعلق بموضوع تجارة الرقيق ورغبة المؤتمرين في تحرير الأسرى المسيحيين، كما سلم الأميرال الانجليزي سيدني سميث S.SMITH مذكرة إلى المؤتمرين ملحاً فيها على ضرورة القضاء على قرصنة الدول المغاربية ويظهر ذلك من خلال قوله: "... ففي الوقت الذي تناقش فيه وسائل إلغاء تجارة الرقيق الأسود في سواحل إفريقيا الغربية، فإنه لمن الدهشة أن لا نتبه إلى الساحل الشمالي لهذه القارة الذي يقطنه الأتراك الذين يضطهدون جيرانهم ويخطفونهم ليستخدموهم في جند سفنهم، إن مثل هذه الأعمال لا تغضب الإنسانية فحسب، بل إنما تعرقل التجارة..." (شويتام، 2011: 147-148)، وجاء أيضاً في تقرير نمساوي إلى الدولة العثمانية عن سبب تحركات الانجليز أشير فيه إلى الأميرال سميث والتحريضات التي كان يحيكها ضد الأوجاقات الغربية وهي الجزائر وتونس وطرابلس وتوسله إلى الجميع بأن يصبح قائداً للقوات العسكرية التي تعد من طرف هذه الدول للانتقام من الأوجاقات (ANA, 24/22556A)، وقد اشتملت مذكرته على عدة مبادئ هامة منها ضرورة قيام أوروبا بعمل جماعي ضد قرصنة المغاربية لأن فرسان مالطا لا يستطيعون تحقيق هذه المهمة، ولا يعني تدخل الأوروبي احتلال الجزائر، وإنما يكفي بتحطيم حكومة الدايات القائمة. وفي رأي الأميرال البريطاني لا يُعد هذا التدخل تعدياً على السيادة العثمانية لأن الدايات لا يعترف رسمياً بهذه السيادة بدليل اعتدائه المتكررة على نيابتي تونس وطرابلس المجاورتين (العقاد، 1993: 73-74).

لكن رأي الأيرال البريطاني لا يحتمل الصواب بدليل أنه عندما وصلت أنباء سرية عن اجتماع العام بين الدول الغربية من أجل إنها قضية أوجاقات الشمال الإفريقي واجتماع المجلس العثماني الشوري لدراسة هذا الموضوع، فكان قراره " أن الأوجاقات الغربية لكونها مسلمة من جهة، ومن جهة أخرى فهي تعتبر تابعة للدولة العلية... وإعلان الحرب ضد الأوجاقات تعتبر إعلاناً للحرب ضد الدولة العلية، كما تعتبر أيضاً مخالفاً للأصول المرعية بين جميع الدول والملل... وإن تبعية الأوجاقات الغربية من قديم الزمان للدولة العلية، وكذلك الأخوة في الدين التي تجمع الطرفين مسلمة لا جدال فيها" (ANA, 24/22537A). ويعني هذا أن الدولة العثمانية كانت تعتبر كل الإيالة جزءاً لا يتجزأ ما من الإمبراطورية

وكان هدف سيدني سميث من هذا المشروع، هو إعادة تشكيل نظام فرسان مالطة في شكل جديد (شويتام، 2011: 148)

3. موقف الدول الأوروبية المشاركة في المؤتمر من هذا المشروع

بالنسبة لبريطانيا ظاهرياً رفضت هذا المشروع عن طريق تصريح وزير خارجيتها كاسلريه في قوله: " إن بريطانيا ما زالت تحتفظ بسياستها التقليدية التي تفضل بقاء النيابات حتى لا تتعرض شمال إفريقيا لحالة من الفوضى تمكن فرنسا من إخضاعها دون عناء" (العقاد، 1993: 74)، إلا أن بريطانيا كانت تصغي بأذان صماء لكل اقتراح قدم أمام المؤتمر يستهدف تحريم قرصنة بلاد البربر، ولما سئل رئيس وزراء بريطانيا في البرلمان بعد ذلك بشأن هذه القضية ادعى أن معاهدات بريطانيا مع بلدان المغرب هي التي تبرر هذا الموقف، ولكن المؤرخ الذي عالج مؤتمر فيينا لم يتردد في أن يصف موقف الوزير البريطاني فيه بأنه قد أوحى به الأناية ويقوم على ضغط المصالح (شالر، 1982: 146).

أما فرنسا فقد انتهجت أسلوب التريث ومتابعة ما يحدث في الجزائر عن كثب حيث أنها شعرت بالحرج والضيق أمام المشروع الأوروبي الذي تضمن خطة عمل لمنع الرق وقمع القرصنة البربرية وتصفيتها، وإنشاء قوة بحرية توضع تحت قيادة القائد العام الانجليزي لقوات التحالف التي تحتل فرنسا (زريق، 2012: 46)، والسبب في ذلك هو أنها خرجت من حروب نابليون مستضعفة، وكانت تعلم جيداً أنها لن تستطيع في هذه الظروف أن تلعب دوراً رئيسياً في أي عمل جماعي يتخذ ضد الجزائر (العقاد، 1993: 74)، أما الأسباب الحقيقية التي كانت وراء رفضها المشاركة في الحملة، هي أنها تدرك أن الدور القيادي في الحملة تتولاه إنجلترا لكونها تعتبر أقوى دولة

آنذاك. سعت فرنسا إلى الحفاظ على الأسطول الجزائري، ليس حبا فيه، وإنما لعله يعرقل نشاط البحري الإنجليزي مؤقتا ريثما يسترجع الجيش الفرنسي قواه.

السبب الآخر يمكن استنتاجه من محتوى الرسالة التي استلمها قنصل فرنسا في الجزائر من حكومته قبل قدوم الحملة، إذ طلبت منه أن يتخذ موقفا محايدا من الحملة، والهدف المنتظر من ذلك، هو استرجاع فرنسا ممتلكاتها في الشرق الجزائري، التي جردها منها الداوي أحمد في سنة 1807، ليمنحها للإنجليز. وقد تمكنت فرنسا بموقفها هذا من استرجاع ممتلكاتها في عام 1817 (شويتام، 2011: 148-149).

أما اسبانيا والبرتغال فهما أيضا كانتا تعارضان هذا القرار بدافع من مصالحهما الخاصة (شالر، 1982: 145)، وفيما يخص روسيا اعتبرت هذه الفرصة غنيمة لها للوصول إلى هدفها المنشود وهو الوصول إلى الاستيلاء على أرض في منطقة السفيد (ANA, 24/E22537)، أي أنها كانت تبحث عن منفذ إلى البحر المتوسط، وكان هذا الهدف يراودها منذ فترة طويلة، فقد تضمن أحد بنود معاهدة تلسيت المبرمة بين نابليون وقيصر روسيا سنة 1807م هذه المسألة، وإن اختيار الدول الأوروبية عدم التدخل في الشؤون الأوجاقات الثلاثة أثناء هذا الاجتماع كان عاملا أساسيا لمنع روسيا من مناوراتها السياسية التي تهدف فقط إلى تحقيق مصلحتها الذاتية، وعدم تهيج الأمم الإسلامية ضد الدول الغربية، إذ من المعروف أن الدول الإسلامية والدول النصرانية كانت تعيش منذ مدة في عراك وحروب وتنافر وعداوة فيما بينها، أما الآن فقد زالت هذه العداوة ومنذ مدة وحلت محلها الألفة والصدقة والمحبة بفضل المعاهدات والمصالحات التي تحققت بين الطرفين، وإذا حصل هجوم عام من طرف جميع الدول النصرانية ضد الأوجاقات الثلاثة فإن ذلك لا يؤثر فقط على الدولة العلية بل يتجاوزها حتى يصل إلى فاس وأفريقيا والحجاز وجميع العالم الإسلامي حيث يصبح العالم الإسلامي الكبير في غليان شديد ضد العالم المسيحي الأمر الذي سوف يشكل مشاكل جسيمة للأمة النصرانية" (ANA, 24/E22537).

لكن الغريب هو موقف النمسا الذي يظهر من جهة تأييدها لهذا القرار مع روسيا اللتين كانتا تستعدان لسلب الممتلكات العثمانية في البلقان وشمال آسيا الصغرى مقابل إطلاق يد دول أوروبا الغربية في منطقة المغرب (زريق، 2012: 47)، ومن جهة أخرى كانت تمد الدولة العثمانية أخبارا في منتهى السرية عن اجتماع الدول الغربية في مسألة الأوجاقات الثلاث، والدليل على ذلك التقرير الهام الذي بعثه مترنيخ عن طريق رئيس مترجمي أوستريا إلى سفيره في الدولة العثمانية حول اجتماع الدول الغربية من أجل إنهاء قضية أوجاقات الشمال الإفريقي؛ لكن هل هذا التقرير كان الهدف منه المحافظة على علاقته مع الدولة العثمانية؟ أم كان الهدف منه معرفة

الحملة الانجليزية الهولندية على إيالة الجزائر 1816م من خلال وثائق مركز الأرشيف الوطني الجزائري

ووثائق المكتبة الوطنية الجزائرية

رد فعلها من هذا القرار الذي أجمعت عليه الدول الأوروبية؟ وهذا الهدف الأخير هو الأقرب إلى الصواب، فكانت النمسا تبحث عن المصلحة الخاصة، وإن التوضيح والاستفسار عن موقف الدولة العلية بطريقة محرمانية— أي خفية — لدليل قاطع على حرصها على المحافظة على العهود والشروط والمواثيق القائمة بينها وبين الدولة العلية من جهة، ومن جهة ثانية هو دليل أيضا على تطلعاتها إلى الفوائد التي سوف تنالها من جراء منع الأوجاقات الغربية من اعتداءاتها المتكررة على سفن الدول النصرانية(ANA, 24/E22537). . يعني أنا النمسا كانت تتحكم في مواقفها مصالحها الشخصية مع الدولة العثمانية، فكانت تمد هذه الأخيرة بالأخبار حتى تكسب ودّ وثقة السلطان العثماني، وفي الوقت نفسه تتحيز الفرصة من أجل النيل من الدولة العثمانية وكسر شوكتها بدليل تحالفها من قبل مع روسيا أثناء حروب البلقان.

وبعد دراسة المؤتمر لمسألة المغاربة أصدر قراراً نهائياً في 09 جوان 1815 ينص على ضرورة وضع حد لمسألة استرقاق الأسرى المسيحيين في البلدان المغاربية ضمن سياسة عامة تهدف إلى إلغاء عادات القراصنة والرق في العالم(العقاد، 1993: 74.73)، غير أن الدول الأوروبية كانت عاجزة على تنفيذ توصيات المؤتمر، نظراً للتطورات الخطيرة التي طرأت على الساحة الأوروبية (شويتام، 2011: 148) حيث عاد الإمبراطور نابليون للظهور مجدداً على المسرح الأوروبي ليواجه جيوش الدول الأوروبية المتحالفة في معركة واترلو (1814م)، واضطر إلى التنازل على العرش للمرة الثانية. وعقب هذه الأحداث عقد ملوك الدول المنتصرة اجتماعاً في باريس ليتباحثوا في مصير الجنس البشري، وهناك بلغتهم أخبار العقاب الذي أنزله الأسطول الأمريكي بالجزائر، وفي منتصف الشهر جوان من نفس السنة (1815م) جاءت أول مبادرة أوروبية وطلبت من الداى عمر تجديد معاهدة السلام بنفس الشروط التي تنص عليها المعاهدة القديمة، لكن الداى رفض ذلك حتى تدفع ما عليها من مستحقات (شارل، 1982: 148)، وذلك حسب ما جاء في القائمة التي وردت إلى حضرة القبطان باشا من طرف محمد أغا المقيم بأزمير تفيد أن أسطول الفلمنك مازال يحاصر الجزائر إلا أن الغاية من هذه العملية ليست الإضرار بالجزائر وإنما هي محاولة من طرفهم للتصالح مع الجزائريين(ANA, 24/19090)، وبعدها بفترة قصيرة جداً ظهرت سفن انجليزية على السواحل الجزائرية توحى بسوء نيتها (شارل، 1982: 146)، لكن القائمة سابقة الذكر تظهر أن الملك الانجليزي قد أوصى الجنرال المتواجد في يوغاز بجبل طارق بأن يقوم بدور الوسيط بين الجزائر وبين أية ملكية تدخل في نزاع مع الجزائر بما فيها الفلمنك (ANA, 24/19090).

4. الحملة البريطانية الهولندية 1816م:

بعد انعقاد مؤتمر فيينا تعهدت بريطانيا بتنفيذ قراراته وطلبت تعويضا مسبقا عن مجهوداتها تتمثل في وضع الجزر الأيونية تحت حمايتها(الميلي،1964: 262)، والمقصود من هذه الحركة التي قامت بها بريطانيا هي المصلحة الخاصة لا سواها، برغم أن الدول الأوروبية الأخرى كانت متفطنة لذلك، وهذا ما يؤكد التقرير النمساوي المبعوث إلى الدولة العثمانية بأن الأسباب الحقيقية لتلك التحركات العسكرية، والمتداركات الحربية هي بلا شك ولا ريب الإرادة الانكليزية التي تريد كسب الجولة سياسياً، وتصبح ذات قوة وتفوق في القضية المتعلقة بالأوجاقات الغربية التي تكون في إحدى الموضوعات المتعلقة بالاجتماع المنعقد بمدينة لندن، ولهذا السبب لجأت إلى تلك التحركات والتمثيلات (ANA ,24/E22556).

وبعد علم الجزائريين بهذه المؤامرة الخسيسة والديئة التي لجأت إليها الدول النصرانية للانتقام منها تهيئوا واستعدوا للدفاع عن وطنهم ودينهم، وكانوا متيقظين أشد التيقظ أمام مناورات العدو، وتم توزيع منشور على قلاع السواحل تضمنت احتمال وقوع حرب مع الانجليز، ووجوب الاستعداد ولزوم التيقظ والتبصر من أجل ذلك(ANA ,24/22556)، وكان نتيجة هذا أن اتجهت مجموعة من الانجليز في شهر ماي 1816م كانت تصطاد المرجان بمدينة عنابة لحضور مهرجان قداسة بمناسبة عيد المعراج أن هاجمهم رجال البولداش عندما شاهدوهم يقومون بتصرفات غير لائقة وقتلوا البعض منهم وخرّبوا مؤسستهم التابعة لشركة صيد المرجان بالمدينة، وكان بها حوالي 800 شخص قادوهم إلى السجن ويوحى هذا العدد من الأشخاص بالريبة والشك في عملهم بهذه المنطقة (بوعزيز، د.ت: 121)، غير أن التقرير الوارد من خسرو باشا يُشير إلى ذلك الحدث الذي وقع في عنابة بقوله: "... بينما كانت سفن تابعة لإنجلترا وفلمنيك وإيطاليا وسائر الأمم المختلفة راسية قرب واجهة ميناء المدينة بون - عنابة حالياً- تابعة لأوجاق الجزائر قصد عملية صيد المرجان إذّ خرج من المدينة المذكورة خمسة آلاف مسلح وهاجموا ملاحى السفن المذكورة الخارجين منها إلى البر، وقتلوا 300 نفر، كما استولوا على 100 قطعة من سفنهم، وفرّ القنصل الانكليزي الذي يُقيم بهذه المدينة مصاباً بجروح..." (ANA ,24/E22556)، أما سبنسر فله رواية عكس هذا في قوله: "...والأكثر خطورة من الكل حادثة ماي 1816م في عنابة، حيث سلّم مئتا رجل من صيادي المرجان أنفسهم وكانوا تحت الحماية البريطانية والفرنسية، وقضى عليهم في الوقت الذي كانوا في الكنيسة للصلاة..." (سبنسر، 2006: 182)، وهذا إن دلّ فإنه يدل على محاولة الكتاب الغربيين تشويه سمعة المسلمين ومحاولة تزييف الحقائق رغم وجود تقارير رسمية وكتابات غربية تُشير عكس ذلك تماماً.

فسارعت إنجلترا إلى استغلال هذه الحوادث التي وقعت بمدينة عنابة لاجتلاب قوة تحقق مصلحتها أو تعاضد موقفها(ANA, 24/E22556)، وكان قبل وقوع الحادثة بشهر قد وصل الأسطول الإنجليزي بقيادة اللورد إيكسموث قصد افتداء تحرير أسرى مملكتي سردينيا ونابولي(52: Achille, 1860)، وقد وضح تقرير أغا التشريفات الحاج عبد الله أغا المبعوث من طرف عمر باشا إلى السلطان العثماني، والذي يتعلق بمسألة الأسرى التي وقعت بين الباشا والأميرال إيكسموث في قوله(ANA, 24/B48979): "... في اليوم الأول من جماد الآخر جاء القائد الإنجليزي وتوقف بالقرب من سواحل الجزائر ثم بعث خبرا بخصوص أسرى سردينيا الموجودة لدى أوجاق الجزائر موضحاً أنه يريد افتداء الأسرى لأنهم يُعتبرون من رعايا انكلترا، وهو مستعد أن يدفع مقابل كل رأس، البالغ عددهم 50 نفر ألف ريال، فوافق أمير أمراء جزائر الغرب على هذا الاقتراح وحلّت المشكلة بين الطرفين بالصلح والسلام والودّ والوثام المتبادل بين الطرفين، إلا أن إيكسموث لم يقف عند هذا الحد بل طالب بإطلاق سراح الأسرى النابوليتيين البالغ عددهم 1200 أسير عن طريق دفع فدية مقدرة بألف ريال لكل واحد، إلا أن الباشا رفض ذلك من خلال جوابه:" إن النابولتان دولة مستقلة، ولها ملك فإذا جاء الطلب بشأن افتداء أسراهم من طرفه فإنني عند ذلك أقبل تسليم هؤلاء الأسرى أيضا إليك"، يعني أن القائد البريطاني هنا كان مصرا على الحرب وكسر شوكة الأسطول الجزائري بدليل رد إيكسموث على باشا في قوله:" ما الحاجة في أن يطلب ذلك ملك النابولتان وها أنا ذا أدفع إليكم الدراهم اللازمة فسلموا إلي"، فوافق الباشا على ذلك باعتبار أن الدولة الإنجليزية تربطها علاقة صداقة متينة مع الدولة العلية، وبعد سماع إيكسموث جواب الباشا بخصوص تسليم الأسرى فك الحصار ثم توجه إلى تونس وطرابلس الغرب (ANA, 24/B48979)، وقام بعقد معاهدة سلم مع حكامهما، وتم تحرير أسرى سردينيا ونابولي بدون دفع فدية²²، وبعد شهر عاد إيكسموث إلى الجزائر، وقال للباشا حسبما جاء في التقرير سابق الذكر(ANA, 24/B48979): " بعدما غادرت الجزائر متوجها إلى طرابلس وتونس أحطت بخبر جاء من طرف ملكنا يتعلق بقضية الأسرى، ومقتضى هذا الخبر يمكنني أخذ الأسرى حسب المقاوله المبرمة بيننا في ثلاث دفعات، لكن بشرط أن تقوم الجزائر بعد هذه المعاهدة برد الأسرى الذين يتم أخذهم من طرفها حين وقوع حرب بين الطرفين... وبهذا نكون قد منعنا الأسر والاسترقاق"، وكان رد الباشا على هذا في قوله:" نحن أيضا نعمل ونتحرك حسب الوجه الذي يتجلى فيه فرمان سيدنا المعظم"، ورد عليه إيكسموث بأن إرادة الدولة العلية في هذه المادة هي حسبما بينت، فكان جواب الباشا على ذلك في قوله:" حاشا لله أن تتجلى إرادة الدولة العلية خلافاً للشرع الشريف، وسوف يعث هدية للدولة العلية وعندما يصدر فرمان عال فنعمل بموجبه"(ANA, 24/B48979)، لكن إيكسموث رفض ذلك، وهدد الباشا

بتدمير مدينة الجزائر، وأعطاه مدة ثلاث ساعات للمشاورة والرد النهائي وفي بعض الكتب ساعتين (Ernest, 1988: 495)، فلامه الداوي على سلوكه الغريب والمتناقض الذي يُرسل كل الثقة في التزاماته، ورفض مطالبه بصفة نهائية، ثم طلب بأن يسحب أسطوله من مرمى المدافع الجزائرية (شارل، 1982 : 153)، وقد أثبت ذلك جواب إيكسموث من خلال جوابه في تقرير عمر باشا سابق الذكر (ANA, 24/B48979) " لا يمكن أن أنتظر إلى ذلك الوقت، أريد إنهاء المسألة التي بيننا في أسرع وقت، وذلك حسب الشروط التي اتفقنا عليها، وأريد جواباً قاطعاً خلال ثلاث ساعات، وإذا حصلت مخالفة لما قررت فإنني أكون صديقاً لكم حتى أصل إلى السفينة"، فعمل الباشا بعد ذلك على جمع الأهالي وأخبرهم بجواب القائد الإنجليزي، وبعد تشاور قرروا إعلان الحرب، ولما رأى إيكسموث استعداد الأهالي لمحاربه رفع العلم الأبيض وقيل بحل المشكل المتعلق بالأسرى في إطار الأوامر العثمانية، والتي سوف تصدر بهذا الشأن خلال مدة 06 أشهر، وبهذا انتهى النزاع والصراع بين الطرفين، حيث طلب إيكسموث أن يوصل هو بنفسه الهدايا التي كانت من المقرر أن ترسل إلى الدولة العلية ل يتم تقديمها باسم الجزائر (ANA, 24/B48979)، وقد أثار الصلح الذي أبرمه اللورد مع الداوي عمر سخط الدول الأوروبية التي اتهمت إنجلترا بأنها تعمل من أجل مصالحها (شارل، 1982 : 157)، فقررت إنجلترا تجهيز حملة ثانية ضد الجزائر، وتنفيذا لهذا القرار غادر أسطولها ميناء بليموث Plymouth¹ بقيادة إيكسموث يوم 28 جويلية 1816، ولما وصل إلى جبل طارق انضم إليه الأسطول الهولندي بقيادة فان كابلان - Capellen Van- (شويتام، 2011 : 154)، ومن هناك أبحر الأسطول المتحالف إلى الجزائر، وقد أرسل قبل ذلك إيكسموث الضابط وارد Warde إلى الجزائر لمعاينة الساحل، وتحصينات المدينة قبل أن يغادر الأسطول جبل طارق، ولما وصل الأسطول المتحالف بالقرب من ميناء الجزائر قام بإنزال علم السفينة، ورفع العلم الذي يرمز للصداقة والسلام، ثم وجّه إيكسموث إنذاراً إلى الداوي، وذلك وفق تقرير القبطان علي الذي جاء فيه: "... على الرغم أنه تمت المصالحة بين الانجليز وفلمنيك وبين الجزائر مدة 06 أشهر للبحث، إلا أنهم ظهروا في المياه الجزائرية بأسطول يتكون من ثلاثين قطعة في اليوم 15 أوت الموافق لـ 03 شوال، وذلك قبل أن تنتهي المدة المتفق عليها، وبعد أن رفع الأسطول العلم الأبيض الذي يرمز إلى السلام أرسل إلينا رسالة حول تسليم الأسرى الموجودين لدينا طالباً منا الرد في مدة ساعة، وبينما نحن مجتمعون من أجل التشاور ودراسة الرسالة إذ هم يتقدمون نحو الميناء دون احترام الوقت المحدد، وكان الهدف من وراء الرسالة، وتحديد

¹- بليموث: هوميناء بحري في ديفون، في الساحل الجنوبي الغربي من إنجلترا، وكانت بليموث آخر ميناء رست عليه سفينة مايفلاور التي حملت الرهبان إلى شمالي أمريكا في عام 1620 م.

الحملة الانجليزية الهولندية على إيالة الجزائر 1816م من خلال وثائق مركز الأرشيف الوطني الجزائري

ووثائق المكتبة الوطنية الجزائرية

الوقت هو الاستغفال ونقض المعاهدة واللجوء إلى الحيلة، حيث تقدموا ببعض سفنهم نحو القلعة والأبراج حتى ما إذا وصلوا إلى مدخل الميناء، وابتعدوا عن مرمى المدافع والبنادق توقفوا ثم أشعلوا نار الحرب فجأة وعن غفلة منا، واستمرت الحرب المشتعلة بكل ضراوتها وقساوتها من الساعة الثامنة نهاراً إلى منتصف الليل ... " (ANA, 24/22486)، وانتهت المحاربة بين الطرفين، وإثر ذلك صرح اللورد إيكسموث بأنه لم يعلن الحرب لتدمير المدينة وطلب مقابل الصلح إطلاق سراح جميع الأسرى، وإعادة مبلغ 350000 دولار الذي دفعه ملك نابولي وسردينيا كفدية لرعاياه الذين أُطلق سراحهم في شهر أبريل الماضي، كما طلب بالتنازل عن حقها في استرقاق الأسرى المسيحيين (شالر، 1982 : 157)، بعد أن قبلت الجزائر بهذه الشروط ودفع الأسرى إليهم وإبرام الصلح (ANA, 24/22486)، كما اضطرت الجزائر إلى عقد معاهدة مع هولندا بنفس الشروط التي عقدت على أساسها المعاهدة الجزائرية البريطانية (شالر، 1982 : 157). ويضح من بنود المعاهدة وشروطها المحففة في حق الجزائر أن عمر باشا استفد كل خططه لإبعاد الجزائر عن القوات المتحالفة، ودفع الضرر بعقد هذه المعاهدة التي فقدت الجزائر بها هيبتها كقوة بحرية في منطقة البحر الأبيض المتوسط، وكشفت مواطن الضعف لدى القوات البحرية والبرية الجزائرية، كما فتحت الباب أمام الاعتداءات الأوروبية.

وقد أحرق الأسطول الإنجليزي في قصفه لمدينة الجزائر ما يقارب 118 طن من البارود وإطلاق حوالي 51 ألف قذيفة من مختلف الأنواع لكن الإنجليز خسروا 128 قتيلا و690 جريحاً وخسر الهولنديون 13 قتيلا و52 جريحاً من جنودهم كما يذكر شالر القنصل الأمريكي في الجزائر ذلك في مذكراته: «... لقد كانت بطاريات المدافع الجزائرية التي تشمل على ثلاثة آلاف قطعة تنازع الأسطول المهاجم شرق المعركة، هنا ويقدر شالر عدد القتلى والجرحى من الجزائريين بحوالي ستمائة شخص لكن مدينة الجزائر لحقتها أضرار كبيرة ، وتحطم الأسطول الجزائري الذي كان راسيا بالميناء كله تقريبا، فقد تحطمت 4 بوارج حربية و 5 سفن متوسطة الحجم و 23 زورقا وعدد كبير من المراكب التجارية المتنوعة» (شالر، 1982 : 157)، أما تقرير القبطان الأمريكي سومر فيذكر عن حالة الجزائر إثر القصف الإنجليزي الهولندي لها من خلال قوله: "... وفي طريق عودة الأسطول الإنجليزي الهولندي إلى الوطن التقى بهم القبطان الأمريكي سومر الذي كان مرابطا في جبل طارق، وسمع منهم بأنهم ضربوا الجزائر بالمدافع فجعلوها متساوية بالتراب وأحرقوا الترسانة، وعند ذلك اتجه سومر إلى الجزائر للتأكد مما سمعه فشهد الأسطول وقد أصبحت سفنه الكبيرة في حالة يُرثى لها مكسورة الجوانب مقطوعة الأبراج والأعمدة، وكانت حال رجالها أسوأ من حال السفن... وفقد الأسطول في هذه المعركة أكثر من ثلاثة آلاف نفر

من رجاله..."(شالر، 1982 : 157)، لكن بالرغم مما جاء في هذا التقرير لا يمكن أن تكون هذه الأخبار صحيحة لعدم مشاهدته بعينه للأوضاع السائدة في الجزائر ومجريات الحرب(ANA ,24/22486) لكن تقرير عمر باشا يُشير عكس ذلك من خلال قوله: "... أدت هذه المعركة الضارية التي جرت بين الأسطول الإنجليزي المتحالف مع الأسطول الفلمنكي وبين الجزائر إلى إصابة 300 نفر من المجاهدين بين قتييل وجريح، والمصابين من طرف الأعداء كانوا أكثر بكثير، كما فقدوا كذلك 08 أو 10 قباطنة..."(ANA , 24/22486)، ويذكر عمر باشا في تقرير آخر: "... إن الخسائر التي لحقت بالأساطيل الفلمنكية المتفقة مع الأساطيل الانكليزية هذه المرة بسبب الحرب التي جرت مع الجزائريين كبيرة جدا لدرجة أنه لم يقع لها مثل في أي وقت من الأوقات الماضية... وإن الحوادث التي تواترت بشأن هذه المعركة غير صحيحة مئة في المئة والحوادث التي سردناها الآن هي الصحيحة..." (العربي، 1982: 87) ، فقد عانت البحرية والمدنية وتحصيناتها من تدمير واسع النطاق، ولكن المرجح أن الجزائريين لم يفقدوا عددا من الرجال يوازي العدد الذي خسره العدو(شالر، 1982: 159). لكن من الملاحظ أن الإحصاءات التي وردت في المصادر الغربية والمحلية متضاربة ومتناقضة، فلكل طرف أسبابه في تفخيم الخسائر التي ألحقت بخصمه، وتقليل من الخسائر التي منيت به قواته، وهذا يندرج في إطار الحرب النفسية التي تتميز بها الحروب.

وعقب توقيع الجزائر لمعاهدة الصلح مع الأسطول المتحالف الانكليزي-الهولندي ووجهت الحكومة الجزائرية اهتمامها كله لإصلاح الأضرار الناجمة عن الحرب من خلال طلب المساعدة من الباب العالي (ANA ,24/22486) الذي يظهر من خلال تقرير عمر باشا والذي جاء فيه أن "...الاجواق تطلب من المقام الشاهاني العالي في التقرير الذي تم تقديمه أن تحظى العطف الشاهاني العالي وإحسانه الهمايوني بأن يأمر بإعطاء المهمات والجبخانة والجنود المطلوبة من طرفها حتى تحي من جديد، وتبقى القوة المجاهدة في سبيل الله والمسلمين..." (ANA ,24/22486)، وكان لها ذلك فعلا، كما عملت على إزالة أنقاض التحصينات التي لحقت بها الأضرار، ولم تمض سنة حتى أصبحت هائلة ومخيفة كما كانت من قبل (شويتام، 2010: 55).

وإحدى الحقائق التاريخية التي يمكن استخلاصها من محتوى التقارير التي كان حكام الجزائر يرسلونها باستمرار إلى السلطان العثماني المتعلقة بتطورات المعارك وسيورها، هي أن العلاقات بين البلدين كانت تتميز بالترابط والتعاون، لاسيما في العقود الثلاثة الأخيرة من الحكم العثماني في الجزائر، والتي كانت فيه الأطماع الأوربية الاستعمارية وتحرشاتها في تزايد، وتفند في نفس الوقت الادعاءات المغرضة لأعداء الجزائر الذين يزعمون أن الجزائر مستقلة عن الدولة العثمانية، ولا شك أن غرضهم هو عزلها عن كيان الأمة الإسلامية والانفراد بها، وما لم تتمكن

الدول الأوروبية من تحقيقه في تلك الفترة، ستحققه لاحقا عن طريق إثارة فكرة القومية التي بواسطتها توصلت إلى تفكيك الخلافة الإسلامية التي كانت تتزعمها الدولة العثمانية.

5. موقف الدولة العثمانية من التحالف الأوروبي ضد الجزائر:

كانت الدول الأوروبية تنظر إلى البحارة الجزائريين على أنهم مجموعة من قطاع الطرق ولصوص، عكس القرصنة الأوروبيين الذين كانوا يعتبرون جنود الله والمسيح الذين وجب عليهم محاربة القرصنة الجزائريين (Ficher, 1991:416)، ولكن قوة وبسالة المحاربين الجزائريين حالت دون ذلك، مما دفع بالدول الأوروبية إلى شن حملات عسكرية متتالية من أجل القضاء على الجزائر التي تعتبر وكر هؤلاء البحارة في نظر الأوروبيين، إلا أن كلها باءت بالفشل بسبب قوة الإيالة الجزائرية ومناعتها، وحصانيتها، فدفع فشل الدول الأوروبية في القضاء على القرصنة المغاربية عامة والجزائر خاصة إلى توحيد جهودها على شكل أحلاف ضد الجزائر، وقد طرحت مسألة القرصنة الجزائرية في المؤتمرات الأوروبية (1815م - 1818م) (حماش، 1988: 212)، ووُلدت هذه الفكرة لأول مرة في مؤتمر فيينا 1815م من خلال تكوين قوة بحرية مشتركة بين الدول الأوروبية لمحاصرة السواحل المغاربية، ومنع سفن القرصنة من الخروج من موانئها، كما قام سفراء هذه الدول في اسطنبول بتحميل الباب العالي مسؤولية أعمال الإيالات المغاربية في حالة السماح لها بتنظيم عمليات التجنيد في أقاليم الدولة العثمانية (ANA, 24/17822)

وبمجرد سماع الدولة العثمانية نية الدول الأوروبية من طرف جواسيسها ومصادرها الخاصة، بدأت تتحرى حول صحة تلك الأخبار ويظهر ذلك من خلال محاولة الدولة العلية الاستفسار عن ذلك من سفير السويد لكنه لم يجب على ذلك، مما أحال هذا الموضوع إلى المجلس الشوري للتداول والمذاكرة، وقد توصل المجلس إلى توجيه سؤال إلى سفراء الدول والكتابة إلى القائمين بالأعمال حول الموضوع المطروح، كما قرروا انتظار جواب السفير السويدي حتى يتم العمل بمقتضاه، وإلى ذلك الحين استمرت التحقيقات الخفية الجارية حول الأحداث المذكورة للوصول إلى الحقيقة المطلوبة (حماش، 1988 : 214).

وبعد تبليغ الدول الأوروبية للباب العالي قرارات مؤتمر فيينا حول الإيالات المغاربية اعتبر ذلك أنه تدخل مباشر في الشؤون الداخلية للدولة العثمانية، ورأى أن أي قرار بشأن تلك الإيالات يعد من صلاحياته وحده (ANA, 24/19090)، وتخوف السلطان محمود الثاني من تعرض الدول الأوروبية وعلى رأسها بريطانيا

للإيالات الثلاث، فأمر بضرورة إرسال مبعوث عثماني إلى الجزائر وتونس وطرابلس لتحذيرهم من الأخطار المحدقة بهم نتيجة المؤامرات التي لجأت إليها الدول النصرانية للانتقام منهم وخاصة الجزائر، ولما علم الجزائريون بالخطط الأوروبي، وأدركوا مدى حاجتهم إلى مساعدة الدولة العثمانية رحبوا بالمبعوث العثماني، وأظهروا الطاعة لأوامر الباب العالي، كما لبوا طلبه بإطلاق سراح خمسين أسير يوناني (حماش، 1988 : 214).

ولم يتوقف الباب العالي على تنبيه الايالات المغاربية وخاصة الجزائر، فأرسل مرة أخرى ينصح ولائها باليقظة والاستعداد لمواجهة أي هجوم قد تقوم به إحدى الدول الأوروبية، وهذا ما حدث فعلا سنة 1816م عندما تلقت الجزائر ضربة عنيفة، وانتهزها أمام الأسطول الإنجليزي الهولندي، لكن الجزائر لم توقف نشاطها البحري سوى ثلاثة أشهر، مما دفع بالدول الأوروبية إلى إرسال شكاوي إلى الباب العالي، فأعلن رئيس الكتاب أن السلطان العثماني لن يتخذ أي إجراء يضر بالنظام المتبع عند الدول المغاربية، وأن سبب ذلك ليس الدين الإسلامي فقط، وإنما أيضا النظام السياسي الذي أُقيمت عليه الدولة العثمانية، أما بخصوص إجبار الايالات المغاربية على التخلي عن القرصنة، فإن السلطان لا يستطيع القيام به لأنه يتطلب تكاليف مالية، وفي شهر ديسمبر أمر هذا الأخير بتحضير معدات عسكرية متمثلة في ثلاث سفن حربية محملة بالعتاد الحربي وإرسالها إلى الجزائر من أجل إعادة بناء قوتها العسكرية (حماش، 1988 : 218-219).

وبعد فشل الدول الأوروبية وخاصة بريطانيا في تحقيق مساعيها في تحطيم النيابة الجزائرية، ووضع حد لقرصنتها، طرحت مسألة الجزائر والدول المغاربية بصفة عامة في جدول أعمال مؤتمر إيكس لاشبيل سنة 1818م وتم الاتفاق على تبليغ الدولة العثمانية بقرارات المؤتمر (حماش، 1988 : 220-221)، إلا أن الدول الأوروبية اختلفت في طريقة تقديم القرارات، وفي الأخير أعطيت حرية كل دولة في ذلك، وبعد سماع الباب العالي لهذه القرارات (بوعزيز، 1999 : 358)، رد على ذلك من خلال رئيس الكتاب: "بأن الدولة العثمانية لا يمكن أن تلتزم بنتائج مؤتمر لم تدع إليه، ولم تمثل فيه" (م و ج، مج 3190/م1، و126)، واعتبر التحالف الأوروبي ضد الإيالات المغاربية عدواناً مباشراً على الدولة العثمانية، وتدخلا في شؤونها الداخلية مما يتنافى مع قواعد العلاقات الدولية خصوصاً أن فرنسا وبريطانيا وبروسيا كان لها معاهدات مع الجزائر تضمن لها سلامة ملاحتها في البحر المتوسط. أما روسيا والنمسا، فإن معاهدتها مع الباب العالي هي التي كانت تضمن لهما ذلك، وكان السلطان ملتزماً بتعويضها عن كل الخسائر التي قد تلحقهما بسبب تعرض الايالات المغاربية لسفنها التجارية، وعلى إثر ذلك قرر الباب العالي إرسال الدعم إلى الإيالة حيث وجه إلى دار الترسانة بتحضير العتاد الحربي، من خلال إصدار محمود الثاني فرمان إلى حسين باشا في 08-16 ديسمبر 1819م القاضي بإرسال معدات عسكرية إلى

الحملة الانجليزية الهولندية على إيالة الجزائر 1816م من خلال وثائق مركز الأرشيف الوطني الجزائري

ووثائق المكتبة الوطنية الجزائرية

الجزائر(حماش، 1988 : 221)، وإلى حكام الأقاليم في الأناضول بالسماح لوكلاء الجزائر بتنظيم عمليات التجنيد، وفي أوائل نوفمبر أبحرت سفينة دانماركية من إسطنبول نحو الجزائر تحمل أجهزة عسكرية مختلفة خاصة ببناء السفن وتجهيزها، كما أرسل الباب العالي سفينة حربية ذات 22 مدفعاً وعلى متنها عدد من الجنود كهدية للجزائر(م و ج: مج 3190 / م1، و126)، ونفس الشيء عندما تعرضت الجزائر إلى الهجوم من قبل الأسطول الإنجليزي بقيادة الأميرال نيل سنة 1824م فقامت الدولة العثمانية بإرسال جنود متطوعين بعد انتهاء الحرب(م و ج: مج 3190 / م1، و137)، وعندما طلبت الجزائر مواد بناء من أجل بناء دار للصناعة الحربية وإرسال مهندس لإدارتها استجابت لذلك(م و ج: مج 3190 / م1، و138)، وعين الباب العالي محمود أفندي المختص في الصناعة الحربية لإرساله إلى الجزائر (م و ج: مج 3190 / م1، و143)، كما أصدر الباب العالي أوامر إلى تونس وطرابلس الغرب بعدم استقبالهم للجنود الفارين من الجزائر (م و ج: مج 3190 / م1، و 146).

ومن خلال التقارير والمراسلات سابقة الذكر حول موقف الدولة العثمانية يتضح لنا أنه كان لهذه الأخيرة موقف مدافع على إيالة الجزائر، والرافض لما كانت تحيكة الدولة الغربية ضدها عكس ما توصلت إليه بعض الدراسات الحديثة حول الحملة البريطانية الهولندية على الجزائر 1816م من أن الدولة العثمانية لم تدافع عن إيالة الجزائر، وأنها تركتها وحيدة لتلاقي مصيرها وذلك بسبب استقلالها شبه التام عن السلطان العثماني، وعدم احترامها للقرارات التي كانت تصدر وتلزم الايالات العثمانية بالعمل فيها، بل على العكس تماماً دافعت الدولة العثمانية على الإيالات المغاربية عامة والجزائر خاصة بكل قوتها رغم ضعفها وعجزها عن رد الاعتداءات المتواصلة على الجزائر، وذلك من خلال مراسلات مع الدول الأوروبية والاستخبار عن تحرك أساطيلها، وتحذير الجزائر والايالات الأخرى، كما عملت على تقديم الدعم المادي ومعارضة كل قرارات الدول الأوروبية بشأن تخلي الدول المغاربية على القرصنة وإيقاف عملية الاسترقاق لأنه نظام قامت عليه دول شمال إفريقيا وبما فيها الجزائر.

6. انعكاسات الحملة على إيالة الجزائر:

تعتبر المؤتمرات والتجمعات والتحالفات وما نتج عنها من قرارات مثل مؤتمر فيينا وإكس لا شيبيل من العوامل المساهمة في تحطيم الاقتصاد الجزائري، كما تسببت الحملات البريطانية في إلحاق أضرار بالأسطول الجزائري وإحداث خسائر بشرية وعمرائية وبالأخص الهجوم العنيف الذي قام به اللورد إيكسموث في صيف عام 1816 على مدينة الجزائر(سعيدوني، 1985 : 63-64)، واعتبرت هذه الحملة الضربة القاضية لنشاط البحرية الجزائرية،

لأنها حدثت من قُدرات البلاد الدفاعية حيث احترقت أغلب السفن، وُدمر جزء هام من ميناء الجزائر، كما حدثت من قُدراتها الاقتصادية حيث تسببت في خسائر مالية باهظة ألحقت بخزينة البلاد من خلال حرمانها من أموال غنائم العمليات الحربية كفداء الأسرى والإتاوات (ANA, 24/22486)، من خلال إطلاق سراح حوالي 1500 أسير (بوحوش 1997 : 80)، والذي كان من المفروض أن تأخذ الجزائر مقابل ذلك مبلغا ضخما، وهذه الموارد " الرسوم الجمركية على الواردات، الغنائم التي كان يحصل عليها الرياس من الغزو، والفدية التي كانت تدفع لتحرير الأسرى والعبيد، والهدايا التي كانت تقدم للداي عند تعيين قناصل جدد في الجزائر، والضرائب المفروضة على الدول الأوروبية مقابل عدم التعرض لسفنها (سعيدوني، 1985 : 65) هي التي اعتمد عليها النظام التركي في الجزائر لتمويل الخزينة وضمان استمراره، وقد بلغ مقدار خسائر الجزائريين البشرية والمادية من جراء قنبلة مدينة الجزائر حوالي 1015625 جنيه استرليني حسب بعض المصادر، فكان من الطبيعي أن تتأثر الأوضاع الداخلية إلى حد كبير بالسياسة الأوروبية المعادية للنشاط البحري للإيالة الجزائرية (بوحوش 1997 : 80) ، ولتعويض هذه الموارد الخارجية فرض الأتراك ضرائب ثقيلة على الأهالي أكثر مما كانوا يدفعونه من قبل دون النظر إلى إمكانيتهم وأحوالهم الاجتماعية، وكانت النتيجة الحتمية لزيادة الضرائب هي تزايد السخط الشعبي على الحكومة، وتهرب الأهالي من دفع الضرائب دفعة واحدة وقيام ثورات في عدة نواح من البلاد (عمورة، د.ت : 244)، كثورة الشريف بن الأحرش بالشمال القسنطيني وثورة محمد الشريف الدرقاوي في الغرب الجزائري 1805م-1817م (ANA, 24/22556/6)

إذا كانت الجزائر ضحية الصراع الذي اشتدّ بين الدول الأوروبية الاستعمارية، فإن ذلك جعلها تسخر إمكانيات مادية وبشرية معتبرة لصد الهجمات الأوروبية، وكان ذلك على حساب التنمية الداخلية، كما أن الأوضاع الخارجية قد أثرت بشكل مباشر في الاستقرار السياسي في الجزائر، فكان اغتيال الداوي عمر نتيجة الهزيمة التي مني بها الجزائريون في حربهم ضد التحالف الإنجليزي الهولندي (شوتيام، 2011 : 142).

وتعتبر هزيمة عام 1816 م بداية حقيقية لنهاية الحكم العثماني في الجزائر، كما أن الحصار الذي فرضه الإنجليز على السواحل الجزائرية في عام 1824م، والذي دام 6 أشهر كان له تأثير سلبي على التجارة الجزائرية والأجنبية، إذ أضحى من الصعب على السفن الجزائرية والأجنبية الدخول والخروج من ميناء الجزائر، وكان الجزء القليل من المبادلات التجارية يتم عن طريق البر بين الأقطار المجاورة مثل تونس والمغرب الأقصى (عمورة، د.ت : 244).

وبهذه الهزائم المتتالية التي تعرضت لها الجزائر فقدت مفاتيح البحار وسيطرتها علي التجارة الدولية والبحر الأبيض المتوسط بعدما كانت الرائدة في ذلك⁷⁰، وقد أدى هذا الضعف إلى إعلان فرنسا الحرب على الجزائر واحتلالها سنة 1830م. وفي الأخير نرى أن مكانة الجزائر قد اختفت في لمح البصر من منطقة البحر الأبيض المتوسط كما ظهرت من قبل، وفي ذلك يقول سبنسر: "فقد ولدت في عصر عنيف وماتت في آخر" (سبنسر، 2006 : 185) والسؤال الذي يفرض نفسه بإلحاح في هذا المقام، هو ما هي الأسباب التي كانت وراء زوال الجزائر في وقت قصير جدا بعدما كانت تهيمن على البحر المتوسط لفترة طويلة، وترغم الدول العظمى على دفع الإتاوات لضمان ملاحه أساطيلها في البحر الأبيض المتوسط؟ إن الإجابة على هذا السؤال يحتاج إلى دراسة طويلة ومعقدة، إلا أننا نكتفي بذكر عاملين في غاية الأهمية في نظرنا هما:

العامل الأول: يجب أن نعترف أن الجزائر كانت في مرحلة ضعف متقدمة، وهذا ما لم يدركه الحكام، وما يقال عن الجزائر ينطبق أيضا على كل الأقطار العربية والإسلامية، التي احتفظت بأنظمتها العسكرية والاقتصادية والاجتماعية التقليدية، ولم تحاول أن تساير الركب الحضاري الذي يعود انطلاقه إلى أواخر القرن الخامس عشر، فقد قامت بعض البلدان مثل الدولة العثمانية ومصر ببعض الإصلاحات، إلا أنها جاءت متأخرة، ولم تكن نابع من الداخل، بل كانت عبارة عن استنساخ للاصطلاحات الغربية، معظمها لا تلائم المجتمعات العربية والإسلامية، وهذا ما أدى في النهاية إلى فشلها.

العامل الثاني: إن الدول الأوروبية في تعاملها مع الأقطار المغاربية لم تكن متحدة، فكل دولة كانت تتحرك بمفردها لمواجهة خلافاتها مع الأقطار المغاربية، وهذا ما يفسر سبب فشلها وعدم تحقيق أهدافها، كما أن ذلك قد سهل مهمة البلدان المغاربية في مواجهة حملات الدول الأوروبية؛ إلا أن الأمر قد تغير في مطلع القرن التاسع عشر، إذ أدركت الدول الأوروبية بعد حل خلافاتها، أن العمل الجماعي هو الحل الأمثل لتحقيق مراميها في الأقطار المغاربية وإرغامها على الخضوع، وما يؤكد هذه الحقيقة الحملة العسكرية التي نفذتها الجيوش الفرنسية على الجزائر في عام 1830م، وهنا أيضا نجد تفسيراً لأسباب عدم قدرة الجزائر على التصدي للحملات الخارجية بدءاً بحملة الولايات المتحدة الأمريكية عام 1815م، ثم حملة إيكسموث عام 1816م، وما يلاحظ أن هذه الهبة التضامنية التي عرفتها الدول الأوروبية لم تحدث مع الأسف في الأقطار المغاربية والإسلامية عامة، بل اشتدت بين حكاهم الصراعات والخلافات، فهناك من استعان بقوة خارجية أوروبية في حربه ضد أخيه، واحتفظ لنا التاريخ بأمتلة كثيرة حول هذا الموضوع.

الخاتمة:

ما يمكن استخلاصه من خلال دراستنا هذه أنه كانت للجزائر هبة عالمية خاصة في منطقة الحوض البحر الأبيض المتوسط، وذلك بفعل الجهاد البحري الذي كان تمارسه، فكان هو السبب الرئيسي الذي دفع بالدول الأوروبية إلى التسابق من أجل إقامة علاقة سلمية معها مثلما فعلت إنجلترا آنذاك من خلال إبرام اتفاقيات ومعاهدات سلم، ولما فشلت المساعي الإنجليزية في تحقيق مصالحها بسبب حدة ذكاء الحكام الجزائريين، غير أن هذه الأخيرة غيرت في نمط علاقتها مع الجزائر من علاقة سلم ومودة إلى علاقة حرب وصراع خاصة بعد انعقاد مؤتمر فيينا 1815م من خلال تحضير حملات عسكرية بدافع أنها مسؤولة عن تطبيق قرارات المؤتمر المتعلقة بمحاربة القرصنة وتحرير الأسرى المسيحيين، فجاءت الحملة الإنجليزية بقيادة اللورد إيكسموث سنة 1816م؛ إلا أن هذه الحملة لم تحقق النتائج التي كان يتوقعها المجتمع الأوروبي حيث بدأ التحدي الجزائري واضحا من خلال استمرار النشاط البحري سنة 1817م رغم الخسائر البشرية والمادية الناجمة عن الحملة، وذلك من خلال إعادة تجديد الأسطول الحربي واستمرار النشاط البحري، غير أن الحملة الإنجليزية الهولندية قد ألحقت بالجزائر وأسطولها أضرارا بالغة، واعتبر المؤرخون تلك الهزيمة القاسية، بمثابة نهاية الحكم العثماني في الجزائر، وتراجع نشاط أسطولها في البحر المتوسط، وضعف قدرات الجزائر الدفاعية.

لكن إنجلترا لم تتوقف عن محاولاتها فقامت بشن حملة أخرى سنة 1824م بعد انعقاد مؤتمر إكس لا شيبيل عام 1818م، حيث كبدت الأسطول الجزائري خسائر ضخمة، والملاحظ أن هذه الحملات الإنجليزية وحتى الأوروبية الأخرى أنهكت الأسطول البحري الجزائري وسقوطه، فاغتنمت فرنسا الفرصة وسارعت إلى احتلال الجزائر متخذة حادثة المروحة كذريعة سنة 1830م، وهكذا انتهى عهد إيالة الجزائر.

أما عن موقف الدولة العثمانية من تلك الحملة، فقد رأينا أنه كان إيجابيا في مجمله، فضعف الدولة الداخلي وانشغالها بالحروب على الجبهات الخارجية، قد غلب على تدخلها في مسألة الجزائر في إطار النشاط الدبلوماسي، وتجلي ذلك في التشاور مع الدول الأوروبية العظمى وتبادل الرسائل، إلا أنها قدمت بعض المساعدات المادية للجزائر.

قائمة المصادر والمراجع

باللغة العربية

الأرشيف

1. " تقرير هام عن اجتماع الدول الغربية من أجل إنهاء قضية أوجاقات الشمال الإفريقي"، ع 24، رقم الوثيقة 1231/22537A هـ، خط همايون
2. - " أخبار تؤكد عزم الدول على مهاجمة الجزائر - الجزائر مستعدة لأمر-الفلمنك يحاصرونها"، ع 24، رقم 19090/1231 هـ، خط همايون
3. " تقرير نمساوي هام جدا عن سبب تحركات الانكليز ضد الجزائر"، ع 24، رقم الوثيقة 1231 /22556E هـ، خط همايون
4. " تعدي الجزائريين على أساطيل الغرب-حوادث صيد المرجان بعنابة - تأهب أسطول الغرب لمهاجمة الجزائر"، ع 24، رقم 1231/22556 هـ. خط همايون
5. " تقرير هام من أغا التشريفات الجزائر عن كيفية مقابلة عمر باشا للقبطان الانكليزي اللورد إيكسموث"، ع 24، رقم 1231 /48979B هـ. خط همايون
6. " تقرير مفصل عن الهجوم الانكليزي تحت قيادة اللورد إيكسموث والصلح إجباري"، ع 24، رقم 22486I هـ. خط همايون
7. " تقرير عمر باشا عن الهجوم الانكليزي مقدم إلى القبطان باشا"، ع 24، رقم 1231 / 22486 هـ، خط همايون
8. " تقرير عن خسائر الانكليز والفلمينك أمام الجزائر كأنه انتصار للجزائر"، ع 24، رقم 1231 / 22486 هـ، خط همايون
9. " تقرير آخر مفصل عن الهجوم الانكليز قدمه القبطان سيد علي الجزائري"، ع 24، رقم 1231 / 22486 هـ، خط همايون
10. " تقرير القبطان الأمريكي سومر عن تحطيم الجزائر وأسطولها بواسطة الأسطول الانجليزي"، ع 24، رقم 22486G هـ. خط همايون
11. -" قبطان أمريكي يحيي مأساة الجزائر"، ع 24، رقم 1231 /22556D هـ، خط همايون، خط همايون
12. " استفسار تركيا لسفير السويد عن استعداد الدول الأوروبية لمحاربة الجزائر"، ع 24، رقم 17822 /1231 هـ، خط همايون.
13. " الاعلام بمقتل علي خوجة بعد مقتل عمر باشا وولاية حسين باشا بالإجماع، والشهادة له بإرسال هدية"، ع 24، رقم 1231 /22556/6 هـ، خط همايون.
14. " اجتماع بلندن للمذاكرة حول قضايا تناولها الجزائريون مع أميرال الانكليزي وقائد الفرنسي"، ع 24، رقم: 41196/1235 هـ، خط همايون
15. " ملخص لرسالتى الداى حسين إلى السلطان العثماني محمود الثاني حول الحرب الانجليزية الجزائرية عام 1824م"، ع 24، رقم 1242 /22550 هـ، خط همايون.
16. -مج 3190، الملف الأول، الوثيقة 32، 126، 137، 138، 139، 143، 146

المصادر (كتب ومقالات).

1. سبنسر، و. (2006). الجزائر في عهد رياس البحر، تر: (عبد القادر زيادية)، الجزائر، دار القصة.
2. شالر، و. (1982). مذكرات وليام شالر قنصل أمريكا في الجزائر 1816-1824، تر: (اسماعيل العربي)، الجزائر، الشركة الوطنية للنشر والتوزيع.

المراجع (كتب ومقالات)

1. الزيري م.ع. (د. ت.). التجارة الخارجية للشرق الجزائري، الجزائر، ش. و. ن. ت.
2. العربي إ. (1982). قصف الأسطول البريطاني للجزائر وأثره في الأدب الإنجليزي، مجلة الثقافة، العدد 69، الجزائر.
3. العقاد ص. (1993). المغرب العربي في التاريخ الحديث والمعاصر (الجزائر، تونس، المغرب الأقصى)، ط6، مصر، مكتبة الأنجلو المصرية.
4. الملي م. (1964). تاريخ الجزائر في القدم والحديث، ج3، الجزائر، مكتبة النهضة الجزائرية.
5. بوحوش ع. (1997). التاريخ السياسي للجزائر من البداية إلى غاية 1960م، ط1، دار الغرب الإسلامي.
6. بوعزيز ي. (د. ت.). علاقات الجزائرية الخارجية مع دول وممالك أوروبا 1500-1830، ين عكنون - الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية.
7. حماش خ. ا. (1988). العلاقات بين إيالة الجزائر والباب العالي من سنة 1798 إلى 1830م، مذكرة ماجيستير، جامعة الاسكندرية، قسم التاريخ والأثار،
8. -شويتام أ. (2010). دراسات ووثائق في تاريخ الجزائر العسكرية والسياسية الفترة العثمانية 1519-1830، ط1، الجزائر، دار الكتاب العربي.
9. -شويتام أ. (2011). نهاية الحكم العثماني في الجزائر وعوامل انهياره 1800-1830، ط1، الجزائر، دار الكتاب العربي.
10. -عمورة ع. (د. ت.). الجزائر بوابة التاريخ ما قبل التاريخ إلى 1962، ج2، الجزائر، دار المعرفة.

المراجع باللغة الفرنسية

Les études (Livres et articles)

1. -FICHER, S. G. (1991). *Légende Barbaresque, Guerre, Commerce Et Piraterie En Afrique Du Nord, De 1415 A 1830*, Trad. : Farida Hellal, Alger, O. P. U.
2. -FILLIAS, A. (1860). *De la Conquête Et De La Colonisation De L'Algérie (1830 – 1860)*, Paris, Arnauld De Vresse, Libraire – Editeur.
3. -MERCIER, E. (1888). *Histoire De l'Afrique Septentrionale (Berbère)*, 3t, Paris, Ernest Leroux Editeur.

تحولات مفهوم الهوية الوطنية في المغرب
من الحركة الوطنية إلى الحركة الأمازيغية 1930–2011

**The national identity transformations in Morocco from national
movement to Amazigh movement (1930–2011)**

د. محمد بليلى

باحث في العلوم السياسية

جامعة محمد الخامس الرباط المغرب

الإيميل المهني: webmaster@fsjesr.ac.ma

الملخص : يتناول هذا المقال تطور مفهوم الهوية في المغرب، والسياقات التي صاغته فيها الحركة الوطنية، فبعد صدور "الظهير البربري" سنة 1930، ستحاول الحركة الوطنية صده والاحتجاج ضده، بدعوى أن هذا الظهير يهدف إلى تقسيم المغاربة بناء على ثنائية العرب/الأمازيغ، ومن هنا تأسست الحركة الوطنية تنظيميا، وجعلت من النضال من أجل اللغة العربية والدين الإسلامي إحدى أولوياتها، وقامت بصياغة الهوية المغربية بناء على هذين العنصرين، وهو ما أخذت به دساتير المملكة المغربية منذ سنة 1962، بعد ذلك ومع تغير السياقات السياسية والاجتماعية، ظهرت مطالب حول إعادة تعريف الهوية المغربية، فكانت الحركة الأمازيغية من الأصوات القوية التي طالبت بذلك، حيث رأت أن الهوية المغربية هي هوية متعددة الأبعاد، وليس هوية ذات بعد واحد، وقد نجحت هذه الحركة في الضغط على الدولة في هذا الاتجاه، وتمت دسترة التعددية اللغوية والتنوع الثقافي في دستور المملكة لسنة 2011.

الكلمات المفتاحية: الهوية، الحركة الوطنية، الهوية الوطنية، الحركة الأمازيغية، التنوع، الاختلاف

Abstract: This article tackles the evolution of the identity concept in Morocco, and the contexts in which the concept was formulated by the national movement. After the publication of "Berber Dahir" in 1930, the national movement will try to oppose and contest it pretexting that it aims at dividing the Moroccans on the basis of the dichotomy Arabs/Amazighs, and this was the starting point of the national movement to take its structural form, by prioritizing its struggle for the Arabic language and the Islamic religion, and it formulated, thus, the Moroccan identity on the basis of these two elements, which were, then, embedded in the Moroccans constitutions since 1962. After that and with the evolution of social and political contexts, requests emerged over the redefinition of the Moroccan identity. Therefore, the Amazigh movement became one of the loud voices that required this identity, arguing that the Moroccan identity is a multidimensional one, not a unique identity. This movement succeeded in applying pressure on the State and constitutionalize multilingualism and cultural diversity in the constitution of 2011.

Key words: Identity, national movement, national identity, diversity.

E-mail de correspondance : blilidmohamed@gmail.com

المقدمة:

بالرغم من تعدد استعمالات الهوية داخل الحقول المعرفية للعلوم الاجتماعية والإنسانية، إلا أن هذا المفهوم ما زال غامضا، وكلما زادت المحاولات التعريفية، كلما زاد الغموض، لكن وبالرغم من اختلاف التعريفات إلا أن هناك توافقا حول كون الهوية هي انعكاس لجدلية الاختلاف والاشترك، إذ لا يمكن تصنيف الجماعات، إلا باستحضار عناصر الاشتراك بين مكونات الجماعة الواحدة، ثم عناصر الاختلاف عن الجماعات الأخرى، أي مماثلة الآخر والمماثلة عن الآخر حسب تعبير كلود دوبار. (دوبار، 2007: 18)

في المغرب، كما في دول منطقة شمال افريقيا ما زال مفهوم الهوية يشير فضول الأبحاث في العلوم الاجتماعية والإنسانية، فقد ظلت الهوية ملازمة للإصلاح منذ فترة الحماية، ومباشرة بعد الاستقلال عاد هذا الموضوع بقوة.

لقد تعرضت تمثلات المغاربة حول هويتهم لمجموعة من التحولات والتي تحكمت فيها السياقات، ففي فترة ما قبل الحماية، كانت هذه الهوية محصورة على المستوى المحلي (Rachik, 2006: 15): الأسرة، القبيلة، المدينة... فقد أكد كليفورد غيرتزر أن العقبة الأساسية أمام إيجاد تعريف للذات الوطنية المتكاملة، لم تكن تتمثل في التنوع الثقافي الذي لم يكن كبيرا نسبيا، بل كانت في الخصوصيات الاجتماعية التي كانت بالغة نسبيا (غيرتزر، 2009: 487)، لكن في فترة الحماية سوف تتحد الهوية المغربية وفق ثنائية مغربي مسلم/ مسيحي كافر، ومنذ سنة 1930، ستتحدد الهوية المغربية وفق بعدي الإسلام والعروبة، وقد استمر الأخذ بهذا التمثل طيلة فترة ما بعد الاستقلال، إلى حدود فترة نهاية الستينيات، وبداية السبعينيات، حيث بدأ خطاب جديد حول الهوية الوطنية ينسج ذاته، ويدعو إلى الهوية الوطنية المبنية على التعدد والتنوع، فقد شهدت هذه الفترة ميلاد جمعيات أمازيغية، صاغت تصورات منافسة للهوية الرسمية للمغرب.

يستقي هذا الموضوع أهميته من النقاشات الراهنة التي يعرفها المغرب حول الهوية، فما زال المغاربة يطرحون سؤال من نحن؟ وتختلف الأجوبة باختلاف السياق، وباختلاف الآخر كمحدد للانتماء.

1. تصورات الهوية الوطنية: من وثائق الحركة الوطنية إلى الوثيقة الدستورية

لا يمكن فهم الدلالات التي تحملها الهوية الوطنية في تصور الحركة الوطنية بمعزل عن السياق السياسي والاجتماعي الذي ظهرت فيه هذه الحركة، فعلى المستوى الموضوعي، كانت دول المغرب الكبير (المغرب، الجزائر، تونس) تعيش تحت وطأة الاستعمار الفرنسي، وهو ما حدا بالرعييل المؤسس لهذه الحركة إلى البحث عن خلفية ثقافية، توحد الحركات التحررية داخل هذه الدول، وعلى المستوى الذاتي، فقد ذهبَت الحركة الوطنية إلى أن سلطات الحماية عملت على تهميش اللغة العربية والديانة الإسلامية، وهو ما ولد لديها رد فعل، تمثل في المطالبة باعتماد اللغة العربية لغة رسمية للدولة المغربية، والدين الإسلامي ديناً رسمياً لها، ليتم تحديد معالم الهوية عند الحركة الوطنية، وفق محددتي الإسلام والعروبة.

1.1. نشأة الحركة الوطنية، ورسم معالم الخطاب الهوياتي

أ. نشأة الحركة الوطنية

حينما نتحدث عن تأسيس الحركة الوطنية في المغرب، يتعين التمييز بين إرهابات التأسيس ولحظة التأسيس، حيث ارتبطت الأولى بمحاولات متفرقة لمقاومة الاستعمار، لكن دون أن يكون لها طابع تنظيمي، ومثالها ما حدث سنة 1920، غداة إقدام المارشال ليوطي على وضع ضريبة على الأرباح، وهو الإجراء الذي قاومه المواطنون بكل من الرباط وسلا (الفاصي، 2003: 150)، كما عرفت المرحلة اعتراض الفلاحين على سياسة نزع الأراضي التي نهجها المستعمر، وذلك بين سنتي 1926 و1929 (غلاب 1987: 35).

هذه بعض الإرهابات التي سبقت ميلاد الحركة الوطنية، في حين يمكن اعتبار سنة 1930، سنة تأسيس الحركة الوطنية في المغرب، واعتبار لحظة "الظهير البربري"¹ بمثابة شهادة ميلاد هذه الحركة، بل شكل المحرك الأيديولوجي لها، فبمجرد صدور هذا الظهير بتاريخ 16 ماي 1930، تم تعميم قراءة اللطيف² في المساجد المغربية، كآلية للتعبير عن رفض مضامينه، ويذهب عبد الكريم غلاب إلى كون الظهير البربري قد "فجر الحركة الوطنية، وجمع بين العاملين في صفوف الجماعات الأولى، وجعل من الحركة المنطوية على نفسها الباحثة عن آفاق انطلاقها، جعل منها حركة تنطلق في

¹ الاسم القانوني لهذا الظهير هو: الظهير المنظم للعدالة في المناطق ذات العوائد البربرية، والذي صدر في شكل ظهير شريف بتاريخ 16 ماي 1930.

² اللهم يا لطيف، نسألك اللطف فيما جرت به المقادير، لا تفرق بيننا وبين إخواننا البربر.

المدى البعيد، وتجد الشيء الذي كانت تبحث عنه في عناء، وهو الوقوف في وجه الاستعمار إلى أن يتحقق الاستقلال" (غلاب، 1987: 58)، ويروي علال الفاسي، أحد قادة الحركة الوطنية أن الظهير البربري قد جاء في إطار ما تطلق عليه الحركة الوطنية، السياسة الاستعمارية المتبعة من قبل سلطات الحماية، ومن ضمن أهدافها نشر الدين المسيحي وسط "البربر"³.

تذهب الحركة الوطنية إلى أن الغاية من "الظهير البربري" هو التفرقة بين العرب والبربر، وذلك من خلال القضاء على العربية والإسلام في المناطق التي تقطنها الساكنة الناطقة بالأمازيغية، وقد تمت تعبئة الساكنة على هذا المعطى الإيديولوجي.

حينما نتناول بالتحليل تأسيس الحركة الوطنية المغربية، فإنه تتبادر إلى ذهننا أسئلة من قبيل: لماذا انتظرت الحركة مدة 18 سنة حتى تتشكل تنظيميا؟ ولماذا بالضبط شكل صدور الظهير البربري مرحلة ميلاد الحركة الوطنية، رغم أنه سبقته ظواهر أخرى تبرز المس بسيادة الدولة المغربية، وتؤكد الوجه الاستعماري لسلطات الحماية، كما هو الشأن بالنسبة لظهير 15 يونيو 1922، المؤسس لأنظمة خاصة "متعلقة بتفويت العقارات للأجانب بالقبائل ذات العوائد البربرية التي لا توجد بها محاكم مكلفة بتطبيق القواعد الشرعية"، من جهة أخرى فإن قراءة موضوعية ونصية لوثيقة "الظهير البربري" لا تبرز ما قد يفيد التفرقة بين العرب والبربر، ولا ما يلمح إلى تمسيح البربر وتنصيرهم، بل جاء ليقنن سلوكا كان قائما قبل الحماية، وهو اللجوء إلى الأعراف عوض قواعد الشريعة الإسلامية التي قد تطبق في مناطق أخرى، وهو ما يجعلنا نعتبر أن توظيف "الظهير البربري" كانت وراءه أغراض إيديولوجية، وهو ما سيتجلى بشكل واضح في المطالب التي سطرها الحركة الوطنية في مجموعة من الوثائق التي أعدتها، والتي يمكنها مساعدتنا بشكل كبير في تحديد دلالات الهوية لدى هذه الحركة وقادتها.

ب. الهوية في خطاب الحركة الوطنية

اعتبر موضوع الهوية موضوعا مركزيا في فكر النخب المغربية، وملهما لخطاب الحركة الوطنية، بل إن مسألة الهوية تحولت إلى مرادف للإصلاح الذي دعت إليه مكونات الحركة الوطنية في المغرب، وهو ما يبدو بشكل جلي في وثائق هذه الحركة، فقد تم الانتقال من محاربة "الظهير البربري" إلى تأسيس نواة ستشكل فيما بعد الحركة الوطنية، إذ تشكل وفد منتخب لملاقاة الملك وكذلك سلطات الحماية، والذي قام بتاريخ 24 غشت 1930، بتحرير مذكرة قصد حملها إلى الرباط، وقد تضمنت هذه المذكرة مطالب تعكس التوجه الأيديولوجي المشكل لمفهوم الهوية لدى رواد الحركة الوطنية، حيث

³ المفهوم الذي تستخدمه الحركة الوطنية للإشارة إلى الأمازيغ، لكن هذا المصطلح يرفض الأمازيغ إطلاقه على أنفسهم، ويعتبرونه حاملا لدلالات قديمة.

نعثر ضمن هذه المطالب على: تعميم اللغة العربية، تعميم التعليم الديني الإسلامي، احترام اللغة العربية في الإدارات والمحاكم.

وفي الاتجاه نفسه ذهبت مذكرة حزب الإصلاح الوطني، والتي جاء في ديباجتها ما يلي: "... إن أبرز مشخصات بلادنا: الإسلام والعروبة والمغربية، ولهذا نريد أن نسجل في هذه المقدمة أننا مغاربة مسلمون، ديننا الإسلام ولغتنا الرسمية العربية، وقوميتنا قومية عربية مسلمة تعمل بالتعاون مع الدول المسلمة".

تبين هذه الديباجة بشكل واضح مقومات وملامح الهوية لدى رواد الحركة الوطنية والأحزاب المنبثقة عنها، فقد ورد في الوثيقة المعنونة بمطالب الشعب المغربي، بأن إدارة الحماية، قد سعت إلى تفريق المغاربة من خلال السياسية البربرية، وذلك بهدف توجيههم نحو "الثقافة الفرنسية والقضاء الفرنسي، ومقاومة الإسلام والثقافة العربية، ووحدة القضاء المغربي، وسلطته الشريفة ونفوذ جلالته"، وألح محررو هذه الوثيقة على مجموعة من المطالب، ولا نسعى من طبيعة الحال الإحاطة بها في هذا المقال، لأن هدفنا هو فهم تصور الحركة الوطنية للهوية المغربية، فقد تمت المناادة بتوحيد نظام العدلية المغربية في سائر أطراف المنطقة السلطانية، والحال أن القضاء المغربي قبل فترة الحماية لم يكن موحداً، بل كان منقسماً بين محاكم الشرع ومحاكم العرف، كما أضافت الوثيقة مطلب اعتماد اللغة العربية لغة رسمية في سائر أعمال المحاكم المغربية، وبالنسبة للتعليم، فقد تم التركيز على إجبارية تعليم اللغة العربية وتعاليم الدين الإسلامي، وهو ما يطرح تساؤلاً بالنسبة للغة الأمازيغية، التي كانت لغة معتمدة في المناطق الناطقة بالأمازيغية قبل الحماية.

يذهب عبد الكريم غلاب إلى أن الحركة الوطنية اختارت طريق الكفاح في الداخل والخارج، وذلك لهدفين أساسيين، أولهما: إثبات الهوية المغربية الحقيقية: إسلامية عربية مرتبطة بعالم الإسلام والعروبة، وكان الاستعمار يحاول أن يمسح هذه الهوية عن طريق تعجيم اللغة في التعليم وفي الإدارة، وثانيهما فضح السياسة الاستعمارية، ومحاولة كسب الأنصار للمغرب في نضاله ضدها سواء في الشرق أو في الغرب.

يبدو جلياً الاختيار الأيديولوجي الذي اتخذته الحركة الوطنية في المغرب، حيث اتخذت من العروبة والإسلام مقومات للهوية المغربية، بل إن الموضوعان الأساسيان اللذان تمحور حولهما نشاط رواد الحركة الوطنية، ظلاً محاصرين في تعبئة قيم الإسلام، ثم تكريس تعليم يضمن للغة العربية وثقافتها المكانة الكفيلة بصيانة هوية المغرب العربي، وشخصيته التاريخية (المالكي، 2004: 229)، حينما

نضع تصورات الحركة الوطنية للهوية المغربية في سياقها التاريخي، نجد هذه الحركة متأثرة إلى حد كبير بالحركات الوطنية في المشرق، فقد بدا ملموسا تأثير الفكر السلفي ليس في الحركة الوطنية فحسب، بل في المخزن والمجتمع أيضا، وهو ما عبر عنه عبد الله العروي حين أشار إلى أن الحركة السلفية اعتمدت خلال جميع مراحل تطورها على ثقافة المقاومة: "نهل منها العلماء كفة اجتماعية للتأسيس لمطالبهم والدفاع عنها، وتوقى بها النظام المركزي في مواجهة خصومه المحليين، وأشهرتها فئة التجار... وشكلت مواقف هؤلاء جميعا الإياليات الرئيسية التي تحكمت في تطور حركية المجتمع ما بين 1890 و 1930" (العروي، 2016: 465).

هناك علاقة وطيدة بين تأثر النخب الوطنية بالسلفية، وموضوع الهوية، بل إن موضوع الهوية عند الحركة الوطنية ظل مؤطرا بتصورات الحركة السلفية، التي تجمع على الدفاع عن الهوية في أبعادها الدينية، اللغوية والثقافية (مالكي، 1994: 251).

وقد أوعز أحد الباحثين المغاربة رسو الحركة الوطنية على اختيار العروبة والاسلام كسند ايدولوجي لها إلى الشروط الموضوعية التي أفرزته "مجاهمة المستعمر"، الذي تم وضعه في طرف نقيض مع الحركة الوطنية، فهذا المستعمر هو حامل لديانة غير ديانة المستعمر، وبالتالي كان منطقيا أن تفكر الحركة الوطنية في الدفاع عن الإسلام كدين يحاول المستعمر القضاء عليه، "هذا، وحين كانت الهوية لا تعني الانتماء إلى دين محدد فقط، والحالة عندنا الإسلام، بل أيضا إلى حقل ايدولوجي وثقافي، فإن الدفاع عن اللغة والتعليم، قد احتل ذات المكانة والاهتمام الذي أعطي لإصلاح الدين بوعي النخب المغربية ونتاجاتها النظرية، بل ونظر لإصلاح اللغة كشرط لنجاح الإصلاح ككل" (المالكي، 1994: 236)، لكن تبدو المسحة الايدولوجية طاغية على التبرير الذي قدمه هذا الباحث، حيث إن الدفاع عن الوطن، يستلزم الدفاع عن كل مكوناته، إذ يبدو أن الأمازيغية هنا قد تعرضت لمحاولة الاستغلال من طرف المستعمر، وتعرضت للإقصاء من طرف الحركة الوطنية.

هكذا إذن صاغت الحركة الوطنية تصوراتها حول الهوية المغربية، وهي هوية مختزلة في العروبة والإسلام، في حين ظلت باقي مكونات هذه الهوية مقصية في أدبيات هذه الحركة، بل واستطاعت الحركة الوطنية التأثير في المخزن المركزي، ودفعته إلى تبنيها تصوراتها حول الهوية، وهذا ما يتجلى بشكل واضح في الدساتير المغربية التي تمت صياغتها بعد فترة الاستعمار.

2.1. الهوية في دساتير الدولة المغربية 1962-1996

أ. سياق تشريع دستور 1962

بعد نهاية عهد الحماية في المغرب سنة 1956، لم تكن المسألة الدستورية أولوية لدى النخب السياسية والحزبية في المغرب، وذلك لاعتبارات فرضتها طبيعة المرحلة، فعلاوة على العلاقة التي كانت تربط الحركة الوطنية بالملك، لم تكن الظروف تسمح بصياغة الدستور، والذي كان يتطلب مجلسا تأسيسيا، كما أن الانشغالات ظلت منصبه حول استكمال الاستقلال، و"مغربة" الإدارة، لكن دون أن يعني ذلك غياب الأصوات المطالبة بوضع دستور للبلاد، وهو ما يفسر تأسيس المجلس الاستشاري، ثم إصدار العهد الملكي في 08 ماي 1958، والذي سطر الخطوط العريضة للحياة السياسية والدستورية لمغرب ما بعد الحماية، والتي تم تحديدها في التأكيد على سيادة المغرب، والتي يمثلها الملك، ثم التأكيد على روح التعاليم الإسلامية وواقع التطور المغربي كمصدرين للديمقراطية المغربية، بالإضافة إلى التمييز بين السلطتين التشريعية والتنفيذية، مع الإقرار بمباشرة الملك للسلطة التشريعية، مع المؤسسات التي سيقمها.

من ضمن الوثائق التي مهدت أيضا لدستور سنة 1962، مشروع محمد بنونة⁴، الذي أعده سنة 1961، وجاء فيه ما يلي: "المغرب دولة إسلامية مستقلة ذات سيادة كاملة، وهي ملكية إسلامية (دستورية)، عمادها القرآن والسنة والمصلحة العامة والبيعة الاختيارية للشعب"، فقد حددت هذه المادة المبادئ العامة لتمثلات واحد من مثقفي تلك الحقبة للهوية المغربية، فقد حاول محمد بنونة التأسيس لدولة ثيوقراطية، قوامها "الحكم لله وحده، والملك والأمة مقيدون وملزمون بتنفيذه"، وبالنسبة للغة العربية، فلم يخرج هذا المثقف عن أفكار الحركة الوطنية، حيث اعتبر الإسلام دين الدولة، واللغة العربية لغتها الرسمية.

يشكل القانون الأساسي للملكة المغربية لسنة 1961، أبرز وثيقة دستورية ممهدة لدستور 1962، والذي أصدره الملك الراحل محمد الخامس بشكل أحادي، وقد جاء فيه "المغرب مملكة عربية إسلامية"، واسترسل في الفصل الثاني "اللغة العربية لغة البلاد الرسمية والقومية"، وبالتالي فتصورات الملك في المغرب لم تختلف هي الأخرى عن تلك التي تحملها الحركة الوطنية عن الهوية، فقد تم الاتفاق

⁴ ولد محمد بنونة في مدينة تطوان سنة 1900، ودرس بجامعة القرويين، وانخرط في العمل الوطني، كما قام بتدبير مجموعة من الهيئات التعليمية والثقافية والسياسية، التي كانت تهدف تكوين وتخريج نخب قادرة عن الدفاع عن استقلال المغرب (للمزيد، أنظر محمد نبيل ملين، فكرة الدستور في المغرب، وثائق ونصوص: 1901-2011)

على اختزال الهوية المغربية الرسمية في الإسلام والعروبة، وبالنسبة للملك فالإسلام هو مصدر من مصادر مشروعيتها، في حين تعتبر العروبة السند الثقافي له.

ب. تصورات الهوية في الدساتير المغربية

شكلت مرحلة وضع أول دستور للمملكة، مرحلة صراع بين الملك الراحل الحسن الثاني، والأحزاب المنبثقة عن الحركة الوطنية، فقد قام الحسن الثاني بالتشجيع على تأسيس تشكيلات معادية لحزب الاستقلال، وذلك على حسب تعبير جون واتربوري " بهدف خلق إطار تتبلور فيه القوى التي ظلت كامنة إلى ذلك الحين" (واتربوري، 2004: 209).

وقد خيمت هذه الخلافات وهذه الصراعات على الوثيقة الدستورية لسنة 1961، حيث تحكم فيها بالدرجة الأولى تقسيم السلط بين الملك والحكومة، ثم الفصل فيما بين السلط، وليس غرضنا هنا هو تحليل موازين القوى في تلك المرحلة، ولا أيضا تحليل موقع كل سلطة على حدة، لكن ما يهمنا هو الخلوص إلى أن الهوية لم تكن محط جدل بين النخب والملكية في تلك المرحلة، وذلك تحت مسوغ اعتبارها محسومة في ثنائية الإسلام والعروبة، وهو ما يتجسد في العبارة الواردة في ديباجة الدستور التي نصت على أن " المملكة المغربية دولة إسلامية ذات سيادة كاملة، لغتها الرسمية هي اللغة العربية، وهي جزء من المغرب الكبير" وأشار الفصل السادس إلى أن " الإسلام دين الدولة"، واحتفظت جميع الدساتير اللاحقة بنفس المقومات⁵، وبالتالي فقد ترجمت الوثيقة الدستورية تصورات الحركة الوطنية إزاء الهوية المغربية.

2. من الهوية الأحادية إلى الهوية متعددة الأبعاد

ظل خطاب التعدد اللغوي والتنوع الثقافي طابوها سياسيا في مغرب ما بعد الحماية، وذلك لاعتبارات عديدة، فالهوية المغربية محسومة وفق أسمى قانون، كما أن إعادة فتح النقاش حول الهوية، قد يمس بحال من الأحوال "ثابت الأمة" المحددة في العروبة والإسلام، أو ليست الملكية في المغرب نفسها تستمد جزءا من مشروعيتها من الإسلام، من خلال إمارة المؤمنين؟

لم يكن من السهل إذن إثارة موضوع الهوية المتعددة من طرف الفاعلين بالأمر الهين، فما هي السياقات التي تحكمت في إفراز خطاب جديد حول الهوية المغربية؟ وكيف تعاطت الدولة المغربية مع هذا الخطاب؟

⁵ باستثناء دستور 2011، الذي جاء في سياقات اقليمية وداخلية مختلفة، والذي سنتناوله في الفقرة المقبلة.

1.2. إرهابات خطاب التنوع الثقافي في المغرب:

من الناحية الاجرائية، يمكن تقسيم التجارب التي بلورت خطاب التنوع الثقافي في المغرب إلى تجربتين: التجربة الحزبية التي قادها حزب الحركة الشعبية، ثم التجربة الثقافية من خلال كتابات المثقفين، وتأسيس الجمعيات الثقافية، وهي مبادرات وإن اختلفت منطلقاتها، إلا أنها تلتقي في المناداة بإعادة تعريف الهوية المغربية.

أ. المقاربة الحزبية من خلال تجربة حزب الحركة الشعبية

حاول حزب الحركة الشعبية أن يقدم نفسه كحزب ممثل للأمازيغ وحاملا لهمومهم، ومدافعا عن مصالحهم في المغرب، وهذا ما دفع أحد الباحثين الأجانب، إلى اعتبار الدفاع عن الأمازيغية هو الذي يشكل فرادة وأصالة حزب الحركة الشعبية (palazzoli, 1974: 172)، وفي السياق نفسه أشار جون واتروري إلى أن حزب الحركة الشعبية جعل من الهوية "البربرية" عقيدة ملازمة لها، وقدم كدليل له على ذلك مطالبته بوضع برامج لتعليم اللهجات البربرية للمحافظة على وحدة البلاد (واتروري، 2004: 219)، لم يقتصر اعتبار الحركة الشعبية حزبا ممثلا لمصالح الأمازيغ، حكرا على الباحثين الأجانب، بل والمغاربة أيضا، فقد ذهب محمد ظريف في كتابه الأحزاب السياسية المغربية إلى أن تأسيس حزب الحركة الشعبية، جاء كرد فعل على تجاهل حزب الاستقلال لمصالح "القرويين"، خاصة "البربر" منهم. (ظريف، 1988: 112).

من جهة أخرى، خلص باحثون مغاربة وفق قراءات نقدية، تجاوزت قراءة الخطاب إلى نقد الممارسة، إلى أن حزب الحركة الشعبية لا يمكنه أن يكون حزبا أمازيغيا، وذلك بالنظر إلى المفارقات الحاصلة بين الخطاب والممارسة، حيث تساءل باحث عن المكاسب التي قدمها هذا الحزب للأمازيغية طيلة مشاركته في الحكومة (Elqadery, 1995: 14)، وذهب باحث آخر إلى أن المفارقة الحاصلة بين خطاب وممارسة الحركة الشعبية إزاء ملف الأمازيغية، يعبر عن أزمة الوعي التقليدي للدفاع عن الهوية الأمازيغية (وعزي، 2000: 62).

من العسير فهم العلاقة التي أطرت الحركة الشعبية والأمازيغية، دون استحضار السياقات السياسية والاجتماعية التي ظهرت فيها، وبدون فهم الشروط الثقافية التي نسجت هذه العلاقة، كما أنه من غير المستقيم إخضاع الحياة السياسية لمعايير الحياة الثقافية، فمجرد إثارة موضوع الأمازيغية في تلك الفترة، التي هيمنت فيها السلفية والقومية، يعد مكسبا بالنسبة للأمازيغية، وهذه هي الزاوية التي

يجب أن ننظر منها إلى هذا الموضوع، فرغم الانتقادات التي يمكن أن توجه إلى هذا الحزب، إلا أنه يبقى مساهما في فتح النقاش حول الأمازيغية وحول الهوية المغربية.

ب. التجارب الثقافية: من التصورات الفردية إلى المبادرات الجماعية

بدأت تجربة خطاب التعدد والتنوع الثقافي بتجارب فردية، خاصة داخل الأوساط المثقفة والأكاديمية، والتي حاولت خلخلة الأسس التي بنيت عليها الهوية الرسمية للمغرب، وذلك قبل انتقال الخطاب إلى التجارب الجموعية.

❖ المثقف الملتزم وتمثلات الهوية

سنتناول في هذه الجزئية، ثلاث تجارب لشخصيات حاولت طرح الخطاب التعددي للهوية المغربية، ويتعلق الأمر بكل من محمد شفيق وصدقي علي أزايكو وإبراهيم أخياط.

✓ محمد شفيق

ولد محمد شفيق بتاريخ 17 شتنبر 1926، بقبيلة ايت سادن، المنحدرة من الأطلس المتوسط المغربي (Bouyaakoubi, 2009: 21)، وقد تلقى تعليمه الأولي في المسيد، وفور حصوله على الشهادة الابتدائية، انتقل لمواصلة مشواره الدراسي بكوليج أزرو سنة 1937، والذي حصل منه على الشهادة الثانوية، ليتم تعيينه في سلك التعليم في دمنات، وبعد ذلك حصل على كفاءة التربية وشهادة البكالوريا، وقد كان للبيئة التي نشأ فيها محمد شفيق دور كبير في وعيه بالأمازيغية، حيث كان مولعا بالإنصات إلى الشعر الأمازيغي، بل قام بمحاولات لكتابة الشعر الأمازيغي بنفسه (Chafik, 2000: 20)، وقد تولى محمد شفيق رئاسة جمعية قدماء ثانوية أزرو، وذلك في الفترة الممتدة ما بين 1965 و 1969، كما عمل محمد شفيق على تأليف مجموعة من الكتب، وتحرير مجموعة من المقالات يؤسس فيها للتعددية اللغوية والتنوع الثقافي، ويدافع فيها عن الطرح الأكاديمي للغة الأمازيغية.

✓ صدقي علي أزايكو

ولد الراحل علي صدقي أزايكو بضواحي تافنكولت، بإقليم تارودانت، التابع لجهة سوس، وذلك سنة 1942، وقد تابع تعليمه الابتدائي بمكان ازدياده، قبل أن يتوجه إلى مدينة مراكش، لإكمال المرحلة الثانوية والتي توجت بحصوله على شهادة البكالوريا، وبعد ذلك التحق بكلية الآداب في الرباط، والتي حصل منها على إجازة في التاريخ سنة 1968، ثم التحق بجامعة السوربون بباريس،

لتحضير أطروحته الجامعية في موضوع " تاريخ وادي نفيس"، تحت إشراف جاك بيرك (أحياط، 2004: 11).

كانت الدراسات التاريخية التي اختارها الراحل صدقي علي أزيكو، قد ساهمت في تشكل الوعي بالهوية الأمازيغية لديه، وهو ما يمكن استنتاجه من خلال كتاباته في تلك المرحلة، ففي سنة 1968، وهي السنة التي حصل فيها على الإجازة في التاريخ، كتب مقالا في جريدة صوت الجنوب تحت عنوان "الأصالة والعمق في العودة إلى الثقافة الشعبية"⁶، حيث انتقد ارتباط بعض المثقفين بالشرق، والبعض الآخر بالغرب، الشيء الذي كانت الثقافة الشعبية المغربية ضحية له، كما كتب مقالا في مجلة الكلمة سنة 1971، عنوانه ب"تاريخ المغرب بين ما هو عليه وما ينبغي أن يكون عليه"، وفي سنة 1981، حرر مقالا في مجلة أمازيغ تحت عنوان: "في سبيل مفهوم حقيقي لثقافتنا الوطنية"، حيث انتقد فيه الأسس الثقافية التي بنى عليه المغرب وجوده، وقد عرض هذا المقال صاحبه للاعتقال، والحكم عليه سنة سجننا نافذة.

أصدر صدقي علي أزيكو مجموعة من الكتب: الإسلام والأمازيغ، تاريخ المغرب أو التأويلات الممكنة، نماذج من أسماء الأعلام الجغرافية والبشرية المغربية، إلى جانب ديوانين شعريين: " تيميتار" والتي تعني العلامات «إيزمولن» والتي تعني آثار الجراح.

✓ ابراهيم أحياط

ولد ابراهيم أحياط سنة 1941، بالأطلس الصغير في منطقة سوس، وانتقل في سن مبكرة إلى مدينة الرباط، والتحق فيها بالمسيد، قبل أن يتم تسجيله بإحدى المدارس العصرية، ويذهب ابراهيم أحياط إلى أن الوعي بهويته الأمازيغية نشأ عنده منذ هذه المرحلة " غير أن هذا النجاح ودخولي المدرسة وإدماجي في سلك التعليم لم يمهّدني ومعاناتي مع أقراني بالمدرسة وفي الحياة العامة، فكوي وإلى حدود هذه السنوات لم أكن أتقن إلا اللغة الأمازيغية التي طغت لكتتها الخاصة على نطقي بالعربية أو الدارجة" (أحياط، 2012: 15)، يتحدث ابراهيم أحياط إذن عن كون وعيه بهويته الأمازيغية، جاء كرد فعل ضد "الحكرة"، التي كان يتعرض لها في المدينة، من طرف أقرانه في الدراسة، خاصة أنه لا يتقن العربية، كما أن طريقة لباسه مختلفة عن طريقة لباس زملائه، حيث ما زال محتفظا بزيه "السوسي"، وبالتالي فنحن هنا إزاء عنف رمزي تمارسه الثقافة المهيمنة على الثقافة المهيمن عليها، وقد يتحول إلى عنف واقعي "ويظهر هذا النوع من العنف الواقعي، المخاتيل من خلال رفض الآخر في

⁶ مقال تم نشره في جريدة صوت الجنوب، ع 3، 30 دجنبر 1968.

اختلافه اللغوي والثقافي، وفي سلوك الأفراد المفترض امتلاكهم المعيار الثقافي والسوسيولوجي ذي الخطوة والاعتبار عبر ممارستهم الاهانة والسخرية والشتم والاقصاء أحيانا إزاء المجموعة القرينة" (بوكوس، 2013: 115).

بعد المرحلة الابتدائية، التحق بالتعليم الاعدادي والثانوي، وقد انخرط في هذه المرحلة في الحياة الجموعية، حيث انخرط في الكشفية الحسنية، وهو ما جعله يخرج من تقوقعه اللغوي والثقافي " وتعززت علاقتي وصادقتي مع هؤلاء بعد تجاوزنا لتلك الفترة التي عرفنا فيها التوتر الناتج عن التنوع الثقافي"، وأخذ ابراهيم أحياط ينظم دروسا لمحاربة الأمية لفائدة التجار الصغار، ومساعدتهم وكذلك للعمال، واتخذ ذلك سبيلا لتوعية هؤلاء ب"المشكل الثقافي" الذي يعانون منه، حيث يرى أن الكتابة والقراءة هما أفضل وسيلتين لإدراك هؤلاء المواطنين التنوع الثقافي السائد في المغرب، وبعد مروره بهذه التجربة الجموعية والتربوية، قرر ابراهيم أحياط تأسيس الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي، إلى جانب مجموعة من أصدقائه.

❖ من العمل الفردي إلى العمل الجماعي

سنحلل العمل الجماعي الأمازيغي انطلاقا من ثلاث جمعيات: الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي، الجمعية الجديدة للثقافة والفنون الشعبية، جمعية الجامعة الصيفية.

✓ الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي

تم تأسيس الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي سنة 1967 بمدينة الرباط، وذلك بواسطة مجموعة من الطلبة والجامعيين، الذين ينحدر أغلبهم من منطقة سوس، وهو ما يؤكد الراحل ابراهيم أحياط، أحد مؤسسي الجمعية " في سنة 1969، كان معظم أصدقائي من مؤسسي الجمعية قد تخرجوا وعينوا كإساتذة في الثانويات، أحمد بوكوس وعلي صدقي أزايكو في الرباط، وعبد الله بونفور في الدار البيضاء" (أحياط، 2012: 35).

في هذه الفترة التي تأسست فيها الجمعية، كان من الصعب تداول مصطلح الأمازيغية، حيث كان مرادفا للانقسام، بل إن الحديث عن المسألة الأمازيغية لم يكن أمرا هينا في هذه الظروف، فقد كانت الايديولوجية المهيمنة آنذاك هي ايديولوجية القومية العربية " كان من السهل التصريح بالانتماء إلى التيار التقدمي، الناصري، الثوري، لأن هذه المفاهيم هي مرادفة للتقدمية، في حين الأمازيغية تمثل تيارا متخلفا من منظور الحركة الوطنية، وتذهب الباحثة فاضمة أيت موس إلى كون التنظيمات

السياسية لم تكن تحمل إجابات عن مسألة الهوية الأمازيغية التي كان يطرحها المنتمون إليها الناطقون بالأمازيغية (AitMouss, 2000: 142).

من خلال استقراء وثائق الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي، يتضح أن اهتمامها منصب على محورين أساسيين:

المحور الأول: صيانة التراث الثقافي بصفة عامة، وبالأدب والفنون الشعبية على الأخص، وذلك عن طريق الدراسات الجماعية والفردية والمحاضرات والندوات والوسائل التثقيفية الأخرى من رحلات داخلية وخارجية وتبادل ثقافي.

المحور الثاني: الاهتمام بمشاكل المجتمع، ومحاولة اقتراح حلول لها تتفق والتقاليد المغربية العريقة، وما تقتضيه تنمية هذا المجتمع.

✓ الجمعية الجديدة للثقافة والفنون الشعبية⁷:

تأسست هذه الجمعية بتاريخ 16 أكتوبر 1978، ويعتبر حسن إدبلقاسم وراء تأسيس هذه الجمعية، بعد تجربة نضالية باليسار المغربي، حيث كان طالبا بكلية الحقوق بالرباط، وفاعلا في الاتحاد الوطني لطلبة المغرب، "بالنسبة إلي، فقد كنت فاعلا في الاتحاد الوطني لطلبة المغرب، فهذا الإطار لعب دورا كبيرا في تلك المرحلة... فالنظام كان بوليسيا، إلا أنه داخل الجامعة، كنا نناقش كل المواضيع: الثورة، الاضطهاد، وكنا على اقتناع بأنه بدون ثورة لا يمكن أن يكون هناك حقوق، كنا نناقش أيضا مسألة اللغة والثقافة، لكن بالنسبة لرفاقي، المسألة الأمازيغية تدخل ضمن التناقضات الثانوية" (AitMouss, 2000: 143)، إن قدوم هؤلاء المناضلين من اليسار، انعكس بشكل واضح على خطاب الجمعية، إذ لم تركز منذ بدايتها على الثقافة الأمازيغية، بل بالاهتمامات الثقافية للييسار الجديد عامة، والذي لا تحظى الأمازيغية عنده بالأولوية (وعزي، 2000: 114).

ذهب الميثاق الثقافي الصادر عن هذه الجمعية سنة 1981 إلى استلهاهم أدبيات التحليل الماركسي، واعتبر بأن الثقافة المغربية تتسم بسيطرة ثقافة رجعية، تهدف إلى تكريس التخلف الاقتصادي والاجتماعي، وأشكال الاستلاب الأيديولوجي... وتقابلها ثقافة نقدية ذات مضامين تقدمية وتجاوزية تصارعها وتفرضها للوصول إلى ثقافة أكثر ديمقراطية، ويحمل هذا الميثاق المسؤولية للمثقفين الذين لا يستطيعون التواصل مع "الجماهير" بلغة التخاطب اليومي: الدارجة والأمازيغية، ما جعل كتاباتهم تتسم بالنخبوية.

⁷ ابتداء من سنة 1996، أصبحت هذه الجمعية تحمل اسم تامينوت، وتامينوت بالأمازيغية هي "الجديدة".

إجمالاً، تعتبر منظمة تامينوت من الجمعيات الكبرى داخل الحركة الأمازيغية في المغرب، حيث تتوفر على فروع بمجموعة من مناطق المغرب، كما تشتغل على مستوى تدويل المسألة الأمازيغية، داخل المنظمات الدولية، خاصة هيئات الأمم المتحدة.

✓ جمعية الجامعة الصيفية

نشأت جمعية الجامعة الصيفية بمدينة أكادير بتاريخ 29 دجنبر 1979، ويشدد الراحل ابراهيم أحياط على الدور الأساسي الذي لعبه أعضاء الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي في خلق هذه الجمعية، "...وفي زيارتي لمختلف معالمها- يقصد مدينة أكادير- وأسواقها ومقاهيها، والجلوس مع بعض معارفي بها، لاحظت ومع الأسف الوضعية المزرية التي توجد عليها هذه المدينة" (أحياط، 2012: 113)، فاتصل بأعضاء جمعياته بكل من الرباط والدار البيضاء، مقترحاً عليهم ضرورة تنظيم نشاط ثقافي في العطلة الصيفية بهذه المدينة. وكانت الفكرة المقترحة آنذاك تتمثل في خلق جمعية تقوم بأنشطة ثقافية على شكل جامعة صيفية⁸.

تم تخصيص سنة 1979، للمفاوضات مع مختلف الفعاليات الثقافية بالرباط والدار البيضاء وأكادير، لإخراج هذه الفكرة إلى حيز الوجود، وقد لعب ابراهيم أحياط دوراً كبيراً في ذلك، وقد تزامن تأسيس هذه الجمعية بالنقاش الدائر في البرلمان المغربي حول تأسيس معهد للدراسات الأمازيغية.

حددت هذه الجمعية أهدافها الكبرى في:

- إزالة الركود الثقافي الذي تعاني منه مدينة أكادير.
- إبراز الخصوصيات الجهوية ومساهمات رجالات المنطقة في الشأن الوطني ماضياً وحاضراً بواسطة الدراسات والأبحاث الثقافية المقارنة، وخاصة الثقافة الشعبية الإفريقية وثقافة شعوب العالم الثالث.
- الاهتمام بالثقافة الشعبية على العموم، والثقافة الأمازيغية على الخصوص.

إن الطابع الخاص لهذه الجمعية، يتمثل في تنظيم لقاءات فكرية حول التنوع الثقافي عامة، والأمازيغية خاصة، وذلك صيف كل سنة، حيث تتم مناقشة القضايا الآنية ذات الصلة بالشأن الأمازيغي، وتحاول الانفتاح على باقي التيارات الفكرية والايديولوجية، وذلك لتقريب وجهات نظرها حول الشأن الثقافي المغربي، كما تحاول استضافة مثقفين مغاربة وأجانب.

في سنة 1991، حاولت الحركة الأمازيغية صك مطالبها في وثيقة أطلقت عليها اسم "ميثاق من أجل اللغة والثقافة الأمازيغيتين"، حددت فيها مطالبها بكل وضوح، حيث طالبت بدسترة

⁸ إلى حدود هذه السنة، لم تكن مدينة أكادير تتوفر على جامعة.

الأمازيغية لغة وطنية إلى جانب اللغة العربية، وإدماج الأمازيغية في المنظومتين التعليمية والإعلامية، وتأسيس معهد للدراسات الأمازيغية، وفي سنة 2000، ستظهر وثيقة أخرى تحمل اسم " بيان من أجل الاعتراف بأمازيغية المغرب"، وتكمن قوته في كونه انتقل بالأمازيغية من دائرة الثقافي إلى دائرة السياسي والاقتصادي.

2.2. تفاعلات الدولة مع مطالب الحركة الأمازيغية: من المأسسة إلى الدسترة

سوف نتعقب في هذه الجزئية التحولات التي طرأت على موقف الدولة إزاء الهوية الرسمية للمغرب، وكيف تحول الخطاب الرسمي من الأحادية الهوياتية إلى إقرار متعددة الأبعاد.

أ. من تدريس اللهجات إلى تأسيس المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية

مباشرة بعد إعلان ميثاق أكادير سنة 1991، وبداية بروز ملامح الخطاب الأمازيغي في المغرب، أعلن الملك الراحل الحسن الثاني عن تدريس "اللهجات المحلية" سنة 1994، كما تم بث نشرة "اللهجات"، وفي سنة 1998، سترد كلمة الأمازيغية لأول مرة في التصريح الحكومي بالمغرب، وهو ما يبرز بداية تغير ملامح الهوية في الخطاب الرسمي المغربي.

بعد صدور البيان الأمازيغي سنة 2000، جاءت الاستجابة مرة أخرى من الملك، وذلك عن طريق تأسيس مؤسسة المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية (مضامين خطاب أجدير) التي عهد إليها بتأهيل اللغة والثقافة الأمازيغيتين، ولا يسع المقام هنا للقيام بدراسة نقدية لحصيلة المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، لكن ما يعيننا هنا هي التحولات التي شهدتها مفهوم الهوية على مستوى الخطاب الرسمي، والذي توج بالاعتراف الدستوري سنة 2011.

بعد الاعتراف الرسمي من الملك بالأمازيغية كمكون أساسي من مكونات الهوية المغربية، طرأت تحولات على مواقف الأحزاب السياسية، فبعد أن كان جلها متجاهلا للأمازيغية، أصبحت تقرر بالتعدد والتنوع الثقافي المغربي، فحزب الاستقلال، الذي تصنفه الحركة الأمازيغية أكبر خصم حزبي لها، صرح أمينه العام آنذاك، السيد عباس الفاسي أن "حزب الاستقلال يعتبر دائما اللغة الأمازيغية جزءا لا يتجزأ من الهوية المغربية، كما كان يعتبر دائما أن السكان الأصليين للمغرب هم الأمازيغ الذين اندمجوا كليا في المجتمع العربي" (عباس الفاسي، 2004: 15)، حزب الاتحاد الاشتراكي بدوره، الذي طالما رافع عن القومية العربية، ذهب إلى كون الأمازيغية "قضية وطنية تخص المغاربة أجمعين، ويتعين التعامل معها في إطار الحفاظ على تنوع وثرء مكونات هويتنا الثقافية، وذلك بعيدا عن أي استعمال أيديولوجي ضيق أو نزعة طائفية منغلقة" (اليازغي، 2004: 13)، وسأسوق مثالا آخر يرتبط بالتيار

الإسلامي، حيث ذهب السيد محمد المرواني عن الحركة من أجل الأمة، إلى كون الحركة "تري أن الأصل هو العمل على ضمان الحقوق اللغوية والثقافية المغربية في كل أبعادها، بما فيها البعد الأمازيغي" (المرواني، 2004: 255)

هكذا إذن شهدت مواقف الأحزاب تحولات إيجابية في اتجاه الدفاع عن التعدد اللغوي والتنوع الثقافي في المغرب، لكن دون أن يعني ذلك أنها مستعدة عن التخلي عن ايديولوجيتها المؤسسة كلياً، وهو ما اتضح ليلة المراجعة الدستورية لسنة 2011، حيث خيم موضوع الهوية مجدداً على النقاش العمومي.

ت. دستور 2011، وإعادة رسم ملامح الهوية المغربية

جاء دستور 2011 في ظروف وطنية وإقليمية استثنائية، فعلى المستوى الإقليمي عرف الوضع السياسي توترات، عجلت بسقوط مجموعة من القادة السياسيين في كل من مصر وتونس وليبيا، ونشأت حركات احتجاجية داخل دول المنطقة، والتي صاغت مجموعة من المطالب السياسية والاجتماعية والثقافية.

في المغرب، وبتاريخ 20 فبراير 2011، تأسست حركة احتجاجية، أطلقت على نفسها حركة 20 فبراير، التي ضمت مختلف الشيبات الحزبية، والحركات الاجتماعية (الأمازيغية، النسوية...)، بالإضافة إلى التيارات الإسلامية، خاصة حركة العدل والإحسان، قد رفعت هذه الحركة "محرارة الفساد" شعاراً لها، حيث طالبت بمحاكمة المفسدين "السياسيين"، وإبعادهم، وطالبت بالملكية البرلمانية.

مباشرة بعد ذلك، جاء في الخطاب الملكي ليوم 9 مارس 2011، دعوة الملك محمد السادس إلى مراجعة دستورية، وقام بتحديد المجالات التي ستشملها المراجعة، ومن ضمن هذه المجالات تلك المرتبطة بالهوية، وقد طغى النقاش الهوياتي على المشاورات، وهو ما دفع بالباحث المغربي حسن طارق إلى اعتبار هذا الجيل من الدساتير، دساتير الهوية بامتياز، فقد كانت هناك صراعات بين كافة الفرقاء السياسيين والاجتماعيين حول هوية المغرب، حيث هناك أحزاب تمسكت بالهوية الإسلامية للمغرب⁹، وطالبت بالإبقاء على الإسلام ديناً للدولة، والعربية لغة رسمية لها، والاكتفاء بالأمازيغية لغة

⁹ نموذج حزب العدالة والتنمية

وطنية فقط، في حين رافعت أطراف أخرى¹⁰ على مدنية الدولة، وعلى اللغتين الأمازيغية والعربية لغتين رسميتين للمغرب.

وقد حاولت المشرع الدستوري استحضار الظرفية الاستثنائية التي صيغت فيها الوثيقة الدستورية، وتعامل بذلك مع مختلف هذه المطالب المتناقضة، ودبح الوثيقة الدستورية بعبارة "المغرب دولة إسلامية [...] وبصيانة تلاحم مقومات هويتها الوطنية، الموحدة بانصهار كل مكوناتها العربية الإسلامية، والأمازيغية، والصحراوية الحسانية، والغنية بروافدها الإفريقية والأندلسية والعبرية والمتوسطية"، وبالتالي فقد تم الانتقال من الهوية المختزلة إلى الهوية المتنوعة، وعلى المستوى اللغوي تم الانتقال من التنصيص على اللغة العربية لغة رسمية، إلى التنصيص على اللغتين العربية والأمازيغية لغتين رسميتين للمغرب.

الخاتمة

يبدو أن مفهوم الهوية الوطنية قد تعرض لتحولات كبرى، تحكمت فيها السياقات التي يتحكم في تشكيل هذا المفهوم وإبراز تجلياته، فقد كانت الهوية المغربية المهيمنة مبنية على الإسلام والعروبة، لكن بعد ذلك، تحولت الهويات الهامشية أو الهويات المقاومة *les identités résistantes* على حد تعبير مانويل كاستلز (Castells, 1999: 18)، إلى هويات مشروع، حيث تم التنصيص عليها في الدستور المغربي لسنة 2011.

يمكننا الاتفاق مع ما ذهب إليه كلي فورد غيرتز من أن حماسة الحركات الاستقلالية في تلك الفترة، غطى على هشاشة وضيق أفق الأسس الثقافية التي تركز إليها هذه الحركات، فقد حاولت الحركة الوطنية أن تصنع وضعاً ثقافياً معاكساً للواقع الثقافي الذي يشهده المغرب، واستعانت بغطاء إيديولوجي لتبرير ذلك، لكن مع تغير السياق وظهور شروط ذاتية وموضوعية جديدة، تلاشى مفهوم الحركة الوطنية للوطنية المغربية، وبرز خطاب جديد يؤسس للتعدد والتنوع، فهل يمكن لهذا الخطاب الهويات الجديد الصمود أمام تحديات أخرى كالعولمة؟ وعلى مستوى آخر، هل من شأن الهوية الوطنية المبنية على التعددية اللغوية والتنوع الثقافي، المساهمة في وضع أسس بناء الدولة الحديثة؟

¹⁰ نذكر على سبيل المثال لا الحصر تيارات الحركة الأمازيغية، وحزب الأصالة والمعاصرة.

قائمة السيليوغرافيا:

باللغة العربية

المراجع (كتب ومقالات)

1. أحياط، ا. (2004). رحلات العمل الأمازيغي: الراحلون منهم. الرباط: مطبعة المعارف الجديدة.
2. أحياط، ا. (2012). النهضة الأمازيغية، كما عشت ميلادها وتطورها. الرباط: مطبعة المعارف الجديدة.
3. بوكوس، أ. (2013). مسار اللغة الأمازيغية: الرهانات والاستراتيجيات. الرباط: طوب بريس.
4. دوبار، ك. (2007). أزمة الهويات، تفسير تحول. بيروت: المكتبة الشرقية.
5. ظريف، م. (1988). الأحزاب السياسية المغربي. الدار البيضاء: افريقيا الشرق.
6. العروي، ع. ا. (2016). الأصول الاجتماعية والثقافية للوطنية المغربية 1830-1912. الدار البيضاء: المركز الثقافي العربي.
7. غلاب، ع. ا. (1987). تاريخ الحركة الوطنية: من نهاية حرب الريف إلى بناء الجدار السادس في الصحراء. الرباط: مطبعة الرسالة.
8. غيرتز، ك. (2009). تأويل الثقافات. لبنان: المنظمة العربية للترجمة.
9. الفاسي، ع. (2003). الحركات الاستقلالية في الوطن العربي، (ط.6)، الدار البيضاء: مطبعة النجاح الجديدة.
10. الفاسي، ع. (2004). حوارات حول المسألة الأمازيغية، منشورات الأحداث المغربية، دار النشر المغربية.
11. مالكي، ا. (1994). الحركات الوطنية والاستعمار في المغرب العربي. لبنان: مركز دراسات الوحدة العربية.
12. واتروري، ج. (2004). أمير المؤمنين: الملكية والنخبة السياسية المغربية. المحمدية/المغرب: مطبعة فضالة.
13. وعزي، ا. (2000). نشأة الحركة الثقافية الأمازيغية في المغرب، 1967-1991، تحليل سيرورة تحول الوعي بالهوية الأمازيغية. الرباط: الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي.
14. اليازغي، م. (2004). حوارات حول المسألة الأمازيغية، منشورات الأحداث المغربية، دار النشر المغربية.

باللغة الفرنسية

Les études (Livres et articles)

1. AIT MOUS, F. (2000). réseau associatif amazigh : émergence et diffusion. في *usages de l'identité amazighe au Maroc*. Casablanca : Annajah Aljadida.
2. BOUYAAKOUBI, L. (2009). *Mohamed CHAFIK : l'homme de l'unanimité, parcours d'une figure emblématique de la revendication amaz.* Rabat : IDIGL.
3. CASTELLS, M. (1999). *le pouvoir de l'identité : l'ère de l'information*. Paris : Fayard.
4. CHAFIK, M. (2000). *Pour un Maghreb d'abord maghrébin*. Rabat : centre Tarik Ibnu Ziyad.
5. ELQADERY, M. (1995). *L'Etat nation et les berbères, le cas du Maroc, mythe colonial et négociation nationale* (أطروحة دكتوراه). université Paul Valery, Montpellier.
6. PALAZZOLI, C. (1974). *Le Maroc politique, de l'indépendance à 1973*. Paris : Sindbad.
7. RACHIK, H. (2000). Construction de l'identité amazighe. في *usages de l'identité amazighe au Maroc*. Casablanca : Annajah Aljadida.
8. RACHIK H. (2006). Construction de l'identité amazighe, in *usages de l'identité amazighe au Maroc*, Hassan Rachik, Casablanca, Annajah Aljadida.

توظيف الدين في الخطاب الاستعماري بالمغرب خلال القرن 20م
Employing religion in colonial discourse in Morocco during the 20th century.

أحميان نورالدين

باحث في سلك الدكتوراه كلية الآداب

والعلوم الإنسانية سايس-المغرب

الإيميل: ahmiane@gmail.com

ت. الارسال: 30.07.2020	ت. المراجعة: 20.09.2020	ت. القبول: 26.08.2020
------------------------	-------------------------	-----------------------

الملخص: عملت كل من فرنسا وإسبانيا على توظيف الدين في سياستهما الاستعمارية، كأداة لكسب واستمالة المغاربة، وإذا كان المقيم العام الفرنسي الجنرال ليوطي (*Louis Hubert Gonzalve Lyauty*) هو السباق إلى توظيف هذه الوسيلة بالمغرب؛ فإن فرنسا بدأت تتخلى عنها، بعد انتهاء مهام اليوطي في المغرب سنة 1925. لكن مع انطلاق الانقلاب الذي قاده الجنرال فرانكو (*Francisco Franco*)، ضد الحكومة الجمهورية بإسبانيا سنة 1936، عمل المفوض الإسباني بيكبيدي (*Juan Beigbeder Atienza*) على محاكاة السياسة الإسلامية التي كانت قد نحتها سابقا فرنسا. فركزت الفرانكوية في سياستها الأهلية على الجانب الديني عبر مجموعة من الإجراءات والتدابير، التي حاولت أن تعكس من خلالها احترام الطقوس والشعائر الدينية، والاهتمام بالقضايا والجوانب المرتبطة بالدين الإسلامي مثل ترميم المساجد أو بناء أخرى، والاهتمام بالأضرحة، بالإضافة إلى الإشراف على تنظيم رحلات الحج، كوسيلة لترويج الدعاية الإسلامية التي نحتها فرانكو، من أجل كسب صداقة المسلمين والظهور بمظهر المدافع عنهم؛ ليس بالمغرب فقط، بل بكل أقطار العالم الإسلامي.

الكلمات المفتاحية: السياسة الإسلامية- الحج- بيكبيدي- استمالة- الفرانكوية

Abstract: France and Spain worked hard in employing religion in their colonial policy as a tool aiming at gaining the sympathy of the Moroccans and keeping them very close, and the French Resident general Louis Hubert Gonzalve Yauty was the first to utilize this method in Morocco. However, France started to give up using this policy when Lyauty mission came to the end in 1925. Nevertheless, just after the push led by the general Franco (Francisco Franco) against the republican government in Spain in 1936, the Spanish Commissioner or negotiator (Juan Beigbede Atienza) imitated the Islamic policy previously pursued by France. In this respect, the Franconist focused on the religious side through a set of measures that reflect respect for religious rituals and beliefs, in addition to paying more attention to matters and issues related to the Islamic religion such as restoration of mosques or constructing others and caring for shrines as well as organizing pilgrimage trips as a means to promote the Islamic propaganda that Franco approached so as he could gain the friendship and sympathy of the Muslims; most importantly as their fierce defender, not only in Morocco, but also all over the Islamic World.

Key words: Islamic policy, pilgrimage, be in keeping (sympathizing), bikieder, Francoism

إيميل الاتصال: ahmiane@gmail.com

مقدمة

وظفت القوى الاستعمارية مجموعة من الآليات لتحقيق أهدافها في المستعمرات، واستدراج الأهالي لقبول الوجود الأجنبي، قصد استغلال خيرات البلاد وإمكاناتها المادية والبشرية لصالح الميتروبول؛ فركزت في سياستها الأهلية على الجانب الديني عبر مجموعة من الإجراءات والتدابير، التي عكست من خلالها احترام الطقوس والشعائر الدينية. وقد عملت كل من فرنسا وإسبانيا على تقديم مجموعة من الامتيازات للمغاربة وعلى وجه التحديد لبعض الأعيان وزعماء الطرق والزوايا الذين كانوا يخدمون توجهها، ويندرج ضمن هذه الخدمات تسهيل توجههم لزيارة بيت الله الحرام، بل والإنفاق على هذه الرحلات إن اقتضى الأمر ذلك.

لم يكن توظيف هذه السياسة وليد الحركة الامبريالية خلال النصف الثاني من القرن التاسع عشر، بل تعود جذورها على الأقل إلى حملة نابليون على مصر ما بين 1798-1801، إذ حرص نابليون على الترويج لدعايته الإسلامية من خلال مواكب الحج، من أجل كسب صداقة المسلمين والظهور بمظهر المدافع عنهم، ليس بمصر فقط، بل بكل أقطار العالم الإسلامي، كما أن جل الدول الإمبريالية عملت على توظيف الدين في خطابها الاستعماري بمختلف أقطار العالم الإسلامي، وشكل الخطاب الديني واحد من أهم الوسائل الموظفة لاستمالة وجذب الأهالي.

لذا سنحاول إظهار بعض معالم هذه السياسة الدينية من خلال تناول النموذج الفرنسي والإسباني بالمغرب الأقصى خلال القرن 20. فما هي تجليات السياسة الدينية الاستعمارية الفرنسية والإسبانية؟ وكيف وظفت إسبانيا وفرنسا هذه السياسة لخدمة أغراضها؟ وما مظاهر التباين بين النموذجين؟ وما هي الوسائل التي وظفت في ظلها؟

1. السياسة الدينية لفرنسا في المنطقة السلطانية¹

لتحقيق فرنسا الهدف من فرض الهيمنة على المغرب، اهتمت بالمرجعية الإسلامية من أجل تسهيل بسط نفوذها الاستعماري. ويعتبر شارل دوفوكو (*C. de FOUCAULD*) من الأوائل الذين نبهوا إلى أهمية استعمال الإسلام في الدعاية الاستعمارية، كما صُنف "ميشو بلير" (*Edouard Michaux BELLAIRE*) من أهم

1. يقصد بالمنطقة السلطانية في المغرب الأقصى المجال الجغرافي الخاضع للحماية الفرنسية بموجب معاهدة 1912، وتعرف بهذا

الاسم لكون هرم الإدارة المغربية كان يشرف عليه السلطان المغربي.

أقطاب السياسة الإسلامية بالمغرب. هكذا، عملت فرنسا على خلق أدوات لدعم المعرفة العلمية لخدمة مصالحها الاستعمارية، عن طريق تأسيس مؤسسات علمية تهتم بالبحث. فأنشأت البعثة العلمية منذ سنة 1904، التي ترأسها "الفريد لوشاتولي" (*Alfred Le CHATELIER*)، كما تم إحداث كرسي للدراسة الإسلامية بـ "كوليج دو فرانس بباريس" (*Collège de France-Paris*) والتي كانت مهمتها البحث عن فهم العقيدة الإسلامية لتسهيل التعامل مع المجتمعات الإسلامية ومنها المغرب (بنعدادة، 2013: 11).

بعد فرض الحماية على المغرب في 30 مارس 1912 أصدرت الإقامة العامة "مجلة العالم الإسلامي" (*Revue du Monde Musulman*)، والتي استهدفت توفير بنك للمعطيات حول الإسلام (بنعدادة، 2013: 12)، وقد لخص "الفريد لوشاتولي" أهداف هذه المجلة في قوله: «علينا أن نستعمل مجلة العالم الإسلامي كوسيلة لجمع فيها كل ما نحتاجه من المعلومات عن الإسلام والمسلمين في العالم، معلومات اقتصادية دبلوماسية اجتماعية أو ثقافية. فإن قمنا بذلك وأحدثنا المجلة باستمرار، فأنا متأكد أننا سنصل إلى نتائج حاسمة في سياستنا الإسلامية وبمجهودات جد ضئيلة» (*BOUVAL, (s,a): 128*).

وبعد اندلاع الحرب العالمية الأولى، تضاعفت مخاوف فرنسا من إمكانية تضامن المسلمين مع الإمبراطورية العثمانية، فاضطرت إلى مواجهة فكرة الجامعة الإسلامية التي عمل العثمانيون على تحقيقها، وحظيت بدعم من حليفها ألمانيا العدو الأول لفرنسا (سنو، 2003: 237). فحاولت هذه الأخيرة إجهاض هذا المخطط الذي أصبح يهدد مشروعها الاستعماري، خاصة بعد الفتوى التي أصدرها شيخ الإسلام بالدولة العثمانية يوم 7 نونبر 1914، والتي جعلت الجهاد فرض عين على جميع المسلمين في مختلف أنحاء المعمورة (بيضا، 2003: 244).

قامت فرنسا بدعاية مضادة، بدعوة المغاربة إلى عدم تأييد العثمانيين خلال الحرب العالمية الأولى، وذلك باستمالة رجال الدين وشيوخ الزوايا. وفي هذا الإطار قام شيوخ الزاوية الوزانية بإدانة الإمبراطورية العثمانية بسبب دخولها الحرب إلى جانب ألمانيا ضد فرنسا، وأصدروا أمراً لكل أتباعهم بعدم الاستماع للدعاية العثمانية المغرضة (المودن، 2005: 229). وبدون شك، فإن مثل هذا الموقف كان يتم بتوجيه من الإدارة الفرنسية، من أجل الوقوف في صفها، بدل مناصرة الطرف الآخر من دار الإسلام المتمثل في الإمبراطورية العثمانية.

لم تكتف فرنسا باستمالة وإقناع الزاوية الوزانية فقط، بل تمكنت من التأثير كذلك على السلطان المغربي مولاي يوسف، الذي شجع المغاربة للوقوف في صفها، والتنبؤ به بما تقوم به لصالح "الحق والإنسانية"، عبر محاربة

"أعداء الإنسانية والحرية والمدنية"، وفي المقابل تم تصوير ألمانيا وحليفاتها الإمبراطورية العثمانية، كعدوتين للإنسانية والحرية (بيضا، 2003 أ: 246).

استطاعت السياسة الإسلامية الفرنسية أن تتجاوز حدود المجال المغربي، حيث كانت الإقامة العامة تنظر بعين الريب إلى محاولات إنجلترا الهادفة إلى جعل شريف مكة إماما للمسلمين، لإضعاف النفوذ الديني والروحي للعثمانيين، إلا أن السلطات الفرنسية كانت ترى أن السلطان المغربي هو الأحق بذلك، فعمل المقيم العام الفرنسي على إخراج السلطان الجديد (المولى يوسف) من الظل في إطار سياستها الإسلامية، بعدما كان حضوره باهتا منذ توليته العرش سنة 1912 (بيضا، 2003 أ: 247)؛ فوظفت فرنسا بذلك السلطة الروحية للسلطان كآلية لتثبيت وجودها في إطار سياستها الإسلامية. وقد قدمت الزاوية الشراوية نداء تجمعت فيه على العثمانيين، وطالبت بأن يكون مولاي يوسف أمير المؤمنين في العالم الإسلامي (بيضا، 2003 أ: 248).

لقد شكل منصب "السلطان" عنصرا بارزا في السياسة الإسلامية الفرنسية، لذلك كان "لوي هوبير غونزالف ليوطي"² *Lyautey Gonzalve* (Louis Hubert) يصور نفسه على أنه مجرد خادم لجلالة السلطان، نظرا للصلة التي تربط بين السلطان والإسلام، كما أظهر احترامه للمؤسسات الدينية كالأحباس وغيرها من المؤسسات (بيضا، 2005: 40-41). و في هذا الإطار، تم استثناء الأراضي التابعة للمساجد والأضرحة والمقابر الإسلامية، من ظهير سنة 1914 القاضي بنزع الملكية في سبيل المنفعة العامة، وهو ما ينم على إبدائه الاحترام للإسلام ومؤسساته (بيضا، 2005: 42).

لم تتوقف القوى الاستعمارية في المغرب عند استمالة شيوخ الزوايا والفقهاء والعلماء من أجل تيسير عملها في المغرب، إنما «فطنت لأهمية توظيف الحج في "سياستها الإسلامية" باعتباره من الشعائر الإسلامية الأساسية، وتمكنت بدرجات متفاوتة من تليين بعض المواقف، ومحو جزئي لملامح صورتها الحالكة، وهو ما سعت إليه لا سيما في فترات معينة من الحروب والصراعات سواء الدولية منها أو الداخلية» (المكاوي، 2016: 105). فشكل الحج إذا، والسياسة الإسلامية في مجملها، وسيلة لحجب ما كانت ترتكبه القوى الاستعمارية من مجازر في حق الأهالي، وتلميع صورتها أمام الرأي العام.

². أول مقيم عام فرنسي بالمغرب ما بين 1912-1925، وتمت ترقيته في سنة 1921 من رتبة جنرال إلى مارشال توفي في سنة 1934 حارب في الهند الصينية والجزائر قبل أن يلتحق بالمغرب.

وفي إطار هذه السياسة، تبرعت فرنسا في شخص مقيمها العام الجنرال ليوطي سنة 1916، على عدد مهم من الأعيان المغاربة برحلات الحج إلى البقاع المقدسة، الذين انطلقوا على متن سفينة فاخرة من ميناء الدار البيضاء، واستفاد منها 178 شخصا من المغرب (بيضا، 2005: 42)، وتشكل الوفد المغربي من عدد من رجال المخزن منهم: أحمد الصبيحي عامل مدينة سلا (بيضا، 2003 ب: 250)، وأحمد سكيرج المكلف من قبل السلطان بتمثيله بالنيابة لدى السلطات السعودية.

وقد مر وفد الحجاج عبر فرنسا، التي عينت عند وصولهم إلى باريس، السيد قدور بن غبريط رئيسا لوفد هذه الرحلة (الأزمي، 2004: 21)، ولم تكتف فرنسا بتخصيص سفينة خاصة لنقلهم، بل منحت لهم إعطيات مالية، وهو ما عبر عنه أحمد سكيرج بقوله: «ووجه لنا إنعاما من الدولة الفخيمة» (الأزمي، 2004: 21). وجاء تنظيم هذه الرحلة الحجاجية في عز الحرب العالمية الأولى (1916)، كوسيلة لتهدئة الأهالي، ومواجهة الدعاية العثمانية الطامحة إلى الحصول على الدعم المغربي خلال هذه الحرب.

أقدمت الإدارة الفرنسية على تنظيم رحلة أخرى إلى الديار المقدسة سنة 1937، على متن سفينة "ميندوزة"، لصالح مسلمي شمال إفريقيا. وكانت انطلاقتها هذه المرة من القطر الجزائري مباشرة³، مما فرض على المغاربة الانتقال أولا إلى الجزائر. وأسست الإدارة الفرنسية بالجزائر هيئة وزارية لتنسيق الجهود وإرساء سياسة إسلامية موحدة بين كل الوزارات، وهي: اللجنة الوزارية للشؤون الإسلامية (*Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes*) وكانت مهمتها مراقبة عملية الحج (Le PAUTREMAT, 2003: 42).

سعى ليوطي؛ بالإضافة إلى استعمال ورقة الحج منذ التحاقه على رأس الإقامة العامة بالمغرب، على ربط الاتصال مع العلماء وكسب دعمهم ومساندتهم، لغرض القيام ببعض الإصلاحات التي نصت عليها معاهدة الحماية، فأسند إليهم المناصب المهمة (بنعدادة، 2003: 48).

ونظرا لأهمية الصحف في الدعاية، عمدت الإدارة الفرنسية إلى إصدار "جريدة السعادة" انطلاقا من طنجة منذ 1904، ثم تحول صدورها إلى الرباط بأمر من ليوطي منذ 1913، بعدما غدت عاصمة للمغرب السلطاني، واستهدف من ذلك تلميع صورة فرنسا (بيضا، 2005: 44). وقد نُشرت على صفحاتها "الرحلة المكية" لأحمد

3. بدون مؤلف. (1937 يناير 8) "الحج إلى بيت الله الحرام (لسنة 1355 هـ/ 1937 على ظهر الباخرة مندوزة للجمعية الإسلامية الفرنسية لنقل حجاج الشمال الإفريقي"، جريدة البصائر، ع. 50، ص. 06.

الصبيحي عبر حلقات في 16 عددا، من 16 نونبر 1916 إلى 10 يناير 1917، من أجل إظهار اعتناء الحماية الفرنسية بالدين الإسلامي وسهرها على أداء المغاربة لشعائرتهم الدينية(بيضا،2003 أ: 250).

عمل ليوطي على غرار المظاهر التي اتخذتها السياسة الإسلامية الفرنسية، على حظر نشاط البعثات المسيحية في أوساط عموم المسلمين، ووقف بالمرصاد للنشاط الصهيوني في المغرب، بمنع نشاط الحركة الصهيونية من القيام بدعايتها ومن جمع التبرعات لمساندة إنشاء الوطن القومي المنشود لليهود فوق تراب فلسطين(بيضا،2005: 44).

إن هذه السياسة التي نهجها ليوطي قد أعطت ثمارها، ويظهر ذلك من خلال مواقف بعض العلماء، وعلى رأسهم أحمد الصبيحي الذي استفاد من رحلة الحج في موسم 1916، والذي كتب أثناء حديثه عن زيارة مستشفى بمصر ما يلي: « مما يدل على سمو العاطفة الفرنسية نحو الإنسانية بكل مكان لا خصوص بلدها ومستعمراتها» (الصبيحي، 2016: 79). جعل الصبيحي من فرنسا دولة تخدم الإنسانية في مختلف المناطق إلا أنه نسى أو تناسى ما كانت تقترفه من مجازر في حق أبناء وطنه. ونفس الشيء نجد عند أحمد سكيح في مخطوطه "الرحلة المكية"، حيث استعمل بعض المرادفات والعبارات التي تنم عن إعجابه بفرنسا مثل عبارة « الدولة الفخيمة» (الازمي،2004: 21-23).

تعددت نماذج العلماء المغاربة؛ الذين أبدوا مواقف إيجابية تجاه فرنسا وسياستها على غرار الصبيحي، ومنهم محمد بن الحسن الحجوي الذي انبهر بسياسة ليوطي، وأشاد في عدد من خطبه بمحافظه فرنسا على الأسلوب العربي واعتنائها بالصناعة الوطنية(بنعدادة،2003: 163)، وأكثر من ذلك، فإن الحكومة الفرنسية في نظر الحجوي لم تعمل على « طمس تاريخ المغرب وحضارته، بل أحيت ما كان مندثرا منها، وحافظت على المشاعر والعواطف التي كانت تحرك المغاربة في دينهم وعاداتهم » (بنعدادة،2003: 162). فقد جعل من الحماية الفرنسية المدافع والساخر على تاريخ المغرب وحضارته، كما حافظت فرنسا - حسب الحجوي- على مشاعر وعواطف المغاربة اتجاه دينهم وعاداتهم، واعتنت بالمساجد، فقامت بصيانتها، كما أشرفت على تنظيم الأحياس(بنعدادة، 2003: 162).

التحق رجل المخزن بدورهم بالمواقف التي أبدتها العلماء اتجاه الحماية، حيث عبروا عن إعجابهم بفرنسا، وأشادوا بها وبسياسة مقيمها العام ليوطي، ومن هؤلاء نجد: ابن المواز، والأعرج السليماني... وغيرهما(بنعدادة،2003: 163-176). ساهمت بذلك السياسة الدينية الفرنسية بالمغرب في تلميع صورة البلد الحامي، وترسيخ شائعة لدى بعض الأوساط المغربية مفادها أن المقيم العام قد « اعتنق

الإسلام» (بيضا، 2005: 43)، من أجل كسب ود وعطف المغاربة، وقد يكون انتشارها دليلا على نجاح ليوطي في ترويج دعايته. إذن فإلى أي حد استفادت الفرانكوية من التجربة الفرنسية؟

2. تجليات السياسة الدينية بالمنطقة الخليفية⁴

انتبهت الفرانكوية⁵ إلى أهمية الدين لدى المغاربة كمجتمع إسلامي، مما جعلها تعمل على كسب تأييد المغاربة عن طريق توظيف ورقة الدين. فعقب تغير المقيم العام الفرنسي في المغرب سنة 1926، شرعت السلطات الفرنسية في التخلي عن إرث ليوطي فيما يتعلق بـ: "السياسة الإسلامية"، إلا أن المفوض الإسباني "خوان بيكيديرا" (Juan Beigbeder Atienza)⁶ فطن إلى أهمية هذه السياسة، واستلهم منها الكثير من الدروس والعبر لتثبيت الحضور الفرانكوي في المنطقة الخليفية⁷ خلال فترة الثلاثينيات، عندما كانت الفرانكوية في حاجة ماسة إلى استمالة الأهالي في خضم أحداث الحرب الأهلية الإسبانية (1936-1939) (بيضا، 2005: 46). حيث أدى حاجة الفرانكويين لإسهام المغاربة إلى جانبهم في حركتهم ضد الجمهوريين دفع "بيكيديرا" إلى مجازاة السياسة الإسلامية التي نصحها من قبل الجنرال ليوطي بالمنطقة السلطانية (المكاوي، 2016: 102).

عمل الجنرال فرانكو على إظهار نفسه كصديق للعالم الإسلامي، ومدافع عن تراث الأندلس، وإظهار معالم الثقافة الأندلسية (CALDERWOOD, 2017: 1098). ولم يقتصر على ذلك فقط، بل استغل العامل الديني لكسب تأييد الفقهاء ورجال الزوايا وقواد القبائل وشيوخها لحمل الأهالي على الانخراط في الجندية (العبوني، 2004: 61)، وذلك راجع إلى أهمية هذه الفئة في المجتمع المغربي الإسلامي، وما تمتعت به من قدرة على التأثير فيه، أما كسب قواد القبائل وشيوخها، فيعود إلى قدرتهم على إخضاع الأهالي نظرا للسلطة التي تمتعوا بها، فاستغلّت بذلك الفرانكوية كلا من السلطة الروحية والمادية من خلال هاتين الفئتين.

4. يقصد بالمنطقة الخليفية المنطقة التي خضعت للحماية الإسبانية بموجب معاهدة الحماية سنة 1912، وهي المنطقة الموجودة في أقصى شمال المغرب وكذلك الجنوب المغربي. وعرفت بهذا الاسم لكون جهاز الإدارة المغربية كان يترأسه خليفة السلطان.

5. نسبة إلى النظام الجديد الذي أنشأه الجنرال فرانسيسكو فرانكو بإسبانيا منذ الانقلاب الذي تزعمه بداية من سنة 1936

6. خوان بيكيديرا (Juan Beigbeder Atienza): تولى الإقامة العامة في المغرب ما بين 13 أبريل 1937 إلى غاية 17 غشت 1939، وقد عمل على ربط الاتصال بزعماء الحركة الوطنية بشمال المغرب والتأكيد على فتح إسبانيا صفحة جديدة معهم من خلال السماح لهم بالخرجات الفردية وإصدار الصحف وتأسيس الأحزاب والجمعيات.... ويلاحظ انه تولى الإقامة العامة لمدة قصيرة فقط، كما هو الشأن بالنسبة لباقي المقيمين العامين، أي أن إسبانيا لم تغير استراتيجيتها في هذا الشأن خلال مرحلة فرانكو. (داود، 2011: 191)

7. يقصد بالمنطقة الخليفية المجال الذي كان خاضعا للحماية الإسبانية في أقصى شمال وجنوب المغرب، واطلق عليه هذا الاسم لان الجهاز الإداري المغربي يشرف عليه خليفة السلطان، وفي المقابل نجد المنطقة الخاضعة للحماية الفرنسية تعرف بالمنطقة السلطانية، لكون الجهاز الإداري المغربي يشرف عليه السلطان.

ولتحقيق هذه الغاية، كان من المهم استقطاب بعض رموز الفكر والعلم المغاربة والعرب أيضا، فكان من بين رجال النخبة المغاربة الذين تم توظيفهم في هذه الدعاية الفقيه أحمد الرهوني، فخلال زيارة هذا الأخير لفرانكو في سنة 1937 بإشبيلية استعدادا لرحلة الحج « أرسل (فرانكو) عبر الرهوني إشارات إلى العالم الإسلامي لمد جسور الصداقة من جهة، وخلق جبهة أو تكثيف الجهود للتصدي للمد الشيوعي» (بودشار، 2016: 71). وبالإضافة إلى اعتماد الرهوني كأداة للترويج للفرانكوية، سواء داخل المغرب أو خارجه من خلال إشرافه على تنظيم الحج الذي يتمتع بصبغة دولية، باعتبار الديار المقدسة بالحجاز مجال لالتقاء المسلمين من كل الأقطار، وإعطاء دفعة أكثر لهذه الدعاية عربيا تم العمل على استقدام أحد رموز الثقافة والفكر العربي، ويتعلق الأمر باللبناني أمين الريحاني الذي قدمت له دعوة لزيارة المنطقة الخليفية، ومنها توجه إلى إسبانيا لملاقاة فرانكو، وقد سجل ملاحظاته ومشاهداته في رحلته المسماة "المغرب الأقصى" (الريحاني، د.س).

بالإضافة إلى تنظيم رحلات الحج للمغاربة إلى الديار المقدسة التي اتخذت الدعامة الأساسية لهذه الاستراتيجية الاستعمارية القائمة على استعمال الدين مظاهر عدة، فتم العمل على تنوع الأساليب الموظفة لضمان مساعدة أكبر عدد من أعيان شمال المغرب للشوار، من خلال دفعهم لأبناء المنطقة للمشاركة في الحرب الأهلية، بالانخراط في التجنيد بصفوف الفرانكويين وضمان استقرار المنطقة للتفرغ لمواجهة الجمهوريين (الغديري، 2009: 62)، إذ عملت الإيديولوجية الفرانكوية على إظهار فرانكو في صورة حامي الإسلام والمسلمين، وقد يكون هو السبب الذي يفسر توجه حوالي 1200 مغربي لرؤية فرانكو بإسبانيا بعد عودة وفد حجاج موسم 1937 (GUSSINER, 2002: 151)، على الرغم من أن عدد أعضاء الوفد المتوجه إلى الحج كان فقط حوالي 513 حاج (الرهوني، 1941: 61).

أراد فرانكو أن يبين للمغاربة وللمسلمين عموما من خلال السياسة الدينية المتبعة، تأكيد غياب أي عداء ديني للإسلام والمسلمين، من أجل كسب ود المغاربة خلال مرحلة الحرب الأهلية (المكاوي، 2016: 105). أما رأس الفرانكوية بالمغرب ومخططها الأساسي المفوض السامي "بيكيدير"، فقد كان يصر على أن الإسبان كلهم مسلمون، بل وكان في مكتبته مصحف وصورة لمفتي القدس أمين الحسيني. فاستطاع بسياسته الإسلامية هذه، أن يجلب عطف سكان منطقة الشمال وود القادة الوطنيين في المغرب (مثل المكّي الناصري) والبلدان الإسلامية (مثل أمين الريحاني) (العبوتي، 2004: 60). ويبدو أنه نجح بالفعل في كسب بعض المفكرين العرب مثل أمين الريحاني، الذي ألقى خطبة أثناء زيارته للمغرب أثنى فيها على "بيكيدير" وعلى فرانكو (العبوتي، 2004: 40).

عملت الفرانكوية من جهة أخرى على إثارة حماس المغاربة وكسبهم إلى صفوفها بدل تعاطفهم مع الجمهوريين، من خلال طرح مسألة الإلحاد، فقد صور الثوار (الانقلابيون) «للمغاربة أن الجمهوريين أعداء الدين وأعداء الله، وأن الانتصار عليهم هو انتصار على الكفر والإلحاد» (الريحاني، (د،س):431). وقد عمل عدد من ذوي النفوذ الديني والقواد على نشر هذا الطرح، وإذاعته في صفوف المغاربة، معتقدين أن القتال ضد الشيوعيين هو جهاد في سبيل الله، ونصرة لله ضد هؤلاء الملحدين(بويقران، 2017: 304).

غلف فرانكو سياسته في المغرب بطابع ديني، ووظفها بشكل محكم في دعايته ضد الشيوعيين/الاحمر (*Rojos*)، من أجل إقناع الأهالي بمولاته، وجذبهم إلى صفه في حربه ضد الجمهوريين الذين اعتبرهم عدواً مشتركاً بالنسبة له وللمسلمين(بوهادي، 2003: 598). وفي هذا الصدد، كان يصرح قائلاً بأن«الذين يحاربون الآن في إسبانيا مسيحيون ومسلمون، هم جنود الله الذين لا يقاتلون ضد أشخاص آخرين، لكن ضد الإلحاد والمادية» (بوهادي، 2003: 598). و هكذا جعل من المغاربة والأسبان شعوباً متحدة، متضامنة، ضد الشيوعية، وجاعلاً من الحرب الأهلية حرباً دينية.

تمكن فرانكو بفضل هذه الدعاية، من الحصول على تأييد عدد ليس بيسير من المغاربة في حربه ضد الجمهوريين، بسبب هذا الأسلوب المتبع، ومعلوم أن هذا التصور فيه«من الوهم والخداع ما في كل دعاية من الدعايات السياسية» (الريحاني، (د،س):431).

اتخذت السياسة الدينية لدى فرانكو مظاهر أخرى، منها الاهتمام بالمساجد سواء بترميمها أو بناء أخرى في عدد من مدن المنطقة (الريحاني، (د.س): 236،321). حيث وُضع الحجر الأساس لبناء مسجد بتطوان في 6 شتنبر 1936 من طرف المفوض السامي "لويس اوركاثيولدي"⁸ (*Luis Orgaz Yoldi*) وبيكيدير، وقد جلب لبنائه حجارة قصر طليطلة، كما وضع الحجر الأساس لمسجد آخر في مدينة مليلية يوم 24 ماي 1938(دي ماداريغا، 2006: 23). ولمنح قيمة أكثر لمسألة بناء المساجد بين الأهالي، أرسل فرانكو أخاه "نيكولاس فرانكو" (*Nicolas FRANCO*) إلى المنطقة فتوجه إلى شفشاون يوم 8 فبراير 1938 حيث تبرع بمبلغ 20 ألف بسيطة لمصلحة إدارة الأحباس قصد ترميم وإصلاح المساجد، بالإضافة إلى التبرع بمبلغ آخر ليوزع على الفقراء(دي ماداريغا، 2006: 237).

⁸. لويس اوركاثيولدي (*Luis Orgaz Yoldi*): المفوض الاسباني ما بين أكتوبر 1936 – 11 مارس 1937.

ولم تقتصر السياسة الدينية لسلطات فرانكو على بناء المساجد بالمنطقة الخليفة فقط، بل وسع إطارها لتشمل بعض المدن الإسبانية كأشبيلية، وقد أعدت المفوضية العليا لاحتفال تدشين مسجدها رحلة لنقل الأعيان من المنطقة الخليفة إلى إشبيلية بتاريخ 21 مارس 1937، بتزامن مع عودة الوفد الذي سبق أن أرسله فرانكو إلى الحج (84: 2012, MATEO DIESTE).

واهتم كذلك بالأضرحة، فأصلح ضريح سيدي سعيد، وسيدي بوغالب الذي كان يحظى بمكانة بالغة لدى ساكنة مدينة القصر الكبير (بوهادي، 2003: 608). وأفرد للمواسم الدينية التي كانت تقام بعدد من الأضرحة حيزا من هذه العناية، منها بالخصوص موسم الولي الصالح مولاي عبد السلام بنمشيش، الذي كان يقصده السكان من جميع الجهات والمدن. فكانت هذه المواسم التي كان يحضرها عدد من رجال السلطة الإسبانية تتحول إلى مهرجانات للدعاية الفرانكوية، ولسياستها الدينية بالمغرب (بوهادي، 2003: 609).

وسيرا على هذا النهج، أبدت السلطات الاستعمارية الإسبانية احتراما خاصا للأعياد الدينية الإسلامية، والتي اغتنم المفوض السامي "بيكبيدير" وكبار الضباط والموظفين فرصة الاحتفال بها لتقديم التهاني للخليفة بقصره بتطوان، باسم الجنرال فرانكو. وتوزيع المساعدات الغذائية والألبسة على الفقراء والمعوزين، كما اعتمد الفاتح من محرم عيدا دينيا واعتبره يوم عطلة في جميع الإدارات بالمنطقة، ناهيك عن العزوف عن التدخل في الشؤون الدينية للمغاربة لإظهار احترام خصوصياتهم الدينية، ورسخت الفكرة بتعيين عبد الخالق الطريس على رأس وزارة الأحباس، من أجل السماح للمغاربة بتدبير شؤونهم الدينية وتسييرها (بوهادي، 2003: 600).

لقد حاولت الفرانكوية من خلال هذا العمل التأثير في مختلف الفئات الاجتماعية، فتمكنت من كسب عدد من رؤساء الزوايا الذين نشروا في أوساط القبائل إشاعة رؤيتهم لفرانكو يؤدي مناسك الحج بمكة في السنة التي سبقت التمرد⁹.

ركزت الدعاية الفرانكوية أكثر على المناطق القروية لإقناعها بخطابها نظرا لسهولة التأثير في سكانها، لانتشار الجهل والأمية، على عكس المدن التي كانت أكثر صعوبة في الإقناع، وعملت على استمالة الزوايا، بعد أن استوعبت ما تتمتع به هذه الأخيرة من سلطة روحية على السكان وقوة في التأثير وتشكيل العام.

⁹. بن عزوز حكيم. محمد. (1999 يوليو 15)، "موقف الحركة الوطنية بشمال المغرب من الحرب الأهلية الإسبانية". جريدة الاتحاد الاشتراكي، ص. 3.

امتد تأثير الدعاية الفرانكوية خارج المجال المغربي ليهم باقي أجزاء العالم الإسلامي، قصد كسب تأييد المسلمين في جميع أنحاء العالم، حيث أطلقت الفرانكوية سنة 1939، حملة لجمع التبرعات لفائدة فلسطين، وقد كان "بيكيدير" على رأس المتبرعين، فساهم بمبلغ 15 ألف بسيطة (العبوتي، 2004: 38). كما قدم «فرانكو المنطقة الخليفية للعالم الإسلامي على أن وجود إسبانيا بها ليس وجودا استعماريًا، بقدر ما هو لمساعدتها على استتباب الأمن والقضاء على الفوضى، والعمل على رقي المنطقة وازدهارها، فدعا العالم الإسلامي لزيارة المنطقة للوقوف على هذه الحقائق» (العبوتي، 2004: 61).

إن تركيز سلطات الحماية على الجانب الديني ومغازلة هذا الشعور عند المسلمين جعل فرانكو يبدو في صورة «شقيق المسلمين» (MATEO DIESTE, 2012: 84) في نظر المغاربة والعالم الإسلامي، وهكذا تم العمل على إخراج السياسة الإسلامية الإسبانية من مجال جغرافي ضيق (المنطقة الخليفية) إلى مجال أوسع (العالم الإسلامي) من أجل تحقيق مكاسب أكثر.

خاتمة

عملت فرنسا على توظيف خطاب ديني من أجل استمالة المغاربة إلى صفها من خلال إظهار احترامها للشعائر الإسلامية، وكان كل ذلك لغرض تسهيل سيطرتها على البلاد واستغلال مقوماته وخيراته، خاصة خلال المرحلة الأولى التي تلت فرض الحماية على المغرب، بمعنى قبل أن يستتب لها الوضع بالبلاد، فكانت وسيلة لتهدئة الأهالي آنذاك لكن بعد ذلك بدأت في التحلي عن هذه السياسة تدريجياً. ومع اندلاع الحرب الأهلية في إسبانيا سنة 1936، عمل الجنرال فرانكو على توظيف الخطاب الديني من أجل جذب المغاربة إلى صفه حتى يضرب بهم أعداءه الجمهوريين الشيوعيين الذين صوّروهم للمغاربة في صورة ملحدين ومشركين وجب الجهاد ضدهم، بل إن فرانكو استطاع الخروج بهذه الدعاية ضد الجمهورية إلى مجال جغرافي أوسع شمل عدداً من الأقطار الإسلامية وصلت إلى غاية المشرق العربي، من خلال توظيف الدين وبالخصوص استعمال ورقة الإشراف على تنظيم الحج. ومباشرة بعد انتهاء الحرب الأهلية الإسبانية في سنة 1939 فبدأت الفرانكوية تتخلى شيئاً فشيئاً عن اهتمامها بالدين والتدين لدى المغاربة، ولم تعد إلى الاهتمام به إلا خلال أواخر سنوات الأربعينيات، وهي المرحلة التي توازي العزلة الدولية للنظام الفرانكوي بإسبانيا، مما جعلها توظف الدين مرة أخرى لمواجهة هذه العزلة.

عموماً، فإن إدارة الحماية الفرنسية والإسبانية في المغرب قد انتهت إلى أهمية الدين في حياة المغاربة، لذا عملت على استغلاله في أيديولوجيتها الاستعمارية حتى تتمكن من تحقيق العديد من الامتيازات التي لم تكن

لتحققها باستعمال القوة والسلاح، خاصة خلال مراحل الأزمات التي تكون فيها هذه القوى الاستعمارية في حاجة إلى استمالة الأهالي لتقوية صفوفها، وتوفير شيء من الاستقرار في مستعمراتها، لكن مباشرة بعد تحقيق أهدافها والخروج من مراحل الاضطراب وعدم الاستقرار، تبدأ في التخلي عن هذه الوسيلة الاستعمارية.

قائمة السيلوغرافيا:

باللغة العربية:

المصادر

1. الحوي، م. (1396هـ). الفكر السامي في تاريخ الفقه الإسلامي (ط. 1)، ج. 2، المدينة المنورة: المكتبة العلمية.

المراجع (الكتب و المقالات)

1. الأزمي، أ. (2004). "التعريف بمخطوط " الرحلة المكية" لأبي العباس أحمد سكيرج. ضمن أعمال الدورة الحادية عشر لجامعة مولاي علي الشريف الحماية : السلطان مولاي يوسف (1912-1927): الدورة اليوسفية. منشورات وزارة الثقافة، الرباط، مطبعة دار المناهل.
2. الرهوني، أ. (1941). الرحلة المكية (1355-1356 هـ/ 1937م). تطوان: مطبعة الأحرار، منشورات معهد الجنرال فرانكو للأبحاث العربية الإسبانية.
3. الريحاني، أ. (دون تاريخ). المغرب الأقصى: رحلة في منطقة الحماية الإسبانية. مصر: دار المعارف.
4. الصبيحي، أ. (2016). الرحلة المغربية المكية، تقدم وتحقيق ودراسة نزيهة جابري. (ط. 1)، الرباط: دار الأمان.
5. العبوتي، م. (2004). العلاقات العربية الإسبانية في عهد فرانكو (1939-1975). أطروحة دكتوراه. كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة محمد الخامس: الرباط، المغرب.
6. الغديري، م. "مشاركة أبناء الريف في الحرب الأهلية الإسبانية (1936-1939): من خلال الشعر الأمازيغي". ضمن: الريف: موضوعات وقضايا. ع 1. 2009. صص 55-75
7. المكاوي، أ. (2016). "الحج في" السياسة الإسلامية" لفرنسا وإسبانيا"، مجلة أمل. ع. 48. صص 94-105
8. بنعادة، آ. (2003). الفكر الإصلاحية في عهد الحماية (محمد بن الحسن الحوجينموجا). الدار البيضاء: منشورات المركز الثقافي العربي.
9. بنعادة، آ. (2013). "السياسة الإسلامية الفرنسية في المغرب وردود الفعل"، ضمن: الحضارة الإسلامية في البحر الأبيض المتوسط. استانبول، مطبعة التعاون الإسلامي. صص 11-21
10. بودشار، م. ر. (2016). "المغرب وإسبانيا في الرحلة المكية لأحمد الرهوني: الحقيقة والمناورة"، مجلة أفكار، ع. 8. صص. 65-72
11. بوهادي، ب. (2003). المغرب والحرب الأهلية الإسبانية. أطروحة لنيل الدكتوراه. كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة محمد الخامس: الرباط، المغرب.
12. بويقران، م. (2017). "الحج والعمل الاستعماري: فرانكو وتوظيف الدين في السياسة الإسلامية للحماية الإسبانية بشمال المغرب"، ضمن: ركب الحاج المغربي والتواصل الروحي والحضاري بين المغرب والمشرق. منشورات كلية الآداب بني ملال، بني ملال. مطبعة work bureau، ط. 1. صص 303-312
13. بيضا، ج. (2003 أ)، "الدعاية الفرنسية في المغرب ضد الخلافة العثمانية خلال الحرب العالمية الأولى". ضمن: العثمانيون في العالم المتوسطي: مقاربات جديدة. ط. 1. منشورات كلية الآداب بالرباط. تنسيق عبد الرحمن المودن-عبد الرحيم بنعادة. الدار البيضاء، مطبعة النجاح الجديدة. صص 243-251
14. بيضا، ج. (2003 ب). "رحلات أحمد الصبيحي بين الشرق والغرب"، ضمن: السفر في العالم العربي الإسلامي: التواصل والحداثة. تنسيق عبد الرحمن المودن وعبد الرحيم بنعادة. منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية. الرباط، صص 127-139
15. بيضا، ج. (2005). "السياسة الإسلامية الفرنسية في المغرب على عهد السلطان مولاي يوسف"، ضمن: الحماية والمقاومة في عهد مولاي يوسف. منشورات وزارة الثقافة. الرباط، مطبعة دار المناهل. صص 38-46
16. داود، ح. (2011). على رأس الثمانين: الجزء المكمل لمذكرات محمد داود "على رأس الأربعين". (ط. 1)، تطوان: منشورات تطوان أسمير.

17. دي ماداريا غ. ، مارية ر.(2006). مغاربة في خدمة فرانكو، ترجمة كنزة الغالي، تقديم محمد العربي المساري، ط.1، سلسلة ضفاف عدد 10. منشورات الزمن، الدار البيضاء، مطبعة النجاح الجديدة.
18. سنو، ع.(2003). "سياسة ألمانيا الإسلامية في حوض البحر المتوسط، تحالف استراتيجي أم تحقيق مصالح قومية؟". ضمن: العثمانيون والعالم المتوسطي: مقاربات جديدة. ط. 1. منشورات كلية الآداب بالرباط. تنسيق عبد الرحمن المودن-عبد الرحيم بنحادة. الدار البيضاء، مطبعة النجاح الجديدة، صص 219-242.
19. المودن، عبد الرحمن. (2005). "حول "حضور عثماني" في المغرب في بداية عهد الحماية من خلال أرشيف نانط بفرنسا"، ضمن: العثمانيون في المغرب من خلال الأرشيفات المحلية والمتوسطية. ط1، منشورات كلية الآداب بالرباط. تنسيق عبد الرحمن المودن-عبد الرحيم بنحادة. الدار البيضاء، مطبعة النجاح الجديدة. صص 211-240

صحافة

1. بدون مؤلف. (1937 يناير8). "الحج إلى بيت الله الحرام (لسنة 1355 هـ / 1937 على ظهر الباخرة مندوزة للجمعية الإسلامية الفرنسية لنقل حجاج الشمال الإفريقي". *جريدة البصائر*. ع. 50، ص. 06.
2. بن عزوز ح. م.(1999 يوليو15). "موقف الحركة الوطنية بشمال المغرب من الحرب الأهلية الإسبانية". *جريدة الاتحاد الاشتراكي*، ص.3.

باللغة الأجنبية

Les études (Livres et articles)

1. BOUVAL B. « La presse Musulmane ». In *Revue du Monde Musulman* (R.M.M.). N° 1. pp 122-129.
2. CALDERWOOD E., (2017). « Franco's Hajj: Moroccan Pilgrims, Spanish Fascism, and the Unexpected Journeys of Modern Arabic Literature». *PMLA*, Vol. 132, N. 5. pp. 1097-1116
3. GUSSINYER M. S. (2002). « La organización de la peregrinación a La Meca por Franco durante la guerra civil y el papel de la prensa ».en : *La comunicación social durante el franquismo*, Ed. Diputación Provincial de Málaga. pp. 147-164
4. LUIS J., DIESTE M. (2012). « Una hermandad en tensión. ideología colonial, barreras e intersecciones hispano-marroquíes en el protectorado ». *Awraq*, N5-6. pp79-96